

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709249>

CA20N
XB
-B56



50

Government
Publications

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 27

**An Act to amend the
Children's Law Reform Act**

Projet de loi 27

**Loi modifiant la Loi portant réforme
du droit de l'enfance**

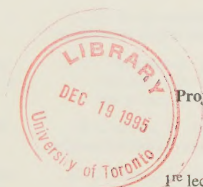
Mr. Hastings

M. Hastings

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 11, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



1^{re} lecture 11 décembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Children's Law Reform Act* to emphasize the importance of children's relationships with their parents and grandparents.

Proposed subsection 20 (2.1) requires parents and others with custody of children to refrain from unreasonably placing obstacles to personal relations between the children and their grandparents.

Section 21, which already permits grandparents to make custody and access applications, is amended to mention them specifically.

Subsection 24 (2), a list of matters that a court must consider when determining the best interests of a child, is amended to include a specific reference to the importance of maintaining emotional ties between children and grandparents.

Proposed subsection 24 (2.1) requires a court that is considering custody or access to give effect to the principle that a child should have as much contact with each parent and grandparent as is consistent with the best interests of the child.

Proposed subsection 24 (2.2) requires a court that is considering custody to take into consideration each applicant's willingness to facilitate as much contact between the child and each parent and grandparent as is consistent with the best interests of the child.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* de façon à faire valoir l'importance des relations qu'ont les enfants avec leurs père et mère ainsi qu'avec leurs grands-parents.

Le nouveau paragraphe 20 (2.1) exige des père et mère et autres personnes qui ont la garde d'enfants de ne pas faire déraisonnablement obstacle aux relations personnelles qui existent entre les enfants et leurs grands-parents.

L'article 21, qui permet déjà aux grands-parents de demander la garde ou un droit de visite, est modifié de façon à les désigner expressément.

Le paragraphe 24 (2), qui énumère les questions dont le tribunal doit tenir compte pour établir l'intérêt véritable d'un enfant, est modifié de façon à inclure une mention expresse de l'importance du maintien des liens affectifs qui existent entre enfants et grands-parents.

Le nouveau paragraphe 24 (2.1) exige qu'un tribunal qui étudie une requête relative à la garde ou au droit de visite applique le principe selon lequel un enfant doit avoir avec ses père et mère et avec ses grands-parents le plus de contact possible compte tenu de l'intérêt véritable de l'enfant.

Le nouveau paragraphe 24 (2.2) exige qu'un tribunal qui étudie une requête relative à la garde tienne compte du fait que chaque requérant est disposé ou non à faciliter entre l'enfant et ses père et mère et ses grands-parents le plus de contact possible compte tenu de l'intérêt véritable de l'enfant.

An Act to amend the Children's Law Reform Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 20 of the *Children's Law Reform Act* is amended by adding the following subsection:

Relations
with grand-
parents

(2.1) A person who has custody of a child shall not unreasonably place obstacles to personal relations between the child and the child's grandparents.

2. Section 21 of the Act is repealed and the following substituted:

Application
for order

21. A parent or grandparent of a child or any other person may apply to a court for an order respecting custody of or access to the child or determining any aspect of the incidents of custody of the child.

3. (1) Subsection 24 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

(a.1) the importance of maintaining emotional ties between the child and his or her grandparents.

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsections:

Maximum
contact

(2.1) In making an order respecting custody of or access to a child, the court shall give effect to the principle that a child should have as much contact with each parent and grandparent as is consistent with the best interests of the child.

Willingness
to facilitate
contact

(2.2) In making an order respecting custody of a child, the court shall take into consideration the willingness of each applicant for custody to facilitate as much contact between the child and each parent and grandparent as is consistent with the best interests of the child.

Commence-
ment

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Children's Law Reform Amendment Act, 1995*.

Loi modifiant la Loi portant réforme du droit de l'enfance

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 20 de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Quiconque a la garde d'un enfant ne doit pas faire déraisonnablement obstacle aux relations personnelles qui existent entre l'enfant et ses grands-parents.

Relations
avec les
grands-
parents

2. L'article 21 de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

21. Le père, la mère ou l'un des grands-parents d'un enfant ou une autre personne peut demander au tribunal, par voie de requête, de rendre une ordonnance concernant la garde de l'enfant ou le droit de visite ou réglant certains aspects des droits accessoires à la garde de l'enfant.

Requête en
vue d'obtenir
une ordon-
nance

3. (1) Le paragraphe 24 (2) de la *Loi* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

a.1) l'importance de maintenir les liens affectifs qui existent entre l'enfant et ses grands-parents.

(2) L'article 24 de la *Loi* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2.1) Lorsqu'il rend une ordonnance relativement à la garde d'un enfant ou au droit de visite, le tribunal applique le principe selon lequel un enfant doit avoir avec ses père et mère et avec ses grands-parents le plus de contact possible compte tenu de l'intérêt véritable de l'enfant.

Maximum de
contact

(2.2) Lorsqu'il rend une ordonnance relativement à la garde d'un enfant, le tribunal tient compte du fait que chaque requérant relativement à la garde est disposé ou non à faciliter entre l'enfant et ses père et mère et ses grands-parents le plus de contact possible compte tenu de l'intérêt véritable de l'enfant.

Volonté de
faciliter le
contact

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 modifiant la Loi portant réforme du droit de l'enfance*.

Titre abrégé

CA20N
XB
- B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 28

**An Act to amend the
Municipal Act to name Civic Holiday
as Simcoe Day**

Projet de loi 28

**Loi modifiant la Loi sur les
municipalités en vue de désigner
le Congé civique sous le nom de
fête de Simcoe**

Mr. Gilchrist

M. Gilchrist

Private Member's Bill

Projet de loi de député



1st Reading December 11, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 11 décembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Municipal Act to name Civic Holiday
as Simcoe Day**

**Loi modifiant la Loi sur les
municipalités en vue de désigner
le Congé civique sous le nom de
fête de Simcoe**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 214 of the *Municipal Act* is amended by adding the following subsection:

Simcoe Day (8.1) If the head of the council of a local municipality proclaims the first Monday in August in any year as a civic holiday, the holiday shall be known as Simcoe Day.

Commence-
ment **2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Short title **3. The short title of this Act is the *Municipal Amendment Act (Simcoe Day), 1995.***

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 214 de la *Loi sur les municipalités* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(8.1) Si le président du conseil de la municipalité locale proclame férié le premier lundi du mois d'août d'une année, ce jour est désigné sous le nom de fête de Simcoe.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 modifiant la Loi sur les municipalités (fête de Simcoe).*

Fête de
Simcoe

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

Self-explanatory.

NOTE EXPLICATIVE

Aucune explication n'est nécessaire.

A20N
XB
-F56



Government
Publications

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 29

**An Act to provide for Fair
Automobile Insurance Practices**

Mr. Sergio

Private Member's Bill

1st Reading December 12, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 29

**Loi visant à prévoir de justes
pratiques en matière
d'assurance-automobile**

M. Sergio

Projet de loi de député

1^{re} lecture 12 décembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to provide for more equitable treatment by insurers of certain applicants for automobile insurance. If, for any reason, it appears that an applicant for insurance may only obtain it through the Facility Association established under the *Compulsory Automobile Insurance Act*, the applicant may ask the Ontario Insurance Commission to review the matter.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de prévoir le traitement plus équitable de certains proposant d'une assurance-automobile par les assureurs. Si, pour un motif quelconque, il semble qu'un proposant d'une assurance-automobile ne puisse obtenir cette assurance que par l'entremise de l'Association des assureurs créée par la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*, le proposant en question peut demander à la Commission des assureurs de l'Ontario d'examiner la question.

An Act to provide for Fair Automobile Insurance Practices

Loi visant à prévoir de justes pratiques en matière d'assurance-automobile

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act, "agent", "automobile insurance" and "insurer" have the same meanings as in the *Compulsory Automobile Insurance Act* and "insurance risk points" refers to risk points under the by-laws of the Facility Association established under that Act.

Interruption in coverage

2. (1) If, for any reason, there has been an interruption of automobile insurance coverage for a person at any time during the 24 month period immediately prior to the person re-applying for or otherwise being re-considered for such coverage, it shall be conclusively presumed that the applicant is not a greater insurance risk than he or she was on the day before the interruption began, no matter how long the interruption lasted.

No assess- ment of risk points

(2) A person referred to in subsection (1) shall not be assessed insurance risk points on account of such an interruption of coverage for the purpose of determining eligibility for automobile insurance through the Facility Association.

Occasional drivers

3. (1) No insurer shall, for the purpose of assessing the insurance risk represented by an applicant for automobile insurance who has never been insured in his or her own name, consider the applicant as if he or she were an applicant without any driving experience if the applicant has been an occasional driver under the automobile insurance policy of another person.

Duty of insurer

(2) An insurer who is considering an applicant referred to in subsection (1) for automobile insurance shall take into account, in assessing the insurance risk represented by the applicant, the length of time during which he or she was an occasional driver under another person's automobile insurance policy, as well as the applicant's actual driving experience during that time.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Dans la présente loi, «agent», «assurance-automobile» et «assureur» s'entendent au sens de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* et «point de risque» s'entend des points de risque d'assurance mentionnés dans les règlements administratifs de l'Association des assureurs créée par cette loi.

Interruption de l'assu- rance

2. (1) Si, pour un motif quelconque, l'assurance-automobile d'une personne a été interrompue au cours des 24 mois précédant le jour où elle présente une nouvelle proposition d'assurance ou le jour où sa proposition est en train d'être réétudiée, il existe une présomption irréfragable selon laquelle le proposant ne présente pas un risque plus élevé ce jour-là que la veille de l'interruption, peu importe sa durée.

Aucun point de risque

(2) Il ne doit être attribué à la personne visée au paragraphe (1) aucun point de risque, en raison d'une telle interruption de l'assurance, aux fins de l'établissement de son admissibilité à une assurance-automobile par l'entremise de l'Association des assureurs.

Conducteurs occasionnels

3. (1) Nul assureur ne doit, aux fins de l'évaluation du risque que représente le proposant d'une assurance-automobile qui n'a jamais été assuré en son propre nom, considérer celui-ci comme un proposant qui n'a aucune expérience de la conduite automobile s'il a été un conducteur occasionnel aux termes de la police d'assurance-automobile d'une autre personne.

Obligation de l'assureur

(2) L'assureur qui étudie le cas du proposant d'une assurance-automobile visé au paragraphe (1) tient compte, lorsqu'il évalue le risque que représente le proposant, de la durée de la période pendant laquelle il a été un conducteur occasionnel aux termes de la police d'assurance-automobile d'une autre personne ainsi que de son expérience réelle de la conduite automobile pendant cette période.

Review by
Commission

4. (1) If an applicant for automobile insurance is informed by or on behalf of an insurer that the applicant may obtain such insurance only through the Facility Association because of an accumulation of insurance risk points or any other reason, the applicant may request the Ontario Insurance Commission to review such a decision, and the Commission may, if it considers it appropriate to do so, vary or rescind the decision.

Decision
final

(2) The Commission's decision on a review under subsection (1) is final and binding.

Offence

5. (1) Every insurer who contravenes a provision of this Act is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) on a first conviction to a fine of not less than \$5,000 and not more than \$100,000; and
- (b) on a subsequent conviction to a fine of not less than \$10,000 and not more than \$200,000.

Directors,
officers

(2) Every director, officer or chief agent of an insurer is guilty of an offence who,

- (a) caused, authorized, permitted or participated in the insurer committing an offence under subsection (1); or
- (b) failed to take reasonable care to prevent the insurer from committing an offence under subsection (1).

Penalty

(3) On conviction for an offence under subsection (2), the person convicted is liable on a first conviction to a fine of not more than \$100,000 and on a subsequent conviction to a fine of not more than \$200,000.

Application

(4) Subsection (3) applies whether or not the insurer has been prosecuted for or convicted of an offence under subsection (1).

Commence-
ment

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Automobile Insurance Act, 1995*.

4. (1) S'il est informé par un assureur ou au nom d'un assureur qu'il ne peut obtenir une assurance-automobile que par l'entremise de l'Association des assureurs en raison de l'accumulation de points de risque ou pour un autre motif, le proposant peut demander à la Commission des assurances de l'Ontario d'examiner la décision. La Commission peut, si elle le juge approprié, modifier ou annuler la décision.

Examen par
la Commis-
sion

(2) La décision que rend la Commission à l'issue d'un examen aux termes du paragraphe (1) est définitive.

Décision
définitive

5. (1) L'assureur qui contrevient à une disposition de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

Infraction

- a) d'une amende de 5 000 \$ à 100 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité;
- b) d'une amende de 10 000 \$ à 200 000 \$ dans le cas d'une déclaration de culpabilité subséquente.

(2) Est coupable d'une infraction l'administrateur, le dirigeant ou l'agent principal d'un assureur qui, selon le cas :

Adminis-
trateurs et
dirigeants

- a) fait commettre à l'assureur une infraction visée au paragraphe (1), autorise la commission de celle-ci, la permet ou y participe;
- b) omet de faire preuve de diligence raisonnable pour empêcher l'assureur de commettre une infraction visée au paragraphe (1).

(3) La personne déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (2) est passible d'une amende d'au plus 100 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 200 000 \$ dans le cas d'une déclaration de culpabilité subséquente.

Peine

(4) Le paragraphe (3) s'applique que l'assureur ait été ou non poursuivi pour une infraction visée au paragraphe (1), ou qu'il en ait été déclaré coupable ou non.

Application

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 sur l'assurance-automobile*.

Titre abrégé

CALON
XB
- B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 30

**An Act to establish the Education
Quality and Accountability Office
and to amend the Education Act
with respect to the Assessment of
Academic Achievement**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Government Bill

1st Reading December 14, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 30

**Loi créant l'Office de la qualité et
de la responsabilité en éducation et
modifiant la Loi sur l'éducation en
ce qui concerne l'évaluation du
rendement scolaire**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 14 décembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Education Quality and Accountability Office. The objects of the Office are set out in section 3 of the Bill and include evaluating the effectiveness of elementary and secondary school education and assessing the academic achievement of elementary and secondary school pupils.

Section 4 of the Bill provides that the Office may require the co-operation of school boards. Section 5 of the Bill permits the Office to enter into agreements with private schools about administering tests to pupils in those schools.

Section 6 of the Bill permits the Minister of Education and Training to issue directives and establish policies on matters relating to the objects of the Office.

Sections 7 to 28 of the Bill provide for the administration, operation and accountability of the Office.

Section 29 of the Bill makes amendments to the *Education Act* relating to the assessment of academic achievement.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. Les objets de l'Office sont énoncés à l'article 3 du projet de loi : ils comprennent notamment l'évaluation de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire, ainsi que l'évaluation du rendement scolaire des élèves des écoles élémentaires et secondaires.

L'article 4 du projet de loi prévoit que l'Office peut exiger la collaboration des conseils scolaires. L'article 5 du projet de loi permet à l'Office de conclure des ententes avec des écoles privées en ce qui concerne l'administration de tests aux élèves de ces écoles.

L'article 6 du projet de loi permet au ministre de l'Éducation et de la Formation de donner des directives et d'établir des politiques relativement aux questions qui ont trait aux objets de l'Office.

Les articles 7 à 28 du projet de loi prévoient l'administration, le fonctionnement et la responsabilité de l'Office.

L'article 29 du projet de loi apporte des modifications à la *Loi sur l'éducation* en ce qui concerne l'évaluation du rendement scolaire.

An Act to establish the Education Quality and Accountability Office and to amend the Education Act with respect to the Assessment of Academic Achievement

Loi créant l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et modifiant la Loi sur l'éducation en ce qui concerne l'évaluation du rendement scolaire

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"board" has the same meaning as in section 1 of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board; ("conseil")

«conseil» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board»)

"Office" means the Education Quality and Accountability Office; ("Office")

«Office» L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. («Office»)

"test" means any method of assessing the academic achievement of elementary and secondary school pupils. ("test")

«test» Toute méthode d'évaluation du rendement scolaire des élèves des écoles élémentaires et secondaires. («test»)

Education Quality and Accountability Office established

2. A corporation without share capital known in English as the Education Quality and Accountability Office and in French as Office de la qualité et de la responsabilité en éducation is established.

2. Est créée une personne morale sans capital-actions appelée en français Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et en anglais Education Quality and Accountability Office.

Création de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

Objects

3. The Office has the following objects:

Objets

3. Les objets de l'Office sont les suivants :

1. To evaluate the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
2. To develop tests and require or undertake the administering and marking of tests of pupils in elementary and secondary schools.
3. To develop systems for evaluating the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
4. To research and collect information on assessing academic achievement.
5. To evaluate the public accountability of boards and to collect information on strategies for improving that accountability.
6. To report to the public and to the Minister of Education and Training on the results of tests and generally on the

1. Évaluer la qualité et l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
2. Élaborer des tests à l'intention des élèves des écoles élémentaires et secondaires et exiger ou effectuer l'administration et la notation de ces tests.
3. Élaborer des systèmes d'évaluation de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
4. Faire des recherches et recueillir des renseignements sur l'évaluation du rendement scolaire.
5. Évaluer la responsabilité des conseils devant le public et recueillir des renseignements sur les stratégies permettant d'accroître cette responsabilité.
6. Rendre compte au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation des résultats des tests et, de façon générale,

quality and effectiveness of elementary and secondary school education and on the public accountability of boards.

7. To make recommendations, in its reports to the public and to the Minister of Education and Training, on any matter related to the quality or effectiveness of elementary and secondary school education or to the public accountability of boards.

Office may require co-operation of boards

4. (1) Without limiting the powers or capacities of the Office, for the purpose of carrying out its objects, the Office may,

- (a) require a board to administer tests to pupils enrolled in schools of the board, mark the tests and report on the results of the tests to the Office and to the general public within the jurisdiction of the board; and
- (b) require a board to provide information to the Office, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Minority language section

- (2) For the purposes of clause 4 (1) (a), where a board has a French-language section or English-language section, the section, with respect to the pupils in schools or classes governed by the section,

- (a) has the responsibilities of a board relating to administering and marking tests; and
- (b) shall submit the results of tests to the board for reporting to the Office and the general public within the jurisdiction of the board.

Directives: when a pupil need not take a test

- (3) The Office may issue directives regarding the circumstances in which a pupil need not take a test under this section.

Non-application of Regulations Act

- (4) A directive issued under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Compliance of boards

- (5) A board shall do anything that it is required or directed to do under this section, within the time and in the manner and form specified by the Office.

Compliance of pupils

- (6) A pupil shall take any test administered to him or her in accordance with this section.

de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ainsi que de la responsabilité des conseils devant le public.

7. Formuler des recommandations, dans les rapports qu'il présente au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation, sur toute question touchant la qualité ou l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ou touchant la responsabilité des conseils devant le public.

4. (1) Sans porter atteinte à ses pouvoirs ou à ses capacités, l'Office peut, pour réaliser ses objets :

Collaboration des conseils exigée par l'Office

- a) exiger que les conseils fassent passer des tests aux élèves inscrits dans leurs écoles, notent ces tests et rendent compte des résultats de ceux-ci à l'Office et à la population du secteur qui relève de leur compétence;
- b) exiger que les conseils lui fournissent des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

- (2) Pour l'application de l'alinéa 4 (1) a), un conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, la section, à l'égard des élèves des écoles ou des classes qu'elle dirige :

Section de la minorité linguistique

- a) d'une part, assume les responsabilités d'un conseil à l'égard de l'administration et de la notation des tests;
- b) d'autre part, soumet les résultats des tests au conseil pour que celui-ci en rende compte à l'Office et à la population du secteur qui relève de la compétence du conseil.

- (3) L'Office peut donner des directives sur les cas où il n'est pas nécessaire de faire passer un test à un élève aux termes du présent article.

Directives : test non obligatoire dans certains cas

- (4) Les directives données en vertu du paragraphe (3) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non-application de la Loi sur les règlements

- (5) Les conseils font tout ce qui est exigé d'eux ou suivent toutes les directives qui leur sont données en vertu du présent article dans les délais, de la manière et sous la forme que précise l'Office.

Obligation imposée aux conseils

- (6) Les élèves passent les tests qui leur sont administrés conformément au présent article.

Obligation imposée aux élèves

Agreements with private schools	5. (1) The Office and a person operating a private school, as defined in section 1 of the <i>Education Act</i> , may enter into agreements about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests.	Ententes conclues avec des écoles privées
Fees	(2) Without limiting the generality of subsection (1), an agreement may provide for the charging of fees by the Office to the private school.	Droits
Minister of Education and Training; directives and policies	6. (1) The Minister of Education and Training may issue written directives and establish policies on matters relating to the objects of the Office.	Directives et politiques du ministre de l'Éducation et de la Formation
Same	(2) The board of directors of the Office shall ensure that the Office operates in accordance with the directives and policies issued or established under subsection (1).	Idem
Non-application of <i>Regulations Act</i>	(3) A directive issued under subsection (1) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	Non-application de la <i>Loi sur les règlements</i>
Crown Agency	7. The Office is a Crown agency as defined in the <i>Crown Agency Act</i> .	Organisme de la Couronne
Delegation of powers of Minister of Education and Training	8. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister of Education and Training under any Act may be delegated by him or her to the board of directors of the Office, as he or she considers necessary or advisable for the carrying out of the Office's objects.	Délégation des pouvoirs du ministre de l'Éducation et de la Formation
Delegation subject to conditions	(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and is subject to any conditions or restrictions set out in it.	Délégation assortie de conditions
Capacity and powers	9. (1) For the purposes of carrying out its objects, the Office has all the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.	Capacité et pouvoirs
Real property	(2) The Office may not acquire, hold or dispose of an interest in real property, other than a leasehold interest, without first obtaining the approval of the Lieutenant Governor in Council.	Biens immeubles
Borrowing	(3) The Office may, if it first obtains the approval of the Lieutenant Governor in Council, borrow money or give security against its property, subject to any conditions imposed by the Minister of Finance.	Emprunts
Guarantee	(4) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the Office, including interest.	Garantie
	5. (1) L'Office et la personne qui assure le fonctionnement d'une école privée, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur l'éducation</i> , peuvent conclure des ententes en ce qui concerne l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests.	
	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par l'Office à l'école privée.	
	6. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut donner des directives par écrit et établir des politiques relativement aux questions qui ont trait aux objets de l'Office.	
	(2) Le conseil d'administration de l'Office veille à ce que ce dernier exerce ses activités conformément aux directives données et aux politiques établies en vertu du paragraphe (1).	
	(3) Les directives données en vertu du paragraphe (1) ne constituent pas des règlements au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	
	7. L'Office est un organisme de la Couronne au sens de la <i>Loi sur les organismes de la Couronne</i> .	
	8. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribue une loi au conseil d'administration de l'Office, selon ce que le ministre estime utile ou nécessaire pour la réalisation des objets de l'Office.	
	(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est donnée par écrit et est assortie des conditions ou des restrictions énoncées dans l'acte de délégation.	
	9. (1) Pour réaliser ses objets, l'Office a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.	
	(2) L'Office ne peut acquérir ni détenir un intérêt sur des biens immeubles, autre qu'un intérêt à bail, ni disposer d'un tel intérêt, sans obtenir au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.	
	(3) L'Office peut, s'il obtient au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts ou consentir des sûretés sur ses biens, sous réserve des conditions qu'impose le ministre des Finances.	
	(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances, au nom de l'Ontario, à accepter de garantir le remboursement des emprunts consentis à l'Office, y compris les intérêts s'y rapportant.	

Same	(5) A guarantee given under subsection (4) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.	(5) La garantie donnée en vertu du paragraphe (4) est assortie des conditions qu'impose le ministre des Finances.	Idem
Collection of personal information	(6) The Office may collect personal information within the meaning of section 38 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 28 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> for the purpose of carrying out its objects.	(6) Pour réaliser ses objets, l'Office peut recueillir des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et de l'article 28 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> .	Collecte de renseignements personnels
Non-application of certain Acts	10. The <i>Corporations Act</i> and <i>Corporations Information Act</i> do not apply to the Office, except as specifically made applicable by this Act or the regulations made under this Act.	10. La <i>Loi sur les personnes morales</i> et la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> ne s'appliquent pas à l'Office, sauf si la présente loi ou ses règlements d'application les rendent expressément applicables à celui-ci.	Non-application de certaines lois
Board of directors	11. (1) The Office shall be managed by its board of directors, which shall be composed of a minimum of seven and a maximum of nine directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.	11. (1) L'Office est géré par son conseil d'administration, qui se compose de sept à neuf membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.	Conseil d'administration
Term	(2) The directors shall be appointed for such terms as may be determined by the Lieutenant Governor in Council and may be reappointed for further terms.	(2) Les administrateurs sont nommés pour un mandat renouvelable que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Mandat
Remuneration	(3) The directors shall receive such remuneration and expenses as may be determined by the Lieutenant Governor in Council.	(3) Les administrateurs reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération
Vacancies	(4) If the position of a director becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office for the unexpired portion of the term or for a new term.	(4) Si le poste d'un administrateur devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste jusqu'à la fin du mandat ou pour un nouveau mandat.	Vacance
Temporary vacancies	(5) If the position of a director becomes temporarily vacant because of a leave of absence, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office as acting director during the leave.	(5) Si le poste d'un administrateur devient temporairement vacant en raison d'un congé qui est accordé à celui-ci, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste à titre intérimaire pendant la durée du congé.	Vacance temporaire
Chair	12. (1) One director shall be designated by the Lieutenant Governor in Council to act as the chair of the board of directors.	12. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur pour assumer la présidence du conseil d'administration.	Présidence
Acting chair	(2) If the chair is absent or unable to act, the directors shall appoint from among themselves an acting chair.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les administrateurs nomment un président intérimaire choisi parmi eux.	Présidence intérimaire
Meetings	13. (1) The directors shall meet at the call of the chair and, in any event, at least four times a year.	13. (1) Les administrateurs se réunissent sur convocation du président et, dans tous les cas, au moins quatre fois par an.	Réunions
Quorum	(2) A majority of the directors shall constitute a quorum.	(2) La majorité des administrateurs constitue le quorum.	Quorum
By-laws	14. The board of directors may pass by-laws regulating its proceedings, specifying the powers and duties of the officers and employees of the Office and generally providing for the management of the Office.	14. Le conseil d'administration peut adopter des règlements administratifs régissant ses travaux, précisant les pouvoirs et fonctions des dirigeants et employés de l'Office et prévoyant de façon générale la gestion de celui-ci.	Règlements administratifs

Conflict of interest and indemnification	15. Sections 132 and 136 of the <i>Business Corporations Act</i> apply with necessary modifications to the Office and to its directors and officers.	15. Les articles 132 et 136 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office ainsi qu'à ses administrateurs et dirigeants.	Conflit d'intérêts et indemnisation
Chief Executive Officer	16. (1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a chief executive officer, after consulting with the directors.	16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un chef de la direction après avoir consulté les administrateurs.	Chef de la direction
Powers and duties	(2) The chief executive officer is responsible for the operation of the Office, the implementation of policies established by the board of directors and the performance of such other functions as are assigned by the board of directors.	(2) Le chef de la direction est responsable du fonctionnement de l'Office, de la mise en œuvre des politiques établies par le conseil d'administration et de l'exercice des autres fonctions que celui-ci lui attribue.	Pouvoirs et fonctions
Delegation	(3) The board of directors may delegate any of its powers or duties, including any power or duty delegated to it by the Minister of Education and Training, to the chief executive officer, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(3) Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le ministre de l'Éducation et de la Formation, au chef de la direction et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Délégation
Same	(4) The chief executive officer may, in writing, delegate to another employee of the Office any of the chief executive officer's powers or duties, including any that have been delegated to him or her by the board of directors, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(4) Le chef de la direction peut, par écrit, déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le conseil d'administration, à un autre employé de l'Office et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Idem
Employees	17. (1) The employees who are considered necessary for the proper conduct of the affairs of the Office may be appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	17. (1) Les employés qui sont jugés nécessaires à la bonne marche de l'Office peuvent être nommés ou mutés en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Employés
Same	(2) The chief executive officer of the Office has the powers and duties of a deputy minister under the <i>Public Service Act</i> , and may exercise the power described in section 8 of that Act.	(2) Le chef de la direction de l'Office est investi des pouvoirs et des fonctions que la <i>Loi sur la fonction publique</i> attribue à un sous-ministre, et peut exercer le pouvoir visé à l'article 8 de cette loi.	Idem
Same	(3) Despite subsection (2), the board of directors may assign some or all of the powers and duties described or referred to in subsection (2) to another employee of the Office where the chief executive officer is seconded to the Office and not appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil d'administration peut attribuer tout ou partie des pouvoirs et fonctions décrits ou visés au paragraphe (2) à un autre employé de l'Office si le chef de la direction est détaché à l'Office plutôt que d'y être nommé ou muté en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Idem
Professional and other assistance	(4) The Office may engage persons other than those employed under subsection (1) to provide professional, technical or other assistance to or on behalf of the Office and may prescribe the terms of engagement and provide for payment of remuneration and expenses of such persons.	(4) L'Office peut engager des personnes autres que celles qui sont employées en vertu du paragraphe (1) pour lui fournir ou fournir en son nom une aide, notamment sur le plan professionnel ou technique. Il peut en outre prescrire les conditions d'engagement de ces personnes et prévoir le versement de leur rémunération et de leurs indemnités.	Aide professionnelle et autre
Appropriation	18. Money required for the purpose of the Office before April 1, 1996 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund and thereafter may be paid out of the money appropriated for that purpose by the Legislature.	18. Les sommes nécessaires aux fins de l'Office avant le 1 ^{er} avril 1996 peuvent être prélevées sur le Trésor et, après cette date, sur les fonds affectés à ces fins par la Législature.	Affectations
Fees	19. (1) Subject to the approval of Management Board of Cabinet, the Office may set	19. (1) Sous réserve de l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, l'Office peut fixer des droits pour toute catégorie de	Droits

fees for any class of goods or services provided by it to any class of persons.

biens ou de services qu'il fournit à toute catégorie de personnes.

Same (2) Despite subsection (1), the approval of Management Board of Cabinet is not required in relation to fees referred to in subsection 5 (2).

(2) Malgré le paragraphe (1), l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement n'est pas exigée en ce qui a trait aux droits visés au paragraphe 5 (2).

Idem

Revenues and investments 20. (1) Despite the *Financial Administration Act*, the revenues and investments of the Office do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

20. (1) Malgré la *Loi sur l'administration financière*, les recettes et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.

Recettes et placements

Payments to Consolidated Revenue Fund (2) When ordered to do so by the Minister of Finance, the Office shall pay into the Consolidated Revenue Fund any money that the Minister of Finance determines is surplus to its requirements.

(2) Lorsque le ministre des Finances lui en donne l'ordre, l'Office verse au Trésor toute somme d'argent qui, selon ce ministre, constitue un excédent.

Versements au Trésor

Reserves (3) In determining the amount payable under subsection (2), the Minister of Finance shall allow such reserves for the future needs of the Office as he or she considers appropriate, and shall ensure that the payment ordered under subsection (2) will not impair the Office's ability to pay its liabilities, to meet its obligations as they become due or to fulfil its contractual commitments.

(3) Lorsqu'il calcule le montant payable aux termes du paragraphe (2), le ministre des Finances permet l'établissement, pour les besoins futurs de l'Office, des réserves qu'il estime appropriées et veille à ce que le versement prévu au paragraphe (2) ne nuise pas à la capacité de l'Office d'acquitter ses dettes, de respecter ses obligations à échéance ou de remplir ses engagements contractuels.

Réserves

Temporary investments 21. The Office may invest money that is temporarily surplus to its requirements in,

21. L'Office peut placer toute somme d'argent qui constitue un excédent temporaire dans ce qui suit :

Placements temporaires

(a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by Canada, a province of Canada, an agency of the Government of Canada, an agency of the government of a province of Canada, a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada) or another financial institution authorized to carry on business in Canada; and

a) des billets, des obligations, des débetures et autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par le Canada, une province canadienne, un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne, une banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada) ou une autre institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;

(b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada.

b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations et autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada.

Fiscal year 22. The Office's fiscal year begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.

22. L'exercice de l'Office commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Exercice

Annual budget 23. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, the Office's proposed budget for the next fiscal year.

23. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, les prévisions budgétaires de l'Office pour l'exercice suivant.

Prévisions budgétaires annuelles

Same (2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to the proposed budget that he or she considers appropriate.

(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées aux prévisions budgétaires.

Idem

Annual plan of operation	24. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, a plan for the Office's next year's operations.	24. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, le plan des activités de l'Office pour l'année suivante.	Plan annuel des activités
Multi-year plan	(2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit to him or her for review and approval a plan for the Office's future operations projected over several years as specified by the Minister.	(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration lui soumette, pour qu'il l'examine et l'approuve, un plan des activités à venir de l'Office projeté sur plusieurs années dont le nombre est précisé par le ministre.	Plan pluriannuel
Changes required by Minister of Education and Training	(3) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to a plan submitted under this section that he or she considers appropriate.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées au plan soumis aux termes du présent article.	Modifications exigées par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Accounting	25. (1) The board of directors shall establish and maintain an accounting system satisfactory to the Minister of Education and Training.	25. (1) Le conseil d'administration établit et tient un système de comptabilité que le ministre de l'Éducation et de la Formation estime satisfaisant.	Comptabilité
Auditors	(2) The board of directors shall appoint one or more auditors licensed under the <i>Public Accountancy Act</i> to audit the Office's accounts and financial transactions annually.	(2) Le conseil d'administration nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la <i>Loi sur la comptabilité publique</i> pour vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de l'Office.	Vérificateurs
Disclosure to Provincial Auditor	(3) The board of directors shall make available to the Provincial Auditor, on his or her request, the auditor's report and all accounts, records and other documents relating to the audit.	(3) Le conseil d'administration met à la disposition du vérificateur provincial, à la demande de celui-ci, le rapport du vérificateur ainsi que tous les comptes, dossiers et autres documents qui se rapportent à la vérification.	Communication au vérificateur provincial
Audit required by Minister of Education and Training	(4) The Minister of Education and Training may require that any aspect of the Office's accounts or financial transactions be audited by an auditor appointed by the Minister for the purpose.	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que tout aspect des comptes ou des opérations financières de l'Office soit vérifié par un vérificateur que nomme à cette fin le ministre.	Vérification exigée par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Same	(5) The auditor shall submit the results of any audit performed under subsection (4) to the Minister of Education and Training and to the board of directors.	(5) Le vérificateur présente les résultats de la vérification effectuée en vertu du paragraphe (4) au ministre de l'Éducation et de la Formation et au conseil d'administration.	Idem
Annual report	26. (1) After the end of the Office's fiscal year, the board of directors shall make an annual report to the Minister of Education and Training on the affairs of the Office.	26. (1) Après la fin de l'exercice de l'Office, le conseil d'administration présente au ministre de l'Éducation et de la Formation un rapport annuel sur les activités de l'Office.	Rapport annuel
Same	(2) The annual report shall contain any information the Minister of Education and Training requires.	(2) Le rapport annuel comporte tous les renseignements que le ministre de l'Éducation et de la Formation exige.	Idem
Tabling	(3) The Minister of Education and Training shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée législative. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt
Other reports	(4) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger du conseil d'administration qu'il présente d'autres rapports sur les activi-	Autres rapports

other reports on the Office's affairs, objects, powers or duties.

Same

(5) In addition to reports required under this section, the board of directors may report to the Minister of Education and Training at any time.

Regulations

27. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing the decision-making procedures followed at directors' meetings;
- (b) prescribing objects of the Office in addition to those set out in section 3;
- (c) making any provision of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* applicable to the Office, with such modifications as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable;
- (d) authorizing personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* to be collected by the Office in a manner other than directly from the individual to whom the information relates and regulating the manner in which the information is collected;
- (e) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Consultation

(2) Before a regulation is made under subsection (1), the Minister of Education and Training shall consult with the Office about it.

Protection from personal liability

28. (1) No proceeding for damages shall be instituted against a director, officer or employee of the Office for an act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any duty or authority under this Act.

Crown not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.

tés, les objets, les pouvoirs ou les fonctions de l'Office.

(5) Outre les rapports exigés aux termes du présent article, le conseil d'administration peut rendre des comptes en tout temps au ministre de l'Éducation et de la Formation.

Idem

27. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) régir la procédure à suivre pour la prise de décisions aux réunions des administrateurs;
- b) prescrire les objets de l'Office qui s'ajoutent à ceux qui sont énoncés à l'article 3;
- c) rendre toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* applicable à l'Office, en y apportant les modifications qu'il estime utiles ou nécessaires;
- d) autoriser la collecte de renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale* et la *protection de la vie privée*, par l'Office d'une manière autre que directement du particulier concerné par ces renseignements, et réglementer la manière de recueillir ces mêmes renseignements;
- e) traiter de toute question qu'il estime utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.

(2) Avant que ne soit pris un règlement en application du paragraphe (1), le ministre de l'Éducation et de la Formation consulte l'Office à ce sujet.

Consultation

28. (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur, un dirigeant ou un employé de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs.

Immunité

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne mentionnée au paragraphe (1).

Responsabilité de la Couronne

29. (1) Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59 and 1993, chapter 11, section 10, is further amended by adding the following paragraphs:

- 3.2 assess the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and, for the purpose, the Minister may,
- (a) provide for the administering and marking of tests of academic achievement,
 - (b) require a board to administer tests of academic achievement to its pupils and mark the tests, within the time and in the manner and form specified by the Minister, and
 - (c) require a board to report on the results of the tests to the Minister and to the general public within the board's jurisdiction, within the time and in the manner and form specified by the Minister;

policies,
guidelines:
assessment
of academic
achievement

- 3.3 establish policies and guidelines for the assessment of the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and require boards to comply with the policies and guidelines.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsections:

(8.1) The Minister and a person operating a private school may enter into agreements about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests.

Agreements
re tests

(8.2) Without limiting the generality of subsection (8.1), an agreement may provide for the charging of fees by the Minister to the private school.

Same

(3) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:

19. do anything that a board is required to do under the *Education Quality and Accountability Office Act, 1995*.

same

29. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, ainsi que par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

- 3.2 évaluer le rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil et, à cette fin, le ministre peut :
- a) prévoir l'administration et la notation des tests de rendement scolaire,
 - b) exiger que les conseils fassent passer des tests de rendement scolaire à leurs élèves et notent ces tests dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre,
 - c) exiger que les conseils rendent compte des résultats des tests au ministre et à la population du secteur qui relève de leur compétence, dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre;

tests

- 3.3 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'évaluation du rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil, et exiger des conseils qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices.

politiques et
lignes direc-
trices : éva-
luation du
rendement
scolaire

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(8.1) Le ministre et la personne qui assure le fonctionnement d'une école privée peuvent conclure des ententes en ce qui concerne l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests.

Ententes
relatives aux
tests

(8.2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (8.1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par le ministre à l'école privée.

Idem

(3) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

19. faire tout ce que la *Loi de 1995 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation* exige de lui.

idem

Commence- ment	30. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	30. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	31. The short title of this Act is the <i>Education Quality and Accountability Office Act, 1995</i> .	31. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1995 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation</i> .	Titre abrégé

A2.011
18
856



Gouvernement
Public

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 30

**An Act to establish the Education
Quality and Accountability Office
and to amend the Education Act
with respect to the Assessment of
Academic Achievement**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Government Bill

1st Reading	December 14, 1995
2nd Reading	April 4, 1996
3rd Reading	
Royal Assent	

*(Reprinted as amended by the Social Development
Committee and as reported to the Legislative
Assembly May 2, 1996)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 30

**Loi créant l'Office de la qualité et
de la responsabilité en éducation et
modifiant la Loi sur l'éducation en
ce qui concerne l'évaluation du
rendement scolaire**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Projet de loi du gouvernement

1 ^{re} lecture	14 décembre 1995
2 ^e lecture	4 avril 1996
3 ^e lecture	
Sanction royale	

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 2 mai 1996)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Education Quality and Accountability Office. The objects of the Office are set out in section 3 of the Bill and include evaluating the effectiveness of elementary and secondary school education and assessing the academic achievement of elementary and secondary school pupils.

Section 4 of the Bill provides that the Office may require the co-operation of school boards. Section 5 of the Bill permits the Office to enter into agreements with certain schools about administering tests to pupils in those schools.

Section 6 of the Bill permits the Minister of Education and Training to issue directives and establish policies on matters relating to the objects of the Office.

Sections 7 to 28 of the Bill provide for the administration, operation and accountability of the Office.

Section 29 of the Bill makes amendments to the *Education Act* relating to the assessment of academic achievement.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. Les objets de l'Office sont énoncés à l'article 3 du projet de loi : ils comprennent notamment l'évaluation de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire, ainsi que l'évaluation du rendement scolaire des élèves des écoles élémentaires et secondaires.

L'article 4 du projet de loi prévoit que l'Office peut exiger la collaboration des conseils scolaires. L'article 5 du projet de loi permet à l'Office de conclure des ententes avec certaines écoles en ce qui concerne l'administration de tests aux élèves de ces écoles.

L'article 6 du projet de loi permet au ministre de l'Éducation et de la Formation de donner des directives et d'établir des politiques relativement aux questions qui ont trait aux objets de l'Office.

Les articles 7 à 28 du projet de loi prévoient l'administration, le fonctionnement et la responsabilité de l'Office.

L'article 29 du projet de loi apporte des modifications à la *Loi sur l'éducation* en ce qui concerne l'évaluation du rendement scolaire.

An Act to establish the Education Quality and Accountability Office and to amend the Education Act with respect to the Assessment of Academic Achievement

Loi créant l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et modifiant la Loi sur l'éducation en ce qui concerne l'évaluation du rendement scolaire

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"board" has the same meaning as in section 1 of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board; ("conseil")

«conseil» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board»)

"Office" means the Education Quality and Accountability Office; ("Office")

«Office» L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. («Office»)

"test" means any method of assessing the academic achievement of elementary and secondary school pupils. ("test")

«test» Toute méthode d'évaluation du rendement scolaire des élèves des écoles élémentaires et secondaires. («tests»)

Education Quality and Accountability Office established

2. A corporation without share capital known in English as the Education Quality and Accountability Office and in French as Office de la qualité et de la responsabilité en éducation is established.

2. Est créée une personne morale sans capital-actions appelée en français Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et en anglais Education Quality and Accountability Office.

Création de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

Objects

3. The Office has the following objects:

3. Les objets de l'Office sont les suivants :

Objets

1. To evaluate the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
2. To develop tests and require or undertake the administering and marking of tests of pupils in elementary and secondary schools.
3. To develop systems for evaluating the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
4. To research and collect information on assessing academic achievement.
5. To evaluate the public accountability of boards and to collect information on strategies for improving that accountability.
6. To report to the public and to the Minister of Education and Training on the results of tests and generally on the

1. Évaluer la qualité et l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
2. Élaborer des tests à l'intention des élèves des écoles élémentaires et secondaires et exiger ou effectuer l'administration et la notation de ces tests.
3. Élaborer des systèmes d'évaluation de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
4. Faire des recherches et recueillir des renseignements sur l'évaluation du rendement scolaire.
5. Évaluer la responsabilité des conseils devant le public et recueillir des renseignements sur les stratégies permettant d'accroître cette responsabilité.
6. Rendre compte au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation des résultats des tests et, de façon générale,

quality and effectiveness of elementary and secondary school education and on the public accountability of boards.

7. To make recommendations, in its reports to the public and to the Minister of Education and Training, on any matter related to the quality or effectiveness of elementary and secondary school education or to the public accountability of boards.

Office may require co-operation of boards

4. (1) Without limiting the powers or capacities of the Office, for the purpose of carrying out its objects, the Office may,

- (a) require a board to administer tests to pupils enrolled in schools of the board, mark the tests and report on the results of the tests to the Office and to the general public within the jurisdiction of the board; and
- (b) require a board to provide information to the Office, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Minority language section

- (2) For the purposes of clause 4 (1) (a), where a board has a French-language section or English-language section, the section, with respect to the pupils in schools or classes governed by the section,

- (a) has the responsibilities of a board relating to administering and marking tests; and
- (b) shall submit the results of tests to the board for reporting to the Office and the general public within the jurisdiction of the board.

Directives: when a pupil need not take a test

- (3) The Office may issue directives regarding the circumstances in which a pupil need not take a test under this section.

Non-application of Regulations Act

- (4) A directive issued under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Compliance of boards

- (5) A board shall do anything that it is required or directed to do under this section, within the time and in the manner and form specified by the Office.

Compliance of pupils

- (6) A pupil shall take any test administered to him or her in accordance with this section.

de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ainsi que de la responsabilité des conseils devant le public.

7. Formuler des recommandations, dans les rapports qu'il présente au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation, sur toute question touchant la qualité ou l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ou touchant la responsabilité des conseils devant le public.

4. (1) Sans porter atteinte à ses pouvoirs ou à ses capacités, l'Office peut, pour réaliser ses objets :

Collaboration des conseils exigée par l'Office

- a) exiger que les conseils fassent passer des tests aux élèves inscrits dans leurs écoles, notent ces tests et rendent compte des résultats de ceux-ci à l'Office et à la population du secteur qui relève de leur compétence;
- b) exiger que les conseils lui fournissent des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

- (2) Pour l'application de l'alinéa 4 (1) a), si un conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, la section, à l'égard des élèves des écoles ou des classes qu'elle dirige :

Section de la minorité linguistique

- a) d'une part, assume les responsabilités d'un conseil à l'égard de l'administration et de la notation des tests;
- b) d'autre part, soumet les résultats des tests au conseil pour que celui-ci en rende compte à l'Office et à la population du secteur qui relève de la compétence du conseil.

- (3) L'Office peut donner des directives sur les cas où il n'est pas nécessaire de faire passer un test à un élève aux termes du présent article.

Directives : test non obligatoire dans certains cas

- (4) Les directives données en vertu du paragraphe (3) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non-application de la Loi sur les règlements

- (5) Les conseils font tout ce qui est exigé d'eux ou suivent toutes les directives qui leur sont données en vertu du présent article dans les délais, de la manière et sous la forme que précise l'Office.

Obligation imposée aux conseils

- (6) Les élèves passent les tests qui leur sont administrés conformément au présent article.

Obligation imposée aux élèves

Agreements
re tests

5. (1) The Office may enter into agreements with a person operating,

- (a) a private school, as defined in section 1 of the *Education Act*;
- (b) a school provided by a band, the council of a band or an education authority where the band, the council of the band or the education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians; or
- (c) a school provided by the Crown in right of Canada,

about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests.

Fees

(2) Without limiting the generality of subsection (1), an agreement may provide for the charging of fees by the Office to a person operating a school described in subsection (1).

Capacity to
enter agree-
ments not
limited

(3) This section shall not be interpreted to limit the ability of the Office to enter into agreements with any person.

Minister of
Education and Training;
directives
and policies

6. (1) The Minister of Education and Training may issue written directives and establish policies on matters relating to the objects of the Office.

Same

(2) The board of directors of the Office shall ensure that the Office operates in accordance with the directives and policies issued or established under subsection (1).

Non-applica-
tion of *Regu-
lations Act*

(3) A directive issued under subsection (1) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Crown
Agency

7. The Office is a Crown agency as defined in the *Crown Agency Act*.

Delegation
of powers of
Minister of
Education and Training

8. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister of Education and Training under any Act may be delegated by him or her to the board of directors of the Office, as he or she considers necessary or advisable for the carrying out of the Office's objects.

Delegation
subject to
conditions

(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and is subject to any conditions or restrictions set out in it.

Capacity and
powers

9. (1) For the purposes of carrying out its objects, the Office has all the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.

Real
property

(2) The Office may not acquire, hold or dispose of an interest in real property, other

5. (1) L'Office peut conclure, avec la personne qui assure le fonctionnement de l'une ou l'autre des écoles énumérées ci-après, des ententes concernant l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests :

- a) une école privée, au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'éducation*;
- b) une école fournie par une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens;
- c) une école fournie par la Couronne du chef du Canada.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par l'Office à la personne qui assure le fonctionnement d'une école visée à ce paragraphe.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de limiter l'habilité de l'Office à conclure des ententes avec qui que ce soit.

6. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut donner des directives par écrit et établir des politiques relativement aux questions qui ont trait aux objets de l'Office.

(2) Le conseil d'administration de l'Office veille à ce que ce dernier exerce ses activités conformément aux directives données et aux politiques établies en vertu du paragraphe (1).

(3) Les directives données en vertu du paragraphe (1) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

7. L'Office est un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

8. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribue une loi au conseil d'administration de l'Office, selon ce que le ministre estime utile ou nécessaire pour la réalisation des objets de l'Office.

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est donnée par écrit et est assortie des conditions ou des restrictions énoncées dans l'acte de délégation.

9. (1) Pour réaliser ses objets, l'Office a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.

(2) L'Office ne peut acquérir ni détenir un intérêt sur des biens immeubles, autre qu'un

Ententes
relatives aux
tests

Droits

Habileté à
conclure des
ententes

Directives et
politiques du
ministre de
l'Éducation
et de la
Formation

Idem

Non-applica-
tion de la *Loi
sur les règle-
ments*

Organisme
de la Cour-
ronne

Délégation
des pouvoirs
du ministre
de l'Éduca-
tion et de la
Formation

Délégation
assortie de
conditions

Capacité et
pouvoirs

Biens
immeubles

than a leasehold interest, without first obtaining the approval of the Lieutenant Governor in Council.

Borrowing (3) The Office may, if it first obtains the approval of the Lieutenant Governor in Council, borrow money or give security against its property, subject to any conditions imposed by the Minister of Finance.

Guarantee (4) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the Office, including interest.

Same (5) A guarantee given under subsection (4) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.

Collection of personal information (6) The Office may collect personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* for the purpose of carrying out its objects.

Non-application of certain Acts 10. The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the Office, except as specifically made applicable by this Act or the regulations made under this Act.

Board of directors 11. (1) The Office shall be managed by its board of directors, which shall be composed of a minimum of seven and a maximum of nine directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term (2) The directors shall be appointed for such terms as may be determined by the Lieutenant Governor in Council and may be reappointed for further terms.

Remuneration (3) The directors shall receive such remuneration and expenses as may be determined by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies (4) If the position of a director becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office for the unexpired portion of the term or for a new term.

Temporary vacancies (5) If the position of a director becomes temporarily vacant because of a leave of absence, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office as acting director during the leave.

Chair 12. (1) One director shall be designated by the Lieutenant Governor in Council to act as the chair of the board of directors.

intérêt à bail, ni disposer d'un tel intérêt, sans obtenir au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) L'Office peut, s'il obtient au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts ou consentir des sûretés sur ses biens, sous réserve des conditions qu'impose le ministre des Finances. **Emprunts**

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances, au nom de l'Ontario, à accepter de garantir le remboursement des emprunts consentis à l'Office, y compris les intérêts s'y rapportant. **Garantie**

(5) La garantie donnée en vertu du paragraphe (4) est assortie des conditions qu'impose le ministre des Finances. **Idem**

(6) Pour réaliser ses objets, l'Office peut recueillir des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*. **Collecte de renseignements personnels**

10. La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Office, sauf si la présente loi ou ses règlements d'application les rendent expressément applicables à celui-ci. **Non-application de certaines lois**

11. (1) L'Office est géré par son conseil d'administration, qui se compose de sept à neuf membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil. **Conseil d'administration**

(2) Les administrateurs sont nommés pour un mandat renouvelable que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. **Mandat**

(3) Les administrateurs reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. **Rémunération**

(4) Si le poste d'un administrateur devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste jusqu'à la fin du mandat ou pour un nouveau mandat. **Vacance**

(5) Si le poste d'un administrateur devient temporairement vacant en raison d'un congé qui est accordé à celui-ci, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste à titre intérimaire pendant la durée du congé. **Vacance temporaire**

12. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur pour assumer la présidence du conseil d'administration. **Présidence**

Acting chair	(2) If the chair is absent or unable to act, the directors shall appoint from among themselves an acting chair.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les administrateurs nomment un président intérimaire choisi parmi eux.	Présidence intérimaire
Meetings	13. (1) The directors shall meet at the call of the chair and, in any event, at least four times a year.	13. (1) Les administrateurs se réunissent sur convocation du président et, dans tous les cas, au moins quatre fois par an.	Réunions
Quorum	(2) A majority of the directors shall constitute a quorum.	(2) La majorité des administrateurs constitue le quorum.	Quorum
By-laws	14. The board of directors may pass by-laws regulating its proceedings, specifying the powers and duties of the officers and employees of the Office and generally providing for the management of the Office.	14. Le conseil d'administration peut adopter des règlements administratifs régissant ses travaux, précisant les pouvoirs et fonctions des dirigeants et employés de l'Office et prévoyant de façon générale la gestion de celui-ci.	Règlements administratifs
Conflict of interest and indemnification	15. Sections 132 and 136 of the <i>Business Corporations Act</i> apply with necessary modifications to the Office and to its directors and officers.	15. Les articles 132 et 136 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office ainsi qu'à ses administrateurs et dirigeants.	Conflit d'intérêts et indemnisation
Chief Executive Officer	16. (1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a chief executive officer, after consulting with the directors.	16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un chef de la direction après avoir consulté les administrateurs.	Chef de la direction
Powers and duties	(2) The chief executive officer is responsible for the operation of the Office, the implementation of policies established by the board of directors and the performance of such other functions as are assigned by the board of directors.	(2) Le chef de la direction est responsable du fonctionnement de l'Office, de la mise en œuvre des politiques établies par le conseil d'administration et de l'exercice des autres fonctions que celui-ci lui attribue.	Pouvoirs et fonctions
Delegation	(3) The board of directors may delegate any of its powers or duties, including any power or duty delegated to it by the Minister of Education and Training, to the chief executive officer, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(3) Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le ministre de l'Éducation et de la Formation, au chef de la direction et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Délégation
Same	(4) The chief executive officer may, in writing, delegate to another employee of the Office any of the chief executive officer's powers or duties, including any that have been delegated to him or her by the board of directors, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(4) Le chef de la direction peut, par écrit, déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le conseil d'administration, à un autre employé de l'Office et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Idem
Employees	17. (1) The employees who are considered necessary for the proper conduct of the affairs of the Office may be appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	17. (1) Les employés qui sont jugés nécessaires à la bonne marche de l'Office peuvent être nommés ou mutés en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Employés
Same	(2) The chief executive officer of the Office has the powers and duties of a deputy minister under the <i>Public Service Act</i> , and may exercise the power described in section 8 of that Act.	(2) Le chef de la direction de l'Office est investi des pouvoirs et des fonctions que la <i>Loi sur la fonction publique</i> attribue à un sous-ministre, et peut exercer le pouvoir visé à l'article 8 de cette loi.	Idem
Same	(3) Despite subsection (2), the board of directors may assign some or all of the powers and duties described or referred to in subsection (2) to another employee of the Office where the chief executive officer is seconded to the Office and not appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil d'administration peut attribuer tout ou partie des pouvoirs et fonctions décrits ou visés au paragraphe (2) à un autre employé de l'Office si le chef de la direction est détaché à l'Office plutôt que d'y être nommé ou muté en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Idem

Professional
and other
assistance

(4) The Office may engage persons other than those employed under subsection (1) to provide professional, technical or other assistance to or on behalf of the Office and may prescribe the terms of engagement and provide for payment of remuneration and expenses of such persons.

(4) L'Office peut engager des personnes autres que celles qui sont employées en vertu du paragraphe (1) pour lui fournir ou fournir en son nom une aide, notamment sur le plan professionnel ou technique. Il peut en outre prescrire les conditions d'engagement de ces personnes et prévoir le versement de leur rémunération et de leurs indemnités.

Aide pro-
fessionnelle
et autre

Fees

19. (1) Subject to the approval of Management Board of Cabinet, the Office may set fees for any class of goods or services provided by it to any class of persons.

19. (1) Sous réserve de l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, l'Office peut fixer des droits pour toute catégorie de biens ou de services qu'il fournit à toute catégorie de personnes.

Droits

Same

(2) Despite subsection (1), the approval of Management Board of Cabinet is not required in relation to fees referred to in subsection 5 (2).

(2) Malgré le paragraphe (1), l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement n'est pas exigée en ce qui a trait aux droits visés au paragraphe 5 (2).

Idem

Revenues
and invest-
ments

20. (1) Despite the *Financial Administration Act*, the revenues and investments of the Office do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

20. (1) Malgré la *Loi sur l'administration financière*, les recettes et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.

Recettes et
placements

Payments to
Consolidated
Revenue
Fund

(2) When ordered to do so by the Minister of Finance, the Office shall pay into the Consolidated Revenue Fund any money that the Minister of Finance determines is surplus to its requirements.

(2) Lorsque le ministre des Finances lui en donne l'ordre, l'Office verse au Trésor toute somme d'argent qui, selon ce ministre, constitue un excédent.

Versements
au Trésor

Reserves

(3) In determining the amount payable under subsection (2), the Minister of Finance shall allow such reserves for the future needs of the Office as he or she considers appropriate, and shall ensure that the payment ordered under subsection (2) will not impair the Office's ability to pay its liabilities, to meet its obligations as they become due or to fulfil its contractual commitments.

(3) Lorsqu'il calcule le montant payable aux termes du paragraphe (2), le ministre des Finances permet l'établissement, pour les besoins futurs de l'Office, des réserves qu'il estime appropriées et veille à ce que le versement prévu au paragraphe (2) ne nuise pas à la capacité de l'Office d'acquies ses dettes, de respecter ses obligations à échéance ou de remplir ses engagements contractuels.

Réserves

Temporary
investments

21. The Office may invest money that is temporarily surplus to its requirements in,

21. L'Office peut placer toute somme d'argent qui constitue un excédent temporaire dans ce qui suit :

Placements
temporaires

(a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by Canada, a province of Canada, an agency of the Government of Canada, an agency of the government of a province of Canada, a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada) or another financial institution authorized to carry on business in Canada; and

a) des billets, des obligations, des débetures et autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par le Canada, une province canadienne, un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne, une banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada) ou une autre institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;

(b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada.

b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations et autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada.

Fiscal year

22. The Office's fiscal year begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.

22. L'exercice de l'Office commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Exercice

Annual budget	23. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, the Office's proposed budget for the next fiscal year.	23. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, les prévisions budgétaires de l'Office pour l'exercice suivant.	Prévisions budgétaires annuelles
Same	(2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to the proposed budget that he or she considers appropriate.	(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées aux prévisions budgétaires.	Idem
Annual plan of operation	24. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, a plan for the Office's next year's operations.	24. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, le plan des activités de l'Office pour l'année suivante.	Plan annuel des activités
Multi-year plan	(2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit to him or her for review and approval a plan for the Office's future operations projected over several years as specified by the Minister.	(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration lui soumette, pour qu'il l'examine et l'approuve, un plan des activités à venir de l'Office projeté sur plusieurs années dont le nombre est précisé par le ministre.	Plan pluriannuel
Changes required by Minister of Education and Training	(3) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to a plan submitted under this section that he or she considers appropriate.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées au plan soumis aux termes du présent article.	Modifications exigées par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Accounting	25. (1) The board of directors shall establish and maintain an accounting system satisfactory to the Minister of Education and Training.	25. (1) Le conseil d'administration établit et tient un système de comptabilité que le ministre de l'Éducation et de la Formation estime satisfaisant.	Comptabilité
Auditors	(2) The board of directors shall appoint one or more auditors licensed under the <i>Public Accountancy Act</i> to audit the Office's accounts and financial transactions annually.	(2) Le conseil d'administration nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la <i>Loi sur la comptabilité publique</i> pour vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de l'Office.	Vérificateurs
Disclosure to Provincial Auditor	(3) The board of directors shall make available to the Provincial Auditor, on his or her request, the auditor's report and all accounts, records and other documents relating to the audit.	(3) Le conseil d'administration met à la disposition du vérificateur provincial, à la demande de celui-ci, le rapport du vérificateur ainsi que tous les comptes, dossiers et autres documents qui se rapportent à la vérification.	Communication au vérificateur provincial
Audit required by Minister of Education and Training	(4) The Minister of Education and Training may require that any aspect of the Office's accounts or financial transactions be audited by an auditor appointed by the Minister for the purpose.	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que tout aspect des comptes ou des opérations financières de l'Office soit vérifié par un vérificateur que nomme à cette fin le ministre.	Vérification exigée par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Same	(5) The auditor shall submit the results of any audit performed under subsection (4) to the Minister of Education and Training and to the board of directors.	(5) Le vérificateur présente les résultats de la vérification effectuée en vertu du paragraphe (4) au ministre de l'Éducation et de la Formation et au conseil d'administration.	Idem
Annual report	26. (1) After the end of the Office's fiscal year, the board of directors shall make an annual report to the Minister of Education and Training on the affairs of the Office.	26. (1) Après la fin de l'exercice de l'Office, le conseil d'administration présente au ministre de l'Éducation et de la Formation un rapport annuel sur les activités de l'Office.	Rapport annuel

Same	(2) The annual report shall contain any information the Minister of Education and Training requires.	(2) Le rapport annuel comporte tous les renseignements que le ministre de l'Éducation et de la Formation exige.	Idem
Tabling	(3) The Minister of Education and Training shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée législative. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt
Other reports	(4) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit other reports on the Office's affairs, objects, powers or duties.	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger du conseil d'administration qu'il présente d'autres rapports sur les activités, les objets, les pouvoirs ou les fonctions de l'Office.	Autres rapports
Same	(5) In addition to reports required under this section, the board of directors may report to the Minister of Education and Training at any time.	(5) Outre les rapports exigés aux termes du présent article, le conseil d'administration peut rendre des comptes en tout temps au ministre de l'Éducation et de la Formation.	Idem
Regulations	27. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) governing the decision-making procedures followed at directors' meetings; (b) prescribing objects of the Office in addition to those set out in section 3; (c) making any provision of the <i>Business Corporations Act</i> , the <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> applicable to the Office, with such modifications as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable; (d) authorizing personal information within the meaning of section 38 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 28 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> to be collected by the Office, <u>for the purpose of carrying out its objects</u> , in a manner other than directly from the individual to whom the information relates and regulating the manner in which the information is collected; (e) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.	27. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) régir la procédure à suivre pour la prise de décisions aux réunions des administrateurs; b) prescrire les objets de l'Office qui s'ajoutent à ceux qui sont énoncés à l'article 3; c) rendre toute disposition de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les personnes morales</i> et de la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> applicable à l'Office, en y apportant les modifications qu'il estime utiles ou nécessaires; d) autoriser la collecte de renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et de l'article 28 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> , par l'Office <u>pour réaliser ses objets</u> d'une manière autre que directement du particulier concerné par ces renseignements, et réglementer la manière de recueillir ces mêmes renseignements; e) traiter de toute question qu'il estime utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.	Règlements
Consultation	(2) Before a regulation is made under subsection (1), the Minister of Education and Training shall consult with the Office about it.	(2) Avant que ne soit pris un règlement en application du paragraphe (1), le ministre de l'Éducation et de la Formation consulte l'Office à ce sujet.	Consultation
Obligation re personal information	27.1 (1) Before disclosing personal information obtained under this Act, the person	27.1 (1) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la pré-	Obligation relative aux renseignements personnels

who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Same

(2) This section applies to personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. ➡

Protection from personal liability

28. (1) No proceeding for damages shall be instituted against a director, officer or employee of the Office for an act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any duty or authority under this Act.

Crown not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.

29. (1) Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59 and 1993, chapter 11, section 10, is further amended by adding the following paragraphs:

tests

3.2 assess the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and, for the purpose, the Minister may,

- (a) provide for the administering and marking of tests of academic achievement,
- (b) require a board to administer tests of academic achievement to its pupils and mark the tests, within the time and in the manner and form specified by the Minister, and
- (c) require a board to report on the results of the tests to the Minister and to the general public within the board's jurisdiction, within the time and in the manner and form specified by the Minister;

sente loi, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *protection de la vie privée*.

(2) Le présent article s'applique aux renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale* et la *protection de la vie privée*. ➡

Idem

28. (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur, un dirigeant ou un employé de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs.

Immunité

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne mentionnée au paragraphe (1).





Responsabilité de la Couronne

29. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, ainsi que par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

3.2 évaluer le rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil et, à cette fin, le ministre peut :

tests

- a) prévoir l'administration et la notation des tests de rendement scolaire,
- b) exiger que les conseils fassent passer des tests de rendement scolaire à leurs élèves et notent ces tests dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre,
- c) exiger que les conseils rendent compte des résultats des tests au ministre et à la population du secteur qui relève de leur compétence, dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre;

<p>policies, guidelines; assessment of academic achievement</p>	<p>3.3 establish policies and guidelines for the assessment of the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and require boards to comply with the policies and guidelines.</p>	<p>3.3 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'évaluation du rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil, et exiger des conseils qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices.</p>	<p>politiques et lignes directrices : évaluation du rendement scolaire</p>
	<p>(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsections:</p>	<p>(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</p>	
<p>Agreements re tests</p>	<p>  (8.1) The Minister may enter into agreements with a person operating, <ul style="list-style-type: none"> (a) a private school; (b) a school provided by a band, the council of a band or an education authority where the band, the council of the band or the education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians; or (c) a school provided by the Crown in right of Canada, about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests. </p>	<p>  (8.1) Le ministre peut conclure, avec la personne qui assure le fonctionnement de l'une ou l'autre des écoles énumérées ci-après, des ententes concernant l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests : <ul style="list-style-type: none"> a) une école privée; b) une école fournie par une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens; c) une école fournie par la Couronne du chef du Canada. </p>	<p>Ententes relatives aux tests</p>
<p>Same</p>	<p>(8.2) Without limiting the generality of subsection (8.1), an agreement may provide for the charging of fees by the Minister to a person operating a school described in subsection (8.1). </p>	<p>(8.2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (8.1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par le ministre à la personne qui assure le fonctionnement d'une école visée à ce paragraphe. </p>	<p>Idem</p>
	<p>(3) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:</p>	<p>(3) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :</p>	
<p>same</p>	<p>19. do anything that a board is required to do under the <u>Education Quality and Accountability Office Act, 1996</u>.</p>	<p>19. faire tout ce que la <u>Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation</u> exige de lui.</p>	<p>idem</p>
<p>Commence-ment</p>	<p>30. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.</p>	<p>30. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.</p>	<p>Entrée en vigueur</p>
<p>Short title</p>	<p>31. The short title of this Act is the <u>Education Quality and Accountability Office Act, 1996</u>.</p>	<p>31. Le titre abrégé de la présente loi est <u>Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation</u>.</p>	<p>Titre abrégé</p>

130N
XB
B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 30

*(Chapter 11
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to establish the Education
Quality and Accountability Office
and to amend the Education Act
with respect to the Assessment of
Academic Achievement**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

1st Reading	December 14, 1995
2nd Reading	April 4, 1996
3rd Reading	June 12, 1996
Royal Assent	June 27, 1996

Projet de loi 30

*(Chapitre 11
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi créant l'Office de la qualité et
de la responsabilité en éducation et
modifiant la Loi sur l'éducation en
ce qui concerne l'évaluation du
rendement scolaire**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

1 ^{re} lecture	14 décembre 1995
2 ^e lecture	4 avril 1996
3 ^e lecture	12 juin 1996
Sanction royale	27 juin 1996



An Act to establish the Education Quality and Accountability Office and to amend the Education Act with respect to the Assessment of Academic Achievement

Loi créant l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et modifiant la Loi sur l'éducation en ce qui concerne l'évaluation du rendement scolaire

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“board” has the same meaning as in section 1 of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board; (“conseil”)

“Office” means the Education Quality and Accountability Office; (“Office”)

“test” means any method of assessing the academic achievement of elementary and secondary school pupils. (“test”)

Education Quality and Accountability Office established

2. A corporation without share capital known in English as the Education Quality and Accountability Office and in French as Office de la qualité et de la responsabilité en éducation is established.

Objects

3. The Office has the following objects:

1. To evaluate the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
2. To develop tests and require or undertake the administering and marking of tests of pupils in elementary and secondary schools.
3. To develop systems for evaluating the quality and effectiveness of elementary and secondary school education.
4. To research and collect information on assessing academic achievement.
5. To evaluate the public accountability of boards and to collect information on strategies for improving that accountability.
6. To report to the public and to the Minister of Education and Training on the results of tests and generally on the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«conseil» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board»)

«Office» L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. («Office»)

«test» Toute méthode d'évaluation du rendement scolaire des élèves des écoles élémentaires et secondaires. («test»)

2. Est créée une personne morale sans capital-actions appelée en français Office de la qualité et de la responsabilité en éducation et en anglais Education Quality and Accountability Office.

3. Les objets de l'Office sont les suivants :

1. Évaluer la qualité et l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
2. Élaborer des tests à l'intention des élèves des écoles élémentaires et secondaires et exiger ou effectuer l'administration et la notation de ces tests.
3. Élaborer des systèmes d'évaluation de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire.
4. Faire des recherches et recueillir des renseignements sur l'évaluation du rendement scolaire.
5. Évaluer la responsabilité des conseils devant le public et recueillir des renseignements sur les stratégies permettant d'accroître cette responsabilité.
6. Rendre compte au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation des résultats des tests et, de façon générale,

Définitions

Création de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

Objets

quality and effectiveness of elementary and secondary school education and on the public accountability of boards.

7. To make recommendations, in its reports to the public and to the Minister of Education and Training, on any matter related to the quality or effectiveness of elementary and secondary school education or to the public accountability of boards.

Office may require co-operation of boards

4. (1) Without limiting the powers or capacities of the Office, for the purpose of carrying out its objects, the Office may,

- (a) require a board to administer tests to pupils enrolled in schools of the board, mark the tests and report on the results of the tests to the Office and to the general public within the jurisdiction of the board; and
- (b) require a board to provide information to the Office, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Minority language section

- (2) For the purposes of clause 4 (1) (a), where a board has a French-language section or English-language section, the section, with respect to the pupils in schools or classes governed by the section,

- (a) has the responsibilities of a board relating to administering and marking tests; and
- (b) shall submit the results of tests to the board for reporting to the Office and the general public within the jurisdiction of the board.

Directives: when a pupil need not take a test

- (3) The Office may issue directives regarding the circumstances in which a pupil need not take a test under this section.

Non-application of Regulations Act

- (4) A directive issued under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Compliance of boards

- (5) A board shall do anything that it is required or directed to do under this section, within the time and in the manner and form specified by the Office.

Compliance of pupils

- (6) A pupil shall take any test administered to him or her in accordance with this section.

de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ainsi que de la responsabilité des conseils devant le public.

7. Formuler des recommandations, dans les rapports qu'il présente au public et au ministre de l'Éducation et de la Formation, sur toute question touchant la qualité ou l'efficacité de l'enseignement élémentaire et secondaire ou touchant la responsabilité des conseils devant le public.

4. (1) Sans porter atteinte à ses pouvoirs ou à ses capacités, l'Office peut, pour réaliser ses objets :

Collaboration des conseils exigée par l'Office

- a) exiger que les conseils fassent passer des tests aux élèves inscrits dans leurs écoles, notent ces tests et rendent compte des résultats de ceux-ci à l'Office et à la population du secteur qui relève de leur compétence;
- b) exiger que les conseils lui fournissent des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

- (2) Pour l'application de l'alinéa 4 (1) a), si un conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, la section, à l'égard des élèves des écoles ou des classes qu'elle dirige :

Section de la minorité linguistique

- a) d'une part, assume les responsabilités d'un conseil à l'égard de l'administration et de la notation des tests;
- b) d'autre part, soumet les résultats des tests au conseil pour que celui-ci en rende compte à l'Office et à la population du secteur qui relève de la compétence du conseil.

- (3) L'Office peut donner des directives sur les cas où il n'est pas nécessaire de faire passer un test à un élève aux termes du présent article.

Directives : test non obligatoire dans certains cas

- (4) Les directives données en vertu du paragraphe (3) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non-application de la Loi sur les règlements

- (5) Les conseils font tout ce qui est exigé d'eux ou suivent toutes les directives qui leur sont données en vertu du présent article dans les délais, de la manière et sous la forme que précise l'Office.

Obligation imposée aux conseils

- (6) Les élèves passent les tests qui leur sont administrés conformément au présent article.

Obligation imposée aux élèves

Agreements
re tests

5. (1) The Office may enter into agreements with a person operating,

- (a) a private school, as defined in section 1 of the *Education Act*;
- (b) a school provided by a band, the council of a band or an education authority where the band, the council of the band or the education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians; or
- (c) a school provided by the Crown in right of Canada,

about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests.

Fees

(2) Without limiting the generality of subsection (1), an agreement may provide for the charging of fees by the Office to a person operating a school described in subsection (1).

Capacity to
enter agree-
ments not
limited

(3) This section shall not be interpreted to limit the ability of the Office to enter into agreements with any person.

Minister of
Education
and Training;
directives
and policies

6. (1) The Minister of Education and Training may issue written directives and establish policies on matters relating to the objects of the Office.

Same

(2) The board of directors of the Office shall ensure that the Office operates in accordance with the directives and policies issued or established under subsection (1).

Non-applica-
tion of *Regu-
lations Act*

(3) A directive issued under subsection (1) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Crown
Agency

7. The Office is a Crown agency as defined in the *Crown Agency Act*.

Delegation
of powers of
Minister of
Education
and Training

8. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister of Education and Training under any Act may be delegated by him or her to the board of directors of the Office, as he or she considers necessary or advisable for the carrying out of the Office's objects.

Delegation
subject to
conditions

(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and is subject to any conditions or restrictions set out in it.

Capacity and
powers

9. (1) For the purposes of carrying out its objects, the Office has all the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.

Real
property

(2) The Office may not acquire, hold or dispose of an interest in real property, other

5. (1) L'Office peut conclure, avec la personne qui assure le fonctionnement de l'une ou l'autre des écoles énumérées ci-après, des ententes concernant l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests :

- a) une école privée, au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'éducation*;
- b) une école fournie par une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens;
- c) une école fournie par la Couronne du chef du Canada.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par l'Office à la personne qui assure le fonctionnement d'une école visée à ce paragraphe.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de limiter l'habilité de l'Office à conclure des ententes avec qui que ce soit.

6. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut donner des directives par écrit et établir des politiques relativement aux questions qui ont trait aux objets de l'Office.

(2) Le conseil d'administration de l'Office veille à ce que ce dernier exerce ses activités conformément aux directives données et aux politiques établies en vertu du paragraphe (1).

(3) Les directives données en vertu du paragraphe (1) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

7. L'Office est un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

8. (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribue une loi au conseil d'administration de l'Office, selon ce que le ministre estime utile ou nécessaire pour la réalisation des objets de l'Office.

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est donnée par écrit et est assortie des conditions ou des restrictions énoncées dans l'acte de délégation.

9. (1) Pour réaliser ses objets, l'Office a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.

(2) L'Office ne peut acquérir ni détenir un intérêt sur des biens immeubles, autre qu'un

Ententes
relatives aux
tests

Droits

Habilité à
conclure des
ententes

Directives et
politiques du
ministre de
l'Éducation
et de la
Formation

Idem

Non-applica-
tion de la *Loi
sur les règle-
ments*

Organisme
de la Cou-
ronne

Délégation
des pouvoirs
du ministre
de l'Éduca-
tion et de la
Formation

Délégation
assortie de
conditions

Capacité et
pouvoirs

Biens
immeubles

than a leasehold interest, without first obtaining the approval of the Lieutenant Governor in Council.

Borrowing

(3) The Office may, if it first obtains the approval of the Lieutenant Governor in Council, borrow money or give security against its property, subject to any conditions imposed by the Minister of Finance.

Guarantee

(4) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the Office, including interest.

Same

(5) A guarantee given under subsection (4) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.

Collection of personal information

(6) The Office may collect personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* for the purpose of carrying out its objects.

Non-application of certain Acts

10. *The Corporations Act and Corporations Information Act* do not apply to the Office, except as specifically made applicable by this Act or the regulations made under this Act.

Board of directors

11. (1) The Office shall be managed by its board of directors, which shall be composed of a minimum of seven and a maximum of nine directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term

(2) The directors shall be appointed for such terms as may be determined by the Lieutenant Governor in Council and may be reappointed for further terms.

Remuneration

(3) The directors shall receive such remuneration and expenses as may be determined by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies

(4) If the position of a director becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office for the unexpired portion of the term or for a new term.

Temporary vacancies

(5) If the position of a director becomes temporarily vacant because of a leave of absence, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office as acting director during the leave.

Chair

12. (1) One director shall be designated by the Lieutenant Governor in Council to act as the chair of the board of directors.

intérêt à bail, ni disposer d'un tel intérêt, sans obtenir au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Emprunts

(3) L'Office peut, s'il obtient au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts ou consentir des sûretés sur ses biens, sous réserve des conditions qu'impose le ministre des Finances.

Garantie

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances, au nom de l'Ontario, à accepter de garantir le remboursement des emprunts consentis à l'Office, y compris les intérêts s'y rapportant.

Idem

(5) La garantie donnée en vertu du paragraphe (4) est assortie des conditions qu'impose le ministre des Finances.

Collecte de renseignements personnels

(6) Pour réaliser ses objets, l'Office peut recueillir des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Non-application de certaines lois

10. La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Office, sauf si la présente loi ou ses règlements d'application les rendent expressément applicables à celui-ci.

Conseil d'administration

11. (1) L'Office est géré par son conseil d'administration, qui se compose de sept à neuf membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Les administrateurs sont nommés pour un mandat renouvelable que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rémunération

(3) Les administrateurs reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vacance

(4) Si le poste d'un administrateur devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste jusqu'à la fin du mandat ou pour un nouveau mandat.

Vacance temporaire

(5) Si le poste d'un administrateur devient temporairement vacant en raison d'un congé qui est accordé à celui-ci, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe le poste à titre intérimaire pendant la durée du congé.

Présidence

12. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur pour assumer la présidence du conseil d'administration.

Acting chair	(2) If the chair is absent or unable to act, the directors shall appoint from among themselves an acting chair.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les administrateurs nomment un président intérimaire choisi parmi eux.	Présidence intérimaire
Meetings	13. (1) The directors shall meet at the call of the chair and, in any event, at least four times a year.	13. (1) Les administrateurs se réunissent sur convocation du président et, dans tous les cas, au moins quatre fois par an.	Réunions
Quorum	(2) A majority of the directors shall constitute a quorum.	(2) La majorité des administrateurs constitue le quorum.	Quorum
By-laws	14. The board of directors may pass by-laws regulating its proceedings, specifying the powers and duties of the officers and employees of the Office and generally providing for the management of the Office.	14. Le conseil d'administration peut adopter des règlements administratifs régissant ses travaux, précisant les pouvoirs et fonctions des dirigeants et employés de l'Office et prévoyant de façon générale la gestion de celui-ci.	Règlements administratifs
Conflict of interest and indemnification	15. Sections 132 and 136 of the <i>Business Corporations Act</i> apply with necessary modifications to the Office and to its directors and officers.	15. Les articles 132 et 136 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office ainsi qu'à ses administrateurs et dirigeants.	Conflit d'intérêts et indemnisation
Chief Executive Officer	16. (1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a chief executive officer, after consulting with the directors.	16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un chef de la direction après avoir consulté les administrateurs.	Chef de la direction
Powers and duties	(2) The chief executive officer is responsible for the operation of the Office, the implementation of policies established by the board of directors and the performance of such other functions as are assigned by the board of directors.	(2) Le chef de la direction est responsable du fonctionnement de l'Office, de la mise en œuvre des politiques établies par le conseil d'administration et de l'exercice des autres fonctions que celui-ci lui attribue.	Pouvoirs et fonctions
Delegation	(3) The board of directors may delegate any of its powers or duties, including any power or duty delegated to it by the Minister of Education and Training, to the chief executive officer, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(3) Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le ministre de l'Éducation et de la Formation, au chef de la direction et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Délégation
Same	(4) The chief executive officer may, in writing, delegate to another employee of the Office any of the chief executive officer's powers or duties, including any that have been delegated to him or her by the board of directors, and may impose conditions and restrictions on the delegation.	(4) Le chef de la direction peut, par écrit, déléguer les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont attribués, y compris ceux que lui a délégués le conseil d'administration, à un autre employé de l'Office et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.	Idem
Employees	17. (1) The employees who are considered necessary for the proper conduct of the affairs of the Office may be appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	17. (1) Les employés qui sont jugés nécessaires à la bonne marche de l'Office peuvent être nommés ou mutés en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Employés
Same	(2) The chief executive officer of the Office has the powers and duties of a deputy minister under the <i>Public Service Act</i> , and may exercise the power described in section 8 of that Act.	(2) Le chef de la direction de l'Office peut investir des pouvoirs et des fonctions que la <i>Loi sur la fonction publique</i> attribue à un sous-ministre, et peut exercer le pouvoir visé à l'article 8 de cette loi.	Idem
Same	(3) Despite subsection (2), the board of directors may assign some or all of the powers and duties described or referred to in subsection (2) to another employee of the Office where the chief executive officer is seconded to the Office and not appointed or transferred under the <i>Public Service Act</i> .	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil d'administration peut attribuer tout ou partie des pouvoirs et fonctions décrits ou visés au paragraphe (2) à un autre employé de l'Office si le chef de la direction est détaché à l'Office plutôt que d'y être nommé ou muté en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> .	Idem

Professional and other assistance	(4) The Office may engage persons other than those employed under subsection (1) to provide professional, technical or other assistance to or on behalf of the Office and may prescribe the terms of engagement and provide for payment of remuneration and expenses of such persons.	(4) L'Office peut engager des personnes autres que celles qui sont employées en vertu du paragraphe (1) pour lui fournir ou fournir en son nom une aide, notamment sur le plan professionnel ou technique. Il peut en outre prescrire les conditions d'engagement de ces personnes et prévoir le versement de leur rémunération et de leurs indemnités.	Aide professionnelle et autre
Fees	18. (1) Subject to the approval of Management Board of Cabinet, the Office may set fees for any class of goods or services provided by it to any class of persons.	18. (1) Sous réserve de l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, l'Office peut fixer des droits pour toute catégorie de biens ou de services qu'il fournit à toute catégorie de personnes.	Droits
Same	(2) Despite subsection (1), the approval of Management Board of Cabinet is not required in relation to fees referred to in subsection 5 (2)	(2) Malgré le paragraphe (1), l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement n'est pas exigée en ce qui a trait aux droits visés au paragraphe 5 (2).	Idem
Revenues and investments	19. (1) Despite the <i>Financial Administration Act</i> , the revenues and investments of the Office do not form part of the Consolidated Revenue Fund.	19. (1) Malgré la <i>Loi sur l'administration financière</i> , les recettes et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.	Recettes et placements
Payments to Consolidated Revenue Fund	(2) When ordered to do so by the Minister of Finance, the Office shall pay into the Consolidated Revenue Fund any money that the Minister of Finance determines is surplus to its requirements.	(2) Lorsque le ministre des Finances lui en donne l'ordre, l'Office verse au Trésor toute somme d'argent qui, selon ce ministre, constitue un excédent.	Versements au Trésor
Reserves	(3) In determining the amount payable under subsection (2), the Minister of Finance shall allow such reserves for the future needs of the Office as he or she considers appropriate, and shall ensure that the payment ordered under subsection (2) will not impair the Office's ability to pay its liabilities, to meet its obligations as they become due or to fulfil its contractual commitments.	(3) Lorsqu'il calcule le montant payable aux termes du paragraphe (2), le ministre des Finances permet l'établissement, pour les besoins futurs de l'Office, des réserves qu'il estime appropriées et veille à ce que le versement prévu au paragraphe (2) ne nuise pas à la capacité de l'Office d'acquitter ses dettes, de respecter ses obligations à échéance ou de remplir ses engagements contractuels.	Réserves
Temporary investments	20. The Office may invest money that is temporarily surplus to its requirements in, (a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by Canada, a province of Canada, an agency of the Government of Canada, an agency of the government of a province of Canada, a bank listed in Schedule I or II to the <i>Bank Act</i> (Canada) or another financial institution authorized to carry on business in Canada; and (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada.	20. L'Office peut placer toute somme d'argent qui constitue un excédent temporaire dans ce qui suit : (a) des billets, des obligations, des debentures et autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par le Canada, une province canadienne, un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne, une banque mentionnée à l'annexe I ou II de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada) ou une autre institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada; (b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations et autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada.	Placements temporaires
Fiscal year	21. The Office's fiscal year begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.	21. L'exercice de l'Office commence le 1 ^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.	Exercice

Annual budget	22. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, the Office's proposed budget for the next fiscal year.	22. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, les prévisions budgétaires de l'Office pour l'exercice suivant.	Prévisions budgétaires annuelles
Same	(2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to the proposed budget that he or she considers appropriate.	(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées aux prévisions budgétaires.	Idem
Annual plan of operation	23. (1) The board of directors shall submit to the Minister of Education and Training for his or her review and approval, annually, on or before a date specified by the Minister, a plan for the Office's next year's operations.	23. (1) Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'examen et à l'approbation du ministre de l'Éducation et de la Formation, au plus tard à la date que précise le ministre, le plan des activités de l'Office pour l'année suivante.	Plan annuel des activités
Multi-year plan	(2) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit to him or her for review and approval a plan for the Office's future operations projected over several years as specified by the Minister.	(2) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration lui soumette, pour qu'il l'examine et l'approuve, un plan des activités à venir de l'Office projeté sur plusieurs années dont le nombre est précisé par le ministre.	Plan pluriannuel
Changes required by Minister of Education and Training	(3) The Minister of Education and Training may require the board of directors to make any changes to a plan submitted under this section that he or she considers appropriate.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que le conseil d'administration apporte les modifications que le ministre estime appropriées au plan soumis aux termes du présent article.	Modifications exigées par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Accounting	24. (1) The board of directors shall establish and maintain an accounting system satisfactory to the Minister of Education and Training.	24. (1) Le conseil d'administration établit et tient un système de comptabilité que le ministre de l'Éducation et de la Formation estime satisfaisant.	Comptabilité
Auditors	(2) The board of directors shall appoint one or more auditors licensed under the <i>Public Accountancy Act</i> to audit the Office's accounts and financial transactions annually.	(2) Le conseil d'administration nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la <i>Loi sur la comptabilité publique</i> pour vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de l'Office.	Vérificateurs
Disclosure to Provincial Auditor	(3) The board of directors shall make available to the Provincial Auditor, on his or her request, the auditor's report and all accounts, records and other documents relating to the audit.	(3) Le conseil d'administration met à la disposition du vérificateur provincial, à la demande de celui-ci, le rapport du vérificateur ainsi que tous les comptes, dossiers et autres documents qui se rapportent à la vérification.	Communication au vérificateur provincial
Audit required by Minister of Education and Training	(4) The Minister of Education and Training may require that any aspect of the Office's accounts or financial transactions be audited by an auditor appointed by the Minister for the purpose.	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger que tout aspect des comptes ou des opérations financières de l'Office soit vérifié par un vérificateur que nomme à cette fin le ministre.	Vérification exigée par le ministre de l'Éducation et de la Formation
Same	(5) The auditor shall submit the results of any audit performed under subsection (4) to the Minister of Education and Training and to the board of directors.	(5) Le vérificateur présente les résultats de la vérification effectuée en vertu du paragraphe (4) au ministre de l'Éducation et de la Formation et au conseil d'administration.	Idem
Annual report	25. (1) After the end of the Office's fiscal year, the board of directors shall make an annual report to the Minister of Education and Training on the affairs of the Office.	25. (1) Après la fin de l'exercice de l'Office, le conseil d'administration présente au ministre de l'Éducation et de la Formation un rapport annuel sur les activités de l'Office.	Rapport annuel

Same	(2) The annual report shall contain any information the Minister of Education and Training requires.	(2) Le rapport annuel comporte tous les renseignements que le ministre de l'Éducation et de la Formation exige.	Idem
Tabling	(3) The Minister of Education and Training shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(3) Le ministre de l'Éducation et de la Formation présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée législative. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt
Other reports	(4) The Minister of Education and Training may require the board of directors to submit other reports on the Office's affairs, objects, powers or duties.	(4) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut exiger du conseil d'administration qu'il présente d'autres rapports sur les activités, les objets, les pouvoirs ou les fonctions de l'Office.	Autres rapports
Same	(5) In addition to reports required under this section, the board of directors may report to the Minister of Education and Training at any time.	(5) Outre les rapports exigés aux termes du présent article, le conseil d'administration peut rendre des comptes en tout temps au ministre de l'Éducation et de la Formation.	Idem
Regulations	<p>26. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <p>(a) governing the decision-making procedures followed at directors' meetings;</p> <p>(b) prescribing objects of the Office in addition to those set out in section 3;</p> <p>(c) making any provision of the <i>Business Corporations Act</i>, the <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> applicable to the Office, with such modifications as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable;</p> <p>(d) authorizing personal information within the meaning of section 38 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 28 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> to be collected by the Office, for the purpose of carrying out its objects, in a manner other than directly from the individual to whom the information relates and regulating the manner in which the information is collected;</p> <p>(e) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.</p>	<p>26. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) régir la procédure à suivre pour la prise de décisions aux réunions des administrateurs;</p> <p>b) prescrire les objets de l'Office qui s'ajoutent à ceux qui sont énoncés à l'article 3;</p> <p>c) rendre toute disposition de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les personnes morales</i> et de la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> applicable à l'Office, en y apportant les modifications qu'il estime utiles ou nécessaires;</p> <p>d) autoriser la collecte de renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de l'article 28 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale</i> et la protection de la vie privée, par l'Office pour réaliser ses objets d'une manière autre que directement du particulier concerné par ces renseignements, et réglementer la manière de recueillir ces mêmes renseignements;</p> <p>e) traiter de toute question qu'il estime utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.</p>	Règlements
Consultation	(2) Before a regulation is made under subsection (1), the Minister of Education and Training shall consult with the Office about it.	(2) Avant que ne soit pris un règlement en application du paragraphe (1), le ministre de l'Éducation et de la Formation consulte l'Office à ce sujet.	Consultation
Obligation re personal information	27. (1) Before disclosing personal information obtained under this Act, the person	27. (1) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la pré-	Obligation relative aux renseignements personnels

who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Sarne

(2) This section applies to personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Protection from personal liability

28. (1) No proceeding for damages shall be instituted against a director, officer or employee of the Office for an act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any duty or authority under this Act.

Crown not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.

29. (1) Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59 and 1993, chapter 11, section 10, is further amended by adding the following paragraphs:

tests

3.2 assess the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and, for the purpose, the Minister may,

- (a) provide for the administering and marking of tests of academic achievement,
- (b) require a board to administer tests of academic achievement to its pupils and mark the tests, within the time and in the manner and form specified by the Minister, and
- (c) require a board to report on the results of the tests to the Minister and to the general public within the board's jurisdiction, within the time and in the manner and form specified by the Minister;

sente loi, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Idem

(2) Le présent article s'applique aux renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Immunité

28. (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur, un dirigeant ou un employé de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne mentionnée au paragraphe (1).

Responsabilité de la Couronne

29. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, ainsi que par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

3.2 évaluer le rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil et, à cette fin, le ministre peut :

tests

- a) prévoir l'administration et la notation des tests de rendement scolaire,
- b) exiger que les conseils fassent passer des tests de rendement scolaire à leurs élèves et notent ces tests dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre,
- c) exiger que les conseils rendent compte des résultats des tests au ministre et à la population du secteur qui relève de leur compétence, dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre;

policies,
guidelines:
assessment
of academic
achievement

3.3 establish policies and guidelines for the assessment of the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and require boards to comply with the policies and guidelines.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsections:

(8.1) The Minister may enter into agreements with a person operating,

- (a) a private school;
- (b) a school provided by a band, the council of a band or an education authority where the band, the council of the band or the education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians; or
- (c) a school provided by the Crown in right of Canada,

about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests.

Same

(8.2) Without limiting the generality of subsection (8.1), an agreement may provide for the charging of fees by the Minister to a person operating a school described in subsection (8.1).

(3) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:

same

19. do anything that a board is required to do under the *Education Quality and Accountability Office Act, 1996*.

Commence-
ment

30. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

31. The short title of this Act is the *Education Quality and Accountability Office Act, 1996*.

3.3 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'évaluation du rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil, et exiger des conseils qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices.

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(8.1) Le ministre peut conclure, avec la personne qui assure le fonctionnement de l'une ou l'autre des écoles énumérées ci-après, des ententes concernant l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des tests :

- a) une école privée;
- b) une école fournie par une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens;
- c) une école fournie par la Couronne du chef du Canada.

(8.2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (8.1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par le ministre à la personne qui assure le fonctionnement d'une école visée à ce paragraphe.

(3) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

19. faire tout ce que la *Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation* exige de lui.

30. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

31. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation*.

politiques et
lignes di-
rectrices.
évaluation
du rende-
ment scolaire

Ententes
relatives aux
tests

Idem

idem

Entrée en
vigueur

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 31

Projet de loi 31

**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**



The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading December 14, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 14 décembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Ontario College of Teachers to regulate and govern the profession of teaching.

Part I of the Bill sets out definitions.

Part II of the Bill contains general provisions relating to the objects, organization and administration of the College and its board of directors, the Council. The Part includes provisions respecting the relationship between the College and the Minister of Education and Training (sections 10 to 12). Membership in the College is defined and annual meetings of the members are required (sections 13 and 14).

Part III of the Bill sets out the powers and duties of the Registrar and the Registration Appeals Committee in relation to the registration of members of the College. The Part also provides for the keeping of a register (section 22) and for suspension by the Registrar for failure to pay fees or to provide information required by the by-laws (section 23).

Part IV of the Bill sets out the powers and duties of the Investigation Committee, which investigates complaints relating to professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.

Part V of the Bill establishes a disciplinary process for members of the College and sets out the powers and duties of the Discipline Committee.

Part VI of the Bill provides for procedures for relief from sanctions imposed on members of the College under the Bill.

Part VII of the Bill permits appeals to court from decisions of the Registration Appeals Committee and the Discipline Committee.

Part VIII of the Bill permits the Registrar, in specified circumstances, to appoint an investigator to inquire into the conduct or actions of a member of the College.

Part IX of the Bill provides authority to make regulations and by-laws.

Part X of the Bill contains miscellaneous provisions.

Part XI of the Bill contains transitional provisions.

Part XII of the Bill contains consequential amendments to the *Education Act*, the *Provincial Schools Negotiations Act*, the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* and the *Teaching Profession Act*.

Part XIII of the Bill contains the commencement and short title provisions.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario chargé de réglementer et de régir la profession d'enseignant.

La partie I du projet de loi contient les définitions.

La partie II contient des dispositions générales concernant les objets, l'organisation et l'administration de l'Ordre et de son conseil. Elle renferme également des dispositions portant sur les rapports entre l'Ordre et le ministre de l'Éducation et de la Formation (articles 10 à 12). Cette partie définit la qualité de membre de l'Ordre, et des assemblées annuelles des membres y sont exigées (articles 13 et 14).

La partie III énonce les pouvoirs et fonctions du registraire et du comité d'appel des inscriptions relativement à l'inscription des membres de l'Ordre. Cette partie prévoit également la tenue d'un tableau (article 22) et permet au registraire de suspendre un certificat pour défaut de paiement des droits ou défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs (article 23).

La partie IV énonce les pouvoirs et fonctions du comité d'enquête, qui a pour tâche de faire enquête sur les plaintes portant sur toute faute professionnelle de la part d'un membre de l'Ordre ou sur l'incompétence d'un membre.

La partie V établit une procédure disciplinaire pour les membres de l'Ordre et énonce les pouvoirs et fonctions du comité de discipline.

La partie VI prévoit les recours dont disposent les membres de l'Ordre à l'égard des sanctions imposées en vertu du projet de loi.

La partie VII permet d'interjeter appel devant les tribunaux des décisions du comité d'appel des inscriptions et du comité de discipline.

La partie VIII permet au registraire, dans des circonstances précisées, de nommer un enquêteur chargé d'examiner la conduite ou les actes d'un membre de l'Ordre.

La partie IX accorde les pouvoirs nécessaires pour prendre des règlements et des règlements administratifs.

La partie X contient des dispositions diverses.

La partie XI contient les dispositions transitoires.

La partie XII contient des modifications corrélatives qui sont apportées à la *Loi sur l'éducation*, à la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*, à la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* et à la *Loi sur la profession enseignante*.

La partie XIII contient les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et au titre abrégé.

**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
DÉFINITIONS**

Definitions

1. In this Act,

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Teachers; (“Ordre”)

“document” means a record of information in any form and includes any part of it; (“document”)

“Minister” means the Minister responsible for the administration of this Act; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“school board” means a board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board. (“conseil scolaire”)

**PART II
COLLEGE**

College established

2. (1) The College is established under the name Ontario College of Teachers in English and Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario in French.

Body corporate

(2) The College is a body corporate without share capital with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

(3) The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College, except as specifically made applicable by this Act or the regulations.

Objects

3. (1) The College has the following objects:

**PARTIE I
DÉFINITIONS**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«conseil scolaire» Conseil au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («school board»)

«document» Tout élément d'information sous quelque forme que ce soit, y compris une partie de celui-ci. («document»)

«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«Ordre» L'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE II
ORDRE**

2. (1) L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en français et sous le nom d'Ontario College of Teachers en anglais. Création de l'Ordre

(2) L'Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d'une personne physique. Personne morale

(3) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Ordre, sauf dans les cas expressément prévus par la présente loi ou les règlements. Non-application de certaines lois

3. (1) Les objets de l'Ordre sont les suivants : Objets

	<ol style="list-style-type: none">1. To regulate the profession of teaching and to govern its members.2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.3. To accredit professional teacher education programs offered by post-secondary educational institutions.4. To accredit ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies.5. To issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate certificates of registration and qualification.6. To provide for the ongoing education of members of the College.7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.8. To receive and investigate complaints against members of the College and to discipline members.9. To develop, provide and accredit educational programs leading to certificates of qualification additional to the certificate required for membership, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer, and to issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate such additional certificates.10. To promote the profession of teaching and communicate with the public on behalf of the members of the College.11. To perform such additional functions as are prescribed by the regulations.	<ol style="list-style-type: none">1. Réglementer la profession d'enseignant et régir l'activité de ses membres.2. Élaborer, établir et maintenir des normes d'admissibilité à l'Ordre.3. Agréer les programmes de formation professionnelle des enseignants offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire.4. Agréer les programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes.5. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats de compétence et d'inscription.6. Prévoir la formation continue des membres.7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.8. Recevoir les plaintes déposées contre les membres, faire enquête sur ces plaintes et prendre des mesures disciplinaires à l'endroit des membres.9. Élaborer, offrir et agréer des programmes de formation menant à l'obtention de certificats de compétence autres que le certificat nécessaire pour adhérer à l'Ordre, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision, et délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur ces autres certificats.10. Promouvoir la profession d'enseignant et communiquer avec le public au nom des membres.11. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.	
Duty	(2) In carrying out its objects, the College has a duty to serve and protect the public interest.	(2) Dans la poursuite de ses objets, l'Ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public.	Obligation
Council	4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.	4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires.	Conseil
Composition of Council	(2) The Council shall be composed of, (a) 17 persons who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the regulations; and	(2) Le conseil se compose des personnes suivantes : a) 17 personnes qui sont membres de l'Ordre et qui sont élues par les membres conformément aux règlements;	Composition du conseil

	(b) 14 persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council in accordance with the regulations.	(b) 14 personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux règlements.	
Role of Registrar	(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a member of the Council has, other than the right to vote.	(3) Le registrateur fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre de l'Ordre, à l'exclusion du droit de vote.	Rôle du registrateur
Expenses and remuneration	(4) Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be paid, by the Minister, such expenses and remuneration as the Lieutenant Governor in Council determines.	(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Term of office	5. (1) No term of a Council member shall exceed three years, except as permitted by regulation.	5. (1) Le mandat des membres du conseil ne peut dépasser trois ans, sauf si les règlements le permettent.	Mandat
Multiple terms	(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a Council member for more than 10 consecutive years.	(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent toutefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	Mandats successifs
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the regulations, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habileté à voter
Good standing	(2) A member is in good standing for the purposes of this section if,	(2) Pour l'application du présent article, un membre est en règle s'il remplit les conditions suivantes :	Membre en règle
	(a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and	(a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs;	
	(b) the member's certificate of qualification and registration is not suspended.	(b) son certificat de compétence et d'inscription n'est pas suspendu.	
Vacancies	7. Where one or more vacancies occur in the membership of the Council, the members remaining in office constitute the Council so long as their number is not fewer than a quorum.	7. Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du conseil, les membres qui restent constituent le conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum.	Vacances
Council meetings	8. (1) The Council shall meet at least four times a year.	8. (1) Le conseil se réunit au moins quatre fois par année.	Réunions du conseil
Open to public	(2) The meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	(2) Les réunions du conseil sont publiques et un préavis suffisant en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exclusion of public	(3) Despite subsection (2), the Council may exclude the public from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that,	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil peut tenir à huis clos une réunion ou une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas :	Réunion à huis clos
	(a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that meetings be open to the public;	(a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;	
	(b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;	(b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;	

	(c) the safety of a person may be jeopardized;	c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;	
	(d) personnel matters or property transactions will be discussed;	d) des questions de personnel ou des opérations foncières feront l'objet de discussions;	
	(e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College; or	e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions ou des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou ces derniers donneront des avis;	
	(f) the Council will deliberate whether to exclude the public from a meeting or a part of a meeting.	f) le conseil délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une réunion ou une partie de réunion à huis clos.	
Officers	9. (1) The Council may employ such persons as it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.	9. (1) L'Ordre peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir des dirigeants prévus par les règlements administratifs.	Dirigeants
Registrar	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar and may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar for the purposes of this Act.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registraire. Il peut nommer un ou plusieurs registraires adjoints qui exercent les pouvoirs du registraire pour l'application de la présente loi.	Registraire
Chief executive officer	(3) The Registrar shall be the chief executive officer of the College.	(3) Le registraire est le chef de la direction de l'Ordre.	Chef de la direction
Meeting with Minister	10. (1) The Council shall meet annually with the Minister.	10. (1) Le conseil rencontre chaque année le ministre.	Rencontre avec le ministre
Open to public	(2) Subsections 8 (2) and (3) apply to the annual meeting with the Minister.	(2) Les paragraphes 8 (2) et (3) s'appliquent à la rencontre annuelle avec le ministre.	Caractère public de la rencontre
Annual report	11. (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.	11. (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.	Rapport annuel
Tabling of report	(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt du rapport
Powers of Minister	12. (1) In addition to his or her other powers and duties under this Act, the Minister may,	12. (1) Outre les pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre peut :	Pouvoirs du ministre
	(a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information;	a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;	
	(b) require the Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act;	b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;	
	(c) require the Council to make, amend or revoke a regulation or by-law.	c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement ou un règlement administratif.	
Council to comply	(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.	Obligation du conseil

Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
By-laws	(4) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a by-law under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by order, make, amend or revoke the by-law.	(4) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement administratif en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, prendre, modifier ou abroger le règlement administratif.	Règlements administratifs
Authority of Lieutenant Governor in Council	(5) Subsections (3) and (4) do not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Council does not have authority to do.	(5) Les paragraphes (3) et (4) n'ont pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil n'est pas autorisé à faire.	Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil
Copies of regulations, orders	(6) The Council shall ensure that a copy of each regulation made under subsection (3) and each order made under subsection (4) is available for public inspection in the office of the College.	(6) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement pris en application du paragraphe (3) et de chaque décret pris en application du paragraphe (4) soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et décrets
Same	(7) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under subsection (3) or order made under subsection (4).	(7) Le registraire fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du paragraphe (3) et de tout décret pris en application du paragraphe (4).	Idem
Expenses of College	(8) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (1).	(8) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (1).	Frais de l'Ordre
Annual meeting of members	13. The College shall hold an annual meeting of the members not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	13. L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership	14. (1) Every person who holds a certificate of qualification and registration is a member of the College, subject to any term, condition or limitation to which the certificate is subject.	14. (1) Le titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre
Resignation of membership	(2) A member may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar.	(2) Un membre peut démissionner de l'Ordre en déposant sa démission écrite auprès du registraire.	Démission d'un membre
Same	(3) The certificate of qualification and registration of a person who files a resignation is cancelled.	(3) Le certificat de compétence et d'inscription de la personne qui dépose sa démission est annulé.	Idem
Expiry of membership	(4) A certificate of qualification and registration that expires in accordance with the regulations is cancelled.	(4) Le certificat de compétence et d'inscription qui expire conformément aux règlements est annulé.	Fin de l'adhésion
Continuing jurisdiction: revocation, cancellation	(5) A person whose certificate of qualification and registration is revoked or cancelled continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct or incompetence referable to any time during which the person held,	(5) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription est révoqué ou annulé continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de faute professionnelle ou d'incompétence se rapportant à l'époque où elle était titulaire :	Autorité continue : révocation, annulation

(a) a certificate of qualification and registration under this Act; or

(b) an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing as a teacher under the *Education Act*.

a) soit d'un certificat de compétence et d'inscription délivré en vertu de la présente loi;

b) soit d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la *Loi sur l'éducation*.

Committees 15. (1) The Council shall establish the following committees:

1. Executive Committee.
2. Investigation Committee.
3. Discipline Committee.
4. Registration Appeals Committee.

15. (1) Le conseil crée les comités suivants : Comités

1. Le bureau.
2. Le comité d'enquête.
3. Le comité de discipline.
4. Le comité d'appel des inscriptions.

Same (2) The Council may establish other committees as the Council from time to time considers necessary.

(2) Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires. Idem

Vacancies (3) Where one or more vacancies occur in the membership of a committee, the members remaining in office constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum.

(3) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité, les membres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum. Vacances

Executive Committee 16. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

16. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif. Bureau

PART III REGISTRATION

PARTIE III INSCRIPTION

Registration 17. (1) The Registrar shall issue a certificate of qualification and registration to a person who applies for it in accordance with the regulations and who fulfils the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

17. (1) Le registrateur délivre un certificat de compétence et d'inscription à quiconque en fait la demande conformément aux règlements et satisfait aux exigences précisées dans ceux-ci pour la délivrance d'un tel certificat. Inscription

Grounds for refusal (2) The Registrar may refuse to issue a certificate of qualification and registration where the Registrar has reasonable grounds to believe that,

(2) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription s'il a des motifs raisonnables de croire : Motifs de refus

(a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a teacher in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or

a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions d'enseignant conformément au droit, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;

(b) the applicant does not fulfil the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat.

Same (3) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of qualification and registration to an applicant who previously held a certificate of qualification and registration that was revoked

(3) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat de compétence et d'inscription à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline. Idem

as a result of a decision of the Discipline Committee.

Terms, etc.,
on consent

(4) If the Registrar is of the opinion that a certificate of qualification and registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed and the applicant consents to the imposition, the Registrar may do so.

(4) Si le registrateur est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier y consent, le registrateur peut le délivrer.

Acceptation
des condi-
tions ou
restrictions
imposées

Same

(5) Limitations that may be imposed on consent under subsection (4) include the fixing of a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 21.

(5) Les restrictions qui peuvent être imposées sur consentement en vertu du paragraphe (4) comprennent la fixation d'un délai maximal d'un an dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.

Idem

Disclosure of
application
file

18. (1) The Registrar shall give an applicant for a certificate of qualification and registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.

18. (1) Le registrateur remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat de compétence et d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.

Communica-
tion des
documents
relatifs à la
demande

Exception

(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.

(2) Le registrateur peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.

Exception

Notice of
proposal to
refuse to
issue,
revoke, etc.

19. (1) Where the Registrar proposes,

- (a) to refuse to issue a certificate of qualification and registration; or
- (b) to impose terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration to which the applicant has not consented,

the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant.

19. (1) Le registrateur signifie d'abord à l'auteur de la demande un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, s'il a l'intention :

Avis d'in-
tention de
refuser un
certificat

- a) soit de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription;
- b) soit d'assortir un certificat de compétence et d'inscription de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 17 (3).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registrateur refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 17 (3).

Exception

Contents of
notice

(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).

Teneur de
l'avis

Request for
review

(4) The request for review must be,

- (a) in writing;
- (b) served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant; and
- (c) accompanied by the fee prescribed by the by-laws for the purpose.

(4) La demande d'examen doit remplir les conditions suivantes :

Demande
d'examen

- a) elle est présentée par écrit;
- b) elle est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1);
- c) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.

Submissions

(5) The request for review may be accompanied by written submissions.

(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.

Observations

Power of
Registrar
where no
review

(6) Where the applicant does not request a review by the Registration Appeals Commit-

(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen par le comité d'appel des ins-

Pouvoir du
registrateur
en l'absence
d'examen

tee in accordance with subsection (4), the Registrar may carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).

Same (7) Where the Registrar imposes terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of qualification and registration under subsection (6), the Registrar may fix a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 21.

Review by Registration Appeals Committee 20. (1) Where the applicant requests a review in accordance with subsection 19 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.

Exception (2) Despite subsection (1), the Registration Appeals Committee may refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.

Extension of time for requesting review (3) The Registration Appeals Committee may extend the time for requesting a review under subsection 19 (4) where it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief and that there are reasonable grounds for applying for the extension.

Same (4) The Committee may give the directions that it considers appropriate consequent on the extension.

Examination of documents, submissions (5) The Registration Appeals Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.

No hearing (6) Except as provided by section 19 and this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

Orders (7) After considering the request for review, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration if the applicant fulfils requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

criptions conformément au paragraphe (4), le registraire peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).

(7) S'il assortit de conditions et de restrictions le certificat de compétence et d'inscription de l'auteur de la demande en vertu du paragraphe (6), le registraire peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel ce dernier ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.

20. (1) Si l'auteur de la demande sollicite un examen conformément au paragraphe 19 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'appel des inscriptions peut refuser d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

(3) Le comité d'appel des inscriptions peut proroger le délai accordé pour demander un examen en vertu du paragraphe 19 (4) s'il est convaincu que la demande semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.

(4) Le comité peut donner les directives qu'il juge appropriées par suite de la prorogation.

(5) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.

(6) Sous réserve de l'article 19 et du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

(7) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registraire de délivrer un certificat de compétence et d'inscription.
2. Enjoindre au registraire de délivrer un certificat de compétence et d'inscription si l'auteur de la demande satisfait aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat.

	<p>3. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration subject to specified terms, conditions or limitations.</p> <p>4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of qualification and registration.</p>	<p>3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions précisées.</p> <p>4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription.</p>	
Same	<p>(8) Where the Registration Appeals Committee makes an order under paragraph 3 of subsection (7), the Committee may fix a period of not longer than one year during which the person who requested the review may not apply under section 21.</p>	<p>(8) Si le comité d'appel des inscriptions rend une ordonnance en vertu de la disposition 3 du paragraphe (7), il peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel la personne qui a sollicité l'examen ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.</p>	Idem
Order to return fee	<p>(9) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection 19 (4) be returned to the person who requested the review where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.</p>	<p>(9) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe 19 (4) soient remboursés à la personne qui a sollicité l'examen s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.</p>	Remboursement des droits
Service of decision on parties	<p>(10) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the person who requested the review with a copy.</p>	<p>(10) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.</p>	Signification de la décision à la personne qui a sollicité l'examen
Application for variation	<p>21. (1) A member may apply to the Registration Appeals Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any term, condition or limitation imposed by the Registrar or the Registration Appeals Committee on the member's certificate of qualification and registration.</p>	<p>21. (1) Un membre peut demander au comité d'appel des inscriptions que soit rendue une ordonnance enjoignant au registrateur de supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont le registrateur ou le comité a assorti son certificat de compétence et d'inscription.</p>	Demande de modification
Same	<p>(2) The application must be,</p> <p>(a) in writing; and</p> <p>(b) accompanied by the fee prescribed for the purpose by the by-laws.</p>	<p>(2) La demande doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>a) elle est présentée par écrit;</p> <p>b) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.</p>	Idem
Limitations	<p>(3) The right to apply under subsection (1) is subject to,</p> <p>(a) any limitation imposed by the Registrar or Registration Appeals Committee under section 17, 19 or 20; and</p> <p>(b) any limitation imposed under subsection (8) in the disposition of a previous application under this section.</p>	<p>(3) Le droit de présenter une demande en vertu du paragraphe (1) est assujéti :</p> <p>a) d'une part, à toute restriction imposée par le registrateur ou le comité d'appel des inscriptions en vertu de l'article 17, 19 ou 20;</p> <p>b) d'autre part, à toute restriction imposée en vertu du paragraphe (8) lorsqu'il est statué sur une demande antérieure présentée en vertu du présent article.</p>	Restrictions
Submissions	<p>(4) The application may be accompanied by written submissions.</p>	<p>(4) La demande peut être accompagnée d'observations écrites.</p>	Observations
Examination of documents, submissions	<p>(5) The Registration Appeals Committee shall ensure that the applicant is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the application.</p>	<p>(5) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que l'auteur de la demande ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.</p>	Examen des documents, observations

No hearing	(6) Except as provided by this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(6) Sous réserve du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Pas d'audience
Orders	(7) After considering the application, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. Refusing the application. 2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of qualification and registration. 3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the certificate of qualification and registration. 	(7) Après étude de la demande, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance : <ol style="list-style-type: none"> 1. Refuser la demande. 2. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat de compétence et d'inscription. 3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat de compétence et d'inscription. 	Ordonnances
Limitations on application	(8) The Registration Appeals Committee, in disposing of an application under this section, may fix a period of not longer than six months during which the applicant may not apply under subsection (1).	(8) Lorsqu'il statue sur une demande présentée en vertu du présent article, le comité d'appel des inscriptions peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du paragraphe (1).	Restrictions relatives aux demandes
Order to return fee	(9) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection (2) be returned to the applicant where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.	(9) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe (2) soient remboursés à l'auteur de la demande s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.	Remboursement des droits
Service of decision on applicant	(10) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the applicant with a copy.	(10) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à l'auteur de la demande.	Signification de la décision à l'auteur de la demande
Register	22. (1) The Registrar shall maintain a register.	22. (1) Le registrateur tient un tableau.	Tableau
Contents	(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain, <ol style="list-style-type: none"> (a) each member's name and the class of certificate of qualification and registration that the member holds; (b) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of qualification and registration; (c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a certificate of qualification and registration; (d) information that a committee required by this Act directs shall be included; and 	(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit : <ol style="list-style-type: none"> a) le nom de chaque membre et la catégorie de certificat de compétence et d'inscription qu'il détient; b) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat de compétence et d'inscription; c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension de certificat de compétence et d'inscription; d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité exigé par la présente loi; 	Contenu du tableau

(e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.

Inspection (3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.

Copies (4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.

Suspension: failure to pay fees, provide information 23. (1) The Registrar may suspend a member's certificate of qualification and registration for,

(a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or

(b) failure to provide information required by the by-laws.

Same (2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of qualification and registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.

Re-instate-ment (3) A person whose certificate of qualification and registration was suspended by the Registrar under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.

PART IV
INVESTIGATION COMMITTEE

Composition of Investigation Committee 24. (1) The Council shall appoint at least seven of its members to the Investigation Committee.

Same (2) At least two of the members of the Investigation Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Same (3) No person who is a member of the Discipline Committee shall be a member of the Investigation Committee.

Duties of Investigation Committee 25. (1) The Investigation Committee shall consider and investigate complaints regarding the conduct or actions of a member of the College made by,

- (a) a member of the public;
- (b) a member of the College;
- (c) the Registrar;
- (d) the Minister.

Same (2) Despite subsection (1), the Investigation Committee shall refuse to consider and investigate a complaint if, in its opinion,

e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.

(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau. Consultation

(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau. Copies

23. (1) Le registrateur peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre pour l'un ou l'autre des motifs suivants : Suspension : défaut de paiement des droits, défaut de fournir des renseignements

a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;

b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.

(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre sans d'abord lui donner un préavis de deux mois du défaut et de son intention. Idem

(3) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription a été suspendu par le registrateur en vertu du paragraphe (1) peut faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas. Remise en vigueur

PARTIE IV
COMITÉ D'ENQUÊTE

24. (1) Le conseil nomme au moins sept de ses membres au comité d'enquête. Composition du comité d'enquête

(2) Au moins deux des membres du comité d'enquête sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil. Idem

(3) Les membres du comité de discipline ne peuvent être membres du comité d'enquête. Idem

25. (1) Le comité d'enquête étudie, avant de faire une enquête sur elle, toute plainte se rapportant à la conduite ou aux actes d'un membre de l'Ordre qui est déposée par l'une ou l'autre des personnes suivantes : Fonctions du comité d'enquête

- a) un membre du public;
- b) un membre de l'Ordre;
- c) le registrateur;
- d) le ministre.

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'enquête refuse d'étudier une plainte et de faire enquête sur cette plainte s'il est d'avis : Idem

	<p>(a) the complaint does not relate to professional misconduct or incompetence on the part of a member;</p> <p>(b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.</p>	<p>a) que la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre ou sur l'incompétence d'un membre;</p> <p>b) que la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.</p>	
Same	<p>(3) No action shall be taken by the Investigation Committee under subsection (5) unless,</p>	<p>(3) Le comité d'enquête ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes soient réunies :</p>	Idem
	<p>(a) a complaint in a format prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar;</p> <p>(b) the member whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and</p> <p>(c) the Committee has examined or has made every reasonable effort to examine all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint.</p>	<p>a) une plainte a été déposée auprès du registraire sur le support prescrit par les règlements administratifs;</p> <p>b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;</p> <p>c) le comité a examiné ou fait tous les efforts raisonnables pour examiner les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.</p>	
Same	<p>(4) Notice of a complaint under clause (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.</p>	<p>(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte.</p>	Idem
Same	<p>(5) The Investigation Committee in accordance with the information it receives may,</p> <p>(a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee;</p> <p>(b) direct that the matter not be referred under clause (a);</p> <p>(c) require the person complained against to appear before the Investigation Committee to be cautioned or admonished; or</p> <p>(d) take such action as it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.</p>	<p>(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité d'enquête peut, selon le cas :</p> <p>a) ordonner que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline;</p> <p>b) ordonner que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);</p> <p>c) exiger de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement ou une réprimande;</p> <p>d) prendre les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.</p>	Idem
Decision and reasons	<p>(6) The Investigation Committee shall give its decision in writing to the Registrar for the purposes of subsection (7) and, except where the decision is made under clause (5) (a), its reasons for the decision.</p>	<p>(6) Le comité d'enquête remet sa décision par écrit au registraire pour l'application du paragraphe (7), ainsi que les motifs de sa décision, sauf si celle-ci a été rendue en vertu de l'alinéa (5) a).</p>	Décision et motifs
Notice	<p>(7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Investigation Committee and its reasons for the decision, if any.</p>	<p>(7) Le registraire donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité d'enquête et, le cas échéant, des motifs de la décision.</p>	Avis
No hearing	<p>(8) Except as provided by this section, the Investigation Committee need not hold a hear-</p>	<p>(8) Sous réserve du présent article, le comité d'enquête n'est pas obligé de tenir d'au-</p>	Pas d'audience

ing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

**PART V
DISCIPLINE**

26. (1) The Council shall appoint at least 13 of its members to the Discipline Committee.

(2) At least five of the members of the Discipline Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

27. (1) The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.

(2) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend a member's certificate of qualification and registration or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of qualification and registration if,

- (a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee; and
- (b) the Council or the Executive Committee is of the opinion that the actions or conduct of the member exposes or is likely to expose students to harm or injury.

(3) No order shall be made under subsection (2) unless the member has been given,

- (a) notice of the Executive Committee's or the Council's intention to make the order; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Executive Committee or the Council.

Clause (3) (b) does not apply where the Executive Committee or the Council is of the opinion that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to students.

(5) Except as provided by this section, the Executive Committee or the Council need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

dience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

**PARTIE V
DISCIPLINE**

26. (1) Le conseil nommé au moins 13 de ses membres au comité de discipline.

(2) Au moins cinq des membres du comité de discipline sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

27. (1) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.

(2) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registraire de suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si :

- a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline;
- b) d'autre part, le conseil ou le bureau est d'avis que les actes ou la conduite du membre exposent ou exposeront vraisemblablement les élèves à un préjudice ou à des blessures.

(3) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (2) sans que le membre :

- a) ait été avisé de l'intention du bureau ou du conseil de rendre l'ordonnance;
- b) ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au bureau ou au conseil.

L'alinéa (3) b) ne s'applique pas si le bureau ou le conseil est d'avis que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposés les élèves.

(5) Sous réserve du présent article, le bureau ou le conseil n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

Procedure following order	(6) If an order is made under subsection (2) in relation to a matter referred to the Discipline Committee,	(6) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (2) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline :	Procédure suivant l'ordonnance
	(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and	a) l'Ordre traite la question avec célérité;	
	(b) the Discipline Committee shall give precedence to the matter.	b) le comité de discipline donne priorité à la question.	
Duration of order	(7) An order under subsection (2) continues in force until the matter is disposed of by the Discipline Committee.	(7) L'ordonnance prévue au paragraphe (2) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ait statué sur la question.	Effet de l'ordonnance
Duties of Discipline Committee	28. (1) The Discipline Committee shall,	28. (1) Le comité de discipline fait ce qui suit :	Fonctions du comité de discipline
	(a) hear and determine matters directed or referred to it under section 25, 27 or 30; and	a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes de l'article 25, 27 ou 30;	
	(b) perform such other duties as are assigned to it by the Council.	b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.	
Professional misconduct	(2) A member may be found guilty of professional misconduct by the Discipline Committee, after a hearing, if the member has been guilty, in the opinion of the Committee, of professional misconduct as defined in the regulations.	(2) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre a commis une faute professionnelle si, de l'avis du comité, le membre a commis une faute professionnelle au sens des règlements.	Faute professionnelle
Incompetence	(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member to be incompetent if, in its opinion,	(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre est incompetent s'il est d'avis que ce dernier, selon le cas :	Incompétence
	(a) the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a student of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations; or	a) a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'un élève d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions;	
	(b) the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.	b) est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.	
Powers of Discipline Committee	(4) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it may make an order doing one or more of the following:	(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, il peut, par ordonnance :	Pouvoirs du comité de discipline
	1. Directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.	1. Enjoindre au registraire de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.	
	2. Directing the Registrar to suspend any certificate held by the member under	2. Enjoindre au registraire de suspendre, pendant une période déterminée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat dont	

this Act for a stated period, not exceeding 24 months.

3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate held by the member under this Act, including but not limited to terms, conditions and limitations requiring the member,
 - i. to successfully complete specified courses of study,
 - ii. for a specified or indefinite period, to accept periodic inspections by the Committee or its delegate of documents in the possession or under the control of the member in connection with his or her professional responsibilities,
 - iii. for a specified or indefinite period, to report to the Registrar or to a specified committee of the Council on specified matters relating to the member's professional responsibilities.
4. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or unlimited period.
5. Imposing a fine in an amount that the Discipline Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Treasurer of Ontario for payment into the Consolidated Revenue Fund.
6. Subject to subsection (7), directing that the finding and the order of the Discipline Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Discipline Committee considers appropriate in the particular case.
7. Fixing costs to be paid by the member to the College.
8. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

le membre est titulaire en vertu de la présente loi.

3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi, notamment des conditions ou des restrictions qui exigent du membre :
 - i. qu'il termine avec succès des programmes d'études précis,
 - ii. qu'il accepte, pendant une période déterminée ou indéterminée, l'examen périodique, par le comité ou son délégué, des documents qui sont en sa possession ou sous sa garde et qui se rapportent à ses responsabilités professionnelles,
 - iii. qu'il rende compte, pendant une période déterminée ou indéterminée, au registrateur ou à un comité précis du conseil, au sujet de questions précisées se rapportant à ses responsabilités professionnelles.
4. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
5. Imposer une amende selon le montant que le comité de discipline juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le membre doit payer au trésorier de l'Ontario qui la verse au Trésor.
6. Sous réserve du paragraphe (7), ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité de discipline soient publiées dans la publication officielle de l'Ordre, intégralement ou sous forme de sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité de discipline juge approprié en l'occurrence.
7. Fixer les frais que le membre doit payer à l'Ordre.
8. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

Same (5) In making an order under paragraph 8 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring,

(5) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 8 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre :

Idem

	<p>(a) the successful completion by the member of specified courses of study; or</p> <p>(b) the production to the Discipline Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been overcome.</p>	<p>a) soit qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés;</p> <p>b) soit qu'il produise au comité de discipline une preuve qui le convainc que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.</p>
Same	(6) In making an order revoking or suspending a certificate or imposing terms, conditions or limitations on a certificate, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 30.	(6) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat ou à assortir un certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 30. Idem
Publication of revocation or suspension	(7) The Discipline Committee shall cause an order of the Committee revoking or suspending a certificate to be published, with or without the reasons for the action, in the official publication of the College together with the name of the member.	(7) Le comité de discipline fait publier, avec ou sans les motifs, toute ordonnance qu'il rend visant à révoquer ou à suspendre un certificat, dans la publication officielle de l'Ordre, avec indication du nom du membre. Publication de la révocation ou de la suspension
Publication on request	(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.	(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause. Publication sur demande
Costs	(9) Where the Discipline Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or such portion of them as the Discipline Committee fixes.	(9) Si le comité de discipline est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité. Frais
Procedure: s. 28 hearings	29. (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 28.	29. (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 28. Procédure : audiences prévues à l'art. 28
Parties	(2) The College and the member whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.	(2) L'Ordre et le membre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience. Parties
Examination of documentary evidence	(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.	(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve. Examen de la preuve documentaire
Members holding hearing not to have taken part in investigation, etc.	(4) Members of the Discipline Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee, and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.	(4) Les membres du comité de discipline qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au comité de discipline. Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec qui que ce soit au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer. Restriction relative aux enquêtes
Same	(5) Despite subsection (4), the Discipline Committee may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in	(5) Malgré le paragraphe (4), le comité de discipline peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des par- Idem

that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law.

(6) A hearing shall, subject to subsection (7), be open to the public.

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;
- (d) the safety of a person may be jeopardized; or
- (e) the Committee will deliberate whether to exclude the public from a hearing or a part of a hearing.

(8) The oral evidence taken before the Discipline Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

(9) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

(10) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

(11) The Discipline Committee shall give its decision in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy.

(12) Where the Discipline Committee finds a member to be guilty of professional misconduct or to be incompetent, a copy of the decision shall also be served on the person complaining in respect of the conduct or actions of the member.

ties. Dans ce cas, la teneur des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), les audiences sont publiques.

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie d'audience doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;
- e) le comité délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos.

(8) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.

(9) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.

(10) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

(11) Le comité de discipline remet sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.

(12) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, une copie de la décision est également signifiée à la personne qui se plaint de la conduite ou des actes du membre.

Audience publique

Audience à huis clos

Procès-verbal des témoignages

Participation à la décision

Remise de la preuve documentaire

Signification de la décision aux parties

Signification de la décision au plaignant

Hearings public

Exclusion of public

Recording of evidence

Only members at hearing to participate in decision

Release of documentary evidence

Service of decision on parties

Service of decision on complainant

PART VI REINSTATEMENT AND VARIATION

Reinstatement after disciplinary proceedings

30. (1) A person who has had a certificate revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation after disciplinary proceedings

(2) A person who has a certificate that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 28 (6) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

(4) If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 28 (6) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 28 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to Discipline Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on a certificate of the applicant.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on a certificate of the applicant.
6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

Parties

(7) The College and the applicant are parties to the hearing.

Examination of documentary evidence

(8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any

PARTIE VI REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION

30. (1) La personne dont un certificat a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

(2) Le membre dont un certificat est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 28 (6) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

(4) Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 28 (6) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée moins d'un an après la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 28 ou la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

(5) Le registraire renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registraire de délivrer un certificat à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registraire d'annuler la suspension du certificat de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions et de restrictions précisées un certificat de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registraire de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti un certificat de l'auteur de la demande.
6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience.

(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

Modification après une instance disciplinaire

Délai de présentation

Idem

Renvoi au comité de discipline

Ordonnance

Parties

Examen de la preuve documentaire

documents that will be given in evidence at the hearing.

Closed hearings

(9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public.

Recording of evidence

(10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

Only members at hearing to participate in decision

(11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.

Release of documentary evidence

(12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

Service of decision on parties

(13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.

Reinstatement: no hearing

31. The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a member or former member who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate to the member or former member.
2. Directing the Registrar to remove the suspension of the member's or former member's certificate.

PART VII APPEALS TO COURT

Appeal to court

32. (1) A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee or the Discipline Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Certified copy of record

(2) On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of court on appeal

(3) An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the deci-

(9) Les audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article se tiennent à huis clos.

Huis clos

(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à la partie, à ses frais, sur demande.

Procès-verbal des témoignages

(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.

Participation à la décision

(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

Remise de la preuve documentaire

(13) Le comité de discipline remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.

Signification de la décision aux parties

31. Dans le cas d'un membre ou d'un ancien membre dont un certificat a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :

Remise en vigueur : pas d'audience

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat au membre ou à l'ancien membre.
2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat du membre ou de l'ancien membre.

PARTIE VII APPELS

Appel

32. (1) Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions ou le comité de discipline peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité, conformément aux règles de pratique.

(2) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquiescement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registrateur remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Copie conforme du dossier

(3) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confir-

Pouvoirs du tribunal saisi de l'appel

sion of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with such directions as the court considers appropriate.

PART VIII REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's
investigation

33. (1) Where the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member has committed an act of professional misconduct or is incompetent;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or
- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence exists or there is such cause.

Approval of
Executive
Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

Powers of
investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the member's professional responsibilities.

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commissioner under Part II of the *Public Inquiries Act*.

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

Obstruction
of investi-
gator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

Entries and
searches

34. (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of

mer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.

PARTIE VIII POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

Enquête du
registrateur

33. (1) Le registrateur peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il a des motifs raisonnables et probables de croire :

- a) soit qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompétent;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;
- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;
- d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Approbation
du bureau

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui fait l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent aux responsabilités professionnelles du membre.

Pouvoirs de
l'enquêteur

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

(5) L'enquêteur peut, sur production d'une attestation de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et y examiner tout ce qui s'avère pertinent.

Idem

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.

Entrave

34. (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui s'avère pertinent, s'il est convaincu que l'en-

Perquisitions

the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent; and
- (b) there is something relevant to the investigation at the place.

Searches by day unless stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset and before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

Assistance and entry by force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

Investigator to show identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.

Copying of documents and objects

35. (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 33 or under the authority of a warrant issued under section 34.

Removal for documents and objects

(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,

- (a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or
- (b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.

Return of documents and objects or copies

(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

- (a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or
- (b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Report of investigation

36. The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Execu-

qu shore a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

- a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompétent;
- b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition avant le lever du soleil et après le coucher du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et avoir recours à la force pour y pénétrer.

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.

35. (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 33 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 34.

(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;
- b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.

(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :

- a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;
- b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

(4) Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont recevables en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

36. Le registraire présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au

Perquisition de jour sauf indication contraire

Aide et recours à la force

Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité

Reproduction de documents et d'objets

Enlèvement de documents et d'objets

Restitution des documents et objets ou des copies

Copies à titre de preuve

Rapport d'enquête

tive Committee, the Investigation Committee or the Discipline Committee, as the Registrar considers appropriate.

PART IX REGULATIONS AND BY-LAWS

Regulations
subject to
approval

37. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

1. making any provision of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* applicable to the College, with such modifications as the Council considers necessary or advisable;
2. defining constituencies along regional, occupational and other lines for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);
3. prescribing the number of representatives for each constituency defined under paragraph 2;
4. respecting qualifications, nomination procedures and election procedures for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);
5. prescribing the conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified members of the Council;
6. extending the term of office of Council members by up to six months;
7. governing the filling of vacancies created on the Council by the departure of elected members of the Council;
8. prescribing the quorum of the Council;
9. respecting the composition and election or appointment of committees required by this Act, other than the Investigation Committee and the Discipline Committee;
10. prescribing terms of office of members of committees required by this Act;
11. respecting practice and procedure of committees required by this Act;
12. prescribing the quorums of the committees required by this Act;
13. providing for the establishment of panels of any committee required by this Act and providing that a panel of a

comité d'enquête ou au comité de discipline, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.

PARTIE IX RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Règlements
sous réserve
d'approba-
tion

37. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

1. rendre applicable à l'Ordre toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, avec les adaptations que le conseil juge nécessaires ou souhaitables;
2. définir les circonscriptions sur des bases régionales, professionnelles ou autres aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) (a);
3. prescrire le nombre de représentants de chaque circonscription définie en vertu de la disposition 2;
4. traiter des qualités requises ainsi que des modalités de mise en candidature et d'élection aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) (a);
5. prescrire les conditions qui rendent les membres élus inaptes à siéger au conseil et celles qui régissent la destitution des membres du conseil jugés inaptes;
6. prolonger d'au plus six mois la durée du mandat des membres du conseil;
7. régir la façon de combler les vacances créées au sein du conseil par le départ de membres élus;
8. prescrire le quorum applicable au conseil;
9. traiter de la composition des comités exigés par la présente loi, à l'exclusion du comité d'enquête et du comité de discipline, et traiter de l'élection ou de la nomination de leurs membres;
10. prescrire le mandat des membres des comités exigés par la présente loi;
11. traiter des règles de pratique et de procédure des comités exigés par la présente loi;
12. prescrire le quorum applicable aux comités exigés par la présente loi;
13. prévoir la création de sous-comités de tout comité exigé par la présente loi, et prévoir qu'un sous-comité peut exercer

- committee may exercise the powers and carry out the duties of the committee, subject to the restrictions, if any, specified in the regulation;
14. designating persons or bodies for the purposes of section 44;
15. prescribing classes of certificates of qualification and registration, including but not limited to classes of certificates that are temporary, provisional or otherwise limited;
16. respecting terms, conditions and limitations that may be imposed on certificates of qualification and registration;
17. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications, examinations and experience requirements, for the issuance of certificates of qualification and registration and providing for exemptions from those requirements;
18. respecting the accreditation of teacher education programs offered by post-secondary educational institutions and ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies;
19. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications, examinations and experience requirements, for the issuance of certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
20. providing for exemptions from requirements under paragraph 19;
21. respecting the development, provision and accreditation of educational programs leading to certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
22. establishing processes and criteria for issuing to members certificates in respect of qualifications additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
23. prescribing ongoing education requirements for members;
- les fonctions et les pouvoirs du comité, sous réserve des restrictions précisées, le cas échéant, dans le règlement;
14. désigner des personnes ou des organismes pour l'application de l'article 44;
15. prescrire des catégories de certificats de compétence et d'inscription, notamment des catégories de certificats qui sont temporaires, provisoires ou autrement restreints;
16. traiter des conditions et des restrictions dont peuvent être assortis les certificats de compétence et d'inscription;
17. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats de compétence et d'inscription, et prévoir des exemptions de ces exigences;
18. traiter de l'agrément des programmes de formation des enseignants offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire et des programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes;
19. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que celles imposées pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
20. prévoir des exemptions des exigences prévues à la disposition 19;
21. traiter de l'élaboration, de la fourniture et de l'agrément de programmes de formation menant à l'obtention de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
22. établir des procédures et des critères pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
23. prescrire les exigences en matière d'éducation continue auxquelles doivent satisfaire les membres;

24. establishing processes and criteria for suspending certificates of members who fail to meet ongoing education requirements;
25. establishing processes and criteria for removing the suspension of certificates where the suspension was as a result of failure to meet ongoing education requirements;
26. establishing processes and criteria for suspending a certificate of qualification and registration under section 275 of the *Education Act*;
27. respecting any matter ancillary to this Act with respect to the issuance, expiry, renewal, amendment, suspension, cancellation, revocation and reinstatement of certificates issued under this Act;
28. requiring employers of members to deduct members' fees from their salaries and to submit the fees directly to the College, in the manner and within the times specified in the regulations;
29. prescribing penalties to be paid by employers for the late submission of fees to the College;
30. defining professional misconduct for the purposes of this Act.

Copies of regulations

(2) The Council shall ensure that a copy of each regulation is available for public inspection in the office of the College.

Same

(3) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under this section.

By-laws

38. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including but not limited to by-laws,

1. prescribing the seal and other insignia of the College and providing for their use;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;

24. établir des procédures et des critères pour la suspension des certificats des membres qui ne satisfont pas aux exigences en matière d'éducation continue;
25. établir des procédures et des critères pour l'annulation de la suspension de certificats si la suspension a résulté du défaut de satisfaire aux exigences en matière d'éducation continue;
26. établir des procédures et des critères pour la suspension d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de l'article 275 de la *Loi sur l'éducation*;
27. traiter de toute question accessoire à la présente loi à l'égard de la délivrance, de l'expiration, du renouvellement, de la modification, de la suspension, de l'annulation, de la révocation et de la remise en vigueur des certificats délivrés en vertu de la présente loi;
28. exiger des employeurs des membres qu'ils retiennent les cotisations des membres sur leur salaire et qu'ils les versent directement à l'Ordre, de la manière et dans les délais précisés dans les règlements;
29. prescrire les pénalités que doivent payer les employeurs qui versent les cotisations à l'Ordre en retard;
30. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de la présente loi.

(2) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

Copies des règlements

(3) Le registraire remet à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du présent article.

Idem

38. (1) Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

Règlements administratifs

1. prescrire le sceau et tout autre insigne de l'Ordre et prévoir les modalités de leur emploi;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;

5. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
 6. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;
 7. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;
 8. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
 9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members;
 10. authorizing voting, by mail or other means, by the members on any of the business of the College and prescribing procedures for such voting;
 11. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;
 12. prescribing forms and formats and providing for their use;
 13. providing procedures for making, amending and revoking by-laws;
 14. respecting the management of property of the College;
 15. respecting the borrowing of money by the College and the giving of security in respect of the borrowing;
 16. providing for the method of service of any document or class of documents given or served under this Act;
 17. providing for the composition, election or appointment, powers, duties, quorums, practices and procedures of committees other than those required by this Act;
 18. prescribing terms of office of members of committees other than those required by this Act;
 19. prescribing the conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on committees and governing the
5. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
 6. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;
 7. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
 8. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités;
 9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblés des membres;
 10. autoriser les membres à voter, par la poste ou par un autre moyen, sur les affaires de l'Ordre, et prescrire les modalités du scrutin;
 11. prescrire les postes des dirigeants de l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;
 12. prescrire des formules et des supports et prévoir les modalités de leur emploi;
 13. prévoir la marche à suivre pour la prise, la modification et l'abrogation des règlements administratifs;
 14. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;
 15. traiter des emprunts que peut contracter l'Ordre et des sûretés qu'il peut consentir pour ces emprunts;
 16. prévoir le mode de signification des documents ou catégories de documents remis ou signifiés aux termes de la présente loi;
 17. prévoir la composition de comités qui ne sont pas exigés par la présente loi, l'élection ou la nomination de leurs membres, ainsi que les pouvoirs, les fonctions, le quorum et les règles de pratique et de procédure de ces comités;
 18. prescrire le mandat des membres des comités qui ne sont pas exigés par la présente loi;
 19. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à siéger aux comités et celles qui régissent

- | | |
|---|--|
| removal of disqualified members of committees; | la destitution des membres de comités jugés inaptes; |
| 20. governing the filling of vacancies on committees; | 20. régir la façon de combler les vacances au sein des comités; |
| 21. respecting reports to Council to be made by committees; | 21. traiter des rapports que les comités doivent présenter au conseil; |
| 22. prescribing professional standards and ethical standards applicable to members; | 22. prescrire les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres; |
| 23. prescribing annual membership fees and other fees payable by members, applicants for membership and other persons for anything the Registrar or any committee is required or authorized to do under this Act; | 23. prescrire les cotisations annuelles et autres droits que doivent acquitter les membres, les auteurs d'une demande d'adhésion et autres personnes pour tout ce que le registraire ou un comité doit ou peut faire dans le cadre de la présente loi; |
| 24. prescribing penalties to be paid by members for the late payment of any fee; | 24. prescrire les pénalités que doivent payer les membres qui acquittent des droits en retard; |
| 25. prescribing any fee referred to in this Act as prescribed by the by-laws; | 25. prescrire tous droits que la présente loi mentionne comme étant prescrits par les règlements administratifs; |
| 26. respecting the reporting and publication of decisions of the College, the Council and the committees; | 26. traiter de la façon de rendre compte des décisions de l'Ordre, du conseil et des comités, ainsi que de leur publication; |
| 27. respecting the keeping of a register of members, including but not limited to by-laws prescribing the information that must be kept in the register and the information that may be removed from the register; | 27. traiter de la tenue d'un tableau des membres, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés; |
| 28. requiring members to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College; | 28. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour tenir et conserver les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre; |
| 29. requiring members to provide the College with information about their participation in ongoing education programs; | 29. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre des renseignements au sujet de leur participation à des programmes d'éducation continue; |
| 30. respecting membership of the College in other organizations the objects of which are not inconsistent with and are complementary to those of the College, the payment of fees to such organizations and representation at meetings of such organizations; | 30. traiter de l'adhésion de l'Ordre à d'autres associations dont les objets ne sont pas incompatibles avec les siens et les complètent, du paiement des cotisations à celles-ci et de sa participation à leurs réunions; |
| 31. providing for the establishment and dissolution and governing the operation of groups of members and respecting grants by the College to such groups; | 31. prévoir la création et la dissolution de groupes de membres, régir leur fonctionnement et traiter des subventions que leur octroie l'Ordre; |
| 32. authorizing the making of grants to advance knowledge of education or to maintain or improve standards of teach- | 32. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances dans le domaine de l'éducation, de maintenir ou de rehausser les normes d'enseigne- |

ing or support or encourage public information and interest in education;

33. respecting scholarships, bursaries and prizes to assist in the education of teachers or persons wishing to become teachers.

Meetings by telecommunications, etc.

(2) A by-law made under paragraph 7 or 9 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous by-laws, etc.

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

Copies of by-laws

(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister and is available for public inspection in the office of the College.

Same

(5) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any by-law made under this section.

Regulations made by Lieutenant Governor in Council

39. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 11 of subsection 3 (1);
- (b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (b), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council;
- (c) governing the election of the first Council of the College, including but not limited to prescribing eligibility of persons to vote or to run as candidates, election procedures and representation;
- (d) providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College;
- (e) providing for such other matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.

Regulations under clause (1) (d)

(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (d) and this or any other Act, the regulation prevails.

ment, ou encore d'aider ou d'encourager le public à se renseigner sur l'éducation ou à s'intéresser à celle-ci;

33. traiter des bourses d'études et des prix visant à aider à la formation des enseignants ou des personnes qui veulent devenir enseignants.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 7 ou 9 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit envoyée au ministre et soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

(5) Le registraire fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement administratif pris en application du présent article.

39. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 11 du paragraphe 3 (1);
- b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) b), notamment préciser le mode de représentation des intérêts différents;
- c) régir l'élection du premier conseil de l'Ordre, notamment prescrire les qualités requises pour pouvoir voter ou poser sa candidature, les modalités d'élection et la représentation;
- d) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre;
- e) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) d) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'une autre loi.

Réunions ou assemblées à l'aide des télécommunications

Unanimité des règlements administratifs

Copies des règlements administratifs

Idem

Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

Règlements pris en application de l'alinéa (1) d)

Same	(3) A regulation made under clause (1) (d) may be retroactive in its effect.	(3) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) d) peuvent avoir un effet rétroactif.	Idem
Regulations and by-laws: general or specific	40. (1) A regulation or by-law may be general or specific.	40. (1) Les règlements et les règlements administratifs peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members, certificates or qualifications.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres, de certificats ou de compétences.	Idem
Classes	(3) A class under this Act may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes.	(3) Les catégories établies en vertu de la présente loi peuvent être définies en fonction d'un attribut et être définies de manière à inclure ou à exclure tout membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs.	Catégories

PART X MISCELLANEOUS

Right to use French	41. (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.
Council to ensure	(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.
Limitation	(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.
Official publication	42. The Council shall establish and maintain an official publication of the Council.
Leave of absence	43. (1) A member of the Council or of a committee established under this Act who attends a meeting or other proceeding of the Council or the committee during work hours, or who has been asked by the Registrar or his or her delegate to do other work of the College during work hours, shall be granted, on request, a paid leave of absence by his or her employer for the purpose.
Employer reimbursement	(2) If an employer has provided a leave of absence to a member under subsection (1), the College shall reimburse the employer for the salary expense, if any, incurred by the employer in temporarily hiring a person to replace the member in the workplace.

Right to obtain information	44. (1) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the Provincial Schools Authority, a school board or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information within the meaning of section 38 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> or section 28 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , in respect of members of the College.
-----------------------------	--

PARTIE X DISPOSITIONS DIVERSES

41. (1) Toute personne a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.	Droit d'utilisation du français
(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que les personnes puissent utiliser le français dans leurs rapports avec l'Ordre.	Droit garanti par le conseil
(3) Le droit d'utilisation du français garanti par le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.	Droit restreint
42. Le conseil crée une publication officielle permanente.	Publication officielle
43. (1) Le membre du conseil ou d'un comité créé aux termes de la présente loi qui assiste à une réunion ou à une autre activité du conseil ou du comité pendant ses heures de travail ou à qui le registraire ou son délégué a demandé de s'acquitter d'autres tâches de l'Ordre pendant ses heures de travail reçoit de son employeur, sur demande, un congé payé à cette fin.	Congé
(2) L'Ordre rembourse à l'employeur qui a accordé un congé à un membre aux termes du paragraphe (1) le salaire, le cas échéant, que l'employeur a versé pour engager un remplaçant temporaire.	Remboursement de l'employeur

44. (1) Pour réaliser ses objets, l'Ordre peut exiger que l'Administration des écoles provinciales, les conseils scolaires ou les autres personnes ou organismes désignés par les règlements lui fournissent des renseignements sur ses membres, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> ou de l'article 28 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> .	Droit d'obtenir des renseignements
--	------------------------------------

Disclosure
by school
board:
offences

(2) A school board shall promptly notify the College in writing when the board becomes aware that a member who is or has been employed by the board,

- (a) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) involving sexual conduct and minors; or
- (b) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) that in the opinion of the board indicates that students may be at risk of harm or injury.

Disclosure
by school
board:
conduct or
actions of
member

(3) A school board shall promptly notify the College in writing where in the opinion of the board the conduct or actions of a member who is or has been employed by the board should be reviewed by a committee of the College.

Disclosure
by minority
language
section:
conduct or
actions of
member

(4) For the purposes of subsection (3), where a board has a French-language section or English-language section, the section has the responsibilities of the board with respect to members who are or have been employed for schools or classes governed by the section.

Information
provided by
Minister by
College

(5) If required by the College for the purpose of carrying out its objects, the Minister may provide to the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Information
provided by
College to
Minister

(6) For the purpose of carrying out his or her duties under the *Education Act*, the Minister has the authority to collect from the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Confidential-
ity

45. (1) Every person engaged in the administration of this Act, including any person appointed under section 33, shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceeding under this Act or the regulations or by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates; or

(2) Un conseil scolaire avise l'Ordre promptement par écrit lorsqu'il apprend qu'un membre qui est ou a déjà été employé par lui :

- a) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel et à des mineurs;
- b) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) qui, de l'avis du conseil scolaire, donne à penser que les élèves pourraient être exposés à un préjudice ou à des blessures.

(3) Le conseil scolaire qui est d'avis que la conduite ou les actes d'un membre qui est ou a déjà été employé par lui devraient être examinés par un comité de l'Ordre en avise promptement l'Ordre par écrit.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si le conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, celle-ci a les responsabilités du conseil en ce qui concerne les membres qui sont ou ont déjà été employés pour des écoles ou des classes qu'elle régit.

(5) Si l'Ordre en a besoin pour réaliser ses objets, le ministre peut lui fournir des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

(6) Aux fins de l'exercice des fonctions que lui attribue la *Loi sur l'éducation*, le ministre peut recueillir des renseignements auprès de l'Ordre, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

45. (1) Quiconque est employé aux fins de l'application de la présente loi, y compris une personne nommée en vertu de l'article 33, est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et n'en divulgue rien à qui que ce soit, sauf :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;

Divulgence
par les
conseils
scolaires :
infractions

Divulgence
par les
conseils
scolaires :
conduite ou
actes d'un
membre

Divulgence
par les
sections
minoritaires :
conduite ou
actes d'un
membre

Renseigne-
ments
fournis à
l'Ordre par le
ministre

Renseigne-
ments
fournis au
ministre par
l'Ordre

Secret pro-
fessionnel

(d) to the extent that the information is available to the public under this Act.

d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.

Testimony in civil proceeding

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.

(2) Aucune personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

Témoignage dans une instance civile

Evidence on civil proceedings

(3) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.

(3) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.

Preuves dans les instances civiles

Offence

(4) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction

Order directing compliance

46. Where it appears to the College that any person does not comply with this Act or the regulations or by-laws, despite the imposition of any penalty in respect of such non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or such other order as the judge thinks fit.

46. S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une pénalité à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par voie de requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Ordonnance enjoignant de se conformer

Offence: obstruction of investigator

47. Any person who contravenes subsection 33 (6) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

47. Quiconque contrevient au paragraphe 33 (6) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction : entrave de l'enquêteur

Offence: false representation to obtain certificate

48. (1) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

48. (1) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction : fausses déclarations faites pour obtenir un certificat

Offence: assisting in false representation

(2) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

(2) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction : aide dans la commission de l'infraction

Service of notice or document

49. (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,

49. (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :

Signification

- (a) delivered personally;
- (b) sent by mail; or

- a) s'il est remis à personne;
- b) s'il est envoyé par la poste;

(c) given or served in accordance with by-laws respecting service.

c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.

Same

(2) Where a notice or document to be given under this Act is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.

(2) Si un avis ou un document qui doit être donné ou remis aux termes de la présente loi est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.

Idem

Registrar's certificate as evidence

50. Any statement containing information from the records required to be kept by the Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

50. L'état qui contient des renseignements provenant des dossiers que le registraire doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifié conforme par le registraire sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant un tribunal comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registraire, ni celle du sceau de l'Ordre.

Preuve

Statutory Powers Procedure Act

51. In the event of a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

51. Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Loi sur l'exercice des compétences légales

Immunity of College

52. No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of such duty or power.

52. Sont irrecevables des instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, ou un dirigeant, un employé, un mandataire ou un délégué de l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribue la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Immunité de l'Ordre

Deemed loan

53. (1) Any payment made by the Minister that is charged to an appropriation of the Ministry of Education and Training made for the fiscal year beginning on April 1, 1994 or for any subsequent fiscal year, for the purpose of establishing or operating the College, shall be deemed to have been a loan from the Province of Ontario to the College.

53. (1) Tout paiement que fait le ministre aux fins de la création ou du fonctionnement de l'Ordre et qui est imputé à une affectation du ministère de l'Éducation et de la Formation pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 1994 ou un exercice ultérieur est réputé un prêt que la province de l'Ontario a consenti à l'Ordre.

Paiement réputé un prêt

Same

(2) A payment for the purpose of the Ontario Teaching Council Implementation Committee established by Order in Council to advise the Minister in respect of the establishment and mandate of the College is a payment for the purpose of establishing the College within the meaning of subsection (1).

(2) Le paiement fait aux fins du comité appelé *Ontario Teaching Council Implementation Committee* et créé par décret pour conseiller le ministre en ce qui concerne la création et le mandat de l'Ordre est un paiement aux fins de la création de l'Ordre au sens du paragraphe (1).

Idem

Same

(3) The Minister shall notify the College of the amount of any payment described in subsection (1) and shall, by order, direct the repayment of the amount by the College to the Province of Ontario.

(3) Le ministre avise l'Ordre du montant de tout paiement visé au paragraphe (1) et ordonne, par arrêté, son remboursement par l'Ordre à la province de l'Ontario.

Idem

Same	(4) The determination by the Minister of the amount of a payment described in subsection (1) is final and shall not be reviewed in any court.	(4) Le calcul, par le ministre, du montant du paiement visé au paragraphe (1) est définitif et n'est pas susceptible de révision judiciaire.	Idem
Same	(5) An order under subsection (3) may fix a schedule for repayment of an amount and may prescribe the rate of interest payable on the amount from the date of the order until the date on which the amount is repaid in full.	(5) L'arrêté prévu au paragraphe (3) peut fixer un calendrier de remboursement d'un montant et prescrire le taux d'intérêt payable sur ce montant à partir de la date de l'arrêté jusqu'à la date du remboursement intégral du montant.	Idem
Same	(6) A rate of interest prescribed in an order under subsection (3) shall not exceed the prime rate of the bank listed in Schedule I or II of the <i>Bank Act</i> (Canada) that has the highest prime rate on the day that the order is made.	(6) Le taux d'intérêt prescrit dans l'arrêté prévu au paragraphe (3) ne peut dépasser le taux préférentiel consenti par la banque mentionnée à l'annexe I ou II de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada) dont le taux préférentiel est le plus élevé le jour où l'arrêté est pris.	Idem
Same	(7) An order under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(7) L'arrêté prévu au paragraphe (3) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Idem
Guarantee of loans	54. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the College, including interest.	54. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à accepter de garantir au nom de l'Ontario le remboursement des prêts consentis à l'Ordre, ainsi que les intérêts qui s'y rapportent.	Garanties de prêt
Same	(2) A guarantee given under subsection (1) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.	(2) La garantie prévue au paragraphe (1) est assujettie à toute condition qu'impose le ministre des Finances.	Idem
Regulations under <i>Teaching Profession Act</i>	55. (1) The Minister may require the board of governors of The Ontario Teachers' Federation to amend or revoke a regulation made under the <i>Teaching Profession Act</i> if, in the Minister's opinion, the regulation conflicts with or overlaps with this Act or a regulation or by-law under this Act.	55. (1) Le ministre peut exiger du conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement pris en application de la <i>Loi sur la profession enseignante</i> si, de l'avis du ministre, ce règlement est incompatible avec la présente loi ou avec un règlement ou un règlement administratif pris en application de celle-ci, ou les chevauche.	Règlements d'application de la <i>Loi sur la profession enseignante</i>
Same	(2) If the Minister requires the board of governors of The Ontario Teachers' Federation to amend or revoke a regulation under subsection (1) and the board of governors does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, amend or revoke the regulation.	(2) Si le ministre exige du conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement aux termes du paragraphe (1) et que le conseil d'administration n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier ou abroger le règlement.	Idem
Same	(3) Subsection (2) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the board of governors of The Ontario Teachers' Federation does not have authority to do.	(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario n'est pas autorisé à faire.	Idem

PART XI TRANSITIONAL PROVISIONS

Appointment of Registrar 56. (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on such terms as the

PARTIE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

56. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux condi- Nomination du registra-
-teur

Minister determines, appoint the Registrar of the College for all or part of,

- (a) the period beginning on the day this section is proclaimed in force and ending on the day of the first meeting of the first duly elected and appointed Council; and
- (b) the term of the first duly elected and appointed Council.

Expenses and salary of Registrar appointed by Minister

(2) For greater certainty, the expenses and salary of a Registrar appointed by the Minister under subsection (1) remain the responsibility of the College.

Powers of Registrar appointed by Minister

(3) During the period mentioned in clause (1) (a), the Registrar may do anything that the Council could do under this Act if the Council were duly elected and appointed and, without limiting the generality of the foregoing, the Registrar,

- (a) may do anything that is necessary or advisable to ensure that there is a first election of the Council and that the election is conducted in accordance with the regulations; and
- (b) may incur indebtedness on behalf of the College.

Same

(4) During the period mentioned in clause (1) (b), the Registrar has the same powers and duties as if appointed by the Council.

Powers of the Minister

(5) During the period mentioned in clause (1) (a), the Minister may,

- (a) review the Registrar's activities and require the Registrar to provide reports and information;
- (b) require the Registrar to do anything that in the opinion of the Minister is necessary or advisable to carry out the intent of this Act; and
- (c) require the Registrar to make, amend or revoke a regulation or by-law.

Registrar to comply

(6) If the Minister requires the Registrar to do anything under subsection (5), the Registrar shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.

Regulations

(7) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a regulation under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in

tions qu'il précise, le registrateur de l'Ordre pour tout ou partie des périodes suivantes :

- a) la période commençant le jour où le présent article est proclamé en vigueur et se terminant le jour où se tient la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé;
- b) le mandat du premier conseil dûment élu et nommé.

(2) Il est entendu que la rémunération et les indemnités du registrateur nommé par le ministre aux termes du paragraphe (1) sont à la charge de l'Ordre.

(3) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le registrateur peut faire tout ce qu'un conseil dûment élu et nommé pourrait faire en vertu de la présente loi, notamment :

- a) faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable pour veiller à ce que se tienne une première élection du conseil et à ce que celle-ci se déroule conformément aux règlements;
- b) contracter des dettes au nom de l'Ordre.

(4) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) b), le registrateur a les mêmes pouvoirs et fonctions que s'il avait été nommé par le conseil.

(5) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le ministre peut :

- a) examiner les activités du registrateur et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du registrateur qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;
- c) exiger du registrateur qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement ou un règlement administratif.

(6) Si le ministre exige du registrateur qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (5), le registrateur doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.

(7) Si le ministre exige du registrateur qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registrateur n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieute-

Rémunération et indemnités du registrateur nommé par le ministre

Pouvoirs du registrateur nommé par le ministre

Idem

Pouvoirs du ministre

Obligation du registrateur

Règlements

Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.

nant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.

By-laws

(8) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a by-law under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by order, make, amend or revoke the by-law.

(8) Si le ministre exige du registraire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement administratif en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registraire n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, prendre, modifier ou abroger le règlement administratif.

Règlements administratifs

Authority of Lieutenant Governor in Council

(9) Subsections (7) and (8) do not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Registrar does not have authority to do.

(9) Les paragraphes (7) et (8) n'ont pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le registraire n'est pas autorisé à faire.

Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil

Copies of regulations, by-laws, orders

(10) Subsections 12 (6) and (7), subsections 37 (2) and (3) and subsections 38 (4) and (5) apply, with necessary modifications, to regulations, by-laws and orders made under this section and, for the purpose, the Registrar has the duties of the Council.

(10) Les paragraphes 12 (6) et (7), les paragraphes 37 (2) et (3) et les paragraphes 38 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règlements, aux règlements administratifs et aux décrets pris en application du présent article. À cette fin, le registraire exerce les fonctions du conseil.

Copies des règlements, des règlements administratifs, des décrets

Expenses

(11) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (5).

(11) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (5).

Frais

First meeting of members

57. The College shall hold its first annual meeting of the members not more than 15 months after the first Council is duly elected and appointed.

57. L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après la constitution du premier conseil dûment élu et nommé.

Première assemblée des membres

Transition: initial membership

58. (1) Every person who, on a day to be specified in a regulation made under subsection (2), holds an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing issued under the *Education Act* shall be deemed to hold a certificate of qualification and registration under this Act.

58. (1) La personne qui, le jour précisé dans un règlement pris en application du paragraphe (2), est titulaire d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la *Loi sur l'éducation* est réputée être titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de la présente loi.

Disposition transitoire, adhésion initiale

Same

(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations specifying a day for the purposes of subsection (1) and providing a concordance between,

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, préciser un jour pour l'application du paragraphe (1) et prévoir une équivalence entre les éléments suivants :

Idem

(a) qualifications held under the *Education Act* by persons affected by subsection (1) before the specified day; and

a) les compétences dont les personnes visées au paragraphe (1) sont titulaires en vertu de la *Loi sur l'éducation* avant le jour précisé;

(b) certificates, including any terms, conditions or limitations on those certificates, held under this Act on and after the specified day.

b) les certificats dont ces personnes sont titulaires en vertu de la présente loi à compter du jour précisé, y compris les conditions ou restrictions dont sont assortis ces certificats.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), qualifications include,

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les compétences comprennent ce qui suit :

(a) qualifications set out in Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990;

a) les compétences énoncées dans le Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990;

	(b) qualifications set out on Ontario Teacher's Qualifications Record Cards;	b) les compétences énoncées sur la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario;	
	(c) qualifications set out on any other records of qualification held by the Ministry in respect of any person affected by subsection (1).	c) les compétences énoncées sur tout autre dossier de compétence que détient le ministre à l'égard d'une personne visée au paragraphe (1).	
Same	(4) Regulations that may be made under subsection (2) include but are not limited to regulations,	(4) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent notamment :	Idem
	(a) classifying certificates of qualification and registration that come into being as a result of subsection (1);	a) prescrire les catégories de certificats de compétence et d'inscription qui naissent en raison du paragraphe (1);	
	(b) deeming certificates of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to be subject to specified terms, conditions and limitations;	b) déclarer que les certificats de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) sont réputés assortis de conditions et de restrictions;	
	(c) deeming terms, conditions and limitations referred to in clause (b) to have been imposed by the Registrar under this Act;	c) déclarer que les conditions et les restrictions mentionnées à l'alinéa b) sont réputées avoir été imposées par le registrateur en vertu de la présente loi;	
	(d) deeming any person who holds a certificate of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to also hold one or more additional certificates of qualification;	d) déclarer qu'une personne qui est titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) est réputée être également titulaire d'un ou de plusieurs autres certificats de compétence;	
	(e) deeming additional certificates referred to in clause (d) to have been issued under this Act.	e) déclarer que les autres certificats mentionnés à l'alinéa d) sont réputés avoir été délivrés en vertu de la présente loi.	
Same	(5) A regulation may be made under subsection (2) only by a duly elected and appointed Council and not by a Registrar acting under subsection 56 (3).	(5) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent l'être uniquement par un conseil dûment élu et nommé, et non par un registrateur agissant en vertu du paragraphe 56 (3).	Idem
Same	(6) Subsections 37 (2) and (3) and section 40 apply to a regulation made under subsection (2).	(6) Les paragraphes 37 (2) et (3) et l'article 40 s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2).	Idem
Transition: persons in programs	59. (1) Any person who,	59. (1) Est réputée satisfaire aux exigences prévues pour la délivrance d'un certificat de compétence et d'inscription la personne qui :	Disposition transitoire : personnes inscrites à un programme
	(a) is enrolled in a program of professional education within the meaning of Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 on the date specified under subsection 58 (2); and	a) d'une part, est inscrite à un programme de formation professionnelle au sens du Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 le jour précisé en vertu du paragraphe 58 (2);	
	(b) fulfils the requirements for an Ontario Teacher's Certificate as they existed immediately before the date specified under subsection 58 (2),	b) d'autre part, satisfait aux exigences prévues pour la délivrance d'un brevet d'enseignant de l'Ontario, telles qu'elles existaient immédiatement avant le jour précisé en vertu du paragraphe 58 (2).	
	shall be deemed to have fulfilled the requirements for the issuance of a certificate of qualification and registration.		
Same	(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regu-	(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement,	Idem

lations providing for any matter that it considers necessary or advisable in connection with the issuance of certificates of qualification and registration under subsection (1), including but not limited to regulations,

- (a) relating to terms, conditions and limitations to be imposed on the certificates;
- (b) relating to the classification of the certificates; and
- (c) respecting processes and criteria for the issuance of the certificates.

Same

(3) Subsections 37 (2) and (3) and section 40 apply to a regulation made under subsection (2).

traiter de toute question qu'il estime nécessaire ou souhaitable en rapport avec la délivrance de certificats de compétence et d'inscription aux termes du paragraphe (1), notamment ce qui suit :

- a) les conditions et restrictions dont les certificats sont assortis;
- b) les catégories auxquelles appartiennent les certificats;
- c) les procédures et les critères pour la délivrance des certificats.

(3) Les paragraphes 37 (2) et (3) et l'article 40 s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2). Idem

PART XII CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

EDUCATION ACT

60. (1) The definitions of "continuing education instructor", "continuing education teacher" and "teacher" in subsection 1 (1) of the *Education Act* are repealed and the following substituted:

"continuing education instructor" means a person employed to provide instruction in a continuing education course or class established in accordance with the regulations, other than those courses or classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required under the regulations; ("instructeur de l'éducation permanente")

"continuing education teacher" means a teacher employed to teach a continuing education course or class established in accordance with the regulations for which membership in the Ontario College of Teachers is required by the regulations; ("enseignant de l'éducation permanente")

"teacher" means a member of the Ontario College of Teachers. ("enseignant")

(2) Paragraph 10 of subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

letter of permission

10. grant a letter of permission to a board authorizing the board to employ a person who is not a member of the Ontario College of Teachers to teach in an elementary or secondary school if the Minister is satisfied that no member is available, but a letter of permission shall be effective only for the period, not exceeding one year, that the Minister may specify.

PARTIE XII MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ÉDUCATION

60. (1) Les définitions de «enseignant», de «enseignant de l'éducation permanente» et de «instructeur de l'éducation permanente» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«enseignant» Membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («teacher»)

«enseignant de l'éducation permanente» Enseignant employé pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements et pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education teacher»)

«instructeur de l'éducation permanente» Personne employée pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements, à l'exclusion des cours ou des classes pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education instructor»)

(2) La disposition 10 du paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

10. accorder une permission intérimaire à un conseil l'autorisant à employer une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pour enseigner dans une école élémentaire ou secondaire, si le ministre est convaincu qu'aucun membre n'est disponible, mais une telle permission ne vaut que pour la période que le ministre peut préciser, laquelle ne doit pas excéder une année.

permission intérimaire

(3) Paragraph 18 of subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

18. prescribing the continuing education courses and classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required.

(4) Paragraph 25 of subsection 11 (1) of the Act is repealed.

(5) Subsection 11 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 11, is further amended by adding the following paragraph:

26.1 giving boards directions as to the effect and consequences of,

- i. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1995* being suspended, cancelled or revoked under that Act,
- ii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1995* being subject to terms, conditions or limitations imposed under that Act,
- iii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1995* being of a particular class prescribed under that Act,
- iv. a certificate of qualification that is additional to the certificate of qualification and registration being issued under *Ontario College of Teachers Act, 1995*.

(6) Clauses 11 (9) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

(b) prescribing the fee to be paid to the Ministry for duplicates of Ontario Teacher's Qualifications Record Cards and duplicates of certificates issued under this Act.

(7) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) Where the Ontario College of Teachers has accredited a teacher education program, the Minister may require that a board that operates a public, separate or secondary school shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall provide for the services of any of its teachers under such terms and conditions as

(3) La disposition 18 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

18. prescrire les cours et les classes d'éducation permanente pour lesquels l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est requise.

(4) La disposition 25 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée.

(5) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

26.1 donner des directives aux conseils quant à l'effet et aux conséquences de ce qui suit :

- i. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est suspendu, annulé ou révoqué en vertu de cette loi,
- ii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est assorti de conditions ou de restrictions imposées en vertu de cette loi,
- iii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* appartient à une catégorie particulière prescrite par cette loi,
- iv. un certificat de compétence autre que le certificat de compétence et d'inscription est délivré en vertu de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*.

(6) Les alinéas 11 (9) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) fixer les droits que perçoit le ministère pour la fourniture d'un double de la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario et des certificats délivrés en vertu de la présente loi.

(7) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Si l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a agréé un programme de formation des enseignants, le ministre peut exiger du conseil dont relèvent des écoles publiques, séparées ou secondaires qu'il permette que des stages d'observation et d'enseignement pratique se déroulent dans les écoles qu'il administre et qu'il propose les services

same

idem

effect of certificates issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1995*

effet des certificats délivrés en vertu de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*

fee for duplicates

droits à acquitter pour un double

Same

Idem

may be agreed on between the board and the institution conducting the program and failing agreement in accordance with the schedule of payments to boards, principals and teachers referred to in subsection (2).

(8) Paragraph 12 of subsection 170 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

appoint
principal
and teachers

12. appoint for each school that it operates a principal and an adequate number of teachers, all of whom shall be members of the Ontario College of Teachers.

(9) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:

same

19. do anything that a board is required to do under the *Ontario College of Teachers Act, 1995*.

(10) Subsection 178(3) of the Act is amended by striking out "holds a certificate of qualification as a teacher" in the third and fourth lines and substituting "is a member of the Ontario College of Teachers".

(11) Section 262 of the Act is repealed and the following substituted:

Membership
in Ontario
College of
Teachers

262. Except as otherwise provided in or under this Act, no person shall be employed in an elementary or secondary school to teach or to perform any duty for which membership in the College is required under this Act unless the person is a member of the Ontario College of Teachers.

(12) Subsection 275 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(3) If a teacher fails to comply with the direction of the Board of Reference under section 273, the Executive Committee of the Ontario College of Teachers may suspend the teacher's certificate of qualification and registration for such period as the Executive Committee considers advisable.

PROVINCIAL SCHOOLS NEGOTIATIONS ACT

61. The definition of "teacher" in section 1 of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means a person,

des enseignants aux conditions dont il peut convenir avec l'établissement en cause. À défaut d'une telle entente, le barème mentionné au paragraphe (2) s'applique.

(8) La disposition 12 du paragraphe 170 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. nommer pour chaque école qu'il fait fonctionner un directeur d'école et un nombre suffisant d'enseignants qui doivent tous être membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

nomination
du directeur
et des ensei-
gnants

(9) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

19. faire tout ce qu'un conseil est tenu de faire aux termes de la *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*.

idem

(10) Le paragraphe 178 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «titulaire d'un brevet de compétences» aux quatrième et cinquième lignes, de «membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario».

(11) L'article 262 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

262. Sauf dans les cas prévus par la présente loi ou en vertu de celle-ci, nul ne doit être employé dans une école élémentaire ou secondaire pour y enseigner ou y exercer des fonctions pour lesquelles l'adhésion à l'Ordre est exigée par la présente loi s'il n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Adhésion à
l'Ordre des
enseignantes
et des ensei-
gnants de
l'Ontario

(12) Le paragraphe 275 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Si l'enseignant ne se conforme pas à la directive de la commission des recours prévue à l'article 273, le bureau de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription de l'enseignant pour la période qu'il juge opportune.

Idem

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS LES ÉCOLES PROVINCIALES

61. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» S'entend, selon le cas :

(a) who is a member of the Ontario College of Teachers, or

(b) whose appointment as a teacher has been authorized by the Minister of Education,

and who is employed in a school under a contract of employment as a teacher. ("enseignant")

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

62. The definition of "teacher" in section 1 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means,

(a) a person who is a member of the Ontario College of Teachers, or

(b) a person in respect of whom a letter of permission has been granted under the *Education Act*,

and who is employed by a board under a contract of employment as a teacher in the form of contract prescribed by the regulations under the *Education Act*, but does not include a supervisory officer as defined in the *Education Act*, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. ("enseignant")

TEACHING PROFESSION ACT

63. The definition of "teacher" in section 1 of the *Teaching Profession Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means a person who is a member of the Ontario College of Teachers and is under contract in accordance with Part X of the *Education Act* but does not include a supervisory officer, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. ("enseignant")

PART XIII COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

64. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

65. The short title of this Act is the *Ontario College of Teachers Act, 1995*.

a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,

b) d'une personne dont le ministre de l'Éducation a autorisé la nomination au poste d'enseignant,

et qui est employée dans une école en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail. («teacher»)

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

62. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» S'entend, selon le cas :

a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,

b) d'une personne à l'égard de laquelle une permission intérimaire a été accordée en vertu de la *Loi sur l'éducation*,

et qui est employée par un conseil en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail rédigé selon la formule prescrite par les règlements pris en application de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision au sens de la *Loi sur l'éducation*, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

LOI SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE

63. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la profession enseignante* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» Personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et qui est liée par un contrat conformément à la partie X de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

PARTIE XIII ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

64. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

65. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*.

Entrée en vigueur

Titre abrégé

Commencement

Short title



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 31

**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Government Bill

1st Reading December 14, 1995
2nd Reading April 4, 1996
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Social Development
Committee and as reported to the Legislative
Assembly May 2, 1996)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 31

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 14 décembre 1995
2^e lecture 4 avril 1996
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 2 mai 1996)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Ontario College of Teachers to regulate and govern the profession of teaching.

Part I of the Bill sets out definitions.

Part II of the Bill contains general provisions relating to the objects, organization and administration of the College and its board of directors, the Council. The Part includes provisions respecting the relationship between the College and the Minister of Education and Training (sections 10 to 12). Membership in the College is defined and annual meetings of the members are required (sections 13 and 14).

Part III of the Bill sets out the powers and duties of the Registrar and the Registration Appeals Committee in relation to the registration of members of the College. The Part also provides for the keeping of a register (section 22) and for suspension by the Registrar for failure to pay fees or to provide information required by the by-laws (section 23).

Part IV of the Bill sets out the powers and duties of the Investigation Committee, which investigates complaints relating to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member of the College.

Part V of the Bill establishes a disciplinary process for members of the College and sets out the powers and duties of the Discipline Committee. It also establishes a process for dealing with incapacity allegations and sets out the powers and duties of the Fitness to Practise Committee.

Part VI of the Bill provides for procedures for relief from sanctions imposed on members of the College under the Bill.

Part VII of the Bill permits appeals to court from decisions of the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee, and the Fitness to Practise Committee.

Part VIII of the Bill permits the Registrar, in specified circumstances, to appoint an investigator to inquire into the conduct or actions of a member of the College.

Part IX of the Bill provides authority to make regulations and by-laws.

Part X of the Bill contains miscellaneous provisions.

Part XI of the Bill contains transitional provisions.

Part XII of the Bill contains consequential amendments to the *Education Act*, the *Provincial Schools Negotiations Act*, the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* and the *Teaching Profession Act*.

Part XIII of the Bill contains the commencement and short title provisions.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario chargé de réglementer et de régir la profession d'enseignant.

La partie I du projet de loi contient les définitions.

La partie II contient des dispositions générales concernant les objets, l'organisation et l'administration de l'Ordre et de son conseil. Elle renferme également des dispositions portant sur les rapports entre l'Ordre et le ministre de l'Éducation et de la Formation (articles 10 à 12). Cette partie définit la qualité de membre de l'Ordre, et des assemblées annuelles des membres y sont exigées (articles 13 et 14).

La partie III énonce les pouvoirs et fonctions du registraire et du comité d'appel des inscriptions relativement à l'inscription des membres de l'Ordre. Cette partie prévoit également la tenue d'un tableau (article 22) et permet au registraire de suspendre un certificat pour défaut de paiement des droits ou défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs (article 23).

La partie IV énonce les pouvoirs et fonctions du comité d'enquête, qui a pour tâche de faire enquête sur les plaintes portant sur toute faute professionnelle de la part d'un membre de l'Ordre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un membre.

La partie V établit une procédure disciplinaire pour les membres de l'Ordre et énonce les pouvoirs et fonctions du comité de discipline. Elle établit également une procédure permettant de traiter les allégations d'incapacité et énonce les pouvoirs et fonctions du comité d'aptitude professionnelle.

La partie VI prévoit les recours dont disposent les membres de l'Ordre à l'égard des sanctions imposées en vertu du projet de loi.

La partie VII permet d'interjeter appel devant les tribunaux des décisions du comité d'appel des inscriptions, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle.

La partie VIII permet au registraire, dans des circonstances précisées, de nommer un enquêteur chargé d'examiner la conduite ou les actes d'un membre de l'Ordre.

La partie IX accorde les pouvoirs nécessaires pour prendre des règlements et des règlements administratifs.

La partie X contient des dispositions diverses.

La partie XI contient les dispositions transitoires.

La partie XII contient des modifications corrélatives qui sont apportées à la *Loi sur l'éducation*, à la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*, à la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* et à la *Loi sur la profession enseignante*.

La partie XIII contient les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et au titre abrégé.

**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
DEFINITIONS**

Definitions

1. In this Act,

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Teachers; (“Ordre”)

“document” means a record of information in any form and includes any part of it; (“document”)

“Minister” means the Minister responsible for the administration of this Act; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“school board” means a board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board. (“conseil scolaire”)

**PART II
COLLEGE**

College established

2. (1) The College is established under the name Ontario College of Teachers in English and Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario in French.

Body corporate

(2) The College is a body corporate without share capital with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

(3) The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College, except as specifically made applicable by this Act or the regulations.

Objects

3. (1) The College has the following objects:

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
DÉFINITIONS**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«conseil scolaire» Conseil au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («school board»)

«document» Tout élément d'information sous quelque forme que ce soit, y compris une partie de celui-ci. («document»)

«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«Ordre» L'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE II
ORDRE**

2. (1) L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en français et sous le nom d'Ontario College of Teachers en anglais.

Création de l'Ordre

(2) L'Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d'une personne physique.

Personne morale

(3) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Ordre, sauf dans les cas expressément prévus par la présente loi ou les règlements.


Non-application de certaines lois

3. (1) Les objets de l'Ordre sont les suivants :

Objets

1. To regulate the profession of teaching and to govern its members.
2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.
3. To accredit professional teacher education programs offered by post-secondary educational institutions.
4. To accredit ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies.
5. To issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate certificates of qualification and registration.
6. To provide for the ongoing education of members of the College.
7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.



8. To receive and investigate complaints against members of the College and to deal with discipline and fitness to practice issues. 
9. To develop, provide and accredit educational programs leading to certificates of qualification additional to the certificate required for membership, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer, and to issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate such additional certificates.

10. To communicate with the public on behalf of the members of the College.
11. To perform such additional functions as are prescribed by the regulations.

Duty

(2) In carrying out its objects, the College has a duty to serve and protect the public interest.

Council

4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.


Composition of Council

- (2) The Council shall be composed of,

- (a) 17 persons who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the regulations; and

1. Réglementer la profession d'enseignant et régir l'activité de ses membres.
2. Élaborer, établir et maintenir des normes d'admissibilité à l'Ordre.
3. Agréer les programmes de formation professionnelle des enseignants offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire.
4. Agréer les programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes.
5. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats de compétence et d'inscription.
6. Prévoir la formation continue des membres.
7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.



8. Recevoir les plaintes déposées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et traiter des questions de discipline et d'aptitude professionnelle. 
9. Élaborer, offrir et agréer des programmes de formation menant à l'obtention de certificats de compétence autres que le certificat nécessaire pour adhérer à l'Ordre, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision, et délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur ces autres certificats.

10. Communiquer avec le public au nom| des membres.
11. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.

(2) Dans la poursuite de ses objets, l'Ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public. Obligation

4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires. Conseil

(2) Le conseil se compose des personnes suivantes : Composition du conseil

- (a) 17 personnes qui sont membres de l'Ordre et qui sont élues par les membres conformément aux règlements;

	(b) 14 persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council in accordance with the regulations.	(b) 14 personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux règlements.	
Role of Registrar	(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a member of the Council has, other than the right to vote.	(3) Le registraire fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre de l'Ordre, à l'exclusion du droit de vote.	Rôle du registraire
Expenses and remuneration	(4) Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be paid, by the Minister, such expenses and remuneration as the Lieutenant Governor in Council determines.	(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Term of office	5. (1) No term of a Council member shall exceed three years, except as permitted by regulation.	5. (1) Le mandat des membres du conseil ne peut dépasser trois ans, sauf si les règlements le permettent.	Mandat
Multiple terms	(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a Council member for more than 10 consecutive years.	(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent toutefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	Mandats successifs
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the regulations, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habilité à voter
Good standing	(2) A member is in good standing for the purposes of this section if, (a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and (b) the member's certificate of qualification and registration is not suspended.	(2) Pour l'application du présent article, un membre est en règle s'il remplit les conditions suivantes : (a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs; (b) son certificat de compétence et d'inscription n'est pas suspendu.	Membre en règle
Vacancies	7. Where one or more vacancies occur in the membership of the Council, the members remaining in office constitute the Council so long as their number is not fewer than a quorum.	7. Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du conseil, les membres qui restent constituent le conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum.	Vacances
Council meetings	8. (1) The Council shall meet at least four times a year.	8. (1) Le conseil se réunit au moins quatre fois par année.	Réunions du conseil
Open to public	(2) The meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	(2) Les réunions du conseil sont publiques et un préavis suffisant en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exclusion of public	(3) Despite subsection (2), the Council may exclude the public from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that, (a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that meetings be open to the public; (b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil peut tenir à huis clos une réunion ou une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas : (a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques; (b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;	Réunion à huis clos

	(c) the safety of a person may be jeopardized;	c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;	
	(d) personnel matters or property transactions will be discussed;	d) des questions de personnel ou des opérations foncières feront l'objet de discussions;	
	(e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College; or	e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions ou des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou ces derniers donneront des avis;	
	(f) the Council will deliberate whether to exclude the public from a meeting or a part of a meeting.	f) le conseil délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une réunion ou une partie de réunion à huis clos.	
Officers	9. (1) The Council may employ such persons as it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.	9. (1) L'Ordre peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir des dirigeants prévus par les règlements administratifs.	Dirigeants
Registrar	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar and may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar for the purposes of this Act.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registraire. Il peut nommer un ou plusieurs registraires adjoints qui exercent les pouvoirs du registraire pour l'application de la présente loi.	Registraire
Chief executive officer	(3) The Registrar shall be the chief executive officer of the College.	(3) Le registraire est le chef de la direction de l'Ordre.	Chef de la direction
Meeting with Minister	10. (1) The Council shall meet annually with the Minister.	10. (1) Le conseil rencontre chaque année le ministre.	Rencontre avec le ministre
Open to public	(2) Subsections 8 (2) and (3) apply to the annual meeting with the Minister.	(2) Les paragraphes 8 (2) et (3) s'appliquent à la rencontre annuelle avec le ministre.	Caractère public de la rencontre
Annual report	11. (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.	11. (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.	Rapport annuel
Tabling of report	(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt du rapport
Powers of Minister	12. (1) In addition to his or her other powers and duties under this Act, the Minister may,	12. (1) Outre les pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre peut :	Pouvoirs du ministre
	(a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information;	a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;	
	(b) require the Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act;	b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;	
	(c) require the Council to make, amend or revoke a regulation.	c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement.	
Council to comply	(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.	Obligation du conseil

Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Authority of Lieutenant Governor in Council	(5) <u>Subsection (3) does</u> not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Council does not have authority to do.	(5) <u>Le paragraphe (3) n'a pas</u> pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil n'est pas autorisé à faire.	Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil
Copies of regulations, orders	(6) The Council shall ensure that a copy of each regulation made under subsection (3) is available for public inspection in the office of the College.	(6) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement pris en application du paragraphe (3) soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et décrets
Same	(7) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under subsection (3).	(7) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du paragraphe (3).	Idem
Expenses of College	(8) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (1).	(8) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (1).	Frais de l'Ordre
Annual meeting of members	13. The College shall hold an annual meeting of the members not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	13. L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership	14. (1) Every person who holds a certificate of qualification and registration is a member of the College, subject to any term, condition or limitation to which the certificate is subject.	14. (1) Le titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre
Resignation of membership	(2) A member may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar.	(2) Un membre peut démissionner de l'Ordre en déposant sa démission écrite auprès du registrateur.	Démission d'un membre
Same	(3) The certificate of qualification and registration of a person who files a resignation is cancelled.	(3) Le certificat de compétence et d'inscription de la personne qui dépose sa démission est annulé.	Idem
Expiry of membership	(4) A certificate of qualification and registration that expires in accordance with the regulations is cancelled.	(4) Le certificat de compétence et d'inscription qui expire conformément aux règlements est annulé.	Fin de l'adhésion
Continuing jurisdiction: revocation, cancellation	(5) A person whose certificate of qualification and registration is revoked or cancelled continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct, incompetence or incapacity referable to any time during which the person held, (a) a certificate of qualification and registration under this Act; or (b) an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing as a teacher under the <i>Education Act</i> .	(5) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription est révoqué ou annulé continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de <u>faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité</u> se rapportant à l'époque où elle était titulaire : a) soit d'un certificat de compétence et d'inscription délivré en vertu de la présente loi; b) soit d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la <i>Loi sur l'éducation</i> .	Autorité continue : révocation, annulation
Committees	15. (1) The Council shall establish the following committees:	15. (1) Le conseil crée les comités suivants :	Comités

1. Executive Committee.
2. Investigation Committee.
3. Discipline Committee.
4. Registration Appeals Committee.



5. Fitness to Practise Committee.



1. Le bureau.
2. Le comité d'enquête.
3. Le comité de discipline.
4. Le comité d'appel des inscriptions.



5. Le comité d'aptitude professionnelle.



Same

(2) The Council may establish other committees as the Council from time to time considers necessary.

(2) Le conseil peut créer les autres comités Idem qu'il juge nécessaires.

Vacancies

(3) Where one or more vacancies occur in the membership of a committee, the members remaining in office constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum.

(3) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité, les membres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum. Vacancies

Executive Committee

16. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

16. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif. Bureau



Majority on committees

16.1 (1) A majority of the persons appointed or elected to a Committee mentioned in subsection 15 (1) shall be persons elected to the Council under clause 4 (2) (a).

16.1 (1) La majorité des personnes nommées ou élues à un comité mentionné au paragraphe 15 (1) sont des personnes élues au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a). Majorité aux comités

Panels

(2) A panel of a committee mentioned in subsection 15 (1) that consists of more than one person shall include at least one person elected to the Council under clause 4 (2) (a) and at least one person appointed to the Council under clause 4 (2) (b).

(2) Un sous-comité d'un comité mentionné au paragraphe 15 (1) qui se compose de plus d'une personne comprend au moins une personne élue au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a) et au moins une personne nommée au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) b). Sous-comités

PART III REGISTRATION

Registration

17. (1) The Registrar shall issue a certificate of qualification and registration to a person who applies for it in accordance with the regulations and who fulfils the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

17. (1) Le registrateur délivre un certificat de compétence et d'inscription à quiconque en fait la demande conformément aux règlements et satisfait aux exigences précisées dans ceux-ci pour la délivrance d'un tel certificat. Inscription

Grounds for refusal

(2) The Registrar may refuse to issue a certificate of qualification and registration where the Registrar has reasonable grounds to believe that,

(2) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription s'il a des motifs raisonnables de croire : Motifs de refus

- (a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a teacher in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or

- a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions d'enseignant conformément au droit, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;

- (b) the applicant does not fulfil the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

- b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat.

Same	(3) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of qualification and registration to an applicant who previously held a certificate of qualification and registration that was revoked as a result of a decision of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and that was not reinstated under section 30 or 31.	(3) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat de compétence et d'inscription à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et qui n'a pas été remis en vigueur aux termes de l'article 30 ou 31.	Idem
Terms, etc., on consent	(4) If the Registrar is of the opinion that a certificate of qualification and registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed and the applicant consents to the imposition, the Registrar may do so.	(4) Si le registrateur est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier y consent, le registrateur peut le délivrer.	Acceptation des conditions ou restrictions imposées
Same	(5) Limitations that may be imposed on consent under subsection (4) include the fixing of a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 21.	(5) Les restrictions qui peuvent être imposées sur consentement en vertu du paragraphe (4) comprennent la fixation d'un délai maximal d'un an dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.	Idem
Disclosure of application file	18. (1) The Registrar shall give an applicant for a certificate of qualification and registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.	18. (1) Le registrateur remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat de compétence et d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.	Communication des documents relatifs à la demande
Exception	(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.	(2) Le registrateur peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.	Exception
Notice of proposal to refuse to issue, revoke, etc.	19. (1) Where the Registrar proposes, (a) to refuse to issue a certificate of qualification and registration; or (b) to impose terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration to which the applicant has not consented, the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant.	19. (1) Le registrateur signifie d'abord à l'auteur de la demande un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, s'il a l'intention : a) soit de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription; b) soit d'assortir un certificat de compétence et d'inscription de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande.	Avis d'intention de refuser un certificat
Exception	(2) Subsection (1) does not apply where the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 17 (3).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registrateur refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 17 (3).	Exception
Contents of notice	(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).	(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).	Teneur de l'avis
Request for review	(4) The request for review must be, (a) in writing; (b) served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant; and	(4) La demande d'examen doit remplir les conditions suivantes : a) elle est présentée par écrit; b) elle est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1);	Demande d'examen

	(c) accompanied by the fee prescribed by the by-laws for the purpose.	c) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.	
Submissions	(5) The request for review may be accompanied by written submissions.	(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Power of Registrar where no review	(6) Where the applicant does not request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4), the Registrar may carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4), le registraire peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registraire en l'absence d'examen
Same	(7) Where the Registrar imposes terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of qualification and registration under subsection (6), the Registrar may fix a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 21.	(7) S'il assortit de conditions et de restrictions le certificat de compétence et d'inscription de l'auteur de la demande en vertu du paragraphe (6), le registraire peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel ce dernier ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.	Idem
Review by Registration Appeals Committee	20. (1) Where the applicant requests a review in accordance with subsection 19 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.	20. (1) Si l'auteur de la demande sollicite un examen conformément au paragraphe 19 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.	Examen par le comité d'appel des inscriptions
Exception	(2) Despite subsection (1), the Registration Appeals Committee may refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'appel des inscriptions peut refuser d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time for requesting review	(3) The Registration Appeals Committee may extend the time for requesting a review under subsection 19 (4) where it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief and that there are reasonable grounds for applying for the extension.	(3) Le comité d'appel des inscriptions peut proroger le délai accordé pour demander un examen en vertu du paragraphe 19 (4) s'il est convaincu que la demande semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.	Prorogation du délai
Same	(4) The Committee may give the directions that it considers appropriate consequent on the extension.	(4) Le comité peut donner les directives qu'il juge appropriées par suite de la prorogation.	Idem
Same	(4.1) Directions may be given under subsection (4) to the applicant, to the Registrar or to both, either before or after the Committee conducts the review.	(4.1) Des directives peuvent être données en vertu du paragraphe (4) à l'auteur de la demande ou au registraire ou aux deux, soit avant ou après l'examen par le comité.	Idem
Same	(4.2) Directions that may be given to the Registrar under subsection (4) include but are not limited to directions to do one or more of the following: 1. Remove specified terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration issued under section 19. 2. Impose specified terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration issued under section 19. 3. Revoke a certificate of qualification and registration issued under section 19.	(4.2) Les directives qui peuvent être données au registraire en vertu du paragraphe (4) comprennent notamment les directives suivantes : 1. Supprimer des conditions ou des restrictions précisées dont est assorti un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 19. 2. Assortir de conditions ou de restrictions précisées un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 19. 3. Révoquer un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 19.	Idem

4. Vary or eliminate a period fixed under subsection 19 (7). ➡

Examination
of docu-
ments,
submissions

(5) The Registration Appeals Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.

No hearing

(6) Except as provided by section 19 and this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

Orders

(7) After considering the request for review, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration if the applicant fulfils requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.
3. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration subject to specified terms, conditions or limitations.
4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of qualification and registration.

Same

(8) Where the Registration Appeals Committee makes an order under paragraph 3 of subsection (7), the Committee may fix a period of not longer than one year during which the person who requested the review may not apply under section 21.

Order to
return fee

(9) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection 19 (4) be returned to the person who requested the review where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.

Service of
decision on
parties

(10) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the person who requested the review with a copy.

Application
for variation

21. (1) A member may apply to the Registration Appeals Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any

4. Modifier ou supprimer un délai fixé en vertu du paragraphe 19 (7). ➡

Examen des
documents,
observations

(5) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.

Pas
d'audience

(6) Sous réserve de l'article 19 et du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

Ordonnances

(7) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription si l'auteur de la demande satisfait aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat.
3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions précisées.
4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription.

Idem

(8) Si le comité d'appel des inscriptions rend une ordonnance en vertu de la disposition 3 du paragraphe (7), il peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel la personne qui a sollicité l'examen ne peut présenter de demande en vertu de l'article 21.

Rembourse-
ment des
droits

(9) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe 19 (4) soient remboursés à la personne qui a sollicité l'examen s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.

Signification
de la déci-
sion à la
personne qui
a sollicité
l'examen

(10) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.

Demande de
modification

21. (1) Un membre peut demander au comité d'appel des inscriptions que soit rendue une ordonnance enjoignant au registrateur de

term, condition or limitation imposed by the Registrar or the Registration Appeals Committee on the member's certificate of qualification and registration.

- Same (2) The application must be,
- (a) in writing; and
 - (b) accompanied by the fee prescribed for the purpose by the by-laws.

- Limitations (3) The right to apply under subsection (1) is subject to,
- (a) any limitation imposed by the Registrar or Registration Appeals Committee under section 17, 19 or 20; and
 - (b) any limitation imposed under subsection (8) in the disposition of a previous application under this section.

- Submissions (4) The application may be accompanied by written submissions.

- Examination of documents, submissions (5) The Registration Appeals Committee shall ensure that the applicant is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the application.

- No hearing (6) Except as provided by this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

- Orders (7) After considering the application, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of qualification and registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the certificate of qualification and registration.

- Limitations on application (8) The Registration Appeals Committee, in disposing of an application under this section, may fix a period of not longer than six months during which the applicant may not apply under subsection (1).

supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont le registrateur ou le comité a assorti son certificat de compétence et d'inscription.

- (2) La demande doit remplir les conditions suivantes : Idem

- a) elle est présentée par écrit;
- b) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.

- (3) Le droit de présenter une demande en vertu du paragraphe (1) est assujéti : Restrictions

- a) d'une part, à toute restriction imposée par le registrateur ou le comité d'appel des inscriptions en vertu de l'article 17, 19 ou 20;
- b) d'autre part, à toute restriction imposée en vertu du paragraphe (8) lorsqu'il est statué sur une demande antérieure présentée en vertu du présent article.

- (4) La demande peut être accompagnée d'observations écrites. Observations

- (5) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que l'auteur de la demande ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci. Examen des documents, observations

- (6) Sous réserve du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article. Pas d'audience

- (7) Après étude de la demande, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance : Ordonnances

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat de compétence et d'inscription.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat de compétence et d'inscription.

- (8) Lorsqu'il statue sur une demande présentée en vertu du présent article, le comité d'appel des inscriptions peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du paragraphe (1). Restrictions relatives aux demandes

Order to return fee	(9) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection (2) be returned to the applicant where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.	(9) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe (2) soient remboursés à l'auteur de la demande s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.	Remboursement des droits
Service of decision on applicant	(10) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the applicant with a copy.	(10) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à l'auteur de la demande.	Signification de la décision à l'auteur de la demande
Register	22. (1) The Registrar shall maintain a register.	22. (1) Le registrateur tient un tableau.	Tableau
Contents	(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain, ➡ (a) each member's name and the class of certificate of qualification and registration and any certificates of additional qualifications that the member holds; ➡ (b) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of qualification and registration; (c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a certificate of qualification and registration; (d) information that a committee required by this Act directs shall be included; and (e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.	(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit : ➡ a) le nom de chaque membre et la catégorie de certificat de compétence et d'inscription et de tout autre certificat de compétence dont il est titulaire; ➡ b) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat de compétence et d'inscription; c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension de certificat de compétence et d'inscription; d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité exigé par la présente loi; e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.	Contenu du tableau
Inspection	(3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.	(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau.	Consultation
Copies	(4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.	(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau.	Copies
Suspension: failure to pay fees, provide information	23. (1) The Registrar may suspend a member's certificate of qualification and registration for, (a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or (b) failure to provide information required by the by-laws.	23. (1) Le registrateur peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre pour l'un ou l'autre des motifs suivants : a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs; b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.	Suspension : défaut de paiement des droits, défaut de fournir des renseignements
Same	(2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of qualification and registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.	(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre sans d'abord lui donner un préavis de deux mois du défaut et de son intention.	Idem
Re-instate-ment	(3) A person whose certificate of qualification and registration was suspended by the	(3) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription a été suspendu par le	Remise en vigueur

Registrar under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.

PART IV INVESTIGATION COMMITTEE

Composition
of Investi-
gation
Committee

24. (1) The Council shall appoint at least seven of its members to the Investigation Committee.

Same

(2) At least two of the members of the Investigation Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Same

(3) No person who is a member of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee shall be a member of the Investigation Committee.

Duties of
Investigation
Committee

25. (1) The Investigation Committee shall consider and investigate complaints regarding the conduct or actions of a member of the College made by,

- (a) a member of the public;
- (b) a member of the College;
- (c) the Registrar;
- (d) the Minister.

Same

(2) Despite subsection (1), the Investigation Committee shall refuse to consider and investigate a complaint if, in its opinion,

- (a) the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member;
- (b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.

Same

(3) No action shall be taken by the Investigation Committee under subsection (5) unless,

- (a) a complaint in a format prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar;
- (b) the member whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and
- (c) the Committee has examined or has made every reasonable effort to examine all the information and documents

registrateur en vertu du paragraphe (1) peut faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas.

PARTIE IV COMITÉ D'ENQUÊTE

24. (1) Le conseil nomme au moins sept de ses membres au comité d'enquête.

Composition
du comité
d'enquête

(2) Au moins deux des membres du comité d'enquête sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem

(3) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle ne peuvent être membres du comité d'enquête.

Idem

25. (1) Le comité d'enquête étudie, avant de faire une enquête sur elle, toute plainte se rapportant à la conduite ou aux actes d'un membre de l'Ordre qui est déposée par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

Fonctions du
comité
d'enquête

- a) un membre du public;
- b) un membre de l'Ordre;
- c) le registrateur;
- d) le ministre.

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'enquête refuse d'étudier une plainte et de faire enquête sur cette plainte s'il est d'avis :

Idem

- a) que la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un membre;
- b) que la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

(3) Le comité d'enquête ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes soient réunies :

Idem

- a) une plainte a été déposée auprès du registrateur sur le support prescrit par les règlements administratifs;
- b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;
- c) le comité a examiné ou fait tous les efforts raisonnables pour examiner les

that the College has that are relevant to the complaint.

Same (4) Notice of a complaint under clause (3) (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.

Same (5) The Investigation Committee in accordance with the information it receives may,

- (a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee;
- (b) direct that the matter not be referred under clause (a);
- (c) require the person complained against to appear before the Investigation Committee to be cautioned or admonished; or
- (d) take such action as it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.

Decision and reasons (6) The Investigation Committee shall give its decision in writing to the Registrar for the purposes of subsection (7) and, except where the decision is made under clause (5) (a), its reasons for the decision.

Notice (7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Investigation Committee and its reasons for the decision, if any.

No hearing (8) Except as provided by this section, the Investigation Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

Timely disposal (9) The Investigation Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of it being filed with the Registrar.

PART V
DISCIPLINE AND FITNESS TO PRACTISE

Composition of Discipline Committee 26. (1) The Council shall appoint at least 11 of its members to the Discipline Committee.

Same (2) At least four of the members of the Discipline Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.

(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte. Idem

(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité d'enquête peut, selon le cas :

- a) ordonner que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;
- b) ordonner que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);
- c) exiger de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement ou une réprimande;
- d) prendre les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.

(6) Le comité d'enquête remet sa décision par écrit au registraire pour l'application du paragraphe (7), ainsi que les motifs de sa décision, sauf si celle-ci a été rendue en vertu de l'alinéa (5) a). Décision et motifs

(7) Le registraire donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité d'enquête et, le cas échéant, des motifs de la décision. Avis

(8) Sous réserve du présent article, le comité d'enquête n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article. Pas d'audience

(9) Le comité d'enquête fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registraire. Délai pour statuer sur la plainte

PARTIE V
DISCIPLINE ET APTITUDE PROFESSIONNELLE

26. (1) Le conseil nomme au moins 11 de ses membres au comité de discipline. Composition du comité de discipline

(2) Au moins quatre des membres du comité de discipline sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil. Idem

	↓		↓	
Chair of Committee	(3) The Council shall appoint one of the members of the Discipline Committee as the Chair.	(3) Le conseil nomme un des membres du comité de discipline à la présidence.	Présidence du comité	
Composition of Fitness to Practise Committee	26.1 (1) The Council shall appoint at least five of its members to the Fitness to Practise Committee.	26.1 (1) Le conseil nomme au moins cinq de ses membres au comité d'aptitude professionnelle.	Composition du comité d'aptitude professionnelle	
Same	(2) At least one of the members of the Fitness to Practise Committee shall be a person who was appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.	(2) Au moins un des membres du comité d'aptitude professionnelle est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Idem	
Chair of Committee	(3) The Council shall appoint one of the members of the Fitness to Practise Committee as the Chair.	(3) Le conseil nomme un des membres du comité d'aptitude professionnelle à la présidence.	Présidence du comité	
Reference by Council or Executive Committee	27. (1) The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.	27. (1) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Renvoi par le conseil ou le bureau	
Same	(1.1) The Council or the Executive Committee may direct the Fitness to Practise Committee to hold a hearing and determine any allegation of incapacity on the part of a member of the College.	(1.1) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité d'aptitude professionnelle de tenir une audience et de statuer sur toute allégation d'incapacité à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Idem	
Interim suspension	(2) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend a member's certificate of qualification and registration or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of qualification and registration if, (a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee or to the <u>Fitness to Practise Committee</u> ; and (b) the Council or the Executive Committee is of the opinion that the actions or conduct of the member exposes or is likely to expose students to harm or injury.	(2) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registraire de suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si : (a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline ou au <u>comité d'aptitude professionnelle</u> ; (b) d'autre part, le conseil ou le bureau est d'avis que les actes ou la conduite du membre exposent ou exposeront vraisemblablement les élèves à un préjudice ou à des blessures.	Suspension provisoire	
Restriction	(3) No order shall be made under subsection (2) unless the member has been given, (a) notice of the Executive Committee's or the Council's intention to make the order; and (b) at least 14 days to make written submissions to the Executive Committee or the Council.	(3) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (2) sans que le membre : (a) ait été avisé de l'intention du bureau ou du conseil de rendre l'ordonnance; (b) ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au bureau ou au conseil.	Restriction	
Same	(4) Clause (3) (b) does not apply where the Executive Committee or the Council is of the opinion that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to students.	(4) L'alinéa (3) b) ne s'applique pas si le bureau ou le conseil est d'avis que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposés les élèves.	Idem	

No hearing	(5) Except as provided by this section, the Executive Committee or the Council need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(5) Sous réserve du présent article, le bureau ou le conseil n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Pas d'audience
Procedure following order	(6) If an order is made under subsection (2) in relation to a matter referred to the <u>Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee</u> .	(6) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (2) à l'égard d'une question renvoyée au <u>comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle</u> :	Procédure suivant l'ordonnance
	(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and	a) l'Ordre traite la question avec célérité;	
	(b) the <u>Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee</u> shall give precedence to the matter.	b) le <u>comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle</u> donne priorité à la question.	
Duration of order	(7) An order under subsection (2) continues in force until the matter is disposed of by the <u>Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee</u> .	(7) L'ordonnance prévue au paragraphe (2) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle ait statué sur la question.	Effet de l'ordonnance
Duties of Discipline Committee	28. (1) The Discipline Committee shall,	28. (1) Le comité de discipline fait ce qui suit :	Fonctions du comité de discipline
	(a) hear and determine matters directed or referred to it under section 25, 27 or 30; and	a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes de l'article 25, 27 ou 30;	
	(b) perform such other duties as are assigned to it by the Council.	b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.	
Professional misconduct	(2) A member may be found guilty of professional misconduct by the Discipline Committee, after a hearing, if the member has been guilty, in the opinion of the Committee, of professional misconduct as defined in the regulations.	(2) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre a commis une faute professionnelle si, de l'avis du comité, le membre a commis une faute professionnelle au sens des règlements.	Faute professionnelle
	➡	➡	
Incompetence	(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member to be incompetent if, in its opinion, the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a student of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.	(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre est incompetent s'il est d'avis que ce dernier a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'un élève d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.	Incompétence
Powers of Discipline Committee	(4) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it may make an order doing one or more of the following:	(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, il peut, par ordonnance :	Pouvoirs du comité de discipline
	1. Directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.	1. Enjoindre au registrateur de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.	
	2. Directing the Registrar to suspend any certificate held by the member under this Act for a stated period, not exceeding 24 months.	2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période déterminée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat dont	

3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

Same

(5) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct, it may, in addition to exercising its powers under subsection (4), make an order doing one or more of the following:

1. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or unlimited period.
2. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for payment into the Consolidated Revenue Fund.
3. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate in the particular case.
4. Fixing costs to be paid by the member to the College.

Same

(5.1) In making an order under paragraph 4 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study. ▲

Same

(6) In making an order revoking or suspending a certificate or imposing terms, conditions or limitations on a certificate, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 30.



Publication
on request

(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the

le membre est titulaire en vertu de la présente loi.

3. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

Idem

(5) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, outre qu'il peut exercer les pouvoirs que lui confère le paragraphe (4), il peut, par ordonnance :

1. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
2. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le membre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.
3. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées dans la publication officielle de l'Ordre, de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié en l'occurrence.
4. Fixer les frais que le membre doit payer à l'Ordre.

Idem

(5.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 4 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés. ▲

Idem

(6) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat ou à assortir un certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 30.



Publication
sur demande

(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication offi-

request of the member against whom the allegation was made.

Costs

(9) Where the Discipline Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or such portion of them as the Discipline Committee fixes.



Duties of the Fitness to Practise Committee

28.1 (1) The Fitness to Practise Committee shall,

- (a) hear and determine matters directed or referred to it under section 25, 27 or 30; and
- (b) perform such other duties as are assigned to it by the Council.

Incapacity

(2) The Fitness to Practise Committee may, after a hearing, find a member to be incapacitated if, in its opinion, the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.

Powers of Fitness to Practise Committee

(3) Where the Fitness to Practise Committee finds a member to be incapacitated, it may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.
2. Directing the Registrar to suspend any certificate held by the member under this Act for a stated period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

Same

(4) In making an order under paragraph 4 of subsection (3), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the production to the Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been resolved.

cielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

(9) Si le comité de discipline est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.

Frais



28.1 (1) Le comité d'aptitude professionnelle fait ce qui suit :

- a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes de l'article 25, 27 ou 30;
- b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

Fonctions du comité d'aptitude professionnelle

(2) À la suite d'une audience, le comité d'aptitude professionnelle peut conclure qu'un membre est frappé d'incapacité s'il est d'avis que ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

Incapacité

(3) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il peut, par ordonnance :

Pouvoirs du comité d'aptitude professionnelle

1. Enjoindre au registrateur de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période déterminée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

(4) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 4 du paragraphe (3), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il produise au comité des preuves qui le convainquent que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.

Idem

Same	(5) In making an order revoking or suspending a certificate or imposing terms, conditions or limitations on a certificate, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 30.	(5) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat ou à assortir un certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 30.	Idem
Publication on request	(6) The Fitness to Practise Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.	(6) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'une allégation d'incapacité n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.	Publication sur demande
Costs	(7) Where the Fitness to Practise Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or such portion of them as the Committee fixes. ➡	(7) Si le comité d'aptitude professionnelle est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité. ➡	Frais
Procedure: s. 28 hearings	<u>29. (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 28 and to hearings of the Fitness to Practise Committee under section 28.1.</u>	<u>29. (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 28 et à celles que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes de l'article 28.1.</u>	Procédure : audiences prévues à l'art. 28
Parties	(2) The College and the member whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.	(2) L'Ordre et le membre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience.	Parties
Examination of documentary evidence	(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.	(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.	Examen de la preuve documentaire
Members holding hearing not to have taken part in investigation, etc.	(4) Members of the <u>Discipline Committee or Fitness to Practise Committee</u> holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the <u>Discipline Committee or Fitness to Practise Committee</u> , and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.	(4) Les membres <u>du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle</u> qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au <u>comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle</u> . Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec qui que ce soit au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.	Restriction relative aux enquêtes
Same	(5) Despite subsection (4), the <u>Discipline Committee or Fitness to Practise Committee</u> may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law. ➡	(5) Malgré le paragraphe (4), <u>le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle</u> peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties. Dans ce cas, la teneur des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.	Idem
Hearings of Discipline Committee to be public	(6) A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsection (7), be open to the public. ➡	(6) Sous réserve du paragraphe (7), les audiences du comité de discipline sont publiques. ➡	Caractère public des audiences
Exclusion of public	(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,	(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie d'audience doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas :	Audience à huis clos

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;
- (d) the safety of a person may be jeopardized; or
- (e) the Committee will deliberate whether to exclude the public from a hearing or a part of a hearing.



Fitness to Practise Committee hearings to be closed

(7.1) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall, subject to subsection (7.2), be closed to the public.

(7.2) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall be open to the public if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the Fitness to Practise Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of acceding to the request of the person who is alleged to be incapacitated;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;
- (d) the safety of a person may be jeopardized; or
- (e) the Committee will deliberate whether to exclude the public from a hearing or a part of a hearing.

(8) The oral evidence taken before the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

(9) No member of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall participate in a decision of the Committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

Recording of evidence

Only members at hearing to participate in decision

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;
- e) le comité délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos.



(7.1) Sous réserve du paragraphe (7.2), les audiences du comité d'aptitude professionnelle se tiennent à huis clos.

(7.2) Une audience du comité d'aptitude professionnelle est publique si la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité en fait la demande par avis écrit, lequel doit parvenir au registraire avant le jour où débute l'audience, à moins que le comité ne soit convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'accéder à la demande de la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;
- e) le comité délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos.

(8) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.

(9) Seuls les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.

Huis clos

Audience publique sur demande du membre dans certains cas

Procès-verbal des témoignages

Participation à la décision

Release of
documentary
evidence

(10) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.



Service of
decision,
reasons

(11) Subject to subsection (12), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall serve its decision, with reasons,

(a) on the parties; and

(b) where the matter was referred to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee as a result of a complaint under subsection 25 (1), on the complainant.

Same

(12) Where the hearing was closed, the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may, in its discretion, serve its decision on the complainant without reasons.



PART VI REINSTATEMENT AND VARIATION

Reinstatement after
disciplinary
proceedings

30. (1) A person who has had a certificate revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation
after
disciplinary
proceedings

(2) A person who has a certificate that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of
application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 28 (6) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

(4) If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 28 (6) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 28 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to
Discipline
Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

(10) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

Remise de la
preuve documentaire



(11) Sous réserve du paragraphe (12), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle signifie sa décision, accompagnée des motifs :

Signification
de la
décision et
motifs

a) aux parties;

b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle par suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 25 (1).

(12) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.

Idem



PARTIE VI REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION

30. (1) La personne dont un certificat a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

Remise en
vigueur après
une instance
disciplinaire

(2) Le membre dont un certificat est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

Modification
après une
instance
disciplinaire

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 28 (6) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

Délai de
présentation

(4) Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 28 (6) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée moins d'un an après la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 28 ou la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

Idem

(5) Le registraire renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

Renvoi au
comité de
discipline

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

Ordonnance

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on a certificate of the applicant.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on a certificate of the applicant.
6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

Parties (7) The College and the applicant are parties to the hearing.

Examination of documentary evidence (8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

Closed hearings (9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public.

Recording of evidence (10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

Only members at hearing to participate in decision (11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.

Release of documentary evidence (12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

Service of decision on parties (13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.

Fitness to Practise Committee (14) Subsections (1) to (13) apply with necessary modifications to the Fitness to Practise Committee and, for the purpose,

- (a) a reference to the Discipline Committee shall be deemed to be a reference to the Fitness to Practise Committee;

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées un certificat de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti un certificat de l'auteur de la demande.
6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience.

(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

(9) Les audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article se tiennent à huis clos.

(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à la partie, à ses frais, sur demande.

(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.


(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

(13) Le comité de discipline remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.

(14) Les paragraphes (1) à (13) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au comité d'aptitude professionnelle et, à cet égard :

- a) toute mention du comité de discipline est réputée la mention du comité d'aptitude professionnelle;

(b) a reference to subsection 28 (6) shall be deemed to be a reference to subsection 28.1 (5);

(c) a reference to section 28 shall be deemed to be a reference to section 28.1. 

Reinstatement: no hearing

31. The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a member or former member who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate to the member or former member.
2. Directing the Registrar to remove the suspension of the member's or former member's certificate.


PART VII APPEALS TO COURT

Appeal to court

32. (1) A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Same

(1.1) For the purposes of this section,

- (a) a person who requests a review under section 20 is a party to the review under section 20 by the Registration Appeals Committee; and
- (b) a person who applies for an order under section 21 is a party to the proceeding under section 21 by the Registration Appeals Committee. 


Certified copy of record

(2) On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of court on appeal

(3) An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole

b) toute mention du paragraphe 28 (6) est réputée la mention du paragraphe 28.1 (5);

c) toute mention de l'article 28 est réputée la mention de l'article 28.1. 

Remise en vigueur : pas d'audience

31. Dans le cas d'un membre ou d'un ancien membre dont un certificat a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :


1. Enjoindre au registraire de délivrer un certificat au membre ou à l'ancien membre.
2. Enjoindre au registraire d'annuler la suspension du certificat du membre ou de l'ancien membre.

PARTIE VII APPELS

32. (1) Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité, conformément aux règles de pratique.

Appel

(1.1) Pour l'application du présent article : Idem

- (a) d'une part, la personne qui sollicite un examen aux termes de l'article 20 est partie à l'examen prévu à cet article que doit effectuer le comité d'appel des inscriptions;
- (b) d'autre part, la personne qui demande que soit rendue une ordonnance en vertu de l'article 21 est partie à l'instance prévue à cet article que doit conduire le comité d'appel des inscriptions. 

Copie conforme du dossier

(2) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquittement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registraire remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Pouvoirs du tribunal saisi de l'appel

(3) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformé-

or in part, in accordance with such directions as the court considers appropriate.

PART VIII REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's
investigation

33. (1) Where the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or
- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence or incapacity exists or there is such cause.

Approval of
Executive
Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

Powers of
investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the member's professional responsibilities.

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*.

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

Obstruction
of investi-
gator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

Entries and
searches

34. (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) the member being investigated has committed an act of professional mis-

conduct or in part, in accordance with such directions as the court considers appropriate.

PARTIE VIII POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

Enquête du
registeateur

33. (1) Le registrateur peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il a des motifs raisonnables et probables de croire :

- a) soit qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;
- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;
- d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Approbation
du bureau

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui fait l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent aux responsabilités professionnelles du membre.

Pouvoirs de
l'enquêteur

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

(5) L'enquêteur peut, sur production d'une attestation de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et y examiner tout ce qui s'avère pertinent.

Idem

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.

Entrave

34. (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui s'avère pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

Perquisitions

- a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute profes-

conduct or is incompetent or incapacitated; and

- (b) there is something relevant to the investigation at the place.

Searches by day unless stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset and before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

Assistance and entry by force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

Investigator to show identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.

Copying of documents and objects

35. (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 33 or under the authority of a warrant issued under section 34.

Removal for documents and objects

(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,

- (a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or
(b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.

Return of documents and objects or copies

(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

- (a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or
(b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Report of investigation

36. The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Executive Committee, the Investigation Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee, as the Registrar considers appropriate.

sionnelle ou est incompétent ou frappé d'incapacité;

- b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition avant le lever du soleil et après le coucher du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et avoir recours à la force pour y pénétrer.

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.

35. (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 33 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 34.

(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;
b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.

(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :

- a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;
b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

(4) Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont recevables en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

36. Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au comité d'enquête, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.

Perquisition de jour sauf indication contraire

Aide et recours à la force

Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité

Reproduction de documents et d'objets

Enlèvement de documents et d'objets

Restitution des documents et objets ou des copies

Copies à titre de preuve

Rapport d'enquête

PART IX REGULATIONS AND BY-LAWS

Regulations
subject to
approval

37. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

1. making any provision of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* applicable to the College, with such modifications as the Council considers necessary or advisable;
 2. defining constituencies along regional, occupational and other lines for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);
 3. prescribing the number of representatives for each constituency defined under paragraph 2;
 4. respecting qualifications, nomination procedures and election procedures for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);
 5. prescribing the conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified members of the Council;
 6. prolonging the term of office of Council members by up to six months;
 7. governing the filling of vacancies created on the Council by the departure of elected members of the Council;
 8. prescribing the quorum of the Council;
- ➡
9. respecting the composition and election or appointment of committees required by this Act, other than the Investigation Committee, the Discipline Committee and the Fitness to Practise Committee;
- ➡
- 9.1 governing the filling of vacancies on the committees required by this Act;
 10. prescribing terms of office of members of committees required by this Act;
 11. respecting practice and procedure of committees required by this Act;
 12. prescribing the quorums of the committees required by this Act;

PARTIE IX RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Règlements
sous réserve
d'approba-
tion

37. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

1. rendre applicable à l'Ordre toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, avec les adaptations que le conseil juge nécessaires ou souhaitables;
 2. définir les circonscriptions sur des bases régionales, professionnelles ou autres aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a);
 3. prescrire le nombre de représentants de chaque circonscription définie en vertu de la disposition 2;
 4. traiter des qualités requises ainsi que des modalités de mise en candidature et d'élection aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a);
 5. prescrire les conditions qui rendent les membres élus inaptes à siéger au conseil et celles qui régissent la destitution des membres du conseil jugés inaptes;
 6. prolonger d'au plus six mois la durée du mandat des membres du conseil;
 7. régir la façon de combler les vacances créées au sein du conseil par le départ de membres élus;
 8. prescrire le quorum applicable au conseil;
- ➡
9. traiter de la composition des comités exigés par la présente loi, à l'exclusion du comité d'enquête, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle, et traiter de l'élection ou de la nomination de leurs membres;
- ➡
- 9.1 régir la façon de combler les vacances au sein des comités exigés par la présente loi;
 10. prescrire le mandat des membres des comités exigés par la présente loi;
 11. traiter des règles de pratique et de procédure des comités exigés par la présente loi;
 12. prescrire le quorum applicable aux comités exigés par la présente loi;

13. providing for the establishment of panels of any committee required by this Act and providing that a panel of a committee may exercise the powers and carry out the duties of the committee, subject to the restrictions, if any, specified in the regulation;
14. designating persons or bodies for the purposes of section 44;
15. prescribing classes of certificates of qualification and registration, including but not limited to classes of certificates that are temporary, provisional or otherwise limited;
16. respecting terms, conditions and limitations that may be imposed on certificates of qualification and registration;
17. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications, examinations and experience requirements, for the issuance of certificates of qualification and registration and providing for exemptions from those requirements;
18. respecting the accreditation of teacher education programs offered by post-secondary educational institutions and ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies;
19. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications, examinations and experience requirements, for the issuance of certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
20. providing for exemptions from requirements under paragraph 19;
21. respecting the development, provision and accreditation of educational programs leading to certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
22. establishing processes and criteria for issuing to members certificates in respect of qualifications additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
13. prévoir la création de sous-comités de tout comité exigé par la présente loi, et prévoir qu'un sous-comité peut exercer les fonctions et les pouvoirs du comité, sous réserve des restrictions précisées, le cas échéant, dans le règlement;
14. désigner des personnes ou des organismes pour l'application de l'article 44;
15. prescrire des catégories de certificats de compétence et d'inscription, notamment des catégories de certificats qui sont temporaires, provisoires ou autrement restreints;
16. traiter des conditions et des restrictions dont peuvent être assortis les certificats de compétence et d'inscription;
17. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats de compétence et d'inscription, et prévoir des exemptions de ces exigences;
18. traiter de l'agrément des programmes de formation des enseignants offerts par les établissements d'enseignement post-secondaire et des programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes;
19. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que celles imposées pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
20. prévoir des exemptions des exigences prévues à la disposition 19;
21. traiter de l'élaboration, de la fourniture et de l'agrément de programmes de formation menant à l'obtention de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
22. établir des procédures et des critères pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;

23. prescribing ongoing education requirements for members;
24. establishing processes and criteria for suspending certificates of members who fail to meet ongoing education requirements;
25. establishing processes and criteria for removing the suspension of certificates where the suspension was as a result of failure to meet ongoing education requirements;
26. establishing processes and criteria for suspending a certificate of qualification and registration under section 275 of the *Education Act*;
27. respecting any matter ancillary to this Act with respect to the issuance, expiry, renewal, amendment, suspension, cancellation, revocation and reinstatement of certificates issued under this Act;
28. requiring employers of members to deduct members' fees from their salaries and to submit the fees directly to the College, in the manner and within the times specified in the regulations;
29. prescribing penalties to be paid by employers for the late submission of fees to the College;
30. defining professional misconduct for the purposes of this Act.

(2) The Council shall ensure that a copy of each regulation is available for public inspection in the office of the College.

(3) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under this section.

(4) The regulations under paragraphs 7 and 9.1 of subsection 37 (1) must set out procedures for filling vacancies on the Council and required committees and must require that each procedure for filling a vacancy begin within 10 days of the vacancy arising.

38. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including but not limited to by-laws,

23. prescrire les exigences en matière d'éducation continue auxquelles doivent satisfaire les membres;
24. établir des procédures et des critères pour la suspension des certificats des membres qui ne satisfont pas aux exigences en matière d'éducation continue;
25. établir des procédures et des critères pour l'annulation de la suspension de certificats si la suspension a résulté du défaut de satisfaire aux exigences en matière d'éducation continue;
26. établir des procédures et des critères pour la suspension d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de l'article 275 de la *Loi sur l'éducation*;
27. traiter de toute question accessoire à la présente loi à l'égard de la délivrance, de l'expiration, du renouvellement, de la modification, de la suspension, de l'annulation, de la révocation et de la remise en vigueur des certificats délivrés en vertu de la présente loi;
28. exiger des employeurs des membres qu'ils retiennent les cotisations des membres sur leur salaire et qu'ils les versent directement à l'Ordre, de la manière et dans les délais précisés dans les règlements;
29. prescrire les pénalités que doivent payer les employeurs qui versent les cotisations à l'Ordre en retard;
30. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de la présente loi.

(2) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

(3) Le registrateur remet à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du présent article.

(4) Les règlements pris en application des dispositions 7 et 9.1 du paragraphe 37 (1) doivent énoncer les marches à suivre pour combler les vacances au sein du conseil et des comités exigés et doivent exiger que chaque marche à suivre à cet égard soit entamée au plus tard 10 jours après que la vacance est survenue.

38. (1) Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

Copies of regulations

Same

Filling of vacancies

By-laws

Copies des règlements

Idem

Façon de combler les vacances

Règlements administratifs

1. prescribing the seal and other insignia of the College and providing for their use;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
5. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
6. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;
7. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;
8. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members;
10. authorizing voting, by mail or other means, by the members on any of the business of the College and prescribing procedures for such voting;
11. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;
12. prescribing forms and formats and providing for their use;
13. providing procedures for making, amending and revoking by-laws;
14. respecting the management of property of the College;
15. respecting the borrowing of money by the College and the giving of security in respect of the borrowing;
16. providing for the method of service of any document or class of documents given or served under this Act;
1. prescrire le sceau et tout autre insigne de l'Ordre et prévoir les modalités de leur emploi;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
5. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
6. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;
7. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
8. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités;
9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblées des membres;
10. autoriser les membres à voter, par la poste ou par un autre moyen, sur les affaires de l'Ordre, et prescrire les modalités du scrutin;
11. prescrire les postes des dirigeants de l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;
12. prescrire des formules et des supports et prévoir les modalités de leur emploi;
13. prévoir la marche à suivre pour la prise, la modification et l'abrogation des règlements administratifs;
14. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;
15. traiter des emprunts que peut contracter l'Ordre et des sûretés qu'il peut consentir pour ces emprunts;
16. prévoir le mode de signification des documents ou catégories de documents remis ou signifiés aux termes de la présente loi;

17. providing for the composition, election or appointment, powers, duties, quorums, practices and procedures of committees other than those required by this Act;
 18. prescribing terms of office of members of committees other than those required by this Act;
 19. prescribing the conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on committees and governing the removal of disqualified members of committees;
 20. governing the filling of vacancies on committees other than those required by this Act;
 21. respecting reports to Council to be made by committees;
 22. prescribing professional standards and ethical standards applicable to members;
 23. prescribing annual membership fees and other fees payable by members, applicants for membership and other persons for anything the Registrar or any committee is required or authorized to do under this Act;
 24. prescribing penalties to be paid by members for the late payment of any fee;
 25. prescribing any fee referred to in this Act as prescribed by the by-laws;
 26. respecting the reporting and publication of decisions of the College, the Council and the committees;
 27. respecting the keeping of a register of members, including but not limited to by-laws prescribing the information that must be kept in the register and the information that may be removed from the register;
 28. requiring members to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College;
 29. requiring members to provide the College with information about their participation in ongoing education programs;
 30. respecting membership of the College in other organizations the objects of
17. prévoir la composition de comités qui ne sont pas exigés par la présente loi, l'élection ou la nomination de leurs membres, ainsi que les pouvoirs, les fonctions, le quorum et les règles de pratique et de procédure de ces comités;
 18. prescrire le mandat des membres des comités qui ne sont pas exigés par la présente loi;
 19. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à siéger aux comités et celles qui régissent la destitution des membres de comités jugés inaptes;
 20. régir la façon de combler les vacances au sein des comités autres que ceux exigés par la présente loi;
 21. traiter des rapports que les comités doivent présenter au conseil;
 22. prescrire les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres;
 23. prescrire les cotisations annuelles et autres droits que doivent acquitter les membres, les auteurs d'une demande d'adhésion et autres personnes pour tout ce que le registrateur ou un comité doit ou peut faire dans le cadre de la présente loi;
 24. prescrire les pénalités que doivent payer les membres qui acquittent des droits en retard;
 25. prescrire tous droits que la présente loi mentionne comme étant prescrits par les règlements administratifs;
 26. traiter de la façon de rendre compte des décisions de l'Ordre, du conseil et des comités, ainsi que de leur publication;
 27. traiter de la tenue d'un tableau des membres, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés;
 28. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour tenir et conserver les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre;
 29. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre des renseignements au sujet de leur participation à des programmes d'éducation continue;
 30. traiter de l'adhésion de l'Ordre à d'autres associations dont les objets ne sont

which are not inconsistent with and are complementary to those of the College, the payment of fees to such organizations and representation at meetings of such organizations;

31. providing for the establishment and dissolution and governing the operation of groups of members and respecting grants by the College to such groups;
32. authorizing the making of grants to advance knowledge of education or to maintain or improve standards of teaching or support or encourage public information and interest in education;
33. respecting scholarships, bursaries and prizes to assist in the education of teachers or persons wishing to become teachers.

Meetings by telecommunications, etc.

(2) A by-law made under paragraph 7 or 9 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous by-laws, etc.

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

Copies of by-laws

(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister and is available for public inspection in the office of the College.

Same

(5) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any by-law made under this section.

Regulations made by Lieutenant Governor in Council

39. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 11 of subsection 3 (1);
- (b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (b), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council;
- (c) governing the election of the first Council of the College, including but not limited to prescribing eligibility of persons to vote or to run as candidates, election procedures and representation;

pas incompatibles avec les siens et les complément, du paiement des cotisations à celles-ci et de sa participation à leurs réunions;

31. prévoir la création et la dissolution de groupes de membres, régir leur fonctionnement et traiter des subventions que leur octroie l'Ordre;
32. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances dans le domaine de l'éducation, de maintenir ou de relever les normes d'enseignement, ou encore d'aider ou d'encourager le public à se renseigner sur l'éducation ou à s'intéresser à celle-ci;
33. traiter des bourses d'études et des prix visant à aider à la formation des enseignants ou des personnes qui veulent devenir enseignants.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 7 ou 9 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit envoyée au ministre et soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

(5) Le registraire fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement administratif pris en application du présent article.

39. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 11 du paragraphe 3 (1);
- b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) b), notamment préciser le mode de représentation des intérêts différents;
- c) régir l'élection du premier conseil de l'Ordre, notamment prescrire les qualités requises pour pouvoir voter ou poser sa candidature, les modalités d'élection et la représentation;

Réunions ou assemblées à l'aide des télécommunications

Unanimité des règlements administratifs

Copies des règlements administratifs

Idem

Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

- (d) providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College;
- (e) providing for such other matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.

Regulations under clause (1) (c) or (d)

(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (c) or (d) and this or any other Act, the regulation prevails.

Same

(3) A regulation made under clause (1) (d) may be retroactive in its effect.

Regulations and by-laws: general or specific

40. (1) A regulation or by-law made under any provision of this Act may be general or specific.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members, certificates or qualifications.

Classes

(3) A class under this Act may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes.

**PART X
MISCELLANEOUS**

Right to use French

41. (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.

Council to ensure

(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.

Limitation

(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Definition

(4) In this section,

“dealings” means any service or procedure available to the public or to members of the College and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.

- d) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre;
- e) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) c) ou d) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'une autre loi.

(3) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) d) peuvent avoir un effet rétroactif.

40. (1) Les règlements et les règlements administratifs pris en application d'une disposition de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres, de certificats ou de compétences.

(3) Les catégories établies en vertu de la présente loi peuvent être définies en fonction d'un attribut et être définies de manière à inclure ou à exclure tout membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs.

**PARTIE X
DISPOSITIONS DIVERSES**

41. (1) Toute personne a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que les personnes puissent utiliser le français dans leurs rapports avec l'Ordre.

(3) Le droit d'utilisation du français garanti par le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«rapports» S'entend de tout service offert au public ou aux membres de l'Ordre ainsi que de toute formalité administrative. S'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des examens.

Règlements pris en application de l'alinéa (1) c) ou d)

Idem

Portée des règlements et des règlements administratifs

Idem

Catégories

Droit d'utilisation du français

Droit garanti par le conseil

Droit restreint

Définition

Official
publication

42. The Council shall establish and maintain an official publication of the Council.

42. Le conseil crée une publication officielle permanente.

Publication
officielleLeave of
absence

43. (1) A member of the Council or of a committee established under this Act who attends a meeting or other proceeding of the Council or the committee during work hours, or who has been asked by the Registrar or his or her delegate to do other work of the College during work hours, shall be granted, on request, a paid leave of absence by his or her employer for the purpose.

43. (1) Le membre du conseil ou d'un comité créé aux termes de la présente loi qui assiste à une réunion ou à une autre activité du conseil ou du comité pendant ses heures de travail ou à qui le registraire ou son délégué a demandé de s'acquitter d'autres tâches de l'Ordre pendant ses heures de travail reçoit de son employeur, sur demande, un congé payé à cette fin.

Congé

Employer re-
imbursement

(2) If an employer has provided a leave of absence to a member under subsection (1), the College shall reimburse the employer for the salary expense, if any, incurred by the employer in temporarily hiring a person to replace the member in the workplace.

(2) L'Ordre rembourse à l'employeur qui a accordé un congé à un membre aux termes du paragraphe (1) le salaire, le cas échéant, que l'employeur a versé pour engager un remplaçant temporaire.

Rembourse-
ment de
l'employeurRight to
obtain infor-
mation

44. (1) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the Provincial Schools Authority, a school board or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of members of the College.

44. (1) Pour réaliser ses objets, l'Ordre peut exiger que l'Administration des écoles provinciales, les conseils scolaires ou les autres personnes ou organismes désignés par les règlements lui fournissent des renseignements sur ses membres, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Droit d'obte-
nir des ren-
seignementsDisclosure
by school
board:
offences

(2) A school board shall promptly notify the College in writing when the board becomes aware that a member who is or has been employed by the board,

(2) Un conseil scolaire avise l'Ordre promptement par écrit lorsqu'il apprend qu'un membre qui est ou a déjà été employé par lui :

Divulgence
par les
conseils
scolaires :
infractions

(a) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) involving sexual conduct and minors; or

a) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel et à des mineurs;

(b) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) that in the opinion of the board indicates that students may be at risk of harm or injury.

b) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) qui, de l'avis du conseil scolaire, donne à penser que les élèves pourraient être exposés à un préjudice ou à des blessures.

Disclosure
by school
board: con-
duct or
actions of
member

(3) A school board shall promptly notify the College in writing where in the opinion of the board the conduct or actions of a member who is or has been employed by the board should be reviewed by a committee of the College.

(3) Le conseil scolaire qui est d'avis que la conduite ou les actes d'un membre qui est ou a déjà été employé par lui devraient être examinés par un comité de l'Ordre en avise promptement l'Ordre par écrit.

Divulgence
par les con-
seils sco-
laires : con-
duite ou
actes d'un
membreDisclosure
by minority
language
section:
conduct or
actions of
member

(4) For the purposes of subsection (3), where a board has a French-language section or English-language section, the section has the responsibilities of the board with respect to members who are or have been employed for schools or classes governed by the section.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si le conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, celle-ci a les responsabilités du conseil en ce qui concerne les membres qui sont ou ont déjà été employés pour des écoles ou des classes qu'elle régit.

Divulgence
par les
sections
minoritaires :
conduite ou
actes d'un
membreInformation
provided by
Minister to
College

(5) If required by the College for the purpose of carrying out its objects, the Minister may provide to the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of*

(5) Si l'Ordre en a besoin pour réaliser ses objets, le ministre peut lui fournir des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la*

Renseignements four-
nis à l'Ordre
par le
ministre

Information and Protection of Privacy Act, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Information provided by College to Minister

(6) For the purpose of carrying out his or her duties under the *Education Act*, the Minister has the authority to collect from the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Renseignements fournis au ministre par l'Ordre

Confidentiality

45. (1) Every person engaged in the administration of this Act, including any person appointed under section 33, shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

Secret professionnel

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceeding under this Act or the regulations or by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates; or
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act.

vie privée, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

(6) Aux fins de l'exercice des fonctions que lui attribue la *Loi sur l'éducation*, le ministre peut recueillir des renseignements auprès de l'Ordre, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

45. (1) Quiconque est employé aux fins de l'application de la présente loi, y compris une personne nommée en vertu de l'article 33, est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et n'en divulgue rien à qui que ce soit, sauf :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.

Testimony in civil proceeding

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.

Témoignage dans une instance civile

Evidence on civil proceedings

(3) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.

(2) Aucune personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

(3) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.

Preuves dans les instances civiles

Offence

(4) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction

Order directing compliance

46. Where it appears to the College that any person does not comply with this Act or the regulations or by-laws, despite the imposition of any penalty in respect of such non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an

46. S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une pénalité à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par voie de requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division géné-

Ordonnance enjoignant de se conformer

order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or such other order as the judge thinks fit.

Offence: obstruction of investigator

47. Any person who contravenes subsection 33 (6) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence: false representation to obtain certificate

48. (1) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence: assisting in false representation

(2) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Service of notice or document

49. (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by mail; or
- (c) given or served in accordance with by-laws respecting service.

Same

(2) Where a notice or document to be given under this Act is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.

Registrar's certificate as evidence

50. Any statement containing information from the records required to be kept by the Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

Statutory Powers Procedure Act

51. In the event of a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

Immunity of College

52. No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the

rale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

47. Quiconque contrevient au paragraphe 33 (6) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

48. (1) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

(2) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

49. (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :

- a) s'il est remis à personne;
- b) s'il est envoyé par la poste;
- c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.

(2) Si un avis ou un document qui doit être donné ou remis aux termes de la présente loi est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.

50. L'état qui contient des renseignements provenant des dossiers que le registraire doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifié conforme par le registraire sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant un tribunal comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registraire, ni celle du sceau de l'Ordre.

51. Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

52. Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, ou un dirigeant, un employé, un mandataire ou un délé-

Infraction : entrave de l'enquêteur

Infraction : fausses déclarations faites pour obtenir un certificat

Infraction : aide dans la commission de l'infraction

Signification

Idem

Preuve

Loi sur l'exercice des compétences légales

Immunité de l'Ordre

College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of such duty or power.

Deemed loan 53. (1) Any payment made by the Minister that is charged to an appropriation of the Ministry of Education and Training made for the fiscal year beginning on April 1, 1994 or for any subsequent fiscal year, for the purpose of establishing or operating the College, shall be deemed to have been a loan from the Province of Ontario to the College.

Same (2) A payment for the purpose of the Ontario Teaching Council Implementation Committee established by Order in Council to advise the Minister in respect of the establishment and mandate of the College is a payment for the purpose of establishing the College within the meaning of subsection (1).

Same (3) The Minister shall notify the College of the amount of any payment described in subsection (1) and shall, by order, direct the repayment of the amount by the College to the Province of Ontario.

Same (4) The determination by the Minister of the amount of a payment described in subsection (1) is final and shall not be reviewed in any court.

Same (5) An order under subsection (3) may fix a schedule for repayment of an amount and may prescribe the rate of interest payable on the amount from the date of the order until the date on which the amount is repaid in full.

Same (6) A rate of interest prescribed in an order under subsection (3) shall not exceed the prime rate of the bank listed in Schedule I or II of the *Bank Act* (Canada) that has the highest prime rate on the day that the order is made.

Same (7) An order under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Guarantee of loans 54. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the College, including interest.

Same (2) A guarantee given under subsection (1) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.

Regulations under Teaching Profession Act 55. (1) The Minister may require the board of governors of The Ontario Teachers' Feder-

gué de l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

53. (1) Tout paiement que fait le ministre aux fins de la création ou du fonctionnement de l'Ordre et qui est imputé à une affectation du ministère de l'Éducation et de la Formation pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 1994 ou un exercice ultérieur est réputé un prêt que la province de l'Ontario a consenti à l'Ordre.

Paiement réputé un prêt

(2) Le paiement fait aux fins du comité appelé *Ontario Teaching Council Implementation Committee* et créé par décret pour conseiller le ministre en ce qui concerne la création et le mandat de l'Ordre est un paiement aux fins de la création de l'Ordre au sens du paragraphe (1).

Idem

(3) Le ministre avise l'Ordre du montant de tout paiement visé au paragraphe (1) et ordonne, par arrêté, son remboursement par l'Ordre à la province de l'Ontario.

Idem

(4) Le calcul, par le ministre, du montant du paiement visé au paragraphe (1) est définitif et n'est pas susceptible de révision judiciaire.

Idem

(5) L'arrêté prévu au paragraphe (3) peut fixer un calendrier de remboursement d'un montant et prescrire le taux d'intérêt payable sur ce montant à partir de la date de l'arrêté jusqu'à la date du remboursement intégral du montant.

Idem

(6) Le taux d'intérêt prescrit dans l'arrêté prévu au paragraphe (3) ne peut dépasser le taux préférentiel consenti par la banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada) dont le taux préférentiel est le plus élevé le jour où l'arrêté est pris.

Idem

(7) L'arrêté prévu au paragraphe (3) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Idem

54. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à accepter de garantir au nom de l'Ontario le remboursement des prêts consentis à l'Ordre, ainsi que les intérêts qui s'y rapportent.

Garanties de prêt

(2) La garantie prévue au paragraphe (1) est assujettie à toute condition qu'impose le ministre des Finances.

Idem

55. (1) Le ministre peut exiger du conseil d'administration de la Fédération des ensei-

Règlements d'application de la Loi sur la profession enseignante

ation to amend or revoke a regulation made under the *Teaching Profession Act* if, in the Minister's opinion, the regulation conflicts with or overlaps with this Act or a regulation or by-law under this Act.

Same (2) If the Minister requires the board of governors of The Ontario Teachers' Federation to amend or revoke a regulation under subsection (1) and the board of governors does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, amend or revoke the regulation.

Same (3) Subsection (2) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the board of governors of The Ontario Teachers' Federation does not have authority to do.

PART XI TRANSITIONAL PROVISIONS

Appointment of Registrar 56. (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on such terms as the Minister determines, appoint the Registrar of the College for all or part of,

- (a) the period beginning on the day this section is proclaimed in force and ending on the day of the first meeting of the first duly elected and appointed Council; and
- (b) the term of the first duly elected and appointed Council.

Expenses and salary of Registrar appointed by Minister (2) For greater certainty, the expenses and salary of a Registrar appointed by the Minister under subsection (1) remain the responsibility of the College.

Powers of Registrar appointed by Minister (3) During the period mentioned in clause (1) (a), the Registrar may do anything that the Council could do under this Act if the Council were duly elected and appointed and, without limiting the generality of the foregoing, the Registrar,

- (a) may do anything that is necessary or advisable to ensure that there is a first election of the Council and that the election is conducted in accordance with the regulations; and
- (b) may incur indebtedness on behalf of the College.

Same (4) During the period mentioned in clause (1) (b), the Registrar has the same powers and duties as if appointed by the Council.

Powers of the Minister (5) During the period mentioned in clause (1) (a), the Minister may,

gnantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement pris en application de la *Loi sur la profession enseignante* si, de l'avis du ministre, ce règlement est incompatible avec la présente loi ou avec un règlement ou un règlement administratif pris en application de celle-ci, ou les chevauche.

(2) Si le ministre exige du conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement aux termes du paragraphe (1) et que le conseil d'administration n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier ou abroger le règlement.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario n'est pas autorisé à faire.

PARTIE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

56. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux conditions qu'il précise, le registraire de l'Ordre pour tout ou partie des périodes suivantes :

- a) la période commençant le jour où le présent article est proclamé en vigueur et se terminant le jour où se tient la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé;
- b) le mandat du premier conseil dûment élu et nommé.

(2) Il est entendu que la rémunération et les indemnités du registraire nommé par le ministre aux termes du paragraphe (1) sont à la charge de l'Ordre.

(3) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le registraire peut faire tout ce qu'un conseil dûment élu et nommé pourrait faire en vertu de la présente loi, notamment :

- a) faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable pour veiller à ce que se tienne une première élection du conseil et à ce que celle-ci se déroule conformément aux règlements;
- b) contracter des dettes au nom de l'Ordre.

(4) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) b), le registraire a les mêmes pouvoirs et fonctions que s'il avait été nommé par le conseil.

(5) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le ministre peut :

Idem

Idem

Nomination du registraire

Rémunération et indemnités du registraire nommé par le ministre

Pouvoirs du registraire nommé par le ministre

Idem

Pouvoirs du ministre

- (a) review the Registrar's activities and require the Registrar to provide reports and information;
- (b) require the Registrar to do anything that in the opinion of the Minister is necessary or advisable to carry out the intent of this Act; and
- (c) require the Registrar to make, amend or revoke a regulation or by-law.

Registrar to comply

(6) If the Minister requires the Registrar to do anything under subsection (5), the Registrar shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.

Regulations

(7) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a regulation under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.

By-laws

(8) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a by-law under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by order, make, amend or revoke the by-law.

Authority of Lieutenant Governor in Council

(9) Subsections (7) and (8) do not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Registrar does not have authority to do.

Copies of regulations, by-laws made by Registrar

(10) Subsections 37 (2) and (3) and subsections 38 (4) and (5) apply, with necessary modifications, to regulations and by-laws made by the Registrar under this section and, for the purpose, the Registrar has the duties of the Council.

Copies of regulations, by-laws made by Lieutenant Governor in Council

(10.1) The Registrar shall ensure that a copy of each regulation and by-law made by the Lieutenant Governor in Council under this section is available for public inspection in the office of the College and shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation or by-law made by the Lieutenant Governor in Council under this section.

Expenses

(11) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (5).

First meeting of members

57. The College shall hold its first annual meeting of the members not more than 15 months after the first Council is duly elected and appointed.

- a) examiner les activités du registraire et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du registraire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;
- c) exiger du registraire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement ou un règlement administratif.

Obligation du registraire

(6) Si le ministre exige du registraire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (5), le registraire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.

Règlements

(7) Si le ministre exige du registraire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registraire n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements administratifs

(8) Si le ministre exige du registraire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement administratif en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registraire n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, prendre, modifier ou abroger le règlement administratif.

Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil

(9) Les paragraphes (7) et (8) n'ont pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le registraire n'est pas autorisé à faire.

Copies des règlements et règlements administratifs pris par le registraire

(10) Les paragraphes 37 (2) et (3) et les paragraphes 38 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règlements et règlements administratifs pris par le registraire en application du présent article. À cette fin, le registraire exerce les fonctions du conseil.

Copies des règlements et règlements administratifs pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

(10.1) Le registraire veille à ce qu'une copie de chaque règlement et de chaque règlement administratif pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application du présent article soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre et fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie d'un tel règlement ou règlement administratif.

Frais

(11) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (5).

Première assemblée des membres

57. L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après la constitution du premier conseil dûment élu et nommé.

Transition:
elected
Council
members

57.1 Persons elected to the first Council in the election referred to in clause 39 (1) (c) shall be deemed, for the purposes of this Act, to have been elected to the Council by the members of the College under clause 4 (2) (a).

Transition:
initial mem-
bership

58. (1) Every person who, on a day to be specified in a regulation made under subsection (2), holds an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing issued under the *Education Act* shall be deemed to hold a certificate of qualification and registration under this Act.

Same

(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations specifying a day for the purposes of subsection (1) and providing a concordance between,

- (a) qualifications held under the *Education Act* by persons affected by subsection (1) before the specified day; and
- (b) certificates, including any terms, conditions or limitations on those certificates, held under this Act on and after the specified day.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), qualifications include,

- (a) qualifications set out in Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990;
- (b) qualifications set out on Ontario Teacher's Qualifications Record Cards;
- (c) qualifications set out on any other records of qualification held by the Ministry in respect of any person affected by subsection (1).

Same

(4) Regulations that may be made under subsection (2) include but are not limited to regulations,

- (a) classifying certificates of qualification and registration that come into being as a result of subsection (1);
- (b) deeming certificates of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to be subject to specified terms, conditions and limitations;
- (c) deeming terms, conditions and limitations referred to in clause (b) to have

57.1 Les personnes élues au premier conseil lors de l'élection visée à l'alinéa 39 (1) (c) sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir été élues au conseil par les membres de l'Ordre aux termes de l'alinéa 4 (2) (a).

Disposition
transitoire :
membres
élus du conseil

58. (1) La personne qui, le jour précisé dans un règlement pris en application du paragraphe (2), est titulaire d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la *Loi sur l'éducation* est réputée être titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de la présente loi.

Disposition
transitoire,
adhésion
initiale

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, préciser un jour pour l'application du paragraphe (1) et prévoir une équivalence entre les éléments suivants :

Idem

- a) les compétences dont les personnes visées au paragraphe (1) sont titulaires en vertu de la *Loi sur l'éducation* avant le jour précisé;
- b) les certificats dont ces personnes sont titulaires en vertu de la présente loi à compter du jour précisé, y compris les conditions ou restrictions dont sont assortis ces certificats.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les compétences comprennent ce qui suit :

Idem

- a) les compétences énoncées dans le Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990;
- b) les compétences énoncées sur la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario;
- c) les compétences énoncées sur tout autre dossier de compétence que détient le ministre à l'égard d'une personne visée au paragraphe (1).

(4) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent notamment :

Idem

- a) prescrire les catégories de certificats de compétence et d'inscription qui naissent en raison du paragraphe (1);
- b) déclarer que les certificats de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) sont réputés assortis de conditions et de restrictions;
- c) déclarer que les conditions et les restrictions mentionnées à l'alinéa b)

been imposed by the Registrar under this Act;

- (d) deeming any person who holds a certificate of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to also hold one or more additional certificates of qualification;
- (e) deeming additional certificates referred to in clause (d) to have been issued under this Act.

Same

(5) A regulation may be made under subsection (2) only by a duly elected and appointed Council and not by a Registrar acting under subsection 56 (3).

Same

(6) Subsections 37 (2) and (3) apply to a regulation made under subsection (2).

Transition:
persons in
programs

- 59.** (1) Any person who,
- (a) is enrolled in a program of professional education within the meaning of Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 on the date specified under subsection 58 (2); and
 - (b) fulfils the requirements for an Ontario Teacher's Certificate as they existed immediately before the date specified under subsection 58 (2),

shall be deemed to have fulfilled the requirements for the issuance of a certificate of qualification and registration.

Same

(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations providing for any matter that it considers necessary or advisable in connection with the issuance of certificates of qualification and registration under subsection (1), including but not limited to regulations,

- (a) relating to terms, conditions and limitations to be imposed on the certificates;
- (b) relating to the classification of the certificates; and
- (c) respecting processes and criteria for the issuance of the certificates.

Same

(3) Subsections 37 (2) and (3) apply to a regulation made under subsection (2).

sont réputées avoir été imposées par le registraire en vertu de la présente loi;

- d) déclarer qu'une personne qui est titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) est réputée être également titulaire d'un ou de plusieurs autres certificats de compétence;
- e) déclarer que les autres certificats mentionnés à l'alinéa d) sont réputés avoir été délivrés en vertu de la présente loi.

Idem

(5) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent l'être uniquement par un conseil dûment élu et nommé, et non par un registraire agissant en vertu du paragraphe 56 (3).

Idem

(6) Les paragraphes 37 (2) et (3) s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2).

59. (1) Est réputée satisfaire aux exigences prévues pour la délivrance d'un certificat de compétence et d'inscription la personne qui :

Disposition
transitoire :
personnes
inscrites à un
programme

- a) d'une part, est inscrite à un programme de formation professionnelle au sens du Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 le jour précisé en vertu du paragraphe 58 (2);
- b) d'autre part, satisfait aux exigences prévues pour la délivrance d'un brevet d'enseignant de l'Ontario, telles qu'elles existaient immédiatement avant le jour précisé en vertu du paragraphe 58 (2).

Idem

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, traiter de toute question qu'il estime nécessaire ou souhaitable en rapport avec la délivrance de certificats de compétence et d'inscription aux termes du paragraphe (1), notamment ce qui suit :

- a) les conditions et restrictions dont les certificats sont assortis;
- b) les catégories auxquelles appartiennent les certificats;
- c) les procédures et les critères pour la délivrance des certificats.

Idem

(3) Les paragraphes 37 (2) et (3) s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2).

PART XII CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

EDUCATION ACT

60. (1) The definitions of "continuing education instructor", "continuing education teacher" and "teacher" in subsection 1 (1) of the *Education Act* are repealed and the following substituted:

"continuing education instructor" means a person employed to provide instruction in a continuing education course or class established in accordance with the regulations, other than those courses or classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required under the regulations; ("instructeur de l'éducation permanente")

"continuing education teacher" means a teacher employed to teach a continuing education course or class established in accordance with the regulations for which membership in the Ontario College of Teachers is required by the regulations; ("enseignant de l'éducation permanente")

"teacher" means a member of the Ontario College of Teachers. ("enseignant")

(2) Paragraph 10 of subsection 8 (1) of the *Act* is repealed and the following substituted:

10. grant a letter of permission to a board authorizing the board to employ a person who is not a member of the Ontario College of Teachers to teach in an elementary or secondary school if the Minister is satisfied that no member is available, but a letter of permission shall be effective only for the period, not exceeding one year, that the Minister may specify.

(3) Paragraph 18 of subsection 11 (1) of the *Act* is repealed and the following substituted:

18. prescribing the continuing education courses and classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required.

(4) Paragraph 25 of subsection 11 (1) of the *Act* is repealed.

(5) Subsection 11 (1) of the *Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 11, is further amended by adding the following paragraph:

PARTIE XII MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ÉDUCATION

60. (1) Les définitions de «enseignant», de «enseignant de l'éducation permanente» et de «instructeur de l'éducation permanente» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«enseignant» Membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («teacher»)

«enseignant de l'éducation permanente» Enseignant employé pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements et pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education teacher»)

«instructeur de l'éducation permanente» Personne employée pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements, à l'exclusion des cours ou des classes pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education instructor»)

(2) La disposition 10 du paragraphe 8 (1) de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

10. accorder une permission intérimaire à un conseil l'autorisant à employer une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pour enseigner dans une école élémentaire ou secondaire, si le ministre est convaincu qu'aucun membre n'est disponible, mais une telle permission ne vaut que pour la période que le ministre peut préciser, laquelle ne doit pas excéder une année.

(3) La disposition 18 du paragraphe 11 (1) de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

18. prescrire les cours et les classes d'éducation permanente pour lesquels l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est requise.

(4) La disposition 25 du paragraphe 11 (1) de la *Loi* est abrogée.

(5) Le paragraphe 11 (1) de la *Loi*, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 11 des *Lois de l'Ontario de 1993*, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

letter of
permission

permission
intérimaire

same

idem

effect of certificates issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996*

26.1 giving boards directions as to the effect and consequences of,

i. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being suspended, cancelled or revoked under that Act,

ii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being subject to terms, conditions or limitations imposed under that Act,

iii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being of a particular class prescribed under that Act,

iv. a certificate of qualification that is additional to the certificate of qualification and registration being issued under *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

(6) **Clauses 11 (9) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:**

fee for duplicates

(b) prescribing the fee to be paid to the Ministry for duplicates of Ontario Teacher's Qualifications Record Cards and duplicates of certificates issued under this Act.

(7) **Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:**

Same

(3.1) Where the Ontario College of Teachers has accredited a teacher education program, the Minister may require that a board that operates a public, separate or secondary school shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall provide for the services of any of its teachers under such terms and conditions as may be agreed on between the board and the institution conducting the program and failing agreement in accordance with the schedule of payments to boards, principals and teachers referred to in subsection (2).

(8) **Paragraph 12 of subsection 170 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

appoint principal and teachers

12. appoint for each school that it operates a principal and an adequate number of teachers, all of whom shall be members of the Ontario College of Teachers.

26.1 donner des directives aux conseils quant à l'effet et aux conséquences de ce qui suit :

i. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est suspendu, annulé ou révoqué en vertu de cette loi,

ii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est assorti de conditions ou de restrictions imposées en vertu de cette loi,

iii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* appartient à une catégorie particulière prescrite par cette loi,

iv. un certificat de compétence autre que le certificat de compétence et d'inscription est délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*.

(6) **Les alinéas 11 (9) (b) et (c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

b) fixer les droits que perçoit le ministère pour la fourniture d'un double de la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario et des certificats délivrés en vertu de la présente loi.

droits à acquitter pour un double

(7) **L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

(3.1) Si l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a agréé un programme de formation des enseignants, le ministre peut exiger du conseil dont relèvent des écoles publiques, séparées ou secondaires qu'il permette que des stages d'observation et d'enseignement pratique se déroulent dans les écoles qu'il administre et qu'il propose les services des enseignants aux conditions dont il peut convenir avec l'établissement en cause. À défaut d'une telle entente, le barème mentionné au paragraphe (2) s'applique.

Idem

(8) **La disposition 12 du paragraphe 170 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

12. nommer pour chaque école qu'il fait fonctionner un directeur d'école et un nombre suffisant d'enseignants qui doivent tous être membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

nomination du directeur et des enseignants

effet des certificats délivrés en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*

(9) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:

same

19. do anything that a board is required to do under the *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

(10) Subsection 178(3) of the Act is amended by striking out “holds a certificate of qualification as a teacher” in the third and fourth lines and substituting “is a member of the Ontario College of Teachers”.

(11) Section 262 of the Act is repealed and the following substituted:

Membership
in Ontario
College of
Teachers

262. Except as otherwise provided in or under this Act, no person shall be employed in an elementary or secondary school to teach or to perform any duty for which membership in the College is required under this Act unless the person is a member of the Ontario College of Teachers.

(12) Subsection 275 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(3) If a teacher fails to comply with the direction of the Board of Reference under section 273, the Executive Committee of the Ontario College of Teachers may suspend the teacher's certificate of qualification and registration for such period as the Executive Committee considers advisable.

PROVINCIAL SCHOOLS NEGOTIATIONS ACT

61. The definition of “teacher” in section 1 of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

“teacher” means a person,

- (a) who is a member of the Ontario College of Teachers, or
 - (b) whose appointment as a teacher has been authorized by the Minister of Education,
- and who is employed in a school under a contract of employment as a teacher. (“enseignant”)

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

62. The definition of “teacher” in section 1 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

(9) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

19. faire tout ce qu'un conseil est tenu de faire aux termes de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*. idem

(10) Le paragraphe 178 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «titulaire d'un brevet de compétence» aux quatrième et cinquième lignes, de «membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario».

(11) L'article 262 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

262. Sauf dans les cas prévus par la présente loi ou en vertu de celle-ci, nul ne doit être employé dans une école élémentaire ou secondaire pour y enseigner ou y exercer des fonctions pour lesquelles l'adhésion à l'Ordre est exigée par la présente loi s'il n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Adhésion à
l'Ordre des
enseignantes
et des ensei-
gnants de
l'Ontario

(12) Le paragraphe 275 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Si l'enseignant ne se conforme pas à la directive de la commission des recours prévue à l'article 273, le bureau de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription de l'enseignant pour la période qu'il juge opportune. Idem

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS LES ÉCOLES PROVINCIALES

61. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» S'entend, selon le cas :

- a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,
 - b) d'une personne dont le ministre de l'Éducation a autorisé la nomination au poste d'enseignant,
- et qui est employée dans une école en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail. («teacher»)

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

62. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“teacher” means,

- (a) a person who is a member of the Ontario College of Teachers, or
- (b) a person in respect of whom a letter of permission has been granted under the *Education Act*,

and who is employed by a board under a contract of employment as a teacher in the form of contract prescribed by the regulations under the *Education Act*, but does not include a supervisory officer as defined in the *Education Act*, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. (“enseignant”)

TEACHING PROFESSION ACT

63. The definition of “teacher” in section 1 of the *Teaching Profession Act* is repealed and the following substituted:

“teacher” means a person who is a member of the Ontario College of Teachers and is under contract in accordance with Part X of the *Education Act* but does not include a supervisory officer, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. (“enseignant”)

PART XIII
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment 64. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title 65. The short title of this Act is the *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

«enseignant» S'entend, selon le cas :

- a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,
- b) d'une personne à l'égard de laquelle une permission intérimaire a été accordée en vertu de la *Loi sur l'éducation*,

et qui est employée par un conseil en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail rédigé selon la formule prescrite par les règlements pris en application de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision au sens de la *Loi sur l'éducation*, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

LOI SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE

63. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la profession enseignante* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» Personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et qui est liée par un contrat conformément à la partie X de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

PARTIE XIII
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ

64. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

65. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*. Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 31

*(Chapter 12
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

Projet de loi 31

*(Chapitre 12
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation



1st Reading	December 14, 1995
2nd Reading	April 4, 1996
3rd Reading	June 17, 1996
Royal Assent	June 27, 1996

1 ^{re} lecture	14 décembre 1995
2 ^e lecture	4 avril 1996
3 ^e lecture	17 juin 1996
Sanction royale	27 juin 1996



**An Act to establish
the Ontario College of Teachers
and to make related amendments
to certain statutes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
DEFINITIONS**

Definitions

1. In this Act,

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Teachers; (“Ordre”)

“document” means a record of information in any form and includes any part of it; (“document”)

“Minister” means the Minister responsible for the administration of this Act; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“school board” means a board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act* and includes The Metropolitan Toronto School Board. (“conseil scolaire”)

**PART II
COLLEGE**

College established

2. (1) The College is established under the name Ontario College of Teachers in English and Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario in French.

Body corporate

(2) The College is a body corporate without share capital with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

(3) The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College, except as specifically made applicable by this Act or the regulations.

Objects

3. (1) The College has the following objects:

**Loi créant l'Ordre des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario et
apportant des modifications connexes
à certaines lois**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
DÉFINITIONS**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«conseil scolaire» Conseil au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation*. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («school board»)

«document» Tout élément d'information sous quelque forme que ce soit, y compris une partie de celui-ci. («document»)

«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«Ordre» L'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE II
ORDRE**

2. (1) L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en français et sous le nom d'Ontario College of Teachers en anglais. Création de l'Ordre

(2) L'Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d'une personne physique. Personne morale

(3) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Ordre, sauf dans les cas expressément prévus par la présente loi ou les règlements. Non-application de certaines lois

3. (1) Les objets de l'Ordre sont les suivants : Objets

1. To regulate the profession of teaching and to govern its members.
2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.
3. To accredit professional teacher education programs offered by post-secondary educational institutions.
4. To accredit ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies.
5. To issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate certificates of qualification and registration.
6. To provide for the ongoing education of members of the College.
7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.
8. To receive and investigate complaints against members of the College and to deal with discipline and fitness to practice issues.
9. To develop, provide and accredit educational programs leading to certificates of qualification additional to the certificate required for membership, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer, and to issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate such additional certificates.
10. To communicate with the public on behalf of the members of the College.
11. To perform such additional functions as are prescribed by the regulations.

Duty

(2) In carrying out its objects, the College has a duty to serve and protect the public interest.

Council

4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.

Composition of Council

(2) The Council shall be composed of,

- a) 17 persons who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the regulations; and

1. Réglementer la profession d'enseignant et régir l'activité de ses membres.
2. Élaborer, établir et maintenir des normes d'admissibilité à l'Ordre.
3. Agréer les programmes de formation professionnelle des enseignants offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire.
4. Agréer les programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes.
5. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats de compétence et d'inscription.
6. Prévoir la formation continue des membres.
7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.
8. Recevoir les plaintes déposées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et traiter des questions de discipline et d'aptitude professionnelle.
9. Élaborer, offrir et agréer des programmes de formation menant à l'obtention de certificats de compétence autres que le certificat nécessaire pour adhérer à l'Ordre, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision, et délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur ces autres certificats.
10. Communiquer avec le public au nom des membres.
11. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.

(2) Dans la poursuite de ses objets, l'Ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public. Obligation

4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires. Conseil

(2) Le conseil se compose des personnes suivantes : Composition du conseil

- a) 17 personnes qui sont membres de l'Ordre et qui sont élues par les membres conformément aux règlements;

	(b) 14 persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council in accordance with the regulations.	(b) 14 personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux règlements.	
Role of Registrar	(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a member of the Council has, other than the right to vote.	(3) Le registraire fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre de l'Ordre, à l'exclusion du droit de vote.	Rôle du registraire
Expenses and remuneration	(4) Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be paid, by the Minister, such expenses and remuneration as the Lieutenant Governor in Council determines.	(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Term of office	5. (1) No term of a Council member shall exceed three years, except as permitted by regulation.	5. (1) Le mandat des membres du conseil ne peut dépasser trois ans, sauf si les règlements le permettent.	Mandat
Multiple terms	(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a Council member for more than 10 consecutive years.	(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent toutefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	Mandats successifs
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the regulations, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habilitation à voter
Good standing	(2) A member is in good standing for the purposes of this section if,	(2) Pour l'application du présent article, un membre est en règle s'il remplit les conditions suivantes :	Membre en règle
	(a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and	a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs;	
	(b) the member's certificate of qualification and registration is not suspended.	b) son certificat de compétence et d'inscription n'est pas suspendu.	
Vacancies	7. Where one or more vacancies occur in the membership of the Council, the members remaining in office constitute the Council so long as their number is not fewer than a quorum.	7. Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du conseil, les membres qui restent constituent le conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum.	Vacances
Council meetings	8. (1) The Council shall meet at least four times a year.	8. (1) Le conseil se réunit au moins quatre fois par année.	Réunions du conseil
Open to public	(2) The meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	(2) Les réunions du conseil sont publiques et un préavis suffisant en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exclusion of public	(3) Despite subsection (2), the Council may exclude the public from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that,	(3) Malgré le paragraphe (2), le conseil peut tenir à huis clos une réunion ou une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas :	Réunion à huis clos
	(a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that meetings be open to the public;	a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;	
	(b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;	b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;	

- (c) the safety of a person may be jeopardized;
- (d) personnel matters or property transactions will be discussed;
- (e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College; or
- (f) the Council will deliberate whether to exclude the public from a meeting or a part of a meeting.

Officers

9. (1) The Council may employ such persons as it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.

Registrar

(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar and may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar for the purposes of this Act.

Chief executive officer

(3) The Registrar shall be the chief executive officer of the College.

Meeting with Minister

10. (1) The Council shall meet annually with the Minister.

Open to public

(2) Subsections 8 (2) and (3) apply to the annual meeting with the Minister.

Annual report

11. (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.

Tabling of report

(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

Powers of Minister

12. (1) In addition to his or her other powers and duties under this Act, the Minister may,

- (a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information;
- (b) require the Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act;
- (c) require the Council to make, amend or revoke a regulation.

Council to comply

(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.

- c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;
- d) des questions de personnel ou des opérations foncières feront l'objet de discussions;
- e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions ou des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou ces derniers donneront des avis;
- f) le conseil délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une réunion ou une partie de réunion à huis clos.

9. (1) L'Ordre peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir des dirigeants prévus par les règlements administratifs.

(2) Le conseil nomme un de ses employés registrateur. Il peut nommer un ou plusieurs registrateurs adjoints qui exercent les pouvoirs du registrateur pour l'application de la présente loi.

(3) Le registrateur est le chef de la direction de l'Ordre.

10. (1) Le conseil rencontre chaque année le ministre.

(2) Les paragraphes 8 (2) et (3) s'appliquent à la rencontre annuelle avec le ministre.

11. (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.

(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

12. (1) Outre les pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre peut :

- a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;
- c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement.

(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.

Dirigeants

Registreur

Chef de la direction

Rencontre avec le ministre

Caractère public de la rencontre

Rapport annuel

Dépôt du rapport

Pouvoirs du ministre

Obligation du conseil

Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Authority of Lieutenant Governor in Council	(4) Subsections (3) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Council does not have authority to do.	(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil n'est pas autorisé à faire.	Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil
Copies of regulations, orders	(5) The Council shall ensure that a copy of each regulation made under subsection (3) is available for public inspection in the office of the College.	(5) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement pris en application du paragraphe (3) soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et décrets
Same	(6) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under subsection (3).	(6) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du paragraphe (3).	Idem
Expenses of College	(7) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (1).	(7) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (1).	Frais de l'Ordre
Annual meeting of members	13. The College shall hold an annual meeting of the members not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	13. L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership	14. (1) Every person who holds a certificate of qualification and registration is a member of the College, subject to any term, condition or limitation to which the certificate is subject.	14. (1) Le titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre
Resignation of membership	(2) A member may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar.	(2) Un membre peut démissionner de l'Ordre en déposant sa démission écrite auprès du registrateur.	Démission d'un membre
Same	(3) The certificate of qualification and registration of a person who files a resignation is cancelled.	(3) Le certificat de compétence et d'inscription de la personne qui dépose sa démission est annulé.	Idem
Expiry of membership	(4) A certificate of qualification and registration that expires in accordance with the regulations is cancelled.	(4) Le certificat de compétence et d'inscription qui expire conformément aux règlements est annulé.	Fin de l'adhésion
Continuing jurisdiction: revocation, cancellation	(5) A person whose certificate of qualification and registration is revoked or cancelled continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct, incompetence or incapacity referable to any time during which the person held, <ul style="list-style-type: none"> (a) a certificate of qualification and registration under this Act; or (b) an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing as a teacher under the <i>Education Act</i>. 	(5) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription est révoqué ou annulé continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité se rapportant à l'époque où elle était titulaire : <ul style="list-style-type: none"> a) soit d'un certificat de compétence et d'inscription délivré en vertu de la présente loi; b) soit d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la <i>Loi sur l'éducation</i>. 	Autorité continue : révocation, annulation
Committees	15. (1) The Council shall establish the following committees: <ul style="list-style-type: none"> 1. Executive Committee. 	15. (1) Le conseil crée les comités suivants : <ul style="list-style-type: none"> 1. Le bureau. 	Comités

2. Investigation Committee.
3. Discipline Committee.
4. Registration Appeals Committee.
5. Fitness to Practise Committee.

Same

(2) The Council may establish other committees as the Council from time to time considers necessary.

Vacancies

(3) Where one or more vacancies occur in the membership of a committee, the members remaining in office constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum.

Executive Committee

16. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

Majority on committees

17. (1) A majority of the persons appointed or elected to a Committee mentioned in subsection 15 (1) shall be persons elected to the Council under clause 4 (2) (a).

Panels

(2) A panel of a committee mentioned in subsection 15 (1) that consists of more than one person shall include at least one person elected to the Council under clause 4 (2) (a) and at least one person appointed to the Council under clause 4 (2) (b).

PART III REGISTRATION

Registration

18. (1) The Registrar shall issue a certificate of qualification and registration to a person who applies for it in accordance with the regulations and who fulfils the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

Grounds for refusal

(2) The Registrar may refuse to issue a certificate of qualification and registration where the Registrar has reasonable grounds to believe that,

- (a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a teacher in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or
- (b) the applicant does not fulfil the requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate.

Same

(3) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of qualification and registration to an applicant who previously held a certificate of qualification and registration that was revoked

2. Le comité d'enquête.
3. Le comité de discipline.
4. Le comité d'appel des inscriptions.
5. Le comité d'aptitude professionnelle.

(2) Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires. Idem

Vacances

(3) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité, les membres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum.

16. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif. Bureau

17. (1) La majorité des personnes nommées ou élues à un comité mentionné au paragraphe 15 (1) sont des personnes élues au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a). Majorité aux comités

(2) Un sous-comité d'un comité mentionné au paragraphe 15 (1) qui se compose de plus d'une personne comprend au moins une personne élue au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a) et au moins une personne nommée au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) b). Sous-comités

PARTIE III INSCRIPTION

18. (1) Le registrateur délivre un certificat de compétence et d'inscription à quiconque en fait la demande conformément aux règlements et satisfait aux exigences précisées dans ceux-ci pour la délivrance d'un tel certificat. Inscription

(2) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription s'il a des motifs raisonnables de croire : Motifs de refus

- a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions d'enseignant conformément au droit, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;
- b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat.

(3) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat de compétence et d'inscription à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par Idem

as a result of a decision of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and that was not reinstated under section 33 or 34.

Terms, etc.,
on consent

(4) If the Registrar is of the opinion that a certificate of qualification and registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed and the applicant consents to the imposition, the Registrar may do so.

Same

(5) Limitations that may be imposed on consent under subsection (4) include the fixing of a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 22.

Disclosure of
application
file

19. (1) The Registrar shall give an applicant for a certificate of qualification and registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.

Exception

(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.

Notice of
proposal to
refuse to
issue,
revoke, etc.

20. (1) Where the Registrar proposes,

- (a) to refuse to issue a certificate of qualification and registration; or
- (b) to impose terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration to which the applicant has not consented,

the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 18 (3).

Contents of
notice

(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).

Request for
review

(4) The request for review must be,

- (a) in writing;
- (b) served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant; and
- (c) accompanied by the fee prescribed by the by-laws for the purpose.

Submissions

(5) The request for review may be accompanied by written submissions.

suite d'une décision du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et qui n'a pas été remis en vigueur aux termes de l'article 33 ou 34.

(4) Si le registraire est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier y consent, le registraire peut le délivrer.

Acceptation
des condi-
tions ou
restrictions
imposées

(5) Les restrictions qui peuvent être imposées sur consentement en vertu du paragraphe (4) comprennent la fixation d'un délai maximal d'un an dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu de l'article 22.

Idem

19. (1) Le registraire remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat de compétence et d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.

Communica-
tion des
documents
relatifs à la
demande

(2) Le registraire peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.

Exception

20. (1) Le registraire signifie d'abord à l'auteur de la demande un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, s'il a l'intention :

Avis d'in-
tention de
refuser un
certificat

- a) soit de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription;
- b) soit d'assortir un certificat de compétence et d'inscription de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registraire refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 18 (3).

Exception

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).

Teneur de
l'avis

(4) La demande d'examen doit remplir les conditions suivantes :

Demande
d'examen

- a) elle est présentée par écrit;
- b) elle est signifiée au registraire dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1);
- c) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.

(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.

Observations

Power of Registrar where no review	(6) Where the applicant does not request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4), the Registrar may carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4), le registraire peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registraire en l'absence d'examen
Same	(7) Where the Registrar imposes terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of qualification and registration under subsection (6), the Registrar may fix a period of not longer than one year during which the applicant may not apply under section 22.	(7) S'il assortit de conditions et de restrictions le certificat de compétence et d'inscription de l'auteur de la demande en vertu du paragraphe (6), le registraire peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel ce dernier ne peut présenter de demande en vertu de l'article 22.	Idem
Review by Registration Appeals Committee	21. (1) Where the applicant requests a review in accordance with subsection 20 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.	21. (1) Si l'auteur de la demande sollicite un examen conformément au paragraphe 20 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.	Examen par le comité d'appel des inscriptions
Exception	(2) Despite subsection (1), the Registration Appeals Committee may refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'appel des inscriptions peut refuser d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time for requesting review	(3) The Registration Appeals Committee may extend the time for requesting a review under subsection 20 (4) where it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief and that there are reasonable grounds for applying for the extension.	(3) Le comité d'appel des inscriptions peut proroger le délai accordé pour demander un examen en vertu du paragraphe 20 (4) s'il est convaincu que la demande semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.	Prorogation du délai
Same	(4) The Committee may give the directions that it considers appropriate consequent on the extension.	(4) Le comité peut donner les directives qu'il juge appropriées par suite de la prorogation.	Idem
Same	(5) Directions may be given under subsection (4) to the applicant, to the Registrar or to both, either before or after the Committee conducts the review.	(5) Des directives peuvent être données en vertu du paragraphe (4) à l'auteur de la demande ou au registraire ou aux deux, soit avant ou après l'examen par le comité.	Idem
Same	(6) Directions that may be given to the Registrar under subsection (4) include but are not limited to directions to do one or more of the following:	(6) Les directives qui peuvent être données au registraire en vertu du paragraphe (4) comprennent notamment les directives suivantes :	Idem
	1. Remove specified terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration issued under section 20.	1. Supprimer des conditions ou des restrictions précisées dont est assorti un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 20.	
	2. Impose specified terms, conditions or limitations on a certificate of qualification and registration issued under section 20.	2. Assortir de conditions ou de restrictions précisées un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 20.	
	3. Revoke a certificate of qualification and registration issued under section 20.	3. Révoquer un certificat de compétence et d'inscription délivré aux termes de l'article 20.	
	4. Vary or eliminate a period fixed under subsection 20 (7).	4. Modifier ou supprimer un délai fixé en vertu du paragraphe 20 (7).	
Examination of documents, submissions	(7) The Registration Appeals Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.	(7) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.	Examen des documents, observations

No hearing	(8) Except as provided by section 20 and this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(8) Sous réserve de l'article 20 et du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Pas d'audience
Orders	(9) After considering the request for review, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following: 1. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration. 2. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration if the applicant fulfils requirements specified in the regulations for the issuance of the certificate. 3. Directing the Registrar to issue a certificate of qualification and registration subject to specified terms, conditions or limitations. 4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of qualification and registration.	(9) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance : 1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription. 2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription si l'auteur de la demande satisfait aux exigences précisées dans les règlements pour la délivrance d'un tel certificat. 3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat de compétence et d'inscription assorti de conditions ou de restrictions précisées. 4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat de compétence et d'inscription.	Ordonnances
Same	(10) Where the Registration Appeals Committee makes an order under paragraph 3 of subsection (9), the Committee may fix a period of not longer than one year during which the person who requested the review may not apply under section 22.	(10) Si le comité d'appel des inscriptions rend une ordonnance en vertu de la disposition 3 du paragraphe (9), il peut fixer un délai maximal d'un an dans lequel la personne qui a sollicité l'examen ne peut présenter de demande en vertu de l'article 22.	Idem
Order to return fee	(11) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection 20 (4) be returned to the person who requested the review where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.	(11) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe 20 (4) soient remboursés à la personne qui a sollicité l'examen s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.	Remboursement des droits
Service of decision on parties	(12) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the person who requested the review with a copy.	(12) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.	Signification de la décision à la personne qui a sollicité l'examen
Application for variation	22. (1) A member may apply to the Registration Appeals Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any term, condition or limitation imposed by the Registrar or the Registration Appeals Committee on the member's certificate of qualification and registration.	22. (1) Un membre peut demander au comité d'appel des inscriptions que soit rendue une ordonnance enjoignant au registrateur de supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont le registrateur ou le comité a assorti son certificat de compétence et d'inscription.	Demande de modification
Same	(2) The application must be, (a) in writing; and	(2) La demande doit remplir les conditions suivantes : a) elle est présentée par écrit;	Idem

- (b) accompanied by the fee prescribed for the purpose by the by-laws.

Limitations

- (3) The right to apply under subsection (1) is subject to,

- (a) any limitation imposed by the Registrar or Registration Appeals Committee under section 18, 20 or 21; and
- (b) any limitation imposed under subsection (8) in the disposition of a previous application under this section.

Submissions

- (4) The application may be accompanied by written submissions.

Examination of documents, submissions

- (5) The Registration Appeals Committee shall ensure that the applicant is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the application.

No hearing

- (6) Except as provided by this section, the Registration Appeals Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

Orders

- (7) After considering the application, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Appeals Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of qualification and registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the certificate of qualification and registration.

Limitations on application

- (8) The Registration Appeals Committee, in disposing of an application under this section, may fix a period of not longer than six months during which the applicant may not apply under subsection (1).

Order to return fee

- (9) The Registration Appeals Committee may order that the fee paid under subsection (2) be returned to the applicant where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.

Service of decision on applicant

- (10) The Registration Appeals Committee shall give its decision under this section in

- b) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.

- (3) Le droit de présenter une demande en vertu du paragraphe (1) est assujéti :

- a) d'une part, à toute restriction imposée par le registraire ou le comité d'appel des inscriptions en vertu de l'article 18, 20 ou 21;
- b) d'autre part, à toute restriction imposée en vertu du paragraphe (8) lorsqu'il est statué sur une demande antérieure présentée en vertu du présent article.

- (4) La demande peut être accompagnée d'observations écrites.

- (5) Le comité d'appel des inscriptions veille à ce que l'auteur de la demande ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.

- (6) Sous réserve du présent article, le comité d'appel des inscriptions n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

- (7) Après étude de la demande, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'appel des inscriptions peut, par ordonnance :

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registraire de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat de compétence et d'inscription.
3. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat de compétence et d'inscription.

- (8) Lorsqu'il statue sur une demande présentée en vertu du présent article, le comité d'appel des inscriptions peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du paragraphe (1).

- (9) Le comité d'appel des inscriptions peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe (2) soient remboursés à l'auteur de la demande s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.

- (10) Le comité d'appel des inscriptions remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs,

Restrictions

Observations

Examen des documents, observations

Pas d'audience

Ordonnances

Restrictions relatives aux demandes

Remboursement des droits

Signification de la décision à l'auteur de la demande

writing, with reasons, and shall serve the applicant with a copy.

Register **23. (1) The Registrar shall maintain a register.**

Contents (2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain,

- (a) each member's name and the class of certificate of qualification and registration and any certificates of additional qualifications that the member holds;
- (b) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of qualification and registration;
- (c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a certificate of qualification and registration;
- (d) information that a committee required by this Act directs shall be included; and
- (e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.

Inspection (3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.

Copies (4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.

Suspension: failure to pay fees, provide information **24. (1) The Registrar may suspend a member's certificate of qualification and registration for,**

- (a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or
- (b) failure to provide information required by the by-laws.

Same (2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of qualification and registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.

Re-instatement (3) A person whose certificate of qualification and registration was suspended by the Registrar under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.

et en signifie une copie à l'auteur de la demande.

23. (1) Le registrateur tient un tableau. Tableau

(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit :

- a) le nom de chaque membre et la catégorie de certificat de compétence et d'inscription et de tout autre certificat de compétence dont il est titulaire;
- b) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat de compétence et d'inscription;
- c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension de certificat de compétence et d'inscription;
- d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité exigé par la présente loi;
- e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.

(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau. Consultation

(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau. Copies

24. (1) Le registrateur peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre pour l'un ou l'autre des motifs suivants : Suspension : défaut de paiement des droits, défaut de fournir des renseignements

- a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;
- b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.

(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre sans d'abord lui donner un préavis de deux mois du défaut et de son intention. Idem

(3) La personne dont le certificat de compétence et d'inscription a été suspendu par le registrateur en vertu du paragraphe (1) peut faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas. Remise en vigueur

PART IV INVESTIGATION COMMITTEE

Composition
of Investi-
gation
Committee

25. (1) The Council shall appoint at least seven of its members to the Investigation Committee.

Same

(2) At least two of the members of the Investigation Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Same

(3) No person who is a member of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee shall be a member of the Investigation Committee.

Duties of
Investigation
Committee

26. (1) The Investigation Committee shall consider and investigate complaints regarding the conduct or actions of a member of the College made by,

- (a) a member of the public;
- (b) a member of the College;
- (c) the Registrar;
- (d) the Minister.

Same

(2) Despite subsection (1), the Investigation Committee shall refuse to consider and investigate a complaint if, in its opinion,

- (a) the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member;
- (b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.

Same

(3) No action shall be taken by the Investigation Committee under subsection (5) unless,

- (a) a complaint in a format prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar;
- (b) the member whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and
- (c) the Committee has examined or has made every reasonable effort to examine all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint.

Same

(4) Notice of a complaint under clause (3) (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.

PARTIE IV COMITÉ D'ENQUÊTE

Composition
du comité
d'enquête

25. (1) Le conseil nomme au moins sept de ses membres au comité d'enquête.

Idem

(2) Au moins deux des membres du comité d'enquête sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem

(3) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle ne peuvent être membres du comité d'enquête.

Fonctions du
comité
d'enquête

26. (1) Le comité d'enquête étudie, avant de faire une enquête sur elle, toute plainte se rapportant à la conduite ou aux actes d'un membre de l'Ordre qui est déposée par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) un membre du public;
- b) un membre de l'Ordre;
- c) le registraire;
- d) le ministre.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'enquête refuse d'étudier une plainte et de faire enquête sur cette plainte s'il est d'avis :

- a) que la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un membre;
- b) que la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

Idem

(3) Le comité d'enquête ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes soient réunies :

- a) une plainte a été déposée auprès du registraire sur le support prescrit par les règlements administratifs;
- b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;
- c) le comité a examiné ou fait tous les efforts raisonnables pour examiner les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.

Idem

(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte.

Same	(5) The Investigation Committee in accordance with the information it receives may,	(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité d'enquête peut, selon le cas :	Idem
	(a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee;	a) ordonner que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;	
	(b) direct that the matter not be referred under clause (a);	b) ordonner que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);	
	(c) require the person complained against to appear before the Investigation Committee to be cautioned or admonished; or	c) exiger de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement ou une réprimande;	
	(d) take such action as it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.	d) prendre les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.	
Decision and reasons	(6) The Investigation Committee shall give its decision in writing to the Registrar for the purposes of subsection (7) and, except where the decision is made under clause (5) (a), its reasons for the decision.	(6) The comité d'enquête remet sa décision par écrit au registraire pour l'application du paragraphe (7), ainsi que les motifs de sa décision, sauf si celle-ci a été rendue en vertu de l'alinéa (5) a).	Décision et motifs
Notice	(7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Investigation Committee and its reasons for the decision, if any.	(7) Le registraire donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité d'enquête et, le cas échéant, des motifs de la décision.	Avis
No hearing	(8) Except as provided by this section, the Investigation Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(8) Sous réserve du présent article, le comité d'enquête n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Pas d'audience
Timely disposal	(9) The Investigation Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of it being filed with the Registrar.	(9) Le comité d'enquête fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registraire.	Délai pour statuer sur la plainte

PART V DISCIPLINE AND FITNESS TO PRACTISE

Composition of Discipline Committee	27. (1) The Council shall appoint at least 11 of its members to the Discipline Committee.
Same	(2) At least four of the members of the Discipline Committee shall be persons who were appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.
Chair of Committee	(3) The Council shall appoint one of the members of the Discipline Committee as the Chair.
Composition of Fitness to Practise Committee	28. (1) The Council shall appoint at least five of its members to the Fitness to Practise Committee.

PARTIE V DISCIPLINE ET APTITUDE PROFESSIONNELLE

Composition du comité de discipline	27. (1) Le conseil nomme au moins 11 de ses membres au comité de discipline.
Idem	(2) Au moins quatre des membres du comité de discipline sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.
Présidence du comité	(3) Le conseil nomme un des membres du comité de discipline à la présidence.
Composition du comité d'aptitude professionnelle	28. (1) Le conseil nomme au moins cinq de ses membres au comité d'aptitude professionnelle.

Same	(2) At least one of the members of the Fitness to Practise Committee shall be a person who was appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.	(2) Au moins un des membres du comité d'aptitude professionnelle est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Idem
Chair of Committee	(3) The Council shall appoint one of the members of the Fitness to Practise Committee as the Chair.	(3) Le conseil nomme un des membres du comité d'aptitude professionnelle à la présidence.	Présidence du comité
Reference by Council or Executive Committee	29. (1) The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.	29. (1) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Renvoi par le conseil ou le bureau
Same	(2) The Council or the Executive Committee may direct the Fitness to Practise Committee to hold a hearing and determine any allegation of incapacity on the part of a member of the College.	(2) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité d'aptitude professionnelle de tenir une audience et de statuer sur toute allégation d'incapacité à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Idem
Interim suspension	(3) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend a member's certificate of qualification and registration or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of qualification and registration if,	(3) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registraire de suspendre le certificat de compétence et d'inscription d'un membre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si :	Suspension provisoire
	(a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee; and	a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;	
	(b) the Council or the Executive Committee is of the opinion that the actions or conduct of the member exposes or is likely to expose students to harm or injury.	b) d'autre part, le conseil ou le bureau est d'avis que les actes ou la conduite du membre exposent ou exposeront vraisemblablement les élèves à un préjudice ou à des blessures.	
Restriction	(4) No order shall be made under subsection (3) unless the member has been given,	(4) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3) sans que le membre :	Restriction
	(a) notice of the Executive Committee's or the Council's intention to make the order; and	a) ait été avisé de l'intention du bureau ou du conseil de rendre l'ordonnance;	
	(b) at least 14 days to make written submissions to the Executive Committee or the Council.	b) ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au bureau ou au conseil.	
Same	(5) Clause (4) (b) does not apply where the Executive Committee or the Council is of the opinion that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to students.	(5) L'alinéa (4) b) ne s'applique pas si le bureau ou le conseil est d'avis que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposés les élèves.	Idem
No hearing	(6) Except as provided by this section, the Executive Committee or the Council need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(6) Sous réserve du présent article, le bureau ou le conseil n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Pas d'audience
Procedure following order	(7) If an order is made under subsection (3) in relation to a matter referred to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee,	(7) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (3) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle :	Procédure suivant l'ordonnance

(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and

(b) the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee shall give precedence to the matter.

Duration of order

(8) An order under subsection (3) continues in force until the matter is disposed of by the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee.

Duties of Discipline Committee

30. (1) The Discipline Committee shall,

(a) hear and determine matters directed or referred to it under section 26, 29 or 33; and

(b) perform such other duties as are assigned to it by the Council.

Professional misconduct

(2) A member may be found guilty of professional misconduct by the Discipline Committee, after a hearing, if the member has been guilty, in the opinion of the Committee, of professional misconduct as defined in the regulations.

Incompetence

(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member to be incompetent if, in its opinion, the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a student of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.

Powers of Discipline Committee

(4) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.
2. Directing the Registrar to suspend any certificate held by the member under this Act for a stated period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

a) l'Ordre traite la question avec célérité;

b) le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle donne priorité à la question.

(8) L'ordonnance prévue au paragraphe (3) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle ait statué sur la question.

30. (1) Le comité de discipline fait ce qui suit :

a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes de l'article 26, 29 ou 33;

b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

(2) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre a commis une faute professionnelle si, de l'avis du comité, le membre a commis une faute professionnelle au sens des règlements.

(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre est incompetent s'il est d'avis que ce dernier a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'un élève d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, il peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période déterminée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

Effet de l'ordonnance

Fonctions du comité de discipline

Faute professionnelle

Incompétence

Pouvoirs du comité de discipline

Same

(5) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct, it may, in addition to exercising its powers under subsection (4), make an order doing one or more of the following:

1. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or unlimited period.
2. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for payment into the Consolidated Revenue Fund.
3. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate in the particular case.
4. Fixing costs to be paid by the member to the College.

Same

(6) In making an order under paragraph 4 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study.

Same

(7) In making an order revoking or suspending a certificate or imposing terms, conditions or limitations on a certificate, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 33.

Publication on request

(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.

Costs

(9) Where the Discipline Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or such portion of them as the Discipline Committee fixes.

Duties of the Fitness to Practise Committee

31. (1) The Fitness to Practise Committee shall,

- (a) hear and determine matters directed or referred to it under section 26, 29 or 33; and

(5) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, outre qu'il peut exercer les pouvoirs que lui confère le paragraphe (4), il peut, par ordonnance :

1. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
2. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le membre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.
3. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées dans la publication officielle de l'Ordre, de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié en l'occurrence.
4. Fixer les frais que le membre doit payer à l'Ordre.

(6) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 4 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés.

(7) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat ou à assortir un certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 33.

(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

(9) Si le comité de discipline est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.

31. (1) Le comité d'aptitude professionnelle fait ce qui suit :

- a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes de l'article 26, 29 ou 33;

Idem

Idem

Idem

Publication sur demande

Frais

Fonctions du comité d'aptitude professionnelle

(b) perform such other duties as are assigned to it by the Council.

b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

Incapacity

(2) The Fitness to Practise Committee may, after a hearing, find a member to be incapacitated if, in its opinion, the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.

(2) À la suite d'une audience, le comité d'aptitude professionnelle peut conclure qu'un membre est frappé d'incapacité s'il est d'avis que ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

Incapacité

Powers of Fitness to Practise Committee

(3) Where the Fitness to Practise Committee finds a member to be incapacitated, it may make an order doing one or more of the following:

(3) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il peut, par ordonnance :

Pouvoirs du comité d'aptitude professionnelle

1. Directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.
2. Directing the Registrar to suspend any certificate held by the member under this Act for a stated period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

1. Enjoindre au registrateur de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période déterminée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

Same

(4) In making an order under paragraph 4 of subsection (3), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the production to the Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been resolved.

(4) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 4 du paragraphe (3), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il produise au comité des preuves qui le convainquent que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.

Idem

Same

(5) In making an order revoking or suspending a certificate or imposing terms, conditions or limitations on a certificate, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 33.

(5) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat ou à assortir un certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 33.

Idem

Publication on request

(6) The Fitness to Practise Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.

(6) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'une allégation d'incapacité n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

Publication sur demande

Costs

(7) Where the Fitness to Practise Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse

(7) Si le comité d'aptitude professionnelle est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rem-

Frais

the member for his or her costs or such portion of them as the Committee fixes.

Procedure:
s. 30
hearings

32. (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 30 and to hearings of the Fitness to Practise Committee under section 31.

Parties

(2) The College and the member whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.

Examination
of document-
ary evidence

(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

Members
holding
hearing not
to have taken
part in inves-
tigation, etc.

(4) Members of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee, and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.

Same

(5) Despite subsection (4), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law.

Hearings of
Discipline
Committee
to be public

(6) A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsection (7), be open to the public.

Exclusion of
public

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;
- (d) the safety of a person may be jeopardized; or

boursier au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.

32. (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 30 et à celles que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes de l'article 31.

Procédure :
audiences
prévues à
l'art. 30

Parties

(2) L'Ordre et le membre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience.

(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

Examen de
la preuve do-
cumentaire

(4) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle. Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec qui que ce soit au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.

Restriction
relative aux
enquêtes

(5) Malgré le paragraphe (4), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties. Dans ce cas, la teneur des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.

Idem

(6) Sous réserve du paragraphe (7), les audiences du comité de discipline sont publiques.

Caractère
public des
audiences

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie d'audience doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas :

Audience à
huis clos

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;

Fitness to
Practise
Committee
hearings to
be closed

Open on
request of
member in
some cases

Recording of
evidence

Only mem-
bers at hear-
ing to partic-
ipate in
decision

Release of
documentary
evidence

Service of
decision,
reasons

(e) the Committee will deliberate whether to exclude the public from a hearing or a part of a hearing.

(8) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall, subject to subsection (9), be closed to the public.

(9) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall be open to the public if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the Fitness to Practise Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of acceding to the request of the person who is alleged to be incapacitated;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;
- (d) the safety of a person may be jeopardized; or
- (e) the Committee will deliberate whether to exclude the public from a hearing or a part of a hearing.

(10) The oral evidence taken before the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

(11) No member of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall participate in a decision of the Committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

(12) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

(13) Subject to subsection (14), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall serve its decision, with reasons,

- (a) on the parties; and
- (b) where the matter was referred to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee as a result of a

e) le comité délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos.

(8) Sous réserve du paragraphe (9), les audiences du comité d'aptitude professionnelle se tiennent à huis clos.

(9) Une audience du comité d'aptitude professionnelle est publique si la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité en fait la demande par avis écrit, lequel doit parvenir au registraire avant le jour où débute l'audience, à moins que le comité ne soit convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'accéder à la demande de la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;
- e) le comité délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos.

(10) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.

(11) Seuls les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.

(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

(13) Sous réserve du paragraphe (14), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle signifie sa décision, accompagnée des motifs :

- a) aux parties;
- b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle par

Huis clos

Audience
publique sur
demande du
membre dans
certains cas

Procès-
verbal des
témoignages

Participation
à la décision

Remise de la
preuve do-
cumentaire

Signification
de la
décision
et motifs

complaint under subsection 26 (1), on the complainant.

Same

(14) Where the hearing was closed, the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may, in its discretion, serve its decision on the complainant without reasons.

suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 26 (1).

Idem

(14) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.

PART VI REINSTATEMENT AND VARIATION

Reinstatement after disciplinary proceedings

33. (1) A person who has had a certificate revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation after disciplinary proceedings

(2) A person who has a certificate that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 30 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

(4) If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 30 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 30 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to Discipline Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on a certificate of the applicant.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on a certificate of the applicant.

PARTIE VI REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION

33. (1) La personne dont un certificat a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

(2) Le membre dont un certificat est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registraire que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

Modification après une instance disciplinaire

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 30 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

Délai de présentation

(4) Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 30 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée moins d'un an après la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 30 ou la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

Idem

(5) Le registraire renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

Renvoi au comité de discipline

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

Ordonnance

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registraire de délivrer un certificat à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registraire d'annuler la suspension du certificat de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions et de restrictions précisées un certificat de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registraire de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti un certificat de l'auteur de la demande.

6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

Parties (7) The College and the applicant are parties to the hearing.

Examination of documentary evidence (8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

Closed hearings (9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public.

Recording of evidence (10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

Only members at hearing to participate in decision (11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.

Release of documentary evidence (12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

Service of decision on parties (13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.

Fitness to Practise Committee (14) Subsections (1) to (13) apply with necessary modifications to the Fitness to Practise Committee and, for the purpose,

(a) a reference to the Discipline Committee shall be deemed to be a reference to the Fitness to Practise Committee;

(b) a reference to subsection 30 (7) shall be deemed to be a reference to subsection 31 (5);

(c) a reference to section 30 shall be deemed to be a reference to section 31.

Reinstatement: no hearing 34. The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a member or former member who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate to the member or former member.

6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience.

(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

(9) Les audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article se tiennent à huis clos.

(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à la partie, à ses frais, sur demande.

(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.

(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

(13) Le comité de discipline remet la décision qu'il rend aux termes du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.

(14) Les paragraphes (1) à (13) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au comité d'aptitude professionnelle et, à cet égard :

a) toute mention du comité de discipline est réputée la mention du comité d'aptitude professionnelle;

b) toute mention du paragraphe 30 (7) est réputée la mention du paragraphe 31 (5);

c) toute mention de l'article 30 est réputée la mention de l'article 31.

34. Dans le cas d'un membre ou d'un ancien membre dont un certificat a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat au membre ou à l'ancien membre.

Parties

Examen de la preuve documentaire

Huis clos

Procès-verbal des témoignages

Participation à la décision

Remise de la preuve documentaire

Signification de la décision aux parties

Comité d'aptitude professionnelle

Remise en vigueur : pas d'audience

2. Directing the Registrar to remove the suspension of the member's or former member's certificate.

PART VII APPEALS TO COURT

Appeal to
court

35. (1) A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Same

- (2) For the purposes of this section,
- (a) a person who requests a review under section 21 is a party to the review under section 21 by the Registration Appeals Committee; and
- (b) a person who applies for an order under section 22 is a party to the proceeding under section 22 by the Registration Appeals Committee.

Certified
copy of
record

(3) On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of
court on
appeal

(4) An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with such directions as the court considers appropriate.

PART VIII REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's
investigation

36. (1) Where the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or

2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat du membre ou de l'ancien membre.

PARTIE VII APPELS

35. (1) Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité, conformément aux règles de pratique.

Appel

(2) Pour l'application du présent article : Idem

- a) d'une part, la personne qui sollicite un examen aux termes de l'article 21 est partie à l'examen prévu à cet article que doit effectuer le comité d'appel des inscriptions;
- b) d'autre part, la personne qui demande que soit rendue une ordonnance en vertu de l'article 22 est partie à l'instance prévue à cet article que doit conduire le comité d'appel des inscriptions.

(3) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquiescement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registrateur remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Copie
conforme
du dossier

(4) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.

Pouvoirs du
tribunal saisi
de l'appel

PARTIE VIII POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

36. (1) Le registrateur peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il a des motifs raisonnables et probables de croire :

Enquête du
registrateur

- a) soit qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;

- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence or incapacity exists or there is such cause.

Approval of
Executive
Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

Powers of
investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the member's professional responsibilities.

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*.

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

Obstruction
of investi-
gator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

Entries and
searches

37. (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated; and
- (b) there is something relevant to the investigation at the place.

Searches by
day unless
stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset and before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

Assistance
and entry by
force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

Investigator
to show
identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her

- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;

d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.

Approbation
du bureau

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Pouvoirs de
l'enquêteur

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui fait l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent aux responsabilités professionnelles du membre.

Idem

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

(5) L'enquêteur peut, sur production d'une attestation de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et y examiner tout ce qui s'avère pertinent.

Entrave

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.

Perquisitions

37. (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui s'avère pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

- a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

Perquisition
de jour sauf
indication
contraire

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition avant le lever du soleil et après le coucher du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

Aide et
recours à la
force

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et avoir recours à la force pour y pénétrer.

Obligation
de l'enquêteur
de présenter une
pièce d'identité

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de pré-

identification, on request, to any person at the place.

Copying of documents and objects

38. (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 36 or under the authority of a warrant issued under section 37.

Removal of documents and objects

(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,

- (a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or
- (b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.

Return of documents and objects or copies

(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

- (a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or
- (b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Report of investigation

39. The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Executive Committee, the Investigation Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee, as the Registrar considers appropriate.

PART IX REGULATIONS AND BY-LAWS

Regulations subject to approval

40. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

1. making any provision of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* applicable to the College, with such modifications as the Council considers necessary or advisable;
2. defining constituencies along regional, occupational and other lines for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);

senter une pièce d'identité à toute personne qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.

38. (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 36 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 37.

(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;
- b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.

(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :

- a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;
- b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

(4) Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont recevables en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

39. Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au comité d'enquête, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.

PARTIE IX RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

40. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

1. rendre applicable à l'Ordre toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, avec les adaptations que le conseil juge nécessaires ou souhaitables;
2. définir les circonscriptions sur des bases régionales, professionnelles ou autres aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a);

Reproduction de documents et d'objets

Enlèvement de documents et d'objets

Restitution des documents et objets ou des copies

Copies à titre de preuve

Rapport d'enquête

Règlements sous réserve d'approbation

3. prescribing the number of representatives for each constituency defined under paragraph 2;
 4. respecting qualifications, nomination procedures and election procedures for the purpose of electing persons to the Council under clause 4 (2) (a);
 5. prescribing the conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified members of the Council;
 6. extending the term of office of Council members by up to six months;
 7. governing the filling of vacancies created on the Council by the departure of elected members of the Council;
 8. prescribing the quorum of the Council;
 9. respecting the composition and election or appointment of committees required by this Act, other than the Investigation Committee, the Discipline Committee and the Fitness to Practise Committee;
 10. governing the filling of vacancies on the committees required by this Act;
 11. prescribing terms of office of members of committees required by this Act;
 12. respecting practice and procedure of committees required by this Act;
 13. prescribing the quorums of the committees required by this Act;
 14. providing for the establishment of panels of any committee required by this Act and providing that a panel of a committee may exercise the powers and carry out the duties of the committee, subject to the restrictions, if any, specified in the regulation;
 15. designating persons or bodies for the purposes of section 47;
 16. prescribing classes of certificates of qualification and registration, including but not limited to classes of certificates that are temporary, provisional or otherwise limited;
 17. respecting terms, conditions and limitations that may be imposed on certificates of qualification and registration;
 18. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications,
3. prescrire le nombre de représentants de chaque circonscription définie en vertu de la disposition 2;
 4. traiter des qualités requises ainsi que des modalités de mise en candidature et d'élection aux fins de l'élection de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) a);
 5. prescrire les conditions qui rendent les membres élus inaptes à siéger au conseil et celles qui régissent la destitution des membres du conseil jugés inaptes;
 6. prolonger d'au plus six mois la durée du mandat des membres du conseil;
 7. régir la façon de combler les vacances créées au sein du conseil par le départ de membres élus;
 8. prescrire le quorum applicable au conseil;
 9. traiter de la composition des comités exigés par la présente loi, à l'exclusion du comité d'enquête, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle, et traiter de l'élection ou de la nomination de leurs membres;
 10. régir la façon de combler les vacances au sein des comités exigés par la présente loi;
 11. prescrire le mandat des membres des comités exigés par la présente loi;
 12. traiter des règles de pratique et de procédure des comités exigés par la présente loi;
 13. prescrire le quorum applicable aux comités exigés par la présente loi;
 14. prévoir la création de sous-comités de tout comité exigé par la présente loi, et prévoir qu'un sous-comité peut exercer les fonctions et les pouvoirs du comité, sous réserve des restrictions précisées, le cas échéant, dans le règlement;
 15. désigner des personnes ou des organismes pour l'application de l'article 47;
 16. prescrire des catégories de certificats de compétence et d'inscription, notamment des catégories de certificats qui sont temporaires, provisoires ou autrement restreints;
 17. traiter des conditions et des restrictions dont peuvent être assortis les certificats de compétence et d'inscription;
 18. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux

- examinations and experience requirements, for the issuance of certificates of qualification and registration and providing for exemptions from those requirements;
19. respecting the accreditation of teacher education programs offered by post-secondary educational institutions and ongoing education programs for teachers offered by post-secondary educational institutions and other bodies;
20. respecting requirements, including but not limited to standards, qualifications, examinations and experience requirements, for the issuance of certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
21. providing for exemptions from requirements under paragraph 20;
22. respecting the development, provision and accreditation of educational programs leading to certificates in respect of qualifications of members additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
23. establishing processes and criteria for issuing to members certificates in respect of qualifications additional to those required for a certificate of qualification and registration, including but not limited to certificates of qualification as a supervisory officer;
24. prescribing ongoing education requirements for members;
25. establishing processes and criteria for suspending certificates of members who fail to meet ongoing education requirements;
26. establishing processes and criteria for removing the suspension of certificates where the suspension was as a result of failure to meet ongoing education requirements;
27. establishing processes and criteria for suspending a certificate of qualification and registration under section 275 of the *Education Act*;
28. respecting any matter ancillary to this Act with respect to the issuance, expiry, renewal, amendment, suspension, cancellation, or annulment of certificates of qualification and registration, including but not limited to the following:
- qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats de compétence et d'inscription, et prévoir des exemptions de ces exigences;
19. traiter de l'agrément des programmes de formation des enseignants offerts par les établissements d'enseignement post-secondaire et des programmes de formation continue offerts aux enseignants par les établissements d'enseignement postsecondaire et d'autres organismes;
20. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens et à l'expérience, pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que celles imposées pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
21. prévoir des exemptions des exigences prévues à la disposition 20;
22. traiter de l'élaboration, de la fourniture et de l'agrément de programmes de formation menant à l'obtention de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
23. établir des procédures et des critères pour la délivrance de certificats à l'égard de la compétence autres que ceux exigés pour un certificat de compétence et d'inscription, notamment des certificats de compétence à titre d'agent de supervision;
24. prescrire les exigences en matière d'éducation continue auxquelles doivent satisfaire les membres;
25. établir des procédures et des critères pour la suspension des certificats des membres qui ne satisfont pas aux exigences en matière d'éducation continue;
26. établir des procédures et des critères pour l'annulation de la suspension de certificats si la suspension a résulté du défaut de satisfaire aux exigences en matière d'éducation continue;
27. établir des procédures et des critères pour la suspension d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de l'article 275 de la *Loi sur l'éducation*;
28. traiter de toute question accessoire à la présente loi à l'égard de la délivrance, de l'expiration, du renouvellement, de

cellation, revocation and reinstatement of certificates issued under this Act;

29. requiring employers of members to deduct members' fees from their salaries and to submit the fees directly to the College, in the manner and within the times specified in the regulations;
30. prescribing penalties to be paid by employers for the late submission of fees to the College;
31. defining professional misconduct for the purposes of this Act.

Copies of regulations

(2) The Council shall ensure that a copy of each regulation is available for public inspection in the office of the College.

Same

(3) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under this section.

Filling of vacancies

(4) The regulations under paragraphs 7 and 10 of subsection 40 (1) must set out procedures for filling vacancies on the Council and required committees and must require that each procedure for filling a vacancy begin within 10 days of the vacancy arising.

By-laws

41. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including but not limited to by-laws,

1. prescribing the seal and other insignia of the College and providing for their use;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
5. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
6. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;

la modification, de la suspension, de l'annulation, de la révocation et de la remise en vigueur des certificats délivrés en vertu de la présente loi;

29. exiger des employeurs des membres qu'ils retiennent les cotisations des membres sur leur salaire et qu'ils les versent directement à l'Ordre, de la manière et dans les délais précisés dans les règlements;
30. prescrire les pénalités que doivent payer les employeurs qui versent les cotisations à l'Ordre en retard;
31. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de la présente loi.

Copies des règlements

(2) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

Idem

(3) Le registrateur remet à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du présent article.

Façon de combler les vacances

(4) Les règlements pris en application des dispositions 7 et 10 du paragraphe 40 (1) doivent énoncer les marches à suivre pour combler les vacances au sein du conseil et des comités exigés et doivent exiger que chaque marche à suivre à cet égard soit entamée au plus tard 10 jours après que la vacance est survenue.

Règlements administratifs

41. (1) Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

1. prescrire le sceau et tout autre insigne de l'Ordre et prévoir les modalités de leur emploi;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
5. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
6. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;

7. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;
8. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members;
10. authorizing voting, by mail or other means, by the members on any of the business of the College and prescribing procedures for such voting;
11. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;
12. prescribing forms and formats and providing for their use;
13. providing procedures for making, amending and revoking by-laws;
14. respecting the management of property of the College;
15. respecting the borrowing of money by the College and the giving of security in respect of the borrowing;
16. providing for the method of service of any document or class of documents given or served under this Act;
17. providing for the composition, election or appointment, powers, duties, quorums, practices and procedures of committees other than those required by this Act;
18. prescribing terms of office of members of committees other than those required by this Act;
19. prescribing the conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on committees and governing the removal of disqualified members of committees;
20. governing the filling of vacancies on committees other than those required by this Act;
21. respecting reports to Council to be made by committees;
7. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
8. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités;
9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblés des membres;
10. autoriser les membres à voter, par la poste ou par un autre moyen, sur les affaires de l'Ordre, et prescrire les modalités du scrutin;
11. prescrire les postes des dirigeants de l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;
12. prescrire des formules et des supports et prévoir les modalités de leur emploi;
13. prévoir la marche à suivre pour la prise, la modification et l'abrogation des règlements administratifs;
14. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;
15. traiter des emprunts que peut contracter l'Ordre et des sûretés qu'il peut consentir pour ces emprunts;
16. prévoir le mode de signification des documents ou catégories de documents remis ou signifiés aux termes de la présente loi;
17. prévoir la composition de comités qui ne sont pas exigés par la présente loi, l'élection ou la nomination de leurs membres, ainsi que les pouvoirs, les fonctions, le quorum et les règles de pratique et de procédure de ces comités;
18. prescrire le mandat des membres des comités qui ne sont pas exigés par la présente loi;
19. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à siéger aux comités et celles qui régissent la destitution des membres de comités jugés inaptes;
20. régir la façon de combler les vacances au sein des comités autres que ceux exigés par la présente loi;
21. traiter des rapports que les comités doivent présenter au conseil;

- | | |
|---|---|
| <p>22. prescribing professional standards and ethical standards applicable to members;</p> <p>23. prescribing annual membership fees and other fees payable by members, applicants for membership and other persons for anything the Registrar or any committee is required or authorized to do under this Act;</p> <p>24. prescribing penalties to be paid by members for the late payment of any fee;</p> <p>25. prescribing any fee referred to in this Act as prescribed by the by-laws;</p> <p>26. respecting the reporting and publication of decisions of the College, the Council and the committees;</p> <p>27. respecting the keeping of a register of members, including but not limited to by-laws prescribing the information that must be kept in the register and the information that may be removed from the register;</p> <p>28. requiring members to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College;</p> <p>29. requiring members to provide the College with information about their participation in ongoing education programs;</p> <p>30. respecting membership of the College in other organizations the objects of which are not inconsistent with and are complementary to those of the College, the payment of fees to such organizations and representation at meetings of such organizations;</p> <p>31. providing for the establishment and dissolution and governing the operation of groups of members and respecting grants by the College to such groups;</p> <p>32. authorizing the making of grants to advance knowledge of education or to maintain or improve standards of teaching or support or encourage public information and interest in education;</p> <p>33. respecting scholarships, bursaries and prizes to assist in the education of teachers or persons wishing to become teachers.</p> | <p>22. prescrire les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres;</p> <p>23. prescrire les cotisations annuelles et autres droits que doivent acquitter les membres, les auteurs d'une demande d'adhésion et autres personnes pour tout ce que le registrateur ou un comité doit ou peut faire dans le cadre de la présente loi;</p> <p>24. prescrire les pénalités que doivent payer les membres qui acquittent des droits en retard;</p> <p>25. prescrire tous droits que la présente loi mentionne comme étant prescrits par les règlements administratifs;</p> <p>26. traiter de la façon de rendre compte des décisions de l'Ordre, du conseil et des comités, ainsi que de leur publication;</p> <p>27. traiter de la tenue d'un tableau des membres, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés;</p> <p>28. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour tenir et conserver les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre;</p> <p>29. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Ordre des renseignements au sujet de leur participation à des programmes d'éducation continue;</p> <p>30. traiter de l'adhésion de l'Ordre à d'autres associations dont les objets ne sont pas incompatibles avec les siens et les compléter, du paiement des cotisations à celles-ci et de sa participation à leurs réunions;</p> <p>31. prévoir la création et la dissolution de groupes de membres, régir leur fonctionnement et traiter des subventions que leur octroie l'Ordre;</p> <p>32. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances dans le domaine de l'éducation, de maintenir ou de rehausser les normes d'enseignement, ou encore d'aider ou d'encourager le public à se renseigner sur l'éducation ou à s'intéresser à celle-ci;</p> <p>33. traiter des bourses d'études et des prix visant à aider à la formation des enseignants ou des personnes qui veulent devenir enseignants.</p> |
|---|---|

Meetings by
telecom-
munications,
etc

(2) A by-law made under paragraph 7 or 9 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous
by-laws, etc.

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

Copies of
by-laws

(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister and is available for public inspection in the office of the College.

Same

(5) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any by-law made under this section.

Regulations
made by
Lieutenant
Governor in
Council

42. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 11 of subsection 3 (1);
- (b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (b), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council;
- (c) governing the election of the first Council of the College, including but not limited to prescribing eligibility of persons to vote or to run as candidates, election procedures and representation;
- (d) providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College;
- (e) providing for such other matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.

Regulations
under clause
(1) (c) or (d)

(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (c) or (d) and this or any other Act, the regulation prevails.

Same

(3) A regulation made under clause (1) (d) may be retroactive in its effect.

Regulations
and by-laws:
general or
specific

43. (1) A regulation or by-law made under any provision of this Act may be general or specific.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 7 ou 9 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

Réunions ou
assemblées à
l'aide des
télécommu-
nications

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

Unanimité
des règle-
ments admi-
nistratifs

(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit envoyée au ministre et soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.

Copies des
règlements
administra-
tifs

(5) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement administratif pris en application du présent article.

Idem

42. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements
pris par le
lieutenant-
gouverneur
en conseil

- a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 11 du paragraphe 3 (1);
- b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) b), notamment préciser le mode de représentation des intérêts différents;
- c) régir l'élection du premier conseil de l'Ordre, notamment prescrire les qualités requises pour pouvoir voter ou poser sa candidature, les modalités d'élection et la représentation;
- d) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre;
- e) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) c) ou d) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'une autre loi.

Règlements
pris en appli-
cation de
l'alinéa (1) c)
ou d)

(3) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) d) peuvent avoir un effet rétroactif.

Idem

43. (1) Les règlements et les règlements administratifs pris en application d'une disposition de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Portée des
règlements et
des règle-
ments admi-
nistratifs

Same	(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members, certificates or qualifications.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres, de certificats ou de compétences.	Idem
Classes	(3) A class under this Act may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes.	(3) Les catégories établies en vertu de la présente loi peuvent être définies en fonction d'un attribut et être définies de manière à inclure ou à exclure tout membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs.	Catégories
<p style="text-align: center;">PART X MISCELLANEOUS</p>			
Right to use French	44. (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.	44. (1) Toute personne a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.	Droit d'utilisation du français
Council to ensure	(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.	(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que les personnes puissent utiliser le français dans leurs rapports avec l'Ordre.	Droit garanti par le conseil
Limitation	(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.	(3) Le droit d'utilisation du français garanti par le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.	Droit restreint
Definition	(4) In this section, "dealings" means any service or procedure available to the public or to members of the College and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.	(4) La définition qui suit s'applique au présent article. «rapports» S'entend de tout service offert au public ou aux membres de l'Ordre ainsi que de toute formalité administrative. S'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des examens.	Définition
Official publication	45. The Council shall establish and maintain an official publication of the Council.	45. Le conseil crée une publication officielle permanente.	Publication officielle
Leave of absence	46. (1) A member of the Council or of a committee established under this Act who attends a meeting or other proceeding of the Council or the committee during work hours, or who has been asked by the Registrar or his or her delegate to do other work of the College during work hours, shall be granted, on request, a paid leave of absence by his or her employer for the purpose.	46. (1) Le membre du conseil ou d'un comité créé aux termes de la présente loi qui assiste à une réunion ou à une autre activité du conseil ou du comité pendant ses heures de travail ou à qui le registrateur ou son délégué a demandé de s'acquitter d'autres tâches de l'Ordre pendant ses heures de travail reçoit de son employeur, sur demande, un congé payé à cette fin.	Congé
Employer reimbursement	(2) If an employer has provided a leave of absence to a member under subsection (1), the College shall reimburse the employer for the salary expense, if any, incurred by the employer in temporarily hiring a person to replace the member in the workplace.	(2) L'Ordre rembourse à l'employeur qui a accordé un congé à un membre aux termes du paragraphe (1) le salaire, le cas échéant, que l'employeur a versé pour engager un remplaçant temporaire.	Remboursement de l'employeur
Right to obtain information	47. (1) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the Provincial Schools Authority, a school board or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information within the	47. (1) Pour réaliser ses objets, l'Ordre peut exiger que l'Administration des écoles provinciales, les conseils scolaires ou les autres personnes ou organismes désignés par les règlements lui fournissent des renseignements sur ses membres, notamment des renseigne-	Droit d'obtenir des renseignements

meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of members of the College.

Disclosure
by school
board:
offences

(2) A school board shall promptly notify the College in writing when the board becomes aware that a member who is or has been employed by the board,

- (a) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) involving sexual conduct and minors; or
- (b) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) that in the opinion of the board indicates that students may be at risk of harm or injury.

Disclosure
by school
board: cond
uct or actions
of member

(3) A school board shall promptly notify the College in writing where in the opinion of the board the conduct or actions of a member who is or has been employed by the board should be reviewed by a committee of the College.

Disclosure
by minority
language
sec-
tion: conduc
t or actions
of member

(4) For the purposes of subsection (3), where a board has a French-language section or English-language section, the section has the responsibilities of the board with respect to members who are or have been employed for schools or classes governed by the section.

Information
provided by
Minister to
College

(5) If required by the College for the purpose of carrying out its objects, the Minister may provide to the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Information
provided by
College to
Minister

(6) For the purpose of carrying out his or her duties under the *Education Act*, the Minister has the authority to collect from the College information, including personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, in respect of its members, former members and applicants for membership.

Confiden-
tiality

48. (1) Every person engaged in the administration of this Act, including any person appointed under section 36, shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceed-

ments personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

(2) Un conseil scolaire avise l'Ordre promptement par écrit lorsqu'il apprend qu'un membre qui est ou a déjà été employé par lui :

- a) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel et à des mineurs;
- b) soit a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) qui, de l'avis du conseil scolaire, donne à penser que les élèves pourraient être exposés à un préjudice ou à des blessures.

(3) Le conseil scolaire qui est d'avis que la conduite ou les actes d'un membre qui est ou a déjà été employé par lui devraient être examinés par un comité de l'Ordre en avise promptement l'Ordre par écrit.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si le conseil a une section de langue française ou une section de langue anglaise, celle-ci a les responsabilités du conseil en ce qui concerne les membres qui sont ou ont déjà été employés pour des écoles ou des classes qu'elle régit.

(5) Si l'Ordre en a besoin pour réaliser ses objets, le ministre peut lui fournir des renseignements, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

(6) Aux fins de l'exercice des fonctions que lui attribue la *Loi sur l'éducation*, le ministre peut recueillir des renseignements auprès de l'Ordre, notamment des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion.

48. (1) Quiconque est employé aux fins de l'application de la présente loi, y compris une personne nommée en vertu de l'article 36, est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et n'en divulgue rien à qui que ce soit, sauf :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;

Divulga-
tion par les
conseils
scolaires :
infrac-
tions

Divulga-
tion par les
conseils
scolaires :
conduite ou
actes d'un
membre

Divulga-
tion par les
sections
minoritaires :
conduite ou
actes d'un
membre

Rensei-
gnements
fournis à
l'Ordre par le
ministre

Rensei-
gnements
fournis au
ministre par
l'Ordre

Secret pro-
fessionnel

ing under this Act or the regulations or by-laws;

- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates; or
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act.

- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.

Testimony in civil proceeding

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.

Témoignage dans une instance civile

(2) Aucune personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

Evidence on civil proceedings

(3) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.

Preuves dans les instances civiles

(3) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.

Offence

(4) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Infraction

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Order directing compliance

49. Where it appears to the College that any person does not comply with this Act or the regulations or by-laws, despite the imposition of any penalty in respect of such non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or such other order as the judge thinks fit.

Ordonnance enjoignant de se conformer

49. S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une pénalité à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par voie de requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Offence: obstruction of investigator

50. Any person who contravenes subsection 36 (6) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Infraction : entrave de l'enquêteur

50. Quiconque contrevient au paragraphe 36 (6) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Offence: false representation to obtain certificate

51. (1) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Infraction : fausses déclarations faites pour obtenir un certificat

51. (1) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Offence: assisting in false representation

(2) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Infraction : aide dans la commission de l'infraction

(2) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Service of
notice or
document

52. (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by mail; or
- (c) given or served in accordance with by-laws respecting service.

Same

(2) Where a notice or document to be given under this Act is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.

Registrar's
certificate as
evidence

53. Any statement containing information from the records required to be kept by the Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

Statutory
Powers
Procedure
Act

54. In the event of a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

Immunity of
College

55. No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of such duty or power.

Deemed loan

56. (1) Any payment made by the Minister that is charged to an appropriation of the Ministry of Education and Training made for the fiscal year beginning on April 1, 1994 or for any subsequent fiscal year, for the purpose of establishing or operating the College, shall be deemed to have been a loan from the Province of Ontario to the College.

Same

(2) A payment for the purpose of the Ontario Teaching Council Implementation Committee established by Order in Council to advise the Minister in respect of the establishment and mandate of the College is a payment

52. (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :

- a) s'il est remis à personne;
- b) s'il est envoyé par la poste;
- c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.

Signification

Idem

(2) Si un avis ou un document qui doit être donné ou remis aux termes de la présente loi est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.

53. L'état qui contient des renseignements provenant des dossiers que le registraire doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifié conforme par le registraire sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant un tribunal comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registraire, ni celle du sceau de l'Ordre.

Preuve

54. Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Loi sur
l'exercice
des compétences
légales

55. Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, ou un dirigeant, un employé, un mandataire ou un délégué de l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Immunité de
l'Ordre

56. (1) Tout paiement que fait le ministre aux fins de la création ou du fonctionnement de l'Ordre et qui est imputé à une affectation du ministère de l'Éducation et de la Formation pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 1994 ou un exercice ultérieur est réputé un prêt que la province de l'Ontario a consenti à l'Ordre.

Paiement
réputé un
prêt

(2) Le paiement fait aux fins du comité appelé *Ontario Teaching Council Implementation Committee* et créé par décret pour conseiller le ministre en ce qui concerne la création et le mandat de l'Ordre est un paie-

Idem

for the purpose of establishing the College within the meaning of subsection (1).

Same

(3) The Minister shall notify the College of the amount of any payment described in subsection (1) and shall, by order, direct the repayment of the amount by the College to the Province of Ontario.

Same

(4) The determination by the Minister of the amount of a payment described in subsection (1) is final and shall not be reviewed in any court.

Same

(5) An order under subsection (3) may fix a schedule for repayment of an amount and may prescribe the rate of interest payable on the amount from the date of the order until the date on which the amount is repaid in full.

Same

(6) A rate of interest prescribed in an order under subsection (3) shall not exceed the prime rate of the bank listed in Schedule I or II of the *Bank Act* (Canada) that has the highest prime rate on the day that the order is made.

Same

(7) An order under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Guarantee of loans

57. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance, on behalf of Ontario, to agree to guarantee the repayment of loans made to the College, including interest.

Same

(2) A guarantee given under subsection (1) is subject to any conditions that the Minister of Finance imposes.

Regulations under Teaching Profession Act

58. (1) The Minister may require the board of governors of The Ontario Teachers' Federation to amend or revoke a regulation made under the *Teaching Profession Act* if, in the Minister's opinion, the regulation conflicts with or overlaps with this Act or a regulation or by-law under this Act.

Same

(2) If the Minister requires the board of governors of The Ontario Teachers' Federation to amend or revoke a regulation under subsection (1) and the board of governors does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, amend or revoke the regulation.

Same

(3) Subsection (2) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the board of governors of The Ontario Teachers' Federation does not have authority to do.

ment aux fins de la création de l'Ordre au sens du paragraphe (1).

Idem

(3) Le ministre avise l'Ordre du montant de tout paiement visé au paragraphe (1) et ordonne, par arrêté, son remboursement par l'Ordre à la province de l'Ontario.

Idem

(4) Le calcul, par le ministre, du montant du paiement visé au paragraphe (1) est définitif et n'est pas susceptible de révision judiciaire.

Idem

(5) L'arrêté prévu au paragraphe (3) peut fixer un calendrier de remboursement d'un montant et prescrire le taux d'intérêt payable sur ce montant à partir de la date de l'arrêté jusqu'à la date du remboursement intégral du montant.

Idem

(6) Le taux d'intérêt prescrit dans l'arrêté prévu au paragraphe (3) ne peut dépasser le taux préférentiel consenti par la banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada) dont le taux préférentiel est le plus élevé le jour où l'arrêté est pris.

Idem

(7) L'arrêté prévu au paragraphe (3) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Garanties de prêt

57. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à accepter de garantir au nom de l'Ontario le remboursement des prêts consentis à l'Ordre, ainsi que les intérêts qui s'y rapportent.

Idem

(2) La garantie prévue au paragraphe (1) est assujettie à toute condition qu'impose le ministre des Finances.

Règlements d'application de la Loi sur la profession enseignante

58. (1) Le ministre peut exiger du conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement pris en application de la *Loi sur la profession enseignante* si, de l'avis du ministre, ce règlement est incompatible avec la présente loi ou avec un règlement ou un règlement administratif pris en application de celle-ci, ou les chevauche.

Idem

(2) Si le ministre exige du conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qu'il modifie ou abroge un règlement aux termes du paragraphe (1) et que le conseil d'administration n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario n'est pas autorisé à faire.

PART XI TRANSITIONAL PROVISIONS

Appointment
of Registrar

59. (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on such terms as the Minister determines, appoint the Registrar of the College for all or part of,

- (a) the period beginning on the day this section is proclaimed in force and ending on the day of the first meeting of the first duly elected and appointed Council; and
- (b) the term of the first duly elected and appointed Council.

Expenses
and salary of
Registrar
appointed by
Minister

(2) For greater certainty, the expenses and salary of a Registrar appointed by the Minister under subsection (1) remain the responsibility of the College.

Powers of
Registrar
appointed by
Minister

(3) During the period mentioned in clause (1) (a), the Registrar may do anything that the Council could do under this Act if the Council were duly elected and appointed and, without limiting the generality of the foregoing, the Registrar,

- (a) may do anything that is necessary or advisable to ensure that there is a first election of the Council and that the election is conducted in accordance with the regulations; and
- (b) may incur indebtedness on behalf of the College.

Same

(4) During the period mentioned in clause (1) (b), the Registrar has the same powers and duties as if appointed by the Council.

Powers of
the Minister

(5) During the period mentioned in clause (1) (a), the Minister may,

- (a) review the Registrar's activities and require the Registrar to provide reports and information;
- (b) require the Registrar to do anything that in the opinion of the Minister is necessary or advisable to carry out the intent of this Act; and
- (c) require the Registrar to make, amend or revoke a regulation or by-law.

Registrar to
comply

(6) If the Minister requires the Registrar to do anything under subsection (5), the Registrar shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.

Regulations

(7) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a regulation under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in

PARTIE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Nomination
du registra-
teur

59. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux conditions qu'il précise, le registrateur de l'Ordre pour tout ou partie des périodes suivantes :

- a) la période commençant le jour où le présent article est proclamé en vigueur et se terminant le jour où se tient la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé;
- b) le mandat du premier conseil dûment élu et nommé.

(2) Il est entendu que la rémunération et les indemnités du registrateur nommé par le ministre aux termes du paragraphe (1) sont à la charge de l'Ordre.

Rémunéra-
tion et in-
dennités du
registrateur
nommé par
le ministre

(3) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le registrateur peut faire tout ce qu'un conseil dûment élu et nommé pourrait faire en vertu de la présente loi, notamment :

Pouvoirs du
registrateur
nommé par
le ministre

- a) faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable pour veiller à ce que se tienne une première élection du conseil et à ce que celle-ci se déroule conformément aux règlements;
- b) contracter des dettes au nom de l'Ordre.

(4) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) b), le registrateur a les mêmes pouvoirs et fonctions que s'il avait été nommé par le conseil.

Idem

(5) Pendant la période mentionnée à l'alinéa (1) a), le ministre peut :

Pouvoirs du
ministre

- a) examiner les activités du registrateur et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du registrateur qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser les objets de la présente loi;
- c) exiger du registrateur qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement ou un règlement administratif.

(6) Si le ministre exige du registrateur qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (5), le registrateur doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.

Obligation
du registra-
teur

(7) Si le ministre exige du registrateur qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registrateur n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieute-

Règlements

Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.

By-laws (8) If the Minister requires the Registrar to make, amend or revoke a by-law under clause (5) (c) and the Registrar does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by order, make, amend or revoke the by-law.

Authority of Lieutenant Governor in Council (9) Subsections (7) and (8) do not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Registrar does not have authority to do.

Copies of regulations, by-laws made by Registrar (10) Subsections 40 (2) and (3) and subsections 41 (4) and (5) apply, with necessary modifications, to regulations and by-laws made by the Registrar under this section and, for the purpose, the Registrar has the duties of the Council.

Copies of regulations, by-laws made by Lieutenant Governor in Council (11) The Registrar shall ensure that a copy of each regulation and by-law made by the Lieutenant Governor in Council under this section is available for public inspection in the office of the College and shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation or by-law made by the Lieutenant Governor in Council under this section.

Expenses (12) The Minister may pay the College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (5).

First meeting of members 60. The College shall hold its first annual meeting of the members not more than 15 months after the first Council is duly elected and appointed.

Transition: elected Council members 61. Persons elected to the first Council in the election referred to in clause 42 (1) (c) shall be deemed, for the purposes of this Act, to have been elected to the Council by the members of the College under clause 4 (2) (a).

Transition: initial membership 62. (1) Every person who, on a day to be specified in a regulation made under subsection (2), holds an Ontario Teacher's Certificate or a letter of standing issued under the *Education Act* shall be deemed to hold a certificate of qualification and registration under this Act.

Same (2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations specifying a day for the purposes of subsection (1) and providing a concordance between,

nant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.

(8) Si le ministre exige du registraire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement administratif en vertu de l'alinéa (5) c) et que le registraire n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, prendre, modifier ou abroger le règlement administratif.

(9) Les paragraphes (7) et (8) n'ont pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le registraire n'est pas autorisé à faire.

(10) Les paragraphes 40 (2) et (3) et les paragraphes 41 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règlements et règlements administratifs pris par le registraire en application du présent article. A cette fin, le registraire exerce les fonctions du conseil.

(11) Le registraire veille à ce qu'une copie de chaque règlement et de chaque règlement administratif pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application du présent article soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre et fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie d'un tel règlement ou règlement administratif.

(12) Le ministre peut rembourser à l'Ordre les frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (5).

60. L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après la constitution du premier conseil dûment élu et nommé.

61. Les personnes élues au premier conseil lors de l'élection visée à l'alinéa 42 (1) c) sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir été élues au conseil par les membres de l'Ordre aux termes de l'alinéa 4 (2) a).

62. (1) La personne qui, le jour précisé dans un règlement pris en application du paragraphe (2), est titulaire d'un brevet d'enseignant de l'Ontario ou d'une attestation de compétence comme enseignant délivré en vertu de la *Loi sur l'éducation* est réputée être titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription en vertu de la présente loi.

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, préciser un jour pour l'application du paragraphe (1) et prévoir une équivalence entre les éléments suivants :

Règlements administratifs

Autorité du lieutenant-gouverneur en conseil

Copies des règlements et règlements administratifs pris par le registraire

Copies des règlements et règlements administratifs pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

Frais

Première assemblée des membres

Disposition transitoire : membres élus du conseil

Disposition transitoire, adhésion initiale

Idem

	<p>(a) qualifications held under the <i>Education Act</i> by persons affected by subsection (1) before the specified day; and</p> <p>(b) certificates, including any terms, conditions or limitations on those certificates, held under this Act on and after the specified day.</p>	<p>a) les compétences dont les personnes visées au paragraphe (1) sont titulaires en vertu de la <i>Loi sur l'éducation</i> avant le jour précisé;</p> <p>b) les certificats dont ces personnes sont titulaires en vertu de la présente loi à compter du jour précisé, y compris les conditions ou restrictions dont sont assortis ces certificats.</p>
Same	<p>(3) For the purposes of subsection (2), qualifications include,</p> <p>(a) qualifications set out in Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990;</p> <p>(b) qualifications set out on Ontario Teacher's Qualifications Record Cards;</p> <p>(c) qualifications set out on any other records of qualification held by the Ministry in respect of any person affected by subsection (1).</p>	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), les compétences comprennent ce qui suit :</p> <p>a) les compétences énoncées dans le Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990;</p> <p>b) les compétences énoncées sur la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario;</p> <p>c) les compétences énoncées sur tout autre dossier de compétence que détient le ministère à l'égard d'une personne visée au paragraphe (1).</p>
Same	<p>(4) Regulations that may be made under subsection (2) include but are not limited to regulations,</p> <p>(a) classifying certificates of qualification and registration that come into being as a result of subsection (1);</p> <p>(b) deeming certificates of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to be subject to specified terms, conditions and limitations;</p> <p>(c) deeming terms, conditions and limitations referred to in clause (b) to have been imposed by the Registrar under this Act;</p> <p>(d) deeming any person who holds a certificate of qualification and registration of any class prescribed under clause (a) to also hold one or more additional certificates of qualification;</p> <p>(e) deeming additional certificates referred to in clause (d) to have been issued under this Act.</p>	<p>(4) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent notamment :</p> <p>a) prescrire les catégories de certificats de compétence et d'inscription qui naissent en raison du paragraphe (1);</p> <p>b) déclarer que les certificats de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) sont réputés assortis de conditions et de restrictions;</p> <p>c) déclarer que les conditions et les restrictions mentionnées à l'alinéa b) sont réputées avoir été imposées par le registraire en vertu de la présente loi;</p> <p>d) déclarer qu'une personne qui est titulaire d'un certificat de compétence et d'inscription d'une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa a) est réputée être également titulaire d'un ou de plusieurs autres certificats de compétence;</p> <p>e) déclarer que les autres certificats mentionnés à l'alinéa d) sont réputés avoir été délivrés en vertu de la présente loi.</p>
Same	<p>(5) A regulation may be made under subsection (2) only by a duly elected and appointed Council and not by a Registrar acting under subsection 59 (3).</p>	<p>(5) Les règlements qui peuvent être pris en application du paragraphe (2) peuvent l'être uniquement par un conseil dûment élu et nommé, et non par un registraire agissant en vertu du paragraphe 59 (3).</p>
Same	<p>(6) Subsections 40 (2) and (3) apply to a regulation made under subsection (2).</p>	<p>(6) Les paragraphes 40 (2) et (3) s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2).</p>
Transition: persons in programs	<p>63. (1) Any person who,</p>	<p>63. (1) Est réputée satisfaire aux exigences prévues pour la délivrance d'un certificat de compétence et d'inscription la personne qui :</p>

Disposition transitoire : personnes inscrites à un programme

- (a) is enrolled in a program of professional education within the meaning of Regulation 297 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 on the date specified under subsection 62 (2); and
- (b) fulfils the requirements for an Ontario Teacher's Certificate as they existed immediately before the date specified under subsection 62 (2),

shall be deemed to have fulfilled the requirements for the issuance of a certificate of qualification and registration.

Same

(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations providing for any matter that it considers necessary or advisable in connection with the issuance of certificates of qualification and registration under subsection (1), including but not limited to regulations,

- (a) relating to terms, conditions and limitations to be imposed on the certificates;
- (b) relating to the classification of the certificates; and
- (c) respecting processes and criteria for the issuance of the certificates.

Same

(3) Subsections 40 (2) and (3) apply to a regulation made under subsection (2).

- a) d'une part, est inscrite à un programme de formation professionnelle au sens du Règlement 297 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 le jour précisé en vertu du paragraphe 62 (2);
- b) d'autre part, satisfait aux exigences prévues pour la délivrance d'un brevet d'enseignant de l'Ontario, telles qu'elles existaient immédiatement avant le jour précisé en vertu du paragraphe 62 (2).

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, traiter de toute question qu'il estime nécessaire ou souhaitable en rapport avec la délivrance de certificats de compétence et d'inscription aux termes du paragraphe (1), notamment ce qui suit :

- a) les conditions et restrictions dont les certificats sont assortis;
- b) les catégories auxquelles appartiennent les certificats;
- c) les procédures et les critères pour la délivrance des certificats.

(3) Les paragraphes 40 (2) et (3) s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (2).

Idem

Idem

PART XII CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

EDUCATION ACT

64. (1) The definitions of "continuing education instructor", "continuing education teacher" and "teacher" in subsection 1 (1) of the *Education Act* are repealed and the following substituted:

"continuing education instructor" means a person employed to provide instruction in a continuing education course or class established in accordance with the regulations, other than those courses or classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required under the regulations; ("instructeur de l'éducation permanente")

"continuing education teacher" means a teacher employed to teach a continuing education course or class established in accordance with the regulations for which membership in the Ontario College of Teachers is required by the regulations; ("enseignant de l'éducation permanente")

"teacher" means a member of the Ontario College of Teachers. ("enseignant")

PARTIE XII MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ÉDUCATION

64. (1) Les définitions de «enseignant», de «enseignant de l'éducation permanente» et de «instructeur de l'éducation permanente» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«enseignant» Membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («teacher»)

«enseignant de l'éducation permanente» Enseignant employé pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements et pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education teacher»)

«instructeur de l'éducation permanente» Personne employée pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements, à l'exclusion des cours ou des classes pour lesquels les règlements exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des

(2) Paragraph 10 of subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

letter of permission

10. grant a letter of permission to a board authorizing the board to employ a person who is not a member of the Ontario College of Teachers to teach in an elementary or secondary school if the Minister is satisfied that no member is available, but a letter of permission shall be effective only for the period, not exceeding one year, that the Minister may specify.

(3) Paragraph 18 of subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

same

18. prescribing the continuing education courses and classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required.

(4) Paragraph 25 of subsection 11 (1) of the Act is repealed.

(5) Subsection 11 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 11, is further amended by adding the following paragraph:

effect of certificates issued under the Ontario College of Teachers Act, 1996

- 26.1 giving boards directions as to the effect and consequences of,

- i. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being suspended, cancelled or revoked under that Act,
- ii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being subject to terms, conditions or limitations imposed under that Act,
- iii. a certificate issued under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* being of a particular class prescribed under that Act,
- iv. a certificate of qualification that is additional to the certificate of qualification and registration being issued under *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

enseignants de l'Ontario. («continuing education instructor»)

(2) La disposition 10 du paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

permission intérimaire

10. accorder une permission intérimaire à un conseil l'autorisant à employer une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pour enseigner dans une école élémentaire ou secondaire, si le ministre est convaincu qu'aucun membre n'est disponible, mais une telle permission ne vaut que pour la période que le ministre peut préciser, laquelle ne doit pas excéder une année.

(3) La disposition 18 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

18. prescrire les cours et les classes d'éducation permanente pour lesquels l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est requise.

idem

(4) La disposition 25 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée.

(5) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

- 26.1 donner des directives aux conseils quant à l'effet et aux conséquences de ce qui suit :

effet des certificats délivrés en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- i. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est suspendu, annulé ou révoqué en vertu de cette loi,
- ii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* est assorti de conditions ou de restrictions imposées en vertu de cette loi,
- iii. un certificat délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* appartient à une catégorie particulière prescrite par cette loi,
- iv. un certificat de compétence autre que le certificat de compétence et d'inscription est délivré en vertu de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*.

(6) Clauses 11 (9) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) prescribing the fee to be paid to the Ministry for duplicates of Ontario Teacher's Qualifications Record Cards and duplicates of certificates issued under this Act.

(7) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) Where the Ontario College of Teachers has accredited a teacher education program, the Minister may require that a board that operates a public, separate or secondary school shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall provide for the services of any of its teachers under such terms and conditions as may be agreed on between the board and the institution conducting the program and failing agreement in accordance with the schedule of payments to boards, principals and teachers referred to in subsection (2).

(8) Paragraph 12 of subsection 170 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

12. appoint for each school that it operates a principal and an adequate number of teachers, all of whom shall be members of the Ontario College of Teachers.

(9) Subsection 170 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is further amended by adding the following paragraph:

19. do anything that a board is required to do under the *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

(10) Subsection 178(3) of the Act is amended by striking out "holds a certificate of qualification as a teacher" in the third and fourth lines and substituting "is a member of the Ontario College of Teachers".

(11) Section 262 of the Act is repealed and the following substituted:

262. Except as otherwise provided in or under this Act, no person shall be employed in an elementary or secondary school to teach or to perform any duty for which membership in the College is required under this Act unless the person is a member of the Ontario College of Teachers.

(12) Subsection 275 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Les alinéas 11 (9) (b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) fixer les droits que perçoit le ministère pour la fourniture d'un double de la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario et des certificats délivrés en vertu de la présente loi.

(7) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Si l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a agréé un programme de formation des enseignants, le ministre peut exiger du conseil dont relèvent des écoles publiques, séparées ou secondaires qu'il permette que des stages d'observation et d'enseignement pratique se déroulent dans les écoles qu'il administre et qu'il propose les services des enseignantes aux conditions dont il peut convenir avec l'établissement en cause. À défaut d'une telle entente, le barème mentionné au paragraphe (2) s'applique.

(8) La disposition 12 du paragraphe 170 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. nommer pour chaque école qu'il fait fonctionner un directeur d'école et un nombre suffisant d'enseignants qui doivent tous être membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

(9) Le paragraphe 170 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

19. faire tout ce qu'un conseil est tenu de faire aux termes de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

(10) Le paragraphe 178 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «titulaire d'un brevet de compétence» aux quatrième et cinquième lignes, de «membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario».

(11) L'article 262 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

262. Sauf dans les cas prévus par la présente loi ou en vertu de celle-ci, nul ne doit être employé dans une école élémentaire ou secondaire pour y enseigner ou y exercer des fonctions pour lesquelles l'adhésion à l'Ordre est exigée par la présente loi s'il n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

(12) Le paragraphe 275 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Teacher
duplicates

Same

appoint
principal and
teachers

same

Membership
in Ontario
College of
Teachers

droits à
acquitter
pour un
double

Idem

nomination
du directeur
et des ensei-
gnants

idem

Adhésion à
l'Ordre des
enseignantes
et des ensei-
gnants de
l'Ontario

Same

(3) If a teacher fails to comply with the direction of the Board of Reference under section 273, the Executive Committee of the Ontario College of Teachers may suspend the teacher's certificate of qualification and registration for such period as the Executive Committee considers advisable.

PROVINCIAL SCHOOLS NEGOTIATIONS ACT

65. The definition of "teacher" in section 1 of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means a person,

- (a) who is a member of the Ontario College of Teachers, or
- (b) whose appointment as a teacher has been authorized by the Minister of Education, and who is employed in a school under a contract of employment as a teacher. ("enseignant")

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

66. The definition of "teacher" in section 1 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means,

- (a) a person who is a member of the Ontario College of Teachers, or
- (b) a person in respect of whom a letter of permission has been granted under the *Education Act*, and who is employed by a board under a contract of employment as a teacher in the form of contract prescribed by the regulations under the *Education Act*, but does not include a supervisory officer as defined in the *Education Act*, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. ("enseignant")

TEACHING PROFESSION ACT

67. The definition of "teacher" in section 1 of the *Teaching Profession Act* is repealed and the following substituted:

"teacher" means a person who is a member of the Ontario College of Teachers and is under contract in accordance with Part X of

(3) Si l'enseignant ne se conforme pas à la directive de la commission des recours prévue à l'article 273, le bureau de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario peut suspendre le certificat de compétence et d'inscription de l'enseignant pour la période qu'il juge opportune. Idem

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS LES ÉCOLES PROVINCIALES

65. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» S'entend, selon le cas :

- a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,
- b) d'une personne dont le ministre de l'Éducation a autorisé la nomination au poste d'enseignant,

et qui est employée dans une école en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail. («teacher»)

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

66. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» S'entend, selon le cas :

- a) d'une personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario,
- b) d'une personne à l'égard de laquelle une permission intérimaire a été accordée en vertu de la *Loi sur l'éducation*,

et qui est employée par un conseil en qualité d'enseignant en vertu d'un contrat de travail rédigé selon la formule prescrite par les règlements pris en application de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision au sens de la *Loi sur l'éducation*, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

LOI SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE

67. La définition de «enseignant» à l'article 1 de la *Loi sur la profession enseignante* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«enseignant» Personne qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et qui est liée par un contrat

the *Education Act* but does not include a supervisory officer, an instructor in a teacher-training institution or a person employed to teach in a school for a period not exceeding one month. ("enseignant")

PART XIII COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment 68. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title 69. The short title of this Act is the *Ontario College of Teachers Act, 1996*.

conformément à la partie X de la *Loi sur l'éducation*. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision, le professeur d'un établissement de formation des enseignants et la personne employée pour enseigner dans une école pendant un mois au plus. («teacher»)

PARTIE XIII ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

68. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en
vigueur

69. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*. Titre abrégé

NP-2
216
78
-12-8



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 32

**An Act to fix the Indemnities and
Allowances of Members of the
Assembly at the Levels in effect on
March 31, 1996**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

1st Reading March 25, 1996
2nd Reading March 25, 1996
3rd Reading March 25, 1996
Royal Assent

Projet de loi 32

**Loi fixant les indemnités et les
allocations des députés à l'Assemblée
aux niveaux en vigueur le 31 mars
1996**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

1^{re} lecture 25 mars 1996
2^e lecture 25 mars 1996
3^e lecture 25 mars 1996
Sanction royale



An Act to fix the Indemnities and Allowances of Members of the Assembly at the Levels in effect on March 31, 1996

Loi fixant les indemnités et les allocations des députés à l'Assemblée aux niveaux en vigueur le 31 mars 1996

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Indemnities and allowances fixed

1. Despite the *Legislative Assembly Act*, the indemnities and allowances of members of the Assembly shall be fixed at the levels in effect on March 31, 1996 under the motion passed by the Assembly on July 28, 1993.

1. Malgré la *Loi sur l'Assemblée législative*, les indemnités et les allocations des députés à l'Assemblée sont fixées aux niveaux en vigueur le 31 mars 1996 conformément à la motion que l'Assemblée a adoptée le 28 juillet 1993.

Fixation des indemnités et des allocations

Repeal

2. This Act is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

2. La présente loi est abrogée le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Abrogation

Commencement

3. This Act comes into force on April 1, 1996.

3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1996.

Entrée en vigueur

Short title

4. The short title of this Act is the *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996*.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to fix the indemnities and allowances of Members of the Assembly at the levels set out in the motion passed by the Assembly on July 28, 1993.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de fixer les indemnités et les allocations des députés à l'Assemblée aux niveaux précisés dans la motion que l'Assemblée a adoptée le 28 juillet 1993.



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 32

*(Chapter 3
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to fix the Indemnities and
Allowances of Members of the
Assembly at the Levels in effect on
March 31, 1996**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Projet de loi 32

*(Chapitre 3
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi fixant les indemnités et les
allocations des députés à l'Assemblée
aux niveaux en vigueur le 31 mars
1996**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances



1st Reading	March 25, 1996
2nd Reading	March 25, 1996
3rd Reading	March 25, 1996
Royal Assent	March 28, 1996

1 ^{re} lecture	25 mars 1996
2 ^e lecture	25 mars 1996
3 ^e lecture	25 mars 1996
Sanction royale	28 mars 1996



An Act to fix the Indemnities and Allowances of Members of the Assembly at the Levels in effect on March 31, 1996

Loi fixant les indemnités et les allocations des députés à l'Assemblée aux niveaux en vigueur le 31 mars 1996

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Despite the *Legislative Assembly Act*, the indemnities and allowances of members of the Assembly shall be fixed at the levels in effect on March 31, 1996 under the motion passed by the Assembly on July 28, 1993.

2. This Act is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

3. This Act comes into force on April 1, 1996.

4. The short title of this Act is the *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Malgré la *Loi sur l'Assemblée législative*, les indemnités et les allocations des députés à l'Assemblée sont fixées aux niveaux en vigueur le 31 mars 1996 conformément à la motion que l'Assemblée a adoptée le 28 juillet 1993.

2. La présente loi est abrogée le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1996.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée*.

Indemnities and allowances fixed

Fixation des indemnités et des allocations

Repeal

Abrogation

Commencement

Entrée en vigueur

Short title

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 33

**An Act to amend the
Legislative Assembly Act**

Mr. Flaherty

Private Member's Bill

1st Reading March 25, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 33

**Loi modifiant la Loi
sur l'Assemblée législative**

M. Flaherty

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 mars 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Legislative Assembly Act**

**Loi modifiant la Loi
sur l'Assemblée législative**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 61 (1) of the *Legislative Assembly Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 1, is amended by adding at the beginning "Subject to subsection (1.1)".

(2) Section 61 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 1, is amended by adding the following subsection:

(1.1) A member of the Assembly shall not receive any indemnity as a member for a period during which the member is suspended from the service of the Assembly.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is the *Legislative Assembly Amendment Act, 1996*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 61 (1) de la *Loi sur l'Assemblée législative*, tel qu'il est adopté par l'article 1 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (1.1),» au début.

(2) L'article 61 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Un député à l'Assemblée ne doit pas recevoir d'indemnité à titre de député pour la période pendant laquelle il est suspendu du service de l'Assemblée.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur l'Assemblée législative*.

Exception

Commence-
ment

Short title

Exception

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Legislative Assembly Act* to provide that a member of the Assembly shall not receive any indemnity as a member for a period during which the member is suspended from the service of the Assembly.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'Assemblée législative* de sorte qu'un député à l'Assemblée ne puisse recevoir d'indemnité à titre de député pour la période pendant laquelle il est suspendu du service de l'Assemblée.



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 34

An Act to amend the Education Act



The Hon. J. Snobelen

Minister of Education and Training

Projet de loi 34

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

L'honorable J. Snobelen

Ministre de l'Éducation et de la Formation

Government Bill

1st Reading March 28, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 28 mars 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act* in order to accomplish the following:

1. School boards will no longer be required to operate junior kindergartens. See section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II of the Bill.
2. School boards will be able to direct certain adult persons to enrol in continuing education programs rather than in day school programs. See sections 3 and 4 of the Bill.
3. School boards will be permitted to enter into agreements to co-operate with other school boards and with municipalities, hospitals, universities, colleges and other prescribed persons or organizations, for certain purposes. School boards will be required to prepare annual reports on co-operative measures taken in this way. See section 1, subsections 6 (2) and (3) and sections 7 and 8 of the Bill.
4. School boards will be authorized to make equalization payments to the Minister of Finance. See section 9 of the Bill.
5. The provisions of the Act that set out teachers' entitlement to payment in respect of absence from duty because of sickness will be repealed on August 31, 1998. Teachers' entitlement to payment in respect of absence from duty because of sickness may be addressed by collective agreement. See subsection 5 (2) and section 10 of the Bill.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation* aux fins suivantes :

1. Les conseils scolaires ne seront plus tenus de faire fonctionner des maternelles. Voir l'article 2, les paragraphes 5 (1) et (3), le paragraphe 6 (1), l'article 11 et la partie II du projet de loi.
2. Les conseils scolaires pourront ordonner à certains adultes de s'inscrire à des programmes d'éducation permanente plutôt qu'à des programmes scolaires de jour. Voir les articles 3 et 4 du projet de loi.
3. Les conseils scolaires seront autorisés à conclure, à certaines fins, des ententes de collaboration avec d'autres conseils scolaires, des municipalités, des hôpitaux, des universités, des collèges et d'autres personnes ou organismes prescrits. Les conseils scolaires seront tenus de rédiger des rapports annuels sur les mesures de collaboration prises ainsi. Voir l'article 1, les paragraphes 6 (2) et (3) ainsi que les articles 7 et 8 du projet de loi.
4. Les conseils scolaires seront autorisés à faire des paiements de péréquation au ministre des Finances. Voir l'article 9 du projet de loi.
5. Les dispositions de la Loi qui énoncent le droit des enseignants à un paiement s'ils s'absentent de leur poste pour cause de maladie seront abrogées le 31 août 1998. Ce droit peut être prévu dans une convention collective. Voir le paragraphe 5 (2) et l'article 10 du projet de loi.

An Act to amend the Education Act

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I AMENDMENTS TO THE EDUCATION ACT

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION

1. Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59, 1993, chapter 11, section 10 and 1995, chapter 4, section 2, is amended by adding the following paragraph:

1. Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 2 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1995, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

27.1 issue guidelines respecting the form and content of co-operative measures reports under subsection 234 (10).

27.1 donner des lignes directrices relatives à la forme et au contenu des rapports sur les mesures de collaboration prévues au paragraphe 234 (10).

lignes directrices relatives aux rapports sur les mesures de collaboration

2. Subsections 34 (2.1) and (2.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 14, are repealed.

2. Les paragraphes 34 (2.1) et (2.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 14 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

3. Subsection 40 (4) of the Act is amended by adding "but subject to section 49.2" after "special Act" in the first line.

3. Le paragraphe 40 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «mais sous réserve de l'article 49.2,» après «particulière,» à la deuxième ligne.

4. The Act is amended by adding the following section:

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

49.2 (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a board may direct a person described in subsection (2) who is enrolled in or seeks to be admitted to a secondary school operated by the board to enrol in a continuing education course or class operated by the board in which the person may earn a credit.

49.2 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), un conseil peut ordonner qu'une personne visée au paragraphe (2) qui est inscrite ou qui cherche à être admise à une école secondaire qui relève du conseil s'inscrive à un cours ou à une classe d'éducation permanente relevant du conseil dans lequel elle peut obtenir un crédit.

Adultes

(2) Subsection (1) applies to,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes :

Idem

(a) a person who has attended one or more secondary schools for a total of seven or more school years;

a) les personnes qui ont fréquenté une ou plusieurs écoles secondaires pendant au moins sept années scolaires au total;

guidelines respecting co-operative measures reports

Adult persons

Same

(b) a person who did not attend secondary school for a total of four or more school years beginning after the end of the calendar year in which the person attained the age of 16 years; or

(c) a person in respect of whom funding for a board is calculated in accordance with the regulations made under subsection 11 (3) on the same basis as funding in respect of a person enrolled in a continuing education course or class.

Same

(3) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a person who has been directed in accordance with this section to enrol in a continuing education course or class does not have a right under this Act to attend or to be admitted to any class or course provided by the board that is not a continuing education course or class.

Exception: person requires particular course

(4) Where a person must take a subject for a purpose listed in subsection (6) and the board does not offer a course in the required subject as part of its continuing education courses and classes but does offer a course in the required subject in its secondary school day program, the person is entitled to enrol in the day program course in the required subject.

Same

(5) Subsection (4) applies only to persons who, but for subsections (1) and (3), would be entitled to enrol in the day program course offered by the board in the required subject.

Same

(6) The following are the purposes referred to in subsection (4):

1. To qualify for an Ontario secondary school diploma.
2. To qualify for admission to a university or college of applied arts and technology.
3. To enter a trade, profession or calling.

Exceptional pupils

(7) This section does not apply to,

(a) a person who is identified under this Act as an exceptional pupil and in respect of whom there is a recommendation by a Special Education Identification, Placement and Review Com-

(b) les personnes qui n'ont pas fréquenté d'école secondaire pendant au moins quatre années scolaires au total après la fin de l'année civile au cours de laquelle elles ont atteint l'âge de 16 ans;

(c) les personnes à l'égard desquelles le financement versé au conseil est calculé conformément aux règlements pris en application du paragraphe 11 (3) de la même manière que l'est le financement visant les personnes inscrites à des cours ou à des classes d'éducation permanente.

Idem

(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), la personne à qui il a été ordonné, conformément au présent article, de s'inscrire à une classe ou à un cours d'éducation permanente n'a pas le droit, en vertu de la présente loi, de fréquenter une classe ou de suivre un cours qui est offert par le conseil et qui n'est pas une classe ou un cours d'éducation permanente, ni d'y être admis.

(4) Si la personne doit suivre des cours dans une matière à l'une ou l'autre des fins mentionnées au paragraphe (6) et que le conseil n'offre pas de cours dans la matière requise dans le cadre de ses cours et classes d'éducation permanente, mais qu'il en offre un dans son programme de jour d'école secondaire, elle a le droit de s'inscrire au cours du programme de jour dans la matière requise.

Exception : cas où une personne a besoin d'un cours particulier

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique qu'aux personnes qui, sans les paragraphes (1) et (3), auraient le droit de s'inscrire à un cours de programme de jour offert par le conseil dans la matière requise.

Idem

(6) Les fins visées au paragraphe (4) sont les suivantes :

Idem

1. Satisfaire aux exigences requises pour obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario.
2. Satisfaire aux exigences requises pour être admis à une université ou à un collège d'arts appliqués et de technologie.
3. Être membre d'un corps de métier ou d'une profession.

(7) Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes :

Élèves en difficulté

(a) les personnes qui sont identifiées à titre d'élèves en difficulté en vertu de la présente loi et qu'un comité d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté

mittee for placement in a day school program; or

- (b) a person who is a member of a class of persons prescribed under subsection (8).

Regulations

(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing classes of persons for the purposes of clause (7) (b).

Classes

(9) A class prescribed under subsection (8) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member.

5. (1) Paragraph 6.2 of subsection 170 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is repealed.

(2) Paragraph 17 of subsection 170 (1) of the Act is amended by adding "where applicable" at the beginning.

(3) Subsections 170 (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, are repealed and the following substituted:

(2) Paragraph 6.1 of subsection (1) does not apply to the board of a secondary school district established under section 67.

6. (1) Paragraph 15 of subsection 171 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 31, is repealed and the following substituted:

15. operate junior kindergartens.

(2) Paragraph 50 of subsection 171 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, is repealed.

(3) Subsections 171 (4) and (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, are repealed.

7. Section 171.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 45, is repealed and the following substituted:

171.1 (1) In this section,

"board" includes The Metropolitan Toronto School Board; ("conseil")

"college" means a board of governors of a college of applied arts and technology established in accordance with section 5 of

a recommandé de placer dans un programme scolaire de jour;

- b) les personnes qui sont membres d'une catégorie de personnes prescrite en vertu du paragraphe (8).

(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa (7) b).

(9) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (8) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure.

5. (1) La disposition 6.2 du paragraphe 170 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.

(2) La disposition 17 du paragraphe 170 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de «s'il y a lieu,» au début de la disposition.

(3) Les paragraphes 170 (2) et (3) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) La disposition 6.1 du paragraphe (1) ne s'applique pas au conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.

6. (1) La disposition 15 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 31 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15. faire fonctionner des maternelles.

(2) La disposition 50 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.

(3) Les paragraphes 171 (4) et (5) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

7. L'article 171.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 45 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

171.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«collège» Le conseil d'administration d'un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert conformément à l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. («college»)

junior kindergartens

Definitions

Règlements

Catégories

Districts d'écoles secondaires créés en vertu de l'art. 67

maternelles

Définitions

the *Ministry of Colleges and Universities Act*; ("collège")

"hospital" has the same meaning as "board" in section 1 of the *Public Hospitals Act*; ("hôpital")

"municipality" includes a county, a regional, district or metropolitan municipality and the County of Oxford; ("municipalité")

"university" means a degree granting institution as authorized by section 3 of the *Degree Granting Act*. ("université")

«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board»)

«hôpital» S'entend au sens de «conseil» à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux publics*. («hospital»)

«municipalité» S'entend notamment d'un comté, d'une municipalité de communauté urbaine, d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«université» Établissement qui attribue des grades universitaires et qui est autorisé par l'article 3 de la *Loi sur l'attribution de grades universitaires*. («university»)

Agreements
to co-operate

(2) A board may enter into an agreement with another board or with a municipality, hospital, university or college for one or more of the following purposes:

1. The joint provision or use of transportation services.
2. The joint provision or use of administrative support services or operational support services.
3. The joint provision or use of support services for educational programs.
4. The joint provision or use of equipment or facilities for administrative or operational purposes.
5. The joint investment of funds.
6. A purpose prescribed under clause (5) (a).

Same

(3) A board may enter into an agreement with any class of persons or organizations prescribed under clause (5) (b) for any purpose prescribed in connection with the class of persons or organizations under clause (5) (c).

Limitation re
joint invest-
ment agree-
ments

(4) No agreement entered into under this section for the joint investment of funds may affect an education development charges account, as defined in subsection 29 (1) of the *Development Charges Act*, or provide for investment by a board that is not permitted by paragraphs 19, 20 and 21 of subsection 171 (1).

Regulations

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing purposes for the purpose of paragraph 6 of subsection (2);

Ententes de
collaboration

(2) Un conseil peut conclure une entente avec un autre conseil, une municipalité, un hôpital, une université ou un collège à l'une ou à plusieurs des fins suivantes :

1. Fournir ou utiliser conjointement des services de transport.
2. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien administratif ou des services de soutien au fonctionnement.
3. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien relatifs à des programmes d'éducation.
4. Fournir ou utiliser conjointement de l'équipement ou des installations à des fins d'administration ou de fonctionnement.
5. Placer conjointement des fonds.
6. Une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) a).

Idem

(3) Un conseil peut conclure une entente avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa (5) b) à une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) c) en rapport avec cette catégorie.

Restriction
relative aux
ententes de
placement
conjoint

(4) Aucune entente de placement conjoint de fonds conclue en vertu du présent article ne peut avoir d'incidence sur un compte de redevances d'exploitation relatives à l'éducation au sens du paragraphe 29 (1) de la *Loi sur les redevances d'exploitation*, ni prévoir qu'un conseil puisse faire un placement qui n'est pas permis par les dispositions 19, 20 et 21 du paragraphe 171 (1).

Règlements

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des fins pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (2);

- (b) prescribing classes of persons and organizations for the purpose of subsection (3);
- (c) prescribing, in connection with any class of persons or organizations prescribed under clause (b), any of the purposes mentioned in paragraphs 1 to 5 of subsection (2) or prescribed under clause (a).

Classes

(6) A class prescribed under subsection (5) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member.

Interpretation

(7) This section shall not be interpreted to authorize a board or any other person to acquire, provide or use any thing or service that it would not otherwise be authorized to acquire, provide or use.

Conflict

(8) Where a board is permitted to do a thing by or under this section as well as by or under another provision of this or any other Act, any conditions or requirements set out by or under the other provision that relate in any way to the doing of the thing must be complied with.

8. (1) Subsection 234 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) The treasurer of every board in every year shall, within one month after receiving the auditor's report on the financial statements of the board, cause to be published or to be mailed or delivered to each ratepayer,

Publication: financial statements, co-operative measures report

- (a) a copy of the financial statements of the board for the preceding year in such form as the Minister may prescribe, together with a copy of the report of the auditor; and
- (b) a copy of the co-operative measures report prepared under subsection (10) in respect of the year covered by the financial statements.

(2) Subsection 234 (8) of the Act is amended by striking out "report" in the fifth line and substituting "reports".

(3) Section 234 of the Act is amended by adding the following subsections:

(10) The treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report in respect of every year and shall submit a copy of the report to the Ministry at the same time that it submits copies of the financial state-

Co-operative measures report

- b) prescrire des catégories de personnes et d'organismes pour l'application du paragraphe (3);
- c) prescrire, en rapport avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa b), les fins mentionnées aux dispositions 1 à 5 du paragraphe (2) ou prescrites en vertu de l'alinéa a).

Catégories

(6) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (5) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure.

Interpretation

(7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser quiconque, notamment un conseil, à acquérir, à fournir ou à utiliser une chose ou un service qu'il ne serait pas par ailleurs autorisé à acquérir, à fournir ou à utiliser.

Incompatibilité

(8) Lorsqu'un conseil est autorisé à accomplir un acte par le présent article et par une autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi, ou en application de ceux-ci, les conditions ou exigences énoncées par cette autre disposition ou en application de celle-ci qui se rapportent de quelque manière que ce soit à l'accomplissement de cet acte doivent être observées.

8. (1) Le paragraphe 234 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Chaque année, dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport du vérificateur sur les états financiers du conseil, le trésorier de chacun des conseils fait publier ou fait envoyer par la poste ou remettre à chaque contribuable :

Publication des états financiers et des rapports sur les mesures de collaboration

- a) d'une part, une copie des états financiers du conseil pour l'année précédente selon la forme que prescrit le ministre, ainsi qu'une copie du rapport du vérificateur;
- b) d'autre part, une copie du rapport sur les mesures de collaboration rédigé aux termes du paragraphe (10) pour l'année visée par les états financiers.

(2) Le paragraphe 234 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les rapports» à «le rapport» aux cinquième et sixième lignes.

(3) L'article 234 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(10) Le trésorier de chacun des conseils rédige un rapport sur les mesures de collaboration pour chaque année et en remet une copie au ministère en même temps qu'il lui remet des copies des états financiers et du

Rapport sur les mesures de collaboration

ments and auditor's report in respect of the year under subsection (9).

Same

(11) A report under subsection (10) shall be prepared in accordance with any guidelines issued under paragraph 27.1 of subsection 8 (1) and shall include,

- (a) a description of co-operative measures initiated by the board during the year under section 171.1;
- (b) an estimate of savings achieved by the board during the year as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (c) a projection of savings to be achieved by the board in future years as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (d) a description of co-operative measures that the board is considering taking under section 171.1;
- (e) a description of co-operative measures permitted under section 171.1 that the board considered during the year but decided not to take;
- (f) reasons for any decision described under clause (e).

Transition

(12) In respect of the year in which subsection (10) comes into force, the treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report under subsection (10) for the period beginning on the day subsection (10) comes into force and ending at the end of the year.

9. The Act is amended by adding the following section:

Definition

257.2 (1) In this section,

“board” includes The Metropolitan Toronto School Board but does not include a board of education for an area municipality in The Municipality of Metropolitan Toronto.

Equalization payments

(2) A board may make an equalization payment to the Minister of Finance in respect of a year in an amount that does not exceed the lesser of,

- (a) the difference between zero and the amount calculated under the regulations as the legislative grant payable to

rapport du vérificateur pour l'année aux termes du paragraphe (9).

(11) Le rapport prévu au paragraphe (10) est rédigé conformément aux lignes directrices données en vertu de la disposition 27.1 du paragraphe 8 (1) et comprend ce qui suit :

Idem

- a) la description des mesures de collaboration que le conseil a commencé à mettre en oeuvre au cours de l'année en vertu de l'article 171.1;
- b) le montant estimatif des économies que le conseil a réalisées au cours de l'année par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- c) le montant estimatif des économies que le conseil réalisera au cours des années ultérieures par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- d) la description des mesures de collaboration que le conseil envisage de prendre en vertu de l'article 171.1;
- e) la description des mesures de collaboration permises en vertu de l'article 171.1 que le conseil a envisagées au cours de l'année, mais qu'il a décidé de ne pas prendre;
- f) les motifs des décisions visées à l'alinéa e).

(12) Pour l'année au cours de laquelle le paragraphe (10) entre en vigueur, le trésorier de chacun des conseils rédige le rapport sur les mesures de collaboration prévu au paragraphe (10) pour la période qui commence le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (10) et qui se termine à la fin de l'année.

Disposition transitoire

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

257.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. Est toutefois exclu de la présente définition le conseil de l'éducation d'une municipalité de secteur de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.

(2) Un conseil peut, pour une année, faire au ministre des Finances un paiement de péréquation d'un montant qui n'est pas supérieur au moindre des montants suivants :

Paiements de péréquation

- a) la différence entre zéro et le montant calculé aux termes des règlements comme étant la subvention générale

the board for the year, where the amount is a negative amount; and

- (b) the amount specified for the board in respect of the year in a regulation made under subsection (3).

Regulations

- (3) The Minister may make regulations specifying amounts for the purposes of clause (2) (b).

Application of subsection (2): negative grant boards

- (4) Subsection (2) applies to a board only where the amount of the legislative grant payable to the board for a year is a negative amount.

Time of calculation of grant

- (5) For the purposes of subsection (2), the amount of the legislative grant payable to a board for a year shall be calculated as of the time the payment is made by the board to the Minister of Finance.

Deemed purpose

- (6) An equalization payment made in accordance with this section shall be deemed to be a sum required for a public school or secondary school purpose within the meaning of subsection 236 (1).

10. (1) Subsection 260 (1) of the Act is amended on August 31, 1998 by striking out “subsections (3) to (6)” in the second line and substituting “subsections (5) and (6)”.

(2) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective agreements

- (1.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, subsection (1) is subject to any provision in a collective agreement entitling a teacher to payment in respect of absence from duty on account of his or her sickness.

(3) Subsections 260 (3) and (4) of the Act are repealed on August 31, 1998.

(4) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective agreements

- (4.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, a collective agreement may include provisions that conflict with subsection (3) or (4) and, in the event of such conflict, the provisions of the collective agreement prevail.

(5) Subsection 260 (4.1) of the Act, as enacted by subsection (4), is repealed on August 31, 1998.

11. (1) Paragraph 4 of subsection 318 (1) of the Act is revoked and the following substituted:

4. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior

payable au conseil pour l'année, si le montant est négatif;

- b) le montant précisé à l'égard du conseil pour l'année dans un règlement pris en application du paragraphe (3).

Règlements

- (3) Le ministre peut, par règlement, préciser des montants pour l'application de l'alinéa (2) b).

- (4) Le paragraphe (2) ne s'applique au conseil que si le montant de la subvention générale qui lui est payable pour une année est négatif.

Application du par. (2) : subventions négatives

- (5) Pour l'application du paragraphe (2), le montant de la subvention générale payable au conseil pour une année est calculé au jour où le conseil fait le paiement au ministre des Finances.

Moment du calcul de la subvention

- (6) Un paiement de péréquation fait conformément au présent article est réputé une somme nécessaire aux fins des écoles publiques ou des écoles secondaires au sens du paragraphe 236 (1).

Paiement réputé un paiement à une fin

10. (1) Le paragraphe 260 (1) de la Loi est modifié le 31 août 1998 par substitution de «paragraphe (5) et (6)» à «paragraphe (3) à (6)» à la deuxième ligne.

(2) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conventions collectives

- (1.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, l'application du paragraphe (1) est assujettie à toute disposition d'une convention collective qui donne à l'enseignant le droit à un paiement s'il est absent de son poste pour cause de maladie.

(3) Les paragraphes 260 (3) et (4) de la Loi sont abrogés le 31 août 1998.

(4) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conventions collectives

- (4.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, une convention collective peut comprendre des dispositions incompatibles avec le paragraphe (3) ou (4). Le cas échéant, les dispositions de la convention collective l'emportent.

(5) Le paragraphe 260 (4.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (4), est abrogé le 31 août 1998.

11. (1) La disposition 4 du paragraphe 318 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. La planification, la création, la mise en oeuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une

kindergarten, for pupils enrolled in a French-language instructional unit.

(2) Paragraph 3 of subsection 318 (2) of the Act is revoked and the following substituted:

3. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior kindergarten, for pupils enrolled in a school or class that is not a French-language instructional unit.

PART II AMENDMENTS TO S.O. 1993, c. 11

12. (1) Subsection 14 (3) of the *Education Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

(2) Subsection 30 (5) of the Act is repealed.

(3) Subsection 31 (2) of the Act is repealed.

PART III COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

13. (1) This Act, except section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II, comes into force on Royal Assent.

(2) Section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II of this Act come into force on July 1, 1996.

14. The short title of this Act is the *Education Amendment Act, 1996*.

maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.

(2) La disposition 3 du paragraphe 318 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La planification, la création, la mise en oeuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans une école ou une classe qui n'est pas un module scolaire de langue française.

PARTIE II MODIFICATION DU CHAP. 11 DES L.O. DE 1993

12. (1) Le paragraphe 14 (3) de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne l'éducation* est abrogé.

(2) Le paragraphe 30 (5) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est abrogé.

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

13. (1) La présente loi, à l'exception de l'article 2, des paragraphes 5 (1) et (3), du paragraphe 6 (1), de l'article 11 et de la partie II, entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L'article 2, les paragraphes 5 (1) et (3), le paragraphe 6 (1), l'article 11 et la partie II de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur l'éducation*.

Commence-
ment

Same

Short title

Entrée en
vigueur

Idem

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 34

An Act to amend the Education Act

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Government Bill

1st Reading March 28, 1996
2nd Reading April 23, 1996
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Social Development
Committee and as reported to the Legislative
Assembly May 29, 1996)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

Projet de loi 34

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 28 mars 1996
2^e lecture 23 avril 1996
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 29 mai 1996)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act* in order to accomplish the following:

1. School boards will no longer be required to operate junior kindergartens. See section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II of the Bill.
2. School boards will be able to direct certain adult persons to enrol in continuing education programs rather than in day school programs. See sections 3 and 4 of the Bill.
3. School boards will be permitted to enter into agreements to co-operate with other school boards and with municipalities, hospitals, universities, colleges and other prescribed persons or organizations, for certain purposes. School boards will be required to prepare annual reports on co-operative measures taken in this way. See section 1, subsections 6 (2) and (3) and sections 7 and 8 of the Bill.
4. School boards will be authorized to make equalization contributions. See section 9 of the Bill.
5. The provisions of the Act that set out teachers' entitlement to payment in respect of absence from duty because of sickness will be repealed on August 31, 1998. Teachers' entitlement to payment in respect of absence from duty because of sickness may be addressed by collective agreement. See subsection 5 (2) and section 10 of the Bill.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation* aux fins suivantes :

1. Les conseils scolaires ne seront plus tenus de faire fonctionner des maternelles. Voir l'article 2, les paragraphes 5 (1) et (3), le paragraphe 6 (1), l'article 11 et la partie II du projet de loi.
2. Les conseils scolaires pourront ordonner à certains adultes de s'inscrire à des programmes d'éducation permanente plutôt qu'à des programmes scolaires de jour. Voir les articles 3 et 4 du projet de loi.
3. Les conseils scolaires seront autorisés à conclure, à certaines fins, des ententes de collaboration avec d'autres conseils scolaires, des municipalités, des hôpitaux, des universités, des collèges et d'autres personnes ou organismes prescrits. Les conseils scolaires seront tenus de rédiger des rapports annuels sur les mesures de collaboration prises ainsi. Voir l'article 1, les paragraphes 6 (2) et (3) ainsi que les articles 7 et 8 du projet de loi.
4. Les conseils scolaires seront autorisés à faire des contributions de péréquation. Voir l'article 9 du projet de loi.
5. Les dispositions de la Loi qui énoncent le droit des enseignants à un paiement s'ils s'absentent de leur poste pour cause de maladie seront abrogées le 31 août 1998. Ce droit peut être prévu dans une convention collective. Voir le paragraphe 5 (2) et l'article 10 du projet de loi.

An Act to amend the Education Act

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I
AMENDMENTS TO THE EDUCATION
ACT

1. Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59, 1993, chapter 11, section 10 and 1995, chapter 4, section 2, is amended by adding the following paragraph:

guidelines
respecting
co-operative
measures
reports

27.1 issue guidelines respecting the form and content of co-operative measures reports under subsection 234 (10).

2. Subsections 34 (2.1) and (2.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 14, are repealed.

3. Subsection 40 (4) of the Act is amended by adding "but subject to section 49.2" after "special Act" in the first line.

4. The Act is amended by adding the following section:

Adult
persons

49.2 (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a board may direct a person described in subsection (2) who is enrolled in or seeks to be admitted to a secondary school operated by the board to enrol in a continuing education course or class operated by the board in which the person may earn a credit.

Same

(2) Subsection (1) applies to,

- (a) a person who has attended one or more secondary schools for a total of seven or more school years;
- (b) a person who did not attend secondary school for a total of four or more school

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ÉDUCATION

1. Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 2 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1995, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

27.1 donner des lignes directrices relatives à la forme et au contenu des rapports sur les mesures de collaboration prévus au paragraphe 234 (10).

lignes direc-
trices rela-
tives aux
rapports sur
les mesures
de collabora-
tion

2. Les paragraphes 34 (2.1) et (2.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 14 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

3. Le paragraphe 40 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «mais sous réserve de l'article 49.2.» après «particulière.» à la deuxième ligne.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

49.2 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), un conseil peut ordonner qu'une personne visée au paragraphe (2) qui est inscrite ou qui cherche à être admise à une école secondaire qui relève du conseil s'inscrive à un cours ou à une classe d'éducation permanente relevant du conseil dans lequel elle peut obtenir un crédit.

Adultes

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes :

Idem

- a) les personnes qui ont fréquenté une ou plusieurs écoles secondaires pendant au moins sept années scolaires au total;
- b) les personnes qui n'ont pas fréquenté d'école secondaire pendant au moins

years beginning after the end of the calendar year in which the person attained the age of 16 years; or

- (c) a person in respect of whom funding for a board is calculated in accordance with the regulations made under subsection 11 (3) on the same basis as funding in respect of a person enrolled in a continuing education course or class.

Same

(3) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a person who has been directed in accordance with this section to enrol in a continuing education course or class does not have a right under this Act to attend or to be admitted to any class or course provided by the board that is not a continuing education course or class.

Exception: person requires particular course

(4) Where a person must take a subject for a purpose listed in subsection (6) and the board does not offer a course in the required subject as part of its continuing education courses and classes but does offer a course in the required subject in its secondary school day program, the person is entitled to enrol in the day program course in the required subject.

Same

(5) Subsection (4) applies only to persons who, but for subsections (1) and (3), would be entitled to enrol in the day program course offered by the board in the required subject.

Same

(6) The following are the purposes referred to in subsection (4):

1. To qualify for an Ontario secondary school diploma.
2. To qualify for admission to a university or college of applied arts and technology.
3. To enter a trade, profession or calling.

Exceptional pupils

(7) This section does not apply to,

- (a) a person who is identified under this Act as an exceptional pupil and in respect of whom there is a recommendation by a Special Education Identification, Placement and Review Committee for placement in a day school program; or
- (b) a person who is a member of a class of persons prescribed under subsection (8).

quatre années scolaires au total après la fin de l'année civile au cours de laquelle elles ont atteint l'âge de 16 ans;

- c) les personnes à l'égard desquelles le financement versé au conseil est calculé conformément aux règlements pris en application du paragraphe 11 (3) de la même manière que l'est le financement visant les personnes inscrites à des cours ou à des classes d'éducation permanente.

Idem

(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), la personne à qui il a été ordonné, conformément au présent article, de s'inscrire à une classe ou à un cours d'éducation permanente n'a pas le droit, en vertu de la présente loi, de fréquenter une classe ou de suivre un cours qui est offert par le conseil et qui n'est pas une classe ou un cours d'éducation permanente, ni d'y être admis.

(4) Si la personne doit suivre des cours dans une matière à l'une ou l'autre des fins mentionnées au paragraphe (6) et que le conseil n'offre pas de cours dans la matière requise dans le cadre de ses cours et classes d'éducation permanente, mais qu'il en offre un dans son programme de jour d'école secondaire, elle a le droit de s'inscrire au cours du programme de jour dans la matière requise.

Exception : cas où une personne a besoin d'un cours particulier

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique qu'aux personnes qui, sans les paragraphes (1) et (3), auraient le droit de s'inscrire à un cours de programme de jour offert par le conseil dans la matière requise.

Idem

(6) Les fins visées au paragraphe (4) sont les suivantes :

Idem

1. Satisfaire aux exigences requises pour obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario.
2. Satisfaire aux exigences requises pour être admis à une université ou à un collège d'arts appliqués et de technologie.
3. Être membre d'un corps de métier ou d'une profession.

(7) Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes :

Élèves en difficulté

- a) les personnes qui sont identifiées à titre d'élèves en difficulté en vertu de la présente loi et qu'un comité d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté a recommandé de placer dans un programme scolaire de jour;
- b) les personnes qui sont membres d'une catégorie de personnes prescrite en vertu du paragraphe (8).

Regulations	(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing classes of persons for the purposes of clause (7) (b).	(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa (7) b).	Règlements
Classes	(9) A class prescribed under subsection (8) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member.	(9) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (8) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure.	Catégories
	5. (1) Paragraph 6.2 of subsection 170 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is repealed.	5. (1) La disposition 6.2 du paragraphe 170 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.	
	(2) Paragraph 17 of subsection 170 (1) of the Act is amended by adding "where applicable" at the beginning.	(2) La disposition 17 du paragraphe 170 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de «s'il y a lieu,» au début de la disposition.	
	(3) Subsections 170 (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, are repealed and the following substituted:	(3) Les paragraphes 170 (2) et (3) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
S. 67 school districts	(2) Paragraph 6.1 of subsection (1) does not apply to the board of a secondary school district established under section 67.	(2) La disposition 6.1 du paragraphe (1) ne s'applique pas au conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.	Districts d'écoles secondaires créés en vertu de l'art. 67
	6. (1) Paragraph 15 of subsection 171 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 31, is repealed and the following substituted:	6. (1) La disposition 15 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 31 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :	
junior kindergartens	15. operate junior kindergartens.	15. faire fonctionner des maternelles.	maternelles
	(2) Paragraph 50 of subsection 171 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, is repealed.	(2) La disposition 50 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.	
	(3) Subsections 171 (4) and (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, are repealed.	(3) Les paragraphes 171 (4) et (5) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.	
	7. Section 171.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 45, is repealed and the following substituted:	7. L'article 171.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 45 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Definitions	171.1 (1) In this section,	171.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
	"board" includes The Metropolitan Toronto School Board; («conseil»)	«collège» Le conseil d'administration d'un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère des Collèges et Universités</i> . («college»)	
	"college" means a board of governors of a college of applied arts and technology established in accordance with section 5 of the <i>Ministry of Colleges and Universities Act</i> ; («collège»)	«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board»)	
	"hospital" has the same meaning as "board" in section 1 of the <i>Public Hospitals Act</i> ; («hôpital»)	«hôpital» S'entend au sens de «conseil» à l'article 1 de la <i>Loi sur les hôpitaux publics</i> . («hospital»)	

“municipality” includes a county, a regional, district or metropolitan municipality and the County of Oxford; («municipalité»)

“university” means a degree granting institution as authorized by section 3 of the *Degree Granting Act*. («université»)

Agreements to co-operate

(2) A board may enter into an agreement with another board or with a municipality, hospital, university or college for one or more of the following purposes:

1. The joint provision or use of transportation services.
2. The joint provision or use of administrative support services or operational support services.
3. The joint provision or use of support services for educational programs.
4. The joint provision or use of equipment or facilities for administrative or operational purposes.
5. The joint investment of funds.
6. A purpose prescribed under clause (5) (a).

Same

(3) A board may enter into an agreement with any class of persons or organizations prescribed under clause (5) (b) for any purpose prescribed in connection with the class of persons or organizations under clause (5) (c).

Limitation re joint investment agreements

(4) No agreement entered into under this section for the joint investment of funds may affect an education development charges account, as defined in subsection 29 (1) of the *Development Charges Act*, or provide for investment by a board that is not permitted by paragraphs 19, 20 and 21 of subsection 171 (1).

Regulations

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing purposes for the purpose of paragraph 6 of subsection (2);
- (b) prescribing classes of persons and organizations for the purpose of subsection (3);
- (c) prescribing, in connection with any class of persons or organizations prescribed under clause (b), any of the purposes mentioned in paragraphs 1 to 5 of subsection (2) or prescribed under clause (a).

«municipalité» S'entend notamment d'un comté, d'une municipalité de communauté urbaine, d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«université» Établissement qui attribue des grades universitaires et qui est autorisé par l'article 3 de la *Loi sur l'attribution de grades universitaires*. («university»)

(2) Un conseil peut conclure une entente avec un autre conseil, une municipalité, un hôpital, une université ou un collège à l'une ou à plusieurs des fins suivantes :

1. Fournir ou utiliser conjointement des services de transport.
2. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien administratif ou des services de soutien au fonctionnement.
3. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien relatifs à des programmes d'éducation.
4. Fournir ou utiliser conjointement de l'équipement ou des installations à des fins d'administration ou de fonctionnement.
5. Placer conjointement des fonds.
6. Une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) a).

Ententes de collaboration

(3) Un conseil peut conclure une entente avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa (5) b) à une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) c) en rapport avec cette catégorie.

Idem

(4) Aucune entente de placement conjoint de fonds conclue en vertu du présent article ne peut avoir d'incidence sur un compte de redevances d'exploitation relatives à l'éducation au sens du paragraphe 29 (1) de la *Loi sur les redevances d'exploitation*, ni prévoir qu'un conseil puisse faire un placement qui n'est pas permis par les dispositions 19, 20 et 21 du paragraphe 171 (1).

Restriction relative aux ententes de placement conjoint

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire des fins pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (2);
- b) prescrire des catégories de personnes et d'organismes pour l'application du paragraphe (3);
- c) prescrire, en rapport avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa b), les fins mentionnées aux dispositions 1 à 5 du paragraphe (2) ou prescrites en vertu de l'alinéa a).

Classes	(6) A class prescribed under subsection (5) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member.	Catégories	(6) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (5) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure.
Interpretation	(7) This section shall not be interpreted to authorize a board or any other person to acquire, provide or use any thing or service that it would not otherwise be authorized to acquire, provide or use.	Interprétation	(7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser quiconque, notamment un conseil, à acquérir, à fournir ou à utiliser une chose ou un service qu'il ne serait pas par ailleurs autorisé à acquérir, à fournir ou à utiliser.
Conflict	(8) Where a board is permitted to do a thing by or under this section as well as by or under another provision of this or any other Act, any conditions or requirements set out by or under the other provision that relate in any way to the doing of the thing must be complied with.	Incompatibilité	(8) Lorsqu'un conseil est autorisé à accomplir un acte par le présent article et par une autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi, ou en application de ceux-ci, les conditions ou exigences énoncées par cette autre disposition ou en application de celle-ci qui se rapportent de quelque manière que ce soit à l'accomplissement de cet acte doivent être observées.
Publication: financial statements, co-operative measures report	8. (1) Subsection 234 (7) of the Act is repealed and the following substituted: (7) The treasurer of every board in every year shall, within one month after receiving the auditor's report on the financial statements of the board, cause to be published or to be mailed or delivered to each ratepayer, (a) a copy of the financial statements of the board for the preceding year in such form as the Minister may prescribe, together with a copy of the report of the auditor; and (b) a copy of the co-operative measures report prepared under subsection (10) in respect of the year covered by the financial statements.		8. (1) Le paragraphe 234 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : (7) Chaque année, dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport du vérificateur sur les états financiers du conseil, le trésorier de chacun des conseils fait publier ou fait envoyer par la poste ou remettre à chaque contribuable : (a) d'une part, une copie des états financiers du conseil pour l'année précédente selon la forme que prescrit le ministre, ainsi qu'une copie du rapport du vérificateur; (b) d'autre part, une copie du rapport sur les mesures de collaboration rédigé aux termes du paragraphe (10) pour l'année visée par les états financiers.
Co-operative measures report	(2) Subsection 234 (8) of the Act is amended by striking out "report" in the fifth line and substituting "reports". (3) Section 234 of the Act is amended by adding the following subsections: (10) The treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report in respect of every year and shall submit a copy of the report to the Ministry at the same time that it submits copies of the financial statements and auditor's report in respect of the year under subsection (9). (11) A report under subsection (10) shall be prepared in accordance with any guidelines issued under paragraph 27.1 of subsection 8 (1) and shall include, (a) a description of co-operative measures initiated by the board during the year under section 171.1;		(2) Le paragraphe 234 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les rapports» à «le rapport» aux cinquième et sixième lignes. (3) L'article 234 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants : (10) Le trésorier de chacun des conseils rédige un rapport sur les mesures de collaboration pour chaque année et en remet une copie au ministère en même temps qu'il lui remet des copies des états financiers et du rapport du vérificateur pour l'année aux termes du paragraphe (9). (11) Le rapport prévu au paragraphe (10) est rédigé conformément aux lignes directrices données en vertu de la disposition 27.1 du paragraphe 8 (1) et comprend ce qui suit : (a) la description des mesures de collaboration que le conseil a commencé à mettre en œuvre au cours de l'année en vertu de l'article 171.1;
Same		Idem	

- (b) an estimate of savings achieved by the board during the year as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (c) a projection of savings to be achieved by the board in future years as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (d) a description of co-operative measures that the board is considering taking under section 171.1;
- (e) a description of co-operative measures permitted under section 171.1 that the board considered during the year but decided not to take;
- (f) reasons for any decision described under clause (e).

Transition

(12) In respect of the year in which subsection (10) comes into force, the treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report under subsection (10) for the period beginning on the day subsection (10) comes into force and ending at the end of the year.

9. The Act is amended by adding the following section:

Definition

257.2 (1) In this section,

“board” includes The Metropolitan Toronto School Board but does not include a board of education for an area municipality in The Municipality of Metropolitan Toronto.

Agreements:
equalization
contributions

(2) A board may enter into an agreement with the Minister to make an equalization contribution in respect of a year in an amount that does not exceed the lesser of,

- (a) the difference between zero and the amount calculated under the regulations as the legislative grant payable to the board for the year, where the amount is a negative amount; and
- (b) the amount specified for the board in respect of the year in a regulation made under subsection (3).

Regulations

(3) The Minister may make regulations specifying amounts for the purposes of clause (2) (b).

Application
of subsection
(2): negative
grant boards

(4) Subsection (2) applies to a board only where the amount of the legislative grant pay-

- b) le montant estimatif des économies que le conseil a réalisées au cours de l'année par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- c) le montant estimatif des économies que le conseil réalisera au cours des années ultérieures par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- d) la description des mesures de collaboration que le conseil envisage de prendre en vertu de l'article 171.1;
- e) la description des mesures de collaboration permises en vertu de l'article 171.1 que le conseil a envisagées au cours de l'année, mais qu'il a décidé de ne pas prendre;
- f) les motifs des décisions visées à l'alinéa e).

(12) Pour l'année au cours de laquelle le paragraphe (10) entre en vigueur, le trésorier de chacun des conseils rédige le rapport sur les mesures de collaboration prévu au paragraphe (10) pour la période qui commence le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (10) et qui se termine à la fin de l'année.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

257.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. Est toutefois exclu de la présente définition le conseil de l'éducation d'une municipalité de secteur de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.

(2) Un conseil peut, pour une année, conclure un accord avec le ministre pour faire une contribution de péréquation d'un montant qui n'est pas supérieur au moindre des montants suivants :

- a) la différence entre zéro et le montant calculé aux termes des règlements comme étant la subvention générale payable au conseil pour l'année, si le montant est négatif;
- b) le montant précisé à l'égard du conseil pour l'année dans un règlement pris en application du paragraphe (3).

(3) Le ministre peut, par règlement, préciser des montants pour l'application de l'alinéa (2) b).

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique au conseil que si le montant de la subvention géné-

Disposition
transitoire

Définition

Accords :
contributions

Règlements

Application
du par. (2) :
subventions
négatives

able to the board for a year is a negative amount.

Time of calculation of grant

(5) For the purposes of subsection (2), the amount of the legislative grant payable to a board for a year shall be calculated as of the time the agreement in respect of the year is made under this section.



Contributions

(5.1) If a board decides to enter into an agreement under this section, the board and the Minister shall discuss ways in which the board may make the equalization contribution.

Same

(5.2) An agreement made under this section shall specify the ways in which the board will make the equalization contribution and may provide for any arrangements for the making of the contribution, whether direct or indirect, whether by means of transfer, set-off, forgiveness of a debt or otherwise and whether or not involving another board, a municipality or any other person.

Same

(5.3) A board may make an equalization contribution in accordance with an agreement made under this section.

Deemed purpose

(6) A sum contributed as an equalization contribution shall be deemed to be,

- (a) in the case of a board to which subsection 114 (1) applies, a sum required for a separate school purpose, within the meaning of subsection 114 (1);
- (b) in the case of a board to which subsection 236 (1) applies, a sum required for a public school or secondary school purpose, within the meaning of subsection 236 (1);
- (c) in the case of The Metropolitan Toronto School Board, a sum required to meet an expenditure or obligation of the Board under the *Municipality of Metropolitan Toronto Act*, within the meaning of clause 139 (1) (g) of that Act; and
- (d) in the case of the Metropolitan Separate School Board, a sum required to meet a cost, charge or expenditure of the Board under *The Metropolitan Separate School Board Act, 1953*, within the meaning of subsection 16 (1) of that Act.

Repeal

(7) This section is repealed on December 31, 1998. 

10. (1) Subsection 260 (1) of the Act is amended on August 31, 1998 by striking out "subsections (3) to (6)" in the second line and substituting "subsections (5) and (6)".

rale qui lui est payable pour une année est négatif.

(5) Pour l'application du paragraphe (2), le montant de la subvention générale payable au conseil pour une année est calculé au jour où l'accord à l'égard de l'année est conclu en vertu du présent article.



Moment du calcul de la subvention

(5.1) Si un conseil décide de conclure un accord en vertu du présent article, le conseil et le ministre s'entretiennent des façons dont le conseil peut faire la contribution de péréquation.

Contributions

(5.2) L'accord conclu en vertu du présent article précise les façons dont le conseil fera la contribution de péréquation et peut prévoir des modalités pour ce faire, que ce soit directement ou indirectement, par voie de transfert, de compensation, de remise de dette ou autrement et avec la participation ou non d'un autre conseil, d'une municipalité ou de toute autre personne.

Idem


(5.3) Un conseil peut faire une contribution de péréquation conformément à un accord conclu en vertu du présent article.

Idem

(6) Une somme versée à titre de contribution de péréquation est réputée :

Contribution réputée une contribution à une fin

- a) dans le cas d'un conseil auquel s'applique le paragraphe 114 (1), une somme nécessaire aux fins des écoles séparées, au sens de ce paragraphe;
- b) dans le cas d'un conseil auquel s'applique le paragraphe 236 (1), une somme nécessaire aux fins des écoles publiques ou des écoles secondaires, au sens de ce paragraphe;
- c) dans le cas du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, une somme nécessaire pour faire face à une dépense ou à une obligation du Conseil en vertu de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, au sens de l'alinéa 139 (1) g) de cette loi;
- d) dans le cas du Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto, une somme nécessaire pour faire face à des coûts, à des frais ou à une dépense du Conseil en vertu de la loi intitulée *The Metropolitan Separate School Board Act, 1953*, au sens du paragraphe 16 (1) de cette loi.

(7) Le présent article est abrogé le 31 décembre 1998. 

Abrogation

10. (1) Le paragraphe 260 (1) de la Loi est modifié le 31 août 1998 par substitution de «paragraphe (5) et (6)» à «paragraphe (3) à (6)» à la deuxième ligne.

(2) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective
agreements

(1.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, subsection (1) is subject to any provision in a collective agreement entitling a teacher to payment in respect of absence from duty on account of his or her sickness.

(3) Subsections 260 (3) and (4) of the Act are repealed on August 31, 1998.

(4) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective
agreements

(4.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, a collective agreement may include provisions that conflict with subsection (3) or (4) and, in the event of such conflict, the provisions of the collective agreement prevail.

(5) Subsection 260 (4.1) of the Act, as enacted by subsection (4), is repealed on August 31, 1998.

11. (1) Paragraph 4 of subsection 318 (1) of the Act is revoked and the following substituted:

4. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior kindergarten, for pupils enrolled in a French-language instructional unit.

(2) Paragraph 3 of subsection 318 (2) of the Act is revoked and the following substituted:

3. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior kindergarten, for pupils enrolled in a school or class that is not a French-language instructional unit.

PART II

AMENDMENTS TO S.O. 1993, c. 11

12. (1) Subsection 14 (3) of the *Education Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

(2) Subsection 30 (5) of the Act is repealed.

(3) Subsection 31 (2) of the Act is repealed.

(2) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, l'application du paragraphe (1) est assujettie à toute disposition d'une convention collective qui donne à l'enseignant le droit à un paiement s'il est absent de son poste pour cause de maladie.

Conventions
collectives

(3) Les paragraphes 260 (3) et (4) de la Loi sont abrogés le 31 août 1998.

(4) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, une convention collective peut comprendre des dispositions incompatibles avec le paragraphe (3) ou (4). Le cas échéant, les dispositions de la convention collective l'emportent.

Conventions
collectives

(5) Le paragraphe 260 (4.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (4), est abrogé le 31 août 1998.

11. (1) La disposition 4 du paragraphe 318 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. La planification, la création, la mise en œuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.

(2) La disposition 3 du paragraphe 318 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La planification, la création, la mise en œuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans une école ou une classe qui n'est pas un module scolaire de langue française.

PARTIE II

MODIFICATION DU CHAP. 11 DES L.O. DE 1993

12. (1) Le paragraphe 14 (3) de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne l'éducation* est abrogé.

(2) Le paragraphe 30 (5) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est abrogé.

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commence- ment	13. (1) This Act, except section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II, comes into force on Royal Assent.
Same	(2) Section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II of this Act come into force on July 1, 1996.
Short title	14. The short title of this Act is the <i>Education Amendment Act, 1996</i> .

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ**

	13. (1) La présente loi, à l'exception de l'article 2, des paragraphes 5 (1) et (3), du paragraphe 6 (1), de l'article 11 et de la partie II, entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
	(2) L'article 2, les paragraphes 5 (1) et (3), le paragraphe 6 (1), l'article 11 et la partie II de la présente loi entrent en vigueur le 1 ^{er} juillet 1996.	Idem
	14. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 modifiant la Loi sur l'éducation</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 34

*(Chapter 13
Statutes of Ontario, 1996)*

An Act to amend the Education Act

Projet de loi 34

*(Chapitre 13
Lois de l'Ontario de 1996)*

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation



1st Reading	March 28, 1996
2nd Reading	April 23, 1996
3rd Reading	June 19, 1996
Royal Assent	June 27, 1996

1 ^{re} lecture	28 mars 1996
2 ^e lecture	23 avril 1996
3 ^e lecture	19 juin 1996
Sanction royale	27 juin 1996



An Act to amend the Education Act

Loi modifiant la Loi sur l'éducation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I
AMENDMENTS TO THE EDUCATION
ACT

1. Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 10, section 1, 1992, chapter 16, section 2, 1992, chapter 27, section 59, 1993, chapter 11, section 10 and 1995, chapter 4, section 2, is amended by adding the following paragraph:

27.1 issue guidelines respecting the form and content of co-operative measures reports under subsection 234 (10).

2. Subsections 34 (2.1) and (2.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 14, are repealed.

3. Subsection 40 (4) of the Act is amended by adding "but subject to section 49.2" after "special Act" in the first line.

4. The Act is amended by adding the following section:

49.2 (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a board may direct a person described in subsection (2) who is enrolled in or seeks to be admitted to a secondary school operated by the board to enrol in a continuing education course or class operated by the board in which the person may earn a credit.

(2) Subsection (1) applies to,

- (a) a person who has attended one or more secondary schools for a total of seven or more school years;
- (b) a person who did not attend secondary school for a total of four or more school

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ÉDUCATION

1. Le paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 16 et l'article 59 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 10 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 2 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1995, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

27.1 donner des lignes directrices relatives à la forme et au contenu des rapports sur les mesures de collaboration prévus au paragraphe 234 (10).

2. Les paragraphes 34 (2.1) et (2.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 14 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

3. Le paragraphe 40 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «mais sous réserve de l'article 49.2,» après «particulière,» à la deuxième ligne.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

49.2 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), un conseil peut ordonner qu'une personne visée au paragraphe (2) qui est inscrite ou qui cherche à être admise à une école secondaire qui relève du conseil s'inscrive à un cours ou à une classe d'éducation permanente relevant du conseil dans lequel elle peut obtenir un crédit.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes :

- a) les personnes qui ont fréquenté une ou plusieurs écoles secondaires pendant au moins sept années scolaires au total;
- b) les personnes qui n'ont pas fréquenté d'école secondaire pendant au moins

guidelines
respecting
co-operative
measures
reports

Adult
persons

Same

lignes direc-
trices rela-
tives aux
rapports sur
les mesures
de collabora-
tion

Adultes

Idem

years beginning after the end of the calendar year in which the person attained the age of 16 years; or

- (c) a person in respect of whom funding for a board is calculated in accordance with the regulations made under subsection 11 (3) on the same basis as funding in respect of a person enrolled in a continuing education course or class.

Same

(3) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a person who has been directed in accordance with this section to enrol in a continuing education course or class does not have a right under this Act to attend or to be admitted to any class or course provided by the board that is not a continuing education course or class.

Exception:
person
requires
particular
course

(4) Where a person must take a subject for a purpose listed in subsection (6) and the board does not offer a course in the required subject as part of its continuing education courses and classes but does offer a course in the required subject in its secondary school day program, the person is entitled to enrol in the day program course in the required subject.

Same

(5) Subsection (4) applies only to persons who, but for subsections (1) and (3), would be entitled to enrol in the day program course offered by the board in the required subject.

Same

(6) The following are the purposes referred to in subsection (4):

1. To qualify for an Ontario secondary school diploma.
2. To qualify for admission to a university or college of applied arts and technology.
3. To enter a trade, profession or calling.

Exceptional
pupils

(7) This section does not apply to,

- (a) a person who is identified under this Act as an exceptional pupil and in respect of whom there is a recommendation by a Special Education Identification, Placement and Review Committee for placement in a day school program; or
- (b) a person who is a member of a class of persons prescribed under subsection (8).

quatre années scolaires au total après la fin de l'année civile au cours de laquelle elles ont atteint l'âge de 16 ans;

- c) les personnes à l'égard desquelles le financement versé au conseil est calculé conformément aux règlements pris en application du paragraphe 11 (3) de la même manière que l'est le financement visant les personnes inscrites à des cours ou à des classes d'éducation permanente.

Idem

(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), la personne à qui il a été ordonné, conformément au présent article, de s'inscrire à une classe ou à un cours d'éducation permanente n'a pas le droit, en vertu de la présente loi, de fréquenter une classe ou de suivre un cours qui est offert par le conseil et qui n'est pas une classe ou un cours d'éducation permanente, ni d'y être admis.

Exception :
cas où une
personne a
besoin d'un
cours
particulier

(4) Si la personne doit suivre des cours dans une matière à l'une ou l'autre des fins mentionnées au paragraphe (6) et que le conseil n'offre pas de cours dans la matière requise dans le cadre de ses cours et classes d'éducation permanente, mais qu'il en offre un dans son programme de jour d'école secondaire, elle a le droit de s'inscrire au cours du programme de jour dans la matière requise.

Idem

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique qu'aux personnes qui, sans les paragraphes (1) et (3), auraient le droit de s'inscrire à un cours de programme de jour offert par le conseil dans la matière requise.

Idem

(6) Les fins visées au paragraphe (4) sont les suivantes :

1. Satisfaire aux exigences requises pour obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario.
2. Satisfaire aux exigences requises pour être admis à une université ou à un collège d'arts appliqués et de technologie.
3. Être membre d'un corps de métier ou d'une profession.

Élèves en
difficulté

(7) Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes :

- a) les personnes qui sont identifiées à titre d'élèves en difficulté en vertu de la présente loi et qu'un comité d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté a recommandé de placer dans un programme scolaire de jour;
- b) les personnes qui sont membres d'une catégorie de personnes prescrite en vertu du paragraphe (8).

Regulations	(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing classes of persons for the purposes of clause (7) (b).	(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa (7) b).	Règlements
Classes	(9) A class prescribed under subsection (8) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member. 5. (1) Paragraph 6.2 of subsection 170 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, is repealed. (2) Paragraph 17 of subsection 170 (1) of the Act is amended by adding "where applicable" at the beginning. (3) Subsections 170 (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 30, are repealed and the following substituted:	(9) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (8) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure. 5. (1) La disposition 6.2 du paragraphe 170 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée. (2) La disposition 17 du paragraphe 170 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de «s'il y a lieu,» au début de l'article. (3) Les paragraphes 170 (2) et (3) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 30 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Catégories
S. 67 school districts	(2) Paragraph 6.1 of subsection (1) does not apply to the board of a secondary school district established under section 67. 6. (1) Paragraph 15 of subsection 171 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 11, section 31, is repealed and the following substituted:	(2) La disposition 6.1 du paragraphe (1) ne s'applique pas au conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67. 6. (1) La disposition 15 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 31 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :	Distriets d'écoles secondaires créés en vertu de l'art. 67
junior kindergartens	15. operate junior kindergartens. (2) Paragraph 50 of subsection 171 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, is repealed. (3) Subsections 171 (4) and (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 44, are repealed. 7. Section 171.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 26, section 45, is repealed and the following substituted:	15. faire fonctionner des maternelles. (2) La disposition 50 du paragraphe 171 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée. (3) Les paragraphes 171 (4) et (5) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 44 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés. 7. L'article 171.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 45 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :	maternelles
Definitions	171.1 (1) In this section, "board" includes The Metropolitan Toronto School Board; («conseil») "college" means a board of governors of a college of applied arts and technology established in accordance with section 5 of the <i>Ministry of Colleges and Universities Act</i> ; («collège») "hospital" has the same meaning as "board" in section 1 of the <i>Public Hospitals Act</i> ; («hôpital»)	171.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. «collège» Le conseil d'administration d'un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère des Collèges et Universités</i> . («college») «conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. («board») «hôpital» S'entend au sens de «conseil» à l'article 1 de la <i>Loi sur les hôpitaux publics</i> . («hospital»)	Définitions

“municipality” includes a county, a regional, district or metropolitan municipality and the County of Oxford; («municipalité»)

“university” means a degree granting institution as authorized by section 3 of the *Degree Granting Act*. («université»)

Agreements
to co-operate

(2) A board may enter into an agreement with another board or with a municipality, hospital, university or college for one or more of the following purposes:

1. The joint provision or use of transportation services.
2. The joint provision or use of administrative support services or operational support services.
3. The joint provision or use of support services for educational programs.
4. The joint provision or use of equipment or facilities for administrative or operational purposes.
5. The joint investment of funds.
6. A purpose prescribed under clause (5) (a).

Same

(3) A board may enter into an agreement with any class of persons or organizations prescribed under clause (5) (b) for any purpose prescribed in connection with the class of persons or organizations under clause (5) (c).

Limitation re
joint invest-
ment
agreements

(4) No agreement entered into under this section for the joint investment of funds may affect an education development charges account, as defined in subsection 29 (1) of the *Development Charges Act*, or provide for investment by a board that is not permitted by paragraphs 19, 20 and 21 of subsection 171 (1).

Regulations

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing purposes for the purpose of paragraph 6 of subsection (2);
- (b) prescribing classes of persons and organizations for the purpose of subsection (3);
- (c) prescribing, in connection with any class of persons or organizations prescribed under clause (b), any of the purposes mentioned in paragraphs 1 to 5 of subsection (2) or prescribed under clause (a).

«municipalité» S'entend notamment d'un comté, d'une municipalité de communauté urbaine, d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«université» Établissement qui attribue des grades universitaires et qui est autorisé par l'article 3 de la *Loi sur l'attribution de grades universitaires*. («university»)

(2) Un conseil peut conclure une entente avec un autre conseil, une municipalité, un hôpital, une université ou un collège à l'une ou à plusieurs des fins suivantes :

1. Fournir ou utiliser conjointement des services de transport.
2. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien administratif ou des services de soutien au fonctionnement.
3. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien relatifs à des programmes d'éducation.
4. Fournir ou utiliser conjointement de l'équipement ou des installations à des fins d'administration ou de fonctionnement.
5. Placer conjointement des fonds.
6. Une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) a).

Ententes de
collaboration

(3) Un conseil peut conclure une entente avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa (5) b) à une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) c) en rapport avec cette catégorie.

idem

(4) Aucune entente de placement conjoint de fonds conclue en vertu du présent article ne peut avoir d'incidence sur un compte de redevances d'exploitation relatives à l'éducation au sens du paragraphe 29 (1) de la *Loi sur les redevances d'exploitation*, ni prévoir qu'un conseil puisse faire un placement qui n'est pas permis par les dispositions 19, 20 et 21 du paragraphe 171 (1).

Restriction
relative aux
ententes de
placement
conjoint

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des fins pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (2);
- b) prescrire des catégories de personnes et d'organismes pour l'application du paragraphe (3);
- c) prescrire, en rapport avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa b), les fins mentionnées aux dispositions 1 à 5 du paragraphe (2) ou prescrites en vertu de l'alinéa a).

Règlements

Classes	(6) A class prescribed under subsection (5) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member.	(6) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (5) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure.	Catégories
Interpretation	(7) This section shall not be interpreted to authorize a board or any other person to acquire, provide or use any thing or service that it would not otherwise be authorized to acquire, provide or use.	(7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser quiconque, notamment un conseil, à acquérir, à fournir ou à utiliser une chose ou un service qu'il ne serait pas par ailleurs autorisé à acquérir, à fournir ou à utiliser.	Interprétation
Conflict	(8) Where a board is permitted to do a thing by or under this section as well as by or under another provision of this or any other Act, any conditions or requirements set out by or under the other provision that relate in any way to the doing of the thing must be complied with.	(8) Lorsqu'un conseil est autorisé à accomplir un acte par le présent article et par une autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi, ou en application de ceux-ci, les conditions ou exigences énoncées par cette autre disposition ou en application de celle-ci qui se rapportent de quelque manière que ce soit à l'accomplissement de cet acte doivent être observées.	Incompatibilité
	8. (1) Subsection 234 (7) of the Act is repealed and the following substituted:	8. (1) Le paragraphe 234 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Publication: financial statements, co-operative measures report	(7) The treasurer of every board in every year shall, within one month after receiving the auditor's report on the financial statements of the board, cause to be published or to be mailed or delivered to each ratepayer,	(7) Chaque année, dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport du vérificateur sur les états financiers du conseil, le trésorier de chacun des conseils fait publier ou fait envoyer par la poste ou remettre à chaque contribuable :	Publication des états financiers et des rapports sur les mesures de collaboration
	(a) a copy of the financial statements of the board for the preceding year in such form as the Minister may prescribe, together with a copy of the report of the auditor; and	a) d'une part, une copie des états financiers du conseil pour l'année précédente selon la forme que prescrit le ministre, ainsi qu'une copie du rapport du vérificateur;	
	(b) a copy of the co-operative measures report prepared under subsection (10) in respect of the year covered by the financial statements.	b) d'autre part, une copie du rapport sur les mesures de collaboration rédigé aux termes du paragraphe (10) pour l'année visée par les états financiers.	
	(2) Subsection 234 (8) of the Act is amended by striking out "report" in the fifth line and substituting "reports".	(2) Le paragraphe 234 (8) de la Loi est modifié par substitution de «les rapports» à «le rapport» aux cinquième et sixième lignes.	
	(3) Section 234 of the Act is amended by adding the following subsections:	(3) L'article 234 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Co-operative measures report	(10) The treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report in respect of every year and shall submit a copy of the report to the Ministry at the same time that it submits copies of the financial statements and auditor's report in respect of the year under subsection (9).	(10) Le trésorier de chacun des conseils rédige un rapport sur les mesures de collaboration pour chaque année et en remet une copie au ministère en même temps qu'il lui remet des copies des états financiers et du rapport du vérificateur pour l'année aux termes du paragraphe (9).	Rapport sur les mesures de collaboration
Same	(11) A report under subsection (10) shall be prepared in accordance with any guidelines issued under paragraph 27.1 of subsection 8 (1) and shall include,	(11) Le rapport prévu au paragraphe (10) est rédigé conformément aux lignes directrices données en vertu de la disposition 27.1 du paragraphe 8 (1) et comprend ce qui suit :	Idem
	(a) a description of co-operative measures initiated by the board during the year under section 171.1;	a) la description des mesures de collaboration que le conseil a commencé à mettre en œuvre au cours de l'année en vertu de l'article 171.1;	

- (b) an estimate of savings achieved by the board during the year as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (c) a projection of savings to be achieved by the board in future years as a result of co-operative measures taken by the board under section 171.1;
- (d) a description of co-operative measures that the board is considering taking under section 171.1;
- (e) a description of co-operative measures permitted under section 171.1 that the board considered during the year but decided not to take;
- (f) reasons for any decision described under clause (e).

Transition

(12) In respect of the year in which subsection (10) comes into force, the treasurer of every board shall prepare a co-operative measures report under subsection (10) for the period beginning on the day subsection (10) comes into force and ending at the end of the year.

9. The Act is amended by adding the following section:

Definition

257.2 (1) In this section,

“board” includes The Metropolitan Toronto School Board but does not include a board of education for an area municipality in The Municipality of Metropolitan Toronto.

Agreements:
equalization
contributions

(2) A board may enter into an agreement with the Minister to make an equalization contribution in respect of a year in an amount that does not exceed the lesser of,

- (a) the difference between zero and the amount calculated under the regulations as the legislative grant payable to the board for the year, where the amount is a negative amount; and
- (b) the amount specified for the board in respect of the year in a regulation made under subsection (3).

Regulations

(3) The Minister may make regulations specifying amounts for the purposes of clause (2) (b).

Application
of subsection
(2): negative
grant boards

(4) Subsection (2) applies to a board only where the amount of the legislative grant pay-

- b) le montant estimatif des économies que le conseil a réalisées au cours de l'année par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- c) le montant estimatif des économies que le conseil réalisera au cours des années ultérieures par suite des mesures de collaboration qu'il a prises en vertu de l'article 171.1;
- d) la description des mesures de collaboration que le conseil envisage de prendre en vertu de l'article 171.1;
- e) la description des mesures de collaboration permises en vertu de l'article 171.1 que le conseil a envisagées au cours de l'année, mais qu'il a décidé de ne pas prendre;
- f) les motifs des décisions visées à l'alinéa e).

Disposition
transitoire

(12) Pour l'année au cours de laquelle le paragraphe (10) entre en vigueur, le trésorier de chacun des conseils rédige le rapport sur les mesures de collaboration prévu au paragraphe (10) pour la période qui commence le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (10) et qui se termine à la fin de l'année.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

257.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto. Est toutefois exclu de la présente définition le conseil de l'éducation d'une municipalité de secteur de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.

(2) Un conseil peut, pour une année, conclure un accord avec le ministre pour faire une contribution de péréquation d'un montant qui n'est pas supérieur au moindre des montants suivants :

Accords :
contributions

- a) la différence entre zéro et le montant calculé aux termes des règlements comme étant la subvention générale payable au conseil pour l'année, si le montant est négatif;
- b) le montant précisé à l'égard du conseil pour l'année dans un règlement pris en application du paragraphe (3).

(3) Le ministre peut, par règlement, préciser des montants pour l'application de l'alinéa (2) b).

Règlements

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique au conseil que si le montant de la subvention gén-

Application
du par. (2) :
subventions
négatives

able to the board for a year is a negative amount.

Time of calculation of grant

(5) For the purposes of subsection (2), the amount of the legislative grant payable to a board for a year shall be calculated as of the time the agreement in respect of the year is made under this section.

Contributions

(6) If a board decides to enter into an agreement under this section, the board and the Minister shall discuss ways in which the board may make the equalization contribution.

Same

(7) An agreement made under this section shall specify the ways in which the board will make the equalization contribution and may provide for any arrangements for the making of the contribution, whether direct or indirect, whether by means of transfer, set-off, forgiveness of a debt or otherwise and whether or not involving another board, a municipality or any other person.

Same

(8) A board may make an equalization contribution in accordance with an agreement made under this section.

Deemed purpose

(9) A sum contributed as an equalization contribution shall be deemed to be,

- (a) in the case of a board to which subsection 114 (1) applies, a sum required for a separate school purpose, within the meaning of subsection 114 (1);
- (b) in the case of a board to which subsection 236 (1) applies, a sum required for a public school or secondary school purpose, within the meaning of subsection 236 (1);
- (c) in the case of The Metropolitan Toronto School Board, a sum required to meet an expenditure or obligation of the Board under the *Municipality of Metropolitan Toronto Act*, within the meaning of clause 139 (1) (g) of that Act; and
- (d) in the case of the Metropolitan Separate School Board, a sum required to meet a cost, charge or expenditure of the Board under *The Metropolitan Separate School Board Act, 1953*, within the meaning of subsection 16 (1) of that Act.

Repeal

(10) This section is repealed on December 31, 1998.

10. (1) Subsection 260 (1) of the Act is amended on August 31, 1998 by striking out "subsections (3) to (6)" in the second line and substituting "subsections (5) and (6)".

rale qui lui est payable pour une année est négatif.

(5) Pour l'application du paragraphe (2), le montant de la subvention générale payable au conseil pour une année est calculé au jour où l'accord à l'égard de l'année est conclu en vertu du présent article.

(6) Si un conseil décide de conclure un accord en vertu du présent article, le conseil et le ministre s'entretiennent des façons dont le conseil peut faire la contribution de péréquation.

(7) L'accord conclu en vertu du présent article précise les façons dont le conseil fera la contribution de péréquation et peut prévoir des modalités pour ce faire, que ce soit directement ou indirectement, par voie de transfert, de compensation, de remise de dette ou autrement et avec la participation ou non d'un autre conseil, d'une municipalité ou de toute autre personne.

(8) Un conseil peut faire une contribution de péréquation conformément à un accord conclu en vertu du présent article.

(9) Une somme versée à titre de contribution de péréquation est réputée :

- a) dans le cas d'un conseil auquel s'applique le paragraphe 114 (1), une somme nécessaire aux fins des écoles séparées, au sens de ce paragraphe;
- b) dans le cas d'un conseil auquel s'applique le paragraphe 236 (1), une somme nécessaire aux fins des écoles publiques ou des écoles secondaires, au sens de ce paragraphe;
- c) dans le cas du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, une somme nécessaire pour faire face à une dépense ou à une obligation du Conseil en vertu de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, au sens de l'alinéa 139 (1) g) de cette loi;
- d) dans le cas du Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto, une somme nécessaire pour faire face à des coûts, à des frais ou à une dépense du Conseil en vertu de la loi intitulée *The Metropolitan Separate School Board Act, 1953*, au sens du paragraphe 16 (1) de cette loi.

(10) Le présent article est abrogé le 31 décembre 1998.

10. (1) Le paragraphe 260 (1) de la Loi est modifié le 31 août 1998 par substitution de «paragraphe (5) et (6)» à «paragraphe (3) à (6)» à la deuxième ligne.

Moment du calcul de la subvention

Contributions

Idem

Idem

Contribution réputée une contribution à une fin

Abrogation

(2) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective
agreements

(1.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, subsection (1) is subject to any provision in a collective agreement entitling a teacher to payment in respect of absence from duty on account of his or her sickness.

(3) Subsections 260 (3) and (4) of the Act are repealed on August 31, 1998.

(4) Section 260 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collective
agreements

(4.1) Despite subsection 51 (1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, a collective agreement may include provisions that conflict with subsection (3) or (4) and, in the event of such conflict, the provisions of the collective agreement prevail.

(5) Subsection 260 (4.1) of the Act, as enacted by subsection (4), is repealed on August 31, 1998.

11. (1) Paragraph 4 of subsection 318 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

4. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior kindergarten, for pupils enrolled in a French-language instructional unit.

(2) Paragraph 3 of subsection 318 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

3. The planning, establishment, implementation and maintenance of programs and courses, including junior kindergarten, for pupils enrolled in a school or class that is not a French-language instructional unit.

PART II AMENDMENTS TO S.O. 1993, c. 11

12. (1) Subsection 14 (3) of the *Education Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

(2) Subsection 30 (5) of the Act is repealed.

(3) Subsection 31 (2) of the Act is repealed.

(2) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conventions
collectives

(1.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, l'application du paragraphe (1) est assujettie à toute disposition d'une convention collective qui donne à l'enseignant le droit à un paiement s'il est absent de son poste pour cause de maladie.

(3) Les paragraphes 260 (3) et (4) de la Loi sont abrogés le 31 août 1998.

(4) L'article 260 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conventions
collectives

(4.1) Malgré le paragraphe 51 (1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, une convention collective peut comprendre des dispositions incompatibles avec le paragraphe (3) ou (4). Le cas échéant, les dispositions de la convention collective l'emportent.

(5) Le paragraphe 260 (4.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (4), est abrogé le 31 août 1998.

11. (1) La disposition 4 du paragraphe 318 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. La planification, la création, la mise en œuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.

(2) La disposition 3 du paragraphe 318 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La planification, la création, la mise en œuvre et la poursuite de programmes et de cours, notamment une maternelle, à l'intention des élèves inscrits dans une école ou une classe qui n'est pas un module scolaire de langue française.

PARTIE II MODIFICATION DU CHAP. 11 DES L.O. DE 1993

12. (1) Le paragraphe 14 (3) de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne l'éducation* est abrogé.

(2) Le paragraphe 30 (5) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est abrogé.

PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment **13. (1)** This Act, except section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II, comes into force on Royal Assent.

Same (2) Section 2, subsections 5 (1) and (3), subsection 6 (1), section 11 and Part II of this Act come into force on July 1, 1996.

Short title **14.** The short title of this Act is the *Education Amendment Act, 1996*.

PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ

13. (1) La présente loi, à l'exception de l'article 2, des paragraphes 5 (1) et (3), du paragraphe 6 (1), de l'article 11 et de la partie II, entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en
vigueur

(2) L'article 2, les paragraphes 5 (1) et (3), le paragraphe 6 (1), l'article 11 et la partie II de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1996. Idem

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur l'éducation*. Titre abrégé

2017
x B
356



11

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 35

*(Chapter 5
Statutes of Ontario, 1996)*

An Act to amend the Personal Property Security Act

Projet de loi 35

*(Chapitre 5
Lois de l'Ontario de 1996)*

Loi modifiant la Loi sur les sûretés mobilières

The Hon. N. Sterling

Minister of Consumer and Commercial Relations

L'honorable N. Sterling

Ministre de la Consommation et du Commerce

1st Reading April 3, 1996
2nd Reading April 3, 1996
3rd Reading April 3, 1996
Royal Assent April 3, 1996



1^{re} lecture 3 avril 1996
2^e lecture 3 avril 1996
3^e lecture 3 avril 1996
Sanction royale 3 avril 1996

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Personal Property Security Act* to save the priority of security interests under subsection 30 (6) of the Act that became unperfected in a period following February 26, 1996, during which the registration system's computer was not operational.

The Bill extends the time period for perfecting certain purchase-money security interests for the purpose of subsection 33 (1) or (2) of the Act. It also extends the time period for registering a financing change statement if the 30 day period mentioned in subsection 57 (1) of the Act expired in a period following February 26, 1996, during which the registration system's computer was not operational.

The Bill amends the Act to allow the Lieutenant Governor in Council to make regulations in the case of an inability to operate the registration system's computer. The regulations can have retroactive effect.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les sûretés mobilières* pour protéger le rang des sûretés visées au paragraphe 30 (6) de la Loi qui sont devenues inopposables après le 26 février 1996, alors que l'ordinateur du réseau d'enregistrement était hors service.

Le projet de loi proroge le délai imparti pour rendre opposables certaines sûretés en garantie du prix d'acquisition pour l'application du paragraphe 33 (1) ou (2) de la Loi. Il proroge également le délai imparti pour enregistrer un état de modification du financement si le délai de 30 jours mentionné au paragraphe 57 (1) de la Loi a expiré après le 26 février 1996, alors que l'ordinateur du réseau d'enregistrement était hors service.

Le projet de loi modifie la Loi pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements en cas d'impossibilité de faire fonctionner l'ordinateur du réseau d'enregistrement. Les règlements peuvent avoir un effet rétroactif.

An Act to amend the Personal Property Security Act

Loi modifiant la Loi sur les sûretés mobilières

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 1 of the *Personal Property Security Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 44, section 7, is further amended by adding the following subsections:

Definitions

(1.1) In this section and subsections 30 (6.1), 33 (2.1) and 57 (1.1),

“business day” means a day during which the registration system’s computer is operational for the purpose of registering and searching under this Act; (“jour ouvrable”)

“reinstatement date” means the first day after February 26, 1996 that the registration system’s computer becomes operational for the purpose of registering and searching under this Act. (“date de remise en service”)

Notice of
reinstatement
date

(3) For the purposes of subsections 30 (6.1), 33 (2.1) and 57 (1.1), the registrar shall publish a notice in *The Ontario Gazette* of the reinstatement date.

(2) On the day that the notice mentioned in subsection 1 (3) of the Act, as enacted by subsection (1) of this section, is published in *The Ontario Gazette*, subsections 1 (1.1) and (3) of the Act, as enacted by subsection (1) of this section, are repealed.

2. (1) Section 30 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same,
extended
time

(6.1) Despite subsection (6), where a security interest that is perfected by registration becomes unperfected between February 26, 1996 and the day before the reinstatement date, the security interest shall be deemed to have been continuously perfected from the time of first perfection if the security interest

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’article 1 de la *Loi sur les sûretés mobilières*, tel qu’il est modifié par l’article 7 du chapitre 44 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Définitions

(1.1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux paragraphes 30 (6.1), 33 (2.1) et 57 (1.1).

«date de remise en service» Date postérieure au 26 février 1996 à laquelle l’ordinateur du réseau d’enregistrement est remis en service pour la première fois aux fins des enregistrements et des recherches effectués aux termes de la présente loi. («reinstatement date»)

«jour ouvrable» Journée pendant laquelle l’ordinateur du réseau d’enregistrement est en service aux fins des enregistrements et des recherches effectués aux termes de la présente loi. («business day»)

(3) Pour l’application des paragraphes 30 (6.1), 33 (2.1) et 57 (1.1), le registraire publie dans *La Gazette de l’Ontario* un avis de la date de remise en service.

Avis de la
date de re-
mise en
service

(2) Le jour où l’avis mentionné au paragraphe 1 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1) du présent article, est publié dans *La Gazette de l’Ontario*, les paragraphes 1 (1.1) et (3) de la Loi, tels qu’ils sont adoptés par le paragraphe (1) du présent article, sont abrogés.

2. (1) L’article 30 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6.1) Malgré le paragraphe (6), la sûreté rendue opposable par enregistrement puis devenue inopposable entre le 26 février 1996 et la veille de la date de remise en service est réputée avoir été opposable sans interruption depuis le moment où elle a initialement été rendue opposable si elle est rendue de nouveau opposable par enregistrement dans les

Idem : proro-
gation

is again perfected by registration within four business days from the reinstatement date.

(2) On the day that the notice mentioned in subsection 1 (3) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act, is published in *The Ontario Gazette*, subsection 30 (6.1) of the Act is amended by,

- (a) striking out “the day before the reinstatement date” and substituting the date of the day before the reinstatement date as “reinstatement date” is defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act; and
- (b) striking out “within four business days from the reinstatement date” and substituting “by” followed by the date of the fourth business day from the reinstatement date as “business day” and “reinstatement date” are defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act.

3. (1) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2.1) Despite subsections (1) and (2), the time for perfecting a purchase-money security interest by registration and for giving the notices required by subsection (1) is extended until nine days from the reinstatement date if,

- (a) the collateral subject to the purchase-money security interest is not an intangible and, between February 16, 1996 and the day before the reinstatement date, the debtor obtained possession of the collateral or a third party, at the request of the debtor, obtained or held possession of the collateral; or
- (b) the collateral subject to the purchase-money security interest is an intangible and the purchase-money security interest attached between February 16, 1996 and the day before the reinstatement date.

(2.2) A purchase-money security interest to which subsection (2.1) applies shall be deemed to have the priority given by subsection (1) or (2), as the case may be, if, within the extended time period mentioned in subsection (2.1), the purchase-money security interest is perfected by registration and the notices required by subsection (1) are given.

(2) On the day that the notice mentioned in subsection 1 (3) of the Act, as enacted by sub-

section 1 (3) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act, is published in *The Ontario Gazette*, subsection 30 (6.1) of the Act is amended by,

(2) Le jour où l'avis mentionné au paragraphe 1 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, est publié dans *La Gazette de l'Ontario*, le paragraphe 30 (6.1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution de la date de la veille de la date de remise en service, selon la définition de «date de remise en service» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «la veille de la date de remise en service»; et
- b) par substitution de «au plus tard le» suivi de la date du quatrième jour ouvrable qui suit la date de remise en service, selon les définitions de «date de remise en service» et «jour ouvrable» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de remise en service».

3. (1) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2.1) Malgré les paragraphes (1) et (2), le délai imparti pour rendre la sûreté en garantie du prix d'acquisition opposable par enregistrement et pour donner les avis exigés au paragraphe (1) est prorogé jusqu'au neuvième jour qui suit la date de remise en service si, selon le cas :

- a) le bien grevé sur lequel porte la sûreté en garantie du prix d'acquisition n'est pas immatériel et, entre le 16 février 1996 et la veille de la date de remise en service, le débiteur est entré en possession du bien grevé ou un tiers, à la demande du débiteur, est entré en possession de celui-ci ou l'avait en sa possession;
- b) le bien grevé sur lequel porte la sûreté en garantie du prix d'acquisition est immatériel et celle-ci l'a grevé entre le 16 février 1996 et la veille de la date de remise en service.

(2.2) La sûreté en garantie du prix d'acquisition à laquelle s'applique le paragraphe (2.1) est réputée avoir le rang donné par le paragraphe (1) ou (2), selon le cas, si, dans le délai prorogé imparti au paragraphe (2.1), elle est rendue opposable par enregistrement et que sont donnés les avis exigés au paragraphe (1).

(2) Le jour où l'avis mentionné au paragraphe 1 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par le

Extended
time

Prorogation

Extended
priority

Prorogation
du rang

section 1 (1) of this Act, is published in *The Ontario Gazette*,

- (a) subsection 33 (2.1) of the Act is amended by striking out “nine days from the reinstatement date” and substituting the date of the ninth day from the reinstatement date as “reinstatement date” is defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act;
- (b) clause 33 (2.1) (a) of the Act is amended by striking out “the day before the reinstatement date” and substituting the date of the day before the reinstatement date as “reinstatement date” is defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act; and
- (c) clause 33 (2.1) (b) of the Act is amended by striking out “the day before the reinstatement date” and substituting the date of the day before the reinstatement date as “reinstatement date” is defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act.

4. (1) Section 57 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) If the 30 day period for registering a financing change statement mentioned in clause (1) (a) expires between February 26, 1996 and the day before the reinstatement date, the period shall be extended until four business days from the reinstatement date.

(2) On the day that the notice mentioned in subsection 1 (3) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act, is published in *The Ontario Gazette*, subsection 57 (1.1) of the Act is amended by,

- (a) striking out “the day before the reinstatement date” and substituting the date of the day before the reinstatement date as “reinstatement date” is defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act; and
- (b) striking out “four business days from the reinstatement date” and substituting the date of the fourth business day from the reinstatement date as “business day” and “reinstatement date” are defined in subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 1 (1) of this Act.

5. Section 74 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 44, section

paragraphe 1 (1) de la présente loi, est publié dans *La Gazette de l'Ontario* :

- a) le paragraphe 33 (2.1) de la Loi est modifié par substitution de la date du neuvième jour qui suit la date de remise en service, selon la définition de «date de remise en service» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «neuvième jour qui suit la date de remise en service»;
- b) l'alinéa 33 (2.1) a) de la Loi est modifié par substitution de la date de la veille de la date de remise en service, selon la définition de «date de remise en service» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «la veille de la date de remise en service»;
- c) l'alinéa 33 (2.1) b) de la Loi est modifié par substitution de la date de la veille de la date de remise en service, selon la définition de «date de remise en service» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «la veille de la date de remise en service».

4. (1) L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si le délai de 30 jours imparti pour enregistrer l'état de modification du financement visé à l'alinéa (1) a) expire entre le 26 février 1996 et la veille de la date de remise en service, il est prorogé jusqu'au quatrième jour ouvrable qui suit la date de remise en service.

(2) Le jour où l'avis mentionné au paragraphe 1 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, est publié dans *La Gazette de l'Ontario*, le paragraphe 57 (1.1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution de la date de la veille de la date de remise en service, selon la définition de «date de remise en service» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «la veille de la date de remise en service»;
- b) par substitution de la date du quatrième jour ouvrable qui suit la date de remise en service, selon les définitions de «date de remise en service» et «jour ouvrable» au paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe 1 (1) de la présente loi, à «quatrième jour qui suit la date de remise en service».

5. L'article 74 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 44 des Lois de

Extended
time

Prorogation

7, is further amended by adding the following subsections:

l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Same, inability to operate registration system

(2) If the Lieutenant Governor in Council is of the opinion that, as a result of an inability to operate the registration system's computer, a security interest cannot be perfected by registration or registrations cannot be discharged within a time period specified in this Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(2) S'il estime que, par suite de l'impossibilité de faire fonctionner l'ordinateur du réseau d'enregistrement, une sûreté ne peut être rendue opposable par enregistrement ou qu'il ne peut être donné mainlevée des enregistrements dans le délai précisé dans la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Idem : impossibilité de faire fonctionner le réseau d'enregistrement

(a) deeming a security interest perfected by registration that has become unperfected during a prescribed time period to be continuously perfected from the time of first perfection if the security interest is again perfected within a prescribed time period;

a) considérer que les sûretés rendues opposables par enregistrement et devenues inopposables pendant un délai prescrit sont réputées opposables sans interruption depuis le moment où elles ont initialement été rendues opposables si elles sont de nouveau rendues opposables dans le délai prescrit;

(b) extending the time during which a prescribed class of purchase-money security interests may be perfected by registration and the notices required by this Act may be given for the purpose of obtaining priority under subsection 33 (1) or (2); and

b) proroger le délai pendant lequel une catégorie prescrite de sûretés en garantie du prix d'acquisition peut être rendue opposable par enregistrement et pendant lequel les avis exigés par la présente loi peuvent être donnés pour établir le rang aux termes du paragraphe 33 (1) ou (2);

(c) extending the time during which a financing change statement discharging a registration may be registered under subsection 57 (1), if the 30 day period mentioned in that subsection expires during a prescribed time period.

c) proroger le délai pendant lequel un état de modification du financement donnant mainlevée de l'enregistrement peut être enregistré aux termes du paragraphe 57 (1), si le délai de 30 jours mentionné à ce paragraphe expire pendant un délai prescrit.

Retroactivity

(3) A regulation mentioned in subsection (2) is effective with reference to a period before it was filed, if it so provides.

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (2) ont un effet rétroactif s'ils comportent une disposition en ce sens.

Effet rétroactif

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title

7. The short title of this Act is the *Personal Property Security Amendment Act, 1996*.

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur les sûretés mobilières*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{RE} SESSION, 36^E LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 36

Projet de loi 36

**An Act to amend certain Acts
administered by the Ministry of
Natural Resources**

**Loi modifiant certaines lois appliquées
par le ministère des Richesses
naturelles**

The Hon. C. Hodgson
Minister of Natural Resources

L'honorable C. Hodgson
Ministre des Richesses naturelles

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 3, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



1^{re} lecture 3 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill amends the *Crown Forest Sustainability Act, 1994*, the *Game and Fish Act* and the *Provincial Parks Act*.

Crown Forest Sustainability Act, 1994

Subsection 1 (1) of the Bill clarifies that the Minister may enter into agreements to perform obligations of licensees under section 27 of the Act.

Subsections 1 (2), (3) and (5) of the Bill allow the Minister to establish the amounts and timing of forest renewal charges and forestry futures charges without the need to make regulations.

Subsection 1 (4) of the Bill makes it an offence to obstruct an employee or agent of the Ministry of Natural Resources acting under section 61 or 62 of the Act.

Game and Fish Act

Subsections 2 (1), (4), (5) and (8) of the Bill replace the Game and Fish Hearing Board with hearing officers appointed by the Minister.

Subsection 2 (2) of the Bill provides that the Act applies to black bear parts whether or not they originated in Ontario. For example, section 51 of the Act makes it an offence to sell game animals without a licence, so the amendment will allow section 51 to be used in respect of black bear parts whether or not they originated in Ontario.

Subsection 2 (3) of the Bill allows deer to be killed in defence of property in accordance with the Minister's written authorization.

Subsection 2 (6) of the Bill provides that a person may not hold more than one licence to hunt black bear in any year.

Subsection 2 (7) of the Bill provides that a licence to hunt black bear only permits one black bear to be taken.

Provincial Parks Act

Subsection 3 (1) of the Bill removes a restriction that prevents agreements with unincorporated entities for the establishment and operation of works, facilities and services in provincial parks.

Subsections 3 (2) and (6) of the Bill allow the Minister to establish and charge fees and rentals in respect of provincial parks without the need to make regulations.

Subsection 3 (3) of the Bill requires specified amounts received by the Crown under the Act to be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund and authorizes the use of these funds for specified purposes.

Subsection 3 (4) of the Bill corrects an error that arose in the Revised Statutes of Ontario, 1990.

Subsection 3 (5) of the Bill allows the Minister to enter into agreements authorizing or requiring persons to exercise or perform certain powers and duties under the Act. A person who enters into an agreement and knowingly contravenes it is guilty of an offence.

Le projet de loi modifie la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*, la *Loi sur la chasse et la pêche* et la *Loi sur les parcs provinciaux*.

Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne

Le paragraphe 1 (1) du projet de loi précise que le ministre peut, en vertu de l'article 27 de la Loi, conclure des ententes portant sur l'exécution par le ministre d'obligations des titulaires de permis.

Les paragraphes 1 (2), (3) et (5) du projet de loi permettent au ministre de fixer les montants des droits de reboisement et des droits à verser au Fonds de réserve forestier ainsi que les délais de paiement de ces droits sans qu'il soit nécessaire de prendre des règlements.

Le paragraphe 1 (4) du projet de loi rend coupable d'une infraction quiconque entrave le travail d'un employé ou d'un agent du ministère des Richesses naturelles qui agit en vertu de l'article 61 ou 62 de la Loi.

Loi sur la chasse et la pêche

Les paragraphes 2 (1), (4), (5) et (8) du projet de loi remplacent la Commission des recours en matière de chasse et de pêche par des agents enquêteurs nommés par le ministre.

Le paragraphe 2 (2) du projet de loi prévoit que la Loi s'applique aux parties d'ours noir, qu'elles proviennent ou non de l'Ontario. Par exemple, étant donné que l'article 51 de la Loi rend coupable d'une infraction quiconque vend, sans permis, du gibier à poil, cette modification permet d'appliquer l'article 51 dans le cas des parties d'ours noir, qu'elles proviennent ou non de l'Ontario.

Le paragraphe 2 (3) du projet de loi permet de tuer des chevreuils en vue de défendre des biens à condition de le faire conformément à l'autorisation écrite du ministre.

Le paragraphe 2 (6) du projet de loi prévoit qu'une personne ne peut être titulaire, au cours d'une même année, de plus d'un permis de chasse à l'ours noir.

Le paragraphe 2 (7) du projet de loi prévoit qu'un permis de chasse à l'ours noir ne permet de prendre qu'un seul ours noir.

Loi sur les parcs provinciaux

Le paragraphe 3 (1) du projet de loi supprime la restriction selon laquelle ne pouvaient être conclues des ententes avec des entités sans personnalité morale pour la création ou l'exploitation d'un ouvrage, d'une installation ou de services dans les parcs provinciaux.

Les paragraphes 3 (2) et (6) du projet de loi permettent au ministre de fixer et d'exiger des droits et des prix de location à l'égard des parcs provinciaux sans qu'il soit nécessaire de prendre des règlements.

Le paragraphe 3 (3) du projet de loi exige que certains montants que reçoit la Couronne en vertu de la Loi soient détenus dans un compte distinct du Trésor et autorise l'utilisation de ces fonds à des fins qu'il précise.

Le paragraphe 3 (4) du projet de loi corrige une erreur qui figure dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990.

Le paragraphe 3 (5) du projet de loi permet au ministre de conclure des ententes qui autorisent des personnes à exercer, ou qui exigent d'elles qu'elles exercent, certains pouvoirs ou certaines fonctions prévus par la Loi. Est coupable d'une infraction quiconque conclut une entente et y contrevient sciemment.

**An Act to amend certain Acts
administered by the Ministry of
Natural Resources**

**Loi modifiant certaines lois appliquées
par le ministère des Richesses
naturelles**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

CROWN FOREST SUSTAINABILITY ACT, 1994

**LOI DE 1994 SUR LA DURABILITÉ DES FORÊTS DE
LA COURONNE**

1. (1) Subsection 27 (3) of the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* is repealed and the following substituted:

1. (1) Le paragraphe 27 (3) de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) The Minister may enter into an agreement with the holder of a licence under this section in respect of,

(3) Le ministre peut conclure, avec le titulaire d'un permis accordé en vertu du présent article, une entente portant, selon le cas, sur :

(a) renewal and maintenance activities necessary to provide for the sustainability of the Crown forest in the area covered by the licence; or

a) les activités de régénération et d'entretien nécessaires pour prévoir la durabilité de la forêt de la Couronne dans le secteur visé par le permis;

(b) obligations of the licensee that will be performed by the Minister in return for payment of a fee.

b) les obligations du titulaire du permis qui seront exécutées par le ministre moyennant le paiement de droits.

(2) Subsection 49 (1) of the Act is amended by striking out "as required by" in the third line and substituting "in the amounts and within the times required by".

(2) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par substitution de «selon les montants et dans les délais exigés par» à «comme l'exige» à la troisième ligne.

(3) Subsection 51 (5) of the Act is amended by striking out "as required by" in the third line and substituting "in the amounts and within the times required by".

(3) Le paragraphe 51 (5) de la Loi est modifié par substitution de «selon les montants et dans les délais exigés par» à «comme l'exige» aux deuxième et troisième lignes.

(4) Clause 64 (1) (e) of the Act is amended by striking out "section 60" in the second line and substituting "section 60, 61 or 62".

(4) L'alinéa 64 (1) (e) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 60, 61 ou 62» à «l'article 60» à la troisième ligne.

(5) Paragraph 16 of subsection 69 (1) of the Act is repealed.

(5) La disposition 16 du paragraphe 69 (1) de la Loi est abrogée.

GAME AND FISH ACT

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

2. (1) The definition of "Board" in section 1 of the *Game and Fish Act* is repealed.

2. (1) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogée.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Despite section 33, this Act applies to black bear parts whether or not they originated in Ontario.

(4) Malgré l'article 33, la présente loi s'applique aux parties d'ours noir, qu'elles proviennent ou non de l'Ontario.

Agreements

Ententes

Same

Idem

(3) The Act is amended by adding the following section:

Protecting property

2.1 (1) Despite any provision of this Act, deer may be killed in the defence of property if the killing is done in accordance with the written authority of the Minister.

Terms and conditions

(2) The Minister may include terms and conditions in any authority to kill deer in the defence of property.

Ownership

(3) The Crown in right of Ontario owns the deer killed under this section and the deer so killed shall be disposed of as the Minister directs.

Surrender

(4) A person who kills a deer under this section shall surrender it to an officer upon request.

(4) Section 38 of the Act is repealed.

(5) Subsections 41 (1) to (8) of the Act are repealed and the following substituted:

Request for hearing

(1) A notice under section 39 or 40 shall inform the applicant or holder of the licence that he or she may require a hearing by a hearing officer if he or she mails or delivers to the Minister, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing.

Hearing officer appointed

(2) The Minister shall appoint a hearing officer upon receiving a request for a hearing.

Holding a hearing

(3) The hearing officer shall,

- (a) appoint a time for a hearing;
- (b) hold the hearing; and
- (c) report on the hearing to the Minister.

Parties

(4) The applicant or holder of the licence who required the hearing and such other parties as the hearing officer may specify are parties to the hearing.

Minister entitled to be heard

(5) The Minister is entitled to be heard at the hearing.

Report

(6) The report of the hearing officer shall contain a summary of the facts presented at the hearing and the officer's opinion on the merits of the issuing or cancelling of the licence in light of the facts and in view of the purpose of this Act, together with the reasons for the opinion.

Powers of Minister

(7) The Minister, after receiving and considering the report, may direct or refuse to direct the issuance of the licence or may carry out or refrain from carrying out the proposal to cancel the licence.

Procedure

(8) Sections 6 to 9, 10 to 15.1, 16 and 21 to 23 of the *Statutory Powers Procedure Act*

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 (1) Malgré les dispositions de la présente loi, une personne peut tuer des chevreuils en vue de défendre des biens si elle le fait conformément à l'autorisation écrite du ministre.

Protection des biens

(2) Le ministre peut assortir de conditions l'autorisation qu'il accorde de tuer des chevreuils en vue de défendre des biens.

Conditions

(3) La Couronne du chef de l'Ontario est propriétaire des chevreuils tués en vertu du présent article et il doit en être disposé de la manière dont l'ordonne le ministre.

Propriété

(4) Quiconque tue un chevreuil en vertu du présent article le remet à un agent sur demande.

Remise

(4) L'article 38 de la Loi est abrogé.

(5) Les paragraphes 41 (1) à (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Un avis signifié aux termes de l'article 39 ou 40 informe l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qu'il peut exiger une audience devant un agent enquêteur s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite à cet effet au ministre dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle l'avis lui a été signifié.

Demande d'audience

(2) Le ministre nomme un agent enquêteur dès qu'il reçoit une demande d'audience.

Nomination d'un agent enquêteur

(3) L'agent enquêteur fait ce qui suit :

- a) il fixe la date et l'heure de l'audience;
- b) il tient l'audience;
- c) il présente au ministre un rapport sur l'audience.

Tenue de l'audience

(4) Sont parties à l'audience l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qui a exigé l'audience ainsi que les autres parties que l'agent enquêteur peut préciser.

Parties

(5) Le ministre a le droit d'être entendu à l'audience.

Droit du ministre

(6) Le rapport de l'agent enquêteur comprend un résumé des faits présentés à l'audience et son opinion motivée sur le bien-fondé de la délivrance ou de l'annulation du permis d'après les faits et compte tenu de l'objet de la présente loi.

Rapport

(7) Après réception et étude du rapport, le ministre peut ordonner ou refuser d'ordonner la délivrance du permis, ou donner suite ou non à son intention d'annuler le permis.

Pouvoirs du ministre

(8) Les articles 6 à 9, 10 à 15.1, 16 et 21 à 23 de la *Loi sur l'exercice des compétences*

Procédure

apply, with necessary modifications, to a hearing under this section.

(6) Subsection 47 (2) of the Act is amended by inserting “black bear” after “hunt” in the third line.

(7) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) Only one black bear may be taken under a licence to hunt black bear.

(8) Despite the repeal of section 38 of the Act, the Game and Fish Hearing Board shall complete any hearings required under section 41 of the Act before this subsection comes into force, and section 41 of the Act, as it read immediately before this subsection comes into force, continues to apply for that purpose.

PROVINCIAL PARKS ACT

3. (1) Clause 7 (3) (e) of the *Provincial Parks Act* is repealed and the following substituted:

(e) make agreements with respect to the establishment or operation of any works, facilities or services on public lands.

(2) The Act is amended by adding the following section:

7.1 The Minister may establish and charge,

- (a) fees for entrance into provincial parks of persons, vehicles, boats or aircraft;
- (b) fees for the use of provincial parks or of any facilities or services in provincial parks; and
- (c) fees and rentals for any licence, permit, lease or other right issued, made or given in respect of a provincial park.

(3) The Act is amended by adding the following section:

7.2 (1) The following amounts shall be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund:

- 1. All fines, fees and rentals paid under this Act or the regulations.
- 2. All amounts received by the Crown under agreements made under this Act or the regulations.

légales s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une audience tenue en vertu du présent article.

(6) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par insertion de «à l'ours noir» après «chasse» à la quatrième ligne.

(7) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Un seul ours noir peut être pris en vertu d'un permis de chasse à l'ours noir.

(8) Malgré l'abrogation de l'article 38 de la Loi, la Commission des recours en matière de chasse et de pêche doit terminer toutes les audiences qui ont été exigées en vertu de l'article 41 de la Loi avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, et l'article 41 de la Loi, tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continue de s'appliquer à cette fin.

LOI SUR LES PARCS PROVINCIAUX

3. (1) L'alinéa 7 (3) e) de la *Loi sur les parcs provinciaux* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) conclure des ententes concernant la création ou l'exploitation d'un ouvrage, d'une installation ou de services sur des terres publiques.

(2) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

7.1 Le ministre peut fixer et exiger ce qui suit :

- a) des droits relativement à l'entrée des personnes, véhicules, bateaux ou aéronefs dans les parcs provinciaux;
- b) des droits pour l'utilisation des parcs provinciaux ou des installations ou services dans les parcs provinciaux;
- c) des droits et des prix de location pour l'obtention d'une licence, d'un permis, d'un bail ou d'un autre droit qui est délivré, conclu ou octroyé relativement à un parc provincial.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

7.2 (1) Les montants suivants sont détenus dans un compte distinct du Trésor :

- 1. Les amendes, droits et les prix de location payés aux termes de la présente loi ou des règlements.
- 2. Les montants reçus par la Couronne en vertu d'ententes conclues en vertu de la présente loi ou des règlements.

One black bear per licence

Un ours noir par permis

Fees and rentals

Droits et prix de location

Separate account

Compte distinct

	3. All costs recovered by the Crown under subsection 22 (3).		3. Les frais recouvrés par la Couronne en vertu du paragraphe 22 (3).	
Money in account	(2) Money standing to the credit of the separate account is, for the purpose of the <i>Financial Administration Act</i> , money paid to Ontario for a special purpose.		(2) Les sommes versées au crédit du compte distinct sont, pour l'application de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , des sommes d'argent versées à l'Ontario à des fins particulières.	Sommes versées au compte
Payments out of account	(3) The Minister may direct that money be paid out of the separate account to the Minister or a person specified by the Minister if,		(3) Le ministre peut ordonner que des sommes soient prélevées sur le compte distinct et versées au ministre ou à la personne qu'il précise si, selon le cas :	Prélèvements sur le compte
	(a) the payment will be used for a purpose related to provincial parks; or		a) ce versement servira à une fin relative aux parcs provinciaux;	
	(b) the payment will be used to,		b) ce versement servira à l'une ou l'autre des fins suivantes :	
	(i) refund all or part of an amount paid under this Act or the regulations, or		(i) rembourser la totalité ou une partie d'un montant versé aux termes de la présente loi ou des règlements,	
	(ii) make a payment under subsection 15 (2).		(ii) faire un paiement en vertu du paragraphe 15 (2).	
Annual report	(4) The Minister shall ensure that a report is prepared annually on the financial affairs of the separate account.		(4) Le ministre fait en sorte que soit rédigé annuellement un rapport sur la situation financière du compte distinct.	Rapport annuel
Tabling of report	(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall table the report in the Legislative Assembly.		(5) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose devant l'Assemblée législative.	Dépôt du rapport
	(4) The English version of subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "Minister" in the third line and substituting "person".		(4) La version anglaise du paragraphe 15 (2) de la Loi est modifiée par substitution de «person» à «Minister» à la troisième ligne.	
	(5) The Act is amended by adding the following section:		(5) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Agreements re powers and duties	20.1 (1) The Minister may enter into an agreement with any person authorizing or requiring the person to exercise any power or perform any duty that is granted to or vested in the Minister or a superintendent under this Act.		20.1 (1) Le ministre peut conclure une entente avec une personne, qui autorise celle-ci à exercer, ou exige de celle-ci qu'elle exerce, tout pouvoir ou toute fonction que confère au ministre ou à un directeur la présente loi.	Ententes sur les pouvoirs et fonctions
Exceptions	(2) Subsection (1) does not apply to the powers of the Minister under sections 10 and 14.		(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux pouvoirs que confèrent au ministre les articles 10 et 14.	Exceptions
Terms and conditions	(3) An agreement under subsection (1) may contain such terms and conditions as the Minister considers appropriate.		(3) L'entente conclue en vertu du paragraphe (1) peut comprendre les conditions que le ministre estime appropriées.	Conditions
Deeds and contracts	(4) Section 6 of the <i>Executive Council Act</i> does not apply to a deed or contract that is executed under an agreement made under subsection (1).		(4) L'article 6 de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ne s'applique pas à un acte ou un contrat souscrit en vertu d'une entente conclue en vertu du paragraphe (1).	Actes et contrats
Offence	(5) A person who enters into an agreement with the Minister under subsection (1) and knowingly contravenes the agreement is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$25,000.		(5) Quiconque conclut une entente avec le ministre en vertu du paragraphe (1) et y contrevient sciemment est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Infraction

Limitation period	(6) A proceeding in respect of an offence under subsection (5) shall not be commenced more than five years after the date on which the offence was, or is alleged to have been, committed.	(6) Aucune instance relative à une infraction prévue au paragraphe (5) ne peut être introduite plus de cinq ans après la date à laquelle l'infraction a été ou aurait été commise.	Prescription
	(6) Clauses 21 (1) (o) and (q) of the Act are repealed.	(6) Les alinéas 21 (1) o) et q) de la Loi sont abrogés.	
	COMMENCEMENT AND SHORT TITLE	ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ	
Commencement	4. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	4. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Same	(2) Subsections 2 (1), (4), (5) and (8) and subsections 3 (2) and (6) come into force 30 days after the day this Act receives Royal Assent.	(2) Les paragraphes 2 (1), (4), (5) et (8) et les paragraphes 3 (2) et (6) entrent en vigueur 30 jours après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Same	(3) Subsection 3 (3) shall be deemed to have come into force on April 1, 1996.	(3) Le paragraphe 3 (3) est réputé être entré en vigueur le 1 ^{er} avril 1996.	Idem
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Ministry of Natural Resources Statute Law Amendment Act, 1996</i> .	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 modifiant des lois en ce qui concerne le ministère des Richesses naturelles</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 36

*(Chapter 14
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to amend certain Acts
administered by the Ministry of
Natural Resources**

The Hon. C. Hodgson
Minister of Natural Resources

Projet de loi 36

*(Chapitre 14
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi modifiant certaines lois appliquées
par le ministère des Richesses
naturelles**

L'honorable C. Hodgson
Ministre des Richesses naturelles



1st Reading	April 3, 1996
2nd Reading	June 19, 1996
3rd Reading	June 27, 1996
Royal Assent	June 27, 1996

1 ^{re} lecture	3 avril 1996
2 ^e lecture	19 juin 1996
3 ^e lecture	27 juin 1996
Sanction royale	27 juin 1996



**An Act to amend certain Acts
administered by the Ministry of
Natural Resources**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CROWN FOREST SUSTAINABILITY ACT, 1994

1. (1) Subsection 27 (3) of the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* is repealed and the following substituted:

(3) The Minister may enter into an agreement with the holder of a licence under this section in respect of,

- (a) renewal and maintenance activities necessary to provide for the sustainability of the Crown forest in the area covered by the licence; or
- (b) obligations of the licensee that will be performed by the Minister in return for payment of a fee.

(2) Subsection 49 (1) of the Act is amended by striking out "as required by" in the third line and substituting "in the amounts and within the times required by".

(3) Subsection 51 (5) of the Act is amended by striking out "as required by" in the third line and substituting "in the amounts and within the times required by".

(4) Clause 64 (1) (e) of the Act is amended by striking out "section 60" in the second line and substituting "section 60, 61 or 62".

(5) Paragraph 16 of subsection 69 (1) of the Act is repealed.

GAME AND FISH ACT

2. (1) The definition of "Board" in section 1 of the *Game and Fish Act* is repealed.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) Despite section 33, this Act applies to black bear parts whether or not they originated in Ontario.

**Loi modifiant certaines lois appliquées
par le ministère des Richesses
naturelles**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**LOI DE 1994 SUR LA DURABILITÉ DES FORÊTS DE
LA COURONNE**

1. (1) Le paragraphe 27 (3) de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut conclure, avec le titulaire d'un permis accordé en vertu du présent article, une entente portant, selon le cas, sur :

- a) les activités de régénération et d'entretien nécessaires pour prévoir la durabilité de la forêt de la Couronne dans le secteur visé par le permis;
- b) les obligations du titulaire du permis qui seront exécutées par le ministre moyennant le paiement de droits.

(2) Le paragraphe 49 (1) de la *Loi* est modifié par substitution de «selon les montants et dans les délais exigés par» à «comme l'exige» à la troisième ligne.

(3) Le paragraphe 51 (5) de la *Loi* est modifié par substitution de «selon les montants et dans les délais exigés par» à «comme l'exige» aux deuxième et troisième lignes.

(4) L'alinéa 64 (1) e) de la *Loi* est modifié par substitution de «l'article 60, 61 ou 62» à «l'article 60» à la troisième ligne.

(5) La disposition 16 du paragraphe 69 (1) de la *Loi* est abrogée.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

2. (1) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogée.

(2) L'article 2 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Malgré l'article 33, la présente loi s'applique aux parties d'ours noir, qu'elles proviennent ou non de l'Ontario.

Agreements

Ententes

Same

Idem

	(3) The Act is amended by adding the following section:	(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Protecting property	2.1 (1) Despite any provision of this Act, deer may be killed in the defence of property if the killing is done in accordance with the written authority of the Minister.	2.1 (1) Malgré les dispositions de la présente loi, une personne peut tuer des chevreuils en vue de défendre des biens si elle le fait conformément à l'autorisation écrite du ministre.	Protection des biens
Terms and conditions	(2) The Minister may include terms and conditions in any authority to kill deer in the defence of property.	(2) Le ministre peut assortir de conditions l'autorisation qu'il accorde de tuer des chevreuils en vue de défendre des biens.	Conditions
Ownership	(3) The Crown in right of Ontario owns the deer killed under this section and the deer so killed shall be disposed of as the Minister directs.	(3) La Couronne du chef de l'Ontario est propriétaire des chevreuils tués en vertu du présent article et il doit en être disposé de la manière dont l'ordonne le ministre.	Propriété
Surrender	(4) A person who kills a deer under this section shall surrender it to an officer upon request.	(4) Quiconque tue un chevreuil en vertu du présent article le remet à un agent sur demande.	Remise
	(4) Section 38 of the Act is repealed.	(4) L'article 38 de la Loi est abrogé.	
	(5) Subsections 41 (1) to (8) of the Act are repealed and the following substituted:	(5) Les paragraphes 41 (1) à (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Request for hearing	(1) A notice under section 39 or 40 shall inform the applicant or holder of the licence that he or she may require a hearing by a hearing officer if he or she mails or delivers to the Minister, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing.	(1) Un avis signifié aux termes de l'article 39 ou 40 informe l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qu'il peut exiger une audience devant un agent enquêteur s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite à cet effet au ministre dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle l'avis lui a été signifié.	Demande d'audience
Hearing officer appointed	(2) The Minister shall appoint a hearing officer upon receiving a request for a hearing.	(2) Le ministre nomme un agent enquêteur dès qu'il reçoit une demande d'audience.	Nomination d'un agent enquêteur
Holding a hearing	(3) The hearing officer shall, (a) appoint a time for a hearing; (b) hold the hearing; and (c) report on the hearing to the Minister.	(3) L'agent enquêteur fait ce qui suit : a) il fixe la date et l'heure de l'audience; b) il tient l'audience; c) il présente au ministre un rapport sur l'audience.	Tenue de l'audience
Parties	(4) The applicant or holder of the licence who required the hearing and such other parties as the hearing officer may specify are parties to the hearing.	(4) Sont parties à l'audience l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qui a exigé l'audience ainsi que les autres parties que l'agent enquêteur peut préciser.	Parties
Minister entitled to be heard	(5) The Minister is entitled to be heard at the hearing.	(5) Le ministre a le droit d'être entendu à l'audience.	Droit du ministre
Report	(6) The report of the hearing officer shall contain a summary of the facts presented at the hearing and the officer's opinion on the merits of the issuing or cancelling of the licence in light of the facts and in view of the purpose of this Act, together with the reasons for the opinion.	(6) Le rapport de l'agent enquêteur comprend un résumé des faits présentés à l'audience et son opinion motivée sur le bien-fondé de la délivrance ou de l'annulation du permis d'après les faits et compte tenu de l'objet de la présente loi.	Rapport
Powers of Minister	(7) The Minister, after receiving and considering the report, may direct or refuse to direct the issuance of the licence or may carry out or refrain from carrying out the proposal to cancel the licence.	(7) Après réception et étude du rapport, le ministre peut ordonner ou refuser d'ordonner la délivrance du permis, ou donner suite ou non à son intention d'annuler le permis.	Pouvoirs du ministre
Procedure	(8) Sections 6 to 9, 10 to 15.1, 16 and 21 to 23 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i>	(8) Les articles 6 à 9, 10 à 15.1, 16 et 21 à 23 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences</i>	Procédure

apply, with necessary modifications, to a hearing under this section.

(6) Subsection 47 (2) of the Act is amended by inserting "black bear" after "hunt" in the third line.

(7) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) Only one black bear may be taken under a licence to hunt black bear.

(8) Despite the repeal of section 38 of the Act, the Game and Fish Hearing Board shall complete any hearings required under section 41 of the Act before this subsection comes into force, and section 41 of the Act, as it read immediately before this subsection comes into force, continues to apply for that purpose.

PROVINCIAL PARKS ACT

3. (1) Clause 7 (3) (e) of the *Provincial Parks Act* is repealed and the following substituted:

(e) make agreements with respect to the establishment or operation of any works, facilities or services on public lands.

(2) The Act is amended by adding the following section:

7.1 The Minister may establish and charge,

- (a) fees for entrance into provincial parks of persons, vehicles, boats or aircraft;
- (b) fees for the use of provincial parks or of any facilities or services in provincial parks; and
- (c) fees and rentals for any licence, permit, lease or other right issued, made or given in respect of a provincial park.

(3) The Act is amended by adding the following section:

7.2 (1) The following amounts shall be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund:

- 1. All fines, fees and rentals paid under this Act or the regulations.
- 2. All amounts received by the Crown under agreements made under this Act or the regulations.

légales s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une audience tenue en vertu du présent article.

(6) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par insertion de «à l'ours noir» après «chasse» à la quatrième ligne.

(7) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Un seul ours noir peut être pris en vertu d'un permis de chasse à l'ours noir.

(8) Malgré l'abrogation de l'article 38 de la Loi, la Commission des recours en matière de chasse et de pêche doit terminer toutes les audiences qui ont été exigées en vertu de l'article 41 de la Loi avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, et l'article 41 de la Loi, tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, continue de s'appliquer à cette fin.

LOI SUR LES PARCS PROVINCIAUX

3. (1) L'alinéa 7 (3) e) de la *Loi sur les parcs provinciaux* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) conclure des ententes concernant la création ou l'exploitation d'un ouvrage, d'une installation ou de services sur des terres publiques.

(2) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

7.1 Le ministre peut fixer et exiger ce qui suit :

- a) des droits relativement à l'entrée des personnes, véhicules, bateaux ou aéronefs dans les parcs provinciaux;
- b) des droits pour l'utilisation des parcs provinciaux ou des installations ou services dans les parcs provinciaux;
- c) des droits et des prix de location pour l'obtention d'une licence, d'un permis, d'un bail ou d'un autre droit qui est délivré, conclu ou octroyé relativement à un parc provincial.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

7.2 (1) Les montants suivants sont détenus dans un compte distinct du Trésor :

- 1. Les amendes, droits et les prix de location payés aux termes de la présente loi ou des règlements.
- 2. Les montants reçus par la Couronne en vertu d'ententes conclues en vertu de la présente loi ou des règlements.

One black bear per licence

Un ours noir par permis

Fees and rentals

Droits et prix de location

Separate account

Compte distinct

	3. All costs recovered by the Crown under subsection 22 (3).	3. Les frais recouvrés par la Couronne en vertu du paragraphe 22 (3).	
Money in account	(2) Money standing to the credit of the separate account is, for the purpose of the <i>Financial Administration Act</i> , money paid to Ontario for a special purpose.	(2) Les sommes versées au crédit du compte distinct sont, pour l'application de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , des sommes d'argent versées à l'Ontario à des fins particulières.	Sommes versées au compte
Payments out of account	(3) The Minister may direct that money be paid out of the separate account to the Minister or a person specified by the Minister if, <ul style="list-style-type: none"> (a) the payment will be used for a purpose related to provincial parks; or (b) the payment will be used to, <ul style="list-style-type: none"> (i) refund all or part of an amount paid under this Act or the regulations, or (ii) make a payment under subsection 15 (2). 	(3) Le ministre peut ordonner que des sommes soient prélevées sur le compte distinct et versées au ministre ou à la personne qu'il précise si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) ce versement servira à une fin relative aux parcs provinciaux; b) ce versement servira à l'une ou l'autre des fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> (i) rembourser la totalité ou une partie d'un montant versé aux termes de la présente loi ou des règlements, (ii) faire un paiement en vertu du paragraphe 15 (2). 	Prélèvements sur le compte
Annual report	(4) The Minister shall ensure that a report is prepared annually on the financial affairs of the separate account.	(4) Le ministre fait en sorte que soit rédigé annuellement un rapport sur la situation financière du compte distinct.	Rapport annuel
Tabling of report	(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall table the report in the Legislative Assembly.	(5) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose devant l'Assemblée législative.	Dépôt du rapport
	(4) The English version of subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "Minister" in the third line and substituting "person".	(4) La version anglaise du paragraphe 15 (2) de la Loi est modifiée par substitution de «person» à «Minister» à la troisième ligne.	
	(5) The Act is amended by adding the following section:	(5) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Agreements re powers and duties	20.1 (1) The Minister may enter into an agreement with any person authorizing or requiring the person to exercise any power or perform any duty that is granted to or vested in the Minister or a superintendent under this Act.	20.1 (1) Le ministre peut conclure une entente avec une personne, qui autorise celle-ci à exercer, ou exige de celle-ci qu'elle exerce, tout pouvoir ou toute fonction que confère au ministre ou à un directeur la présente loi.	Ententes sur les pouvoirs et fonctions
Exceptions	(2) Subsection (1) does not apply to the powers of the Minister under sections 10 and 14.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux pouvoirs que confèrent au ministre les articles 10 et 14.	Exceptions
Terms and conditions	(3) An agreement under subsection (1) may contain such terms and conditions as the Minister considers appropriate.	(3) L'entente conclue en vertu du paragraphe (1) peut comprendre les conditions que le ministre estime appropriées.	Conditions
Deeds and contracts	(4) Section 6 of the <i>Executive Council Act</i> does not apply to a deed or contract that is executed under an agreement made under subsection (1).	(4) L'article 6 de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ne s'applique pas à un acte ou un contrat souscrit en vertu d'une entente conclue en vertu du paragraphe (1).	Actes et contrats
Offence	(5) A person who enters into an agreement with the Minister under subsection (1) and knowingly contravenes the agreement is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$25,000.	(5) Quiconque conclut une entente avec le ministre en vertu du paragraphe (1) et y contrevient sciemment est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Infraction

Limitation period	(6) A proceeding in respect of an offence under subsection (5) shall not be commenced more than five years after the date on which the offence was, or is alleged to have been, committed.	(6) Aucune instance relative à une infraction prévue au paragraphe (5) ne peut être introduite plus de cinq ans après la date à laquelle l'infraction a été ou aurait été commise.	Prescription
	(6) Clauses 21 (1) (o) and (q) of the Act are repealed.	(6) Les alinéas 21 (1) (o) et (q) de la Loi sont abrogés.	
	COMMENCEMENT AND SHORT TITLE	ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ	
Commencement	4. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	4. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Same	(2) Subsections 2 (1), (4), (5) and (8) and subsections 3 (2) and (6) come into force 30 days after the day this Act receives Royal Assent.	(2) Les paragraphes 2 (1), (4), (5) et (8) et les paragraphes 3 (2) et (6) entrent en vigueur 30 jours après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Same	(3) Subsection 3 (3) shall be deemed to have come into force on April 1, 1996.	(3) Le paragraphe 3 (3) est réputé être entré en vigueur le 1 ^{er} avril 1996.	Idem
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Ministry of Natural Resources Statute Law Amendment Act, 1996</i> .	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 modifiant des lois en ce qui concerne le ministère des Richesses naturelles</i> .	Titre abrégé

636



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 37

**An Act to amend
the Education Act to require
co-operation among boards**

Projet de loi 37

**Loi modifiant la Loi sur l'éducation
pour exiger la collaboration
entre les conseils**

Mr. Wildman

M. Wildman



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 3, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act* to require coterminous school boards to co-operate in the provision, purchase and use of goods and services.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation* pour obliger les conseils scolaires coïncidents à collaborer pour fournir, acheter et utiliser des biens et services.

**An Act to amend
the Education Act to require
co-operation among boards**

**Loi modifiant la Loi sur l'éducation
pour exiger la collaboration
entre les conseils**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Education Act* is amended by adding the following section:

189.1 (1) In this section,

“board” includes The Metropolitan Toronto School Board.

(2) Where two or more boards have the same or part of the same area of jurisdiction, the boards shall co-operate in the provision, purchase and use of goods and services.

(3) The following are examples of goods to which this section applies:

1. Supplies, including but not limited to educational materials.
2. Equipment and facilities.

(4) The following are examples of services to which this section applies:

1. Transportation services.
2. Educational, administrative and operational support services.

(5) Where two or more boards are required by subsection (1) to co-operate, the boards shall use their best efforts to,

- (a) identify areas in which co-operation could eliminate duplication and achieve cost savings; and
- (b) develop and implement plans to co-operate in the areas identified under clause (a).

(6) Nothing in this section permits the infringement of a right under a collective agreement.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur l'éducation* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

189.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«conseil» S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto.

(2) Si deux conseils ou plus exercent leur compétence dans le même secteur, ou dans une partie du même secteur, les conseils collaborent à la fourniture, l'achat et l'utilisation de biens et services.

(3) Les biens suivants sont des exemples de biens auxquels s'applique le présent article :

1. Les fournitures, notamment le matériel pédagogique.
2. L'équipement et les installations.

(4) Les services suivants sont des exemples de services auxquels s'applique le présent article :

1. Les services de transport.
2. Les services de soutien pédagogique, administratif et au fonctionnement.

(5) Si deux conseils ou plus sont tenus de collaborer aux termes du paragraphe (1), les conseils font tous les efforts possibles pour réaliser ce qui suit :

- a) déterminer des secteurs où la collaboration pourrait éliminer le double emploi et permettrait de réaliser une économie des coûts;
- b) élaborer et mettre en œuvre des plans afin de collaborer dans les secteurs déterminés aux termes de l'alinéa a).

(6) Le présent article n'a pas pour effet de permettre une atteinte à un droit prévu par une convention collective.

Definition

Coterminous
boards to
co-operateExamples of
goodsExamples of
services

Co-operation

Collective
agreements

Définition

Collabora-
tion de con-
seils coinci-
dentsExemples de
biensExemples de
servicesCollabora-
tionConventions
collectives

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Education Amendment Act (Co-operation Among Boards), 1996*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur l'éducation (collaboration entre conseils)*. Titre abrégé

AJON
XL
B56



Document
Publication

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 38

**An Act to amend the
Toronto Islands Residential
Community Stewardship Act, 1993**

The Hon. A. Leach
Minister of Municipal Affairs and Housing

Government Bill

1st Reading April 4, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 38

**Loi modifiant la Loi de 1993
sur l'administration de la zone
résidentielle des îles de Toronto**

L'honorable A. Leach
Ministre des Affaires municipales et du Logement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 4 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993*.

Under the current Act, the Province leases certain land and buildings to the City of Toronto, and other land and buildings to the Toronto Islands Residential Community Trust Corporation ("the Trust") until December 15, 2092. The Bill changes some aspects of the leasing arrangements. Vacant lands and the Parsonage will be leased to the City. The City will have a right of way respecting the sewer and water infrastructure. Toronto Hydro will continue to have a right of way in connection with its property and equipment. Transitional provisions are set out. (Sections 2 to 4, 10 and subsection 22 (1) of the Bill)

The City of Toronto will not be liable for damages resulting from the installation, operation or maintenance of the sewer and water infrastructure, unless the City is negligent. Similar provision is made for Toronto Hydro. (Subsection 3 (1) and section 4 of the Bill, subsections 4.1 (2) and 4.1 (2) of the Act)

The Act now permits the City to levy an annual charge on Islands residents to pay the debt for the sewer and water infrastructure. Under the Bill, the charge may take the form of a single lump sum or a periodic payment (as prescribed by regulation). This charge will be able to be collected in the same manner as real property taxes. Restrictions concerning the fare for ferry service in the winter are repealed. (Section 5 of the Bill)

The Act now specifies that two-thirds of the members of the board of directors of the Trust must be residents of the Islands. The Bill repeals this requirement. The Trust will be permitted to impose fees and charges generally, and will be required to raise sufficient revenue to carry out its objects. (Sections 8 and 9 of the Bill)

Under the current Act, the Trust is authorized to sell up to 110 land leases for land sufficient to accommodate up to 110 houses. The Bill restricts the Trust to selling 12 land leases for land sufficient for 12 houses. (Subsections 13 (1) and (2) of the Bill)

Under the current Act, the Trust is required to keep a list of prospective purchasers of houses and land leases. The list includes both applicants and "protected occupants", and the order of names on the list is determined in part by regulation. Under the Bill, protected occupants cease to have special status for the purposes of the list. A transitional provision is set out. (Section 18 and subsection 22 (4) of the Bill)

The Act now permits a co-operative housing corporation to operate co-operative housing on the Islands. The Bill repeals the provisions of the Act that relate to the co-operative housing corporation. The Trust will no longer be able to offer to sell land leases to the co-operative housing corporation. Transitional provisions are set out. (Sections 1, 6, subsections 11 (1), 13 (4), section 16 and subsections 22 (2) and (3) of the Bill)

Under the current Act, the Province is required to give a loan guarantee to enable the owner of a house on the Islands to purchase a land lease or to bring the house up to fire code standards. This requirement is repealed. The Province will no longer receive a portion of the proceeds from the sale of a land lease. (Subsection 11 (2) and section 12 of the Bill)

The current Act exempts the Islands lands from certain *Planning Act* requirements. The exemption is repealed. Under the Bill, the Minister is given final authority under the *Planning Act* for certain decisions. That authority is repealed after two years. (Section 19 of the Bill)

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto*.

Aux termes de la loi actuelle, la province donne à bail, jusqu'au 15 décembre 2092, certains biens-fonds et certains bâtiments à la cité de Toronto et d'autres biens-fonds et bâtiments à la Société de fiducie portant sur la zone résidentielle des îles de Toronto («la Fiducie»). Le projet de loi modifie certains aspects de ces baux. Les biens-fonds vacants et le bâtiment appelé «the Parsonage» sont donnés à bail à la cité. Cette dernière obtient un droit de passage à l'égard des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau. Toronto Hydro continue d'avoir un droit de passage à l'égard de ses biens et de son matériel. Des dispositions transitoires sont énoncées. (Articles 2 à 4, 10 et paragraphe 22 (1) du projet de loi)

Aux termes du projet de loi, la cité de Toronto n'est pas responsable des dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau, sauf négligence de sa part. Une disposition semblable est prévue pour Toronto Hydro. (Paragraphe 3 (1) et article 4 du projet de loi, paragraphes 4.1 (2) et 4.1 (2) de la Loi)

La Loi permet actuellement à la cité d'imposer aux résidents des îles une redevance annuelle pour le paiement de la dette relative aux réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau. Aux termes du projet de loi, la redevance peut prendre la forme d'un versement forfaitaire ou de versements périodiques (selon ce qui est prescrit par règlement). Cette redevance peut être recouvrée de la même façon que les impôts fonciers. Les restrictions concernant le tarif prévu pour le service de traversiers durant l'hiver sont éliminées. (Article 5 du projet de loi)

La Loi actuelle précise que les deux tiers des membres du conseil d'administration de la Fiducie doivent être des résidents des îles. Le projet de loi supprime cette exigence. Il autorise la Fiducie à imposer des droits et des redevances en général et exige d'elle qu'elle recueille suffisamment de revenus pour réaliser ses objets. (Articles 8 et 9 du projet de loi)

Aux termes de la loi actuelle, la Fiducie est autorisée à vendre jusqu'à 110 baux portant sur des biens-fonds qui sont suffisants pour permettre l'aménagement d'un maximum de 110 maisons. Le projet de loi ramène ces deux nombres à 12. (Paragraphes 13 (1) et (2) du projet de loi)

La Loi actuelle exige de la Fiducie qu'elle tienne une liste des acheteurs éventuels de maisons et de baux fonciers. La liste comprend les noms des particuliers qui ont présenté une demande d'achat et des «occupants protégés». L'ordre des noms sur la liste est déterminé en partie par règlement. Aux termes du projet de loi, les occupants protégés ne jouissent plus d'un traitement spécial aux fins de la liste. Une disposition transitoire est énoncée. (Article 18 et paragraphe 22 (4) du projet de loi)

La Loi permet maintenant à une société coopérative de logement d'exploiter des logements coopératifs dans les îles. Le projet de loi abroge les dispositions de la Loi qui se rapportent à la société coopérative de logement. La Fiducie ne peut plus offrir de vendre des baux fonciers à la société coopérative de logement. Des dispositions transitoires sont énoncées. (Articles 1, 6, paragraphes 11 (1), 13 (4), article 16 et paragraphes 22 (2) et (3) du projet de loi)

Aux termes de la loi actuelle, la province est tenue de donner une garantie d'emprunt pour permettre au propriétaire d'une maison située dans les îles d'acheter le bail foncier s'y rapportant ou de rendre la maison conforme au code de prévention des incendies. Le projet de loi élimine cette obligation. En outre, il retire à la province le droit de recevoir une partie du produit de la vente d'un bail foncier. (Paragraphe 11 (2) et article 12 du projet de loi)

La loi actuelle soustrait les biens-fonds situés dans les îles à certaines exigences de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Le projet de loi abroge cette exemption. En outre, il rend définitifs certains arrêtés pris par le ministre en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Cette disposition est abrogée après deux ans. (Article 19 du projet de loi)

The City of Toronto will not be liable for failing to enforce *Building Code* requirements in connection with certain proceedings and applications commenced before December 15, 1993. The proceedings are discontinued and the applications are deemed to be withdrawn. (Section 21 of the Bill, subsections 33 (2) to (4) of the Act)

Minor technical amendments are made. (Sections 7, 14, 15, 17 and 20 of the Bill)

Aux termes du projet de loi, la cité de Toronto n'est pas responsable de ne pas avoir fait appliquer les exigences du code du bâtiment relativement à certaines instances introduites et à certaines demandes et requêtes présentées avant le 15 décembre 1993. Il est mis fin à ces instances et ces demandes et requêtes sont réputées retirées. (Article 21 du projet de loi, paragraphes 33 (2) à (4) de la Loi)

Le projet de loi apporte des modifications techniques mineures à la Loi. (Articles 7, 14, 15, 17 et 20 du projet de loi)

An Act to amend the Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993

Loi modifiant la Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The definition of “co-operative housing corporation” in section 1 of the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993* is repealed.

2. Subsection 3 (5) of the Act is repealed.

3. (1) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

(1.1) The following are leased to the City for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed for the purpose of the sewer and water infrastructure.
2. All the title and interest in such portion as may be prescribed of the land acquired by the Province under subsection 2 (1), other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).
3. All the title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in the building known as “the Parsonage” located at 60 Lakeshore Avenue, other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).

(1.2) The City is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of any property, plant or equipment referred to in paragraph 1 of subsection (1.1) other than injury or damage resulting from its negligence.

(2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “for the remainder of the 99 year lease described in section 16” at the end and substituting “for the remainder of the lease described in section 4.2”.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La définition de «société coopérative de logements» qui figure à l'article 1 de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto* est abrogée.

2. Le paragraphe 3 (5) de la Loi est abrogé.

3. (1) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la cité jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

1. Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits aux fins des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau.
2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (1) sur la partie des biens-fonds qui peut être prescrite, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).
3. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur le bâtiment appelé «the Parsonage» situé 60, avenue Lakeshore, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).

(1.2) La cité n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés à la disposition 1 du paragraphe (1.1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

Various

Divers

Liability of City

Responsabilité de la cité

(3) Subsection 4 (5) of the Act is amended by striking out “for the remainder of the 99 year lease described in section 16” at the end and substituting “for the remainder of the lease described in section 4.2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

4.1 (1) All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed is leased to Toronto Hydro for a term ending on December 15, 2092.

(2) Toronto Hydro is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of the property, plant or equipment referred to in subsection (1) other than injury or damage resulting from its negligence.

4.2 The following are leased to the Trust for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest in land acquired by the Province under subsection 2 (1) other than what is leased to the City under section 4 and to Toronto Hydro under section 4.1.

2. All title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in such buildings and structures as may be prescribed.

5. (1) Subsection 5 (3) of the Act is repealed.

(2) Subsections 5 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(4) The city may levy a charge in respect of the debt for the sewer and water infrastructure existing on December 15, 1993 and may require the charge to be paid by a lump sum payment or by periodic payments. The charge is payable by the following individuals and is to be divided equally among all of them:

1. The owners of vacant land leases.
2. The owners of houses and land leases or protected occupants who are occupying a house.

(5) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, prescribe the amount of the debt referred to in subsection (4), the circumstances in which a lump sum payment or

(3) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

4.1 (1) Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits sont donnés à bail à Toronto Hydro jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement.

(2) Toronto Hydro n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés au paragraphe (1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

4.2 Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la Fiducie jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

1. Les titres et intérêts acquis sur des biens-fonds par la province aux termes du paragraphe 2 (1), à l'exclusion de ce qui est donné à bail à la cité aux termes de l'article 4 et à Toronto Hydro aux termes de l'article 4.1.

2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur les bâtiments et les structures qui peuvent être prescrits.

5. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 5 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(4) La cité peut imposer une redevance au titre de la dette relative aux réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau existant le 15 décembre 1993. Elle peut exiger que la redevance soit payée sous forme d'un versement forfaitaire ou de versements périodiques. La redevance est payable par les particuliers suivants entre lesquels elle doit être divisée de façon égale :

1. Les propriétaires de baux de biens-fonds vacants.
2. Les propriétaires de maisons et des baux fonciers s'y rapportant ou les occupants protégés qui occupent une maison.

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le montant de la dette visée au paragraphe (4), les circonstances dans lesquelles un versement forfaitaire

Lease to
Toronto
Hydro

Liability

Lease to
Trust

Sewer, water
charge

Same

Bail à
Toronto
Hydro

Responsa-
bilité

Bail à la
Fiducie

Redevance
d'égout et
d'eau

Idem

periodic payments are to be required and the amortization period used to calculate the periodic payment.

Same, lien

(5.1) The charge levied under subsection (4) is a lien on the land and may be collected in the same manner and with the same remedies as are provided under the *Municipal Act* for the collection of real property taxes.

6. Clause 7 (2) (b) of the Act is repealed.

7. Subsection 10 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Real property

(1) A house and land lease or a vacant land lease shall be deemed to be real property for all purposes.

8. (1) Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Board

(1) The affairs of the Trust shall be managed by a board of directors consisting of not more than 15 members.

(2) Subsection 12 (3) of the Act is repealed.

9. (1) Clauses 13 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) impose fees and charges; and

(2) Clause 13 (3) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) raise sufficient revenue to carry out the objects of the Trust; and

10. Section 16 of the Act is repealed.

11. (1) Clause 17 (6) (b) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 2 of subsection 17 (11) of the Act is repealed.

12. Section 18 of the Act is repealed.

13. (1) Subsections 19 (1), (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Vacant land leases

(1) The Trust may offer to sell, in accordance with this section, a maximum of 12 land leases with respect to land described in the Schedule that was vacant on December 15, 1993.

Same

(2) Each land lease must be with respect to land sufficient to accommodate only one house.

(2) Subsection 19 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Offer to individuals

(6) The Trust may offer a maximum of 12 land leases to individuals whose names are on the list described in section 25.

ou des versements périodiques doivent être exigés et la période d'amortissement utilisée pour calculer les versements périodiques.

(5.1) La redevance imposée en vertu du paragraphe (4) constitue un privilège sur le bien-fonds et elle peut être recouvrée de la même façon et au moyen des mêmes recours que ceux prévus par la *Loi sur les municipalités* pour le recouvrement des impôts fonciers.

Idem, privilège

6. L'alinéa 7 (2) (b) de la Loi est abrogé.

7. Le paragraphe 10 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les maisons et les baux fonciers s'y rapportant ou les baux de biens-fonds vacants sont réputés des biens immeubles à toutes fins.

Biens immeubles

8. (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les affaires de la Fiducie sont gérées par un conseil d'administration composé d'au plus 15 membres.

Conseil

(2) Le paragraphe 12 (3) de la Loi est abrogé.

9. (1) Les alinéas 13 (2) (a) et (b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(a) imposer des droits et des redevances;

(2) L'alinéa 13 (3) (c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(c) recueille suffisamment de revenus pour réaliser ses objets;

10. L'article 16 de la Loi est abrogé.

11. (1) L'alinéa 17 (6) (b) de la Loi est abrogé.

(2) La disposition 2 du paragraphe 17 (11) de la Loi est abrogée.

12. L'article 18 de la Loi est abrogé.

13. (1) Les paragraphes 19 (1), (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) La Fiducie peut offrir de vendre, conformément au présent article, un maximum de 12 baux portant sur les biens-fonds décrits à l'annexe qui étaient vacants le 15 décembre 1993.

Baux de biens-fonds vacants

(2) Chaque bail porte sur un bien-fonds qui est suffisant pour permettre l'aménagement d'une seule maison.

Idem

(2) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La Fiducie peut offrir un maximum de 12 baux fonciers aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25.

Offre faite à des particuliers

Same

(6.1) An offer under subsection (6) may include the condition that the purchaser agrees to construct a house on the land upon the terms set out by the Trust.

(3) Clause 19 (8) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the Trust; or

(4) Subsections 19 (13), (14), (15) and (16) of the Act are repealed and the following substituted:

Acceptance of offer

(13) An individual who accepts the Trust's offer shall pay the purchase price to the Trust within 30 days after accepting the offer. Immediately upon receiving the money, the Trust shall vest all the title and interest in the land lease and house, if there is one, in the purchaser.

Joint tenants

(14) If requested by the purchaser, the Trust shall vest the ownership under subsection (13) in more than one individual as joint tenants.

Proceeds

(15) The Trust is entitled to all the proceeds of the sale of a land lease, a house or both under this section.

14. (1) The French version of paragraph 6 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the fourth line.

(2) Paragraph 6 of section 20 of the Act is further amended by adding at the end "However, the owner may mortgage or give a security interest in the house, if there is one, and the land lease and may do so without the consent of the Trust."

(3) The French version of paragraph 7 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the third line.

15. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Mortgage, etc.

(8.1) An owner may mortgage or give a security interest in his or her interest in a house and land lease or in a vacant land lease.

16. (1) Subsections 22 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Trust offers to sell

(2) Upon receipt of a request, the Trust shall immediately offer the house and land lease or vacant land lease for resale on the owner's behalf to the individuals on the list described in section 25 for a price to be determined by the regulations.

(6.1) L'offre faite en vertu du paragraphe (6) peut être assortie de la condition voulant que l'acheteur convienne de construire une maison sur le bien-fonds aux conditions énoncées par la Fiducie. Idem

(3) L'alinéa 19 (8) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par la Fiducie;

(4) Les paragraphes 19 (13), (14), (15) et (16) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(13) Le particulier qui accepte l'offre de la Fiducie verse le prix d'achat à la Fiducie dans les 30 jours suivant l'acceptation de l'offre. Dès réception de l'argent par la Fiducie, le titre et l'intérêt sur le bail foncier et la maison, s'il y en a une, sont dévolus à l'acheteur par la Fiducie. Acceptation de l'offre

(14) À la demande de l'acheteur, le droit de propriété visé au paragraphe (13) est dévolu par la Fiducie à plusieurs particuliers à titre de tenants conjoints. Tenants conjoints

(15) La Fiducie a droit à la totalité du produit de la vente d'un bail foncier, d'une maison, ou des deux, qui sont vendus aux termes du présent article. Produit de la vente

14. (1) La version française de la disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la quatrième ligne.

(2) La disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée en outre par adjonction à la fin de «Toutefois, le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté la maison, s'il y en a une, et le bail foncier, et ce sans le consentement de la Fiducie.»

(3) La version française de la disposition 7 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la troisième ligne.

15. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(8.1) Le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté son intérêt sur une maison et le bail foncier s'y rapportant ou sur le bail d'un bien-fonds vacant. Hypothèque

16. (1) Les paragraphes 22 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) À la réception d'une demande, la Fiducie fait sans délai une offre de revente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant au nom du propriétaire aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25, à un prix déterminé par les règlements. Offre de vente faite par la Fiducie

(2) Subsection 22 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(4) Within 30 days after the receipt of the offer from the Trust, the individual shall,

(3) Subsections 22 (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

(5) An individual who fails to respond to an offer from the Trust as provided in subsection (4) shall be deemed to have responded under clause (4) (b).

(6) If an individual accepts the Trust's offer, the Trust shall present the acceptance to the owner as an offer to purchase the house and land lease or vacant land lease.

(4) Clause 22 (7) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the individual; or

17. (1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "subsections (2) and (3)" in the first and second lines and substituting "subsections (2), (3) and (3.1)".

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) In the event of a default under a mortgage, the mortgagee is entitled to exercise the owner's right to require a sale of the house and land lease or vacant land lease only after giving the notices required under the *Mortgage Act*.

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. The Trust shall keep a list of individuals who apply in writing to purchase a house and land lease or vacant land lease on the land described in the Schedule.

19. (1) Subsection 29 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsections 29 (2) and (3) of the Act are repealed.

(3) Section 29 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3.1) An order of the Minister under subsections 47 (1), (4) and (8) of the *Planning Act* with respect to the land described in the Schedule is final, and subsections 47 (10) to (14) of that Act do not apply.

(2) Le paragraphe 22 (4) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(4) Dans les 30 jours suivant la réception de l'offre de la Fiducie, le particulier :

(3) Les paragraphes 22 (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(5) Le particulier qui ne répond pas à l'offre de la Fiducie, contrairement à ce que prévoit le paragraphe (4), est réputé y avoir répondu de la façon visée à l'alinéa (4) b).

(6) Si le particulier accepte l'offre de la Fiducie, cette dernière présente l'acceptation de l'offre au propriétaire comme une offre d'achat de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant.

(4) L'alinéa 22 (7) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par le particulier;

17. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution de «des paragraphes (2), (3) et (3.1)» à «des paragraphes (2) et (3)» aux deux premières lignes.

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) En cas de défaut aux termes d'une hypothèque, le créancier hypothécaire a le droit d'exercer le droit du propriétaire d'exiger la vente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant seulement après avoir donné les avis exigés aux termes de la *Loi sur les hypothèques*.

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. La Fiducie tient une liste des particuliers qui présentent une demande par écrit d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant, situés sur les biens-fonds décrits à l'annexe.

19. (1) Le paragraphe 29 (1) de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 29 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.

(3) L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(3.1) L'arrêté du ministre visé aux paragraphes 47 (1), (4) et (8) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* à l'égard des biens-fonds décrits à l'annexe est définitif, et les paragraphes 47 (10) à (14) de cette loi ne s'appliquent pas.

Options of purchaser

Option deemed taken

Presentation of offer

Mortgagee

Purchaser list

Minister's order under Planning Act

Options de l'acheteur

Option réputée choisie

Présentation de l'offre

Créancier hypothécaire

Liste des acheteurs éventuels

Arrêté du ministre visé par la Loi sur l'aménagement du territoire

Repeal

(3.2) Subsection (3.1) is repealed on the second anniversary of the day on which subsection 18 (3) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996* comes into force.

(4) Subsection 29 (4) of the Act is repealed.

20. (1) Paragraph 1 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 10 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(3) Paragraph 13 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

13. prescribing a purchase price for a house, or a method of determining it, for the purposes of subsection 19 (12).

(4) Paragraphs 14, 15 and 16 of subsection 32 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

14. prescribing a method of determining a purchase price for a land lease sold under subsection 17 (5), 19 (11) or 21 (5) or (6) and prescribing a different calculation if the purchaser meets the financial need requirements prescribed under paragraph 12.

(5) Paragraph 21 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

21. prescribing a purchase price or a method of determining it, for a house and land lease or vacant land lease for the purposes of subsections 22 (2) and 23 (2).

(6) Paragraph 25 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(7) Paragraph 28 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

28. prescribing such other matters as may be prescribed under the Act.

21. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

33. (1) This Act prevails in the event of a conflict between it and the *Assessment Act*, the *Building Code Act, 1992*, the *Family Law Act*, the *Landlord and Tenant Act*, the *Mortgages Act*, the *Municipal Tax Sales Act*, the *Rent Control Act, 1992*, the *Rental Housing Protection Act*, the *Residential Rent Regulation Act* or the *Succession Law Reform Act*.

Conflicts

(3.2) Le paragraphe (3.1) est abrogé à la deuxième date anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 18 (3) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Abrogation

(4) Le paragraphe 29 (4) de la Loi est abrogé.

20. (1) La disposition 1 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(2) La disposition 10 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 13 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

13. prescrire le prix d'achat d'une maison pour l'application du paragraphe 19 (12), ou une façon de le déterminer.

(4) Les dispositions 14, 15 et 16 du paragraphe 32 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

14. prescrire une façon de déterminer le prix d'achat d'un bail foncier vendu aux termes du paragraphe 17 (5), 19 (11) ou 21 (5) ou (6), et prescrire un mode de calcul différent si l'acheteur répond aux critères d'insuffisance financière prescrits en vertu de la disposition 12.

(5) La disposition 21 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. prescrire le prix d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant pour l'application des paragraphes 22 (2) et 23 (2), ou la façon de le déterminer.

(6) La disposition 25 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(7) La disposition 28 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

28. prescrire les autres questions qui peuvent être prescrites en vertu de la Loi.

21. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. (1) La présente loi l'emporte en cas d'incompatibilité avec la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, la *Loi sur le droit de la famille*, la *Loi sur la location immobilière*, la *Loi sur les hypothèques*, la *Loi sur les ventes pour impôts municipaux*, la *Loi de 1992 sur le contrôle des loyers*, la *Loi sur la protection des logements locatifs*, la *Loi sur la réglementation des loyers d'habitation* ou la *Loi portant réforme du droit des successions*.

Incompatibilité

Proceedings
under *Build-
ing Code
Act, 1992*

(2) The following proceedings commenced before December 15, 1993 under the *Building Code Act, 1992* or a predecessor to that Act are discontinued on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996* comes into force:

1. Such proceedings as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
2. Proceedings relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

Applications
under *Build-
ing Code
Act, 1992*

(3) The following applications made before December 15, 1993 under the *Building Code Act, 1992* or a predecessor to that Act shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996* comes into force:

1. Such applications as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
2. Applications relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

Liability of
City

(4) The City is not liable for any damage or injury caused, or alleged to have been caused, as a result of a failure to enforce the *Building Code Act, 1992* or a predecessor to that Act relating to a proceeding referred to in subsection (2) or an application referred to in subsection (3).

Transition,
leases

22. (1) The following leases are terminated on the date indicated:

1. The lease described in subsection 3 (5) of the Act as it reads immediately before section 2 comes into force is terminated on the day on which section 2 comes into force.
2. The lease described in section 16 of the Act as it reads immediately before section 10 comes into force is terminated on the day on which section 10 comes into force.

Same,
requests, etc.

(2) The following matters shall be deemed to be withdrawn on the date indicated:

(2) Il est mis fin aux instances suivantes introduites avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

1. Les instances qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
2. Les instances ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(3) Les demandes et requêtes suivantes présentées avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

1. Les demandes et requêtes qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
2. Les demandes et requêtes ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(4) La cité n'est pas responsable des dommages ou blessures causés, ou qui auraient été causés, par suite d'un défaut de faire appliquer la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou une loi que celle-ci remplace relativement à une instance visée au paragraphe (2) ou à une demande ou requête visée au paragraphe (3).

22. (1) Les baux suivants sont résiliés à la date indiquée :

1. Le bail visé au paragraphe 3 (5) de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 2, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2.
2. Le bail visé à l'article 16 de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 10, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 10.

(2) Les directives, demandes et offres suivantes sont réputées retirées à la date indiquée :

Instances
prévues par
la *Loi de
1992 sur le
code du
bâtiment*

Demandes et
requêtes pré-
vues par la
*Loi de 1992
sur le code
du bâtiment*

Responsabi-
lité de la cité

Dispositions
transitoires,
baux

Idem,
demandes

1. A direction by an applicant under clause 7 (2) (b) of the Act given before section 6 comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 6 comes into force.

2. A request by an owner under clause 17 (6) (b) of the Act made before subsection 11 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 11 (1) comes into force.

3. An offer by the Trust under subsection 19 (3) of the Act made before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 13 (1) comes into force.

4. A request by an owner under subsection 22 (2) of the Act and an offer by the Trust under subsection 22 (3) of the Act made before subsection 16 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 16 (1) comes into force.

Same,
acceptance

(3) An offer accepted by the co-operative housing corporation under clause 19 (4) (a) of the Act before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed, on the day on which that subsection comes into force, not to have been accepted.

Same,
purchaser
list

(4) The names on the list kept under section 25 of the Act, as the list reads immediately before section 18 comes into force, are deleted from the list on the day on which that section comes into force.

Commence-
ment

23. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

24. The short title of this Act is the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*.

1. La directive donnée par l'auteur d'une demande aux termes de l'alinéa 7 (2) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur de l'article 6 est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6.

2. La demande faite par le propriétaire aux termes de l'alinéa 17 (6) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1).

3. L'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 19 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1).

4. La demande faite par le propriétaire en vertu du paragraphe 22 (2) de la Loi et l'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 22 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1).

(3) L'offre acceptée par la société coopérative de logement aux termes de l'alinéa 19 (4) a) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée, le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe, ne pas avoir été acceptée.

Idem,
acceptation

(4) Les noms figurant sur la liste tenue aux termes de l'article 25 de la Loi, telle que cette liste existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 18, sont rayés de la liste le jour de l'entrée en vigueur de cet article.

Idem,
liste des
acheteurs
éventuels

23. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

24. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Titre abrégé

ON
B
56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 38

**An Act to amend the
Toronto Islands Residential
Community Stewardship Act, 1993**

The Hon. A. Leach
Minister of Municipal Affairs and Housing

Government Bill

1st Reading April 4, 1996
2nd Reading May 2, 1996
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Committee of the
Whole House and as reported to the Legislative
Assembly May 2, 1996)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 38

**Loi modifiant la Loi de 1993
sur l'administration de la zone
résidentielle des îles de Toronto**

L'honorable A. Leach
Ministre des Affaires municipales et du Logement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 4 avril 1996
2^e lecture 2 mai 1996
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
comité plénier et rapporté à l'Assemblée
législative le 2 mai 1996)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill amends the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993*.

Under the current Act, the Province leases certain land and buildings to the City of Toronto, and other land and buildings to the Toronto Islands Residential Community Trust Corporation ("the Trust") until December 15, 2092. The Bill changes some aspects of the leasing arrangements. Vacant lands and the Parsonage will be leased to the City. The City will have a right of way respecting the sewer and water infrastructure. Toronto Hydro will continue to have a right of way in connection with its property and equipment. Transitional provisions are set out. (Sections 2 to 4, 10 and subsections 22 (1) of the Bill)

The City of Toronto will not be liable for damages resulting from the installation, operation or maintenance of the sewer and water infrastructure, unless the City is negligent. Similar provision is made for Toronto Hydro. (Subsection 3 (1) and section 4 of the Bill, subsections 4 (1.2) and 4.1 (2) of the Act)

The Act now permits the City to levy an annual charge on Islands residents to pay the debt for the sewer and water infrastructure. Under the Bill, the charge may take the form of a single lump sum or a periodic payment (as prescribed by regulation). This charge will be able to be collected in the same manner as real property taxes. Restrictions concerning the fare for ferry service in the winter are repealed. (Section 5 of the Bill)

The Act now specifies that two-thirds of the members of the board of directors of the Trust must be residents of the Islands. The Bill repeals this requirement. The Trust will be permitted to impose fees and charges generally, and will be required to raise sufficient revenue to carry out its objects. (Sections 8 and 9 of the Bill)

Under the current Act, the Trust is authorized to sell up to 110 land leases for land sufficient to accommodate up to 110 houses. The Bill restricts the Trust to selling 12 land leases for land sufficient for 12 houses. (Subsections 13 (1) and (2) of the Bill)

Under the current Act, the Trust is required to keep a list of prospective purchasers of houses and land leases. The list includes both applicants and "protected occupants", and the order of names on the list is determined in part by regulation. Under the Bill, protected occupants cease to have special status for the purposes of the list. A transitional provision is set out. (Section 18 and subsection 22 (4) of the Bill)

The Act now permits a co-operative housing corporation to operate co-operative housing on the Islands. The Bill repeals the provisions of the Act that relate to the co-operative housing corporation. The Trust will no longer be able to offer to sell land leases to the co-operative housing corporation. Transitional provisions are set out. (Sections 1, 6, subsections 11 (1), 13 (4), section 16 and subsections 22 (2) and (3) of the Bill)

Under the current Act, the Province is required to give a loan guarantee to enable the owner of a house on the Islands to purchase a land lease or to bring the house up to fire code standards. This requirement is repealed. The Province will no longer receive a portion of the proceeds from the sale of a land lease. (Subsection 11 (2) and section 12 of the Bill)

The current Act exempts the Islands lands from certain *Planning Act* requirements. The exemption is repealed. Under the Bill, the Minister is given final authority under the *Planning Act* for certain decisions. That authority is repealed after two years. (Section 19 of the Bill)

Le projet de loi modifie la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto*.

Aux termes de la loi actuelle, la province donne à bail, jusqu'au 15 décembre 2092, certains biens-fonds et certains bâtiments à la cité de Toronto et d'autres biens-fonds et bâtiments à la Société de fiducie portant sur la zone résidentielle des îles de Toronto («la Fiducie»). Le projet de loi modifie certains aspects de ces baux. Les biens-fonds vacants et le bâtiment appelé «le Parsonage» sont donnés à bail à la cité. Cette dernière obtient un droit de passage à l'égard des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau. Toronto Hydro continue d'avoir un droit de passage à l'égard de ses biens et de son matériel. Des dispositions transitoires sont énoncées. (Articles 2 à 4, 10 et paragraphe 22 (1) du projet de loi)

Aux termes du projet de loi, la cité de Toronto n'est pas responsable des dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau, sauf négligence de sa part. Une disposition semblable est prévue pour Toronto Hydro. (Paragraphe 3 (1) et article 4 du projet de loi, paragraphes 4 (1.2) et 4.1 (2) de la Loi)

La Loi permet actuellement à la cité d'imposer aux résidents des îles une redevance annuelle pour le paiement de la dette relative aux réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau. Aux termes du projet de loi, la redevance peut prendre la forme d'un versement forfaitaire ou de versements périodiques (selon ce qui est prescrit par règlement). Cette redevance peut être recouvrée de la même façon que les impôts fonciers. Les restrictions concernant le tarif prévu pour le service de traversiers durant l'hiver sont éliminées. (Article 5 du projet de loi)

La Loi actuelle précise que les deux tiers des membres du conseil d'administration de la Fiducie doivent être des résidents des îles. Le projet de loi supprime cette exigence. Il autorise la Fiducie à imposer des droits et des redevances en général et exige d'elle qu'elle recueille suffisamment de revenus pour réaliser ses objets. (Articles 8 et 9 du projet de loi)

Aux termes de la loi actuelle, la Fiducie est autorisée à vendre jusqu'à 110 baux portant sur des biens-fonds qui sont suffisants pour permettre l'aménagement d'un maximum de 110 maisons. Le projet de loi ramène ces deux nombres à 12. (Paragraphes 13 (1) et (2) du projet de loi)

La loi actuelle exige de la Fiducie qu'elle tienne une liste des acheteurs éventuels de maisons et de baux fonciers. La liste comprend les noms des particuliers qui ont présenté une demande d'achat et des «occupants protégés». L'ordre des noms sur la liste est déterminé en partie par règlement. Aux termes du projet de loi, les occupants protégés ne jouissent plus d'un traitement spécial aux fins de la liste. Une disposition transitoire est énoncée. (Article 18 et paragraphe 22 (4) du projet de loi)

La Loi permet maintenant à une société coopérative de logement d'exploiter des logements coopératifs dans les îles. Le projet de loi abroge les dispositions de la Loi qui se rapportent à la société coopérative de logement. La Fiducie ne peut plus offrir de vendre des baux fonciers à la société coopérative de logement. Des dispositions transitoires sont énoncées. (Articles 1, 6, paragraphes 11 (1), 13 (4), article 16 et paragraphes 22 (2) et (3) du projet de loi)

Aux termes de la loi actuelle, la province est tenue de donner une garantie d'emprunt pour permettre au propriétaire d'une maison située dans les îles d'acheter le bail foncier s'y rapportant ou de rendre la maison conforme au code de prévention des incendies. Le projet de loi élimine cette obligation. En outre, il retire à la province le droit de recevoir une partie du produit de la vente d'un bail foncier. (Paragraphe 11 (2) et article 12 du projet de loi)

La loi actuelle soustrait les biens-fonds situés dans les îles à certaines exigences de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Le projet de loi abroge cette exemption. En outre, il rend définitifs certains arrêtés pris par le ministre en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Cette disposition est abrogée après deux ans. (Article 19 du projet de loi)

The City of Toronto will not be liable for failing to enforce *Building Code* requirements in connection with certain proceedings and applications commenced before December 15, 1993. The proceedings are discontinued and the applications are deemed to be withdrawn. (Section 21 of the Bill, subsections 33 (2) to (4) of the Act)

Minor technical amendments are made. (Sections 7, 14, 15, 17 and 20 of the Bill)

Aux termes du projet de loi, la cité de Toronto n'est pas responsable de ne pas avoir fait appliquer les exigences du code du bâtiment relativement à certaines instances introduites et à certaines demandes et requêtes présentées avant le 15 décembre 1993. Il est mis fin à ces instances et ces demandes et requêtes sont réputées retirées. (Article 21 du projet de loi, paragraphes 33 (2) à (4) de la Loi)

Le projet de loi apporte des modifications techniques mineures à la Loi. (Articles 7, 14, 15, 17 et 20 du projet de loi)

An Act to amend the Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993

Loi modifiant la Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The definition of "co-operative housing corporation" in section 1 of the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993* is repealed.

2. Subsection 3 (5) of the Act is repealed.

3. (1) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

(1.1) The following are leased to the City for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed for the purpose of the sewer and water infrastructure.
2. All the title and interest in such portion as may be prescribed of the land acquired by the Province under subsection 2 (1), other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).
3. All the title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in the building known as "the Parsonage" located at 60 Lakeshore Avenue, other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).

(1.2) The City is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of any property, plant or equipment referred to in paragraph 1 of subsection (1.1) other than injury or damage resulting from its negligence.

(2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "for the remainder of the 99 year lease described in section 16" at the end and substituting "for the remainder of the lease described in section 4.2".

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La définition de «société coopérative de logement» qui figure à l'article 1 de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto* est abrogée.

2. Le paragraphe 3 (5) de la Loi est abrogé.

3. (1) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la cité jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

1. Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits aux fins des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau.
2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (1) sur la partie des biens-fonds qui peut être prescrite, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).
3. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur le bâtiment appelé «the Parsonage» situé 60, avenue Lakeshore, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).

(1.2) La cité n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés à la disposition 1 du paragraphe (1.1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

Various

Divers

Liability of City

Responsabilité de la cité

(3) Subsection 4 (5) of the Act is amended by striking out “for the remainder of the 99 year lease described in section 16” at the end and substituting “for the remainder of the lease described in section 4.2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Lease to
Toronto
Hydro

4.1 (1) All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed is leased to Toronto Hydro for a term ending on December 15, 2092.

Liability

(2) Toronto Hydro is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of the property, plant or equipment referred to in subsection (1) other than injury or damage resulting from its negligence.

Lease to
Trust

4.2 The following are leased to the Trust for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest in land acquired by the Province under subsection 2 (1) other than what is leased to the City under section 4 and to Toronto Hydro under section 4.1.
2. All title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in such buildings and structures as may be prescribed.

5. (1) Subsection 5 (3) of the Act is repealed.

(2) Subsections 5 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Sewer, water
charge

(4) The city may levy a charge in respect of the debt for the sewer and water infrastructure existing on December 15, 1993 and may require the charge to be paid by a lump sum payment or by periodic payments. The charge is payable by the following individuals and is to be divided equally among all of them:

1. The owners of vacant land leases.
2. The owners of houses and land leases or protected occupants who are occupying a house.

Same

(5) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, prescribe the amount of the debt referred to in subsection (4), the circumstances in which a lump sum payment or

(3) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

4.1 (1) Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits sont donnés à bail à Toronto Hydro jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement.

Bail à
Toronto
Hydro

(2) Toronto Hydro n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés au paragraphe (1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

Responsa-
bilité

4.2 Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la Fiducie jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

Bail à la
Fiducie

1. Les titres et intérêts acquis sur des biens-fonds par la province aux termes du paragraphe 2 (1), à l'exclusion de ce qui est donné à bail à la cité aux termes de l'article 4 et à Toronto Hydro aux termes de l'article 4.1.
2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur les bâtiments et les structures qui peuvent être prescrits.

5. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 5 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(4) La cité peut imposer une redevance au titre de la dette relative aux réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau existant le 15 décembre 1993. Elle peut exiger que la redevance soit payée sous forme d'un versement forfaitaire ou de versements périodiques. La redevance est payable par les particuliers suivants entre lesquels elle doit être divisée de façon égale :

Redevance
d'égout et
d'eau

1. Les propriétaires de baux de biens-fonds vacants.
2. Les propriétaires de maisons et des baux fonciers s'y rapportant ou les occupants protégés qui occupent une maison.

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le montant de la dette visée au paragraphe (4), les circonstances dans lesquelles un versement forfaitaire

Idem

periodic payments are to be required and the amortization period used to calculate the periodic payment.

Same. lien

(5.1) The charge levied under subsection (4) is a lien on the land and may be collected in the same manner and with the same remedies as are provided under the *Municipal Act* for the collection of real property taxes.

6. Clause 7 (2) (b) of the Act is repealed.

7. Subsection 10 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Real property

(1) A house and land lease or a vacant land lease shall be deemed to be real property for all purposes.

8. (1) Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Board

(1) The affairs of the Trust shall be managed by a board of directors consisting of not more than 15 members.

(2) Subsection 12 (3) of the Act is repealed.

9. (1) Clauses 13 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) impose fees and charges; and

(2) Clause 13 (3) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) raise sufficient revenue to carry out the objects of the Trust; and

10. Section 16 of the Act is repealed.

11. (1) Clause 17 (6) (b) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 2 of subsection 17 (11) of the Act is repealed.

(3) Section 17 of the Act is amended by adding the following subsection:

(12) Despite the termination of the lease to the Trust described in paragraph 2 of subsection 22 (1) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*, every land lease sold under this section before subsection 22 (1) of that Act comes into force is continued. ▲

12. Section 18 of the Act is repealed.

13. (1) Subsections 19 (1), (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Vacant land leases

(1) The Trust may offer to sell, in accordance with this section, a maximum of 12 land leases with respect to land described in the Schedule that was vacant on December 15, 1993.

ou des versements périodiques doivent être exigés et la période d'amortissement utilisée pour calculer les versements périodiques.

(5.1) La redevance imposée en vertu du paragraphe (4) constitue un privilège sur le bien-fonds et elle peut être recouvrée de la même façon et au moyen des mêmes recours que ceux prévus par la *Loi sur les municipalités* pour le recouvrement des impôts fonciers.

Idem, privilège

6. L'alinéa 7 (2) b) de la Loi est abrogé.

7. Le paragraphe 10 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les maisons et les baux fonciers s'y rapportant ou les baux de biens-fonds vacants sont réputés des biens immeubles à toutes fins.

Biens immeubles

8. (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les affaires de la Fiducie sont gérées par un conseil d'administration composé d'au plus 15 membres.

Conseil

(2) Le paragraphe 12 (3) de la Loi est abrogé.

9. (1) Les alinéas 13 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) imposer des droits et des redevances;

(2) L'alinéa 13 (3) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) recueillir suffisamment de revenus pour réaliser ses objets;

10. L'article 16 de la Loi est abrogé.

11. (1) L'alinéa 17 (6) b) de la Loi est abrogé.

(2) La disposition 2 du paragraphe 17 (11) de la Loi est abrogée.

(3) L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(12) Malgré la résiliation du bail visé à la disposition 2 du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* que détient la Fiducie, est maintenu chaque bail foncier vendu aux termes du présent article avant l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de cette loi. ▲

Disposition transitoire, modifications de 1996

12. L'article 18 de la Loi est abrogé.

13. (1) Les paragraphes 19 (1), (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) La Fiducie peut offrir de vendre, conformément au présent article, un maximum de 12 baux portant sur les biens-fonds décrits à l'annexe qui étaient vacants le 15 décembre 1993.

Baux de biens-fonds vacants

Same	(2) Each land lease must be with respect to land sufficient to accommodate only one house.	(2) Chaque bail porte sur un bien-fonds qui est suffisant pour permettre l'aménagement d'une seule maison.	Idem
	(2) Subsection 19 (6) of the Act is repealed and the following substituted:	(2) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Offer to individuals	(6) The Trust may offer a maximum of 12 land leases to individuals whose names are on the list described in section 25.	(6) La Fiducie peut offrir un maximum de 12 baux fonciers aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25.	Offre faite à des particuliers
Same	(6.1) An offer under subsection (6) may include the condition that the purchaser agrees to construct a house on the land upon the terms set out by the Trust.	(6.1) L'offre faite en vertu du paragraphe (6) peut être assortie de la condition voulant que l'acheteur convienne de construire une maison sur le bien-fonds aux conditions énoncées par la Fiducie.	Idem
	(3) Clause 19 (8) (a) of the Act is repealed and the following substituted:	(3) L'alinéa 19 (8) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the Trust; or	a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par la Fiducie;	
	(4) Subsections 19 (13), (14), (15) and (16) of the Act are repealed and the following substituted:	(4) Les paragraphes 19 (13), (14), (15) et (16) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Acceptance of offer	(13) An individual who accepts the Trust's offer shall pay the purchase price to the Trust within 30 days after accepting the offer. Immediately upon receiving the money, the Trust shall vest all the title and interest in the land lease and house, if there is one, in the purchaser.	(13) Le particulier qui accepte l'offre de la Fiducie verse le prix d'achat à la Fiducie dans les 30 jours suivant l'acceptation de l'offre. Dès réception de l'argent par la Fiducie, le titre et l'intérêt sur le bail foncier et la maison, s'il y en a une, sont dévolus à l'acheteur par la Fiducie.	Acceptation de l'offre
Joint tenants	(14) If requested by the purchaser, the Trust shall vest the ownership under subsection (13) in more than one individual as joint tenants.	(14) À la demande de l'acheteur, le droit de propriété visé au paragraphe (13) est dévolu par la Fiducie à plusieurs particuliers à titre de tenants conjoints.	Tenants conjoints
Proceeds	(15) The Trust is entitled to all the proceeds of the sale of a land lease, a house or both under this section.	(15) La Fiducie a droit à la totalité du produit de la vente d'un bail foncier, d'une maison, ou des deux, qui sont vendus aux termes du présent article.	Produit de la vente
	14. (1) The French version of paragraph 6 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the fourth line.	14. (1) La version française de la disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la quatrième ligne.	
	(2) Paragraph 6 of section 20 of the Act is further amended by adding at the end "However, the owner may mortgage or give a security interest in the house, if there is one, and the land lease and may do so without the consent of the Trust."	(2) La disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée en outre par adjonction à la fin de «Toutefois, le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté la maison, s'il y en a une, et le bail foncier, et ce sans le consentement de la Fiducie.»	
	(3) The French version of paragraph 7 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the third line.	(3) La version française de la disposition 7 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la troisième ligne.	
	15. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:	15. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Mortgage, etc.	(8.1) An owner may mortgage or give a security interest in his or her interest in a house and land lease or in a vacant land lease.	(8.1) Le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté son intérêt sur une maison et le bail foncier s'y rapportant ou sur le bail d'un bien-fonds vacant.	Hypothèque

16. (1) Subsections 22 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Upon receipt of a request, the Trust shall immediately offer the house and land lease or vacant land lease for resale on the owner's behalf to the individuals on the list described in section 25 for a price to be determined by the regulations.

(2) Subsection 22 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(4) Within 30 days after the receipt of the offer from the Trust, the individual shall,

(3) Subsections 22 (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

(5) An individual who fails to respond to an offer from the Trust as provided in subsection (4) shall be deemed to have responded under clause (4) (b).

(6) If an individual accepts the Trust's offer, the Trust shall present the acceptance to the owner as an offer to purchase the house and land lease or vacant land lease.

(4) Clause 22 (7) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the individual; or

(5) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

(14) Despite the termination of the lease to the Trust described in paragraph 2 of subsection 22 (1) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*, every land lease sold under this section before subsection 22 (1) of that Act comes into force is continued.

17. (1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "subsections (2) and (3)" in the first and second lines and substituting "subsections (2), (3) and (3.1)".

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) In the event of a default under a mortgage, the mortgagee is entitled to exercise the owner's right to require a sale of the house and land lease or vacant land lease only after giving the notices required under the *Mortgage Act*.

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

16. (1) Les paragraphes 22 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) À la réception d'une demande, la Fiducie fait sans délai une offre de revente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant au nom du propriétaire aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25, à un prix déterminé par les règlements.

(2) Le paragraphe 22 (4) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(4) Dans les 30 jours suivant la réception de l'offre de la Fiducie, le particulier :

(3) Les paragraphes 22 (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(5) Le particulier qui ne répond pas à l'offre de la Fiducie, contrairement à ce que prévoit le paragraphe (4), est réputé y avoir répondu de la façon visée à l'alinéa (4) b).

(6) Si le particulier accepte l'offre de la Fiducie, cette dernière présente l'acceptation de l'offre au propriétaire comme une offre d'achat de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant.

(4) L'alinéa 22 (7) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par le particulier;

(5) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(14) Malgré la résiliation du bail visé à la disposition 2 du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* que détient la Fiducie, est maintenu chaque bail foncier vendu aux termes du présent article avant l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de cette loi.

17. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution de «des paragraphes (2), (3) et (3.1)» à «des paragraphes (2) et (3)» aux deux premières lignes.

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) En cas de défaut aux termes d'une hypothèque, le créancier hypothécaire a le droit d'exercer le droit du propriétaire d'exiger la vente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant seulement après avoir donné les avis exigés aux termes de la *Loi sur les hypothèques*.

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Trust offers to sell

Offre de vente faite par la Fiducie

Options of purchaser

Options de l'acheteur

Option deemed taken

Option réputée choisie

Presentation of offer

Présentation de l'offre

Transition, 1996 amendments

Disposition transitoire, modifications de 1996

Mortgagee

Créancier hypothécaire

Purchaser list

25. The Trust shall keep a list of individuals who apply in writing to purchase a house and land lease or vacant land lease on the land described in the Schedule.

25. La Fiducie tient une liste des particuliers qui présentent une demande par écrit d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant, situés sur les biens-fonds décrits à l'annexe.

Liste des acheteurs éventuels

19. (1) Subsection 29 (1) of the Act is repealed.

19. (1) Le paragraphe 29 (1) de la Loi est abrogé.

(2) Subsections 29 (2) and (3) of the Act are repealed.

(2) Les paragraphes 29 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.

(3) Section 29 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3) L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(3.1) An order of the Minister under subsections 47 (1), (4) and (8) of the *Planning Act* with respect to the land described in the Schedule is final, and subsections 47 (10) to (14) of that Act do not apply.

(3.1) L'arrêté du ministre visé aux paragraphes 47 (1), (4) et (8) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* à l'égard des biens-fonds décrits à l'annexe est définitif, et les paragraphes 47 (10) à (14) de cette loi ne s'appliquent pas.

Arrêté du ministre visé par la Loi sur l'aménagement du territoire

Minister's order under *Planning Act*

Repeal

(3.2) Subsection (3.1) is repealed on the second anniversary of the day on which subsection 18 (3) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996* comes into force.

(3.2) Le paragraphe (3.1) est abrogé à la deuxième date anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 18 (3) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Abrogation

(4) Subsection 29 (4) of the Act is repealed.

(4) Le paragraphe 29 (4) de la Loi est abrogé.

20. (1) Paragraph 1 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

20. (1) La disposition 1 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(2) Paragraph 10 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(2) La disposition 10 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(3) Paragraph 13 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) La disposition 13 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

13. prescribing a purchase price for a house, or a method of determining it, for the purposes of subsection 19 (12).

13. prescrire le prix d'achat d'une maison pour l'application du paragraphe 19 (12), ou une façon de le déterminer.

(4) Paragraphs 14, 15 and 16 of subsection 32 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

(4) Les dispositions 14, 15 et 16 du paragraphe 32 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

14. prescribing a method of determining a purchase price for a land lease sold under subsection 17 (5), 19 (11) or 21 (5) or (6) and prescribing a different calculation if the purchaser meets the financial need requirements prescribed under paragraph 12.

14. prescrire une façon de déterminer le prix d'achat d'un bail foncier vendu aux termes du paragraphe 17 (5), 19 (11) ou 21 (5) ou (6), et prescrire un mode de calcul différent si l'acheteur répond aux critères d'insuffisance financière prescrits en vertu de la disposition 12.

(5) Paragraph 21 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) La disposition 21 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. prescribing a purchase price or a method of determining it, for a house and land lease or vacant land lease for the purposes of subsections 22 (2) and 23 (2).

21. prescrire le prix d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant pour l'application des paragraphes 22 (2) et 23 (2), ou la façon de le déterminer.

(6) Paragraph 25 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(6) La disposition 25 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(7) Paragraph 28 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

28. prescribing such other matters as may be prescribed under the Act.

21. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

33. (1) This Act prevails in the event of a conflict between it and the *Assessment Act*, the *Building Code Act*, 1992, the *Family Law Act*, the *Landlord and Tenant Act*, the *Mortgages Act*, the *Municipal Tax Sales Act*, the *Rent Control Act*, 1992, the *Rental Housing Protection Act*, the *Residential Rent Regulation Act* or the *Succession Law Reform Act*.

(2) The following proceedings commenced before December 15, 1993 under the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act are discontinued on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act*, 1996 comes into force:

- 1. Such proceedings as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
- 2. Proceedings relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

(3) The following applications made before December 15, 1993 under the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act*, 1996 comes into force:

- 1. Such applications as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
- 2. Applications relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

(4) The City is not liable for any damage or injury caused, or alleged to have been caused, as a result of a failure to enforce the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act relating to a proceeding referred to in subsec-

(7) La disposition 28 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

28. prescrire les autres questions qui peuvent être prescrites en vertu de la Loi.

21. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. (1) La présente loi l'emporte en cas d'incompatibilité avec la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, la *Loi sur le droit de la famille*, la *Loi sur la location immobilière*, la *Loi sur les hypothèques*, la *Loi sur les ventes pour impôts municipaux*, la *Loi de 1992 sur le contrôle des loyers*, la *Loi sur la protection des logements locatifs*, la *Loi sur la réglementation des loyers d'habitation* ou la *Loi portant réforme du droit des successions*.

(2) Il est mis fin aux instances suivantes introduites avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

- 1. Les instances qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
- 2. Les instances ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(3) Les demandes et requêtes suivantes présentées avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

- 1. Les demandes et requêtes qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
- 2. Les demandes et requêtes ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(4) La cité n'est pas responsable des dommages ou blessures causés, ou qui auraient été causés, par suite d'un défaut de faire appliquer la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou une loi que celle-ci remplace relativement à une

Conflicts

Proceedings under Building Code Act, 1992

Applications under Building Code Act, 1992

Liability of City

Incompatibilité

Instances prévues par la Loi de 1992 sur le code du bâtiment

Demandes et requêtes prévues par la Loi de 1992 sur le code du bâtiment

Responsabilité de la cité

tion (2) or an application referred to in subsection (3).

Transition,
leases

22. (1) The following leases are terminated on the date indicated:

1. The lease described in subsection 3 (5) of the Act as it reads immediately before section 2 comes into force is terminated on the day on which section 2 comes into force.
2. The lease described in section 16 of the Act as it reads immediately before section 10 comes into force is terminated on the day on which section 10 comes into force.

Same,
requests, etc.

(2) The following matters shall be deemed to be withdrawn on the date indicated:

1. A direction by an applicant under clause 7 (2) (b) of the Act given before section 6 comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 6 comes into force.
2. A request by an owner under clause 17 (6) (b) of the Act made before subsection 11 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 11 (1) comes into force.
3. An offer by the Trust under subsection 19 (3) of the Act made before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 13 (1) comes into force.
4. A request by an owner under subsection 22 (2) of the Act and an offer by the Trust under subsection 22 (3) of the Act made before subsection 16 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 16 (1) comes into force.

Same,
acceptance

(3) An offer accepted by the co-operative housing corporation under clause 19 (4) (a) of the Act before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed, on the day on which that subsection comes into force, not to have been accepted.

Same,
purchaser
list

(4) The names on the list kept under section 25 of the Act, as the list reads immediately before section 18 comes into force, are deleted from the list on the day on which that section comes into force.

Commence-
ment

23. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

24. The short title of this Act is the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*.

instance visée au paragraphe (2) ou à une demande ou requête visée au paragraphe (3).

22. (1) Les baux suivants sont résiliés à la date indiquée :

Dispositions
transitoires,
baux

1. Le bail visé au paragraphe 3 (5) de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 2, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2.
2. Le bail visé à l'article 16 de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 10, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 10.

(2) Les directives, demandes et offres suivantes sont réputées retirées à la date indiquée :

Idem,
demandes

1. La directive donnée par l'auteur d'une demande aux termes de l'alinéa 7 (2) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur de l'article 6 est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6.
2. La demande faite par le propriétaire aux termes de l'alinéa 17 (6) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1).
3. L'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 19 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1).
4. La demande faite par le propriétaire en vertu du paragraphe 22 (2) de la Loi et l'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 22 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1).

(3) L'offre acceptée par la société coopérative de logement aux termes de l'alinéa 19 (4) a) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée, le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe, ne pas avoir été acceptée.

Idem,
acceptation

(4) Les noms figurant sur la liste tenue aux termes de l'article 25 de la Loi, telle que cette liste existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 18, sont rayés de la liste le jour de l'entrée en vigueur de cet article.

Idem, liste
des acheteurs
éventuels

23. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

24. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Titre abrégé

20N
XB
B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 38

*(Chapter 15
Statutes of Ontario, 1996)*

An Act to amend the Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993

Projet de loi 38

*(Chapitre 15
Lois de l'Ontario de 1996)*

Loi modifiant la Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto

The Hon. A. Leach

Minister of Municipal Affairs and Housing

L'honorable A. Leach

Ministre des Affaires municipales et du Logement

1st Reading April 4, 1996
2nd Reading May 2, 1996
3rd Reading June 17, 1996
Royal Assent June 27, 1996

1^{re} lecture 4 avril 1996
2^e lecture 2 mai 1996
3^e lecture 17 juin 1996
Sanction royale 27 juin 1996



An Act to amend the Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993

Loi modifiant la Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The definition of "co-operative housing corporation" in section 1 of the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993* is repealed.

2. Subsection 3 (5) of the Act is repealed.

3. (1) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

(1.1) The following are leased to the City for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed for the purpose of the sewer and water infrastructure.
2. All the title and interest in such portion as may be prescribed of the land acquired by the Province under subsection 2 (1), other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).
3. All the title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in the building known as "the Parsonage" located at 60 Lakeshore Avenue, other than what is described in paragraph 1 and in subsection 4.1 (1).

(1.2) The City is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of any property, plant or equipment referred to in paragraph 1 of subsection (1.1) other than injury or damage resulting from its negligence.

(2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "For the remainder of the 99 year lease described in section 16" at the end and substituting "For the remainder of the lease described in section 4.2".

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La définition de «société coopérative de logement» qui figure à l'article 1 de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto* est abrogée.

2. Le paragraphe 3 (5) de la Loi est abrogé.

3. (1) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la cité jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

1. Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits aux fins des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau.
2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (1) sur la partie des biens-fonds qui peut être prescrite, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).
3. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur le bâtiment appelé «the Parsonage» situé 60, avenue Lakeshore, à l'exclusion de ce qui est visé à la disposition 1 et au paragraphe 4.1 (1).

(1.2) La cité n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés à la disposition 1 du paragraphe (1.1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

Various

Divers

Liability of
City

Responsabi-
lité de la cité

(3) Subsection 4 (5) of the Act is amended by striking out “for the remainder of the 99 year lease described in section 16” at the end and substituting “for the remainder of the lease described in section 4.2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

4.1 (1) All the title and interest acquired by the Province of Ontario under subsections 2 (1) and (2) in such rights of way, property, plant and equipment as may be prescribed is leased to Toronto Hydro for a term ending on December 15, 2092.

(2) Toronto Hydro is not liable for any injury or damage resulting from the installation, operation or maintenance of the property, plant or equipment referred to in subsection (1) other than injury or damage resulting from its negligence.

4.2 The following are leased to the Trust for a term ending on December 15, 2092:

1. All the title and interest in land acquired by the Province under subsection 2 (1) other than what is leased to the City under section 4 and to Toronto Hydro under section 4.1.
2. All title and interest acquired by the Province under subsection 2 (2) in such buildings and structures as may be prescribed.

5. (1) Subsection 5 (3) of the Act is repealed.

(2) Subsections 5 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(4) The city may levy a charge in respect of the debt for the sewer and water infrastructure existing on December 15, 1993 and may require the charge to be paid by a lump sum payment or by periodic payments. The charge is payable by the following individuals and is to be divided equally among all of them:

1. The owners of vacant land leases.
2. The owners of houses and land leases or protected occupants who are occupying a house.

(5) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, prescribe the amount of the debt referred to in subsection (4), the circumstances in which a lump sum payment or

(3) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par substitution de «pour le reste du bail visé à l'article 4.2» à «pour le reste du bail de 99 ans visé à l'article 16» à la fin du paragraphe.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

4.1 (1) Les titres et intérêts acquis par la province de l'Ontario aux termes des paragraphes 2 (1) et (2) sur les droits de passage, les biens, les installations et le matériel qui peuvent être prescrits sont donnés à bail à Toronto Hydro jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement.

(2) Toronto Hydro n'est pas responsable des blessures ou dommages qui résultent de l'installation, de l'exploitation ou de l'entretien des biens, des installations ou du matériel visés au paragraphe (1), autres que les blessures ou dommages qui résultent de sa négligence.

4.2 Les titres et intérêts suivants sont donnés à bail à la Fiducie jusqu'au 15 décembre 2092 inclusivement :

1. Les titres et intérêts acquis sur des biens-fonds par la province aux termes du paragraphe 2 (1), à l'exclusion de ce qui est donné à bail à la cité aux termes de l'article 4 et à Toronto Hydro aux termes de l'article 4.1.
2. Les titres et intérêts acquis par la province aux termes du paragraphe 2 (2) sur les bâtiments et les structures qui peuvent être prescrits.

5. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 5 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(4) La cité peut imposer une redevance au titre de la dette relative aux réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau existant le 15 décembre 1993. Elle peut exiger que la redevance soit payée sous forme d'un versement forfaitaire ou de versements périodiques. La redevance est payable par les particuliers suivants entre lesquels elle doit être divisée de façon égale :

1. Les propriétaires de baux de biens-fonds vacants.
2. Les propriétaires de maisons et des baux fonciers s'y rapportant ou des occupants protégés qui occupent une maison.

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le montant de la dette visée au paragraphe (4), les circonstances dans lesquelles un versement forfaitaire

Lease to
Toronto
Hydro

Liability

Lease to
Trust

Sewer, water
charge

Same

Bail à
Toronto
Hydro

Responsa-
bilité

Bail à la
Fiducie

Redevance
d'égout et
d'eau

Idem

periodic payments are to be required and the amortization period used to calculate the periodic payment.

Same, lien

(5.1) The charge levied under subsection (4) is a lien on the land and may be collected in the same manner and with the same remedies as are provided under the *Municipal Act* for the collection of real property taxes.

6. Clause 7 (2) (b) of the Act is repealed.

7. Subsection 10 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Real property

(1) A house and land lease or a vacant land lease shall be deemed to be real property for all purposes.

8. (1) Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Board

(1) The affairs of the Trust shall be managed by a board of directors consisting of not more than 15 members.

(2) Subsection 12 (3) of the Act is repealed.

9. (1) Clauses 13 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) impose fees and charges; and

(2) Clause 13 (3) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) raise sufficient revenue to carry out the objects of the Trust; and

10. Section 16 of the Act is repealed.

11. (1) Clause 17 (6) (b) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 2 of subsection 17 (11) of the Act is repealed.

(3) Section 17 of the Act is amended by adding the following subsection:

(12) Despite the termination of the lease to the Trust described in paragraph 2 of subsection 22 (1) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*, every land lease sold under this section before subsection 22 (1) of that Act comes into force is continued.

12. Section 18 of the Act is repealed.

13. (1) Subsections 19 (1), (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Vacant land leases

(1) The Trust may offer to sell, in accordance with this section, a maximum of 12 land leases with respect to land described in the Schedule that was vacant on December 15, 1993.

ou des versements périodiques doivent être exigés et la période d'amortissement utilisée pour calculer les versements périodiques.

(5.1) La redevance imposée en vertu du paragraphe (4) constitue un privilège sur le bien-fonds et elle peut être recouvrée de la même façon et au moyen des mêmes recours que ceux prévus par la *Loi sur les municipalités* pour le recouvrement des impôts fonciers.

Idem, privilège

6. L'alinéa 7 (2) b) de la Loi est abrogé.

7. Le paragraphe 10 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les maisons et les baux fonciers s'y rapportant ou les baux de biens-fonds vacants sont réputés des biens immeubles à toutes fins.

Biens immeubles

8. (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les affaires de la Fiducie sont gérées par un conseil d'administration composé d'au plus 15 membres.

Conseil

(2) Le paragraphe 12 (3) de la Loi est abrogé.

9. (1) Les alinéas 13 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) imposer des droits et des redevances;

(2) L'alinéa 13 (3) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) recueille suffisamment de revenus pour réaliser ses objets;

10. L'article 16 de la Loi est abrogé.

11. (1) L'alinéa 17 (6) b) de la Loi est abrogé.

(2) La disposition 2 du paragraphe 17 (11) de la Loi est abrogée.

(3) L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(12) Malgré la résiliation du bail visé à la disposition 2 du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* que détient la Fiducie, est maintenu chaque bail foncier vendu aux termes du présent article avant l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de cette loi.

Disposition transitoire, modifications de 1996

12. L'article 18 de la Loi est abrogé.

13. (1) Les paragraphes 19 (1), (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) La Fiducie peut offrir de vendre, conformément au présent article, un maximum de 12 baux portant sur les biens-fonds décrits à l'annexe qui étaient vacants le 15 décembre 1993.

Baux de biens-fonds vacants

Same	(2) Each land lease must be with respect to land sufficient to accommodate only one house.	(2) Chaque bail porte sur un bien-fonds qui est suffisant pour permettre l'aménagement d'une seule maison.	Idem
	(2) Subsection 19 (6) of the Act is repealed and the following substituted:	(2) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Offer to individuals	(6) The Trust may offer a maximum of 12 land leases to individuals whose names are on the list described in section 25.	(6) La Fiducie peut offrir un maximum de 12 baux fonciers aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25.	Offre faite à des particuliers
Same	(6.1) An offer under subsection (6) may include the condition that the purchaser agrees to construct a house on the land upon the terms set out by the Trust.	(6.1) L'offre faite en vertu du paragraphe (6) peut être assortie de la condition voulant que l'acheteur convienne de construire une maison sur le bien-fonds aux conditions énoncées par la Fiducie.	Idem
	(3) Clause 19 (8) (a) of the Act is repealed and the following substituted:	(3) L'alinéa 19 (8) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the Trust; or	a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par la Fiducie;	
	(4) Subsections 19 (13), (14), (15) and (16) of the Act are repealed and the following substituted:	(4) Les paragraphes 19 (13), (14), (15) et (16) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Acceptance of offer	(13) An individual who accepts the Trust's offer shall pay the purchase price to the Trust within 30 days after accepting the offer. Immediately upon receiving the money, the Trust shall vest all the title and interest in the land lease and house, if there is one, in the purchaser.	(13) Le particulier qui accepte l'offre de la Fiducie verse le prix d'achat à la Fiducie dans les 30 jours suivant l'acceptation de l'offre. Dès réception de l'argent par la Fiducie, le titre et l'intérêt sur le bail foncier et la maison, s'il y en a une, sont dévolus à l'acheteur par la Fiducie.	Acceptation de l'offre
Joint tenants	(14) If requested by the purchaser, the Trust shall vest the ownership under subsection (13) in more than one individual as joint tenants.	(14) À la demande de l'acheteur, le droit de propriété visé au paragraphe (13) est dévolu par la Fiducie à plusieurs particuliers à titre de tenants conjoints.	Tenants conjoints
Proceeds	(15) The Trust is entitled to all the proceeds of the sale of a land lease, a house or both under this section.	(15) La Fiducie a droit à la totalité du produit de la vente d'un bail foncier, d'une maison, ou des deux, qui sont vendus aux termes du présent article.	Produit de la vente
	14. (1) The French version of paragraph 6 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the fourth line.	14. (1) La version française de la disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la quatrième ligne.	
	(2) Paragraph 6 of section 20 of the Act is further amended by adding at the end "However, the owner may mortgage or give a security interest in the house, if there is one, and the land lease and may do so without the consent of the Trust."	(2) La disposition 6 de l'article 20 de la Loi est modifiée en outre par adjonction à la fin de «Toutefois, le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté la maison, s'il y en a une, et le bail foncier, et ce sans le consentement de la Fiducie.»	
	(3) The French version of paragraph 7 of section 20 of the Act is amended by striking out "s'y rapportant" in the third line.	(3) La version française de la disposition 7 de l'article 20 de la Loi est modifiée par suppression de «s'y rapportant» à la troisième ligne.	
	15. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:	15. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Mortgage, etc	(8.1) An owner may mortgage or give a security interest in his or her interest in a house and land lease or in a vacant land lease.	(8.1) Le propriétaire peut grever d'une hypothèque ou d'une sûreté son intérêt sur une maison et le bail foncier s'y rapportant ou sur le bail d'un bien-fonds vacant.	Hypothèque

16. (1) Subsections 22 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Upon receipt of a request, the Trust shall immediately offer the house and land lease or vacant land lease for resale on the owner's behalf to the individuals on the list described in section 25 for a price to be determined by the regulations.

(2) Subsection 22 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(4) Within 30 days after the receipt of the offer from the Trust, the individual shall,

(3) Subsections 22 (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

(5) An individual who fails to respond to an offer from the Trust as provided in subsection (4) shall be deemed to have responded under clause (4) (b).

(6) If an individual accepts the Trust's offer, the Trust shall present the acceptance to the owner as an offer to purchase the house and land lease or vacant land lease.

(4) Clause 22 (7) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) accept the offer at the price and on the terms offered by the individual; or

(5) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

(14) Despite the termination of the lease to the Trust described in paragraph 2 of subsection 22 (1) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*, every land lease sold under this section before subsection 22 (1) of that Act comes into force is continued.

17. (1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "subsections (2) and (3)" in the first and second lines and substituting "subsections (2), (3) and (3.1)".

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) In the event of a default under a mortgage, the mortgagee is entitled to exercise the owner's right to require a sale of the house and land lease or vacant land lease only after giving the notices required under the *Mortgage Act*.

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

16. (1) Les paragraphes 22 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) À la réception d'une demande, la Fiducie fait sans délai une offre de revente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant au nom du propriétaire aux particuliers dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 25, à un prix déterminé par les règlements.

(2) Le paragraphe 22 (4) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(4) Dans les 30 jours suivant la réception de l'offre de la Fiducie, le particulier :

(3) Les paragraphes 22 (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(5) Le particulier qui ne répond pas à l'offre de la Fiducie, contrairement à ce que prévoit le paragraphe (4), est réputé y avoir répondu de la façon visée à l'alinéa (4) b).

(6) Si le particulier accepte l'offre de la Fiducie, cette dernière présente l'acceptation de l'offre au propriétaire comme une offre d'achat de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail du bien-fonds vacant.

(4) L'alinéa 22 (7) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit accepte l'offre au prix et aux conditions proposés par le particulier;

(5) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(14) Malgré la résiliation du bail visé à la disposition 2 du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* que détient la Fiducie, est maintenu chaque bail foncier vendu aux termes du présent article avant l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de cette loi.

17. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution de «des paragraphes (2), (3) et (3.1)» à «des paragraphes (2) et (3)» aux deux premières lignes.

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) En cas de défaut aux termes d'une hypothèque, le créancier hypothécaire a le droit d'exercer le droit du propriétaire d'exiger la vente de la maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant seulement après avoir donné les avis exigés aux termes de la *Loi sur les hypothèques*.

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Trust offers to sell

Offre de vente faite par la Fiducie

Options of purchaser

Options de l'acheteur

Option deemed taken

Option réputée choisie

Presentation of offer

Présentation de l'offre

Transition, 1996 amendments

Disposition transitoire, modifications de 1996

Mortgagee

Créancier hypothécaire

Purchaser list

25. The Trust shall keep a list of individuals who apply in writing to purchase a house and land lease or vacant land lease on the land described in the Schedule.

19. (1) Subsection 29 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsections 29 (2) and (3) of the Act are repealed.

(3) Section 29 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3.1) An order of the Minister under subsections 47 (1), (4) and (8) of the *Planning Act* with respect to the land described in the Schedule is final, and subsections 47 (10) to (14) of that Act do not apply.

Minister's order under *Planning Act*

Repeal

(3.2) Subsection (3.1) is repealed on the second anniversary of the day on which subsection 19 (3) of the *Toronto Islands Amendment Act, 1996* comes into force.

(4) Subsection 29 (4) of the Act is repealed.

20. (1) Paragraph 1 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 10 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

(3) Paragraph 13 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

13. prescribing a purchase price for a house, or a method of determining it, for the purposes of subsection 19 (12).

(4) Paragraphs 14, 15 and 16 of subsection 32 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

14. prescribing a method of determining a purchase price for a land lease sold under subsection 17 (5), 19 (11) or 21 (5) or (6) and prescribing a different calculation if the purchaser meets the financial need requirements prescribed under paragraph 12.

(5) Paragraph 21 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

21. prescribing a purchase price or a method of determining it, for a house and land lease or vacant land lease for the purposes of subsections 22 (2) and 23 (2).

(6) Paragraph 25 of subsection 32 (1) of the Act is repealed.

25. La Fiducie tient une liste des particuliers qui présentent une demande par écrit d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant, situés sur les biens-fonds décrits à l'annexe.

Liste des acheteurs éventuels

19. (1) Le paragraphe 29 (1) de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 29 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.

(3) L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(3.1) L'arrêté du ministre visé aux paragraphes 47 (1), (4) et (8) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* à l'égard des biens-fonds décrits à l'annexe est définitif, et les paragraphes 47 (10) à (14) de cette loi ne s'appliquent pas.

Arrêté du ministre visé par la Loi sur l'aménagement du territoire

(3.2) Le paragraphe (3.1) est abrogé à la deuxième date anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 19 (3) de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Abrogation

(4) Le paragraphe 29 (4) de la Loi est abrogé.

20. (1) La disposition 1 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(2) La disposition 10 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 13 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

13. prescrire le prix d'achat d'une maison pour l'application du paragraphe 19 (12), ou une façon de le déterminer.

(4) Les dispositions 14, 15 et 16 du paragraphe 32 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

14. prescrire une façon de déterminer le prix d'achat d'un bail foncier vendu aux termes du paragraphe 17 (5), 19 (11) ou 21 (5) ou (6), et prescrire un mode de calcul différent si l'acheteur répond aux critères d'insuffisance financière prescrits en vertu de la disposition 12.

(5) La disposition 21 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. prescrire le prix d'achat d'une maison et du bail foncier s'y rapportant ou du bail d'un bien-fonds vacant pour l'application des paragraphes 22 (2) et 23 (2), ou la façon de le déterminer.

(6) La disposition 25 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée.

(7) Paragraph 28 of subsection 32 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

28. prescribing such other matters as may be prescribed under the Act.

21. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

33. (1) This Act prevails in the event of a conflict between it and the *Assessment Act*, the *Building Code Act*, 1992, the *Family Law Act*, the *Landlord and Tenant Act*, the *Mortgages Act*, the *Municipal Tax Sales Act*, the *Rent Control Act*, 1992, the *Rental Housing Protection Act*, the *Residential Rent Regulation Act* or the *Succession Law Reform Act*.

(2) The following proceedings commenced before December 15, 1993 under the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act are discontinued on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act*, 1996 comes into force:

1. Such proceedings as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
2. Proceedings relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

(3) The following applications made before December 15, 1993 under the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 21 of the *Toronto Islands Amendment Act*, 1996 comes into force:

1. Such applications as may be prescribed relating to land described in the Schedule and houses and other buildings and structures on that land.
2. Applications relating to such land described in the Schedule as may be prescribed and such houses and other buildings and structures on that land as may be prescribed.

(4) The City is not liable for any damage or injury caused, or alleged to have been caused, as a result of a failure to enforce the *Building Code Act*, 1992 or a predecessor to that Act relating to a proceeding referred to in subsec-

(7) La disposition 28 du paragraphe 32 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

28. prescrire les autres questions qui peuvent être prescrites en vertu de la Loi.

21. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. (1) La présente loi l'emporte en cas d'incompatibilité avec la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, la *Loi sur le droit de la famille*, la *Loi sur la location immobilière*, la *Loi sur les hypothèques*, la *Loi sur les ventes pour impôts municipaux*, la *Loi de 1992 sur le contrôle des loyers*, la *Loi sur la protection des logements locatifs*, la *Loi sur la réglementation des loyers d'habitation* ou la *Loi portant réforme du droit des successions*.

(2) Il est mis fin aux instances suivantes introduites avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

1. Les instances qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
2. Les instances ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(3) Les demandes et requêtes suivantes présentées avant le 15 décembre 1993 en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou d'une loi que celle-ci remplace, sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de la *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto* :

1. Les demandes et requêtes qui peuvent être prescrites ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe et aux maisons et autres bâtiments et structures situés sur ces biens-fonds.
2. Les demandes et requêtes ayant trait aux biens-fonds décrits à l'annexe qui peuvent être prescrits et aux maisons et autres bâtiments et structures, situés sur ces biens-fonds, qui peuvent être prescrits.

(4) La cité n'est pas responsable des dommages ou blessures causés, ou qui auraient été causés, par suite d'un défaut de faire appliquer la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou une loi que celle-ci remplace relativement à une

Incompatibilité

Instances prévues par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*

Demandes et requêtes prévues par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*

Responsabilité de la cité

Conflicts

Proceedings under *Building Code Act*, 1992

Applications under *Building Code Act*, 1992

Liability of City

tion (2) or an application referred to in subsection (3).

Transition,
leases

22. (1) The following leases are terminated on the date indicated:

1. The lease described in subsection 3 (5) of the Act as it reads immediately before section 2 comes into force is terminated on the day on which section 2 comes into force.
2. The lease described in section 16 of the Act as it reads immediately before section 10 comes into force is terminated on the day on which section 10 comes into force.

Same,
requests, etc.

(2) The following matters shall be deemed to be withdrawn on the date indicated:

1. A direction by an applicant under clause 7 (2) (b) of the Act given before section 6 comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which section 6 comes into force.
2. A request by an owner under clause 17 (6) (b) of the Act made before subsection 11 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 11 (1) comes into force.
3. An offer by the Trust under subsection 19 (3) of the Act made before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 13 (1) comes into force.
4. A request by an owner under subsection 22 (2) of the Act and an offer by the Trust under subsection 22 (3) of the Act made before subsection 16 (1) comes into force shall be deemed to be withdrawn on the day on which subsection 16 (1) comes into force.

Same,
acceptance

(3) An offer accepted by the co-operative housing corporation under clause 19 (4) (a) of the Act before subsection 13 (1) comes into force shall be deemed, on the day on which that subsection comes into force, not to have been accepted.

Same,
purchaser
list

(4) The names on the list kept under section 25 of the Act, as the list reads immediately before section 18 comes into force, are deleted from the list on the day on which that section comes into force.

Commence-
ment

23. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

24. The short title of this Act is the *Toronto Islands Amendment Act, 1996*.

instance visée au paragraphe (2) ou à une demande ou requête visée au paragraphe (3).

22. (1) Les baux suivants sont résiliés à la date indiquée :

1. Le bail visé au paragraphe 3 (5) de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 2, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2.
2. Le bail visé à l'article 16 de la Loi, tel qu'il existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 10, est résilié le jour de l'entrée en vigueur de l'article 10.

(2) Les directives, demandes et offres suivantes sont réputées retirées à la date indiquée :

1. La directive donnée par l'auteur d'une demande aux termes de l'alinéa 7 (2) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur de l'article 6 est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6.
2. La demande faite par le propriétaire aux termes de l'alinéa 17 (6) b) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 11 (1).
3. L'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 19 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée retirée le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1).
4. La demande faite par le propriétaire en vertu du paragraphe 22 (2) de la Loi et l'offre faite par la Fiducie aux termes du paragraphe 22 (3) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) sont réputées retirées le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1).

(3) L'offre acceptée par la société coopérative de logement aux termes de l'alinéa 19 (4) a) de la Loi avant l'entrée en vigueur du paragraphe 13 (1) est réputée, le jour de l'entrée en vigueur de ce paragraphe, ne pas avoir été acceptée.

(4) Les noms figurant sur la liste tenue aux termes de l'article 25 de la Loi, telle que cette liste existe immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 18, sont rayés de la liste le jour de l'entrée en vigueur de cet article.

23. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

24. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la loi sur les îles de Toronto*.

Dispositions
transitoires,
baux

Idem,
demandes

Idem,
acceptation

Idem, liste
des acheteurs
éventuels

Entrée en
vigueur

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 39

Projet de loi 39

**An Act to amend the Ontario
Highway Transport Board Act
and the Public Vehicles Act and
to make consequential changes
to certain other Acts**

**Loi modifiant la Loi sur la
Commission des transports routiers
de l'Ontario et la Loi sur les véhicules
de transport en commun et apportant
des modifications corrélatives à
certaines autres lois**

The Hon. A. Palladini
Minister of Transportation

L'honorable A. Palladini
Ministre des Transports

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 4, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Ontario Highway Transport Board Act

The Bill amends the size, powers and procedures of the Ontario Highway Transport Board in the following ways:

The current Act requires a Board of at least three members; the Bill leaves the number of members to the discretion of Cabinet. The quorum of the Board is reduced from two members to one.

The Board can no longer rehear applications under the *Public Vehicles Act*, the old *Public Commercial Vehicles Act* or the *Truck Transportation Act*. It can no longer review, reconsider, amend or revoke its decisions, orders, directions, certificates, approvals, declarations and rulings under those Acts. It can no longer hear appeals to its decisions under the *Truck Transportation Act* or the *Ontario Highway Transport Board Act*.

The *Statutory Powers Procedures Act* is made to apply to all Board proceedings. However, certain hearings under the *Public Vehicles Act* are to be held as written hearings unless the parties agree to an oral hearing or the Board is of the opinion that a written hearing may not satisfy the requirements of natural justice. The parties to any hearing before the Board are the person whose licence, operations or transportation service are the subject of the hearing and any person who has an economic interest in the outcome of the hearing, who applies to be a party and who is made a party by the Board. The Minister of Transportation is no longer a party to hearings before the Board.

All the actual costs incurred by the Board and by the Ministry of Transportation in conducting a proceeding before the Board, including the costs of prior investigations, are to be paid to the Minister of Finance by the parties to a proceeding, pursuant to a costs order made by the Board. This requirement applies to all proceedings commenced on or after April 1, 1996.

The decisions of the Board are final. Appeals to Divisional Court, petitions to Cabinet and stated cases to Divisional Court are no longer available.

Public Vehicles Act

The Bill amends the *Public Vehicles Act* in the following ways.

The requirement that public vehicles be licensed as public vehicles is removed.

Tariffs of tolls no longer need the approval of the Minister of Transportation. A tariff of tolls for scheduled services is effective on being filed with the Board. Tariffs for other services need not be filed.

In the current Act, the Ontario Highway Transport Board has a reporting function and the Minister of Transportation is the decision-maker in all matters related to public vehicle operating licences. The Bill makes the Board the decision-maker and ends the Minister's involvement with operating licences. For example, instead of the Board issuing a certificate of public necessity and convenience, on the basis of which the Minister issues a public vehicle operating licence, the Board will issue the licence if it is of the opinion that public necessity and convenience will be served thereby.

Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario

Le projet de loi modifie la composition, les pouvoirs et les procédures de la Commission des transports routiers de l'Ontario comme suit :

La loi actuelle exige que la Commission se compose d'au moins trois membres. Le projet de loi donne au Conseil des ministres le pouvoir discrétionnaire de fixer le nombre de membres. Le quorum de la Commission passe de deux membres à un.

La Commission ne peut plus entendre de nouveau des requêtes en vertu de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, de l'ancienne loi intitulée *Public Commercial Vehicles Act* ou de la *Loi sur le camionnage*. Elle ne peut plus réviser, examiner de nouveau, modifier ou révoquer ses décisions, ordonnances, directives, certificats, approbations, déclarations et jugements en vertu de ces lois. Elle ne peut plus entendre les appels de ses décisions en vertu de la *Loi sur le camionnage* ou de la *Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario*.

La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique maintenant à toutes les instances introduites devant la Commission. Cependant, certaines audiences tenues aux termes de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* doivent se dérouler sous forme d'audiences écrites à moins que les parties ne conviennent d'une audience orale ou que la Commission estime qu'une audience écrite risque de ne pas satisfaire aux exigences de la justice naturelle. Les parties à une audience devant la Commission sont la personne dont le permis, les activités ou le service de transport font l'objet de l'audience et toute personne qui a un intérêt financier dans l'issue de l'audience, qui demande à être jointe comme partie et que la Commission joint comme telle. Le ministre des Transports n'est plus partie aux audiences devant la Commission.

Tous les frais réels engagés par la Commission et par le ministère des Transports dans la conduite d'une instance introduite devant la Commission, y compris ceux engagés pour des enquêtes antérieures, doivent être payés au ministre des Finances par les parties à l'instance, conformément à une ordonnance d'adjudication des dépens rendue par la Commission. Cette exigence s'applique à toutes les instances introduites le 1^{er} avril 1996 ou par la suite.

Les décisions de la Commission sont définitives. Les appels devant la Cour divisionnaire, les pétitions au Conseil des ministres et les exposés de cause devant la Cour divisionnaire ne sont plus permis.

Loi sur les véhicules de transport en commun

Le projet de loi modifie la *Loi sur les véhicules de transport en commun* comme suit :

Il n'est plus nécessaire que les exploitants de véhicules de transport en commun détiennent un permis de véhicule de transport en commun.

Il n'est plus nécessaire que les tarifs des prix soient approuvés par le ministre des Transports. Le tarif des prix pour des services réguliers est valide dès qu'il est déposé auprès de la Commission. Il n'est pas nécessaire de déposer de tarif pour d'autres services.

La loi actuelle prévoit que la Commission des transports routiers de l'Ontario présente des rapports et que le ministre des Transports prenne les décisions sur toutes les questions reliées aux permis d'exploitation de véhicules de transport en commun. Le projet de loi confère le pouvoir de prise de décisions à la Commission et met fin au rôle du ministre en ce qui a trait aux permis d'exploitation. Ainsi, au lieu de délivrer un certificat concernant les besoins et la commodité du public, sur la foi duquel le ministre délivre un permis d'exploitation d'un véhicule de transport en commun, la Commission délivre maintenant elle-même le permis si elle estime qu'il est compatible avec les besoins et la commodité du public.

In the current Act, the Board may hold hearings into matters respecting public vehicle operating licences at the request of an applicant for a licence, a licensee or the Minister of Transportation or on its own initiative. Under the Bill, the Minister cannot refer matters to the Board and the Board cannot initiate a hearing on its own. The Board will hold certain hearings at the request of the applicant or licensee (application for issuance of licence, approval to transfer a licence or interpretation of licence) and it will hold hearings that may result in imposing sanctions (cancelling or suspending a licence, imposing conditions on a licence, issuing a stop order) only at the request of a person who has an economic interest in the outcome of the matter.

Consequential Amendments to other Acts

As a consequence of the amendments to *Ontario Highway Transport Board Act* and the *Public Vehicles Act*, the Bill also amends various municipal and transportation Acts.

En vertu de la loi actuelle, la Commission peut tenir des audiences sur des questions concernant les permis d'exploitation de véhicules de transport en commun à la demande de l'auteur d'une demande de permis, du titulaire d'un permis ou du ministre des Transports, ou encore de sa propre initiative. En vertu du projet de loi, le ministre ne peut renvoyer aucune question à la Commission et celle-ci ne peut commencer aucune audience de sa propre initiative. Elle tient certaines audiences à la demande de l'auteur d'une demande ou du titulaire d'un permis (demande de permis, d'approbation de cession d'un permis ou d'interprétation d'un permis) et ne tient des audiences qui peuvent entraîner l'imposition de peines (révocation ou suspension d'un permis, assujettissement d'un permis à des conditions, ordonnance de ne pas faire) qu'à la demande d'une personne qui a un intérêt financier dans l'issue de l'affaire.

Modifications corrélatives apportées à d'autres lois

Étant donné les modifications apportées à la *Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario* et à la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, le projet de loi modifie également diverses lois ayant trait aux municipalités et aux transports.

An Act to amend the Ontario Highway Transport Board Act and the Public Vehicles Act and to make consequential changes to certain other Acts

Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario et la Loi sur les véhicules de transport en commun et apportant des modifications corrélatives à certaines autres lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
ONTARIO HIGHWAY TRANSPORT
BOARD ACT**

1. (1) Subsection 2 (1) of the *Ontario Highway Transport Board Act* is amended by striking out "three members or as many more" in the fifth and sixth lines and substituting "that number of members".

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out "and not more than two of them as vice-chairs" at the end.

2. Sections 5 and 6 of the Act are repealed and the following substituted:

Quorum 5. One member of the Board constitutes a quorum and is sufficient for the exercise of all the jurisdiction and powers of the Board.

3. Sections 7, 8, 9 and 10 of the Act are repealed and the following substituted:

Member designated to act for chair 7. (1) The chair may designate another member of the Board to act as chair in his or her absence.

Same (2) If the chair cannot act and has not designated another member to act as chair, or if the office of chair is vacant, the Minister may designate a member of the Board to act as chair.

Same (3) A member designated under subsection (1) or (2) may act as and has all the powers of the chair.

Attendance to duties 8. The members of the Board shall perform their duties as and when required, and may accept or hold another office or employment

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LA COMMISSION DES
TRANSPORTS ROUTIERS DE L'ONTARIO**

1. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario* est modifié par substitution de «du nombre de membres» à «de trois membres ou du nombre additionnel de membres» aux sixième, septième et huitième lignes.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «est choisi parmi eux» à «et au plus deux vice-présidents sont choisis parmi les membres» aux troisième et quatrième lignes.

2. Les articles 5 et 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Quorum 5. Un membre de la Commission constitue le quorum et peut exercer les pouvoirs et la compétence de la Commission.

3. Les articles 7, 8, 9 et 10 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Remplacement du président 7. (1) Le président peut désigner un autre membre de la Commission pour le remplacer à la présidence en son absence.

Idem (2) Si le président est empêché d'agir et qu'il n'a désigné aucun autre membre pour le remplacer à la présidence, ou que son poste est vacant, le ministre peut désigner un membre de la Commission pour agir en qualité de président.

Idem (3) Le membre désigné en vertu du paragraphe (1) ou (2) peut agir en qualité de président et possède tous ses pouvoirs.

Exercice des fonctions 8. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions au besoin, et ils peuvent détenir ou accepter une autre charge ou exercer ou accepter un autre emploi à condition

so long as it is not inconsistent with their duties as Board members.

Staff

9. The Board may engage and employ such persons as are necessary to carry out the Board's functions.

4. Subsections 12 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

When orders
etc. effective

(1) An order, decision or direction of the Board is effective upon being signed by a member of the Board or as otherwise specified in the order, decision or direction.

When
licence
effective

(2) A licence issued by the Board is effective upon being signed by a member of the Board or as otherwise specified in the licence.

5. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations
Act not
applicable

13. The *Regulations Act* does not apply to any order, decision, direction or licence issued by the Board.

6. (1) Sections 16, 17, 18, 19 and 20 of the Act are repealed.

Transition

(2) Section 16, as it read immediately before its repeal, continues to apply to a rehearing or review commenced before this section comes into force.

Same

(3) After this section comes into force, the Board shall not commence any rehearing or review under section 16, as it read immediately before its repeal.

7. (1) Sections 22, 23 and 24 of the Act are repealed and the following substituted:

Procedure

22. (1) The *Statutory Powers Procedure Act* applies to hearings by the Board and related proceedings.

When
written
hearings to
be held

(2) Despite subsection (1) and subject to subsection (3), a hearing held by the Board under section 6, 7 or 8 of the *Public Vehicles Act* shall be a written hearing unless all the parties to the hearing agree to have an oral hearing.

Request for
oral hearing

(3) Any party to a hearing under section 6, 7 or 8 of the *Public Vehicles Act* may request at any time before or during the hearing that the Board hold an oral hearing and, if the Board is of the opinion that a written hearing may not satisfy the requirements of natural justice, the Board shall hold an oral hearing for all or any part of the matter.

qu'ils ne soient pas incompatibles avec leurs fonctions de membres de la Commission.

9. La Commission peut embaucher et employer les personnes nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

4. Les paragraphes 12 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Les ordonnances, décisions ou directives de la Commission prennent effet dès qu'elles sont signées par un membre de la Commission ou au moment précisé par ailleurs dans celles-ci.

(2) Les permis délivrés par la Commission prennent effet dès qu'ils sont signés par un membre de la Commission ou au moment précisé par ailleurs dans ceux-ci.

5. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux ordonnances, décisions, directives ou permis de la Commission.

6. (1) Les articles 16, 17, 18, 19 et 20 de la Loi sont abrogés.

(2) L'article 16, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer aux nouvelles audiences ou aux révisions commencées avant l'entrée en vigueur du présent article.

(3) Après l'entrée en vigueur du présent article, la Commission ne doit pas commencer une nouvelle audience ou une révision en vertu de l'article 16, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation.

7. (1) Les articles 22, 23 et 24 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

22. (1) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique aux audiences de la Commission et à la procédure s'y rapportant.

(2) Malgré le paragraphe (1) et sous réserve du paragraphe (3), une audience tenue par la Commission aux termes de l'article 6, 7 ou 8 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* doit être écrite à moins que toutes les parties à l'audience conviennent d'une audience orale.

(3) Toute partie à une audience tenue aux termes de l'article 6, 7 ou 8 de la *Loi sur les véhicules de transports en commun* peut, à n'importe quel moment avant ou pendant l'audience, demander que la Commission tienne une audience orale. La Commission en tient une à l'égard de tout ou partie de l'affaire, si elle estime qu'une audience écrite risque de ne pas satisfaire aux exigences de la justice naturelle.

Personnel

Prise d'effet
des ordon-
nances

Prise d'effet
des permis

Non-applica-
tion de la *Loi*
sur les règle-
ments

Disposition
transitoire

Idem

Procédure

Tenue
d'audiences
écrites

Demande
d'audience
orale

Parties	<p>(4) Except as may be expressly provided in the <i>Public Vehicles Act</i>, in any proceeding before the Board, the parties are,</p> <p>(a) the person whose operations, licence or transportation service is the subject of the proceeding; and</p> <p>(b) any interested person, as defined in section 1 of the <i>Public Vehicles Act</i>, who applies to be a party and is specified as a party by the Board.</p>	<p>(4) Sauf disposition expresse de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i>, dans toute instance introduite devant la Commission, les parties sont :</p> <p>a) d'une part, la personne dont les activités, le permis ou le service de transport font l'objet de l'instance;</p> <p>b) d'autre part, toute personne intéressée, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i>, qui demande à être jointe comme partie et que la Commission joint comme telle.</p>	Parties
Member not to have taken part in prior investigation	23. (1) The member of the Board assigned to hold a hearing shall not have taken part prior to the hearing in any investigation or consideration of the subject-matter of the hearing and shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or any party or representative of a party except upon notice to and opportunity for all parties to participate.	23. (1) Le membre de la Commission qui est désigné pour tenir une audience ne doit pas avoir pris part avant l'audience à une enquête ou à un examen relatif à l'affaire en litige. Il ne communique ni directement ni indirectement, à l'égard de l'affaire en litige, avec quiconque, notamment avec les parties ou leurs représentants, sans les avoir avisés et leur avoir fourni l'occasion de participer aux discussions.	Non-participation du membre à une enquête antérieure
Member may seek legal advice	(2) The member may, without the notice required by subsection (1), seek legal advice from a legal advisor independent of the parties but, in such case, the nature of the advice shall be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.	(2) Le membre peut, sans donner l'avis exigé au paragraphe (1), solliciter les conseils juridiques d'un conseiller juridique indépendant des parties, auquel cas la teneur des conseils donnés est communiquée aux parties pour leur permettre de faire des observations sur le droit applicable.	Sollicitation de conseils juridiques
Costs	24. (1) The Board may, in its discretion, fix the costs of and incidental to any proceeding.	24. (1) La Commission peut, à sa discrétion, fixer le montant des dépens de toute instance et de ceux qui y sont accessoires.	Dépens
Additional costs payable to Minister of Finance	(2) The Board shall order additional costs for every proceeding, payable to the Minister of Finance, such that all the actual costs of the proceeding incurred by the Board and by the Ministry of Transportation, including the costs of any prior investigations, are charged in full as costs to the parties to the proceeding, or any of them.	(2) La Commission ordonne l'adjudication de dépens additionnels pour chaque instance, payables au ministre des Finances, de sorte que tous les frais réels de l'instance engagés par la Commission et par le ministère des Transports, y compris ceux de toute enquête antérieure, sont imputés en entier comme dépens aux parties à l'instance ou à l'une quelconque d'entre elles.	Dépens additionnels payables au ministre des Finances
Costs may reflect degree of success	(3) The Board may order by whom and to whom any costs are to be paid under subsection (1) and by whom any costs are to be paid under subsection (2) and, in exercising this discretion, the Board shall be mindful of the degree of success of the parties.	(3) La Commission peut ordonner quelles sont les personnes qui paieront les dépens et celles qui en bénéficieront en vertu du paragraphe (1), et quelles sont les personnes qui paieront les dépens en vertu du paragraphe (2). Dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire, la Commission tient compte du degré de succès des parties.	Les dépens peuvent refléter le degré de succès
Debt to Crown	(4) The costs ordered under subsection (2) are a debt due to Her Majesty the Queen in right of Ontario.	(4) Les dépens qui font l'objet de l'ordonnance prévue au paragraphe (2) constituent une créance de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario.	Créance de la Couronne
Application	(5) This section applies to all hearings before the Board that are commenced on or after April 1, 1996.	(5) Le présent article s'applique à toutes les audiences devant la Commission qui commencent le 1 ^{er} avril 1996 ou par la suite.	Application
Transition	(2) Hearings commenced before this section comes into force and continued after this sec-	(2) Les audiences qui ont commencées avant l'entrée en vigueur du présent article et qui se	Disposition transitoire

tion comes into force shall be conducted in accordance with sections 22 and 23, as they read immediately before this section comes into force.

8. (1) Sections 25, 26 and 27 of the Act are repealed.

poursuivent après celle-ci sont tenues conformément aux articles 22 et 23, tels qu'ils existaient immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.

8. (1) Les articles 25, 26 et 27 de la Loi sont abrogés.

Transition

(2) Sections 26 and 27, as they read immediately before their repeal, continue to apply, respectively, to a petition that was filed or an appeal that was commenced before this section comes into force.

(2) Les articles 26 et 27, tels qu'ils existaient immédiatement avant leur abrogation, continuent de s'appliquer respectivement à une pétition qui a été déposée ou à un appel qui a été interjeté avant l'entrée en vigueur du présent article.

Disposition
transitoire

Same

(3) After this section comes into force,

(3) Après l'entrée en vigueur du présent article :

(a) the Board shall not state a case under section 25, as it read immediately before its repeal;

a) la Commission ne doit pas faire d'exposé de cause en vertu de l'article 25, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation;

(b) no petition may be filed under section 26, as it read immediately before its repeal; and

b) nulle pétition ne peut être déposée en vertu de l'article 26, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation;

(c) no appeal may be commenced under section 27, as it read immediately before its repeal.

c) il ne peut être interjeté aucun appel en vertu de l'article 27, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation.

9. Section 28 of the Act is repealed and the following substituted:

9. L'article 28 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Orders of
Board final
and binding

28. Every order, direction and decision of the Board and every licence issued by the Board is final and binding.

28. Les ordonnances, directives et décisions de la Commission ainsi que les permis qu'elle délivre sont définitifs.

Les ordonnances de la Commission sont définitives

10. Subsections 29 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

10. Les paragraphes 29 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Ministry
report

(3) The Board may request and receive in evidence a report prepared by an officer of the Ministry of Transportation, as defined in section 1 of the *Public Vehicles Act*, in order to assist the Board during the hearing of any matter.

(3) La Commission peut demander et recevoir en preuve un rapport rédigé par un agent du ministère des Transports, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, pour l'aider au cours de l'audition d'une question quelle qu'elle soit.

Rapport du
ministère

Same

(4) The Board shall cause a copy of the report to be served on every party to the hearing and, in an oral hearing, the officer of the Ministry of Transportation may be called by the Board to give evidence on the report.

(4) La Commission fait signifier une copie du rapport à chaque partie à l'audience et, dans le cas d'une audience orale, peut appeler l'agent du ministère des Transports à témoigner au sujet du rapport.

Idem

Fees for
documents

(5) The Board may charge and collect fees for providing copies and certified copies of,

(5) La Commission peut imposer et recouvrer des droits pour les copies, notamment les copies certifiées conformes, de ce qui suit :

Droits
pour les
documents

(a) maps and plans; and

a) les cartes et plans;

(b) orders, decisions, licences, certificates or other documents issued by or in the custody of the Board.

b) les ordonnances, décisions, permis, certificats ou autres documents délivrés par la Commission ou dont celle-ci a la garde.

11. Section 30 of the Act is repealed.

11. L'article 30 de la Loi est abrogé.

12. Section 31 of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" in the third and fourth lines and substituting "Minister of Finance".

12. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «ministre des Finances» à «trésorier de l'Ontario» aux troisième et quatrième lignes.

13. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:

Evidence of documents

32. (1) Every document purporting to be signed by a member of the Board or a person designated by the Board to have signing authority is proof, in the absence of evidence to the contrary and without proof of the signature, that the document was duly signed.

Same

(2) A copy of a document signed as provided in subsection (1) in the custody of or on record with the Board and purporting to be certified by a member of the Board or a person designated by the Board to certify documents is proof of the document, in the absence of evidence to the contrary and without proof of the signature.

**PART II
PUBLIC VEHICLES ACT**

14. (1) Section 1 of the *Public Vehicles Act* is amended by adding the following definition:

“interested person” means a person who has an economic interest in the outcome of a matter that is within the Board’s jurisdiction. («personne intéressée»)

(2) The definition of “vehicle licence” in section 1 of the Act is repealed.

15. Section 3 of the Act is repealed.

16. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “or any provision of section 3” in the second line.

17. Sections 5, 6, 7 and 8 of the Act are repealed and the following substituted:

Rights under operating licence

5. (1) An operating licence authorizes the licensee to conduct upon a highway by means of a public vehicle the business of a carrier of passengers or of passengers and express freight, in accordance with this Act and the regulations and the terms and conditions of the licence.

Discontinuance or reduction of scheduled service

(2) The holder of an operating licence shall not discontinue or reduce any scheduled service authorized under the holder’s licence except in accordance with the regulations and after giving notice,

- (a) to the Minister, as set out in the regulations; and
- (b) to the public in the area affected, as set out in subsection (4).

13. L’article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Preuve des documents

32. (1) Les documents qui se présentent comme étant signés par un membre de la Commission ou par une personne que celle-ci désigne comme signataire constituent la preuve, en l’absence de preuve contraire et sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature, que les documents ont été dûment signés.

Idem

(2) Les copies de documents signés comme le prévoit le paragraphe (1), dont la Commission a la garde ou qui sont déposées auprès d’elle et qui se présentent comme étant certifiées conformes par un membre de la Commission ou par une personne que celle-ci désigne à cette fin constituent la preuve, en l’absence de preuve contraire, de ces documents sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature.

**PARTIE II
LOI SUR LES VÉHICULES DE
TRANSPORT EN COMMUN**

14. (1) L’article 1 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«personne intéressée» Personne qui a un intérêt financier dans l’issue d’une affaire qui relève de la compétence de la Commission. («interested person»)

(2) La définition de «permis de véhicule» à l’article 1 de la Loi est abrogée.

15. L’article 3 de la Loi est abrogé.

16. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou une disposition de l’article 3» à la deuxième ligne.

17. Les articles 5, 6, 7 et 8 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Droits reliés au permis d’exploitation

5. (1) Le permis d’exploitation autorise son titulaire à transporter sur une voie publique, au moyen d’un véhicule de transport en commun, des passagers seulement ou des passagers et du fret exprès, conformément à la présente loi et aux règlements, ainsi qu’aux conditions du permis.

Cessation ou réduction du service régulier

(2) Le titulaire d’un permis d’exploitation ne cesse d’assurer ni ne réduit un service régulier autorisé par le permis que conformément aux règlements et qu’après en avoir avisé :

- a) d’une part, le ministre, comme le prévoient les règlements;
- b) d’autre part, le public dans la région touchée, comme le prévoit le paragraphe (4).

Failure to provide scheduled service	(3) If the holder of an operating licence fails to provide a scheduled service authorized by the holder's licence for more than 24 hours, the holder shall give notice of the failure and explain the reason for it and its probable duration,	(3) Si le titulaire d'un permis d'exploitation ne fournit pas pendant plus de 24 heures le service régulier qu'autorise son permis, il en avise, en fournissant le motif et en indiquant la durée probable du défaut de fournir le service :	Défaut de fournir un service régulier
	(a) to the Board, in a written report; and	a) d'une part, la Commission, au moyen d'un rapport écrit;	
	(b) to the public in the area affected, as set out in subsection (4).	b) d'autre part, le public dans la région touchée, comme le prévoit le paragraphe (4).	
Notice to public	(4) Notice to the public under subsection (2) or (3) shall be given in a newspaper published in the area affected and in signs posted at the scheduled stopping places on the highway where the service is to be discontinued or reduced or has not been provided.	(4) L'avis au public visé au paragraphe (2) ou (3) est publié dans un journal qui paraît dans la région touchée et il est également affiché aux points d'arrêt fixes sur la voie publique touchée par la cessation ou la réduction éventuelle du service ou par le défaut de fournir le service.	Avis au public
Hearing re public necessity and convenience	6. (1) Upon receipt of an application for an operating licence, the Board shall hold a hearing to determine if the issue of an operating licence to the applicant will serve public necessity and convenience.	6. (1) Sur réception d'une demande de permis d'exploitation, la Commission tient une audience pour déterminer si la délivrance d'un tel permis à l'auteur de la demande est compatible avec les besoins et la commodité du public.	Audience relative aux besoins et à la commodité du public
Issuance of licence	(2) At the conclusion of the hearing, the Board may issue an operating licence to the applicant if the Board is of the opinion that the issue of the licence will serve public necessity and convenience.	(2) À l'issue de l'audience, la Commission peut délivrer un permis d'exploitation à l'auteur de la demande si elle estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public.	Délivrance du permis
Renewal of licence	(3) The Board shall renew an operating licence upon the application of the licensee without holding a hearing unless an interested person requests that a hearing be held and satisfies the Board that there are apparent grounds for refusing to renew the licence.	(3) La Commission renouvelle un permis d'exploitation à la demande du titulaire du permis sans tenir d'audience sauf si une personne intéressée demande la tenue d'une audience et qu'elle convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour refuser le renouvellement du permis.	Renouvellement du permis
Same	(4) Upon receipt of a request under subsection (3), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to determine if the renewal of the licence will serve public necessity and convenience.	(4) Sur réception d'une demande visée au paragraphe (3), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour déterminer si le renouvellement du permis est compatible avec les besoins et la commodité du public.	Idem
Same	(5) At the conclusion of the hearing, the Board may renew the operating licence if the Board is of the opinion that the renewal will serve public necessity and convenience.	(5) À l'issue de l'audience, la Commission peut renouveler le permis d'exploitation si elle estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public.	Idem
Same	(6) If a hearing is held under subsection (4), the licence does not expire on the date provided for in the licence but remains valid until the conclusion of the hearing.	(6) Si une audience est tenue en vertu du paragraphe (4), le permis n'expire pas à la date qui y est indiquée mais demeure valide jusqu'à l'issue de l'audience.	Idem
Contents of licence	(7) A licence issued or renewed under this section may, having regard to the requirements of public necessity and convenience,	(7) Un permis délivré ou renouvelé en vertu du présent article peut, eu égard aux besoins et à la commodité du public :	Teneur du permis
	(a) contain terms and conditions to govern the transportation of passengers and express freight;	a) contenir des conditions qui régissent le transport des passagers et du fret express;	

- (b) confer special, exclusive or limited rights with respect to the operation of public vehicles and with respect to any highway or highways or portions of any highway or highways described in the licence;
- (c) expire at the end of a specified term, on a specified day or upon the occurrence of a specified event.

Special authority

6.1 (1) If the Board is of the opinion that public necessity and convenience will be served, the Board may grant to the holder of an operating licence a special authority that augments the holder's operating licence to the extent set out in the special authority, subject to the terms and conditions in the special authority, for a period not exceeding seven days.

Same

(2) This Act, except section 6, the regulations and the terms and conditions of the licensee's operating licence continue to apply during the period of validity of the special authority to the extent that they are not inconsistent with the special authority.

Transfer of operating licence prohibited without approval

7. (1) No operating licence shall be transferred, directly or indirectly, without the written approval of the Board.

Hearing

(2) The holder of an operating licence may apply to the Board for a hearing to determine if the proposed transfer of the licence will prejudice the public necessity and convenience served by the licence and the Board shall hold a hearing into the matter.

Parties

(3) The parties to the hearing are the holder of the licence, the proposed transferee and any interested persons who apply to be parties and are specified as parties by the Board.

Approval of transfer

(4) At the conclusion of the hearing, if the Board is of the opinion that the transfer will not prejudice the public necessity and convenience served by the licence, the Board shall approve the transfer and amend the licence in the name of the transferee and may further amend the licence to contain any provision permitted by subsection 6 (7).

Effective change in control of corporation

(5) A proposed issue or transfer of shares of the capital stock of a corporation that holds an operating licence, or a proposed series of such issues or transfers, that would result in an effective change in the control of the corporation is a proposed transfer of the operating licence for which approval is required under this section.

- b) procurer des droits particuliers, exclusifs ou limités relativement à l'exploitation de véhicules de transport en commun et relativement à une ou plusieurs voies publiques ou sections de celles-ci décrites dans le permis;

- c) expirer au terme d'une période déterminée, à une date précise ou lorsque se produit un événement précis.

Autorisation particulière

6.1 (1) Si la Commission estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public, elle peut accorder au titulaire d'un permis d'exploitation une autorisation particulière en sus de son permis. Cette autorisation est assujettie aux conditions qui y sont énoncées et sa période de validité n'est pas supérieure à sept jours.

Idem

(2) La présente loi, à l'exception de l'article 6, les règlements et les conditions qui se rattachent au permis d'exploitation du titulaire continuent de s'appliquer durant la période de validité de l'autorisation particulière dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec celle-ci.

7. (1) Le permis d'exploitation ne peut être cédé, directement ou indirectement, sans l'approbation écrite de la Commission.

Cession du permis d'exploitation interdite sans approbation

(2) Le titulaire d'un permis d'exploitation peut demander à la Commission de tenir une audience afin de déterminer si la cession éventuelle du permis ira à l'encontre des besoins et de la commodité du public visés par le permis, et la Commission tient une audience sur la question.

Audience

(3) Les parties à l'audience sont le titulaire du permis, le cessionnaire éventuel et les personnes intéressées qui demandent à être jointes comme parties et que la Commission joint comme telles.

Parties

(4) À l'issue de l'audience, si elle estime que la cession n'ira pas à l'encontre des besoins et de la commodité du public visés par le permis, la Commission approuve la cession et modifie le permis au nom du cessionnaire. Elle peut modifier notamment le permis pour y ajouter les dispositions autorisées par le paragraphe 6 (7).

Approbation de la cession

(5) L'émission ou le transfert éventuels d'actions du capital-actions d'une personne morale titulaire d'un permis d'exploitation, ou une série éventuelle de telles émissions ou de tels transferts, qui entraînerait un changement de contrôle effectif de la personne morale constitue une cession éventuelle du permis d'exploitation dont le présent article exige l'approbation.

Changement de contrôle effectif de la personne morale

Licence referred to Board for interpretation

8. (1) The holder of an operating licence may at any time apply to the Board to interpret ambiguous provisions of the holder's licence or uncertain rights granted by the licence.

Hearing

(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to resolve the ambiguity or uncertainty.

Licence may be amended

(3) At the conclusion of the hearing, the Board may amend the licence to resolve the ambiguity or uncertainty.

18. Sections 10, 11, 12, 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed and the following substituted:

Application for hearing re licence suspension, cancellation, etc.

10. (1) Upon receipt of an application by an interested person who satisfies the Board that there are apparent grounds to suspend or cancel or impose conditions on a licensee's licence for a reason described in subsection (2), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to determine whether the licence should be suspended or cancelled or conditions imposed on it.

Board's decision

(2) At the conclusion of the hearing, the Board may suspend or cancel the operating licence or impose temporary or permanent conditions on the licence,

- (a) if the licensee failed to begin operations as a carrier in accordance with the licence within 30 days after the issue of the licence or within such further period as is specified in the licence;
- (b) if the licensee failed for a continuous period of 30 days to carry on operations as a carrier in accordance with the licence;
- (c) if the past conduct of the licensee, or, where the licensee is a corporation, of its officers or directors, affords reasonable grounds for belief that the transportation service will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity;
- (d) if the licensee is financially incapable of providing or continuing to provide transportation services in accordance with this Act and the regulations or the terms and conditions of the licence or of meeting the licensee's financial responsibilities to persons using such services; or
- (e) if the licensee or any person under the licensee's control and direction contravenes this Act or the *Highway Traffic Act* or the regulations under either Act

8. (1) Le titulaire d'un permis d'exploitation peut en tout temps demander à la Commission d'interpréter des dispositions ambiguës de son permis ou des droits incertains qu'accorde le permis.

(2) Sur réception d'une demande visée au paragraphe (1), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour éliminer l'ambiguïté ou l'incertitude.

(3) À l'issue de l'audience, la Commission peut modifier le permis pour éliminer l'ambiguïté ou l'incertitude.

18. Les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

10. (1) Sur réception d'une demande d'une personne intéressée qui convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour suspendre ou révoquer le permis d'un titulaire de permis ou pour l'assujettir à des conditions pour un motif visé au paragraphe (2), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour déterminer si le permis devrait être suspendu ou révoqué ou s'il devrait être assujéti à des conditions.

(2) À l'issue de l'audience, la Commission peut suspendre ou révoquer le permis d'exploitation ou l'assujettir à des conditions temporaires ou permanentes si, selon le cas :

- a) le titulaire du permis n'a pas commencé ses activités de transporteur conformément au permis dans les 30 jours qui suivent la délivrance du permis ou au cours de la période plus longue précisée dans le permis;
- b) le titulaire du permis n'a pas exercé ses activités de transporteur conformément au permis pendant une période suivie de 30 jours;
- c) la conduite passée du titulaire du permis ou, s'il s'agit d'une personne morale, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, donne des motifs valables de croire que le service de transport ne sera pas assuré conformément à la loi et avec honnêteté et intégrité;
- d) le titulaire du permis n'est pas financièrement en mesure de fournir ou de continuer à fournir des services de transport conformément à la présente loi et aux règlements ou aux conditions du permis ou de faire face à ses responsabilités financières à l'égard des personnes qui utilisent ces services;
- e) le titulaire du permis ou quiconque est placé sous ses ordres contrevient à la présente loi, au *Code de la route*, à leurs règlements d'application ou aux

Renvoi du permis devant la Commission

Audience

Modification du permis

Demande d'audience aux fins de suspension ou de révocation

Décision de la Commission

or the terms and conditions of the licence and such contravention affords reasonable grounds for believing that the business of a carrier will not be carried on pursuant to the licence in accordance with the requirements of such Acts or regulations or such terms and conditions.

Hearing into
operations
and conduct

11. (1) Upon receipt of an application by an interested person who satisfies the Board that there are apparent grounds to issue an order described in subsection (3), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing,

- (a) into the operation of any transportation service conducted by means of a public vehicle; or
- (b) into the conduct of any person who operates, or causes to be operated, a public vehicle.

Same

(2) A hearing held under subsection (1) shall be for the purpose of determining whether the operation or conduct,

- (a) contravenes the provisions of this Act or the *Motor Vehicle Transport Act* (Canada) or the regulations under either Act; or
- (b) contravenes an operating licence or, if the licence is ambiguous or the rights granted by it are uncertain, the intent of the licence.

Order

(3) At the conclusion of the hearing, if it determines that there has been a contravention, the Board may,

- (a) order that the operation of the transportation service in the manner that caused the contravention stop;
- (b) order that the conduct of the person who operated, or caused to be operated, a public vehicle that constituted the contravention stop;
- (c) if the operator of the transportation service is the holder of an operating licence, amend the licence,
 - (i) by specifying that the licence expire at the end of a specified term, on a specified day or upon the occurrence of a specified event,
 - (ii) by adding such other terms and conditions that the Board considers just, or
 - (iii) to resolve any ambiguity in the licence or uncertainty in the rights granted by the licence.

conditions du permis, et cette contravention donne des motifs valables de croire que l'entreprise de transporteur ne sera pas exploitée aux termes du permis conformément à ces lois ou à ces règlements, ou conformément aux conditions du permis.

11. (1) Sur réception d'une demande d'une personne intéressée qui convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour rendre une ordonnance prévue au paragraphe (3), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience relative :

- a) soit à l'exploitation d'un service de transport au moyen de véhicules de transport en commun;
- b) soit à la conduite de toute personne qui exploite ou fait exploiter des véhicules de transport en commun.

Audience
relative aux
activités et à
la conduite

(2) L'audience tenue en vertu du paragraphe (1) vise à déterminer si l'exploitation ou la conduite :

- a) soit contrevient aux dispositions de la présente loi, de la *Loi sur le transport par véhicule à moteur* (Canada) ou de leurs règlements d'application;
- b) soit contrevient aux conditions d'un permis d'exploitation ou, si celui-ci est ambigu ou que les droits qu'il accorde sont incertains, à l'esprit du permis.

Idem

(3) Si, à l'issue de l'audience, elle détermine qu'il y a eu contravention, la Commission peut :

- a) ordonner que le service de transport cesse d'être exploité de la manière qui a causé la contravention;
- b) ordonner que la personne qui a exploité ou fait exploiter des véhicules de transport en commun abandonne la conduite qui constitue la contravention;
- c) si l'exploitant du service de transport est le titulaire d'un permis d'exploitation, modifier le permis :
 - (i) soit en précisant que celui-ci expire au terme d'une période déterminée, à une date précise ou lorsque se produit un événement précis,
 - (ii) soit en y ajoutant les autres conditions que la Commission estime justes,
 - (iii) soit afin d'éliminer toute ambiguïté du permis ou toute incertitude quant aux droits qu'il accorde.

Ordonnance

19. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Tolls

17. No tolls shall be charged by a licensee for scheduled services provided under the licensee's operating licence except in accordance with the licensee's tariff of tolls as filed by the licensee with the Board.

20. Section 18 of the Act is repealed.

21. (1) Subsection 27 (1) of the Act is amended by striking out "the Minister" in the last line and substituting "the Board".

(2) Subsection 27 (3) of the Act is amended by striking out "the Minister" in the first line and substituting "the Board".

22. Section 28 of the Act is amended by striking out "the Minister" in the third and fourth lines and in the last line and substituting in each case "the Board".

23. Subsection 29 (3) of the Act is repealed.

24. (1) Section 33 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.1) governing applications or requests by applicants or licensees under sections 6, 7 and 8 and by interested persons under sections 6, 10 and 11, including prescribing fees in respect of such applications or requests;
- (b.2) governing requests by interested persons to be made a party to a proceeding, including prescribing fees to be paid by such parties.

(2) Clause 33 (o) of the Act is repealed and the following substituted:

- (o) governing the discontinuance or reduction of scheduled services, including prescribing the requirements that must be met by a licensee before a scheduled service may be discontinued or reduced and prescribing the amount of notice and the contents of the notice to be given to the Minister.

25. Section 35 of the Act is repealed.

PART III CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER STATUTES

HIGHWAY TRAFFIC ACT

26. Subsection 121 (1) of the *Highway Traffic Act* is amended by striking out "Subject to subsection 14 (1) of the *Public Vehicles Act*" at the beginning.

19. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. Le titulaire du permis n'impose pas de prix pour des services réguliers qu'il fournit en vertu de son permis d'exploitation si ce n'est conformément au tarif de prix qu'il a déposé auprès de la Commission.

20. L'article 18 de la Loi est abrogé.

21. (1) Le paragraphe 27 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de la Commission» à «du ministre» à la dernière ligne.

(2) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par substitution de «la Commission» à «le ministre» à la première ligne.

22. L'article 28 de la Loi est modifié par substitution de «à la Commission» à «au ministre» à la troisième ligne et de «de la Commission» à «du ministre» aux deux dernières lignes.

23. Le paragraphe 29 (3) de la Loi est abrogé.

24. (1) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.1) régir les demandes des auteurs de demande ou des titulaires de permis visées aux articles 6, 7 et 8 et celles des personnes intéressées visées aux articles 6, 10 et 11, et prescrire des droits à l'égard de telles demandes;
- b.2) régir les demandes des personnes intéressées qui veulent être jointes comme parties à une instance, et prescrire les droits que celles-ci doivent verser.

(2) L'alinéa 33 o) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- o) régir la cessation ou la réduction de services réguliers, et prescrire les exigences auxquelles le titulaire d'un permis doit satisfaire avant de pouvoir cesser d'assurer ou réduire un service régulier et prescrire le délai et la teneur de l'avis qui doit être donné au ministre.

25. L'article 35 de la Loi est abrogé.

PARTIE III MODIFICATIONS CORRÉLATIVES APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

CODE DE LA ROUTE

26. Le paragraphe 121 (1) du *Code de la route* est modifié par suppression de «Sous réserve du paragraphe 14 (1) de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*,» au début du paragraphe.

MINISTRY OF TRANSPORTATION ACT

27. (1) Clause 7 (1) (a) of the *Ministry of Transportation Act* is amended by striking out “and public vehicles” in the second and third lines.

(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “the *Truck Transportation Act* and the *Public Vehicles Act*” in the second and third lines and substituting “and the *Truck Transportation Act*”.

(3) Subsection 7 (4) of the Act is repealed.

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

28. Subsection 115 (10) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is repealed and the following substituted:

(10) Where the Municipal Board orders the Commission to furnish a service under subsection (9), the Commission shall be deemed to have applied for a public vehicle operating licence under the *Public Vehicles Act*, and the Ontario Highway Transport Board shall issue a public vehicle operating licence to the Commission.

Operating
licence to be
issued

ONTARIO NORTHLAND TRANSPORTATION COMMISSION ACT

29. Section 9 of the *Ontario Northland Transportation Commission Act* is amended by striking out “18” in the second line and substituting “17”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HAMILTON-WENTWORTH ACT

30. Subsection 36 (12) of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by striking out “7 (5)” in the first line and substituting “7 (6)”.

31. (1) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out “and may refer the application to the Ontario Highway Transport Board for a report thereon” at the end.

(2) Subsection 42 (4) of the Act is repealed.

TORONTO AREA TRANSIT OPERATING AUTHORITY ACT

32. Subsection 2 (10) of the *Toronto Area Transit Operating Authority Act* is repealed.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

27. (1) L’alinéa 7 (1) a) de la *Loi sur le ministère des Transports* est modifié par suppression de «et de véhicules de transport en commun» aux troisième et quatrième lignes.

(2) Le paragraphe 7 (2) de la Loi est modifié par substitution de «et de la *Loi sur le camionnage*» à «, de la *Loi sur le camionnage* et de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*» aux première, deuxième et troisième lignes.

(3) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est abrogé.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

28. Le paragraphe 115 (10) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Lorsque la Commission des affaires municipales ordonne à la Commission de fournir un service en vertu du paragraphe (9), la Commission est réputée avoir présenté une demande de permis d’exploitation d’un véhicule de transport en commun en vertu de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* et la Commission des transports routiers de l’Ontario lui délivre un tel permis.

Délivrance
d’un permis
d’exploita-
tion

LOI SUR LA COMMISSION DE TRANSPORT ONTARIO NORTHLAND

29. L’article 9 de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland* est modifié par substitution de «17» à «18» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HAMILTON-WENTWORTH

30. Le paragraphe 36 (12) de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth* est modifié par substitution de «7 (6)» à «7 (5)» à la première ligne.

31. (1) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par suppression de «Il peut renvoyer la demande devant la Commission des transports routiers de l’Ontario en vue d’obtenir un rapport sur celle-ci.» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogé.

LOI SUR LA RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

32. Le paragraphe 2 (10) de la *Loi sur la Régie des transports en commun de la région de Toronto* est abrogé.

TRUCK TRANSPORTATION ACT

33. Section 14 of the *Truck Transportation Act* is repealed and the following substituted:

Commercial zones

14. The Minister may designate commercial zones and may vary the boundaries of a commercial zone.

34. (1) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to a tariff or toll charged under a contract, of which there is written evidence, that is for a term,

- (a) of less than 14 days; or
- (b) of not less than six months and that provides for an ascertainable maximum quantity of goods to be transported at that toll.

(2) Subsection 18 (4) of the Act is amended by striking out “or, where the Board has waived the fifteen days notice, until it has been published in the prescribed manner” at the end.

(3) Subsection 18 (5) of the Act is repealed.

35. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

Interpretation

(1.1) In this section,

“Board” means the Licence Suspension Appeal Board, as defined in the *Highway Traffic Act*.

36. Sections 30 and 32 of the Act are repealed.

37. Subsection 33 (2) of the Act is amended by striking out “or by the Board” in the fourth line.

38. (1) Subsection 36 (3) of the Act is amended by striking out “the Board” in the second last line.

(2) Clause 36 (6) (a) of the Act is amended by striking out “and the Board” in the second and third lines.

39. Sections 37, 38 and 39 of the Act are repealed.

PART IV COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

40. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

41. The short title of this Act is the *Ontario Highway Transport Board and Public Vehicles Amendment Act, 1996*.

LOI SUR LE CAMIONNAGE

33. L'article 14 de la *Loi sur le camionnage* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. Le ministre peut désigner des zones commerciales et en modifier les limites.

Zones commerciales

34. (1) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à un barème ou tarif imposé aux termes d'un contrat, dont il existe une preuve écrite et dont la durée est, selon le cas :

- a) de moins de 14 jours;
- b) d'au moins six mois, s'il est prévu de transporter au tarif en question une quantité maximale de biens vérifiable.

(2) Le paragraphe 18 (4) de la Loi est modifié par suppression de «ou, si la Commission a supprimé l'exigence du délai de quinze jours, avant qu'il n'ait été publié de la manière prescrite.» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 18 (5) de la Loi est abrogé.

35. L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) La définition qui suit s'applique au présent article.

Interprétation

«Commission» La Commission d'appel des suspensions de permis, au sens du *Code de la route*.

36. Les articles 30 et 32 de la Loi sont abrogés.

37. Le paragraphe 33 (2) de la Loi est modifié par suppression de «, ou requis par la Commission,» à la cinquième ligne.

38. (1) Le paragraphe 36 (3) de la Loi est modifié par suppression de «et de la Commission» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) L'alinéa 36 (6) a) de la Loi est modifié par suppression de «et la Commission» aux deuxième et troisième lignes.

39. Les articles 37, 38 et 39 de la Loi sont abrogés.

PARTIE IV ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

40. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

41. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario et la Loi sur les véhicules de transport en commun*.

Titre abrégé

120N
XB
B56



Government
Publications

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 39

(Chapter 9
Statutes of Ontario, 1996)

**An Act to amend the Ontario
Highway Transport Board Act
and the Public Vehicles Act and
to make consequential changes
to certain other Acts**

The Hon. A. Palladini
Minister of Transportation

Projet de loi 39

(Chapitre 9
Lois de l'Ontario de 1996)

**Loi modifiant la Loi sur la
Commission des transports routiers
de l'Ontario et la Loi sur les véhicules
de transport en commun et apportant
des modifications corrélatives à
certaines autres lois**

L'honorable A. Palladini
Ministre des Transports



1st Reading	April 4, 1996
2nd Reading	May 1, 1996
3rd Reading	May 30, 1996
Royal Assent	May 30, 1996

1 ^{re} lecture	4 avril 1996
2 ^e lecture	1 ^{er} mai 1996
3 ^e lecture	30 mai 1996
Sanction royale	30 mai 1996



An Act to amend the Ontario Highway Transport Board Act and the Public Vehicles Act and to make consequential changes to certain other Acts

Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario et la Loi sur les véhicules de transport en commun et apportant des modifications corrélatives à certaines autres lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PART I
ONTARIO HIGHWAY TRANSPORT
BOARD ACT**

**PARTIE I
LOI SUR LA COMMISSION DES
TRANSPORTS ROUTIERS DE L'ONTARIO**

1. (1) Subsection 2 (1) of the *Ontario Highway Transport Board Act* is amended by striking out "three members or as many more" in the fifth and sixth lines and substituting "that number of members".

1. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario* est modifié par substitution de «du nombre de membres» à «de trois membres ou du nombre additionnel de membres» aux sixième, septième et huitième lignes.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out "and not more than two of them as vice-chairs" at the end.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «est choisi parmi eux» à «et au plus deux vice-présidents sont choisis parmi les membres» aux troisième et quatrième lignes.

2. Sections 5 and 6 of the Act are repealed and the following substituted:

2. Les articles 5 et 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Quorum 5. One member of the Board constitutes a quorum and is sufficient for the exercise of all the jurisdiction and powers of the Board.

Quorum

3. Sections 7, 8, 9 and 10 of the Act are repealed and the following substituted:

3. Les articles 7, 8, 9 et 10 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Member designated to act for chair 7. (1) The chair may designate another member of the Board to act as chair in his or her absence.

Remplacement du président

Same (2) If the chair cannot act and has not designated another member to act as chair, or if the office of chair is vacant, the Minister may designate a member of the Board to act as chair.

Idem

Same (3) A member designated under subsection (1) or (2) may act as and has all the powers of the chair.

Idem

Attendance to duties 8. The members of the Board shall perform their duties as and when required, and may accept or hold another office or employment

(3) Le membre désigné en vertu du paragraphe (1) ou (2) peut agir en qualité de président et possède tous ses pouvoirs.

Exercice des fonctions

8. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions au besoin, et ils peuvent détenir ou accepter une autre charge ou exercer ou accepter un autre emploi à condition

so long as it is not inconsistent with their duties as Board members.

Staff 9. The Board may engage and employ such persons as are necessary to carry out the Board's functions.

4. Subsections 12 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

When orders etc. effective (1) An order, decision or direction of the Board is effective upon being signed by a member of the Board or as otherwise specified in the order, decision or direction.

When licence effective (2) A licence issued by the Board is effective upon being signed by a member of the Board or as otherwise specified in the licence.

5. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations Act not applicable 13. The *Regulations Act* does not apply to any order, decision, direction or licence issued by the Board.

6. (1) Sections 16, 17, 18, 19 and 20 of the Act are repealed.

Transition (2) Section 16, as it read immediately before its repeal, continues to apply to a rehearing or review commenced before this section comes into force.

Same (3) After this section comes into force, the Board shall not commence any rehearing or review under section 16, as it read immediately before its repeal.

7. (1) Sections 22, 23 and 24 of the Act are repealed and the following substituted:

Procedure 22. (1) The *Statutory Powers Procedure Act* applies to hearings by the Board and related proceedings.

When written hearings to be held (2) Despite subsection (1) and subject to subsection (3), a hearing held by the Board under section 6, 7 or 8 of the *Public Vehicles Act* shall be a written hearing unless all the parties to the hearing agree to have an oral hearing.

Request for oral hearing (3) Any party to a hearing under section 6, 7 or 8 of the *Public Vehicles Act* may request at any time before or during the hearing that the Board hold an oral hearing and, if the Board is of the opinion that a written hearing may not satisfy the requirements of natural justice, the Board shall hold an oral hearing for all or any part of the matter.

qu'ils ne soient pas incompatibles avec leurs fonctions de membres de la Commission.

9. La Commission peut embaucher et employer les personnes nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Personnel

4. Les paragraphes 12 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Les ordonnances, décisions ou directives de la Commission prennent effet dès qu'elles sont signées par un membre de la Commission ou au moment précisé par ailleurs dans celles-ci. Prise d'effet des ordonnances

(2) Les permis délivrés par la Commission prennent effet dès qu'ils sont signés par un membre de la Commission ou au moment précisé par ailleurs dans ceux-ci. Prise d'effet des permis

5. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux ordonnances, décisions, directives ou permis de la Commission. Non-application de la Loi sur les règlements

6. (1) Les articles 16, 17, 18, 19 et 20 de la Loi sont abrogés.

(2) L'article 16, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer aux nouvelles audiences ou aux révisions commencées avant l'entrée en vigueur du présent article. Disposition transitoire

(3) Après l'entrée en vigueur du présent article, la Commission ne doit pas commencer une nouvelle audience ou une révision en vertu de l'article 16, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation. Idem

7. (1) Les articles 22, 23 et 24 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

22. (1) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique aux audiences de la Commission et à la procédure s'y rapportant. Procédure

(2) Malgré le paragraphe (1) et sous réserve du paragraphe (3), une audience tenue par la Commission aux termes de l'article 6, 7 ou 8 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* doit être écrite à moins que toutes les parties à l'audience conviennent d'une audience orale. Tenue d'audiences écrites

(3) Toute partie à une audience tenue aux termes de l'article 6, 7 ou 8 de la *Loi sur les véhicules de transports en commun* peut, à n'importe quel moment avant ou pendant l'audience, demander que la Commission tienne une audience orale. La Commission en tient une à l'égard de tout ou partie de l'affaire, si elle estime qu'une audience écrite risque de ne pas satisfaire aux exigences de la justice naturelle. Demande d'audience orale

Parties	<p>(4) Except as may be expressly provided in the <i>Public Vehicles Act</i>, in any proceeding before the Board, the parties are:</p> <p>(a) the person whose operations, licence or transportation service is the subject of the proceeding; and</p> <p>(b) any interested person, as defined in section 1 of the <i>Public Vehicles Act</i>, who applies to be a party and is specified as a party by the Board.</p>	<p>(4) Sauf disposition expresse de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i>, dans toute instance introduite devant la Commission, les parties sont :</p> <p>a) d'une part, la personne dont les activités, le permis ou le service de transport font l'objet de l'instance;</p> <p>b) d'autre part, toute personne intéressée, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i>, qui demande à être jointe comme partie et que la Commission joint comme telle.</p>	Parties
Member not to have taken part in prior investigation	<p>23. (1) The member of the Board assigned to hold a hearing shall not have taken part prior to the hearing in any investigation or consideration of the subject-matter of the hearing and shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or any party or representative of a party except upon notice to and opportunity for all parties to participate.</p>	<p>23. (1) Le membre de la Commission qui est désigné pour tenir une audience ne doit pas avoir pris part avant l'audience à une enquête ou à un examen relatif à l'affaire en litige. Il ne communique ni directement ni indirectement, à l'égard de l'affaire en litige, avec quiconque, notamment avec les parties ou leurs représentants, sans les avoir avisés et leur avoir fourni l'occasion de participer aux discussions.</p>	Non-participation du membre à une enquête antérieure
Member may seek legal advice	<p>(2) The member may, without the notice required by subsection (1), seek legal advice from a legal advisor independent of the parties but, in such case, the nature of the advice shall be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.</p>	<p>(2) Le membre peut, sans donner l'avis exigé au paragraphe (1), solliciter les conseils juridiques d'un conseiller juridique indépendant des parties, auquel cas la teneur des conseils donnés est communiquée aux parties pour leur permettre de faire des observations sur le droit applicable.</p>	Sollicitation de conseils juridiques
Costs	<p>24. (1) The Board may, in its discretion, fix the costs of and incidental to any proceeding.</p>	<p>24. (1) La Commission peut, à sa discrétion, fixer le montant des dépens de toute instance et de ceux qui y sont accessoires.</p>	Dépens
Additional costs payable to Minister of Finance	<p>(2) The Board shall order additional costs for every proceeding, payable to the Minister of Finance, such that all the actual costs of the proceeding incurred by the Board and by the Ministry of Transportation, including the costs of any prior investigations, are charged in full as costs to the parties to the proceeding, or any of them.</p>	<p>(2) La Commission ordonne l'adjudication de dépens additionnels pour chaque instance, payables au ministre des Finances, de sorte que tous les frais réels de l'instance engagés par la Commission et par le ministère des Transports, y compris ceux de toute enquête antérieure, sont imputés en entier comme dépens aux parties à l'instance ou à l'une quelconque d'entre elles.</p>	Dépens additionnels payables au ministre des Finances
Costs may reflect degree of success	<p>(3) The Board may order by whom and to whom any costs are to be paid under subsection (1) and by whom any costs are to be paid under subsection (2) and, in exercising this discretion, the Board shall be mindful of the degree of success of the parties.</p>	<p>(3) La Commission peut ordonner quelles sont les personnes qui paieront les dépens et celles qui en bénéficieront en vertu du paragraphe (1), et quelles sont les personnes qui paieront les dépens en vertu du paragraphe (2). Dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire, la Commission tient compte du degré de succès des parties.</p>	Les dépens peuvent refléter le degré de succès
Debt to Crown	<p>(4) The costs ordered under subsection (2) are a debt due to Her Majesty the Queen in right of Ontario.</p>	<p>(4) Les dépens qui font l'objet de l'ordonnance prévue au paragraphe (2) constituent une créance de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario.</p>	Créance de la Couronne
Application	<p>(5) This section applies to all hearings before the Board that are commenced on or after April 1, 1996.</p>	<p>(5) Le présent article s'applique à toutes les audiences devant la Commission qui commencent le 1^{er} avril 1996 ou par la suite.</p>	Application
Transition	<p>(2) Hearings commenced before this section comes into force and continued after this sec-</p>	<p>(2) Les audiences qui ont commencées avant l'entrée en vigueur du présent article et qui se</p>	Disposition transitoire

tion comes into force shall be conducted in accordance with sections 22 and 23, as they read immediately before this section comes into force.

8. (1) Sections 25, 26 and 27 of the Act are repealed.

poursuivent après celle-ci sont tenues conformément aux articles 22 et 23, tels qu'ils existaient immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.

8. (1) Les articles 25, 26 et 27 de la Loi sont abrogés.

Transition

(2) Sections 26 and 27, as they read immediately before their repeal, continue to apply, respectively, to a petition that was filed or an appeal that was commenced before this section comes into force.

(2) Les articles 26 et 27, tels qu'ils existaient immédiatement avant leur abrogation, continuent de s'appliquer respectivement à une pétition qui a été déposée ou à un appel qui a été interjeté avant l'entrée en vigueur du présent article.

Disposition transitoire

Same

(3) After this section comes into force,

(3) Après l'entrée en vigueur du présent article :

(a) the Board shall not state a case under section 25, as it read immediately before its repeal;

a) la Commission ne doit pas faire d'exposé de cause en vertu de l'article 25, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation;

(b) no petition may be filed under section 26, as it read immediately before its repeal; and

b) nulle pétition ne peut être déposée en vertu de l'article 26, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation;

(c) no appeal may be commenced under section 27, as it read immediately before its repeal.

c) il ne peut être interjeté aucun appel en vertu de l'article 27, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation.

9. Section 28 of the Act is repealed and the following substituted:

9. L'article 28 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Orders of Board final and binding

28. Every order, direction and decision of the Board and every licence issued by the Board is final and binding.

28. Les ordonnances, directives et décisions de la Commission ainsi que les permis qu'elle délivre sont définitifs.

Les ordonnances de la Commission sont définitives

10. Subsections 29 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

10. Les paragraphes 29 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Ministry report

(3) The Board may request and receive in evidence a report prepared by an officer of the Ministry of Transportation, as defined in section 1 of the *Public Vehicles Act*, in order to assist the Board during the hearing of any matter.

(3) La Commission peut demander et recevoir en preuve un rapport rédigé par un agent du ministère des Transports, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, pour l'aider au cours de l'audition d'une question quelle qu'elle soit.

Rapport du ministère

Same

(4) The Board shall cause a copy of the report to be served on every party to the hearing and, in an oral hearing, the officer of the Ministry of Transportation may be called by the Board to give evidence on the report.

(4) La Commission fait signifier une copie du rapport à chaque partie à l'audience et, dans le cas d'une audience orale, peut appeler l'agent du ministère des Transports à témoigner au sujet du rapport.

Idem

Fees for documents

(5) The Board may charge and collect fees for providing copies and certified copies of,

(5) La Commission peut imposer et recouvrer des droits pour les copies, notamment les copies certifiées conformes, de ce qui suit :

Droits pour les documents

(a) maps and plans; and

a) les cartes et plans;

(b) orders, decisions, licences, certificates or other documents issued by or in the custody of the Board.

b) les ordonnances, décisions, permis, certificats ou autres documents délivrés par la Commission ou dont celle-ci a la garde.

11. Section 30 of the Act is repealed.

11. L'article 30 de la Loi est abrogé.

12. Section 31 of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" in the third and fourth lines and substituting "Minister of Finance".

12. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «ministre des Finances» à «trésorier de l'Ontario» aux troisième et quatrième lignes.

13. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:

Evidence of documents

32. (1) Every document purporting to be signed by a member of the Board or a person designated by the Board to have signing authority is proof, in the absence of evidence to the contrary and without proof of the signature, that the document was duly signed.

Same

(2) A copy of a document signed as provided in subsection (1) in the custody of or on record with the Board and purporting to be certified by a member of the Board or a person designated by the Board to certify documents is proof of the document, in the absence of evidence to the contrary and without proof of the signature.

**PART II
PUBLIC VEHICLES ACT**

14. (1) Section 1 of the *Public Vehicles Act* is amended by adding the following definition:

“interested person” means a person who has an economic interest in the outcome of a matter that is within the Board’s jurisdiction. («personne intéressée»)

(2) The definition of “vehicle licence” in section 1 of the Act is repealed.

15. Section 3 of the Act is repealed.

16. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “or any provision of section 3” in the second line.

17. Sections 5, 6, 7 and 8 of the Act are repealed and the following substituted:

Rights under operating licence

5. (1) An operating licence authorizes the licensee to conduct upon a highway by means of a public vehicle the business of a carrier of passengers or of passengers and express freight, in accordance with this Act and the regulations and the terms and conditions of the licence.

Discontinuance or reduction of scheduled service

The holder of an operating licence shall not discontinue or reduce any scheduled service authorized under the holder’s licence except in accordance with the regulations and after giving notice,

- (a) to the Minister, as set out in the regulations; and
- (b) to the public in the area affected, as set out in subsection (4).

13. L’article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Preuve des documents

32. (1) Les documents qui se présentent comme étant signés par un membre de la Commission ou par une personne que celle-ci désigne comme signataire constituent la preuve, en l’absence de preuve contraire et sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature, que les documents ont été dûment signés.

Idem

(2) Les copies de documents signés comme le prévoit le paragraphe (1), dont la Commission a la garde ou qui sont déposées auprès d’elle et qui se présentent comme étant certifiées conformes par un membre de la Commission ou par une personne que celle-ci désigne à cette fin constituent la preuve, en l’absence de preuve contraire, de ces documents sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature.

**PARTIE II
LOI SUR LES VÉHICULES DE
TRANSPORT EN COMMUN**

14. (1) L’article 1 de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«personne intéressée» Personne qui a un intérêt financier dans l’issue d’une affaire qui relève de la compétence de la Commission. («interested person»)

(2) La définition de «permis de véhicule» à l’article 1 de la Loi est abrogée.

15. L’article 3 de la Loi est abrogé.

16. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou une disposition de l’article 3» à la deuxième ligne.

17. Les articles 5, 6, 7 et 8 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Droits reliés au permis d’exploitation

5. (1) Le permis d’exploitation autorise son titulaire à transporter sur une voie publique, au moyen d’un véhicule de transport en commun, des passagers seulement ou des passagers et du fret exprès, conformément à la présente loi et aux règlements, ainsi qu’aux conditions du permis.

Cessation ou réduction du service régulier

(2) Le titulaire d’un permis d’exploitation ne cesse d’assurer ni ne réduit un service régulier autorisé par le permis que conformément aux règlements et qu’après en avoir avisé :

- a) d’une part, le ministre, comme le prévoient les règlements;
- b) d’autre part, le public dans la région touchée, comme le prévoit le paragraphe (4).

Failure to
provide
scheduled
service

(3) If the holder of an operating licence fails to provide a scheduled service authorized by the holder's licence for more than 24 hours, the holder shall give notice of the failure and explain the reason for it and its probable duration,

(a) to the Board, in a written report; and

(b) to the public in the area affected, as set out in subsection (4).

Notice to
public

(4) Notice to the public under subsection (2) or (3) shall be given in a newspaper published in the area affected and in signs posted at the scheduled stopping places on the highway where the service is to be discontinued or reduced or has not been provided.

Hearing re
public
necessity and
convenience

6. (1) Upon receipt of an application for an operating licence, the Board shall hold a hearing to determine if the issue of an operating licence to the applicant will serve public necessity and convenience.

Issuance of
licence

(2) At the conclusion of the hearing, the Board may issue an operating licence to the applicant if the Board is of the opinion that the issue of the licence will serve public necessity and convenience.

Renewal of
licence

(3) The Board shall renew an operating licence upon the application of the licensee without holding a hearing unless an interested person requests that a hearing be held and satisfies the Board that there are apparent grounds for refusing to renew the licence.

Same

(4) Upon receipt of a request under subsection (3), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to determine if the renewal of the licence will serve public necessity and convenience.

Same

(5) At the conclusion of the hearing, the Board may renew the operating licence if the Board is of the opinion that the renewal will serve public necessity and convenience.

Same

(6) If a hearing is held under subsection (4), the licence does not expire on the date provided for in the licence but remains valid until the conclusion of the hearing.

Contents of
licence

(7) A licence issued or renewed under this section may, having regard to the requirements of public necessity and convenience,

(a) contain terms and conditions to govern the transportation of passengers and express freight;

(3) Si le titulaire d'un permis d'exploitation ne fournit pas pendant plus de 24 heures le service régulier qu'autorise son permis, il en avise, en fournissant le motif et en indiquant la durée probable du défaut de fournir le service :

Défaut de
fournir un
service
régulier

a) d'une part, la Commission, au moyen d'un rapport écrit;

b) d'autre part, le public dans la région touchée, comme le prévoit le paragraphe (4).

(4) L'avis au public visé au paragraphe (2) ou (3) est publié dans un journal qui paraît dans la région touchée et il est également affiché aux points d'arrêt fixes sur la voie publique touchée par la cessation ou la réduction éventuelle du service ou par le défaut de fournir le service.

Avis au
public

6. (1) Sur réception d'une demande de permis d'exploitation, la Commission tient une audience pour déterminer si la délivrance d'un tel permis à l'auteur de la demande est compatible avec les besoins et la commodité du public.

Audience
relative aux
besoins et à
la commodité
du public

(2) À l'issue de l'audience, la Commission peut délivrer un permis d'exploitation à l'auteur de la demande si elle estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public.

Délivrance
du permis

(3) La Commission renouvelle un permis d'exploitation à la demande du titulaire du permis sans tenir d'audience sauf si une personne intéressée demande la tenue d'une audience et qu'elle convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour refuser le renouvellement du permis.

Renouvellement
du permis

(4) Sur réception d'une demande visée au paragraphe (3), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour déterminer si le renouvellement du permis est compatible avec les besoins et la commodité du public.

Idem

(5) À l'issue de l'audience, la Commission peut renouveler le permis d'exploitation si elle estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public.

Idem

(6) Si une audience est tenue en vertu du paragraphe (4), le permis n'expire pas à la date qui y est indiquée mais demeure valide jusqu'à l'issue de l'audience.

Idem

(7) Un permis délivré ou renouvelé en vertu du présent article peut, eu égard aux besoins et à la commodité du public :

Teneur du
permis

a) contenir des conditions qui régissent le transport des passagers et du fret express;

	<p>(b) confer special, exclusive or limited rights with respect to the operation of public vehicles and with respect to any highway or highways or portions of any highway or highways described in the licence;</p> <p>(c) expire at the end of a specified term, on a specified day or upon the occurrence of a specified event.</p>	<p>b) procurer des droits particuliers, exclusifs ou limités relativement à l'exploitation de véhicules de transport en commun et relativement à une ou plusieurs voies publiques ou sections de celles-ci décrites dans le permis;</p> <p>c) expirer au terme d'une période déterminée, à une date précise ou lorsque se produit un événement précis.</p>	
Special authority	<p>6.1 (1) If the Board is of the opinion that public necessity and convenience will be served, the Board may grant to the holder of an operating licence a special authority that augments the holder's operating licence to the extent set out in the special authority, subject to the terms and conditions in the special authority, for a period not exceeding seven days.</p>	<p>6.1 (1) Si la Commission estime que cela est compatible avec les besoins et la commodité du public, elle peut accorder au titulaire d'un permis d'exploitation une autorisation particulière en sus de son permis. Cette autorisation est assujettie aux conditions qui y sont énoncées et sa période de validité n'est pas supérieure à sept jours.</p>	Autorisation particulière
Same	<p>(2) This Act, except section 6, the regulations and the terms and conditions of the licensee's operating licence continue to apply during the period of validity of the special authority to the extent that they are not inconsistent with the special authority.</p>	<p>(2) La présente loi, à l'exception de l'article 6, les règlements et les conditions qui se rattachent au permis d'exploitation du titulaire continuent de s'appliquer durant la période de validité de l'autorisation particulière dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec celle-ci.</p>	Idem
Transfer of operating licence prohibited without approval	<p>7. (1) No operating licence shall be transferred, directly or indirectly, without the written approval of the Board.</p>	<p>7. (1) Le permis d'exploitation ne peut être cédé, directement ou indirectement, sans l'approbation écrite de la Commission.</p>	Cession du permis d'exploitation interdite sans approbation
Hearing	<p>(2) The holder of an operating licence may apply to the Board for a hearing to determine if the proposed transfer of the licence will prejudice the public necessity and convenience served by the licence and the Board shall hold a hearing into the matter.</p>	<p>(2) Le titulaire d'un permis d'exploitation peut demander à la Commission de tenir une audience afin de déterminer si la cession éventuelle du permis ira à l'encontre des besoins et de la commodité du public visés par le permis, et la Commission tient une audience sur la question.</p>	Audience
Parties	<p>(3) The parties to the hearing are the holder of the licence, the proposed transferee and any interested persons who apply to be parties and are specified as parties by the Board.</p>	<p>(3) Les parties à l'audience sont le titulaire du permis, le cessionnaire éventuel et les personnes intéressées qui demandent à être jointes comme parties et que la Commission joint comme telles.</p>	Parties
Approval of transfer	<p>(4) At the conclusion of the hearing, if the Board is of the opinion that the transfer will not prejudice the public necessity and convenience served by the licence, the Board shall approve the transfer and amend the licence in the name of the transferee and may further amend the licence to contain any provision permitted by subsection 6 (7).</p>	<p>(4) À l'issue de l'audience, si elle estime que la cession n'ira pas à l'encontre des besoins et de la commodité du public visés par le permis, la Commission approuve la cession et modifie le permis au nom du cessionnaire. Elle peut modifier notamment le permis pour y ajouter les dispositions autorisées par le paragraphe 6 (7).</p>	Approbation de la cession
Effective change in control of corporation	<p>(5) A proposed issue or transfer of shares of the capital stock of a corporation that holds an operating licence, or a proposed series of such issues or transfers, that would result in an effective change in the control of the corporation is a proposed transfer of the operating licence for which approval is required under this section.</p>	<p>(5) L'émission ou le transfert éventuels d'actions du capital-actions d'une personne morale titulaire d'un permis d'exploitation, ou une série éventuelle de telles émissions ou de tels transferts, qui entraînerait un changement de contrôle effectif de la personne morale constitue une cession éventuelle du permis d'exploitation dont le présent article exige l'approbation.</p>	Changement de contrôle effectif de la personne morale

Licence referred to Board for interpretation

8. (1) The holder of an operating licence may at any time apply to the Board to interpret ambiguous provisions of the holder's licence or uncertain rights granted by the licence.

Hearing

(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to resolve the ambiguity or uncertainty.

Licence may be amended

(3) At the conclusion of the hearing, the Board may amend the licence to resolve the ambiguity or uncertainty.

18. Sections 10, 11, 12, 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed and the following substituted:

Application for hearing re licence suspension, cancellation, etc.

10. (1) Upon receipt of an application by an interested person who satisfies the Board that there are apparent grounds to suspend or cancel or impose conditions on a licensee's licence for a reason described in subsection (2), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing to determine whether the licence should be suspended or cancelled or conditions imposed on it.

Board's decision

(2) At the conclusion of the hearing, the Board may suspend or cancel the operating licence or impose temporary or permanent conditions on the licence,

- (a) if the licensee failed to begin operations as a carrier in accordance with the licence within 30 days after the issue of the licence or within such further period as is specified in the licence;
- (b) if the licensee failed for a continuous period of 30 days to carry on operations as a carrier in accordance with the licence;
- (c) if the past conduct of the licensee, or, where the licensee is a corporation, of its officers or directors, affords reasonable grounds for belief that the transportation service will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity;
- (d) if the licensee is financially incapable of providing or continuing to provide transportation services in accordance with this Act and the regulations or the terms and conditions of the licence or of meeting the licensee's financial responsibilities to persons using such services; or
- (e) if the licensee or any person under the licensee's control and direction contravenes this Act or the *Highway Traffic Act* or the regulations under either Act

8. (1) Le titulaire d'un permis d'exploitation peut en tout temps demander à la Commission d'interpréter des dispositions ambiguës de son permis ou des droits incertains qu'accorde le permis.

Renvoi du permis devant la Commission

(2) Sur réception d'une demande visée au paragraphe (1), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour éliminer l'ambiguïté ou l'incertitude.

Audience

(3) À l'issue de l'audience, la Commission peut modifier le permis pour éliminer l'ambiguïté ou l'incertitude.

Modification du permis

18. Les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

10. (1) Sur réception d'une demande d'une personne intéressée qui convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour suspendre ou révoquer le permis d'un titulaire de permis ou pour l'assujettir à des conditions pour un motif visé au paragraphe (2), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience pour déterminer si le permis devrait être suspendu ou révoqué ou s'il devrait être assujéti à des conditions.

Demande d'audience aux fins de suspension ou de révocation

(2) À l'issue de l'audience, la Commission peut suspendre ou révoquer le permis d'exploitation ou l'assujettir à des conditions temporaires ou permanentes si, selon le cas :

Décision de la Commission

- a) le titulaire du permis n'a pas commencé ses activités de transporteur conformément au permis dans les 30 jours qui suivent la délivrance du permis ou au cours de la période plus longue précisée dans le permis;
- b) le titulaire du permis n'a pas exercé ses activités de transporteur conformément au permis pendant une période suivie de 30 jours;
- c) la conduite passée du titulaire du permis ou, s'il s'agit d'une personne morale, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, donne des motifs valables de croire que le service de transport ne sera pas assuré conformément à la loi et avec honnêteté et intégrité;
- d) le titulaire du permis n'est pas financièrement en mesure de fournir ou de continuer à fournir des services de transport conformément à la présente loi et aux règlements ou aux conditions du permis ou de faire face à ses responsabilités financières à l'égard des personnes qui utilisent ces services;
- e) le titulaire du permis ou quiconque est placé sous ses ordres contrevient à la présente loi, au *Code de la route*, à leurs règlements d'application ou aux

or the terms and conditions of the licence and such contravention affords reasonable grounds for believing that the business of a carrier will not be carried on pursuant to the licence in accordance with the requirements of such Acts or regulations or such terms and conditions.

conditions du permis, et cette contravention donne des motifs valables de croire que l'entreprise de transporteur ne sera pas exploitée aux termes du permis conformément à ces lois ou à ces règlements, ou conformément aux conditions du permis.

Hearing into operations and conduct

11. (1) Upon receipt of an application by an interested person who satisfies the Board that there are apparent grounds to issue an order described in subsection (3), the Board may, if it considers it appropriate, hold a hearing,

11. (1) Sur réception d'une demande d'une personne intéressée qui convainc la Commission qu'il existe des motifs apparemment fondés pour rendre une ordonnance prévue au paragraphe (3), la Commission peut, si elle l'estime approprié, tenir une audience relative :

Audience relative aux activités et à la conduite

- (a) into the operation of any transportation service conducted by means of a public vehicle; or
- (b) into the conduct of any person who operates, or causes to be operated, a public vehicle.

- a) soit à l'exploitation d'un service de transport au moyen de véhicules de transport en commun;
- b) soit à la conduite de toute personne qui exploite ou fait exploiter des véhicules de transport en commun.

Same

(2) A hearing held under subsection (1) shall be for the purpose of determining whether the operation or conduct,

(2) L'audience tenue en vertu du paragraphe (1) vise à déterminer si l'exploitation ou la conduite :

Idem

- (a) contravenes the provisions of this Act or the *Motor Vehicle Transport Act* (Canada) or the regulations under either Act; or
- (b) contravenes an operating licence or, if the licence is ambiguous or the rights granted by it are uncertain, the intent of the licence.

- a) soit contrevient aux dispositions de la présente loi, de la *Loi sur le transport par véhicule à moteur* (Canada) ou de leurs règlements d'application;
- b) soit contrevient aux conditions d'un permis d'exploitation ou, si celui-ci est ambigu ou que les droits qu'il accorde sont incertains, à l'esprit du permis.

Order

(3) At the conclusion of the hearing, if it determines that there has been a contravention, the Board may,

(3) Si, à l'issue de l'audience, elle détermine qu'il y a eu contravention, la Commission peut :

Ordonnance

- (a) order that the operation of the transportation service in the manner that caused the contravention stop;
- (b) order that the conduct of the person who operated, or caused to be operated, a public vehicle that constituted the contravention stop;
- (c) if the operator of the transportation service is the holder of an operating licence, amend the licence,
 - (i) by specifying that the licence expire at the end of a specified term, on a specified day or upon the occurrence of a specified event,
 - (ii) by adding such other terms and conditions that the Board considers just, or
 - (iii) to resolve any ambiguity in the licence or uncertainty in the rights granted by the licence.

- a) ordonner que le service de transport cesse d'être exploité de la manière qui a causé la contravention;
- b) ordonner que la personne qui a exploité ou fait exploiter des véhicules de transport en commun abandonne la conduite qui constitue la contravention;
- c) si l'exploitant du service de transport est le titulaire d'un permis d'exploitation, modifier le permis :
 - (i) soit en précisant que celui-ci expire au terme d'une période déterminée, à une date précise ou lorsque se produit un événement précis,
 - (ii) soit en y ajoutant les autres conditions que la Commission estime justes,
 - (iii) soit afin d'éliminer toute ambiguïté du permis ou toute incertitude quant aux droits qu'il accorde.

19. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Tolls

17. No tolls shall be charged by a licensee for scheduled services provided under the licensee's operating licence except in accordance with the licensee's tariff of tolls as filed by the licensee with the Board.

20. Section 18 of the Act is repealed.

21. (1) Subsection 27 (1) of the Act is amended by striking out "the Minister" in the last line and substituting "the Board".

(2) Subsection 27 (3) of the Act is amended by striking out "the Minister" in the first line and substituting "the Board".

22. Section 28 of the Act is amended by striking out "the Minister" in the third and fourth lines and in the last line and substituting in each case "the Board".

23. Subsection 29 (3) of the Act is repealed.

24. (1) Section 33 of the Act is amended by adding the following clauses:

(b.1) governing applications or requests by applicants or licensees under sections 6, 7 and 8 and by interested persons under sections 6, 10 and 11, including prescribing fees in respect of such applications or requests;

(b.2) governing requests by interested persons to be made a party to a proceeding, including prescribing fees to be paid by such parties.

(2) Clause 33 (o) of the Act is repealed and the following substituted:

(o) governing the discontinuance or reduction of scheduled services, including prescribing the requirements that must be met by a licensee before a scheduled service may be discontinued or reduced and prescribing the amount of notice and the contents of the notice to be given to the Minister.

25. Section 35 of the Act is repealed.

PART III CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER STATUTES

HIGHWAY TRAFFIC ACT

26. Subsection 121 (1) of the *Highway Traffic Act* is amended by striking out "Subject to subsection 14 (1) of the *Public Vehicles Act*" at the beginning.

19. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. Le titulaire du permis n'impose pas de prix pour des services réguliers qu'il fournit en vertu de son permis d'exploitation si ce n'est conformément au tarif de prix qu'il a déposé auprès de la Commission.

20. L'article 18 de la Loi est abrogé.

21. (1) Le paragraphe 27 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de la Commission» à «du ministre» à la dernière ligne.

(2) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par substitution de «la Commission» à «le ministre» à la première ligne.

22. L'article 28 de la Loi est modifié par substitution de «à la Commission» à «au ministre» à la troisième ligne et de «de la Commission» à «du ministre» aux deux dernières lignes.

23. Le paragraphe 29 (3) de la Loi est abrogé.

24. (1) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

b.1) régir les demandes des auteurs de demande ou des titulaires de permis visées aux articles 6, 7 et 8 et celles des personnes intéressées visées aux articles 6, 10 et 11, et prescrire des droits à l'égard de telles demandes;

b.2) régir les demandes des personnes intéressées qui veulent être jointes comme parties à une instance, et prescrire les droits que celles-ci doivent verser.

(2) L'alinéa 33 o) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

o) régir la cessation ou la réduction de services réguliers, et prescrire les exigences auxquelles le titulaire d'un permis doit satisfaire avant de pouvoir cesser d'assurer ou réduire un service régulier et prescrire le délai et la teneur de l'avis qui doit être donné au ministre.

25. L'article 35 de la Loi est abrogé.

PARTIE III MODIFICATIONS CORRÉLATIVES APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

CODE DE LA ROUTE

26. Le paragraphe 121 (1) du *Code de la route* est modifié par suppression de «Sous réserve du paragraphe 14 (1) de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*,» au début du paragraphe.

MINISTRY OF TRANSPORTATION ACT

27. (1) Clause 7 (1) (a) of the *Ministry of Transportation Act* is amended by striking out “and public vehicles” in the second and third lines.

(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “the *Truck Transportation Act* and the *Public Vehicles Act*” in the second and third lines and substituting “and the *Truck Transportation Act*”.

(3) Subsection 7 (4) of the Act is repealed.

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

28. Subsection 115 (10) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is repealed and the following substituted:

(10) Where the Municipal Board orders the Commission to furnish a service under subsection (9), the Commission shall be deemed to have applied for a public vehicle operating licence under the *Public Vehicles Act*, and the Ontario Highway Transport Board shall issue a public vehicle operating licence to the Commission.

Operating
licence to be
issued

ONTARIO NORTHLAND TRANSPORTATION COMMISSION ACT

29. Section 9 of the *Ontario Northland Transportation Commission Act* is amended by striking out “18” in the second line and substituting “17”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HAMILTON-WENTWORTH ACT

30. Subsection 36 (12) of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by striking out “7 (5)” in the first line and substituting “7 (6)”.

31. (1) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out “and may refer the application to the Ontario Highway Transport Board for a report thereon” at the end.

(2) Subsection 42 (4) of the Act is repealed.

TORONTO AREA TRANSIT OPERATING AUTHORITY ACT

32. Subsection 2 (10) of the *Toronto Area Transit Operating Authority Act* is repealed.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

27. (1) L’alinéa 7 (1) a) de la *Loi sur le ministère des Transports* est modifié par suppression de «et de véhicules de transport en commun» aux troisième et quatrième lignes.

(2) Le paragraphe 7 (2) de la Loi est modifié par substitution de «et de la *Loi sur le camionnage*» à «, de la *Loi sur le camionnage* et de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*» aux première, deuxième et troisième lignes.

(3) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est abrogé.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

28. Le paragraphe 115 (10) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Lorsque la Commission des affaires municipales ordonne à la Commission de fournir un service en vertu du paragraphe (9), la Commission est réputée avoir présenté une demande de permis d’exploitation d’un véhicule de transport en commun en vertu de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* et la Commission des transports routiers de l’Ontario lui délivre un tel permis.

Délivrance
d’un permis
d’exploita-
tion

LOI SUR LA COMMISSION DE TRANSPORT ONTARIO NORTHLAND

29. L’article 9 de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland* est modifié par substitution de «17» à «18» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HAMILTON-WENTWORTH

30. Le paragraphe 36 (12) de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth* est modifié par substitution de «7 (6)» à «7 (5)» à la première ligne.

31. (1) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par suppression de «Il peut renvoyer la demande devant la Commission des transports routiers de l’Ontario en vue d’obtenir un rapport sur celle-ci.» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogé.

LOI SUR LA RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

32. Le paragraphe 2 (10) de la *Loi sur la Régie des transports en commun de la région de Toronto* est abrogé.

TRUCK TRANSPORTATION ACT

33. Section 14 of the *Truck Transportation Act* is repealed and the following substituted:

14. The Minister may designate commercial zones and may vary the boundaries of a commercial zone.

34. (1) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to a tariff or toll charged under a contract, of which there is written evidence, that is for a term,

- (a) of less than 14 days; or
- (b) of not less than six months and that provides for an ascertainable maximum quantity of goods to be transported at that toll.

(2) Subsection 18 (4) of the Act is amended by striking out “or, where the Board has waived the fifteen days notice, until it has been published in the prescribed manner” at the end.

(3) Subsection 18 (5) of the Act is repealed.

35. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) In this section,

“Board” means the Licence Suspension Appeal Board, as defined in the *Highway Traffic Act*.

36. Sections 30 and 32 of the Act are repealed.

37. Subsection 33 (2) of the Act is amended by striking out “or by the Board” in the fourth line.

38. (1) Subsection 36 (3) of the Act is amended by striking out “the Board” in the second last line.

(2) Clause 36 (6) (a) of the Act is amended by striking out “and the Board” in the second and third lines.

39. Sections 37, 38 and 39 of the Act are repealed.

PART IV
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

40. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

41. The short title of this Act is the *Ontario Highway Transport Board and Public Vehicles Amendment Act, 1996*.

LOI SUR LE CAMIONNAGE

33. L'article 14 de la *Loi sur le camionnage* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. Le ministre peut désigner des zones commerciales et en modifier les limites.

34. (1) Le paragraphe 18 (3) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à un barème ou tarif imposé aux termes d'un contrat, dont il existe une preuve écrite et dont la durée est, selon le cas :

- a) de moins de 14 jours;
- b) d'au moins six mois, s'il est prévu de transporter au tarif en question une quantité maximale de biens vérifiable.

(2) Le paragraphe 18 (4) de la *Loi* est modifié par suppression de «ou, si la Commission a supprimé l'exigence du délai de quinze jours, avant qu'il n'ait été publié de la manière prescrite.» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 18 (5) de la *Loi* est abrogé.

35. L'article 28 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«Commission» La Commission d'appel des suspensions de permis, au sens du *Code de la route*.

36. Les articles 30 et 32 de la *Loi* sont abrogés.

37. Le paragraphe 33 (2) de la *Loi* est modifié par suppression de «, ou requis par la Commission,» à la cinquième ligne.

38. (1) Le paragraphe 36 (3) de la *Loi* est modifié par suppression de «et de la Commission» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) L'alinéa 36 (6) a) de la *Loi* est modifié par suppression de «et la Commission» aux deuxième et troisième lignes.

39. Les articles 37, 38 et 39 de la *Loi* sont abrogés.

PARTIE IV
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ

40. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

41. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi sur la Commission des transports routiers de l'Ontario et la Loi sur les véhicules de transport en commun*.



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 40

**An Act to provide for
the licensing of locksmiths**

Mr. Hastings

Private Member's Bill

1st Reading April 4, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 40

**Loi prévoyant la délivrance
de permis de serrurier**

M. Hastings

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The Bill establishes a licensing system for persons engaged in or employed in the business of providing locksmith services. Those services include making, installing and repairing locks located in a wide range of places, as well as providing keys and other devices to open restricted locks, a category that manufacturers designate. In addition, the Bill prohibits a person from providing locksmith tools to another person unless both persons hold a licence.

The Registrar may make investigations regarding the suitability of persons applying for licences and, subject to holding a hearing, may suspend or revoke a licence.

While acting as a locksmith, a licensee is required to carry an identification card issued by the Registrar and to produce it upon request. A licensee who installs locks is required to meet certain minimum technical standards.

The Bill provides for investigations of any premises that an investigator believes on reasonable grounds contains evidence that a person has contravened or failed to comply with the Bill, the regulations or the terms of a licence.

The Bill establishes a system of offences for persons who fail to comply with the Bill, the regulations or the terms of a licence.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi établit un système de délivrance de permis pour les personnes qui exploitent une entreprise offrant des services de serrurier ou qui y occupent un emploi. Ces services comprennent la fabrication, l'installation et la réparation de serrures situées dans des lieux variés, ainsi que la fourniture de clés et d'autres dispositifs pour ouvrir les serrures enregistrées, catégorie que désignent les fabricants. De plus, le projet de loi interdit à toute personne de fournir des outils de serrurier à une autre personne, sauf si ces deux personnes détiennent un permis.

Le registrateur peut effectuer des enquêtes sur l'aptitude des personnes qui demandent un permis et, sous réserve d'une audience tenue par lui, il peut suspendre ou révoquer un permis.

Lorsqu'il agit comme serrurier, le titulaire d'un permis est tenu de porter sur lui une carte d'identité délivrée par le registrateur et de la produire sur demande. Le titulaire de permis qui installe des serrures est tenu de respecter certaines normes techniques minimales.

Le projet de loi prévoit la tenue d'enquêtes sur tous lieux au sujet desquels un enquêteur a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve des preuves qu'une personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée au projet de loi, aux règlements ou aux conditions d'un permis.

Le projet de loi crée un système d'infractions à l'égard des personnes qui ne se conforment pas au projet de loi, aux règlements ou aux conditions d'un permis.

An Act to provide for the licensing of locksmiths

Loi prévoyant la délivrance de permis de serrurier

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

"licence" means a licence issued under this Act; ("permis")

"licensee" means a holder of a licence; ("titulaire d'un permis")

"lock" means a non-portable lock installed in a building, on a motor vehicle, on a safe or on a vault so as to control access to it or within it, but does not include a lock installed in a place designated by the regulations; ("serrure")

"locksmith" means a person who engages in or is employed in the business of,

(a) making, installing, servicing, repairing, coding or recoding locks, or

(b) making, copying, selling or otherwise providing keys to a restricted lock or any other means of opening a restricted lock that the manufacturer of the lock provides to the person who receives the lock in the normal course of business; ("serrurier")

"locksmith tool" means a tool designed to open a lock by a means other than the means that the manufacturer of the lock provides to the person who receives the lock in the normal course of business, but does not include tools designated by the regulations; ("outil de serrurier")

"record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, correspondence and any other document regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form; ("document")

"Registrar" means the Registrar under the *Private Investigators and Security Guards Act*; ("registrateur")

"regulations" means the regulations made under this Act; ("règlements")

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«document» S'entend notamment d'un livre de comptes, d'un carnet de banque, d'une pièce justificative, d'une facture, d'un reçu, d'un contrat, d'une lettre ou de tout autre écrit, qu'ils soient sur papier, sur support électronique ou photographique ou sous une autre forme. («record»)

«outil de serrurier» Outil destiné à ouvrir une serrure par un moyen autre que celui fourni par le fabricant de la serrure à la personne qui reçoit la serrure dans le cours normal de ses activités. Sont toutefois exclus de la présente définition les outils que désignent les règlements. («locksmith tool»)

«permis» Permis délivré aux termes de la présente loi. («licence»)

«registrateur» Le registrateur nommé aux termes de la *Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens*. («Registrar»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«serrure» Serrure non portative qui est installée dans un immeuble ou sur un véhicule automobile, un coffre-fort ou une chambre forte afin de contrôler l'accès à ceux-ci ou à l'intérieur de ceux-ci. Sont toutefois exclues de la présente définition les serrures installées dans les endroits que désignent les règlements. («lock»)

«serrure enregistrée» Serrure qui est actionnée au moyen d'une clé sur laquelle le fabricant de la serrure a indiqué qu'elle ne doit pas être copiée sans son autorisation. («restricted lock»)

«serrurier» Personne qui exploite une entreprise, ou qui y occupe un emploi, dont le but est :

a) soit de fabriquer, d'installer, d'entretenir, de réparer, d'encoder ou de réencoder des serrures;

“restricted lock” means a lock that is activated by a key on which the manufacturer of the lock has stamped an indication that the key is not to be copied without the manufacturer’s authorization. (“serrure enregistrée”)

b) soit de fabriquer, de copier, de vendre ou de fournir par ailleurs des clés pour une serrure enregistrée ou tout autre dispositif d’ouverture d’une serrure enregistrée que le fabricant de la serrure fournit à la personne qui reçoit la serrure dans le cours normal de ses activités. («locksmith»)

«titulaire d’un permis» Détenteur d’un permis;
«titulaire de permis» a un sens correspondant. («licensee»)

LICENCES

PERMIS

Licence required	2. (1) No person shall act as a locksmith or hold oneself out as a locksmith unless the person holds a licence.	2. (1) Nul ne doit agir comme serrurier ou se faire passer pour tel, sauf s’il détient un permis.	Permis obligatoire
Providing locksmith tools	(2) No person shall sell, lease, lend or otherwise provide locksmith tools to another person unless both persons hold a licence.	(2) Nul ne doit vendre, louer, prêter ni fournir d’une autre façon des outils de serrurier à une autre personne, sauf si les deux personnes détiennent un permis.	Fourniture d’outils de serrurier
Receiving locksmith tools	(3) No person shall buy, lease, borrow or otherwise receive locksmith tools from another person unless both persons hold a licence.	(3) Nul ne doit acheter, louer ni emprunter à une autre personne des outils de serrurier en recevoir d’une autre façon de celle-ci, sauf si les deux personnes détiennent un permis.	Réception d’outils de serrurier
Application for licence	3. (1) A person may apply to the Registrar for the issuance or the renewal of a licence.	3. (1) Toute personne peut présenter au registraire une demande de permis ou de renouvellement de permis.	Demande de permis
Qualifications	(2) A person is not eligible for a licence unless the person, (a) has attained the age of 18 years, if an individual; (b) satisfies the standards prescribed in the regulations for competency to act as a locksmith; and (c) passes the examinations that the Registrar designates to determine the person’s competency to act as a locksmith.	(2) Une personne ne peut obtenir un permis que si elle satisfait aux exigences suivantes : a) elle est âgée de 18 ans, s’il s’agit d’un particulier; b) elle respecte les normes que prescrivent les règlements en ce qui concerne la compétence pour agir comme serrurier; c) elle subit les examens que le registraire désigne en vue de déterminer sa compétence pour agir comme serrurier.	Exigences
Form of application	(3) An application for the issuance or the renewal of a licence shall be in a form approved by the Registrar, shall be completed and signed by the applicant and shall include, (a) the information with respect to the application, including information relating to personal identification, that the Registrar determines or the regulations prescribe; and (b) payment of the fee prescribed by the regulations.	(3) La demande de permis ou de renouvellement de permis est rédigée selon la formule approuvée par le registraire, est remplie et signée par l’auteur de la demande et comprend ce qui suit : a) les renseignements, y compris ceux relatifs à l’identité, que le registraire lui précise ou que prescrivent les règlements à l’égard de la demande; b) l’acquiescement des droits que prescrivent les règlements.	Formule de demande
Address for service	4. (1) Every applicant for the issuance or the renewal of a licence shall state in the application an address for service in Ontario.	4. (1) L’auteur d’une demande de permis ou de renouvellement de permis indique dans la demande son domicile élu en Ontario.	Domicile élu
Change in address	(2) A licensee who changes address for service shall notify the Registrar in writing within five days of making the change.	(2) Le titulaire de permis qui change de domicile élu en avise par écrit le registraire dans les cinq jours qui suivent le changement.	Changement de domicile élu

Service	(3) All notices under this Act are sufficiently given or served if sent by registered mail or delivered to the latest address given under this section.	(3) Les avis prévus par la présente loi sont valablement donnés ou signifiés s'ils sont envoyés par courrier recommandé ou livrés à la dernière adresse indiquée conformément au présent article.	Signification
Interpretation, interested person	5. For the purposes of sections 6 and 7, a person shall be deemed to be interested in another person if, <ul style="list-style-type: none"> (a) the first person has, or may have in the opinion of the Registrar based on reasonable grounds, a beneficial interest in the other person's business; (b) the first person exercises, or may exercise in the opinion of the Registrar based on reasonable grounds, control either directly or indirectly over the other person's business; or (c) the first person has provided, or may have provided in the opinion of the Registrar based on reasonable grounds, financing either directly or indirectly to the other person's business. 	5. Pour l'application des articles 6 et 7, une personne est réputée être intéressée par une autre personne si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) la première personne a un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne ou le registrateur est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle pourrait avoir un tel intérêt; b) la première personne exerce, directement ou indirectement, un contrôle sur l'entreprise de l'autre personne ou le registrateur est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle pourrait exercer un tel contrôle; c) la première personne a contribué, directement ou indirectement, au financement de l'entreprise de l'autre personne ou le registrateur est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle pourrait avoir contribué à un tel financement. 	Interprétation : personnes intéressées
Inquiries	6. (1) The Registrar may make such inquiries and conduct such investigations into the character and competence of an applicant for the issuance or the renewal of a licence or persons interested in the applicant as are necessary to determine whether the applicant meets the requirements of this Act and the regulations.	6. (1) Le registrateur peut faire les demandes de renseignements et mener les enquêtes sur la réputation et la compétence de l'auteur d'une demande de permis ou de renouvellement de permis ou de personnes intéressées par l'auteur de la demande qui sont nécessaires pour déterminer s'il satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements.	Demandes de renseignements
Corporations, partnerships	(2) If the applicant is a corporation or partnership, the Registrar may make the inquiries into or conduct the investigations of the officers, directors or partners of the applicant.	(2) Si l'auteur de la demande est une personne morale ou une société en nom collectif, le registrateur peut faire les demandes de renseignements ou mener les enquêtes sur les dirigeants, les administrateurs ou les associés de l'auteur de la demande.	Personnes morales, sociétés en nom collectif
Costs	(3) The applicant shall pay the reasonable costs of the inquiries or investigations or provide security to the Registrar in a form acceptable to the Registrar for the payment.	(3) L'auteur de la demande paie les frais raisonnables des demandes de renseignements ou des enquêtes ou fournit une garantie au registrateur sous une forme qui soit acceptable à ce dernier à titre de paiement.	Frais
Collection of information	(4) The Registrar may require information or material from any person who is the subject of the inquiries or investigations and may request information or material from any person who the Registrar has reason to believe can provide information or material relevant to the inquiries or investigations.	(4) Le registrateur peut exiger de toute personne qui fait l'objet d'une demande de renseignements ou d'une enquête qu'elle lui fournisse des renseignements ou de la documentation. S'il a des motifs de croire qu'une autre personne possède des renseignements ou de la documentation se rapportant à la demande ou à l'enquête, il peut également demander à celle-ci de les lui fournir.	Collecte de renseignements
Disclosure	(5) Despite section 17 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 10 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , the	(5) Malgré l'article 17 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et l'article 10 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie</i>	Divulgation

head of an institution within the meaning of those Acts shall disclose to the Registrar the information or material that the Registrar requires under subsection (4).

Refusal to
issue licence

7. The Registrar shall refuse to issue a licence to an applicant or to renew the licence of an applicant if,

- (a) there are reasonable grounds to believe that the applicant will not act as a licensee in accordance with law, or with integrity, honesty, or in the public interest, having regard to the past conduct of,
 - (i) the applicant or persons interested in the applicant, or
 - (ii) the officers, directors or partners of the applicant, or persons interested in those officers, directors or partners, in the case of an applicant that is a corporation or partnership; or
- (b) the applicant is carrying on activities that are, or will be, if a licence is issued to the applicant, in contravention of this Act, the regulations, the *Criminal Code* (Canada) or the terms of the licence.

Identification
card

8. (1) Upon issuing or renewing a licence, the Registrar shall issue to the applicant an identification card bearing the name of the applicant, the licence number, the expiry date of the licence and the Registrar's signature or a facsimile of it.

Return of
card

(2) A licensee to whom the Registrar has issued an identification card shall return it to the Registrar as soon as the licence is no longer in effect under this Act and shall not make any further use of it.

Terms of
licence

9. (1) A licence is subject to such terms to give effect to the purposes of this Act as the Registrar or The Commercial Registration Appeal Tribunal impose or the regulations prescribe.

No transfers

(2) A licence is not transferable.

Suspension
or revocation
of licence

10. The Registrar may propose to suspend or to revoke a licence for any reason that would disentitle the licensee to the issuance or renewal of a licence under section 7 if the licensee were an applicant.

Registrar's
proposed
order

11. (1) If the Registrar refuses to issue or renew a licence or proposes to suspend or revoke a licence, the Registrar shall serve notice of a proposed order, together with written reasons, on the applicant or licensee.

privée, la personne responsable d'une institution au sens de ces lois divulgue au registraire les renseignements ou la documentation qu'il exige en vertu du paragraphe (4).

Refus de
délivrer un
permis

7. Le registraire refuse de délivrer un permis à l'auteur d'une demande ou de renouveler le permis de l'auteur d'une demande si, selon le cas :

- a) il existe des motifs raisonnables de croire que l'auteur de la demande n'agira pas comme titulaire d'un permis conformément à la loi, avec intégrité, honnêteté ou dans l'intérêt public, compte tenu de la conduite antérieure :
 - (i) soit de l'auteur de la demande ou des personnes intéressées par lui,
 - (ii) soit des dirigeants, des administrateurs ou des associés de l'auteur de la demande, ou des personnes intéressées par eux, si l'auteur de la demande est une personne morale ou une société en nom collectif;
- b) l'auteur de la demande exerce des activités qui contreviennent à la présente loi, aux règlements, au *Code criminel* (Canada) ou aux conditions du permis, ou qui y contreviendraient si un permis lui est délivré.

8. (1) Sur délivrance ou renouvellement d'un permis, le registraire remet à l'auteur de la demande une carte d'identité qui porte le nom de ce dernier, le numéro du permis, la date d'expiration du permis et la signature du registraire ou un fac-similé de celle-ci.

Carte
d'identité

(2) Le titulaire d'un permis à qui le registraire a délivré une carte d'identité renvoie celle-ci au registraire dès que le permis n'est plus en vigueur en vertu de la présente loi et il ne doit plus s'en servir.

Renvoi
d'une carte

9. (1) Le permis est subordonné aux conditions propres à réaliser l'objet de la présente loi qu'impose le registraire ou la Commission d'appel des enregistrements commerciaux ou que prescrivent les règlements.

Conditions
d'un permis

(2) Les permis sont incessibles.

Incessibilité

10. Le registraire peut manifester son intention de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif qui aurait pour effet de priver le titulaire de permis de son droit au permis ou au renouvellement de son permis aux termes de l'article 7 si le titulaire de permis était l'auteur d'une demande.

Suspension
ou révocation
d'un permis

11. (1) Si le registraire refuse de délivrer ou de renouveler un permis, ou qu'il manifeste l'intention de le suspendre ou de le révoquer, il signifie un avis de l'ordre envisagé à l'auteur

Ordre envisagé par le registraire

Right to hearing	(2) The notice of the proposed order shall inform the applicant or licensee that the person is entitled to a hearing before The Commercial Registration Appeal Tribunal.	teur de la demande ou au titulaire de permis, en lui indiquant les motifs par écrit.	Droit à une audience
Request for hearing	(3) To request a hearing, the person shall serve a written request on the Registrar and the Tribunal within 15 days after the Registrar serves the notice of the proposed order.	(2) L'avis de l'ordre envisagé informe l'auteur de la demande ou le titulaire de permis qu'il a droit à une audience devant la Commission d'appel des enregistrements commerciaux.	Demande d'audience
If no hearing	(4) The Registrar may make the proposed order, if the person does not request a hearing within the allowed time.	(4) Pour demander une audience, la personne signifie une demande écrite à cet effet au registrateur et à la Commission, au plus tard 15 jours après que le registrateur signifie l'avis de l'ordre envisagé.	Absence d'audience
Hearing	(5) If the person requests a hearing, the Tribunal shall schedule and hold the hearing.	(4) Le registrateur peut donner l'ordre envisagé si la personne ne demande pas d'audience dans le délai imparti.	Audience
Parties	(6) The Registrar, the person who requested the hearing and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the hearing.	(5) Si la personne demande une audience, la Commission tient l'audience après en avoir fixé les date et heure.	Parties
Order of Tribunal	(7) After holding a hearing, the Tribunal may by order, (a) confirm or set aside the proposed order; (b) direct the Registrar to take such action as the Tribunal considers the Registrar ought to take to give effect to the purposes of this Act.	(6) Sont parties à l'audience le registrateur, la personne qui l'a demandée et les autres personnes que peut désigner la Commission.	Ordonnance de la Commission
Discretion of Tribunal	(8) In making an order, the Tribunal may substitute its opinion for that of the Registrar.	(7) Après avoir tenu l'audience, la Commission peut, par ordonnance : (a) confirmer ou annuler l'ordre envisagé; (b) enjoindre au registrateur de prendre les mesures qu'il devrait prendre, selon elle, pour réaliser l'objet de la présente loi.	Discretion de la Commission
Terms of order	(9) The Tribunal may attach such terms to its order or to the licence as it considers appropriate.	(8) Lorsqu'elle rend une ordonnance, la Commission peut substituer son opinion à celle du registrateur.	Conditions de l'ordonnance
Effect of order	(10) An order of the Tribunal takes effect immediately unless the Tribunal directs otherwise.	(9) La Commission peut assortir son ordonnance ou le permis des conditions qu'elle juge appropriées.	Prise d'effet de l'ordonnance
Immediate suspension	12. (1) The Registrar may by order suspend a licence without serving a proposed order under section 11 if the Registrar considers it to be necessary in the public interest.	(10) L'ordonnance de la Commission prend effet immédiatement sauf si celle-ci en décide autrement.	Suspension immédiate
Effect of order	(2) The Registrar shall serve a copy of the order made together with written reasons for it on the licensee and it takes effect immediately on being served.	12. (1) Le registrateur peut, s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public, ordonner la suspension du permis sans signifier un ordre envisagé aux termes de l'article 11.	Prise d'effet de l'ordre
Right to hearing	(3) Subsections 11 (2), (3) and (5) to (10) apply to the order in the same way as to a proposed order under that section.	(2) Le registrateur signifie au titulaire de permis une copie de l'ordre donné, en indiquant les motifs par écrit. L'ordre prend effet dès sa signification.	Droit à une audience
Expiry of order	(4) If the licensee requests a hearing, the order expires on the day the order of The Commercial Registration Appeal Tribunal takes effect.	(3) Les paragraphes 11 (2), (3) et (5) à (10) s'appliquent à l'ordre de la même façon qu'à un ordre envisagé aux termes de cet article.	Expiration de l'ordre
Combined hearing	(5) If the Registrar makes an order under this section with respect to a licensee before a	(4) Si le titulaire de permis demande une audience, l'ordre expire le jour où l'ordonnance de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux prend effet.	Jonction des audiences
		(5) Si le registrateur donne un ordre en vertu du présent article à l'égard du titulaire d'un	

hearing is held under section 11 with respect to a notice of a proposed order that the Registrar has served on the licensee, the Tribunal may hold only one hearing to deal with both the order made and the proposed order.

permis avant la tenue de l'audience visée à l'article 11 portant sur l'avis de l'ordre envisagé que le registrateur a signifié au titulaire de permis, la Commission peut ne tenir qu'une audience portant à la fois sur l'ordre donné et sur l'ordre envisagé.

Continuation
pending
renewal

13. If within the time prescribed by the regulations, or if no time is prescribed, before the expiry of a licence, the licensee applies in accordance with the regulations for renewal of the licence and pays the fee set out in the regulations, the licence shall be deemed to continue,

13. Si, dans le délai prescrit par les règlements ou, si aucun délai n'est prescrit, avant l'expiration de son permis, le titulaire de permis demande le renouvellement de son permis conformément aux règlements et acquitte les droits fixés dans ceux-ci, le permis est réputé maintenu en vigueur, selon le cas :

Maintien
jusqu'au
renouvelle-
ment

- (a) if the Registrar grants the renewal, until the renewal is granted;
- (b) if the Registrar refuses to grant the renewal and the licensee does not request a hearing under section 11, until the time for requesting a hearing has expired; or
- (c) if the Registrar refuses to grant the renewal and the licensee requests a hearing under section 11, until The Commercial Registration Appeal Tribunal has made its order.

- a) si le registrateur accorde le renouvellement, jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) si le registrateur refuse d'accorder le renouvellement et que le titulaire de permis ne demande pas d'audience en vertu de l'article 11, jusqu'à ce que le délai imparti pour demander une audience soit écoulé;
- c) si le registrateur refuse d'accorder le renouvellement et que le titulaire de permis demande une audience en vertu de l'article 11, jusqu'à ce que la Commission d'appel des enregistrements commerciaux rende son ordonnance.

Cancellation
on request

14. The Registrar may cancel a licence upon the request in writing of the licensee and section 11 does not apply to the cancellation.

14. Le registrateur peut annuler un permis sur présentation d'une demande écrite à cet effet par le titulaire de permis, auquel cas l'article 11 ne s'applique pas à l'annulation.

Annulation
sur demande

Further
applications

15. (1) No person who is refused a licence or renewal of a licence or whose licence is revoked may apply to the Registrar for a licence until at least one year has passed since the refusal or revocation.

15. (1) Aucune personne qui se voit refuser un permis ou le renouvellement de son permis ou dont le permis est révoqué ne peut présenter une demande de permis au registrateur avant qu'il ne se soit écoulé au moins un an depuis le refus ou la révocation.

Autres
demandes

Suspended
licences

(2) No person whose licence is suspended may apply to the Registrar for a licence during the suspension.

(2) Aucune personne dont le permis est suspendu ne peut présenter une demande de permis au registrateur au cours de la suspension.

Permis
suspendus

Rejection of
further
application

(3) Despite section 11, the Registrar may, without giving written reasons, reject an application made after the time period specified in subsection (1) if, in the Registrar's opinion, the application discloses no substantial new evidence or no material change in circumstances since the refusal, revocation or suspension took effect.

(3) Malgré l'article 11, le registrateur peut, sans en indiquer les motifs par écrit, rejeter une demande présentée après la période prévue au paragraphe (1) s'il estime qu'elle n'apporte pas de nouveaux éléments de preuve substantiels, ni ne révèle de changement de situation important depuis la prise d'effet du refus, de la révocation ou de la suspension.

Rejet
d'autres
demandes

No hearing

(4) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to the exercise of the Registrar's power under subsection (3).

(4) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir que le paragraphe (3) confère au registra-
teur.

Absence
d'audience

REGULATION OF LICENSEES AND INVESTIGATIONS

RÉGLEMENTATION DES TITULAIRES DE PERMIS ET ENQUÊTES

Identification
card

16. (1) A licensee shall, while acting as a locksmith, carry the identification card that

16. (1) Le titulaire d'un permis porte sur lui, lorsqu'il agit comme serrurier, la carte

Carte
d'identité

the Registrar has issued to the licensee under this Act and, upon request, shall produce it for inspection and quote the licence number on it.

Written material

(2) A licensee shall quote the licence number in all written material with respect to locks that the licensee sends to any person other than the licensee's employees and contractors.

Technical standards

17. No licensee shall make, install, service, repair, code or recode locks unless they meet the technical standards prescribed by the regulations.

Records

18. Every licensee shall maintain the records with respect to acting as a locksmith that the regulations prescribe.

Investigators

19. (1) The Minister responsible for the administration of this Act or a person authorized in writing by the Minister may appoint a licensee to be an investigator for the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations or the terms of a licence, other than the licensee's own licence.

Certificate of appointment

(2) The Minister responsible for the administration of this Act or a person authorized in writing by the Minister shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing the Minister's signature or a facsimile of it.

Proof of appointment

(3) Every investigator who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Investigation

20. (1) For the purpose of carrying out an investigation, an investigator may,

(a) subject to subsection (2), enter any premises that an investigator believes on reasonable grounds contains evidence that a person has contravened or failed to comply with this Act, the regulations or the terms of a licence;

(b) inquire into all financial transactions, records and other matters that are relevant to the evidence described in clause (a); or

(c) demand the production for inspection of anything described in clause (b).

Entry to dwellings

(2) An investigator shall not, without the consent of the occupier, exercise a power to enter a place that is being used as a dwelling, except under the authority of a search warrant issued under section 158 of the *Provincial Offences Act*.

Time for exercising powers

(3) An investigator shall exercise the powers mentioned in subsection (1) only during

d'identité que le registrateur lui a délivrée aux termes de la présente loi et, sur demande, la produit aux fins d'inspection et donne le numéro de permis qui y figure.

Documentation

(2) Le titulaire d'un permis indique le numéro du permis dans toute la documentation relative aux serrures qu'il envoie à des personnes autres que ses employés et les entrepreneurs à son service.

Normes techniques

17. Aucun titulaire de permis ne doit fabriquer, installer, entretenir, réparer, encoder ou réencoder des serrures, sauf si celles-ci satisfont aux normes techniques que prescrivent les règlements.

Documents

18. Chaque titulaire de permis conserve les documents que prescrivent les règlements en ce qui concerne le fait d'agir comme serrurier.

Enquêteurs

19. (1) Le ministre chargé de l'application de la présente loi ou une personne qu'il autorise par écrit peut nommer le titulaire d'un permis comme enquêteur chargé de déterminer si la présente loi, les règlements ou les conditions d'un permis, autre que son propre permis, sont observés.

Attestation de nomination

(2) Le ministre chargé de l'application de la présente loi ou une personne qu'il autorise par écrit délivre à chaque enquêteur une attestation de nomination portant la signature du ministre ou un fac-similé de celle-ci.

Preuve de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce des pouvoirs que lui confère la présente loi produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Enquête

20. (1) Pour les besoins d'une enquête, l'enquêteur peut :

a) sous réserve du paragraphe (2), pénétrer dans un lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve des preuves qu'une personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée à la présente loi, aux règlements ou aux conditions d'un permis;

b) se renseigner sur les opérations financières, les documents et les autres éléments qui se rapportent aux preuves visées à l'alinéa a);

c) exiger la production, aux fins d'inspection, de tout élément visé à l'alinéa b).

Accès à un logement

(2) L'enquêteur ne doit pas, sans le consentement de l'occupant, exercer le pouvoir de pénétrer dans un lieu qui est utilisé comme logement, si ce n'est aux termes d'un mandat de perquisition décerné en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

Heures d'exercice des pouvoirs

(3) L'enquêteur n'exerce les pouvoirs mentionnés au paragraphe (1) que pendant les

	normal business hours for the place that the investigator has entered.	heures habituelles d'ouverture du lieu dans lequel il a pénétré.	
Written demand	(4) A demand mentioned in clause (1) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the things required.	(4) L'exigence mentionnée à l'alinéa (1) c) est formulée par écrit et explique la nature des choses à produire.	Exigence par écrit
Obligation to produce	(5) If an investigator makes a demand under clause (1) (c), the person having custody of the things shall produce them to the investigator.	(5) Si l'enquêteur formule une exigence en vertu de l'alinéa (1) c), la personne qui a la garde des choses les lui produit.	Obligation de produire
Copies	(6) The investigator may, with reasonable dispatch, review or copy any of the things that are produced and may bring onto the premises anything that the investigator requires for making copies.	(6) L'enquêteur peut, avec une diligence raisonnable, examiner ou copier les choses qui sont produites et apporter sur le lieu tout ce dont il a besoin pour faire des copies.	Copies
Admissibility of copies	(7) A copy certified by an investigator as a copy made under subsection (6) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the thing copied.	(7) La copie qu'un enquêteur certifie comme étant une copie faite en vertu du paragraphe (6) est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que lui.	Admissibilité des copies
Assistance	(8) An investigator may call upon any expert for such assistance as the investigator considers necessary in carrying out an investigation.	(8) L'enquêteur peut demander à un expert l'aide qu'il juge nécessaire pour les besoins d'une enquête.	Aide
Computer search	(9) For the purpose of carrying out an investigation, an investigator may use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being investigated in order to produce a record in readable form.	(9) Pour les besoins d'une enquête, l'enquêteur peut, pour produire un document sous une forme lisible, utiliser les dispositifs ou systèmes de mise en mémoire, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes qui font l'objet de l'enquête.	Recherche informatisée
Assistance required	21. (1) An investigator may require information or material from a person who is the subject of an investigation under section 20 or from any person who the investigator has reason to believe can provide information or material relevant to the investigation.	21. (1) L'enquêteur peut exiger que toute personne qui fait l'objet d'une enquête visée à l'article 20 ou toute personne dont il a des motifs de croire qu'elle peut fournir des renseignements ou de la documentation qui concernent l'enquête lui fournisse ces renseignements ou cette documentation.	Aide exigée
Disclosure	(2) Despite section 17 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 10 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , the head of an institution within the meaning of those Acts shall disclose to the investigator the information or material that the investigator requires.	(2) Malgré l'article 17 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et l'article 10 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> , la personne responsable d'une institution au sens de ces lois divulgue à l'enquêteur les renseignements ou la documentation qu'il exige.	Divulguion
Obstruction	(3) No person shall obstruct an investigator who is exercising powers under this Act.	(3) Nul ne doit entraver un enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi.	Entrave
Records	(4) A person who is required to produce a record for an investigator shall, on request, provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce the record in a readable form.	(4) La personne qui doit produire un document pour un enquêteur fournit, sur demande, toute l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment les dispositifs ou systèmes de mise en mémoire, de traitement ou d'extraction des données qu'il faut pour produire un document sous une forme lisible.	Documents
Non-compellable witness	22. No person employed in the administration or enforcement of this Act shall be required to give testimony in any civil pro-	22. Aucune personne qui participe à l'application de la présente loi n'est tenue de témoigner dans une instance civile, sauf dans	Témoin non contraignable

ceeding, except in a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the discharge of the person's duties.

GENERAL

Offences **23.** (1) A person is guilty of an offence who,

- (a) knowingly furnishes false information in an application under this Act or in a statement or a record required to be furnished under this Act;
- (b) contravenes or fails to comply with a term of a licence; or
- (c) contravenes or fails to comply with section 2, subsection 6 (4) or (5), section 16, 17, 18 or 21.

Directors, officers **(2)** Every director or officer of a corporation is guilty of an offence who,

- (a) knowingly causes, authorizes, permits or participates in the commission by the corporation of an offence described in subsection (1); or
- (b) fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence described in subsection (1).

Penalty, non-corporations **(3)** A person who is not a corporation and who is convicted of an offence described in subsection (1) or (2) is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

Penalty, corporations **(4)** A corporation convicted of an offence described in subsection (1) is liable to a fine of not more than \$25,000.

Regulations **24.** (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) exempting any person or class of persons from any provision of this Act or the regulations;
- (b) designating a place for the purpose of the definition of "lock" in section 1;
- (c) designating tools that are not included in the definition of "locksmith tool" in section 1;
- (d) prescribing standards of competency that an applicant must satisfy to be entitled to a licence;
- (e) governing applications for licences, including prescribing the information that an applicant is required to provide in an application;

une instance introduite en vertu de la présente loi, à l'égard des renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

23. (1) Est coupable d'une infraction la personne qui, selon le cas :

- a) fournit sciemment des renseignements faux dans une demande présentée en vertu de la présente loi ou dans une déclaration ou un document qu'elle doit fournir aux termes de la présente loi;
- b) contrevient ou ne se conforme pas à une condition d'un permis;
- c) contrevient ou ne se conforme pas à l'article 2, au paragraphe 6 (4) ou (5) ou à l'article 16, 17, 18 ou 21.

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui, selon le cas :

- a) cause, autorise ou permet sciemment la commission, par la personne morale, d'une infraction mentionnée au paragraphe (1), ou y participe sciemment;
- b) néglige de prendre des mesures raisonnables pour empêcher la personne morale de commettre une infraction mentionnée au paragraphe (1).

(3) La personne physique qui est déclarée coupable d'une infraction au paragraphe (1) ou (2) est passible d'une amende d'au plus 5 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou d'une seule de ces peines.

(4) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction au paragraphe (1) est passible d'une amende d'au plus 25 000 \$.

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'application des dispositions de la présente loi ou des règlements;
- b) désigner un lieu pour l'application de la définition de «serrure» à l'article 1;
- c) désigner les outils qui ne sont pas inclus dans la définition de «outil de serrurier» à l'article 1;
- d) prescrire les normes de compétence auxquelles doit satisfaire l'auteur d'une demande pour obtenir un permis;
- e) régir les demandes de permis, notamment prescrire les renseignements que l'auteur d'une demande doit fournir dans sa demande;

- (f) prescribing fees for licences and the renewal of licences;
- (g) prescribing terms that attach to a licence;
- (h) governing the expiry of licences and prescribing a time period for the purpose of section 13;
- (i) prescribing technical standards for locks for the purpose of section 17;
- (j) prescribing records to be kept by licensees with respect to acting as locksmiths;
- (k) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

(2) A regulation may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, a code or standard and may require compliance with a code or standard adopted.

(3) A regulation may be general or particular in its application.

25. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

26. The short title of this Act is the *Locksmiths Licensing Act, 1996*.

- f) prescrire les droits à acquitter pour la délivrance et le renouvellement de permis;
- g) prescrire les conditions auxquelles sont subordonnés les permis;
- h) régir l'expiration des permis et prescrire un délai pour l'application de l'article 13;
- i) prescrire les normes techniques relatives aux serrures pour l'application de l'article 17;
- j) prescrire les documents que les titulaires de permis doivent conserver en ce qui concerne le fait d'agir comme serruriers;
- k) traiter de toute question jugée nécessaire ou utile à la réalisation de l'objet de la présente loi.

(2) Les règlements peuvent adopter par renvoi, avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires, tout ou partie d'un code ou d'une norme et en exiger l'observation.

(3) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

25. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

26. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur la délivrance de permis de serrurier*.

Adoption by
reference

Scope of
regulations

Commence-
ment

Short title

Adoption par
renvoi

Portée des
règlements

Entrée en
vigueur

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{RE} SESSION, 36^E LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 41

**An Act to protect the Rights
of Persons receiving Health
Services in Ontario**

Mrs. Caplan

Private Member's Bill

1st Reading April 9, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 41

**Loi visant à protéger les droits
des personnes qui reçoivent des
services de santé en Ontario**

Mme Caplan

Projet de loi de député

1^{re} lecture 9 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

This Bill establishes a bill of rights for persons who receive health services in Ontario.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée une charte des droits à l'intention des personnes qui reçoivent des services de santé en Ontario.

**An Act to protect the Rights of
Persons receiving Health Services in
Ontario**

**Loi visant à protéger les droits des
personnes qui reçoivent des services de
santé en Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"health profession" means a health profession set out in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991* and includes naturopathy and osteopathy practised by a drugless practitioner registered under the *Drugless Practitioners Act*; ("professionnel de la santé")

«profession de la santé» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. S'entend en outre de la naturopathie ou de l'ostéopathie qu'exerce un praticien ne prescrivant pas de médicaments qui est inscrit aux termes de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*. («health profession»)

"health professional" means a person who is a member of the College of a health profession or who is a drugless practitioner registered under the *Drugless Practitioners Act*. ("professionnel de la santé")

«professionnel de la santé» Membre de l'ordre d'une profession de la santé ou praticien ne prescrivant pas de médicaments qui est inscrit aux termes de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*. («health professional»)

Purposes

2. The purposes of this Act are as follows:

Objets

2. La présente loi a les objets suivants :

1. To ensure that persons receiving health services in Ontario are aware of their right to receive appropriate and timely care.
2. To ensure that persons receiving health services in Ontario are treated with dignity and respect by those who provide the services.
3. To promote and improve communication between persons who receive health services in Ontario and the health professionals who provide the services, with a view to minimizing the number of violations of rights set out in section 3 and the number of complaints relating to such violations that are made to the Colleges or boards of directors of health professions.

1. Faire en sorte que les personnes qui reçoivent des services de santé en Ontario aient connaissance de leur droit de recevoir des soins appropriés en temps opportun.
2. Faire en sorte que les personnes qui reçoivent des services de santé en Ontario soient traitées avec dignité et avec respect par ceux qui leur fournissent ces services.
3. Promouvoir et améliorer la communication entre les personnes qui reçoivent des services de santé en Ontario et les professionnels de la santé qui fournissent ces services en vue de réduire au minimum le nombre de violations des droits énoncés à l'article 3 et le nombre de plaintes relatives à de telles violations qui sont présentées aux ordres ou aux conseils d'administration des professions de la santé.

Bill of rights

3. Every health professional shall ensure that the following rights of persons receiving

Déclaration des droits

3. Le professionnel de la santé veille au plein respect et à la promotion des droits sui-

health services are fully respected and promoted:

1. A person has the right to receive appropriate health care.
2. A person has the right, and the responsibility, to participate in decisions made with respect to his or her health care on an equal footing with the health professionals who provide the health care.
3. A person receiving health services has the right to be treated by health professionals in a courteous and respectful manner and in a manner that respects the person's dignity and autonomy.
4. A person has the right to reasonable and timely access to appropriate health services.
5. A person has the right to health services without discrimination based on gender, age, colour, birthplace, ancestry, race, ethnic origin, creed, religion, marital status, mental or physical disability, economic status or sexual orientation.
6. A patient or former patient of a health professional has the right to have his or her records kept confidential in accordance with the law.
7. A patient or former patient of a health professional has the right of access to records kept by the health professional except as prohibited by law.
8. Subject to the *Health Care Consent Act, 1996*, a person has the right,
 - i. to give or refuse consent to any proposed treatment,
 - ii. to receive information relating to any proposed treatment and to any treatment options as is necessary in order to decide whether or not to give consent,
 - iii. to have the opportunity to consult with any person, whether or not the person is a health professional, before making the decision.
9. If a health professional finds a person incapable with respect to a proposed treatment under the *Health Care Consent Act, 1996*, the person has the right to be informed by the health professional of the finding and of his or her right to a review of the finding under section 32 of the *Health Care Consent Act, 1996*.

vants des personnes qui reçoivent des services de santé :

1. Toute personne a le droit de recevoir des soins de santé appropriés.
2. Toute personne a le droit et la responsabilité de participer aux décisions prises à l'égard de ses soins de santé sur un pied d'égalité avec les professionnels de la santé qui fournissent ces soins.
3. Toute personne qui reçoit des services de santé a le droit d'être traitée par les professionnels de la santé avec courtoisie et respect, et d'une manière qui respecte sa dignité et son autonomie.
4. Toute personne a le droit d'avoir, en temps opportun, un accès convenable à des services de santé appropriés.
5. Toute personne a le droit de recevoir des services de santé sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge, la couleur, le lieu de naissance, l'ascendance, la race, l'origine ethnique, la croyance, la religion, l'état matrimonial, l'invalidité mentale ou physique, la situation économique ou l'orientation sexuelle.
6. Tout patient ou ancien patient d'un professionnel de la santé a le droit de voir respecter le caractère confidentiel de ses dossiers conformément à la loi.
7. Tout patient ou ancien patient d'un professionnel de la santé a le droit d'avoir accès aux dossiers tenus par ce dernier, sauf lorsque la loi l'interdit.
8. Sous réserve de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, toute personne a le droit de faire ce qui suit :
 - i. donner ou refuser son consentement à un traitement proposé,
 - ii. recevoir des renseignements sur un traitement proposé et sur les autres traitements possibles dans la mesure nécessaire pour décider s'il y a lieu de donner ou non son consentement,
 - iii. avoir la possibilité de consulter qui que ce soit, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de la santé, avant de prendre la décision.
9. Toute personne qu'un professionnel de la santé juge incapable à l'égard d'un traitement proposé, aux termes de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, a le droit d'être informée par le professionnel de la santé de cette constatation et de son droit de faire réviser cette constatation en vertu de

Violation of
rights

4. (1) A health professional who is a member of a College of a health profession set out in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991* and who fails to comply with section 3 is guilty of an act of professional misconduct and, for the purposes of clause 51 (1) (c) of the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the act of professional misconduct shall be deemed to be an act of professional misconduct as defined in the regulations.

Same

(2) A health professional who is a drugless practitioner registered under the *Drugless Practitioners Act* and who fails to comply with section 3 is guilty of misconduct and may be disciplined by the appropriate board of directors appointed under section 3 of the *Drugless Practitioners Act*.

Informal
resolution of
rights viola-
tions

(3) Despite subsections (1) and (2) and anything in the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the College of a health profession set out in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991* or a board of directors appointed under section 3 of the *Drugless Practitioners Act* shall not commence disciplinary proceedings against a health professional for failing to comply with section 3 unless the College or board is satisfied that,

- (a) the person whose rights were allegedly violated had, before making the complaint, informed the health professional that he or she believed that his or her rights had been violated; and
- (b) no informal resolution to the alleged violation has been or will be achieved.

Commence-
ment

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Patients' Bill of Rights, 1996*.

l'article 32 de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

Violation des
droits

4. (1) Le professionnel de la santé qui est membre de l'ordre d'une profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* et qui n'observe pas l'article 3 est coupable d'avoir commis une faute professionnelle et, pour l'application de l'alinéa 51 (1) c) du Code des professions de la santé qui figure à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, cette faute professionnelle est réputée une faute professionnelle telle que la définissent les règlements.

Idem

(2) Le professionnel de la santé qui est un praticien ne prescrivant pas de médicaments, inscrit aux termes de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, et qui n'observe pas l'article 3 est coupable de mauvaise conduite et le conseil d'administration approprié, constitué en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, peut prendre des mesures disciplinaires à son endroit.

Règlement à
l'amiable en
cas de viola-
tion de droits

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2) et toute disposition du Code des professions de la santé qui figure à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, l'ordre d'une profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* ou un conseil d'administration constitué en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments* ne doit introduire de procédure disciplinaire contre un professionnel de la santé qui n'observe pas l'article 3 que s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) la personne dont les droits auraient été violés a, avant de présenter sa plainte, informé le professionnel de la santé qu'elle croit qu'il y a eu violation de ses droits;
- b) la violation reprochée n'a pu ni ne pourra faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Charte des droits des patients de 1996*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{RE} SESSION, 36^E LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 42

Projet de loi 42

**An Act to reform MPPs' pensions, to
eliminate tax-free allowances and to
adjust MPPs' compensation levels**

**Loi portant réforme du régime de
retraite des députés, éliminant les
allocations non imposables et rajustant
les niveaux de rétribution des députés**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 10, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 10 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Amendments to several statutes are made relating to the MPPs' pension plan and relating to compensation paid to MPPs and to members of Cabinet.

PART I PENSIONS

1. *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*

The pension plan set out in the new *MPPs Pension Act, 1996* replaces the plan set out in the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, which is repealed. The new Act is set out in the Bill as Schedule A, and is described below. (Section 1 of the Bill)

2. *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*

The Information and Privacy Commissioner becomes a member of the Public Service Pension Plan. Until now, the Commissioner has been a member of the MPPs' pension plan. The Commissioner may purchase credit in that plan for his service since June 8, 1995. (Sections 2 and 3 of the Bill)

3. *Ombudsman Act*

The Ombudsman also becomes a member of the Public Service Pension Plan. Until now, the Ombudsman has also been a member of the MPPs' pension plan. The Ombudsman may purchase credit in that plan for her service since June 8, 1995. (Sections 4 and 5 of the Bill)

4. *Public Service Pension Act*

Transitional provisions are set out respecting the entitlements of the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman under the Public Service Pension Plan. (Section 6 of the Bill)

PART II COMPENSATION

1. *Legislative Assembly Act*

Effective April 1, 1996, the annual salary for MPPs becomes \$78,007 under amendments to the *Legislative Assembly Act*. (Section 8 of the Bill, subsection 61 (1) of the Act)

An MPP's annual salary is increased when he or she holds an office such as that of Speaker, leader of an opposition party or committee chair. The amount of the increase is expressed as a percentage of the annual salary of \$78,007. The current regime of tax-free allowances and indemnities is abolished. (Sections 9 to 12, 14 and 16 to 18 of the Bill, subsection 62 (1) and section 63.1 of the Act)

When an MPP is receiving a pension under the *MPPs Pension Act, 1996* (or under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*), the MPP's annual salary will be reduced by the amount of the pension. (Section 9 of the Bill, section 63 of the Act)

An allowance for accommodation in Toronto will be paid only to those MPPs whose principal residence is more than 50 kilometers from Queen's Park. (Sections 10 and 13 of the Bill, section 64 and subsection 67 (10) of the Act)

The severance allowance for an MPP who is not re-elected to the Assembly is based upon his or her annual salary as MPP plus any salary that he or she receives under the *Executive Council Act*. Under the current Act, the severance allowance does not take into

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie diverses lois en ce qui a trait au régime de retraite des députés et à la rétribution des députés et des membres du Conseil des ministres.

PARTIE I RÉGIMES DE RETRAITE

1. *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*

Le régime de retraite instauré par la nouvelle *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* remplace celui qu'établit la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, maintenant abrogée. La nouvelle loi constitue l'annexe A du projet de loi et est expliquée ci-dessous. (Article 1 du projet de loi)

2. *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*

Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée participe dorénavant au Régime de retraite des fonctionnaires. Jusqu'à présent, il participait au régime de retraite des députés. Le commissaire peut racheter des éléments de retraite du Régime pour les services qu'il a accomplis depuis le 8 juin 1995. (Articles 2 et 3 du projet de loi)

3. *Loi sur l'ombudsman*

L'ombudsman, lui aussi, participe dorénavant au Régime de retraite des fonctionnaires. Jusqu'à présent, il participait au régime de retraite des députés. L'ombudsman peut racheter des éléments de retraite du Régime pour les services qu'il a accomplis depuis le 8 juin 1995. (Articles 4 et 5 du projet de loi)

4. *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*

Des dispositions transitoires précisent les droits du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de l'ombudsman dans le cadre du Régime de retraite des fonctionnaires. (Article 6 du projet de loi)

PARTIE II RÉTRIBUTION

1. *Loi sur l'Assemblée législative*

À compter du 1^{er} avril 1996, le traitement annuel des députés est de 78 007 \$ aux termes de modifications apportées à la *Loi sur l'Assemblée législative*. (Article 8 du projet de loi, paragraphe 61 (1) de la Loi)

Le traitement annuel d'un député est augmenté lorsqu'il est titulaire d'un poste tel que celui de président de l'Assemblée, de chef d'un parti de l'opposition ou de président d'un comité. Le montant de cette augmentation est exprimé en pourcentage du traitement annuel de 78 007 \$. Le régime actuel d'allocations et d'indemnités non imposables est aboli. (Articles 9 à 12, 14 et 16 à 18 du projet de loi, paragraphe 62 (1) et article 63.1 de la Loi)

Le montant de la pension qu'un député touche aux termes de la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* (ou de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*) est réduit de son traitement annuel. (Article 9 du projet de loi, article 63 de la Loi)

Seuls les députés dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres de Queen's Park touchent une allocation pour leur logement à Toronto. (Articles 10 et 13 du projet de loi, article 64 et paragraphe 67 (10) de la Loi)

L'allocation de départ versée au député qui n'est pas réélu se fonde sur son traitement annuel à titre de député, plus celui qu'il touche, le cas échéant, aux termes de la *Loi sur le Conseil exécutif*. Aux termes de la loi actuelle, l'allocation de départ ne

account any salary paid under the *Executive Council Act*. (Section 15 of the Bill, section 69 of the Act)

The Commission on Members' Compensation is to be established by the Speaker. At the Speaker's request, the Commission will make recommendations about increasing the annual salary of \$78,007. The Speaker cannot request the Commission to make recommendations unless the Minister of Finance presents a balanced budget. "Balanced budget" is described. (Section 19 of the Bill, sections 75 and 75.1 of the Act)

2. *Executive Council Act*

The *Executive Council Act* is amended to change the salary payable to members of Cabinet and to parliamentary assistants, effective April 1, 1996. The amount of the salary is calculated as a percentage of the annual salary of \$78,007 payable to MPPs under the *Legislative Assembly Act*. (Section 20 of the Bill, section 3 of the Act)

An allowance for accommodation in Toronto will be paid only to those ministers whose principal residence is more than 50 kilometers from Queen's Park. (Section 21 of the Bill, subsections 4 (1) and (1.1) of the Act)

3. *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996*

The *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996* is repealed. (That Act fixed the indemnities and allowances of MPPs at the levels set out in the motion passed by the Assembly on July 28, 1993.) This is a consequential amendment. As a result of the amendments in this Bill, MPPs will no longer be paid indemnities and allowances. (Section 22 of the Bill)

PART III COMMENCEMENT

Changes to the pension plan come into force retroactively. The *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is repealed on January 1, 1992. Some portions of the *MPPs Pension Act, 1996* come into force on January 1, 1992 and others on June 8, 1995 (the day of the most recent provincial election).

Amendments relating to the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman come into force on the day the Bill receives Royal Assent.

Amendments relating to compensation come into force retroactively to April 1, 1996.

SCHEDULE A MPPS PENSION ACT, 1996

The current MPPs' pension plan (under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*) is being replaced by the pension plan set out in the *MPPs Pension Act, 1996*.

Changes from the current MPPs' plan to the new plan are made in three phases. The first phase takes effect on January 1, 1992 (a date determined by federal income tax laws) and phases two and three on June 8, 1995.

The first phase involves the division of the current plan into two components, called the "registered pension plan" and the "supplementary pension plan". This division is undertaken in response to changes made to the federal income tax laws that came into effect on January 1, 1992. (These two plans are "defined benefit" pension plans.) Together, these two plans provide the same level of benefits for periods of service before June 8, 1995 as is provided under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*.

tient pas compte de ce dernier traitement. (Article 15 du projet de loi, article 69 de la Loi)

Le président de l'Assemblée doit constituer la Commission de la rétribution des députés. À la demande du président, la Commission fait des recommandations concernant l'augmentation du traitement annuel de 78 007 \$. Le président ne peut demander des recommandations à la Commission que si le ministre des Finances dépose un budget équilibré. L'expression «budget équilibré» est explicitée. (Article 19 du projet de loi, articles 75 et 75.1 de la Loi)

2. *Loi sur le Conseil exécutif*

La *Loi sur le Conseil exécutif* est modifiée pour changer le traitement payable aux membres du Conseil des ministres et aux adjoints parlementaires à compter du 1^{er} avril 1996. Le montant de ce traitement est calculé selon un pourcentage du traitement annuel de 78 007 \$ payable aux députés aux termes de la *Loi sur l'Assemblée législative*. (Article 20 du projet de loi, article 3 de la Loi)

Seuls les ministres dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres de Queen's Park touchent une allocation pour leur logement à Toronto. (Article 21 du projet de loi, paragraphes 4 (1) et (1.1) de la Loi)

3. *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée*

La *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée* est abrogée. (Cette loi fixait les indemnités et les allocations des députés aux niveaux précisés dans la motion que l'Assemblée a adoptée le 28 juillet 1993.) Il s'agit d'une modification corrélatrice. Par suite des modifications apportées par le projet de loi, les députés ne touchent plus d'indemnités ni d'allocations. (Article 22 du projet de loi)

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR

Les modifications apportées au régime de retraite entrent en vigueur rétroactivement. La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est abrogée le 1^{er} janvier 1992. Certaines dispositions de la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1992 et d'autres, le 8 juin 1995 (le jour de la dernière élection provinciale).

Les modifications qui concernent le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et l'ombudsman entrent en vigueur le jour où le projet de loi reçoit la sanction royale.

Les modifications touchant la rétribution entrent en vigueur rétroactivement au 1^{er} avril 1996.

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES DÉPUTÉS

Le régime de retraite actuel des députés (prévu par la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*) est remplacé par celui qu'institue la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés*.

Le passage du régime actuel au nouveau régime se fait en trois phases. La première phase prend effet le 1^{er} janvier 1992 (jour fixé par la législation fédérale en matière d'impôt sur le revenu) et les deux autres le 8 juin 1995.

La première phase consiste à diviser le régime actuel en deux éléments appelés «régime de retraite enregistré» et «régime de retraite supplémentaire». Cette division découle des modifications apportées à la législation fédérale en matière d'impôt sur le revenu, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1992. (Les deux régimes sont des régimes de retraite «à prestations déterminées».) Ces deux régimes réunis procurent, pour les périodes de service antérieures au 8 juin 1995, le même niveau de prestations que celui prévu par la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*.

In the second phase, the registered pension plan and the supplementary pension plan are changed from defined benefit plans to "money purchase" plans. This conversion affects only MPPs who were re-elected on June 8, 1995. Under the conversion, a variety of options is available to those MPPs:

- i. Under the registered pension plan, the options concern leaving "credit" in the pension plan for the MPP's service before June 8, 1995 or transferring the commuted value of the pension to which the MPP is entitled for that service to a locked-in retirement account. No amount may be withdrawn from that account before the MPP reaches 55 years of age.
- ii. Under the supplementary pension plan, the options concern leaving credit in the pension plan for the MPP's service before June 8, 1995 or being paid a lump sum.
- iii. Under both plans, if the MPP leaves the credit in the plan, that credit will be used to provide a lifetime pension that does not begin before the MPP reaches 55 years of age.

The third phase takes effect on June 8, 1995. As of that date, MPPs will receive "money purchase" benefits for their service after June 7, 1995. Highlights of the applicable rules include the following:

- i. The Crown will make contributions on each MPP's behalf (5 per cent of his or her annual salary) to a trust fund.
- ii. MPPs will not make contributions to the MPPs' pension plan. (Contributions made after June 7, 1995 and before the Bill is passed will be refunded.)
- iii. The money credited to an MPP's pension account will be used to purchase an annuity. The balance in an MPP's pension account will determine the amount of his or her pension. It will not be based upon his or her length of service as an MPP.
- iv. An MPP can choose the form of pension that he or she receives (subject to some restrictions). The pension must comply with the federal *Income Tax Act* requirements for money purchase pension plans.
- v. MPPs are not entitled to begin receiving a pension until they reach 55 years of age.

Former MPPs who ceased to hold office before January 1, 1992 (and their dependants) will continue to receive their allowance under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*. However, each year their allowance will be increased by up to 2 per cent, based upon increases in the Consumer Price Index. The first increase is to be made effective April 1, 1996.

The pension payable to former MPPs who ceased to hold office between January 1, 1992 and June 7, 1995 will also be increased each year by up to 2 per cent, based upon increases in the Consumer Price Index.

Lors de la deuxième phase, le régime de retraite enregistré et le régime de retraite supplémentaire, tous deux des régimes de retraite à prestations déterminées, sont transformés en régimes «à cotisations déterminées». Cette transformation, qui ne touche que les députés qui ont été réélus le 8 juin 1995, leur offre un certain nombre de choix :

- i. Le régime de retraite enregistré permet aux députés soit de laisser dans le régime un montant porté à leur crédit au titre des services qu'ils ont accomplis avant le 8 juin 1995, soit de transférer la valeur de rachat de la pension à laquelle ils ont droit au titre de ces services à un compte de retraite avec immobilisation des fonds. Il est interdit de retirer des sommes de ce compte avant que le député n'ait 55 ans.
- ii. Le régime de retraite supplémentaire permet aux députés soit de laisser dans le régime un montant porté à leur crédit au titre des services qu'ils ont accomplis avant le 8 juin 1995, soit de toucher une somme forfaitaire.
- iii. Dans le cadre des deux régimes, si les députés laissent le montant porté à leur crédit dans le régime, ce montant servira à procurer une pension viagère qui ne commence pas à être versée avant qu'ils aient 55 ans.

La troisième phase prend effet le 8 juin 1995. À compter de ce jour, les députés toucheront des prestations de régime à cotisations déterminées au titre des services qu'ils ont accomplis après le 7 juin 1995. Les faits saillants des règles applicables sont les suivants :

- i. La Couronne versera des cotisations pour le compte de chaque député (soit 5 pour cent de son traitement annuel) à une fiducie.
- ii. Les députés ne cotiseront pas à leur régime de retraite. (Les cotisations versées après le 7 juin 1995 et avant l'adoption du projet de loi seront remboursées.)
- iii. Les sommes portées au crédit du compte de régime de retraite de chaque député serviront à souscrire une rente. Le solde du compte d'un député déterminera le montant de sa pension. Ce montant ne sera pas fondé sur ses états de service à titre de député.
- iv. Les députés peuvent choisir la forme de pension qu'ils touchent (sous réserve de certaines restrictions). La pension doit être conforme aux exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu fédérale* relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées.
- v. Les députés n'ont pas le droit de commencer à toucher une pension avant d'avoir 55 ans.

Les anciens députés qui ont cessé de l'être avant le 1^{er} janvier 1992 (et les personnes à leur charge) continuent de toucher leur allocation aux termes de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*. Toutefois, cette allocation sera augmentée chaque année en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2 pour cent. La première augmentation prend effet le 1^{er} avril 1996.

La pension payable aux anciens députés qui ont cessé de l'être entre le 1^{er} janvier 1992 et le 7 juin 1995 sera également augmentée chaque année jusqu'à concurrence de 2 pour cent en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

An Act to reform MPPs' pensions, to eliminate tax-free allowances and to adjust MPPs' compensation levels

Loi portant réforme du régime de retraite des députés, éliminant les allocations non imposables et rajustant les niveaux de rétribution des députés

CONTENTS

Part		Sections
I	Pensions	
	<i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i>	1
	<i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>	2, 3
	<i>Ombudsman Act</i>	4, 5
	<i>Public Service Pension Act</i>	6
II	Compensation	
	<i>Legislative Assembly Act</i>	7-19
	<i>Executive Council Act</i>	20, 21
	<i>Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996</i>	22
III	Commencement and Short title	23, 24
	Schedule A	
	<i>MPPs Pension Act, 1996</i>	

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
PENSIONS**

**LEGISLATIVE ASSEMBLY RETIREMENT
ALLOWANCES ACT**

Repeal 1. (1) The *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is repealed.

New Act (2) The *MPPs Pension Act, 1996*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

SOMMAIRE

Partie		Articles
I	Régimes de retraite	
	<i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i>	1
	<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	2, 3
	<i>Loi sur l'ombudsman</i>	4, 5
	<i>Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires</i>	6
II	Rétribution	
	<i>Loi sur l'Assemblée législative</i>	7-19
	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	20, 21
	<i>Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée</i>	22
III	Entrée en vigueur et titre abrégé	23, 24
	Annexe A	
	<i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i>	

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
RÉGIMES DE RETRAITE**

**LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE
DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

1. (1) La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est abrogée. Abrogation

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés*, telle qu'elle figure à l'annexe A. Nouvelle loi

*Freedom of Information and Protection of
Privacy Act*

*Loi sur l'accès à l'information et la protection de
la vie privée*

**FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

2. Subsection 5 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

2. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-applica-
tion

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Commissioner.

(2) Le commissaire est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

Non-applica-
tion

3. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

3. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pension

(4) The Commissioner is a member of the Public Service Pension Plan.

(4) Le commissaire participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

Régime de
retraite

OMBUDSMAN ACT

LOI SUR L'OMBUDSMAN

4. Subsection 5 (2) of the *Ombudsman Act* is repealed and the following substituted:

4. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'ombudsman* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-applica-
tion

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Ombudsman.

(2) L'ombudsman est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

Non-applica-
tion

5. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

5. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pension

(4) The Ombudsman is a member of the Public Service Pension Plan.

(4) L'ombudsman participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

Régime de
retraite

PUBLIC SERVICE PENSION ACT

**LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES
FONCTIONNAIRES**

6. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following sections:

6. La *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Information
and Privacy
Commis-
sioner

15. (1) The Information and Privacy Commissioner may purchase credit in the Plan under clause 11 (1) (b) of the Plan for service during the period beginning on June 8, 1995 and ending on the day before the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent.

15. (1) Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée peut racheter des éléments de retraite du Régime en vertu de l'alinéa 11 (1) b) de celui-ci pour les services qu'il a accomplis pendant la période qui commence le 8 juin 1995 et qui se termine la veille du jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale.

Commis-
saire à
l'information
et à la
protection de
la vie privée

Restriction

(2) Despite subsection (1), the Commissioner is not entitled to purchase the credit unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

(2) Malgré le paragraphe (1), le commissaire n'a le droit de racheter les éléments de retraite que si les services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Restriction

Payment by
Minister

(3) If the Commissioner applies to the Board to purchase the credit within four months after the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent, the Minister shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the Board an amount equal to the amount determined by the Board to be payable by the Commissioner to purchase the credit.

(3) Si le commissaire demande à la Commission de racheter les éléments de retraite dans les quatre mois qui suivent le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale, le ministre verse à la Commission, par prélèvement sur le Trésor, un montant égal à celui que la Commission fixe comme étant payable par le commissaire à cette fin.

Versement
effectué par
le ministre

Entitlement
for service
before
June 8, 1995

(4) The following rules apply for the purpose of determining the Commissioner's entitlements under the Plan relating to his or her service in that capacity before June 8, 1995:

1. The Commissioner is not entitled to receive a pension under the Plan for service before June 8, 1995.
2. The Commissioner is not entitled to make contributions under the Plan for service before June 8, 1995.
3. Service by the Commissioner (including service in the capacity of acting Commissioner) shall be taken into account in any determination of whether he or she is entitled to a pension for which a person's eligibility is determined with reference to the number of years of his or her service or a combination of the person's age and number of years of service.

Ombudsman

16. Section 15 applies, with necessary modifications, with respect to the Ombudsman.

PART II COMPENSATION

LEGISLATIVE ASSEMBLY ACT

7. Section 61 of the *Legislative Assembly Act*, as amended by the *Statutes of Ontario, 1991*, chapter 57, section 1, is repealed and the following substituted:

61. (1) Every member of the Assembly shall be paid an annual salary of \$78,007.

(2) For the purpose of computing the amount of a member's salary, a member shall be deemed to have been a member,

- a) beginning on the polling day on which the member is elected; and
- b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

8. Section 62 of the Act, as re-enacted by the *Statutes of Ontario, 1991*, chapter 57, section 2, is repealed and the following substituted:

62. (1) The annual salary of a member is increased by the following amount, expressed as a percentage of the annual salary set out in subsection 61 (1), for each of the following positions that he or she holds:

Annual
salary of
members

Computation

Salary for
additional
responsi-
bilities

(4) Les règles suivantes s'appliquent pour déterminer les droits qu'a le commissaire dans le cadre du Régime en ce qui a trait aux services qu'il a accomplis à ce titre avant le 8 juin 1995 :

1. Le commissaire n'a pas le droit de toucher une pension dans le cadre du Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
2. Le commissaire n'a pas le droit de cotiser au Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
3. Il est tenu compte des services accomplis par le commissaire (y compris ceux qu'il a accomplis à titre de commissaire intérimaire) pour déterminer son droit éventuel à une pension à laquelle l'admissibilité est fonction du nombre d'années de service ou d'une combinaison de l'âge et des années de service.

16. L'article 15 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'ombudsman.

Droit afférent
aux services
antérieurs au
8 juin 1995

Ombudsman

PARTIE II RÉTRIBUTION

LOI SUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

7. L'article 61 de la *Loi sur l'Assemblée législative*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 57 des *Lois de l'Ontario de 1991*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. (1) Chaque député reçoit un traitement annuel de 78 007 \$.

(2) Aux fins du calcul du traitement d'un député, celui-ci est réputé avoir occupé son poste :

- a) à compter du jour du scrutin où il a été élu;
- b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

8. L'article 62 de la *Loi*, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 57 des *Lois de l'Ontario de 1991*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

62. (1) Le traitement annuel du député est augmenté du montant ci-dessous, exprimé en pourcentage du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1), pour chacun des postes suivants dont il est titulaire :

Traitement
annuel des
députés

Calcul

Augmenta-
tion du
traitement

-
- | | |
|--|--|
| 1. Speaker, 31.2 per cent. | 1. Président de l'Assemblée, 31,2 pour cent. |
| 2. Deputy Speaker and Chair of the Committee of the Whole House, 14.8 per cent. | 2. Vice-président de l'Assemblée et président du comité plénier, 14,8 pour cent. |
| 3. Deputy Chair of the Committee of the Whole House, 10.9 per cent. | 3. Vice-président du comité plénier, 10,9 pour cent. |
| 4. Chair of a standing or select committee, 14 per cent. | 4. Président d'un comité permanent ou spécial, 14 pour cent. |
| 5. Vice-chair of a standing or select committee, 8 per cent. | 5. Vice-président d'un comité permanent ou spécial, 8 pour cent. |
| 6. Leader of the Opposition, 55.2 per cent. | 6. Chef de l'opposition, 55,2 pour cent. |
| 7. Leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, 35.7 per cent. | 7. Chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition, 35,7 pour cent. |
| 8. Chair of the caucus of the party from which the Government is chosen or chair of the caucus of the party recognized as the Official Opposition, 12.5 per cent. | 8. Président du groupe parlementaire du parti au pouvoir ou président du groupe parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 12,5 pour cent. |
| 9. Chair of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, except the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 11.3 per cent. | 9. Président du groupe parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 11,3 pour cent. |
| 10. House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 18.3 per cent. | 10. Leader parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 18,3 pour cent. |
| 11. Deputy House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 9 per cent. | 11. Leader parlementaire adjoint du parti formant l'opposition officielle, 9 pour cent. |
| 12. House Leader of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 15.6 per cent. | 12. Leader parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 15,6 pour cent. |
| 13. Deputy House Leader of a party described in paragraph 12, 8.2 per cent. | 13. Leader parlementaire adjoint d'un parti visé à la disposition 12, 8,2 pour cent. |
| 14. Chief Government Whip, 14.2 per cent. | 14. Whip en chef du gouvernement, 14,2 pour cent. |
| 15. Deputy Government Whip, 12.5 per cent. | 15. Whip en chef adjoint du gouvernement, 12,5 pour cent. |
| 16. Government Whip, 9 per cent. (A maximum of three Government Whips may be paid the salary increase.) | 16. Whip du gouvernement, 9 pour cent. (Trois whips du gouvernement au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.) |
| 17. Chief Opposition Whip, 14 per cent. | 17. Whip en chef de l'opposition, 14 pour cent. |

Legislative Assembly Act

Loi sur l'Assemblée législative

18. Opposition Whip, 9 per cent. (A maximum of two Opposition Whips may be paid the salary increase.)

19. Chief Party Whip of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 12,6 per cent.

20. Party Whip of a party described in paragraph 19, 8,2 per cent.

Computation

(2) For the purpose of computing the amounts payable under subsection (1), the individual shall be deemed to have occupied the position,

(a) beginning on the polling day on which he or she is elected as a member of the Assembly; and

(b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

Same

(3) Despite subsection (2), if the occupant of the position changes, the successor shall be deemed to have occupied the position from the day following that on which his or her predecessor ceases to occupy the position.

9. Section 63 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 3, is repealed and the following substituted:

Double-dipping not permitted

63. The annual salary otherwise payable to a member under subsections 61 (1) and 62 (1) shall be reduced by the amount of the allowance or pension that the member receives, if any, under the *MPPs Pension Act, 1996* or a predecessor to that Act for the same period.

Tax-free allowances not permitted

63.1 (1) No member is entitled to be paid an allowance for expenses incident to the discharge of his or her duties as a member of the Assembly.

Status for income tax purposes

(2) For the purposes of the *Income Tax Act* (Canada), no portion of the salary, benefits or expenses paid to a member under this Act is paid as an allowance for expenses incident to the discharge of his or duties as a member.

10. Section 64 of the Act is repealed and the following substituted:

18. Whip de l'opposition, 9 pour cent. (Deux whips de l'opposition au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.)

19. Whip en chef d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 12,6 pour cent.

20. Whip d'un parti visé à la disposition 19, 8,2 pour cent.

Calcul

(2) Aux fins du calcul des montants payables aux termes du paragraphe (1), la personne est réputée avoir occupé son poste :

a) à compter du jour du scrutin où elle a été élue député;

b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), si le titulaire du poste change entre-temps, le nouveau titulaire est réputé y avoir accédé le lendemain du jour où son prédécesseur a cessé de l'occuper.

9. L'article 63 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cumul de pension et de traitement interdit

63. Le traitement annuel qui est payable par ailleurs à un député aux termes des paragraphes 61 (1) et 62 (1) est diminué du montant de l'allocation ou de la pension qu'il touche pour la même période, le cas échéant, aux termes de la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* ou d'une loi qu'elle remplace.

Allocations non imposables interdites

63.1 (1) Les députés n'ont pas le droit de toucher une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

Traitement aux fins de l'impôt

(2) Pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), aucune partie du traitement versé, des avantages procurés ou des frais remboursés aux députés aux termes de la présente loi ne constitue une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

10. L'article 64 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cost of accommodation in Toronto

64. (1) Subject to subsection (2), if the principal residence of one of the following individuals is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto, he or she shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto:

1. The Leader of the Opposition.
2. The leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Same

(2) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) for a particular year.

11. Section 65 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 4, is repealed.

12. Section 66 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 5, is repealed.

13. Subsection 67 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Cost of accommodation in Toronto

(10) A member of the Assembly whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto up to such maximum amount for the year as may be determined by the Board of Internal Economy.

Exceptions

(10.1) Subsection (10) does not apply with respect to,

- (a) the Speaker;
- (b) ministers of the Crown;
- (c) the Leader of the Opposition; or
- (d) the leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Other expenses

(10.2) A member of the Assembly shall be paid for such other expenses incurred in the performance of his or her duties as a member as the Board of Internal Economy may authorize, up to such maximum amount as may be determined by the Board.

14. Section 68 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 6, is repealed.

15. (1) Subsection 69 (1) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as

64. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si la résidence principale de l'une des personnes ci-dessous est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto, cette personne est remboursée du coût réel de son logement à Toronto :

1. Le chef de l'opposition.
2. Le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

Coût du logement à Toronto

(2) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) pour une année donnée.

Idem

11. L'article 65 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

12. L'article 66 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 5 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

13. Le paragraphe 67 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Les députés dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto jusqu'à concurrence du montant annuel maximal fixé par la Commission de régie interne.

Coût du logement à Toronto

(10.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas aux personnes suivantes :

Exceptions

- a) le président de l'Assemblée;
- b) les ministres de la Couronne;
- c) le chef de l'opposition;
- d) le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

(10.2) Les députés sont remboursés des autres frais qu'ils ont engagés dans l'exercice de leurs fonctions de député selon ce qu'autorise la Commission de régie interne, jusqu'à concurrence du montant maximal qu'elle fixe.

Autres frais

14. L'article 68 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

15. (1) Le paragraphe 69 (1) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'elle recevait» à «de l'indemnité

a member” in the seventh line and and substituting “annual salary”.

(2) Subsection 69 (2) of the Act is amended by striking out “annual indemnity as a member” in the fourth line and substituting “annual salary”.

(3) Subsection 69 (3) of the Act is amended by striking out “annual indemnity as a member” in the seventh and eighth lines and substituting “annual salary”.

(4) Subsection 69 (4) of the Act is amended by striking out “annual indemnity as a member” in the last line and substituting “annual salary”.

(5) Section 69 of the Act is amended by adding the following subsection:

(5) For the purposes of this section, the annual salary of a member is the sum of his or her annual salary under subsections 61 (1) and 62 (1) of this Act and his or her annual salary, if any, under section 3 of the *Executive Council Act*.

16. Section 70 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 7, is repealed.

17. Section 71 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 8, is repealed.

18. Section 72 of the Act is repealed.

19. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

75. (1) The Speaker shall establish a commission to be known in English as the Commission on Members' Compensation and in French as Commission de la rétribution des députés which shall be composed of such person or persons as the Speaker may appoint.

(2) Members of the Assembly are not eligible for appointment to the Commission.

(3) A commissioner holds office at the pleasure of the Speaker and may be appointed or reappointed for such term as the Speaker may determine.

(4) A commissioner shall be paid such remuneration and expenses as the Speaker may determine.

(5) The Speaker may appoint a commissioner to act as chair of the Com-

annuelle qu'elle recevait en sa qualité de député» aux sixième et septième lignes.

(2) Le paragraphe 69 (2) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux deuxième, troisième et quatrième lignes.

(3) Le paragraphe 69 (3) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux huitième et neuvième lignes.

(4) Le paragraphe 69 (4) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel que la personne recevait, ni supérieure à ce traitement» à «de l'indemnité annuelle que la personne recevait en sa qualité de député, ni supérieure à cette indemnité» aux troisième, quatrième et cinquième lignes.

(5) L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est la somme du traitement annuel qu'il touche aux termes des paragraphes 61 (1) et 62 (1) de la présente loi et de celui qu'il touche, le cas échéant, aux termes de l'article 3 de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

16. L'article 70 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

17. L'article 71 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

18. L'article 72 de la Loi est abrogé.

19. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le président de l'Assemblée constitue une commission appelée Commission de la rétribution des députés en français et Commission on Members' Compensation en anglais, qui se compose de la ou des personnes qu'il nomme.

(2) Les députés ne peuvent être nommés commissaires.

(3) Les commissaires exercent leurs fonctions à titre amovible pendant un mandat renouvelable dont le président fixe la durée.

(4) Les commissaires reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le président.

(5) Le président de l'Assemblée peut nommer un commissaire président de la Com-

Annual salary			Traitement annuel
Commission on Members' Compensation			Traitement de la rétribution des députés
Membership			Composition
Term			Mandat
Remuneration			Rémunération
Chair			Président

	mission or may request the commissioners to select a chair from among themselves.		mission ou demander aux commissaires d'en choisir un parmi eux.	
Decision	(6) If there are three or more commissioners, a decision of a majority of them is a decision of the Commission.		(6) S'il y a trois commissaires ou plus, la décision de la majorité d'entre eux représente la décision de la Commission.	Décision
Recommendations of Commission	75.1 (1) At the request of the Speaker, the Commission shall make recommendations concerning the amount, if any, by which the annual salary set out in subsection 61 (1) should be increased.		75.1 (1) À la demande du président de l'Assemblée, la Commission fait des recommandations quant à l'augmentation éventuelle du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1).	Recommandations de la Commission
Balanced budget	(2) The Speaker may request recommendations only during a fiscal year in which the Minister of Finance presents a balanced budget to the Legislature. A balanced budget is one in which the proposed expenditures of Ontario for the fiscal year do not exceed its estimated revenues for the fiscal year.		(2) Le président ne peut demander des recommandations que pendant un exercice au cours duquel le ministre des Finances présente un budget équilibré à la Législature. Le budget est équilibré lorsque les dépenses proposées de l'Ontario pour l'exercice ne sont pas supérieures à ses recettes estimatives pour le même exercice.	Budget équilibré
Public notice	(3) The Commission shall give its recommendations, if any, to the Speaker who shall table them before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.		(3) La Commission donne ses recommandations, si elle en fait, au président, qui les dépose devant l'Assemblée; si celle-ci ne siège pas, il les dépose à la session suivante.	Avis public
Factors to be considered	(4) When deciding upon its recommendations, the Commission shall take into account the value of any benefits to be received by members.		(4) Lorsqu'elle élabore ses recommandations, la Commission tient compte de la valeur des avantages que tireront les députés.	Facteurs
Same	(5) The Speaker may direct the Commission to take into account such factors as he or she may specify in deciding upon its recommendations, including the compensation payable in the private sector for work that is comparable to that done by members.		(5) Le président peut ordonner à la Commission de tenir compte des facteurs qu'il précise lorsqu'elle élabore ses recommandations, notamment la rétribution payable dans le secteur privé pour un travail comparable à celui des députés.	Idem

EXECUTIVE COUNCIL ACT

20. Subsections 3 (1), (2), (3) and (4) of the *Executive Council Act* are repealed and the following substituted:

Salaries	(1) The annual salary of every minister with portfolio is 42.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.		(1) Les ministres avec portefeuille touchent un traitement annuel égal à 42,3 pour cent du traitement annuel d'un député à l'Assemblée.	Traitements
Premier	(2) The Premier and President of the Council shall receive, in addition, 37 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.		(2) Le premier ministre et président du Conseil touche un montant additionnel égal à 37 pour cent du traitement annuel d'un député.	Premier ministre
Minister without portfolio	(3) The annual salary of every minister without portfolio is 19.2 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.		(3) Les ministres sans portefeuille touchent un traitement annuel égal à 19,2 pour cent du traitement annuel d'un député.	Ministres sans portefeuille
Parliamentary Assistant	(4) The annual salary of every Parliamentary Assistant is 14.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.		(4) Les adjoints parlementaires touchent un traitement annuel égal à 14,3 pour cent du traitement annuel d'un député.	Adjoints parlementaires
Interpretation	(4.1) For the purposes of this section, the annual salary of a member of the Assembly is the amount set out in subsection 61 (1) of the <i>Legislative Assembly Act</i> .		(4.1) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est le montant fixé au paragraphe 61 (1) de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i> .	Interprétation

LOI SUR LE CONSEIL EXÉCUTIF

20. Les paragraphes 3 (1), (2), (3) et (4) de la *Loi sur le Conseil exécutif* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

21. Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cost of accommodation in Toronto

(1) Subject to subsection (2), every minister of the Crown whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government in Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto.

Same

(1.1) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) of the *Legislative Assembly Act* for a particular year.

FREEZING OF COMPENSATION FOR MEMBERS OF THE ASSEMBLY ACT, 1996

22. The *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996* is repealed.

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

23. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.

Same

(3) Sections 7 to 21 shall be deemed to have come into force on April 1, 1996.

Short title

24. The short title of this Act is the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996*.

21. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Coût du logement à Toronto

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les ministres de la Couronne dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto.

Idem

(1.1) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) de la *Loi sur l'Assemblée législative* pour une année donnée.

LOI DE 1996 GELANT LA RÉTRIBUTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE

22. La Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée est abrogée.

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ**

23. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Idem

(3) Les articles 7 à 21 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} avril 1996.

Idem

24. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés*.

Titre abrégé

**SCHEDULE A
MPPs PENSION ACT, 1996**

CONTENTS

**PART I
INTERPRETATION**

1. Definitions

**PART II
GENERAL**

2. Pension plan continued
3. Application of plan
4. Membership
5. Credit for service as federal MP
6. Exemption from seizure, execution or attachment
7. Effect on teachers' pension

**PART III
REGISTERED PLAN**

8. Member contributions
9. Entitlement to allowance
10. Amount of allowance
11. Post-retirement spousal allowance
12. Pre-retirement spousal allowance
13. Former member, spousal allowance
14. Refund of contributions before vesting
15. 100 per cent rule (refund of contributions)
16. Reinstatement of service
17. Assignment prohibited

**PART IV
CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN**

18. Credit for service before June 8, 1995
19. Effect of receiving credit
20. Election re credit
21. Transfer to locked-in retirement account

**PART V
REGISTERED PLAN PAYMENTS**

22. Trust established
23. Registered plan account
24. Money purchase credit
25. Contributions by Minister
26. Statement of benefits and options
27. Entitlement to lifetime pension
28. Portability rights
29. Pre-retirement spousal entitlement

**PART VI
SUPPLEMENTARY PLAN**

30. Entitlement to allowance
31. Post-retirement spousal allowance
32. Pre-retirement spousal allowance
33. Former member, spousal allowance

**ANNEXE A
LOI DE 1996 SUR LE RÉGIME DE
RETRAITE DES DÉPUTÉS**

SOMMAIRE

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**PARTIE II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

2. Maintien du régime de retraite
3. Champ d'application du régime
4. Participation
5. Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
6. Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arrêt
7. Incidence sur les pensions des enseignants

**PARTIE III
RÉGIME ENREGISTRÉ**

8. Cotisations des participants
9. Droit à une allocation
10. Montant de l'allocation
11. Allocation au conjoint après la retraite
12. Allocation au conjoint avant la retraite
13. Ancien participant : allocation au conjoint
14. Remboursement des cotisations avant l'acquisition
15. Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)
16. Validation des services antérieurs
17. Cession interdite

**PARTIE IV
TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ**

18. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
19. Effet du crédit
20. Choix relatif au crédit
21. Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds

**PARTIE V
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
ENREGISTRÉ**

22. Constitution d'une fiducie
23. Compte de régime enregistré
24. Crédit des cotisations déterminées
25. Montants versés par le ministre
26. État des prestations et des options
27. Droit à une pension viagère
28. Transférabilité
29. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE VI
RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE**

30. Droit à une allocation
31. Allocation au conjoint après la retraite
32. Allocation au conjoint avant la retraite
33. Ancien participant : allocation au conjoint

**PART VII
CONVERSION OF THE SUPPLEMENTARY PLAN**

34. Credit for service before June 8, 1995
35. Effect of receiving credit
36. Election re credit
37. Lump sum payment

**PART VIII
SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS**

38. Arrangements for payment
39. Supplementary plan account
40. Statement of benefits and options
41. Entitlement to lifetime pension
42. Pre-retirement spousal entitlement

**PART IX
ADMINISTRATION**

43. Administration of Act
44. Plan actuary
45. Consolidated Revenue Fund
46. Accounts in the CRF
47. Extension of deadlines
48. Payment of allowances

**PART X
TRANSITION**

49. Benefits in lieu
50. Application of predecessor Act
51. Conversion report

**PART XI
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

52. Commencement
53. Short title

**PART I
INTERPRETATION**

1. (1) In this Act,

“average Consumer Price Index” means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“moyenne de l’indice des prix à la consommation”)

“Consumer Price Index” means the Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“indice des prix à la consommation”)

“dependent child” means, in relation to an individual, a child of the individual who,

- (a) is less than 18 years of age, or
- (b) is 18 or more years of age and since reaching 18 years of age has been continuously in full-time attendance at either or both of,
 - (i) a secondary school, or

**PARTIE VII
TRANSFORMATION DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

34. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
35. Effet du crédit
36. Choix relatif au crédit
37. Somme forfaitaire

**PARTIE VIII
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

38. Arrangements
39. Compte de régime supplémentaire
40. État des prestations et des options
41. Droit à une pension viagère
42. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE IX
APPLICATION**

43. Application de la Loi
44. Trésor
45. Comptes du Trésor
46. Prorogation des délais
47. Versement des allocations
48. Souscription d’un contrat de rente

**PARTIE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

49. Prestations prévues par le régime
50. Champ d’application de la Loi que remplace la présente loi
51. Rapport sur la transformation

**PARTIE XI
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

52. Entrée en vigueur
53. Titre abrégé

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«compte de régime enregistré» Le compte de régime enregistré établi aux termes du paragraphe 23 (1). («registered plan account»)

«compte de régime supplémentaire» Le compte de régime supplémentaire établi aux termes du paragraphe 39 (1). («supplementary plan account»)

«conjoint» Soit l’homme, soit la femme qui, selon le cas :

- a) sont mariés ensemble;
- b) ont contracté, de bonne foi selon la personne qui fait valoir un droit en vertu du régime, un mariage nul de nullité relative ou absolue;
- c) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité de façon continue pendant au moins trois ans;

Definitions

Définitions

- (ii) for the five years following secondary school, a post-secondary educational institution recognized by the Board of Internal Economy of the Assembly; ("enfant à charge")

"plan" means the pension plan continued under subsection 2 (1) and includes the registered plan and the supplementary plan; ("régime")

"pre-reform plan" means the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, including the amendments deemed to be made to it by subsections 50 (3) and (4) of this Act; ("régime antérieur à la réforme")

"registered plan" means the pension plan set out in Parts III, IV and V of the Act; ("régime enregistré")

"registered plan account" means the registered plan account established under subsection 23 (1); ("compte de régime enregistré")

"spouse" means either of a man and woman who,

- (a) are married to each other,
- (b) have together entered into a marriage that is voidable or void, in good faith on the part of the person asserting a right under the plan,
- (c) are not married to each other and have cohabited continuously for a period of not less than three years, or
- (d) are not married to each other and have cohabited in a relationship of some permanence, if they are the natural or adoptive parents of a child; ("conjoint")

"supplementary plan" means the pension plan set out in Parts VI, VII and VIII of the Act; ("régime supplémentaire")

"supplementary plan account" means the supplementary plan account established under subsection 39 (1). ("compte de régime supplémentaire")

Remuneration

(2) For the purposes of the Act, an individual's remuneration is the amount paid to him or her under the *Legislative Assembly Act* (other than an amount paid to reimburse him or her for expenses actually incurred) and the salary, if any, paid to him or her under the *Executive Council Act*.

Same

(3) For the purposes of the Act, the remuneration of the Information and Privacy Commissioner is the salary paid to him or her

- d) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité dans une relation d'une certaine permanence, s'ils sont les parents naturels ou adoptifs d'un enfant. («spouse»)

«enfant à charge» Relativement à une personne, s'entend de son enfant qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) il est âgé de moins de 18 ans;
- b) il est âgé de 18 ans ou plus et, depuis qu'il a atteint l'âge de 18 ans, il a poursuivi sans interruption des études à plein temps dans l'un ou l'autre des établissements suivants ou les deux :
 - (i) une école secondaire,
 - (ii) un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu par la Commission de régie interne de l'Assemblée, pendant les cinq années qui suivent l'école secondaire. («dependent child»)

(i) une école secondaire,

(ii) un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu par la Commission de régie interne de l'Assemblée, pendant les cinq années qui suivent l'école secondaire. («dependent child»)

«indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («Consumer Price Index»)

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («average Consumer Price Index»)

«régime» Le régime de retraite maintenu aux termes du paragraphe 2 (1). S'entend en outre du régime enregistré et du régime supplémentaire. («plan»)

«régime antérieur à la réforme» La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, y compris les modifications qui sont réputées y être apportées par les paragraphes 50 (3) et (4) de la présente loi. («pre-reform plan»)

«régime enregistré» Le régime de retraite établi dans les parties III, IV et V de la présente loi. («registered plan»)

«régime supplémentaire» Le régime de retraite établi dans les parties VI, VII et VIII de la présente loi. («supplementary plan»)

(2) Pour l'application de la présente loi, la rémunération d'une personne correspond au montant qui lui est versé aux termes de la *Loi sur l'Assemblée législative* (à l'exclusion des montants versés en remboursement des frais qu'elle a réellement engagés) et au traitement qui lui est versé, le cas échéant, aux termes de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

Rémunération

(3) Pour l'application de la présente loi, la rémunération du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée correspond

Idem

under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the remuneration of the Ombudsman is the salary paid to him or her under the *Ombudsman Act*.

Service (4) For the purposes of the Act, the period of service of a member of the Assembly is determined in accordance with subsection 61 (2) of the *Legislative Assembly Act*.

Deemed service (5) For the purposes of the Act, service by the Information and Privacy Commissioner and by the Ombudsman in those offices shall be deemed to be service as a member of the Assembly.

Calculation of service (6) In any calculation under the Act involving service of less than one year,

- (a) the calculation shall be made on a monthly basis;
- (b) any part of a month less than 15 days shall be disregarded; and
- (c) any part of a month not less than 15 days shall be deemed to be a month.

Calculation involving age (7) If an individual's entitlement under the Act is determined with reference to a combination of an individual's age and number of years of service, the individual's age shall be expressed in years and months and subsection (6) applies with necessary modifications.

PART II GENERAL

Pension plan continued 2. (1) The pension plan set out in the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is continued.

Primary purpose of the plan (2) The primary purpose of the plan is to provide periodic payments of allowances to members of the Assembly after their retirement and until death in respect of their service as members of the Assembly.

Application of plan 3. (1) The plan applies in respect of individuals who are members of the Assembly on or after January 1, 1992.

Same (2) The plan applies in respect of the individuals who hold office as the Information and Privacy Commissioner or as Ombudsman on or after January 1, 1992.

Membership 4. (1) Every individual who is a member of the Assembly on or after January 1, 1992 is a member of the plan. He or she ceases to be a member of the plan,

- (a) at any time he or she ceases to be a member of the Assembly; or
- (b) at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age.

au traitement qui lui est versé aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et celle de l'ombudsman, au traitement qui lui est versé aux termes de la *Loi sur l'ombudsman*.

(4) Pour l'application de la présente loi, la période de service d'un député est calculée conformément au paragraphe 61 (2) de la *Loi sur l'Assemblée législative*.

(5) Pour l'application de la présente loi, les services accomplis par le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et par l'ombudsman en ces qualités sont réputés des services accomplis à titre de député.

(6) Les règles suivantes s'appliquent au calcul des services d'une durée de moins d'un an aux termes de la présente loi :

- a) le calcul se fait sur une base mensuelle;
- b) une fraction de mois inférieure à 15 jours ne compte pas;
- c) une fraction de mois égale ou supérieure à 15 jours est réputée un mois entier.

(7) Si les droits que la présente loi accorde à une personne sont fonction d'une combinaison de l'âge et du nombre d'années de service, l'âge est exprimé en années et en mois et le paragraphe (6) s'applique avec les adaptations nécessaires.

PARTIE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. (1) Le régime de retraite établi dans la *Loi sur les allocations de retraite des députés* à l'Assemblée législative est maintenu.

(2) Le principal objet du régime consiste à prévoir le versement périodique d'allocations aux députés à l'Assemblée, après leur retraite et jusqu'à leur décès, pour les services qu'ils ont accomplis à ce titre.

3. (1) Le régime s'applique à quiconque est député à l'Assemblée le 1^{er} janvier 1992 ou après ce jour.

(2) Le régime s'applique à quiconque exerce les fonctions de commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou d'ombudsman le 1^{er} janvier 1992 ou après ce jour.

4. (1) Quiconque est député le 1^{er} janvier 1992 ou après ce jour est un participant au régime. Il cesse d'y participer :

- a) soit lorsqu'il cesse d'être député;
- b) soit à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 69 ans.

Services

Période
réputée une
période de
serviceCalcul des
servicesCalcul tenant
compte de
l'âgeMaintien du
régime de
retraitePrincipal
objetChamp
d'application
du régime

Idem

Participation

Deemed members	(2) For the purposes of the Act, the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman shall be deemed to be members of the Assembly.	(2) Pour l'application de la présente loi, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et l'ombudsman sont réputés députés.	Personnes réputées députés
Former member	(3) An individual is a former member of the plan if he or she has ceased to be a member of the plan and is entitled to be paid an allowance under the plan either immediately or in the future.	(3) Est un ancien participant au régime qui-conque a cessé d'y participer et a droit au versement d'une allocation dans le cadre de celui-ci soit immédiatement, soit plus tard.	Ancien participant
Credit for service as federal MP	5. (1) If an individual is a former member of the House of Commons of Canada who is not entitled to or is not receiving an allowance in respect of service as a member of the House of Commons of Canada, his or her service may be counted as service under this Act if the individual pays into his or her registered plan account before June 8, 1995 an amount equal to the refund of contributions received from the account maintained to provide super-annuation benefits for members of the House of Commons of Canada, with interest at the rate of 6 per cent per year.	5. (1) Si une personne est un ancien député à la Chambre des communes du Canada qui n'a pas droit à une allocation à l'égard de ses services à ce titre, ni ne touche une telle allocation, ces services peuvent être décomptés comme services visés par la présente loi si elle verse à son compte de régime enregistré, avant le 8 juin 1995, un montant égal au remboursement des cotisations qu'elle a reçu du compte des prestations de retraite des députés à la Chambre des communes, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
Limit	(2) A period of service after 1989 shall not be counted under subsection (1) for the purposes of the registered plan unless the period is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the <i>Income Tax Regulations</i> (Canada).	(2) Une période de service postérieure à 1989 ne peut être décomptée aux termes du paragraphe (1) aux fins du régime enregistré que si elle est approuvée conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Plafond
Exemption from seizure, execution or attachment	6. Section 66 of the <i>Pension Benefits Act</i> applies with necessary modifications with respect to money payable under this Act.	6. L'article 66 de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux sommes payables aux termes de la présente loi.	Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arrêt
Effect on teachers' pension	7. Despite clause 2 (3) (b) of Schedule 1 to the <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , this Act does not affect the rights of a person under that Act.	7. Malgré l'alinéa 2 (3) b) de l'annexe 1 de la loi intitulée <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , la présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que prévoit cette autre loi.	Incidence sur les pensions des enseignants

PART III REGISTERED PLAN

Member contributions	8. (1) Subject to subsection (3), every member of the plan shall contribute an amount equal to 10 per cent of his or her remuneration.
Remittance	(2) The member's contribution must be deducted monthly from his or her remuneration and credited to the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .
Contributions eliminated	(3) A member is not entitled to make a contribution under the plan for any period after June 7, 1995.
Refund	(4) The member is entitled to a refund of contributions made for any period after June 7, 1995 together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent. The refund is to be

PARTIE III RÉGIME ENREGISTRÉ

8. (1) Sous réserve du paragraphe (3), chaque participant au régime verse une cotisation correspondant à 10 pour cent de sa rémunération.	Cotisations des participants
(2) La cotisation du participant est déduite tous les mois de sa rémunération et portée au crédit du Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Remise
(3) Le participant n'a pas le droit de verser une cotisation dans le cadre du régime à l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995.	Élimination des cotisations
(4) Le participant a droit au remboursement des cotisations qu'il a versées à l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour	Remboursement

paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account.

Same, Information and Privacy Commissioner and Ombudsman

(5) If the Information and Privacy Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, notifies the Speaker within four months after this Act receives Royal Assent that he or she intends to purchase credit in the Public Service Pension Plan for the service to which the refund relates, his or her refund (together with interest) shall be paid,

(a) to the Public Service Pension Plan, to the extent necessary to satisfy his or her contributions under the Plan for the service; and

(b) to the Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, to the extent that there is any money remaining after payment is made under clause (a).

Entitlement to allowance

9. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance determined under section 10 during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,

(a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and

(b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Allowance at age 69

(3) If an individual is a member of the plan at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age, the individual is entitled to be paid an allowance at the beginning of the next calendar year.

Amount of allowance

10. (1) The amount of an individual's allowance under section 9 for the calendar year in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$$

in which,

“A” equals the lesser of,

(a) 2 per cent of the individual's average annual remuneration, and

cent. Le remboursement est prélevé sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative.

(5) Si, dans les quatre mois qui suivent le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou l'ombudsman, selon le cas, avise le président de l'Assemblée qu'il a l'intention de racheter des éléments de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires pour les services auxquels le remboursement se rattache, le montant qui lui est remboursé (majoré des intérêts) est versé :

a) d'une part, au Régime de retraite des fonctionnaires, dans la mesure nécessaire pour acquitter les cotisations prévues par celui-ci au titre de ces services;

b) d'autre part, au commissaire ou à l'ombudsman, selon le cas, dans la mesure où le versement prévu à l'alinéa a) laisse un reliquat.

9. (1) A droit à une allocation annuelle viagère calculée aux termes de l'article 10 toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.

(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :

a) le jour où la personne cesse de participer au régime;

b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.

(3) Toute personne qui participe au régime à la fin de l'année civile au cours de laquelle elle atteint l'âge de 69 ans a droit au versement d'une allocation au début de l'année civile suivante.

10. (1) Le montant de l'allocation qu'une personne touche aux termes de l'article 9 pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$$

où :

«A» est égal au moindre des montants suivants :

a) 2 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne,

Idem, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et ombudsman

Droit à une allocation

Idem

Allocation versée à l'âge de 69 ans

Montant de l'allocation

(b) the defined benefit limit for the year in which the allowance begins;

“B” equals the amount of his or her service as a member of the Assembly after 1991 and before June 8, 1995;

“C” equals the number of months in the period from the day on which the allowance begins to the day that is the earliest of,

(a) the day on which the individual reaches 60 years of age,

(b) the day on which the individual would have completed 30 years of service as a member of the Assembly, had the individual remained a member of the Assembly, and

(c) the day on which the sum of the individual's age and his or her years of service as a member of the Assembly would have equalled 80, if the individual had remained a member of the Assembly, and

“D” equals,

(a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992 and without increase or indexation as provided in that plan, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and

(b) in any other case, nil.

(2) The amount of an individual's allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$E \times (F / G) + H$$

in which,

“E” equals the amount calculated under subsection (1) for the individual, assuming that the value of D in that calculation is nil;

“F” equals the average Consumer Price Index for the calendar year;

“G” equals the average Consumer Price Index for the calendar year in which the allowance began; and

“H” equals,

b) le plafond des prestations déterminées pour l'année au cours de laquelle l'allocation commence à être versée;

«B» est égal aux services que la personne a accomplis à titre de député après 1991, mais avant le 8 juin 1995;

«C» est égal au nombre de mois compris dans la période qui débute le jour où l'allocation commence à être versée et qui se termine le premier en date des jours suivants :

a) le jour où la personne atteint l'âge de 60 ans,

b) le jour où elle aurait terminé 30 années de service à titre de député si elle était encore député,

c) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député aurait été de 80 si elle était encore député;

«D» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, mais sans l'augmentation ou l'indexation prévue par ce régime, si ce dernier s'était appliqué à elle,

b) dans les autres cas, zéro.

(2) Le montant de l'allocation d'une personne pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$E \times (F / G) + H$$

où :

«E» est égal au montant calculé aux termes du paragraphe (1) pour la personne, en supposant que la valeur du terme «D» utilisé dans ce calcul est de zéro;

«F» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile;

«G» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«H» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

Same

Idem

	<p>(a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and</p> <p>(b) in any other case, nil.</p>	<p>a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, si ce régime s'était appliqué à elle,</p> <p>b) dans les autres cas, zéro.</p>	
Average annual remuneration	<p>(3) For the purposes of "A" in subsection (1), the individual's average annual remuneration is 12 times the average monthly indexed remuneration for the period of service as a member of the Assembly.</p>	<p>(3) Pour l'application du terme «A» du paragraphe (1), la rémunération annuelle moyenne de la personne correspond à 12 fois sa rémunération mensuelle indexée moyenne pour la période de ses services à titre de député.</p>	Rémunération annuelle moyenne
Same	<p>(4) Despite subsection (3), if the individual has more than three non-overlapping periods of 12 consecutive months of service as a member of the Assembly, his or her average annual remuneration is one-third of the greatest of all amounts each of which is the sum of indexed remuneration for each of the months in any three of the periods.</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (3), si la personne compte plus de trois périodes non chevauchantes de 12 mois consécutifs de service à titre de député, sa rémunération annuelle moyenne correspond au tiers du plus élevé des montants représentant chacun la somme de sa rémunération indexée pour chacun des mois compris dans trois quelconques de ces périodes.</p>	Idem
Monthly indexed remuneration	<p>(5) Indexed remuneration of an individual for a month is the remuneration for the month multiplied by the ratio of A to B where,</p> <p>"A" equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the allowance begins to be paid to the individual; and</p> <p>"B" equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the remuneration is paid.</p>	<p>(5) La rémunération indexée d'une personne pour un mois correspond à la rémunération de ce mois multipliée par le rapport entre «A» et «B» où :</p> <p>«A» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation commence à être versée à la personne;</p> <p>«B» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle la rémunération est versée.</p>	Rémunération mensuelle indexée
Definitions	<p>(6) For the purposes of this section,</p> <p>"average wage" means average wage as defined in subsection 147.1 (1) of the <i>Income Tax Act</i> (Canada); ("salaire moyen")</p> <p>"defined benefit limit" means defined benefit limit as defined in subsection 8500 (1) of the <i>Income Tax Regulations</i> (Canada). ("plafond des prestations déterminées")</p>	<p>(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>«plafond des prestations déterminées» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). («defined benefit limit»)</p> <p>«salaire moyen» S'entend au sens du paragraphe 147.1 (1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). («average wage»)</p>	Définitions
Post-retirement spousal allowance	<p>11. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.</p>	<p>11. (1) Au décès d'un ancien participant au régime qui touche une allocation aux termes de la présente partie, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.</p>	Allocation au conjoint après la retraite
Same	<p>(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,</p> <p>(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and</p>	<p>(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :</p> <p>a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H»</p>	Idem

des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;

- (b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.

- b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.

Children's allowance

(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.

Allocation aux enfants

(3) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation aux termes de la présente partie et qui ne laisse pas de conjoint mais laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint de l'ancien participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.

Termination of child's allowance

(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

(4) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

Pre-retirement spousal allowance

12. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

12. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Allocation au conjoint avant la retraite

Amount of spousal allowance

(2) The amount of the allowance under subsection (1) for the calendar year in which the member dies is the sum of,

(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour l'année civile au cours de laquelle décède le participant est égal au total des montants suivants :

Montant de l'allocation au conjoint

- (a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of C and D in that subsection is zero; and

- a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «C» et «D» de ce paragraphe est de zéro;

- (b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of A, B and C in that subsection is zero.

- b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «A», «B» et «C» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.

Same

(3) The amount of the allowance under subsection (1) for a calendar year subsequent to the year of death is the sum of,

(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour une année civile postérieure à l'année du décès est égal au total des montants suivants :

Idem

- (a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of H in that subsection is zero; and

- a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur du terme «H» de ce paragraphe est de zéro;

	(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of E, F and G in that subsection is zero.	(b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur des termes «E», «F» et «G» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.	
Children's allowance	(4) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1), if the spouse had survived the member.	(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.	Allocation aux enfants
Survivor's allowance	(5) If a spouse entitled to be paid an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.	(5) Au décès du conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.	Allocation aux enfants survivant au conjoint
Termination of child's allowance	(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Former member, spousal allowance	13. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	13. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	Ancien participant : allocation au conjoint
Same	(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.	(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.	Idem
Amount of spousal allowance	(3) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,	(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :	Montant de l'allocation au conjoint
	(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and	a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H» des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;	
	(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.	b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.	

Reduced allowance	(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3) and reduced on an actuarially-equivalent basis.	(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.	Allocation réduite
Children's allowance	(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.	(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.	Allocation aux enfants
Termination of child's allowance	(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Refund of contributions before vesting	14. (1) An individual who ceases to be a member of the plan after 1991 but before becoming eligible for an allowance is entitled to a refund of his or her contributions together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent.	14. (1) La personne qui cesse de participer au régime après 1991, mais avant de devenir admissible à une allocation, a droit au remboursement de ses cotisations, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Remboursement des cotisations avant l'acquisition
Application for refund	(2) The individual is not entitled to be paid the refund until the Speaker has received a written application for it.	(2) La personne n'a pas le droit de recevoir le remboursement avant que le président de l'Assemblée n'ait reçu une demande écrite à cet effet.	Demande de remboursement
100 per cent rule (refund of contributions)	15. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance or a member of the plan dies and no one becomes entitled to be paid an allowance under section 11, 12 or 13, his or her estate is entitled to payment of the amount, if any, by which A exceeds B, both as determined under subsection (2).	15. (1) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation ou d'un participant, sa succession a droit au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B», les deux étant calculés aux termes du paragraphe (2), si personne n'a droit à une allocation aux termes de l'article 11, 12 ou 13.	Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)
Same	(2) For the purposes of subsection (1), "A" equals the amount of the former member's or the member's contributions together with interest at an annual rate of 6 per cent up to the earlier of, (a) the date, if any, on which he or she began to be paid the allowance, and (b) the date of death; and "B" equals the total amount, if any, of the allowance paid to him or her up to the date of death.	(2) Pour l'application du paragraphe (1) : «A» est égal au montant des cotisations de l'ancien participant ou du participant, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent jusqu'au premier en date des jours suivants : a) le jour où il a commencé à toucher l'allocation, le cas échéant, b) le jour du décès; «B» est égal au montant total éventuel de l'allocation qu'il a touchée jusqu'au jour du décès.	Idem
Reinstatement of service	16. (1) An individual who receives a refund and who again becomes a member of the plan before June 8, 1995 is entitled to reinstatement of the service in respect of which the refund was made if he or she pays the amount refunded together with interest calculated at the annual rate of 6 per cent to the Minister of Finance.	16. (1) La personne qui reçoit un remboursement et qui recommence à participer au régime avant le 8 juin 1995 a droit à la validation des services visés par le remboursement si elle remet au ministre des Finances le montant remboursé, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Validation des services antérieurs

Direct transfer	<p>(2) Despite subsection (1), the member is not entitled to a reinstatement of service before 1992 unless,</p> <p>(a) the amount originally refunded to him or her was contributed at that time to a registered retirement savings plan, a deferred profit sharing plan or another registered pension plan within the meaning of the <i>Income Tax Act</i> (Canada); and</p> <p>(b) the money paid to the Minister of Finance to reinstate the service is withdrawn from a registered retirement savings plan, a deferred profit sharing plan or another registered pension plan.</p>	<p>(2) Malgré le paragraphe (1), le participant n'a droit à la validation des services qu'il a accomplis avant 1992 que si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) le montant qui lui a été remboursé a été viré à un régime enregistré d'épargne-retraite, à un régime de participation différée aux bénéfices ou à un autre régime de pension agréé au sens de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada);</p> <p>b) le montant remis au ministre des Finances pour valider les services est retiré d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un régime de participation différée aux bénéfices ou d'un autre régime de pension agréé.</p>	Virement direct
Restriction	<p>(3) Despite subsection (1), the member is not entitled to a reinstatement of service after 1989 unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the <i>Income Tax Regulations</i> (Canada).</p>	<p>(3) Malgré le paragraphe (1), le participant n'a droit à la validation des services qu'il a accomplis après 1989 que si ces services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).</p>	Restriction
Assignment prohibited	<p>17. (1) No right under the plan of a member or former member is capable of being assigned, charged, anticipated, given as security or surrendered except as provided in this section.</p>	<p>17. (1) Aucun droit d'un participant ou d'un ancien participant dans le cadre du régime ne peut être cédé, grevé, anticipé ou offert en garantie, ni faire l'objet d'une renonciation, si ce n'est dans les cas prévus par le présent article.</p>	Cession interdite
Exception	<p>(2) A right may be assigned under a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written agreement in settlement of rights arising as a consequence of the breakdown of a conjugal relationship between an individual and his or her spouse or former spouse.</p>	<p>(2) Un droit peut être cédé aux termes d'un jugement ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit en règlement des droits découlant de l'échec de l'union conjugale entre deux conjoints ou ex-conjoints.</p>	Exception
Same	<p>(3) A right may be assigned by the legal representative of a deceased individual on the distribution of the individual's estate.</p>	<p>(3) Le représentant personnel d'un défunt peut céder un droit lors de la distribution de la succession de ce dernier.</p>	Idem
<div> <div>PART IV</div> <div>CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN</div> </div> <div> <div>PARTIE IV</div> <div>TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ</div> </div>			
Credit for service before June 8, 1995	<p>18. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her registered plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.</p>	<p>18. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime enregistré le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.</p>	Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
Amount of credit	<p>(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part III for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.</p>	<p>(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie III pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.</p>	Montant du crédit
Part III benefits	<p>(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part III are calculated in</p>	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie III sont calculées</p>	Prestations visées à la partie III

accordance with that Part with the following modifications:

1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part III even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.
2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with section 10.
3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.

Commuted value

(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.

Interest

(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount described in subsection (2) is credited to the individual's registered plan account.

Conversion date

(6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.

Effect of receiving credit

19. No individual who receives credit under subsection 18 (1) is entitled to be paid benefits under Part III for service as a member of the Assembly.

Election re credit

20. (1) An individual who receives credit under subsection 18 (1) shall elect whether to have the credit remain in the registered plan account or to transfer an amount equal to the credit to a locked-in retirement account.

Statement re election

(2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.

Same

(3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.

Deemed election

(4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the registered plan account.

Transfer to locked-in retirement account

21. (1) This section applies if an individual elects the transfer described in subsection 20 (1) to a locked-in retirement account.

conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.
2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément à l'article 10.
3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.

Valeur de rachat

(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.

Intérêts

(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au paragraphe (2) est porté au crédit du compte de régime enregistré de la personne.

Date de transformation

(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.

Effet du crédit

19. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie III pour les services qu'il a accomplis à titre de député si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1).

Choix relatif au crédit

20. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime enregistré, soit de le transférer à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.

État relatif au choix

(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offrent à elle.

Idem

(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.

Omission réputée un choix

(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime enregistré.

Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds

21. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit le transfert, visé au paragraphe 20 (1), à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.

Payment	(2) The Minister of Finance shall pay to the individual's locked-in retirement account an amount equal to the individual's credit in the registered plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the registered plan account until the date on which the Minister makes the payment to the locked-in retirement account.	(2) Le ministre des Finances verse dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds de la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime enregistré jusqu'à celui où le ministre verse le montant dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds.	Versement
Same	(3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.	(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.	Idem
Locked-in retirement account	(4) The locked-in retirement account must meet the requirements established under the <i>Pension Benefits Act</i> for such an account, with necessary modifications.	(4) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds doit satisfaire, avec les adaptations nécessaires, aux exigences fixées à l'égard d'un tel compte par la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> .	Compte de retraite avec immobilisation des fonds
Same	(5) The locked-in retirement account must not permit any payment to be made to the individual before the later of, (a) the date on which he or she ceases to be a member of the plan; and (b) the date on which he or she reaches 55 years of age.	(5) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds ne doit pas permettre le versement d'un montant à la personne avant le dernier en date des jours suivants : (a) le jour où elle cesse de participer au régime; (b) le jour où elle atteint l'âge de 55 ans.	Idem
Effect of payment	(6) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the registered plan for service before June 8, 1995 when the payment is made to the locked-in retirement account.	(6) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime enregistré pour les services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995 lorsque le versement dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds est effectué.	Effet du versement

PART V REGISTERED PLAN PAYMENTS

Trust established	22. The Speaker shall establish a trust for the purpose of receiving contributions from the Minister of Finance under section 25, accruing interest and earnings on the contributions and making payments in accordance with the terms of the registered plan.
Registered plan account	23. (1) The Speaker shall establish and maintain a registered plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.
Same	(2) All payments or transfers made under the registered plan in respect of an individual must be charged to his or her registered plan account.
Vesting	(3) Amounts properly credited to a member's registered plan account vest in the member when credited.
Interest	(4) Interest accumulates on amounts credited to a registered plan account under subsec-

PARTIE V FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME ENREGISTRÉ

22. Le président de l'Assemblée constitue une fiducie où sont reçus les montants versés par le ministre des Finances aux termes de l'article 25, où s'accumulent les intérêts courus et les gains réalisés sur ces montants et d'où sont effectués les versements conformément aux conditions du régime enregistré.	Constitution d'une fiducie
23. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime enregistré pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.	Compte de régime enregistré
(2) Tous les versements ou transferts effectués dans le cadre du régime enregistré à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime enregistré.	Idem
(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime enregistré.	Acquisition
(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime enregistré aux termes des paragraphes 18 (1) et	Intérêts

tions 18 (1) and 24 (1). Interest must be credited to the account at least annually.

Rate of interest

(5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the trust established in section 22 less one per cent.

Same

(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the *Bank of Canada Review* over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.

Money purchase credit

24. (1) Every month, the Minister of Finance shall credit to a plan member's registered plan account an amount equal to 5 per cent of the member's remuneration for that month.

Money purchase limit

(2) Despite subsection (1), the Minister shall not credit a member's registered plan account with an amount for a calendar year greater than the money purchase limit for the year as defined in subsection 147.1 (1) of the *Income Tax Act* (Canada).

Contributions by Minister

25. (1) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the trust established under section 22 the amounts credited to all registered plan accounts in respect of members' service after June 7, 1995.

Same

(2) The Minister shall make the payment not later than September 1, 1996 in respect of service during 1995.

Statement of benefits and options

26. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under sections 27 and 28. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.

Same

(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 29 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.

Entitlement to lifetime pension

27. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime

24 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.

Taux d'intérêt

(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.

Idem

(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans des particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la *Revue de la Banque du Canada*, au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.

Credit des cotisations déterminées

24. (1) Chaque mois, le ministre des Finances porte au crédit du compte de régime enregistré de chaque participant un montant égal à 5 pour cent de sa rémunération pour le mois.

Plafond des cotisations déterminées

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre ne doit pas, pour une année civile, porter au crédit du compte de régime enregistré du participant un montant supérieur au plafond des cotisations déterminées pour l'année au sens du paragraphe 147.1 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Montants versés par le ministre

25. (1) Le ministre des Finances verse à la fiducie constituée aux termes de l'article 22, par prélèvement sur le Trésor, les montants portés au crédit de tous les comptes de régime enregistré à l'égard des services accomplis par les participants après le 7 juin 1995.

Idem

(2) Le ministre verse les montants au plus tard le 1^{er} septembre 1996 à l'égard des services accomplis en 1995.

État des prestations et des options

26. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offrent les articles 27 et 28. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où le participant cesse de participer au régime.

Idem

(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 29 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.

Droit à une pension viagère

27. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a

	pension described in this section upon ceasing to be a member.	droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.	
Size of pension	(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's registered plan account when he or she ceases to be a member.	(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime enregistré de la personne au moment où elle cesse de participer au régime.	Capital de la pension
Form of pension	(3) The pension must meet the following requirements: 1. It must be in a form acceptable for pensions that are payable from money purchase pension plans registered under the <i>Income Tax Act</i> (Canada). 2. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan, it must be payable in a joint and survivor form. The member must be permitted to waive the joint and survivor payments with the consent of his or her spouse. 3. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan and the pension is to be paid in a joint and survivor form, the spouse must be entitled to receive 60 per cent of the amount payable under the pension to the member. 4. Payment of the pension must begin, i. no earlier than the later of the date on which the individual ceased to be a member of the plan and the date on which he or she reaches 55 years of age, and ii. no later than the last day of the calendar year in which the individual reaches 69 years of age.	(3) La pension doit satisfaire aux exigences suivantes : 1. Elle doit avoir une forme acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréées en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). 2. Elle doit être réversible si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime. Le participant doit être autorisé à renoncer à la réversibilité des versements avec le consentement de son conjoint. 3. Si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime et que la pension est réversible, le conjoint doit avoir droit à 60 pour cent du montant payable au participant aux termes de la pension. 4. La pension doit commencer à être versée : i. au plus tôt le dernier en date du jour où la personne a cessé de participer au régime et du jour où elle atteint l'âge de 55 ans, ii. au plus tard le dernier jour de l'année civile au cours de laquelle la personne atteint l'âge de 69 ans.	Forme de pension
Preference re pension	(4) The individual shall notify the Speaker in writing of the form of pension that the individual wishes to receive and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).	(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée de la forme de pension qu'elle souhaite se voir verser.	Préférences quant à la pension
Same	(5) If the individual does not notify the Speaker of his or her wishes as to the form of the pension within the 60-day period, he or she shall be paid a pension in that meets the requirements set out in subsection (3) and that, (a) does not have a guarantee period; (b) is not indexed; and (c) meets such other conditions as the Speaker may decide.	(5) Si la personne n'avise pas le président de ses préférences quant à la forme de pension dans le délai de 60 jours, il lui est versé une pension qui satisfait aux exigences énoncées au paragraphe (3) et qui : a) n'a pas de période garantie; b) n'est pas indexée; c) remplit les autres conditions qu'impose le président.	Idem
Portability rights	28. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death may transfer the balance in his or her registered plan account to a locked-in retirement account or a life income fund that satis-	28. (1) Toute personne qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès peut transférer le solde de son compte de régime enregistré à un compte de retraite avec immobilisation des fonds ou à un fonds	Transférabilité

fies the conditions established under the *Pension Benefits Act* for those accounts or funds, with necessary modifications.

Payment	(2) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the individual's locked-in retirement account or life income fund, as the case may be, an amount equal to the balance in the individual's registered plan account.	(2) Le ministre des Finances verse, par prélèvement sur le Trésor, au compte de retraite avec immobilisation des fonds ou au fonds de revenu viager, selon le cas, de la personne un montant égal au solde de son compte de régime enregistré.	Versement
Effect of transfer	(3) No individual who makes a transfer described in subsection (1) is entitled to a pension under section 27.	(3) Nul n'a droit à la pension prévue à l'article 27 s'il effectue le transfert visé au paragraphe (1).	Effet du transfert
Notice to Speaker	(4) The individual shall notify the Speaker in writing if he or she wishes to make a transfer described in subsection (1) and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).	(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée si elle souhaite effectuer le transfert visé au paragraphe (1).	Avis donné au président
Deemed choice	(5) The individual shall be deemed not to wish to make a transfer described in subsection (1) if the individual does not notify the Speaker within the 60-day period that he or she wishes to do so.	(5) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours de son intention d'effectuer le transfert visé au paragraphe (1) est réputé ne pas avoir l'intention de ce faire.	Omission réputée un choix
Pre-retirement spousal entitlement	29. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the member's death to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the <i>Income Tax Act</i> (Canada).	29. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-champ au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Droit du conjoint avant la retraite
Election	(2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (2).	(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.	Choix
Deemed election	(3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.	(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.	Omission réputée un choix
Entitlement of beneficiary	(4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit du bénéficiaire
Entitlement of estate	(5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit de la succession

PART VI SUPPLEMENTARY PLAN

Entitlement to allowance 30. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance during his or her lifetime.

Same (2) The allowance begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,

- (a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and
- (b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Amount of allowance (3) The amount of the allowance for the calendar year in which it begins is calculated using the formula,

$$A - B$$

in which,

“A” equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years; and

“B” equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (1).

Same (4) Subject to subsection (6), the amount of the allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$A \times (C / D) - E$$

in which,

“A” equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years;

“C” equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year;

“D” equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year in which the allowance began;

“E” equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (2).

PARTIE VI RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

30. (1) A droit à une allocation annuelle viagère toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.

Droit à une allocation

(2) L'allocation commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :

Idem

- a) le jour où la personne cesse de participer au régime;
- b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.

(3) Le montant de l'allocation pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

Montant de l'allocation

$$A - B$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«B» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (1).

(4) Sous réserve du paragraphe (6), le montant de l'allocation pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

Idem

$$A \times (C / D) - E$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«C» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile;

«D» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«E» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (2).

Average
annual remuneration

(5) For the purposes of the variable A in subsections (3) and (4), the individual's average annual remuneration is his or her average annual remuneration during any 36 months of service as a member of the Assembly, which months need not be consecutive, during which his or her remuneration was highest.

Annual inflation rate over 2 per cent

(6) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of subsection (4). The amount in excess of 2 per cent for a year shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).

Post-retirement spousal allowance

31. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where,

"A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under subsection 19 (1) of the pre-reform plan if that subsection had applied in respect of the former member on the date of death; and

"B" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 11 (1).

Children's allowance

(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.

Termination of child's allowance

(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Pre-retirement spousal allowance

32. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Amount of spousal allowance

(2) The allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where,

"A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under clause 19 (3) (a) of the pre-reform plan, if that clause had applied in respect of the member on the date of death; and

(5) Pour l'application du terme «A» des paragraphes (3) et (4), la rémunération annuelle moyenne de la personne correspond à sa rémunération annuelle moyenne pour les 36 mois de service à titre de député, consécutifs ou non, pendant lesquels sa rémunération était la plus élevée.

Rémunération annuelle moyenne

(6) Si l'augmentation d'une année à l'autre de la moyenne de l'indice des prix à la consommation est supérieure à 2 pour cent, elle est réputée être de 2 pour cent pour l'application du paragraphe (4). La tranche supérieure à 2 pour cent pour une année est reportée à une année ultérieure au cours de laquelle l'augmentation est inférieure à 2 pour cent (dans la mesure nécessaire pour faire passer à 2 pour cent la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour cette année-là).

Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent

31. (1) Au décès d'un ancien participant au régime qui touche une allocation aux termes de la présente partie, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Allocation au conjoint après la retraite

(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B» où :

Idem

«A» est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes du paragraphe 19 (1) du régime antérieur à la réforme, si ce paragraphe s'était appliqué à l'ancien participant le jour du décès;

«B» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 11 (1).

(3) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation aux termes de la présente partie et qui ne laisse pas de conjoint mais laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint de l'ancien participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.

Allocation aux enfants

(4) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

32. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Allocation au conjoint avant la retraite

(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) est égale au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B» où :

Montant de l'allocation au conjoint

«A» est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes de l'alinéa 19 (3) a) du régime antérieur à la réforme, si cet alinéa s'était appliqué au participant le jour du décès;

“B” equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 12 (1).

Children's allowance

(3) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1) if the spouse had survived the member.

Survivor's allowance

(4) If a spouse entitled to an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.

Termination of child's allowance

(5) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Former member, spousal allowance

33. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) and his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Amount of spousal allowance

(3) The amount of the allowance under subsection (1) is calculated using the formula,

$$A + B - C$$

in which,

“A” equals 60 per cent of the allowance to which the former member would have been entitled under the pre-reform plan on the day the allowance under subsection (1) begins, had the pre-reform plan applied in respect of the former member;

“B” equals in respect of each dependent child of the former member at the date of death, to a maximum of three children, 10 per cent of the allowance referred to in the definition of the variable A; and

“C” equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 13 (1).

Reduced allowance

(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3)

«B» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 12 (1).

(3) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.

Allocation aux enfants

(4) Au décès d'un conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.

Allocation aux enfants survivant au conjoint

(5) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

33. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Ancien participant : allocation au conjoint

(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.

Idem

(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est calculé selon la formule suivante :

Montant de l'allocation au conjoint

$$A + B - C$$

où :

«A» est égal à 60 pour cent de l'allocation à laquelle l'ancien participant aurait eu droit dans le cadre du régime antérieur à la réforme le jour où l'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée, si ce régime s'était appliqué à lui;

«B» est égal à 10 pour cent de l'allocation mentionnée dans la définition du terme «A» à l'égard de chacun des enfants à charge de l'ancien participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois;

«C» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 13 (1).

(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.

Allocation réduite

and reduced on an actuarially-equivalent basis.

Children's allowance

(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.

Termination of child's allowance

(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.

Allocation aux enfants

(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

PART VII CONVERSION OF THE SUPPLEMENTARY PLAN

Credit for service before June 8, 1995

34. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her supplementary plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.

Amount of credit

(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part VI for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.

Part VI benefits

(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part VI are calculated in accordance with that Part with the following modifications:

1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part VI even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.
2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with subsection 30 (5).
3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.

Commuted value

(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.

Interest

(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount

PARTIE VII TRANSFORMATION DU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

34. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime supplémentaire le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.

Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995

(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie VI pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.

Montant du crédit

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie VI sont calculées conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

Prestations visées à la partie VI

1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.
2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément au paragraphe 30 (5).
3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.

(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.

Valeur de rachat

(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au paragra-

Intérêts

described in subsection (2) is credited to the individual's supplementary plan account.

Conversion date (6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.

Effect of receiving credit 35. No individual who receives credit under subsection 34 (1) is entitled to be paid benefits under Part VI.

Election re credit 36. (1) An individual who receives credit under subsection 34 (1) shall elect whether to have the credit remain in the supplementary plan account or to be paid an amount equal to the credit as a lump sum.

Statement re election (2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.

Same (3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.

Deemed election (4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the supplementary plan account.

Lump sum payment 37. (1) This section applies if an individual elects to receive the lump sum payment described in subsection 34 (1).

Payment (2) The Minister of Finance shall pay to the individual an amount equal to the individual's credit in the supplementary plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the supplementary plan account until the date on which the Minister makes the lump sum payment to the individual.

Same (3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.

Effect of payment (4) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the supplementary plan when the Minister pays him or her the lump sum.

PART VIII SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS

Arrangements for payment 38. The Minister of Finance may make whatever arrangements he or she considers appropriate to provide for the payment of pensions under this Part.

Supplementary plan account 39. (1) The Speaker shall establish and maintain a supplementary plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.

phe (2) est porté au crédit du compte de régime supplémentaire de la personne.

(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.

35. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie VI si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1).

36. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime supplémentaire, soit de le toucher sous forme de somme forfaitaire.

(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offre à elle.

(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.

(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime supplémentaire.

37. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit la somme forfaitaire visée au paragraphe 34 (1).

(2) Le ministre des Finances verse à la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime supplémentaire jusqu'à celui où le ministre verse la somme forfaitaire à la personne.

(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.

(4) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime supplémentaire lorsque le ministre lui verse la somme forfaitaire.

PARTIE VII FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

38. Le ministre des Finances peut prendre tous les arrangements qu'il juge appropriés pour prévoir le versement des pensions prévues par la présente partie.

39. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime supplémentaire pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.

Date de transformation

Effet du crédit

Choix relatif au crédit

État relatif au choix

Idem

Omission réputée un choix

Somme forfaitaire

Versement

Idem

Effet du versement

Arrangements

Compte de régime supplémentaire

Same	(2) All payments made under the supplementary plan in respect of an individual must be charged to his or her supplementary plan account.	(2) Tous les versements effectués dans le cadre du régime supplémentaire à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime supplémentaire.	Idem
Vesting	(3) Amounts properly credited to a member's supplementary plan account vest in the member when credited.	(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime supplémentaire.	Acquisition
Interest	(4) Interest accumulates on the amount credited to a supplementary plan account under subsection 34 (1). Interest must be credited to the account at least annually.	(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime supplémentaire aux termes du paragraphe 34 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.	Intérêts
Rate of interest	(5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the trust established in section 22 less one per cent.	(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.	Taux d'intérêt
Same	(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the <i>Bank of Canada Review</i> over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.	(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans des particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la <i>Revue de la Banque du Canada</i> , au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.	Idem
Statement of benefits and options	40. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under section 41. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.	40. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offre l'article 41. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où la personne cesse de participer au régime.	État des prestations et des options
Same	(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 42 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.	(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 42 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.	Idem
Entitlement to lifetime pension	41. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime pension described in this section upon ceasing to be a member.	41. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.	Droit à une pension viagère
Size of pension	(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's supplementary plan account when he or she ceases to be a member.	(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime supplémentaire de la personne au moment où elle cesse de participer au régime.	Capital de la pension
Form of pension	(3) Subsections 27 (3) to (5) apply, with necessary modifications, with respect to the pension.	(3) Les paragraphes 27 (3) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la pension.	Forme de pension
Pre-retirement spousal entitlement	42. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the	42. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-	Droit du conjoint avant la retraite

member's death to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the *Income Tax Act* (Canada).

Election (2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 40 (2).

Deemed election (3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.

Entitlement of beneficiary (4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

Entitlement of estate (5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

PART IX ADMINISTRATION

Administration of Act 43. The Act is administered by the Speaker.

Consolidated Revenue Fund 44. (1) All contributions to the plan made by plan members shall be paid to the Consolidated Revenue Fund and all amounts to be credited under the plan are credited to the Consolidated Revenue Fund.

Same (2) All payments and transfers to be made under the plan are a charge on and payable from the Consolidated Revenue Fund.

Accounts in the CRF 45. (1) The Minister of Finance shall establish an account in the Consolidated Revenue Fund in which all credits, receipts and disbursements under the registered plan must be entered, and one in which all credits, receipts and disbursements under the supplementary plan must be entered.

Transfers from Consolidated Revenue Fund (2) Each year, the Minister of Finance shall credit to the applicable account in the Consolidated Revenue Fund such amounts as the Lieutenant Governor in Council may direct to provide for payments under the registered plan or the supplementary plan, as the case may be.

champ au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 40 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.

(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.

(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

PARTIE IX APPLICATION

43. Le président de l'Assemblée est chargé de l'application de la présente loi.

44. (1) Toutes les cotisations des participants au régime sont versées au Trésor et tous les montants à porter à leur crédit dans le cadre du régime sont portés au crédit du Trésor.

(2) Tous les paiements et transferts à effectuer dans le cadre du régime sont portés au débit du Trésor et prélevés sur celui-ci.

45. (1) Le ministre des Finances établit un compte du Trésor où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime enregistré et un deuxième où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime supplémentaire.

(2) Chaque année, le ministre des Finances porte au crédit du compte approprié du Trésor les montants que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil pour prévoir les paiements à faire dans le cadre du régime enregistré ou du régime supplémentaire, selon le cas.

Choix

Omission
réputée un
choixDroit du
bénéficiaireDroit de la
successionApplication
de la Loi

Trésor

Idem

Comptes du
TrésorVirements
sur le Trésor

Extension of
deadlines

46. The Speaker may extend any deadline established under the Act and may do so before or after the deadline has passed if, in the Speaker's opinion,

- (a) there are special circumstances justifying the extension; and
- (b) the extension will not result in additional costs to the plan.

Payment of
allowances

47. (1) Unless otherwise provided in the Act, allowances payable under the plan shall be paid monthly in equal amounts.

Same

(2) Amounts paid under the plan in respect of an individual who becomes a former member before June 8, 1995 shall be paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*.

Purchase of
annuities

48. (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of the pension to which an individual is entitled under the registered plan or the supplementary plan.

Same

(2) The annuity provided by the annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the pension to which it relates.

Discharge of
rights

(3) The purchase of an annuity contract discharges the rights under the Act of the individual and of any other person in respect of the individual.

Authorized
company

(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.

PART X TRANSITION

Benefits in
lieu

49. (1) The benefits provided under the plan in respect of individuals who were members of the Assembly on or after January 1, 1992 are in lieu of the benefits, if any, provided in respect of those individuals under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*.

Certain
individuals

(2) An individual who is a member of the Assembly on June 8, 1995 and who ceases to be a member of the Assembly before the day on which the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent is entitled only to the benefits provided under the plan.

Application of
predecessor Act

50. (1) Despite its repeal and except as otherwise provided in this section, the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* con-

46. Le président de l'Assemblée peut proroger tout délai imparti aux termes de la présente loi avant ou après son expiration si, à son avis :

- a) d'une part, des circonstances particulières justifient la prorogation;
- b) d'autre part, la prorogation n'entraîne pas de coût supplémentaire pour le régime.

Prorogation
des délais

47. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, les allocations payables dans le cadre du régime sont versées tous les mois selon le même montant.

Versement
des allocations

(2) Les versements effectués dans le cadre du régime à l'égard d'une personne qui devient un ancien participant avant le 8 juin 1995 sont prélevés sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*.

Idem

48. (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de la pension à laquelle une personne a droit aux termes du régime enregistré ou du régime supplémentaire.

Souscription
d'un contrat
de rente

(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que la pension à laquelle elle se rattache.

Idem

(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.

Extinction
des droits

(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.

Compagnie
ou société
autorisée

PARTIE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES

49. (1) Les prestations prévues par le régime à l'égard des personnes qui étaient députés à l'Assemblée le 1^{er} janvier 1992 ou après ce jour remplacent celles prévues à leur égard, le cas échéant, par la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*.

Prestations
prévues par
le régime

(2) Quiconque est député le 8 juin 1995 et cesse de l'être avant le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale n'a droit qu'aux prestations prévues par le régime.

Certaines
personnes

50. (1) Malgré son abrogation et sauf disposition contraire du présent article, la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'As-*

Champ d'ap-
plication de
la Loi que
remplace la
présente loi

tinues to apply in respect of individuals who had ceased to be members of the Assembly before January 1, 1992 and who were entitled on that date to receive an allowance under that Act.

Deemed amendments

(2) For the purposes of subsection (1), the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be the Act as it read on December 31, 1991, as amended by subsections (3) and (4).

Same, suspension of allowances

(3) For the purposes of subsection (1), sections 7, 10 and 20 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be repealed.

Same, annual increases

(4) For the purposes of subsection (1), section 25 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, shall be deemed to be repealed and the following substituted:

Increase in allowance

25. (1) Effective April 1, 1996, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by 2 per cent.

Same

(2) On January 1 every year, beginning with 1997, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by the lesser of,

- (a) 2 per cent; and
- (b) the increase in the average Consumer Price Index for the year.

Annual inflation rate over 2 per cent

(3) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of clause (2) (b). The amount in excess of 2 per cent shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).

Definition

(4) For the purposes of this section,

“average Consumer Price Index” means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Discretionary increase

25.1 (1) Before June 8, 1995, the Speaker may, by order, provide for the payment of supplementary benefits to persons receiving allowances under the Act. The Speaker may do this only with the approval of the Board of Internal Economy.

semblée législative continue de s'appliquer aux personnes qui ont cessé d'être députés avant le 1^{er} janvier 1992 et qui avaient droit, ce jour-là, à une allocation prévue par cette loi.

Loi réputée modifiée

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est réputée cette loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, avec les modifications que lui apportent les paragraphes (3) et (4).

Idem, suspension des allocations

(3) Pour l'application du paragraphe (1), les articles 7, 10 et 20 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* sont réputés abrogés.

Idem, augmentations annuelles

(4) Pour l'application du paragraphe (1), l'article 25 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, tel qu'il existait le 31 décembre 1991, est réputé abrogé et remplacé par ce qui suit :

Augmentation de l'allocation

25. (1) Le 1^{er} avril 1996, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté de 2 pour cent.

Idem

(2) Tous les ans à compter de 1997, le 1^{er} janvier, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté du moindre des pourcentages suivants :

- a) 2 pour cent;
- b) l'augmentation de la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année.

Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent

(3) Si l'augmentation d'une année à l'autre de la moyenne de l'indice des prix à la consommation est supérieure à 2 pour cent, elle est réputée être de 2 pour cent pour l'application de l'alinéa (2) b). La tranche supérieure à 2 pour cent est reportée à une année ultérieure au cours de laquelle l'augmentation est inférieure à 2 pour cent (dans la mesure nécessaire pour faire passer la moyenne des prix à la consommation à 2 pour cent pour cette année-là).

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Augmentation discrétionnaire

25.1 (1) Avant le 8 juin 1995, le président peut, par ordre, prévoir le versement de prestations supplémentaires aux bénéficiaires d'allocations accordées aux termes de la présente loi. Il ne peut toutefois le faire qu'avec l'approbation de la Commission de régie interne.

Same	(2) The order may set out the classes of persons entitled to be paid the supplementary benefits, the amounts of the benefits and the times at which they may be paid.	(2) L'ordre peut énoncer les catégories de personnes qui ont droit aux prestations supplémentaires, le montant de ces prestations et le moment où elles peuvent être versées.	Idem
Status of supplementary benefits	(3) A person who is paid supplementary benefits is entitled to continue to receive them while the person is being paid an allowance under the Act. They shall be deemed to form part of the allowance which the person is paid under the Act.	(3) La personne qui touche des prestations supplémentaires a le droit de continuer à les toucher tant qu'elle touche une allocation aux termes de la présente loi. Ces prestations sont réputées faire partie intégrante de cette allocation.	Prestations supplémentaires
Purchase of annuity	25.2 (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of an allowance to which a person is entitled under the Act.	25.2 (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de l'allocation à laquelle une personne a droit aux termes de la présente loi.	Souscription d'un contrat de rente
Same	(2) The annuity provided by an annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the allowance to which it relates.	(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que l'allocation à laquelle elle se rattache.	Idem
Discharge of rights	(3) The purchase of the annuity contract discharges the rights under the Act of the person and of any other person in respect of that person.	(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.	Extinction des droits
Authorized company	(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.	(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.	Compagnie ou société autorisée
Conversion report	51. (1) The Minister of Finance shall ensure that an actuary other than the plan actuary prepares a report on the conversion of the pension plan established under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> into the plan described in this Act.	51. (1) Le ministre des Finances veille à ce qu'un actuaire autre que l'actuaire du régime rédige un rapport sur la transformation du régime de retraite établi aux termes de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés</i> à l'Assemblée législative en régime visé par la présente loi.	Rapport sur la transformation
Contents	(2) The report must contain the information required under the <i>Pension Benefits Act</i> , with necessary modifications, for conversion reports.	(2) Le rapport doit contenir, avec les adaptations nécessaires, les renseignements exigés à l'égard des rapports de transformation par la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> .	Teneur
Approval	(3) The Minister and the Speaker shall not implement the conversion until the Minister has approved the conversion report.	(3) Le ministre et le président de l'Assemblée ne peuvent procéder à la transformation tant que le ministre n'a pas approuvé le rapport.	Approbation

PART XI COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement	52. (1) Subject to subsection (2), this Act shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.
Same	(2) Parts IV, V, VII and VIII shall be deemed to have come into force on June 8, 1995.
Short title	53. The short title of this Act is the <i>MPPs Pension Act, 1996</i> .

PARTIE XI ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur	52. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 1992.
Idem	(2) Les parties IV, V, VII et VIII sont réputées être entrées en vigueur le 8 juin 1995.
Titre abrégé	53. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i> .

200N
XB
B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 42

**An Act to reform MPPs' pensions, to
eliminate tax-free allowances and to
adjust MPPs' compensation levels**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading April 10, 1996
2nd Reading April 18, 1996
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Committee of the
Whole House and as reported to the Legislative
Assembly April 23, 1996)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

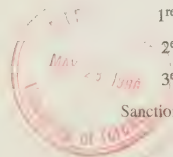
Projet de loi 42

**Loi portant réforme du régime de
retraite des députés, éliminant les
allocations non imposables et rajustant
les niveaux de rétribution des députés**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 10 avril 1996
2^e lecture 18 avril 1996
3^e lecture
Sanction royale



*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
comité plénier et rapporté à l'Assemblée
législative le 23 avril 1996)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



Amendments to several statutes are made relating to the MPPs' pension plan and relating to compensation paid to MPPs and to members of Cabinet.

PART I PENSIONS

1. *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*

The pension plan set out in the new *MPPs Pension Act, 1996* replaces the plan set out in the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, which is repealed. The new Act is set out in the Bill as Schedule A, and is described below. (Section 1 of the Bill)

2. *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*

The Information and Privacy Commissioner becomes a member of the Public Service Pension Plan. Until now, the Commissioner has been a member of the MPPs' pension plan. The Commissioner may purchase credit in that plan for his service since June 8, 1995. (Sections 2 and 3 of the Bill)

3. *Ombudsman Act*

The Ombudsman also becomes a member of the Public Service Pension Plan. Until now, the Ombudsman has also been a member of the MPPs' pension plan. The Ombudsman may purchase credit in that plan for her service since June 8, 1995. (Sections 4 and 5 of the Bill)

4. *Public Service Pension Act*

Transitional provisions are set out respecting the entitlements of the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman under the Public Service Pension Plan. (Section 6 of the Bill)

PART II COMPENSATION

1. *Legislative Assembly Act*

Effective April 1, 1996, the annual salary for MPPs becomes \$78,007 under amendments to the *Legislative Assembly Act*. (Section 8 of the Bill, subsection 61 (1) of the Act)

An MPP's annual salary is increased when he or she holds an office such as that of Speaker, leader of an opposition party or committee chair. The amount of the increase is expressed as a percentage of the annual salary of \$78,007. The current regime of tax-free allowances and indemnities is abolished. (Sections 9 to 12, 14 and 16 to 18 of the Bill, subsection 62 (1) and section 63.1 of the Act)

When an MPP is receiving a pension under the *MPPs Pension Act, 1996* (or under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*), the MPP's annual salary will be reduced by the amount of the pension. (Section 9 of the Bill, section 63 of the Act)

An allowance for accommodation in Toronto will be paid only to those MPPs whose principal residence is more than 50 kilometers from Queen's Park. (Sections 10 and 13 of the Bill, section 64 and subsection 67 (10) of the Act)

The Commission on Members' Compensation is to be established by the Speaker. At the Speaker's request, the Commission will make recommendations about increasing the annual salary

Le projet de loi modifie diverses lois en ce qui a trait au régime de retraite des députés et à la rétribution des députés et des membres du Conseil des ministres.

PARTIE I RÉGIMES DE RETRAITE

1. *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*

Le régime de retraite instauré par la nouvelle *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* remplace celui qu'établit la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, maintenant abrogée. La nouvelle loi constitue l'annexe A du projet de loi et est expliquée ci-dessous. (Article 1 du projet de loi)

2. *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*

Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée participe dorénavant au Régime de retraite des fonctionnaires. Jusqu'à présent, il participait au régime de retraite des députés. Le commissaire peut racheter des éléments de retraite du Régime pour les services qu'il a accomplis depuis le 8 juin 1995. (Articles 2 et 3 du projet de loi)

3. *Loi sur l'ombudsman*

L'ombudsman, lui aussi, participe dorénavant au Régime de retraite des fonctionnaires. Jusqu'à présent, il participait au régime de retraite des députés. L'ombudsman peut racheter des éléments de retraite du Régime pour les services qu'il a accomplis depuis le 8 juin 1995. (Articles 4 et 5 du projet de loi)

4. *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*

Des dispositions transitoires précisent les droits du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de l'ombudsman dans le cadre du Régime de retraite des fonctionnaires. (Article 6 du projet de loi)

PARTIE II RÉTRIBUTION

1. *Loi sur l'Assemblée législative*

À compter du 1^{er} avril 1996, le traitement annuel des députés est de 78 007 \$ aux termes de modifications apportées à la *Loi sur l'Assemblée législative*. (Article 8 du projet de loi, paragraphe 61 (1) de la Loi)

Le traitement annuel d'un député est augmenté lorsqu'il est titulaire d'un poste tel que celui de président de l'Assemblée, de chef d'un parti de l'opposition ou de président d'un comité. Le montant de cette augmentation est exprimé en pourcentage du traitement annuel de 78 007 \$. Le régime actuel d'allocations et d'indemnités non imposables est aboli. (Articles 9 à 12, 14 et 16 à 18 du projet de loi, paragraphe 62 (1) et article 63.1 de la Loi)

Le montant de la pension qu'un député touche aux termes de la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* (ou de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*) est déduit de son traitement annuel. (Article 9 du projet de loi, article 63 de la Loi)

Seuls les députés dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres de Queen's Park touchent une allocation pour leur logement à Toronto. (Articles 10 et 13 du projet de loi, article 64 et paragraphe 67 (10) de la Loi)

Le président de l'Assemblée doit constituer la Commission de la rétribution des députés. À la demande du président, la Commission fait des recommandations concernant l'augmentation du

of \$78,007. The Speaker cannot request the Commission to make recommendations unless the Minister of Finance presents a balanced budget. "Balanced budget" is described. (Section 19 of the Bill, sections 75 and 75.1 of the Act)

2. Executive Council Act

The *Executive Council Act* is amended to change the salary payable to members of Cabinet and to parliamentary assistants, effective April 1, 1996. The amount of the salary is calculated as a percentage of the annual salary of \$78,007 payable to MPPs under the *Legislative Assembly Act*. (Section 20 of the Bill, section 3 of the Act)

An allowance for accommodation in Toronto will be paid only to those ministers whose principal residence is more than 50 kilometers from Queen's Park. (Section 21 of the Bill, subsections 4 (1) and (1.1) of the Act)

3. Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996

The *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996* is repealed. (That Act fixed the indemnities and allowances of MPPs at the levels set out in the motion passed by the Assembly on July 28, 1993.) This is a consequential amendment. As a result of the amendments in this Bill, MPPs will no longer be paid indemnities and allowances. (Section 22 of the Bill)

PART III COMMENCEMENT

Changes to the pension plan come into force retroactively. The *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is repealed on January 1, 1992. Some portions of the *MPPs Pension Act, 1996* come into force on January 1, 1992 and others on June 8, 1995 (the day of the most recent provincial election).

Amendments relating to the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman come into force on the day the Bill receives Royal Assent.

Amendments relating to compensation come into force retroactively on April 1, 1996.

SCHEDULE A MPPS PENSION ACT, 1996

The current MPPs' pension plan (under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*) is being replaced by the pension plan set out in the *MPPs Pension Act, 1996*.

Changes from the current MPPs' plan to the new plan are made in three phases. The first phase takes effect on January 1, 1992 (a date determined by federal income tax laws) and phases two and three on June 8, 1995.

The first phase involves the division of the current plan into two components, called the "registered pension plan" and the "supplementary pension plan". This division is undertaken in response to changes made to the federal income tax laws that came into effect on January 1, 1992. (These two plans are "defined benefit" pension plans.) Together, these two plans provide the same level of benefits for periods of service before June 8, 1995 as is provided under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*.

In the second phase, the registered pension plan and the supplementary pension plan are changed from defined benefit plans to "money purchase" plans. This conversion affects only MPPs who were re-elected on June 8, 1995. Under the conversion, a variety of options is available to those MPPs:

traitement annuel de 78 007 \$. Le président ne peut demander des recommandations à la Commission que si le ministre des Finances dépose un budget équilibré. L'expression «budget équilibré» est explicitée. (Article 19 du projet de loi, articles 75 et 75.1 de la Loi)

2. Loi sur le Conseil exécutif

La *Loi sur le Conseil exécutif* est modifiée pour changer le traitement payable aux membres du Conseil des ministres et aux adjoints parlementaires à compter du 1^{er} avril 1996. Le montant de ce traitement est calculé selon un pourcentage du traitement annuel de 78 007 \$ payable aux députés aux termes de la *Loi sur l'Assemblée législative*. (Article 20 du projet de loi, article 3 de la Loi)

Seuls les ministres dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres de Queen's Park touchent une allocation pour leur logement à Toronto. (Article 21 du projet de loi, paragraphes 4 (1) et (1.1) de la Loi)

3. Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée

La *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée* est abrogée. (Cette loi fixait les indemnités et les allocations des députés aux niveaux précisés dans la motion que l'Assemblée a adoptée le 28 juillet 1993.) Il s'agit d'une modification corrélatrice. Par suite des modifications apportées par le projet de loi, les députés ne touchent plus d'indemnités ni d'allocations. (Article 22 du projet de loi)

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR

Les modifications apportées au régime de retraite entrent en vigueur rétroactivement. La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est abrogée le 1^{er} janvier 1992. Certaines dispositions de la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés* entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1992 et d'autres, le 8 juin 1995 (le jour de la dernière élection provinciale).

Les modifications qui concernent le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et l'ombudsman entrent en vigueur le jour où le projet de loi reçoit la sanction royale.

Les modifications touchant la rétribution entrent en vigueur rétroactivement au 1^{er} avril 1996.

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES DÉPUTÉS

Le régime de retraite actuel des députés (prévu par la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*) est remplacé par celui qu'instaure la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés*.

Le passage du régime actuel au nouveau régime se fait en trois phases. La première phase prend effet le 1^{er} janvier 1992 (jour fixé par la législation fédérale en matière d'impôt sur le revenu) et les deux autres le 8 juin 1995.

La première phase consiste à diviser le régime actuel en deux éléments appelés «régime de retraite enregistré» et «régime de retraite supplémentaire». Cette division découle des modifications apportées à la législation fédérale en matière d'impôt sur le revenu, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1992. (Les deux régimes sont des régimes de retraite «à prestations déterminées».) Ces deux régimes réunis procurent, pour les périodes de service antérieures au 8 juin 1995, le même niveau de prestations que celui prévu par la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*.

Lors de la deuxième phase, le régime de retraite enregistré et le régime de retraite supplémentaire, tous deux des régimes de retraite à prestations déterminées, sont transformés en régimes «à cotisations déterminées». Cette transformation, qui ne touche que les députés qui ont été réélus le 8 juin 1995, leur offre un certain nombre de choix :

- i. Under the registered pension plan, the options concern leaving "credit" in the pension plan for the MPP's service before June 8, 1995 or transferring the commuted value of the pension to which the MPP is entitled for that service to a locked-in retirement account. No amount may be withdrawn from that account before the MPP reaches 55 years of age.
- ii. Under the supplementary pension plan, the options concern leaving credit in the pension plan for the MPP's service before June 8, 1995 or being paid a lump sum.
- iii. Under both plans, if the MPP leaves the credit in the plan, that credit will be used to provide a lifetime pension that does not begin before the MPP reaches 55 years of age.

The third phase takes effect on June 8, 1995. As of that date, MPPs will receive "money purchase" benefits for their service after June 7, 1995. Highlights of the applicable rules include the following:

- i. The Crown will make contributions on each MPP's behalf (5 per cent of his or her annual salary) to a trust fund.
- ii. MPPs will not make contributions to the MPPs' pension plan. (Contributions made after June 7, 1995 and before the Bill is passed will be refunded.)
- iii. The money credited to an MPP's pension account will be used to purchase an annuity. The balance in an MPP's pension account will determine the amount of his or her pension. It will not be based upon his or her length of service as an MPP.
- iv. An MPP can choose the form of pension that he or she receives (subject to some restrictions). The pension must comply with the federal *Income Tax Act* requirements for money purchase pension plans.
- v. MPPs are not entitled to begin receiving a pension until they reach 55 years of age.

Former MPPs who ceased to hold office before January 1, 1992 (and their dependants) will continue to receive their allowance under the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*. However, each year their allowance will be increased by up to 2 per cent, based upon increases in the Consumer Price Index. The first increase is to be made effective April 1, 1996.

The pension payable to former MPPs who ceased to hold office between January 1, 1992 and June 7, 1995 will also be increased each year by up to 2 per cent, based upon increases in the Consumer Price Index.

- i. Le régime de retraite enregistré permet aux députés soit de laisser dans le régime un montant porté à leur crédit au titre des services qu'ils ont accomplis avant le 8 juin 1995, soit de transférer la valeur de rachat de la pension à laquelle ils ont droit au titre de ces services à un compte de retraite avec immobilisation des fonds. Il est interdit de retirer des sommes de ce compte avant que le député n'ait 55 ans.
- ii. Le régime de retraite supplémentaire permet aux députés soit de laisser dans le régime un montant porté à leur crédit au titre des services qu'ils ont accomplis avant le 8 juin 1995, soit de toucher une somme forfaitaire.
- iii. Dans le cadre des deux régimes, si les députés laissent le montant porté à leur crédit dans le régime, ce montant servira à procurer une pension viagère qui ne commence pas à être versée avant qu'ils aient 55 ans.

La troisième phase prend effet le 8 juin 1995. À compter de ce jour, les députés toucheront des prestations de régime à cotisations déterminées au titre des services qu'ils ont accomplis après le 7 juin 1995. Les faits saillants des règles applicables sont les suivants :

- i. La Couronne versera des cotisations pour le compte de chaque député (soit 5 pour cent de son traitement annuel) à une fiducie.
- ii. Les députés ne cotiseront pas à leur régime de retraite. (Les cotisations versées après le 7 juin 1995 et avant l'adoption du projet de loi seront remboursées.)
- iii. Les sommes portées au crédit du compte de régime de retraite de chaque député serviront à souscrire une rente. Le solde du compte d'un député déterminera le montant de sa pension. Ce montant ne sera pas fondé sur ses états de service à titre de député.
- iv. Les députés peuvent choisir la forme de pension qu'ils touchent (sous réserve de certaines restrictions). La pension doit être conforme aux exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu* fédérale relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées.
- v. Les députés n'ont pas le droit de commencer à toucher une pension avant d'avoir 55 ans.

Les anciens députés qui ont cessé de l'être avant le 1^{er} janvier 1992 (et les personnes à leur charge) continuent de toucher leur allocation aux termes de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*. Toutefois, cette allocation sera augmentée chaque année en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2 pour cent. La première augmentation prend effet le 1^{er} avril 1996.

La pension payable aux anciens députés qui ont cessé de l'être entre le 1^{er} janvier 1992 et le 7 juin 1995 sera également augmentée chaque année jusqu'à concurrence de 2 pour cent en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

An Act to reform MPPs' pensions, to eliminate tax-free allowances and to adjust MPPs' compensation levels

Loi portant réforme du régime de retraite des députés, éliminant les allocations non imposables et rajustant les niveaux de rétribution des députés

CONTENTS

Part	Sections
I Pensions	
<i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i>	1
<i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>	2, 3
<i>Ombudsman Act</i>	4, 5
<i>Public Service Pension Act</i>	6
II Compensation	
<i>Legislative Assembly Act</i>	7-19
<i>Executive Council Act</i>	20, 21
<i>Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996</i>	22
III Commencement and Short title	23, 24
Schedule A	
<i>MPPs Pension Act, 1996</i>	

SOMMAIRE

Partie	Articles
I Régimes de retraite	
<i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i>	1
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	2, 3
<i>Loi sur l'ombudsman</i>	4, 5
<i>Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires</i>	6
II Rétribution	
<i>Loi sur l'Assemblée législative</i>	7-19
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	20, 21
<i>Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée</i>	22
III Entrée en vigueur et titre abrégé	23, 24
Annexe A	
<i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i>	

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I
PENSIONS

LEGISLATIVE ASSEMBLY RETIREMENT
ALLOWANCES ACT

Repeal 1. (1) *The Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is repealed.

New Act (2) *The MPPs Pension Act, 1996*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

PARTIE I
RÉGIMES DE RETRAITE

LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE
DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1. (1) *La Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est abrogée. Abrogation

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés*, telle qu'elle figure à l'annexe A. Nouvelle loi

*Freedom of Information and Protection of
Privacy Act*

*Loi sur l'accès à l'information et la protection de
la vie privée*

**FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

2. Subsection 5 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

Non-application

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Commissioner.

3. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Pension

(4) The Commissioner is a member of the Public Service Pension Plan.

OMBUDSMAN ACT

4. Subsection 5 (2) of the *Ombudsman Act* is repealed and the following substituted:

Non-application

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Ombudsman.

5. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Pension

(4) The Ombudsman is a member of the Public Service Pension Plan.

PUBLIC SERVICE PENSION ACT

6. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following sections:

Information and Privacy
Commissioner

15. (1) The Information and Privacy Commissioner may purchase credit in the Plan under clause 11 (1) (b) of the Plan for service during the period beginning on June 8, 1995 and ending on the day before the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the Commissioner is not entitled to purchase the credit unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Payment by
Minister

(3) If the Commissioner applies to the Board to purchase the credit within four months after the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent, the Minister shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the Board an amount equal to the amount determined by the Board to be payable by the Commissioner to purchase the credit.

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

2. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(2) Le commissaire est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

3. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Régime de
retraite

(4) Le commissaire participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

LOI SUR L'OMBUDSMAN

4. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'ombudsman* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(2) L'ombudsman est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

5. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Régime de
retraite

(4) L'ombudsman participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

**LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES
FONCTIONNAIRES**

6. La *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Commissaire
à l'information
et à la
protection de
la vie privée

15. (1) Le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée peut racheter des éléments de retraite du Régime en vertu de l'alinéa 11 (1) b) de celui-ci pour les services qu'il a accomplis pendant la période qui commence le 8 juin 1995 et qui se termine la veille du jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale.

Restriction

(2) Malgré le paragraphe (1), le commissaire n'a le droit de racheter les éléments de retraite que si les services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Versement
effectué par
le ministre

(3) Si le commissaire demande à la Commission de racheter les éléments de retraite dans les quatre mois qui suivent le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale, le ministre verse à la Commission, par prélèvement sur le Trésor, un montant égal à celui que la Commission fixe

Entitlement
for service
before
June 8, 1995

(4) The following rules apply for the purpose of determining the Commissioner's entitlements under the Plan relating to his or her service in that capacity before June 8, 1995:

1. The Commissioner is not entitled to receive a pension under the Plan for service before June 8, 1995.
2. The Commissioner is not entitled to make contributions under the Plan for service before June 8, 1995.
3. Service by the Commissioner (including service in the capacity of acting Commissioner) shall be taken into account in any determination of whether he or she is entitled to a pension for which a person's eligibility is determined with reference to the number of years of his or her service or a combination of the person's age and number of years of service.

Ombudsman

16. Section 15 applies, with necessary modifications, with respect to the Ombudsman.

PART II COMPENSATION

LEGISLATIVE ASSEMBLY ACT

7. Section 61 of the *Legislative Assembly Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 1, is repealed and the following substituted:

Annual
salary of
members
Computation

61. (1) Every member of the Assembly shall be paid an annual salary of \$78,007.

(2) For the purpose of computing the amount of a member's salary, a member shall be deemed to have been a member,

- (a) beginning on the polling day on which the member is elected; and
- (b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

8. Section 62 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 2, is repealed and the following substituted:

comme étant payable par le commissaire à cette fin.

(4) Les règles suivantes s'appliquent pour déterminer les droits qu'a le commissaire dans le cadre du Régime en ce qui a trait aux services qu'il a accomplis à ce titre avant le 8 juin 1995 :

1. Le commissaire n'a pas le droit de toucher une pension dans le cadre du Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
2. Le commissaire n'a pas le droit de cotiser au Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
3. Il est tenu compte des services accomplis par le commissaire (y compris ceux qu'il a accomplis à titre de commissaire intérimaire) pour déterminer son droit éventuel à une pension à laquelle l'admissibilité est fonction du nombre d'années de service ou d'une combinaison de l'âge et des années de service.

16. L'article 15 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'ombudsman.

Droit afférent
aux services
antérieurs au
8 juin 1995

Ombudsman

PARTIE II RÉTRIBUTION

LOI SUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

7. L'article 61 de la *Loi sur l'Assemblée législative*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. (1) Chaque député reçoit un traitement annuel de 78 007 \$.

(2) Aux fins du calcul du traitement d'un député, celui-ci est réputé avoir occupé son poste :

- a) à compter du jour du scrutin où il a été élu;
- b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

8. L'article 62 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Traitement
annuel des
députés
Calcul

Salary for
additional
responsi-
bilities

62. (1) The annual salary of a member is increased by the following amount, expressed as a percentage of the annual salary set out in subsection 61 (1), for any one of the following positions that he or she holds:

1. Speaker, 31.2 per cent.
2. Deputy Speaker and Chair of the Committee of the Whole House, 14.8 per cent.
3. Deputy Chair of the Committee of the Whole House, 10.9 per cent.
4. Chair of a standing or select committee, 14 per cent.
5. Vice-chair of a standing or select committee, 8 per cent.
6. Leader of the Opposition, 55.2 per cent.
7. Leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, 35.7 per cent.
8. Chair of the caucus of the party from which the Government is chosen or chair of the caucus of the party recognized as the Official Opposition, 12.5 per cent.
9. Chair of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, except the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 11.3 per cent.
10. House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 18.3 per cent.
11. Deputy House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 9 per cent.
12. House Leader of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 15.6 per cent.
13. Deputy House Leader of a party described in paragraph 12, 8.2 per cent.
14. Chief Government Whip, 18.3 per cent.

62. (1) Le traitement annuel du député est augmenté du montant ci-dessous, exprimé en pourcentage du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1), pour l'un quelconque des postes suivants dont il est titulaire :

Augmen-
tation de
traitement

1. Président de l'Assemblée, 31,2 pour cent.
2. Vice-président de l'Assemblée et président du comité plénier, 14,8 pour cent.
3. Vice-président du comité plénier, 10,9 pour cent.
4. Président d'un comité permanent ou spécial, 14 pour cent.
5. Vice-président d'un comité permanent ou spécial, 8 pour cent.
6. Chef de l'opposition, 55,2 pour cent.
7. Chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition, 35,7 pour cent.
8. Président du groupe parlementaire du parti au pouvoir ou président du groupe parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 12,5 pour cent.
9. Président du groupe parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 11,3 pour cent.
10. Leader parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 18,3 pour cent.
11. Leader parlementaire adjoint du parti formant l'opposition officielle, 9 pour cent.
12. Leader parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 15,6 pour cent.
13. Leader parlementaire adjoint d'un parti visé à la disposition 12, 8,2 pour cent.
14. Whip en chef du gouvernement, 18,3 pour cent.

15. Deputy Government Whip, 12.5 per cent.
16. Government Whip, 9 per cent. (A maximum of three Government Whips may be paid the salary increase.)
17. Chief Opposition Whip, 14 per cent.
18. Opposition Whip, 9 per cent. (A maximum of two Opposition Whips may be paid the salary increase.)
19. Chief Party Whip of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 12.6 per cent.
20. Party Whip of a party described in paragraph 19, 8.2 per cent.

More than
one position

(2) If the member holds more than one position listed in subsection (1), he or she is entitled to be paid for the position with the higher salary.

Computation

(3) For the purpose of computing the amounts payable under subsection (1), the individual shall be deemed to have occupied the position,

- (a) beginning on the polling day on which he or she is elected as a member of the Assembly; and
- (b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

Same

(4) Despite subsection (3), if the occupant of the position changes, the successor shall be deemed to have occupied the position from the day following that on which his or her predecessor ceases to occupy the position.

9. Section 63 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 3, is repealed and the following substituted:

Double-
dipping not
permitted

63. The annual salary otherwise payable to a member under subsections 61 (1) and 62 (1) shall be reduced by the amount of the allowance or pension that the member receives, if any, under the *MPPs Pension Act, 1996* or a predecessor to that Act for the same period.

15. Whip en chef adjoint du gouvernement, 12,5 pour cent.
16. Whip du gouvernement, 9 pour cent. (Trois whips du gouvernement au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.)
17. Whip en chef de l'opposition, 14 pour cent.
18. Whip de l'opposition, 9 pour cent. (Deux whips de l'opposition au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.)
19. Whip en chef d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 12,6 pour cent.
20. Whip d'un parti visé à la disposition 19, 8,2 pour cent.

More than
one position

(2) Le député qui est titulaire de plus d'un des postes énumérés au paragraphe (1) a le droit d'être payé pour celui dont le traitement est le plus élevé.

Plus d'un
poste

(3) Aux fins du calcul des montants payables aux termes du paragraphe (1), la personne est réputée avoir occupé son poste :

Calcul

- a) à compter du jour du scrutin où elle a été élue député;
- b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

(4) Malgré le paragraphe (3), si le titulaire du poste change entre-temps, le nouveau titulaire est réputé y avoir accédé le lendemain du jour où son prédécesseur a cessé de l'occuper.

Idem

9. L'article 63 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Le traitement annuel qui est payable par ailleurs à un député aux termes des paragraphes 61 (1) et 62 (1) est diminué du montant de l'allocation ou de la pension qu'il touche pour la même période, le cas échéant, aux termes de la *Loi de 1996 sur le régime*

Cumul de
pension et de
traitement
interdit

Tax-free allowances not permitted

63.1 (1) No member is entitled to be paid an allowance for expenses incident to the discharge of his or her duties as a member of the Assembly.

Expenses actually incurred

(2) Nothing in subsection (1) prevents a member from being reimbursed for expenses actually incurred in the discharge of his or her duties as a member.

Status for income tax purposes

(3) For the purposes of the *Income Tax Act* (Canada), no portion of the salary, benefits or expenses paid to a member under this Act is paid as an allowance for expenses incident to the discharge of his or duties as a member.

Cost of accommodation in Toronto

64. (1) Subject to subsection (2), if the principal residence of one of the following individuals is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto, he or she shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto:

1. The Leader of the Opposition.
2. The leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Same

(2) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) for a particular year.

11. Section 65 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 4, is repealed.

12. Section 66 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 5, is repealed.

13. (1) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, accommodation in Toronto

(7.1) The Board of Internal Economy may reimburse a member (up to such maximum amount as the Board may determine) for his or her actual costs of accommodation in Toronto if the costs are incurred due to special or unusual circumstances while he or she is on business as a member of the Assembly and if the member is not otherwise entitled under this Act or the *Executive Council Act*

de retraite des députés ou d'une loi qu'elle remplace.

63.1 (1) Les députés n'ont pas le droit de toucher une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

Allocations non imposables interdites

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher les députés de se faire rembourser les frais qu'ils ont réellement engagés dans l'exercice de leurs fonctions de député.

Frais réellement engagés

(3) Pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), aucune partie du traitement versé, des avantages procurés ou des frais remboursés aux députés aux termes de la présente loi ne constitue une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

Traitement aux fins de l'impôt

10. L'article 64 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

64. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si la résidence principale de l'une des personnes ci-dessous est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto, cette personne est remboursée du coût réel de son logement à Toronto :

Coût du logement à Toronto

1. Le chef de l'opposition.
2. Le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

(2) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) pour une année donnée.

Idem

11. L'article 65 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

12. L'article 66 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 5 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

13. (1) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7.1) La Commission de régie interne peut rembourser à un député (jusqu'à concurrence du montant maximal qu'elle fixe) ses frais réels de logement à Toronto, pourvu que ces frais soient engagés dans l'exercice de ses fonctions et en raison de circonstances extraordinaires ou exceptionnelles et que le député n'ait pas droit par ailleurs à un montant pour son logement à Toronto aux termes de

Idem, logement à Toronto

to be paid an amount for accommodation in Toronto. ▲

(2) Subsection 67 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

(10) A member of the Assembly whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto up to such maximum amount for the year as may be determined by the Board of Internal Economy.

Cost of accommodation in Toronto

Exceptions

(10.1) Subsection (10) does not apply with respect to,

- (a) the Speaker;
- (b) ministers of the Crown;
- (c) the Leader of the Opposition; or
- (d) the leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Other expenses

(10.2) A member of the Assembly shall be paid for such other expenses incurred in the performance of his or her duties as a member as the Board of Internal Economy may authorize, up to such maximum amount as may be determined by the Board.

14. Section 68 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 6, is repealed.

15. (1) Subsection 69 (1) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the seventh line and and substituting "annual salary".

(2) Subsection 69 (2) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the fourth line and substituting "annual salary".

(3) Subsection 69 (3) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the seventh and eighth lines and substituting "annual salary".

(4) Subsection 69 (4) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the last line and substituting "annual salary".

la présente loi ou de la *Loi sur le Conseil exécutif*. ▲

(2) Le paragraphe 67 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Les députés dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto jusqu'à concurrence du montant annuel maximal fixé par la Commission de régie interne.

Coût du logement à Toronto

(10.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas aux personnes suivantes :

Exceptions

- a) le président de l'Assemblée;
- b) les ministres de la Couronne;
- c) le chef de l'opposition;
- d) le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

(10.2) Les députés sont remboursés des autres frais qu'ils ont engagés dans l'exercice de leurs fonctions de député selon ce qu'autorise la Commission de régie interne, jusqu'à concurrence du montant maximal qu'elle fixe.

Autres frais

14. L'article 68 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

15. (1) Le paragraphe 69 (1) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'elle recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'elle recevait en sa qualité de député» aux sixième et septième lignes.

(2) Le paragraphe 69 (2) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux deuxième, troisième et quatrième lignes.


(3) Le paragraphe 69 (3) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux huitième et neuvième lignes.

(4) Le paragraphe 69 (4) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel que la personne recevait, ni supérieure à ce traitement» à «de l'indemnité annuelle que la personne recevait en sa qualité de député, ni supérieure à cette indemnité» aux troisième, quatrième et cinquième lignes.

(5) Section 69 of the Act is amended by adding the following subsection:



Annual
salary

(5) For the purposes of this section, the annual salary of a member is the annual salary set out in subsection 61 (1). 

16. Section 70 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 7, is repealed.

17. Section 71 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 8, is repealed.

18. Section 72 of the Act is repealed.

19. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

Commission
on Members'
Compensa-
tion

75. (1) The Speaker shall establish a commission to be known in English as the Commission on Members' Compensation and in French as Commission de la rétribution des députés which shall be composed of such person or persons as the Speaker may appoint.

Membership

(2) Members of the Assembly are not eligible for appointment to the Commission.

Term

(3) A commissioner holds office at the pleasure of the Speaker and may be appointed or reappointed for such term as the Speaker may determine.

Remuner-
ation

(4) A commissioner shall be paid such remuneration and expenses as the Speaker may determine.

Chair

(5) The Speaker may appoint a commissioner to act as chair of the Commission or may request the commissioners to select a chair from among themselves.

Decision

(6) If there are three or more commissioners, a decision of a majority of them is a decision of the Commission.

Recommen-
dations of
Commission

75.1 (1) At the request of the Speaker, the Commission shall make recommendations concerning the amount, if any, by which the annual salary set out in subsection 61 (1) should be increased.

Balanced
budget

(2) The Speaker may request recommendations only during a fiscal year in which the Minister of Finance presents a balanced budget to the Legislature. A balanced budget is one in which the proposed expenditures of Ontario for the fiscal year do not exceed its estimated revenues for the fiscal year.


Public notice

(3) The Commission shall give its recommendations, if any, to the Speaker who shall

(5) L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :



Traitement
annuel

(5) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est le traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1). 

16. L'article 70 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

17. L'article 71 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

18. L'article 72 de la Loi est abrogé.

19. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commission
de la rétribu-
tion des
députés

75. (1) Le président de l'Assemblée constitue une commission appelée Commission de la rétribution des députés en français et Commission on Members' Compensation en anglais, qui se compose de la ou des personnes qu'il nomme.

Composition

(2) Les députés ne peuvent être nommés commissaires.

Mandat

(3) Les commissaires exercent leurs fonctions à titre amovible pendant un mandat renouvelable dont le président fixe la durée.

Rémunéra-
tion

(4) Les commissaires reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le président.

Président

(5) Le président de l'Assemblée peut nommer un commissaire président de la Commission ou demander aux commissaires d'en choisir un parmi eux.

Décision

(6) S'il y a trois commissaires ou plus, la décision de la majorité d'entre eux représente la décision de la Commission.

Recommen-
dations de la
Commission

75.1 (1) À la demande du président de l'Assemblée, la Commission fait des recommandations quant à l'augmentation éventuelle du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1).

Budget
équilibré

(2) Le président ne peut demander des recommandations que pendant un exercice au cours duquel le ministre des Finances présente un budget équilibré à la Législature. Le budget est équilibré lorsque les dépenses proposées de l'Ontario pour l'exercice ne sont pas supérieures à ses recettes estimatives pour le même exercice.

Avis public

(3) La Commission donne ses recommandations, si elle en fait, au président, qui les

table them before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

Factors to be considered

(4) When deciding upon its recommendations, the Commission shall take into account the value of any benefits to be received by members.

Same

(5) The Speaker may direct the Commission to take into account such factors as he or she may specify in deciding upon its recommendations, including the compensation payable in the private sector for work that is comparable to that done by members.

dépose devant l'Assemblée; si celle-ci ne siège pas, il les dépose à la session suivante.

Facteurs

(4) Lorsqu'elle élabore ses recommandations, la Commission tient compte de la valeur des avantages que tireront les députés.

Idem

(5) Le président peut ordonner à la Commission de tenir compte des facteurs qu'il précise lorsqu'elle élabore ses recommandations, notamment la rétribution payable dans le secteur privé pour un travail comparable à celui des députés.

EXECUTIVE COUNCIL ACT

20. Subsections 3 (1), (2), (3) and (4) of the Executive Council Act are repealed and the following substituted:

Salaries

(1) The annual salary of every minister with portfolio is 42.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Premier

(2) The Premier and President of the Council shall receive, in addition, 37 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Minister without portfolio

(3) The annual salary of every minister without portfolio is 19.2 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Parliamentary Assistant

(4) The annual salary of every Parliamentary Assistant is 14.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Interpretation

(4.1) For the purposes of this section, the annual salary of a member of the Assembly is the amount set out in subsection 61 (1) of the *Legislative Assembly Act*.

21. Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cost of accommodation in Toronto

(1) Subject to subsection (2), every minister of the Crown whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government in Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto.

Same

(1.1) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) of the *Legislative Assembly Act* for a particular year.

LOI SUR LE CONSEIL EXÉCUTIF

20. Les paragraphes 3 (1), (2), (3) et (4) de la Loi sur le Conseil exécutif sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Traitements

(1) Les ministres avec portefeuille touchent un traitement annuel égal à 42,3 pour cent du traitement annuel d'un député à l'Assemblée.

Premier ministre

(2) Le premier ministre et président du Conseil touche un montant additionnel égal à 37 pour cent du traitement annuel d'un député.

Ministres sans portefeuille

(3) Les ministres sans portefeuille touchent un traitement annuel égal à 19,2 pour cent du traitement annuel d'un député.

Adjoint parlementaire

(4) Les adjoints parlementaires touchent un traitement annuel égal à 14,3 pour cent du traitement annuel d'un député.

Interprétation

(4.1) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est le montant fixé au paragraphe 61 (1) de la *Loi sur l'Assemblée législative*.

21. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Coût du logement à Toronto

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les ministres de la Couronne dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto.

Idem

(1.1) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) de la *Loi sur l'Assemblée législative* pour une année donnée.

*Freezing of Compensation for Members of the
Assembly Act, 1996*

*Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à
l'Assemblée*

**FREEZING OF COMPENSATION FOR
MEMBERS OF THE ASSEMBLY ACT, 1996**

22. The *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996* is repealed.

**LOI DE 1996 GELANT LA RÉTRIBUTION
DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE**

22. La *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée* est abrogée.

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ**

Commence-
ment

23. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

23. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Same

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.

(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Idem

Same

(3) Sections 7 to 21 shall be deemed to have come into force on April 1, 1996.

(3) Les articles 7 à 21 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} avril 1996.

Idem

Short title

24. The short title of this Act is the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996*.

24. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés*.

Titre abrégé

**SCHEDULE A
MPPs PENSION ACT, 1996**

CONTENTS

**PART I
INTERPRETATION**

1. Definitions

**PART II
GENERAL**

2. Pension plan continued
3. Application of plan
4. Membership
5. Credit for service as federal MP
6. Exemption from seizure, execution or attachment
7. Effect on teachers' pension

**PART III
REGISTERED PLAN**

8. Member contributions
9. Entitlement to allowance
10. Amount of allowance
11. Post-retirement spousal allowance
12. Pre-retirement spousal allowance
13. Former member, spousal allowance
14. Refund of contributions before vesting
15. 100 per cent rule (refund of contributions)
16. Reinstatement of service
17. Assignment prohibited

**PART IV
CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN**

18. Credit for service before June 8, 1995
19. Effect of receiving credit
20. Election re credit
21. Transfer to locked-in retirement account

**PART V
REGISTERED PLAN PAYMENTS**

22. Trust established
23. Registered plan account
24. Money purchase credit
25. Contributions by Minister
26. Statement of benefits and options
27. Entitlement to lifetime pension
28. Portability rights
29. Pre-retirement spousal entitlement

- PART VI
SUPPLEMENTARY PLAN**
30. Entitlement to allowance
 31. Post-retirement spousal allowance
 32. Pre-retirement spousal allowance
 33. Former member, spousal allowance

**ANNEXE A
LOI DE 1996 SUR LE RÉGIME DE
RETRAITE DES DÉPUTÉS**

SOMMAIRE

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**PARTIE II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

2. Maintien du régime de retraite
3. Champ d'application du régime
4. Participation
5. Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
6. Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arrest
7. Incidence sur les pensions des enseignants

**PARTIE III
RÉGIME ENREGISTRÉ**

8. Cotisations des participants
9. Droit à une allocation
10. Montant de l'allocation
11. Allocation au conjoint après la retraite
12. Allocation au conjoint avant la retraite
13. Ancien participant : allocation au conjoint
14. Remboursement des cotisations avant l'acquisition
15. Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)
16. Validation des services antérieurs
17. Cession interdite

**PARTIE IV
TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ**

18. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
19. Effet du crédit
20. Choix relatif au crédit
21. Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds

**PARTIE V
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
ENREGISTRÉ**

22. Constitution d'une fiducie
23. Compte de régime enregistré
24. Crédit des cotisations déterminées
25. Montants versés par le ministre
26. État des prestations et des options
27. Droit à une pension viagère
28. Transférabilité
29. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE VI
RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE**

30. Droit à une allocation
31. Allocation au conjoint après la retraite
32. Allocation au conjoint avant la retraite
33. Ancien participant : allocation au conjoint

**PART VII
CONVERSION OF THE SUPPLEMENTARY PLAN**

34. Credit for service before June 8, 1995
35. Effect of receiving credit
36. Election re credit
37. Lump sum payment

**PART VIII
SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS**

38. Arrangements for payment
39. Supplementary plan account
40. Statement of benefits and options
41. Entitlement to lifetime pension
42. Pre-retirement spousal entitlement

**PART IX
ADMINISTRATION**

43. Administration of Act
44. Plan actuary
45. Consolidated Revenue Fund
46. Accounts in the CRF
47. Extension of deadlines
48. Payment of allowances

**PART X
TRANSITION**

49. Benefits in lieu
50. Application of predecessor Act
51. Conversion report

**PART XI
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

52. Commencement
53. Short title

**PART I
INTERPRETATION**

Definitions

1. (1) In this Act,

“average Consumer Price Index” means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“moyenne de l’indice des prix à la consommation”)

“Consumer Price Index” means the Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“indice des prix à la consommation”)

“dependent child” means, in relation to an individual, a child of the individual who,

- (a) is less than 18 years of age, or
- (b) is 18 or more years of age and since reaching 18 years of age has been continuously in full-time attendance at either or both of,
 - (i) a secondary school, or

**PARTIE VII
TRANSFORMATION DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

34. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
35. Effet du crédit
36. Choix relatif au crédit
37. Somme forfaitaire

**PARTIE VIII
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

38. Arrangements
39. Compte de régime supplémentaire
40. État des prestations et des options
41. Droit à une pension viagère
42. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE IX
APPLICATION**

43. Application de la Loi
44. Trésor
45. Comptes du Trésor
46. Prorogation des délais
47. Versement des allocations
48. Souscription d’un contrat de rente

**PARTIE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

49. Prestations prévues par le régime
50. Champ d’application de la Loi que remplace la présente loi
51. Rapport sur la transformation

**PARTIE XI
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

52. Entrée en vigueur
53. Titre abrégé

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

Définitions

«compte de régime enregistré» Le compte de régime enregistré établi aux termes du paragraphe 23 (1). («registered plan account»)

«compte de régime supplémentaire» Le compte de régime supplémentaire établi aux termes du paragraphe 39 (1). («supplementary plan account»)

«conjoint» Soit l’homme, soit la femme qui, selon le cas :

- a) sont mariés ensemble;
- b) ont contracté, de bonne foi selon la personne qui fait valoir un droit en vertu du régime, un mariage nul de nullité relative ou absolue;
- c) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité de façon continue pendant au moins trois ans;

- (ii) for the five years following secondary school, a post-secondary educational institution recognized by the Board of Internal Economy of the Assembly; ("enfant à charge")

"plan" means the pension plan continued under subsection 2 (1) and includes the registered plan and the supplementary plan; ("régime")

"pre-reform plan" means the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, including the amendments deemed to be made to it by subsections 50 (3) and (4) of this Act; ("régime antérieur à la réforme")

"registered plan" means the pension plan set out in Parts III, IV and V of the Act; ("régime enregistré")

"registered plan account" means the registered plan account established under subsection 23 (1); ("compte de régime enregistré")

"spouse" means either of a man and woman who,

- (a) are married to each other,
- (b) have together entered into a marriage that is voidable or void, in good faith on the part of the person asserting a right under the plan,
- (c) are not married to each other and have cohabited continuously for a period of not less than three years, or
- (d) are not married to each other and have cohabited in a relationship of some permanence, if they are the natural or adoptive parents of a child; ("con-joint")

"supplementary plan" means the pension plan set out in Parts VI, VII and VIII of the Act; ("régime supplémentaire")

"supplementary plan account" means the supplementary plan account established under subsection 39 (1). ("compte de régime supplémentaire")

- d) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité dans une relation d'une certaine permanence, s'ils sont les parents naturels ou adoptifs d'un enfant. («spouse»)

«enfant à charge» Relativement à une personne, s'entend de son enfant qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) il est âgé de moins de 18 ans;
- b) il est âgé de 18 ans ou plus et, depuis qu'il a atteint l'âge de 18 ans, il a pour-sui-vi sans interruption des études à plein temps dans l'un ou l'autre des établissements suivants ou les deux :
 - (i) une école secondaire,
 - (ii) un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu par la Commission de régie interne de l'Assemblée, pendant les cinq années qui suivent l'école secondaire. («dependent child»)

«indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («Consumer Price Index»)

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («average Consumer Price Index»)

«régime» Le régime de retraite maintenu aux termes du paragraphe 2 (1). S'entend en outre du régime enregistré et du régime supplémentaire. («plan»)

«régime antérieur à la réforme» La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, y compris les modifications qui sont réputées y être apportées par les paragraphes 50 (3) et (4) de la présente loi. («pre-reform plan»)

«régime enregistré» Le régime de retraite établi dans les parties III, IV et V de la présente loi. («registered plan»)

«régime supplémentaire» Le régime de retraite établi dans les parties VI, VII et VIII de la présente loi. («supplementary plan»)

(2) Pour l'application de la présente loi, la rémunération d'une personne correspond au montant qui lui est versé aux termes de la *Loi sur l'Assemblée législative* (à l'exclusion des montants versés en remboursement des frais qu'elle a réellement engagés) et au traitement qui lui est versé, le cas échéant, aux termes de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

Remunera-tion

(2) For the purposes of the Act, an individual's remuneration is the amount paid to him or her under the *Legislative Assembly Act* (other than an amount paid to reimburse him or her for expenses actually incurred) and the salary, if any, paid to him or her under the *Executive Council Act*.

Rémunération

Same	(3) For the purposes of the Act, the remuneration of the Information and Privacy Commissioner is the salary paid to him or her under the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and the remuneration of the Ombudsman is the salary paid to him or her under the <i>Ombudsman Act</i> .	(3) Pour l'application de la présente loi, la rémunération du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée correspond au traitement qui lui est versé aux termes de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et celle de l'ombudsman, au traitement qui lui est versé aux termes de la <i>Loi sur l'ombudsman</i> .	Idem
Service	(4) For the purposes of the Act, the period of service of a member of the Assembly is determined in accordance with subsection 61 (2) of the <i>Legislative Assembly Act</i> .	(4) Pour l'application de la présente loi, la période de service d'un député est calculée conformément au paragraphe 61 (2) de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i> .	Services
Deemed service	(5) For the purposes of the Act, service by the Information and Privacy Commissioner and by the Ombudsman in those offices shall be deemed to be service as a member of the Assembly.	(5) Pour l'application de la présente loi, les services accomplis par le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et par l'ombudsman en ces qualités sont réputés des services accomplis à titre de député.	Période réputée une période de service
Calculation of service	(6) In any calculation under the Act involving service of less than one year, (a) the calculation shall be made on a monthly basis; (b) any part of a month less than 15 days shall be disregarded; and (c) any part of a month not less than 15 days shall be deemed to be a month.	(6) Les règles suivantes s'appliquent au calcul des services d'une durée de moins d'un an aux termes de la présente loi : a) le calcul se fait sur une base mensuelle; b) une fraction de mois inférieure à 15 jours ne compte pas; c) une fraction de mois égale ou supérieure à 15 jours est réputée un mois entier.	Calcul des services
Calculation involving age	(7) If an individual's entitlement under the Act is determined with reference to a combination of an individual's age and number of years of service, the individual's age shall be expressed in years and months and subsection (6) applies with necessary modifications.	(7) Si les droits que la présente loi accorde à une personne sont fonction d'une combinaison de l'âge et du nombre d'années de service, l'âge est exprimé en années et en mois et le paragraphe (6) s'applique avec les adaptations nécessaires.	Calcul tenant compte de l'âge

PART II GENERAL

Pension plan continued	2. (1) The pension plan set out in the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> is continued.
Primary purpose of the plan	(2) The primary purpose of the plan is to provide periodic payments of allowances to members of the Assembly after their retirement and until death in respect of their service as members of the Assembly.
Application of plan	3. (1) The plan applies in respect of individuals who are members of the Assembly on or after January 1, 1992.
Same	(2) The plan applies in respect of the individuals who hold office as the Information and Privacy Commissioner or as Ombudsman on or after January 1, 1992.
Membership	4. (1) Every individual who is a member of the Assembly on or after January 1, 1992 is a member of the plan. He or she ceases to be a member of the plan,

PARTIE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Maintien du régime de retraite	2. (1) Le régime de retraite établi dans la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> est maintenu.
Principal objet	(2) Le principal objet du régime consiste à prévoir le versement périodique d'allocations aux députés à l'Assemblée, après leur retraite et jusqu'à leur décès, pour les services qu'ils ont accomplis à ce titre.
Champ d'application du régime	3. (1) Le régime s'applique à quiconque est député à l'Assemblée le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour.
Idem	(2) Le régime s'applique à quiconque exerce les fonctions de commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou d'ombudsman le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour.
Participation	4. (1) Quiconque est député le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour est un participant au régime. Il cesse d'y participer :

	(a) at any time he or she ceases to be a member of the Assembly; or	a) soit lorsqu'il cesse d'être député;	
	(b) at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age.	b) soit à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 69 ans.	
Deemed members	(2) For the purposes of the Act, the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman shall be deemed to be members of the Assembly.	(2) Pour l'application de la présente loi, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et l'ombudsman sont réputés députés.	Personnes réputées députés
Former member	(3) An individual is a former member of the plan if he or she has ceased to be a member of the plan and is entitled to be paid an allowance under the plan either immediately or in the future.	(3) Est un ancien participant au régime quiconque a cessé d'y participer et a droit au versement d'une allocation dans le cadre de celui-ci soit immédiatement, soit plus tard.	Ancien participant
Credit for service as federal MP	5. (1) If an individual is a former member of the House of Commons of Canada who is not entitled to or is not receiving an allowance in respect of service as a member of the House of Commons of Canada, his or her service may be counted as service under this Act if the individual pays into his or her registered plan account before June 8, 1995 an amount equal to the refund of contributions received from the account maintained to provide superannuation benefits for members of the House of Commons of Canada, with interest at the rate of 6 per cent per year.	5. (1) Si une personne est un ancien député à la Chambre des communes du Canada qui n'a pas droit à une allocation à l'égard de ses services à ce titre, ni ne touche une telle allocation, ces services peuvent être décomptés comme services visés par la présente loi si elle verse à son compte de régime enregistré, avant le 8 juin 1995, un montant égal au remboursement des cotisations qu'elle a reçu du compte des prestations de retraite des députés à la Chambre des communes, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
Limit	(2) A period of service after 1989 shall not be counted under subsection (1) for the purposes of the registered plan unless the period is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the <i>Income Tax Regulations</i> (Canada).	(2) Une période de service postérieure à 1989 ne peut être décomptée aux termes du paragraphe (1) aux fins du régime enregistré que si elle est approuvée conformément à l'attestation des services passée prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Plafond
Exemption from seizure, execution or attachment	6. Section 66 of the <i>Pension Benefits Act</i> applies with necessary modifications with respect to money payable under this Act.	6. L'article 66 de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux sommes payables aux termes de la présente loi.	Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arêt
Effect on teachers' pension	7. Despite clause 2 (3) (b) of Schedule 1 to the <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , this Act does not affect the rights of a person under that Act.	7. Malgré l'alinéa 2 (3) b) de l'annexe 1 de la loi intitulée <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , la présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que prévoit cette autre loi.	Incidence sur les pensions des enseignants
PART III REGISTERED PLAN			
Member contributions	8. (1) Subject to subsection (3), every member of the plan shall contribute an amount equal to 10 per cent of his or her remuneration.	8. (1) Sous réserve du paragraphe (3), chaque participant au régime verse une cotisation correspondant à 10 pour cent de sa rémunération.	Cotisations des participants
Remittance	(2) The member's contribution must be deducted monthly from his or her remuneration and credited to the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	(2) La cotisation du participant est déduite tous les mois de sa rémunération et portée au crédit du Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Remise
Contributions eliminated	(3) A member is not entitled to make a contribution under the plan for any period after June 7, 1995.	(3) Le participant n'a pas le droit de verser une cotisation dans le cadre du régime à	Élimination des cotisations

Refund (4) The member is entitled to a refund of contributions made for any period after June 7, 1995 together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent. The refund is to be paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account.

Same, Information and Privacy Commissioner and Ombudsman

(5) If the Information and Privacy Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, notifies the Speaker within four months after this Act receives Royal Assent that he or she intends to purchase credit in the Public Service Pension Plan for the service to which the refund relates, his or her refund (together with interest) shall be paid,

(a) to the Public Service Pension Plan, to the extent necessary to satisfy his or her contributions under the Plan for the service; and

(b) to the Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, to the extent that there is any money remaining after payment is made under clause (a).

Entitlement to allowance

9. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance determined under section 10 during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,

(a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and

(b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Allowance at age 69

(3) If an individual is a member of the plan at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age, the individual is entitled to be paid an allowance at the beginning of the next calendar year.

Amount of allowance

10. (1) The amount of an individual's allowance under section 9 for the calendar year in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$$

in which,

l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995.

(4) Le participant a droit au remboursement des cotisations qu'il a versées à l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent. Le remboursement est prélevé sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative.

Remboursement

(5) Si, dans les quatre mois qui suivent le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou l'ombudsman, selon le cas, avise le président de l'Assemblée qu'il a l'intention de racheter des éléments de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires pour les services auxquels le remboursement se rattache, le montant qui lui est remboursé (majoré des intérêts) est versé :

Idem, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et ombudsman

a) d'une part, au Régime de retraite des fonctionnaires, dans la mesure nécessaire pour acquitter les cotisations prévues par celui-ci au titre de ces services;

b) d'autre part, au commissaire ou à l'ombudsman, selon le cas, dans la mesure où le versement prévu à l'alinéa a) laisse un reliquat.

9. (1) A droit à une allocation annuelle viagère calculée aux termes de l'article 10 toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.

Droit à une allocation

(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :

Idem

a) le jour où la personne cesse de participer au régime;

b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.

(3) Toute personne qui participe au régime à la fin de l'année civile au cours de laquelle elle atteint l'âge de 69 ans a droit au versement d'une allocation au début de l'année civile suivante.

Allocation versée à l'âge de 69 ans

10. (1) Le montant de l'allocation qu'une personne touche aux termes de l'article 9 pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

Montant de l'allocation

$$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$$

où :

“A” equals the lesser of,

- (a) 2 per cent of the individual's average annual remuneration, and
- (b) the defined benefit limit for the year in which the allowance begins;

“B” equals the amount of his or her service as a member of the Assembly after 1991 and before June 8, 1995;

“C” equals the number of months in the period from the day on which the allowance begins to the day that is the earliest of,

- (a) the day on which the individual reaches 60 years of age,
- (b) the day on which the individual would have completed 30 years of service as a member of the Assembly, had the individual remained a member of the Assembly, and
- (c) the day on which the sum of the individual's age and his or her years of service as a member of the Assembly would have equalled 80, if the individual had remained a member of the Assembly, and

“D” equals,

- (a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992 and without increase or indexation as provided in that plan, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and
- (b) in any other case, nil.

Same

(2) The amount of an individual's allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$E \times (F / G) + H$$

in which,

“E” equals the amount calculated under subsection (1) for the individual, assuming that the value of D in that calculation is nil;

«A» est égal au moindre des montants suivants :

- a) 2 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne,
- b) le plafond des prestations déterminées pour l'année au cours de laquelle l'allocation commence à être versée;

«B» est égal aux services que la personne a accomplis à titre de député après 1991, mais avant le 8 juin 1995;

«C» est égal au nombre de mois compris dans la période qui débute le jour où l'allocation commence à être versée et qui se termine le premier en date des jours suivants :

- a) le jour où la personne atteint l'âge de 60 ans,
- b) le jour où elle aurait terminé 30 années de service à titre de député si elle était encore député,
- c) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député aurait été de 80 si elle était encore député;

«D» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

- a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, mais sans l'augmentation ou l'indexation prévue par ce régime, si ce dernier s'était appliqué à elle,
- b) dans les autres cas, zéro.

(2) Le montant de l'allocation d'une personne pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$E \times (F / G) + H$$

où :

«E» est égal au montant calculé aux termes du paragraphe (1) pour la personne, en supposant que la valeur du terme «D» utilisé dans ce calcul est de zéro;

Idem

“F” equals the average Consumer Price Index for the calendar year;

“G” equals the average Consumer Price Index for the calendar year in which the allowance began; and

“H” equals,

- (a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and

- (b) in any other case, nil.

Average annual remuneration (3) For the purposes of “A” in subsection (1), the individual's average annual remuneration is 12 times the average monthly indexed remuneration for the period of service as a member of the Assembly.

Same (4) Despite subsection (3), if the individual has more than three non-overlapping periods of 12 consecutive months of service as a member of the Assembly, his or her average annual remuneration is one-third of the greatest of all amounts each of which is the sum of indexed remuneration for each of the months in any three of the periods.

Monthly indexed remuneration (5) Indexed remuneration of an individual for a month is the remuneration for the month multiplied by the ratio of A to B where,

“A” equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the allowance begins to be paid to the individual; and

“B” equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the remuneration is paid.

Definitions (6) For the purposes of this section,

“average wage” means average wage as defined in subsection 147.1 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); (“salaire moyen”)

“defined benefit limit” means defined benefit limit as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada). (“plafond des prestations déterminées”)

Post-retirement spousal allowance 11. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies

«F» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile;

«G» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«H» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

- a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, si ce régime s'était appliqué à elle,

- b) dans les autres cas, zéro.

(3) Pour l'application du terme «A» du paragraphe (1), la rémunération annuelle moyenne de la personne correspond à 12 fois sa rémunération mensuelle indexée moyenne pour la période de ses services à titre de député.

Rémunération annuelle moyenne

(4) Malgré le paragraphe (3), si la personne compte plus de trois périodes non chevauchantes de 12 mois consécutifs de service à titre de député, sa rémunération annuelle moyenne correspond au tiers du plus élevé des montants représentant chacun la somme de sa rémunération indexée pour chacun des mois compris dans trois quelconques de ces périodes.

Idem

(5) La rémunération indexée d'une personne pour un mois correspond à la rémunération de ce mois multipliée par le rapport entre «A» et «B» où :

Rémunération mensuelle indexée

«A» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation commence à être versée à la personne;

«B» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle la rémunération est versée.

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«plafond des prestations déterminées» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («defined benefit limit»)

«salaire moyen» S'entend au sens du paragraphe 147.1 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). («average wage»)

11. (1) Au décès d'un ancien participant au régime qui touche une allocation aux termes

Allocation au conjoint après la retraite

	leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	de la présente partie, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	
Same	(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,	(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :	Idem
	(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and	a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H» des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;	
	(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.	b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.	
Children's allowance	(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.	(3) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation aux termes de la présente partie et qui ne laisse pas de conjoint mais laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint de l'ancien participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.	Allocation aux enfants
Termination of child's allowance	(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(4) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Pre-retirement spousal allowance	12. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	12. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	Allocation au conjoint avant la retraite
Amount of spousal allowance	(2) The amount of the allowance under subsection (1) for the calendar year in which the member dies is the sum of,	(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour l'année civile au cours de laquelle décède le participant est égal au total des montants suivants :	Montant de l'allocation au conjoint
	(a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of C and D in that subsection is zero; and	a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «C» et «D» de ce paragraphe est de zéro;	
	(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of A, B and C in that subsection is zero.	b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «A», «B» et «C» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.	

Same	<p>(3) The amount of the allowance under subsection (1) for a calendar year subsequent to the year of death is the sum of,</p> <p>(a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of H in that subsection is zero; and</p> <p>(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of E, F and G in that subsection is zero.</p>	<p>(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour une année civile postérieure à l'année du décès est égal au total des montants suivants :</p> <p>a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur du terme «H» de ce paragraphe est de zéro;</p> <p>b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur des termes «E», «F» et «G» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.</p>	Idem
Children's allowance	<p>(4) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1), if the spouse had survived the member.</p>	<p>(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.</p>	Allocation aux enfants
Survivor's allowance	<p>(5) If a spouse entitled to be paid an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.</p>	<p>(5) Au décès du conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.</p>	Allocation aux enfants survivant au conjoint
Termination of child's allowance	<p>(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.</p>	<p>(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.</p>	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Former member, spousal allowance	<p>13. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.</p>	<p>13. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.</p>	Ancien participant : allocation au conjoint
Same	<p>(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.</p>	<p>(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.</p>	Idem
Amount of spousal allowance	<p>(3) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,</p> <p>(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and</p>	<p>(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :</p> <p>a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H» des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;</p>	Montant de l'allocation au conjoint

	(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.	b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.	
Reduced allowance	(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3) and reduced on an actuarially-equivalent basis.	(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.	Allocation réduite
Children's allowance	(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.	(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.	Allocation aux enfants
Termination of child's allowance	(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Refund of contributions before vesting	14. (1) An individual who ceases to be a member of the plan after 1991 but before becoming eligible for an allowance is entitled to a refund of his or her contributions together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent.	14. (1) La personne qui cesse de participer au régime après 1991, mais avant de devenir admissible à une allocation, a droit au remboursement de ses cotisations, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Remboursement des cotisations avant l'acquisition
Application for refund	(2) The individual is not entitled to be paid the refund until the Speaker has received a written application for it.	(2) La personne n'a pas le droit de recevoir le remboursement avant que le président de l'Assemblée n'ait reçu une demande écrite à cet effet.	Demande de remboursement
100 per cent rule (refund of contributions)	15. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance or a member of the plan dies and no one becomes entitled to be paid an allowance under section 11, 12 or 13, his or her estate is entitled to payment of the amount, if any, by which A exceeds B, both as determined under subsection (2).	15. (1) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation ou d'un participant, sa succession a droit au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B», les deux étant calculés aux termes du paragraphe (2), si personne n'a droit à une allocation aux termes de l'article 11, 12 ou 13.	Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)
Same	(2) For the purposes of subsection (1), "A" equals the amount of the former member's or the member's contributions together with interest at an annual rate of 6 per cent up to the earlier of, (a) the date, if any, on which he or she began to be paid the allowance, and (b) the date of death; and "B" equals the total amount, if any, of the allowance paid to him or her up to the date of death.	(2) Pour l'application du paragraphe (1) : «A» est égal au montant des cotisations de l'ancien participant ou du participant, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent jusqu'au premier en date des jours suivants : a) le jour où il a commencé à toucher l'allocation, le cas échéant, b) le jour du décès; «B» est égal au montant total éventuel de l'allocation qu'il a touchée jusqu'au jour du décès.	Idem

Reinstatement of service

16. (1) An individual who receives a refund and who again becomes a member of the plan on or before June 8, 1995 is entitled to reinstatement of the service in respect of which the refund was made if he or she pays the amount refunded together with interest calculated at the annual rate of 6 per cent to the Minister of Finance.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the member is not entitled to a reinstatement of service after 1989 unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Assignment prohibited

17. (1) No right under the plan of a member or former member is capable of being assigned, charged, anticipated, given as security or surrendered except as provided in this section.

Exception

(2) A right may be assigned under a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written agreement in settlement of rights arising as a consequence of the breakdown of a conjugal relationship between an individual and his or her spouse or former spouse.

Same

(3) A right may be assigned by the legal representative of a deceased individual on the distribution of the individual's estate.

PART IV CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN

Credit for service before June 8, 1995

18. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her registered plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.

Amount of credit

(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part III for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.

Part III benefits

(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part III are calculated in accordance with that Part with the following modifications:

1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part III even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.

16. (1) La personne qui reçoit un remboursement et qui recommence à participer au régime le 8 juin 1995 ou avant ce jour a droit à la validation des services visés par le remboursement si elle remet au ministre des Finances le montant remboursé, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.

Validation des services antérieurs

(2) Malgré le paragraphe (1), le participant n'a droit à la validation des services qu'il a accomplis après 1989 que si ces services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Restriction

17. (1) Aucun droit d'un participant ou d'un ancien participant dans le cadre du régime ne peut être cédé, grevé, anticipé ou offert en garantie, ni faire l'objet d'une renonciation, si ce n'est dans les cas prévus par le présent article.

Cession interdite

(2) Un droit peut être cédé aux termes d'un jugement ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit en règlement des droits découlant de l'échec de l'union conjugale entre deux conjoints ou ex-conjoints.

Exception

(3) Le représentant personnel d'un défunt peut céder un droit lors de la distribution de la succession de ce dernier.

Idem

PARTIE IV TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ

18. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime enregistré le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.

Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995

(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie III pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.

Montant du crédit

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie III sont calculées conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

Prestations visées à la partie III

1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.

	<p>2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with section 10.</p> <p>3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.</p>	<p>2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément à l'article 10.</p> <p>3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.</p>	
Commuted value	<p>(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.</p>	<p>(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.</p>	Valeur de rachat
Interest	<p>(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount described in subsection (2) is credited to the individual's registered plan account.</p>	<p>(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au paragraphe (2) est porté au crédit du compte de régime enregistré de la personne.</p>	Intérêts
Conversion date	<p>(6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.</p>	<p>(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.</p>	Date de transformation
Effect of receiving credit	<p>19. No individual who receives credit under subsection 18 (1) is entitled to be paid benefits under Part III for service as a member of the Assembly.</p>	<p>19. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie III pour les services qu'il a accomplis à titre de député si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1).</p>	Effet du crédit
Election re credit	<p>20. (1) An individual who receives credit under subsection 18 (1) shall elect whether to have the credit remain in the registered plan account or to transfer an amount equal to the credit to a locked-in retirement account.</p>	<p>20. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime enregistré, soit de le transférer à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.</p>	Choix relatif au crédit
Statement re election	<p>(2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.</p>	<p>(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offrent à elle.</p>	État relatif au choix
Same	<p>(3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.</p>	<p>(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.</p>	Idem
Deemed election	<p>(4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the registered plan account.</p>	<p>(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime enregistré.</p>	Omission réputée un choix
Transfer to locked-in retirement account	<p>21. (1) This section applies if an individual elects the transfer described in subsection 20 (1) to a locked-in retirement account.</p>	<p>21. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit le transfert, visé au paragraphe 20 (1), à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.</p>	Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds
Payment	<p>(2) The Minister of Finance shall pay to the individual's locked-in retirement account an amount equal to the individual's credit in the registered plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the registered plan account</p>	<p>(2) Le ministre des Finances verse dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds de la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime</p>	Versement

until the date on which the Minister makes the payment to the locked-in retirement account.

enregistré jusqu'à celui où le ministre verse le montant dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds.

Same (3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.

(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.

Idem

Locked-in retirement account (4) The locked-in retirement account must meet the requirements established under the *Pension Benefits Act* for such an account, with necessary modifications.

(4) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds doit satisfaire, avec les adaptations nécessaires, aux exigences fixées à l'égard d'un tel compte par la *Loi sur les régimes de retraite*.

Compte de retraite avec immobilisation des fonds

Same (5) The locked-in retirement account must not permit any payment to be made to the individual before the later of,

(5) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds ne doit pas permettre le versement d'un montant à la personne avant le dernier en date des jours suivants :

Idem

(a) the date on which he or she ceases to be a member of the plan; and

a) le jour où elle cesse de participer au régime;

(b) the date on which he or she reaches 55 years of age.

b) le jour où elle atteint l'âge de 55 ans.

Effect of payment (6) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the registered plan for service before June 8, 1995 when the payment is made to the locked-in retirement account.

(6) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime enregistré pour les services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995 lorsque le versement dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds est effectué.

Effet du versement

PART V REGISTERED PLAN PAYMENTS

PARTIE V FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME ENREGISTRÉ

Trust established 22. The Speaker shall establish a trust for the purpose of receiving contributions from the Minister of Finance under section 25, accruing interest and earnings on the contributions and making payments in accordance with the terms of the registered plan.

22. Le président de l'Assemblée constitue une fiducie où sont reçus les montants versés par le ministre des Finances aux termes de l'article 25, où s'accumulent les intérêts courus et les gains réalisés sur ces montants et d'où sont effectués les versements conformément aux conditions du régime enregistré.

Constitution d'une fiducie

Registered plan account 23. (1) The Speaker shall establish and maintain a registered plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.

23. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime enregistré pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.

Compte de régime enregistré

Same (2) All payments or transfers made under the registered plan in respect of an individual must be charged to his or her registered plan account.

(2) Tous les versements ou transferts effectués dans le cadre du régime enregistré à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime enregistré.

Idem

Vesting (3) Amounts properly credited to a member's registered plan account vest in the member when credited.

(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime enregistré.

Acquisition

Interest (4) Interest accumulates on amounts credited to a registered plan account under subsections 18 (1) and 24 (1). Interest must be credited to the account at least annually.

(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime enregistré aux termes des paragraphes 18 (1) et 24 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.

Intérêts

Rate of interest (5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the

(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie

Taux d'intérêt

	trust established in section 22 less one per cent.	constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.	
Same	(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the <i>Bank of Canada Review</i> over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.	(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans des particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la <i>Revue de la Banque du Canada</i> , au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.	Idem
Money purchase credit	24. (1) Every month, the Minister of Finance shall credit to a plan member's registered plan account an amount equal to 5 per cent of the member's remuneration for that month.	24. (1) Chaque mois, le ministre des Finances porte au crédit du compte de régime enregistré de chaque participant un montant égal à 5 pour cent de sa rémunération pour le mois.	Crédit des cotisations déterminées.
Money purchase limit	(2) Despite subsection (1), the Minister shall not credit a member's registered plan account with an amount for a calendar year greater than the money purchase limit for the year as defined in subsection 147.1 (1) of the <i>Income Tax Act</i> (Canada).	(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre ne doit pas, pour une année civile, porter au crédit du compte de régime enregistré du participant un montant supérieur au plafond des cotisations déterminées pour l'année au sens du paragraphe 147.1 (1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Plafond des cotisations déterminées
Contributions by Minister	25. (1) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the trust established under section 22 the amounts credited to all registered plan accounts in respect of members' service after June 7, 1995.	25. (1) Le ministre des Finances verse à la fiducie constituée aux termes de l'article 22, par prélèvement sur le Trésor, les montants portés au crédit de tous les comptes de régime enregistré à l'égard des services accomplis par les participants après le 7 juin 1995.	Montants versés par le ministre
Same	(2) The Minister shall make the payment not later than September 1, 1996 in respect of service during 1995.	(2) Le ministre verse les montants au plus tard le 1 ^{er} septembre 1996 à l'égard des services accomplis en 1995.	Idem
Statement of benefits and options	26. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under sections 27 and 28. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.	26. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offrent les articles 27 et 28. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où le participant cesse de participer au régime.	État des prestations et des options
Same	(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 29 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.	(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 29 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.	Idem
Entitlement to lifetime pension	27. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime pension described in this section upon ceasing to be a member.	27. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.	Droit à une pension viagère
Size of pension	(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's registered plan	(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime enregistré de la	Capital de la pension

account when he or she ceases to be a member.

personne au moment où elle cesse de participer au régime.

Form of
pension

(3) The pension must meet the following requirements:

(3) La pension doit satisfaire aux exigences suivantes :

Forme de
pension

1. It must be in a form acceptable for pensions that are payable from money purchase pension plans registered under the *Income Tax Act* (Canada).
2. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan, it must be payable in a joint and survivor form. The member must be permitted to waive the joint and survivor payments with the consent of his or her spouse.
3. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan and the pension is to be paid in a joint and survivor form, the spouse must be entitled to receive 60 per cent of the amount payable under the pension to the member.
4. Payment of the pension must begin,
 - i. no earlier than the later of the date on which the individual ceased to be a member of the plan and the date on which he or she reaches 55 years of age, and
 - ii. no later than the last day of the calendar year in which the individual reaches 69 years of age.

1. Elle doit avoir une forme acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).
2. Elle doit être réversible si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime. Le participant doit être autorisé à renoncer à la réversibilité des versements avec le consentement de son conjoint.
3. Si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime et que la pension est réversible, le conjoint doit avoir droit à 60 pour cent du montant payable au participant aux termes de la pension.
4. La pension doit commencer à être versée :
 - i. au plus tôt le dernier en date du jour où la personne a cessé de participer au régime et du jour où elle atteint l'âge de 55 ans,
 - ii. au plus tard le dernier jour de l'année civile au cours de laquelle la personne atteint l'âge de 69 ans.

Preference re
pension

(4) The individual shall notify the Speaker in writing of the form of pension that the individual wishes to receive and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).

(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée de la forme de pension qu'elle souhaite se voir verser.

Préférences
quant à la
pension

Same

(5) If the individual does not notify the Speaker of his or her wishes as to the form of the pension within the 60-day period, he or she shall be paid a pension in that meets the requirements set out in subsection (3) and that,

(5) Si la personne n'avise pas le président de ses préférences quant à la forme de pension dans le délai de 60 jours, il lui est versé une pension qui satisfait aux exigences énoncées au paragraphe (3) et qui :

Idem

- (a) does not have a guarantee period;
- (b) is not indexed; and
- (c) meets such other conditions as the Speaker may decide.

- a) n'a pas de période garantie;
- b) n'est pas indexée;
- c) remplit les autres conditions qu'impose le président.

Portability
rights

28. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death may transfer the balance in his or her registered plan account to a locked-in retirement account or a life income fund that satisfies the conditions established under the *Pension Benefits Act* for those accounts or funds, with necessary modifications.

28. (1) Toute personne qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès peut transférer le solde de son compte de régime enregistré à un compte de retraite avec immobilisation des fonds ou à un fonds de revenu viager qui remplit, avec les adaptations nécessaires, les conditions imposées à l'égard d'un tel compte ou fonds par la *Loi sur les régimes de retraite*.

Transféra-
bilité

Payment	(2) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the individual's locked-in retirement account or life income fund, as the case may be, an amount equal to the balance in the individual's registered plan account.	(2) Le ministre des Finances verse, par prélèvement sur le Trésor, au compte de retraite avec immobilisation des fonds ou au fonds de revenu viager, selon le cas, de la personne un montant égal au solde de son compte de régime enregistré.	Versement
Effect of transfer	(3) No individual who makes a transfer described in subsection (1) is entitled to a pension under section 27.	(3) Nul n'a droit à la pension prévue à l'article 27 s'il effectue le transfert visé au paragraphe (1).	Effet du transfert
Notice to Speaker	(4) The individual shall notify the Speaker in writing if he or she wishes to make a transfer described in subsection (1) and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).	(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée si elle souhaite effectuer le transfert visé au paragraphe (1).	Avis donné au président
Deemed choice	(5) The individual shall be deemed not to wish to make a transfer described in subsection (1) if the individual does not notify the Speaker within the 60-day period that he or she wishes to do so.	(5) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours de son intention d'effectuer le transfert visé au paragraphe (1) est réputé ne pas avoir l'intention de ce faire.	Omission réputée un choix
Pre-retirement spousal entitlement	29. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the member's death to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the <i>Income Tax Act</i> (Canada).	29. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-champ au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréées en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Droit du conjoint avant la retraite
Election	(2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (2).	(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.	Choix
Deemed election	(3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.	(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.	Omission réputée un choix
Entitlement of beneficiary	(4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit du bénéficiaire
Entitlement of estate	(5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit de la succession

PART VI SUPPLEMENTARY PLAN

Entitlement to allowance

30. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,

- (a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and
- (b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Amount of allowance

(3) The amount of the allowance for the calendar year in which it begins is calculated using the formula,

$$A - B$$

in which,

"A" equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years; and

"B" equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (1).

Same

(4) Subject to subsection (6), the amount of the allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$A \times (C / D) - E$$

in which,

"A" equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years;

"C" equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year;

"D" equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year in which the allowance began;

"E" equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (2).

PARTIE VI RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

Droit à une allocation

30. (1) A droit à une allocation annuelle viagère toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.

Idem

(2) L'allocation commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :

- a) le jour où la personne cesse de participer au régime;
- b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.

Montant de l'allocation

(3) Le montant de l'allocation pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$A - B$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«B» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (1).

Idem

(4) Sous réserve du paragraphe (6), le montant de l'allocation pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$A \times (C / D) - E$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«C» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile;

«D» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«E» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (2).

Average
annual remuneration

(5) For the purposes of the variable A in subsections (3) and (4), the individual's average annual remuneration is his or her average annual remuneration during any 36 months of service as a member of the Assembly, which months need not be consecutive, during which his or her remuneration was highest.

Rémunération annuelle moyenne

Annual inflation rate over 2 per cent

(6) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of subsection (4). The amount in excess of 2 per cent for a year shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).

Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent

Post-retirement spousal allowance

31. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Allocation au conjoint après la retraite

Same

(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where,

Idem

"A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under subsection 19 (1) of the pre-reform plan if that subsection had applied in respect of the former member on the date of death; and

"A" est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes du paragraphe 19 (1) du régime antérieur à la réforme, si ce paragraphe s'était appliqué à l'ancien participant le jour du décès;

"B" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 11 (1).

"B" est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 11 (1).

Children's allowance

(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.

Allocation aux enfants

Termination of child's allowance

(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

Pre-retirement spousal allowance

32. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Allocation au conjoint avant la retraite

Amount of spousal allowance

(2) The allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where,

Montant de l'allocation au conjoint

"A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under clause 19 (3) (a) of the pre-reform plan, if that clause had applied in respect of the member on the date of death; and

"A" est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes de l'alinéa 19 (3) a) du régime antérieur à la réforme, si cet alinéa s'était appliqué au participant le jour du décès;

	"B" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 12 (1).	«B» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 12 (1).	
Children's allowance	(3) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1) if the spouse had survived the member.	(3) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.	Allocation aux enfants
Survivor's allowance	(4) If a spouse entitled to an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.	(4) Au décès d'un conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.	Allocation aux enfants survivant au conjoint
Termination of child's allowance	(5) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(5) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Former member, spousal allowance	33. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	33. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	Ancien participant : allocation au conjoint
Same	(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) and his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.	(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.	Idem
Amount of spousal allowance	(3) The amount of the allowance under subsection (1) is calculated using the formula,	(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est calculé selon la formule suivante :	Montant de l'allocation au conjoint
	$A + B - C$	$A + B - C$	
	in which,	où :	
	"A" equals 60 per cent of the allowance to which the former member would have been entitled under the pre-reform plan on the day the allowance under subsection (1) begins, had the pre-reform plan applied in respect of the former member;	«A» est égal à 60 pour cent de l'allocation à laquelle l'ancien participant aurait eu droit dans le cadre du régime antérieur à la réforme le jour où l'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée, si ce régime s'était appliqué à lui;	
	"B" equals in respect of each dependent child of the former member at the date of death, to a maximum of three children, 10 per cent of the allowance referred to in the definition of the variable A; and	«B» est égal à 10 pour cent de l'allocation mentionnée dans la définition du terme «A» à l'égard de chacun des enfants à charge de l'ancien participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois;	
	"C" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 13 (1).	«C» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 13 (1).	
Reduced allowance	(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3)	(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.	Allocation réduite

and reduced on an actuarially-equivalent basis.

Children's allowance

(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.

Termination of child's allowance

(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.

Allocation aux enfants

(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

PART VII CONVERSION OF THE SUPPLEMENTARY PLAN

Credit for service before June 8, 1995

34. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her supplementary plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.

Amount of credit

(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part VI for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.

Part VI benefits

(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part VI are calculated in accordance with that Part with the following modifications:

1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part VI even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.
2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with subsection 30 (5).
3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.

Commuted value

(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.

Interest

(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount

PARTIE VII TRANSFORMATION DU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

34. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime supplémentaire le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.

Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995

(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie VI pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.

Montant du crédit

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie VI sont calculées conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

Prestations visées à la partie VI

1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.
2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément au paragraphe 30 (5).
3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.

(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.

Valeur de rachat

(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au para-

Intérêts

	described in subsection (2) is credited to the individual's supplementary plan account.		phe (2) est porté au crédit du compte de régime supplémentaire de la personne.	
Conversion date	(6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.		(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.	Date de transformation
Effect of receiving credit	35. No individual who receives credit under subsection 34 (1) is entitled to be paid benefits under Part VI.		35. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie VI si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1).	Effet du crédit
Election re credit	36. (1) An individual who receives credit under subsection 34 (1) shall elect whether to have the credit remain in the supplementary plan account or to be paid an amount equal to the credit as a lump sum.		36. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime supplémentaire, soit de le toucher sous forme de somme forfaitaire.	Choix relatif au crédit
Statement re election	(2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.		(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offre à elle.	État relatif au choix
Same	(3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.		(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.	Idem
Deemed election	(4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the supplementary plan account.		(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime supplémentaire.	Omission réputée un choix
Lump sum payment	37. (1) This section applies if an individual elects to receive the lump sum payment described in subsection 34 (1).		37. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit la somme forfaitaire visée au paragraphe 34 (1).	Somme forfaitaire
Payment	(2) The Minister of Finance shall pay to the individual an amount equal to the individual's credit in the supplementary plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the supplementary plan account until the date on which the Minister makes the lump sum payment to the individual.		(2) Le ministre des Finances verse à la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime supplémentaire jusqu'à celui où le ministre verse la somme forfaitaire à la personne.	Versement
Same	(3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.		(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.	Idem
Effect of payment	(4) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the supplementary plan when the Minister pays him or her the lump sum.		(4) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime supplémentaire lorsque le ministre lui verse la somme forfaitaire.	Effet du versement

PART VIII SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS

Arrangements for payment	38. The Minister of Finance may make whatever arrangements he or she considers appropriate to provide for the payment of pensions under this Part.	
Supplementary plan account	39. (1) The Speaker shall establish and maintain a supplementary plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.	

PARTIE VII FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

Arrangements	38. Le ministre des Finances peut prendre tous les arrangements qu'il juge appropriés pour prévoir le versement des pensions prévues par la présente partie.	
Compte de régime supplémentaire	39. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime supplémentaire pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.	

Same	(2) All payments made under the supplementary plan in respect of an individual must be charged to his or her supplementary plan account.	(2) Tous les versements effectués dans le cadre du régime supplémentaire à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime supplémentaire.	Idem
Vesting	(3) Amounts properly credited to a member's supplementary plan account vest in the member when credited.	(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime supplémentaire.	Acquisition
Interest	(4) Interest accumulates on the amount credited to a supplementary plan account under subsection 34 (1). Interest must be credited to the account at least annually.	(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime supplémentaire aux termes du paragraphe 34 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.	Intérêts
Rate of interest	(5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the trust established in section 22 less one per cent.	(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.	Taux d'intérêt
Same	(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the <i>Bank of Canada Review</i> over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.	(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans des particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la <i>Revue de la Banque du Canada</i> , au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.	Idem
Statement of benefits and options	40. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under section 41. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.	40. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offre l'article 41. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où la personne cesse de participer au régime.	État des prestations et des options
Same	(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 42 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.	(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 42 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.	Idem
Entitlement to lifetime pension	41. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime pension described in this section upon ceasing to be a member.	41. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.	Droit à une pension viagère
Size of pension	(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's supplementary plan account when he or she ceases to be a member.	(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime supplémentaire de la personne au moment où elle cesse de participer au régime.	Capital de la pension
Form of pension	(3) Subsections 27 (3) to (5) apply, with necessary modifications, with respect to the pension.	(3) Les paragraphes 27 (3) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la pension.	Forme de pension
Pre-retirement spousal entitlement	42. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the	42. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-	Droit du conjoint avant la retraite

member's death to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the *Income Tax Act* (Canada).

champ au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Election

(2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 40 (2).

(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 40 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.

Choix

Deemed election

(3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.

(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.

Omission réputée un choix

Entitlement of beneficiary

(4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

Droit du bénéficiaire

Entitlement of estate

(5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

Droit de la succession

PART IX ADMINISTRATION

Administration of Act

43. The Act is administered by the Speaker.

43. Le président de l'Assemblée est chargé de l'application de la présente loi.

Application de la Loi

Consolidated Revenue Fund

44. (1) All contributions to the plan made by plan members shall be paid to the Consolidated Revenue Fund and all amounts to be credited under the plan are credited to the Consolidated Revenue Fund.

44. (1) Toutes les cotisations des participants au régime sont versées au Trésor et tous les montants à porter à leur crédit dans le cadre du régime sont portés au crédit du Trésor.

Trésor

Same

(2) All payments and transfers to be made under the plan are a charge on and payable from the Consolidated Revenue Fund.

(2) Tous les paiements et transferts à effectuer dans le cadre du régime sont portés au débit du Trésor et prélevés sur celui-ci.

Idem

Accounts in the CRF

45. (1) The Minister of Finance shall establish an account in the Consolidated Revenue Fund in which all credits, receipts and disbursements under the registered plan must be entered, and one in which all credits, receipts and disbursements under the supplementary plan must be entered.

45. (1) Le ministre des Finances établit un compte du Trésor où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime enregistré et un deuxième où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime supplémentaire.

Comptes du Trésor

Transfers from Consolidated Revenue Fund

(2) Each year, the Minister of Finance shall credit to the applicable account in the Consolidated Revenue Fund such amounts as the Lieutenant Governor in Council may direct to provide for payments under the registered plan or the supplementary plan, as the case may be.

(2) Chaque année, le ministre des Finances porte au crédit du compte approprié du Trésor les montants que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil pour prévoir les paiements à faire dans le cadre du régime enregistré ou du régime supplémentaire, selon le cas.

Virements sur le Trésor

Extension of deadlines	46. The Speaker may extend any deadline established under the Act and may do so before or after the deadline has passed if, in the Speaker's opinion,	46. Le président de l'Assemblée peut proroger tout délai imparti aux termes de la présente loi avant ou après son expiration si, à son avis :	Prorogation des délais
	(a) there are special circumstances justifying the extension; and	a) d'une part, des circonstances particulières justifient la prorogation;	
	(b) the extension will not result in additional costs to the plan.	b) d'autre part, la prorogation n'entraînera pas de coût supplémentaire pour le régime.	
Payment of allowances	47. (1) Unless otherwise provided in the Act, allowances payable under the plan shall be paid monthly in equal amounts.	47. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, les allocations payables dans le cadre du régime sont versées tous les mois selon le même montant.	Versement des allocations
Same	(2) Amounts paid under the plan in respect of an individual who becomes a former member before June 8, 1995 shall be paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	(2) Les versements effectués dans le cadre du régime à l'égard d'une personne qui devient un ancien participant avant le 8 juin 1995 sont prélevés sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Idem
Purchase of annuities	48. (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of the pension to which an individual is entitled under the registered plan or the supplementary plan.	48. (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de la pension à laquelle une personne a droit aux termes du régime enregistré ou du régime supplémentaire.	Souscription d'un contrat de rente
Same	(2) The annuity provided by the annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the pension to which it relates.	(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que la pension à laquelle elle se rattache.	Idem
Discharge of rights	(3) The purchase of an annuity contract discharges the rights under the Act of the individual and of any other person in respect of the individual.	(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.	Extinction des droits
Authorized company	(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.	(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.	Compagnie ou société autorisée

PART X TRANSITION

Benefits in lieu	49. (1) The benefits provided under the plan in respect of individuals who were members of the Assembly on or after January 1, 1992 are in lieu of the benefits, if any, provided in respect of those individuals under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	49. (1) Les prestations prévues par le régime à l'égard des personnes qui étaient députés à l'Assemblée le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour remplacent celles prévues à leur égard, le cas échéant, par la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Prestations prévues par le régime
Certain individuals	(2) An individual who is a member of the Assembly on June 8, 1995 and who ceases to be a member of the Assembly before the day on which the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is entitled only to the benefits provided under the plan.	(2) Quiconque est député le 8 juin 1995 et cesse de l'être avant le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale n'a droit qu'aux prestations prévues par le régime.	Certaines personnes
Application of predecessor Act	50. (1) Despite its repeal and except as otherwise provided in this section, the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> con-	50. (1) Malgré son abrogation et sauf disposition contraire du présent article, la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'As-</i>	Champ d'application de la Loi que remplace la présente loi

tinues to apply in respect of individuals who had ceased to be members of the Assembly before January 1, 1992 and who were entitled on that date to receive an allowance under that Act.

semblée législative continue de s'appliquer aux personnes qui ont cessé d'être députés avant le 1^{er} janvier 1992 et qui avaient droit, ce jour-là, à une allocation prévue par cette loi.

Deemed amendments

(2) For the purposes of subsection (1), the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be the Act as it read on December 31, 1991, as amended by subsections (3) and (4).

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est réputée cette loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, avec les modifications que lui apportent les paragraphes (3) et (4).

Loi réputée modifiée

Same, suspension of allowances

(3) For the purposes of subsection (1), sections 7, 10 and 20 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be repealed.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), les articles 7, 10 et 20 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* sont réputés abrogés.

Idem, suspension des allocations

Same, annual increases

(4) For the purposes of subsection (1), section 25 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, shall be deemed to be repealed and the following substituted:

(4) Pour l'application du paragraphe (1), l'article 25 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, tel qu'il existait le 31 décembre 1991, est réputé abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, augmentations annuelles

Increase in allowance

25. (1) Effective April 1, 1996, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by 2 per cent.

25. (1) Le 1^{er} avril 1996, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté de 2 pour cent.

Augmentation de l'allocation

Same

(2) On January 1 every year, beginning with 1997, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by the lesser of,

(2) Tous les ans à compter de 1997, le 1^{er} janvier, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté du moindre des pourcentages suivants :

Idem

(a) 2 per cent; and

a) 2 pour cent;

(b) the increase in the average Consumer Price Index for the year.

b) l'augmentation de la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année.

Annual inflation rate over 2 per cent

(3) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of clause (2) (b). The amount in excess of 2 per cent shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).

(3) Si l'augmentation d'une année de l'autre de la moyenne de l'indice des prix à la consommation est supérieure à 2 pour cent, elle est réputée être de 2 pour cent pour l'application de l'alinéa (2) b). La tranche supérieure à 2 pour cent est reportée à une année ultérieure au cours de laquelle l'augmentation est inférieure à 2 pour cent (dans la mesure nécessaire pour faire passer la moyenne des prix à la consommation à 2 pour cent pour cette année-là).

Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent

Definition

(4) For the purposes of this section,

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

"average Consumer Price Index" means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Discretionary increase

25.1 (1) Before June 8, 1995, the Speaker may, by order, provide for the payment of supplementary benefits to persons receiving allowances under the Act. The Speaker may do this only with the approval of the Board of Internal Economy.

25.1 (1) Avant le 8 juin 1995, le président peut, par ordre, prévoir le versement de prestations supplémentaires aux bénéficiaires d'allocations accordées aux termes de la présente loi. Il ne peut toutefois le faire qu'avec l'approbation de la Commission de régie interne.

Augmentation discrétionnaire

Same	(2) The order may set out the classes of persons entitled to be paid the supplementary benefits, the amounts of the benefits and the times at which they may be paid.	(2) L'ordre peut énoncer les catégories de personnes qui ont droit aux prestations supplémentaires, le montant de ces prestations et le moment où elles peuvent être versées.	Idem
Status of supplementary benefits	(3) A person who is paid supplementary benefits is entitled to continue to receive them while the person is being paid an allowance under the Act. They shall be deemed to form part of the allowance which the person is paid under the Act.	(3) La personne qui touche des prestations supplémentaires a le droit de continuer à les toucher tant qu'elle touche une allocation aux termes de la présente loi. Ces prestations sont réputées faire partie intégrante de cette allocation.	Prestations supplémentaires
Purchase of annuity	25.2 (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of an allowance to which a person is entitled under the Act.	25.2 (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de l'allocation à laquelle une personne a droit aux termes de la présente loi.	Souscription d'un contrat de rente
Same	(2) The annuity provided by an annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the allowance to which it relates.	(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que l'allocation à laquelle elle se rattache.	Idem
Discharge of rights	(3) The purchase of the annuity contract discharges the rights under the Act of the person and of any other person in respect of that person.	(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.	Extinction des droits
Authorized company	(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.	(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.	Compagnie ou société autorisée
Conversion report	51. (1) The Minister of Finance shall ensure that an actuary other than the plan actuary prepares a report on the conversion of the pension plan established under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> into the plan described in this Act.	51. (1) Le ministre des Finances veille à ce qu'un actuaire autre que l'actuaire du régime rédige un rapport sur la transformation du régime de retraite établi aux termes de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés</i> à l'Assemblée législative en régime visé par la présente loi.	Rapport sur la transformation
Contents	(2) The report must contain the information required under the <i>Pension Benefits Act</i> , with necessary modifications, for conversion reports.	(2) Le rapport doit contenir, avec les adaptations nécessaires, les renseignements exigés à l'égard des rapports de transformation par la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> .	Teneur
Approval	(3) The Minister and the Speaker shall not implement the conversion until the Minister has approved the conversion report.	(3) Le ministre et le président de l'Assemblée ne peuvent procéder à la transformation tant que le ministre n'a pas approuvé le rapport.	Approbation

PART XI COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement	52. (1) Subject to subsection (2), this Act shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.
Same	(2) Parts IV, V, VII and VIII shall be deemed to have come into force on June 8, 1995.
Short title	53. The short title of this Act is the <i>MPPs Pension Act, 1996</i> .

PARTIE XI ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur	52. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 1992.
Idem	(2) Les parties IV, V, VII et VIII sont réputées être entrées en vigueur le 8 juin 1995.
Titre abrégé	53. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i> .

A201V
XB
-1556



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 42

(Chapter 6
Statutes of Ontario, 1996)

**An Act to reform MPPs' pensions, to
eliminate tax-free allowances and to
adjust MPPs' compensation levels**

Projet de loi 42

(Chapitre 6
Lois de l'Ontario de 1996)

**Loi portant réforme du régime de
retraite des députés, éliminant les
allocations non imposables et rajustant
les niveaux de rétribution des députés**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances



1st Reading	April 10, 1996
2nd Reading	April 18, 1996
3rd Reading	April 23, 1996
Royal Assent	April 25, 1996

1 ^{re} lecture	10 avril 1996
2 ^e lecture	18 avril 1996
3 ^e lecture	23 avril 1996
Sanction royale	25 avril 1996



An Act to reform MPPs' pensions, to eliminate tax-free allowances and to adjust MPPs' compensation levels

CONTENTS

Part		Sections
I	Pensions	
	<i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i>	1
	<i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>	2, 3
	<i>Ombudsman Act</i>	4, 5
	<i>Public Service Pension Act</i>	6
II	Compensation	
	<i>Legislative Assembly Act</i>	7-19
	<i>Executive Council Act</i>	20, 21
	<i>Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996</i>	22
III	Commencement and Short title	23, 24
	Schedule A	
	<i>MPPs Pension Act, 1996</i>	

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
PENSIONS**

**LEGISLATIVE ASSEMBLY RETIREMENT
ALLOWANCES ACT**

Repeal 1. (1) The *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* is repealed.

New Act (2) The *MPPs Pension Act, 1996*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

Loi portant réforme du régime de retraite des députés, éliminant les allocations non imposables et rajustant les niveaux de rétribution des députés

SOMMAIRE

Partie		Articles
I	Régimes de retraite	
	<i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i>	1
	<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	2, 3
	<i>Loi sur l'ombudsman</i>	4, 5
	<i>Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires</i>	6
II	Rétribution	
	<i>Loi sur l'Assemblée législative</i>	7-19
	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	20, 21
	<i>Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée</i>	22
III	Entrée en vigueur et titre abrégé	23, 24
	Annexe A	
	<i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i>	

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
RÉGIMES DE RETRAITE**

**LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE
DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

1. (1) La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est abrogée. Abrogation

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Nouvelle loi*
Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés, telle qu'elle figure à l'annexe A.

*Freedom of Information and Protection of
Privacy Act*

*Loi sur l'accès à l'information et la protection de
la vie privée*

**FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

2. Subsection 5 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

Non-
application

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Commissioner.

3. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Pension

(4) The Commissioner is a member of the Public Service Pension Plan.

OMBUDSMAN ACT

4. Subsection 5 (2) of the *Ombudsman Act* is repealed and the following substituted:

Non-
application

(2) The *Public Service Act* does not apply to the Ombudsman.

5. Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Pension

(4) The Ombudsman is a member of the Public Service Pension Plan.

PUBLIC SERVICE PENSION ACT

6. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following sections:

Information
and Privacy
Commissioner

15. (1) The Information and Privacy Commissioner may purchase credit in the Plan under clause 11 (1) (b) of the Plan for service during the period beginning on June 8, 1995 and ending on the day before the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the Commissioner is not entitled to purchase the credit unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Payment by
Minister

(3) If the Commissioner applies to the Board to purchase the credit within four months after the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent, the Minister shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the Board an amount equal to the amount determined by the Board to be payable by the Commissioner to purchase the credit.

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

2. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-
application

(2) Le commissaire est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

3. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Régime de
retraite

(4) Le commissaire participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

LOI SUR L'OMBUDSMAN

4. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'ombudsman* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-
application

(2) L'ombudsman est soustrait à l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

5. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Régime de
retraite

(4) L'ombudsman participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

**LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES
FONCTIONNAIRES**

6. La *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Commissaire
à l'informa-
tion et à la
protection de
la vie privée

15. (1) Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée peut racheter des éléments de retraite du Régime en vertu de l'alinéa 11 (1) b) de celui-ci pour les services qu'il a accomplis pendant la période qui commence le 8 juin 1995 et qui se termine la veille du jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale.

Restriction

(2) Malgré le paragraphe (1), le commissaire n'a le droit de racheter les éléments de retraite que si les services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Versement
effectué par
le ministre

(3) Si le commissaire demande à la Commission de racheter les éléments de retraite dans les quatre mois qui suivent le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale, le ministre verse à la Commission, par prélèvement sur le Trésor, un montant égal à celui que la Commission fixe

Entitlement
for service
before
June 8, 1995

(4) The following rules apply for the purpose of determining the Commissioner's entitlements under the Plan relating to his or her service in that capacity before June 8, 1995:

1. The Commissioner is not entitled to receive a pension under the Plan for service before June 8, 1995.
2. The Commissioner is not entitled to make contributions under the Plan for service before June 8, 1995.
3. Service by the Commissioner (including service in the capacity of acting Commissioner) shall be taken into account in any determination of whether he or she is entitled to a pension for which a person's eligibility is determined with reference to the number of years of his or her service or a combination of the person's age and number of years of service.

Ombudsman

16. Section 15 applies, with necessary modifications, with respect to the Ombudsman.

PART II COMPENSATION

LEGISLATIVE ASSEMBLY ACT

7. Section 61 of the *Legislative Assembly Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 1, is repealed and the following substituted:

61. (1) Every member of the Assembly shall be paid an annual salary of \$78,007.

(2) For the purpose of computing the amount of a member's salary, a member shall be deemed to have been a member,

- (a) beginning on the polling day on which the member is elected; and
- (b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

8. Section 62 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 2, is repealed and the following substituted:

comme étant payable par le commissaire à cette fin.

(4) Les règles suivantes s'appliquent pour déterminer les droits qu'a le commissaire dans le cadre du Régime en ce qui a trait aux services qu'il a accomplis à ce titre avant le 8 juin 1995 :

1. Le commissaire n'a pas le droit de toucher une pension dans le cadre du Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
2. Le commissaire n'a pas le droit de cotiser au Régime pour les services qu'il a accomplis avant le 8 juin 1995.
3. Il est tenu compte des services accomplis par le commissaire (y compris ceux qu'il a accomplis à titre de commissaire intérimaire) pour déterminer son droit éventuel à une pension à laquelle l'admissibilité est fonction du nombre d'années de service ou d'une combinaison de l'âge et des années de service.

16. L'article 15 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'ombudsman.

PARTIE II RÉTRIBUTION

LOI SUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

7. L'article 61 de la *Loi sur l'Assemblée législative*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. (1) Chaque député reçoit un traitement annuel de 78 007 \$.

(2) Aux fins du calcul du traitement d'un député, celui-ci est réputé avoir occupé son poste :

- a) à compter du jour du scrutin où il a été élu;
- b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

8. L'article 62 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droit afférent
aux services
antérieurs au
8 juin 1995

Ombudsman

Annual
salary of
members
Computation

Traitement
annuel des
députés
Calcul

Salary for
additional
responsi-
bilities

62. (1) The annual salary of a member is increased by the following amount, expressed as a percentage of the annual salary set out in subsection 61 (1), for any one of the following positions that he or she holds:

1. Speaker, 31.2 per cent.
2. Deputy Speaker and Chair of the Committee of the Whole House, 14.8 per cent.
3. Deputy Chair of the Committee of the Whole House, 10.9 per cent.
4. Chair of a standing or select committee, 14 per cent.
5. Vice-chair of a standing or select committee, 8 per cent.
6. Leader of the Opposition, 55.2 per cent.
7. Leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, 35.7 per cent.
8. Chair of the caucus of the party from which the Government is chosen or chair of the caucus of the party recognized as the Official Opposition, 12.5 per cent.
9. Chair of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, except the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 11.3 per cent.
10. House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 18.3 per cent.
11. Deputy House Leader of the party recognized as the Official Opposition, 9 per cent.
12. House Leader of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 15.6 per cent.
13. Deputy House Leader of a party described in paragraph 12, 8.2 per cent.
14. Chief Government Whip, 18.3 per cent.

62. (1) Le traitement annuel du député est augmenté du montant ci-dessous, exprimé en pourcentage du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1), pour l'un quelconque des postes suivants dont il est titulaire :

Augmen-
tation de
traitement

1. Président de l'Assemblée, 31,2 pour cent.
2. Vice-président de l'Assemblée et président du comité plénier, 14,8 pour cent.
3. Vice-président du comité plénier, 10,9 pour cent.
4. Président d'un comité permanent ou spécial, 14 pour cent.
5. Vice-président d'un comité permanent ou spécial, 8 pour cent.
6. Chef de l'opposition, 55,2 pour cent.
7. Chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition, 35,7 pour cent.
8. Président du groupe parlementaire du parti au pouvoir ou président du groupe parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 12,5 pour cent.
9. Président du groupe parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 11,3 pour cent.
10. Leader parlementaire du parti formant l'opposition officielle, 18,3 pour cent.
11. Leader parlementaire adjoint du parti formant l'opposition officielle, 9 pour cent.
12. Leader parlementaire d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 15,6 pour cent.
13. Leader parlementaire adjoint d'un parti visé à la disposition 12, 8,2 pour cent.
14. Whip en chef du gouvernement, 18,3 pour cent.

*Legislative Assembly Act**Loi sur l'Assemblée législative*

15. Deputy Government Whip, 12.5 per cent.

16. Government Whip, 9 per cent. (A maximum of three Government Whips may be paid the salary increase.)

17. Chief Opposition Whip, 14 per cent.

18. Opposition Whip, 9 per cent. (A maximum of two Opposition Whips may be paid the salary increase.)

19. Chief Party Whip of a party that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, 12.6 per cent.

20. Party Whip of a party described in paragraph 19, 8.2 per cent.

More than one position

(2) If the member holds more than one position listed in subsection (1), he or she is entitled to be paid for the position with the higher salary.

Computation

(3) For the purpose of computing the amounts payable under subsection (1), the individual shall be deemed to have occupied the position,

(a) beginning on the polling day on which he or she is elected as a member of the Assembly; and

(b) when the Legislature of which he or she is a member is dissolved, ending on the day before the polling day that follows the dissolution, or ending upon his or her death, whichever occurs first.

Same

(4) Despite subsection (3), if the occupant of the position changes, the successor shall be deemed to have occupied the position from the day following that on which his or her predecessor ceases to occupy the position.

9. Section 63 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 3, is repealed and the following substituted:

Double-dipping not permitted

63. The annual salary otherwise payable to a member under subsections 61 (1) and 62 (1) shall be reduced by the amount of the allowance or pension that the member receives, if any, under the *MPPs Pension Act, 1996* or a predecessor to that Act for the same period.

15. Whip en chef adjoint du gouvernement, 12,5 pour cent.

16. Whip du gouvernement, 9 pour cent. (Trois whips du gouvernement au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.)

17. Whip en chef de l'opposition, 14 pour cent.

18. Whip de l'opposition, 9 pour cent. (Deux whips de l'opposition au maximum peuvent toucher l'augmentation de traitement.)

19. Whip en chef d'un parti qui est représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du parti au pouvoir et du parti formant l'opposition officielle, 12,6 pour cent.

20. Whip d'un parti visé à la disposition 19, 8,2 pour cent.

(2) Le député qui est titulaire de plus d'un des postes énumérés au paragraphe (1) a le droit d'être payé pour celui dont le traitement est le plus élevé.

Plus d'un poste

(3) Aux fins du calcul des montants payables aux termes du paragraphe (1), la personne est réputée avoir occupé son poste :

Calcul

a) à compter du jour du scrutin où elle a été élue député;

b) jusqu'à la veille de l'élection générale suivante ou jusqu'au jour de son décès, selon la première de ces éventualités qui se réalise.

(4) Malgré le paragraphe (3), si le titulaire du poste change entre-temps, le nouveau titulaire est réputé y avoir accédé le lendemain du jour où son prédécesseur a cessé de l'occuper.

Idem

9. L'article 63 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Le traitement annuel qui est payable par ailleurs à un député aux termes des paragraphes 61 (1) et 62 (1) est diminué du montant de l'allocation ou de la pension qu'il touche pour la même période, le cas échéant, aux termes de la *Loi de 1996 sur le régime*

Cumul de pension et de traitement interdit

Tax-free allowances not permitted

63.1 (1) No member is entitled to be paid an allowance for expenses incident to the discharge of his or her duties as a member of the Assembly.

Expenses actually incurred

(2) Nothing in subsection (1) prevents a member from being reimbursed for expenses actually incurred in the discharge of his or her duties as a member

Status for income tax purposes

(3) For the purposes of the *Income Tax Act* (Canada), no portion of the salary, benefits or expenses paid to a member under this Act is paid as an allowance for expenses incident to the discharge of his or duties as a member.

10. Section 64 of the Act is repealed and the following substituted:

Cost of accommodation in Toronto

64. (1) Subject to subsection (2), if the principal residence of one of the following individuals is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto, he or she shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto:

1. The Leader of the Opposition.
2. The leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Same

(2) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) for a particular year.

11. Section 65 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 4, is repealed.

12. Section 66 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 5, is repealed.

13. (1) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, accommodation in Toronto

(7.1) The Board of Internal Economy may reimburse a member (up to such maximum amount as the Board may determine) for his or her actual costs of accommodation in Toronto if the costs are incurred due to special or unusual circumstances while he or she is on business as a member of the Assembly and if the member is not otherwise entitled under this Act or the *Executive Council Act*

de retraite des députés ou d'une loi qu'elle remplace.

63.1 (1) Les députés n'ont pas le droit de toucher une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

Allocations non imposables inter-dites

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher les députés de se faire rembourser les frais qu'ils ont réellement engagés dans l'exercice de leurs fonctions de député.

Frais réellement engagés

(3) Pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), aucune partie du traitement versé, des avantages procurés ou des frais remboursés aux députés aux termes de la présente loi ne constitue une allocation pour les frais occasionnés par l'exercice de leurs fonctions de député.

Traitement aux fins de l'impôt

10. L'article 64 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

64. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si la résidence principale de l'une des personnes ci-dessous est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto, cette personne est remboursée du coût réel de son logement à Toronto :

Coût du logement à Toronto

1. Le chef de l'opposition.
2. Le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

(2) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) pour une année donnée.

Idem

11. L'article 65 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

12. L'article 66 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 5 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

13. (1) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7.1) La Commission de régie interne peut rembourser à un député (jusqu'à concurrence du montant maximal qu'elle fixe) ses frais réels de logement à Toronto, pourvu que ces frais soient engagés dans l'exercice de ses fonctions et en raison de circonstances extraordinaires ou exceptionnelles et que le député n'ait pas droit par ailleurs à un montant pour son logement à Toronto aux termes de

Idem, logement à Toronto

to be paid an amount for accommodation in Toronto.

(2) Subsection 67 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

(10) A member of the Assembly whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government at Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto up to such maximum amount for the year as may be determined by the Board of Internal Economy.

Cost of accommodation in Toronto

Exceptions

(10.1) Subsection (10) does not apply with respect to,

- (a) the Speaker;
- (b) ministers of the Crown;
- (c) the Leader of the Opposition; or
- (d) the leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of 12 or more persons in the Assembly.

Other expenses

(10.2) A member of the Assembly shall be paid for such other expenses incurred in the performance of his or her duties as a member as the Board of Internal Economy may authorize, up to such maximum amount as may be determined by the Board.

14. Section 68 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 6, is repealed.

15. (1) Subsection 69 (1) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the seventh line and and substituting "annual salary".

(2) Subsection 69 (2) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the fourth line and substituting "annual salary".

(3) Subsection 69 (3) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the seventh and eighth lines and substituting "annual salary".

(4) Subsection 69 (4) of the Act is amended by striking out "annual indemnity as a member" in the last line and substituting "annual salary".

la présente loi ou de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

(2) Le paragraphe 67 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Les députés dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto jusqu'à concurrence du montant annuel maximal fixé par la Commission de régie interne.

Coût du logement à Toronto

Exceptions

(10.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas aux personnes suivantes :

- a) le président de l'Assemblée;
- b) les ministres de la Couronne;
- c) le chef de l'opposition;
- d) le chef d'un parti représenté à l'Assemblée par au moins 12 députés, à l'exclusion du premier ministre et du chef de l'opposition.

Autres frais

(10.2) Les députés sont remboursés des autres frais qu'ils ont engagés dans l'exercice de leurs fonctions de député selon ce qu'autorise la Commission de régie interne, jusqu'à concurrence du montant maximal qu'elle fixe.

14. L'article 68 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

15. (1) Le paragraphe 69 (1) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'elle recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'elle recevait en sa qualité de député» aux sixième et septième lignes.

(2) Le paragraphe 69 (2) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux deuxième, troisième et quatrième lignes.

(3) Le paragraphe 69 (3) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel qu'il recevait» à «de l'indemnité annuelle qu'il recevait en sa qualité de député» aux huitième et neuvième lignes.

(4) Le paragraphe 69 (4) de la Loi est modifié par substitution de «du traitement annuel que la personne recevait, ni supérieure à ce traitement» à «de l'indemnité annuelle que la personne recevait en sa qualité de député, ni supérieure à cette indemnité» aux troisième, quatrième et cinquième lignes.

(5) Section 69 of the Act is amended by adding the following subsection:

Annual
salary

(5) For the purposes of this section, the annual salary of a member is the annual salary set out in subsection 61 (1).

16. Section 70 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 7, is repealed.

17. Section 71 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 57, section 8, is repealed.

18. Section 72 of the Act is repealed.

19. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

Commission
on Members'
Compensa-
tion

75. (1) The Speaker shall establish a commission to be known in English as the Commission on Members' Compensation and in French as Commission de la rétribution des députés which shall be composed of such person or persons as the Speaker may appoint.

Membership

(2) Members of the Assembly are not eligible for appointment to the Commission.

Term

(3) A commissioner holds office at the pleasure of the Speaker and may be appointed or reappointed for such term as the Speaker may determine.

Remuner-
ation

(4) A commissioner shall be paid such remuneration and expenses as the Speaker may determine.

Chair

(5) The Speaker may appoint a commissioner to act as chair of the Commission or may request the commissioners to select a chair from among themselves.

Decision

(6) If there are three or more commissioners, a decision of a majority of them is a decision of the Commission.

Recommen-
dations of
Commission

75.1 (1) At the request of the Speaker, the Commission shall make recommendations concerning the amount, if any, by which the annual salary set out in subsection 61 (1) should be increased.

Balanced
budget

(2) The Speaker may request recommendations only during a fiscal year in which the Minister of Finance presents a balanced budget to the Legislature. A balanced budget is one in which the proposed expenditures of Ontario for the fiscal year do not exceed its estimated revenues for the fiscal year.

Public notice

(3) The Commission shall give its recommendations, if any, to the Speaker who shall

(5) L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est le traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1).

16. L'article 70 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

17. L'article 71 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 57 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

18. L'article 72 de la Loi est abrogé.

19. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le président de l'Assemblée constitue une commission appelée Commission de la rétribution des députés en français et Commission on Members' Compensation en anglais, qui se compose de la ou des personnes qu'il nomme.

Traitement
annuel

Commission
de la rétribu-
tion des
députés

(2) Les députés ne peuvent être nommés commissaires.

Composition

(3) Les commissaires exercent leurs fonctions à titre amovible pendant un mandat renouvelable dont le président fixe la durée.

Mandat

(4) Les commissaires reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le président.

Rémunéra-
tion

(5) Le président de l'Assemblée peut nommer un commissaire président de la Commission ou demander aux commissaires d'en choisir un parmi eux.

Président

(6) S'il y a trois commissaires ou plus, la décision de la majorité d'entre eux représente la décision de la Commission.

Décision

75.1 (1) À la demande du président de l'Assemblée, la Commission fait des recommandations quant à l'augmentation éventuelle du traitement annuel fixé au paragraphe 61 (1).

Recommen-
dations de la
Commission

(2) Le président ne peut demander des recommandations que pendant un exercice au cours duquel le ministre des Finances présente un budget équilibré à la Législature. Le budget est équilibré lorsque les dépenses proposées de l'Ontario pour l'exercice ne sont pas supérieures à ses recettes estimatives pour le même exercice.

Budget
équilibré

(3) La Commission donne ses recommandations, si elle en fait, au président, qui les

Avis public

*Legislative Assembly Act**Loi sur l'Assemblée législative*

table them before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

Factors to be considered

(4) When deciding upon its recommendations, the Commission shall take into account the value of any benefits to be received by members.

Same

(5) The Speaker may direct the Commission to take into account such factors as he or she may specify in deciding upon its recommendations, including the compensation payable in the private sector for work that is comparable to that done by members.

EXECUTIVE COUNCIL ACT

20. Subsections 3 (1), (2), (3) and (4) of the *Executive Council Act* are repealed and the following substituted:

Salaries

(1) The annual salary of every minister with portfolio is 42.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Premier

(2) The Premier and President of the Council shall receive, in addition, 37 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Minister without portfolio

(3) The annual salary of every minister without portfolio is 19.2 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Parliamentary Assistant

(4) The annual salary of every Parliamentary Assistant is 14.3 per cent of the annual salary of a member of the Assembly.

Interpretation

(4.1) For the purposes of this section, the annual salary of a member of the Assembly is the amount set out in subsection 61 (1) of the *Legislative Assembly Act*.

21. Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cost of accommodation in Toronto

(1) Subject to subsection (2), every minister of the Crown whose principal residence is more than 50 kilometers from the seat of government in Toronto shall be paid the actual cost of his or her accommodation within Toronto.

Same

(1.1) The maximum annual allowance for accommodation under subsection (1) is \$1,000 more than the amount determined by the Board of Internal Economy under subsection 67 (10) of the *Legislative Assembly Act* for a particular year.

dépose devant l'Assemblée; si celle-ci ne siège pas, il les dépose à la session suivante.

Facteurs

(4) Lorsqu'elle élabore ses recommandations, la Commission tient compte de la valeur des avantages que tireront les députés.

Idem

(5) Le président peut ordonner à la Commission de tenir compte des facteurs qu'il précise lorsqu'elle élabore ses recommandations, notamment la rétribution payable dans le secteur privé pour un travail comparable à celui des députés.

LOI SUR LE CONSEIL EXÉCUTIF

20. Les paragraphes 3 (1), (2), (3) et (4) de la *Loi sur le Conseil exécutif* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Traitements

(1) Les ministres avec portefeuille touchent un traitement annuel égal à 42,3 pour cent du traitement annuel d'un député à l'Assemblée.

Premier ministre

(2) Le premier ministre et président du Conseil touche un montant additionnel égal à 37 pour cent du traitement annuel d'un député.

Ministres sans portefeuille

(3) Les ministres sans portefeuille touchent un traitement annuel égal à 19,2 pour cent du traitement annuel d'un député.

Adjoint parlementaires

(4) Les adjoints parlementaires touchent un traitement annuel égal à 14,3 pour cent du traitement annuel d'un député.

Interprétation

(4.1) Pour l'application du présent article, le traitement annuel d'un député est le montant fixé au paragraphe 61 (1) de la *Loi sur l'Assemblée législative*.

21. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Coût du logement à Toronto

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les ministres de la Couronne dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto sont remboursés du coût réel de leur logement à Toronto.

Idem

(1.1) Le montant annuel maximal de l'allocation de logement prévue au paragraphe (1) est supérieur de 1 000 \$ au montant fixé par la Commission de régie interne en vertu du paragraphe 67 (10) de la *Loi sur l'Assemblée législative* pour une année donnée.

**FREEZING OF COMPENSATION FOR
MEMBERS OF THE ASSEMBLY ACT, 1996**

22. The *Freezing of Compensation for Members of the Assembly Act, 1996* is repealed.

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commence- ment	23. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.
Same	(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.
Same	(3) Sections 7 to 21 shall be deemed to have come into force on April 1, 1996.
Short title	24. The short title of this Act is the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> .

**LOI DE 1996 GELANT LA RÉTRIBUTION
DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE**

22. La *Loi de 1996 gelant la rétribution des députés à l'Assemblée* est abrogée.

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE
ABRÉGÉ**

23. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 1992.	Idem
(3) Les articles 7 à 21 sont réputés être entrés en vigueur le 1 ^{er} avril 1996.	Idem
24. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> .	Titre abrégé

**SCHEDULE A
MPPs PENSION ACT, 1996**

CONTENTS

**PART I
INTERPRETATION**

1. Definitions

**PART II
GENERAL**

2. Pension plan continued
3. Application of plan
4. Membership
5. Credit for service as federal MP
6. Exemption from seizure, execution or attachment
7. Effect on teachers' pension

**PART III
REGISTERED PLAN**

8. Member contributions
9. Entitlement to allowance
10. Amount of allowance
11. Post-retirement spousal allowance
12. Pre-retirement spousal allowance
13. Former member, spousal allowance
14. Refund of contributions before vesting
15. 100 per cent rule (refund of contributions)
16. Reinstatement of service
17. Assignment prohibited

**PART IV
CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN**

18. Credit for service before June 8, 1995
19. Effect of receiving credit
20. Election re credit
21. Transfer to locked-in retirement account

**PART V
REGISTERED PLAN PAYMENTS**

22. Trust established
23. Registered plan account
24. Money purchase credit
25. Contributions by Minister
26. Statement of benefits and options
27. Entitlement to lifetime pension
28. Portability rights
29. Pre-retirement spousal entitlement

**PART VI
SUPPLEMENTARY PLAN**

30. Entitlement to allowance
31. Post-retirement spousal allowance
32. Pre-retirement spousal allowance
33. Former member, spousal allowance

**ANNEXE A
LOI DE 1996 SUR LE RÉGIME DE
RETRAITE DES DÉPUTÉS**

SOMMAIRE

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**PARTIE II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

2. Maintien du régime de retraite
3. Champ d'application du régime
4. Participation
5. Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
6. Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arrest
7. Incidence sur les pensions des enseignants

**PARTIE III
RÉGIME ENREGISTRÉ**

8. Cotisations des participants
9. Droit à une allocation
10. Montant de l'allocation
11. Allocation au conjoint après la retraite
12. Allocation au conjoint avant la retraite
13. Ancien participant : allocation au conjoint
14. Remboursement des cotisations avant l'acquisition
15. Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)
16. Validation des services antérieurs
17. Cession interdite

**PARTIE IV
TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ**

18. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
19. Effet du crédit
20. Choix relatif au crédit
21. Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds

**PARTIE V
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
ENREGISTRÉ**

22. Constitution d'une fiducie
23. Compte de régime enregistré
24. Crédit des cotisations déterminées
25. Montants versés par le ministre
26. État des prestations et des options
27. Droit à une pension viagère
28. Transférabilité
29. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE VI
RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE**

30. Droit à une allocation
31. Allocation au conjoint après la retraite
32. Allocation au conjoint avant la retraite
33. Ancien participant : allocation au conjoint

**PART VII
CONVERSION OF THE SUPPLEMENTARY PLAN**

34. Credit for service before June 8, 1995
35. Effect of receiving credit
36. Election re credit
37. Lump sum payment

**PART VIII
SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS**

38. Arrangements for payment
39. Supplementary plan account
40. Statement of benefits and options
41. Entitlement to lifetime pension
42. Pre-retirement spousal entitlement

**PART IX
ADMINISTRATION**

43. Administration of Act
44. Plan actuary
45. Consolidated Revenue Fund
46. Accounts in the CRF
47. Extension of deadlines
48. Payment of allowances

**PART X
TRANSITION**

49. Benefits in lieu
50. Application of predecessor Act
51. Conversion report

**PART XI
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

52. Commencement
53. Short title

**PART I
INTERPRETATION**

Definitions

1. (1) In this Act,

“average Consumer Price Index” means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“moyenne de l’indice des prix à la consommation”)

“Consumer Price Index” means the Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada); (“indice des prix à la consommation”)

“dependent child” means, in relation to an individual, a child of the individual who,

(a) is less than 18 years of age, or

(b) is 18 or more years of age and since reaching 18 years of age has been continuously in full-time attendance at either or both of,

(i) a secondary school, or

**PARTIE VII
TRANSFORMATION DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

34. Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995
35. Effet du crédit
36. Choix relatif au crédit
37. Somme forfaitaire

**PARTIE VIII
FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

38. Arrangements
39. Compte de régime supplémentaire
40. État des prestations et des options
41. Droit à une pension viagère
42. Droit du conjoint avant la retraite

**PARTIE IX
APPLICATION**

43. Application de la Loi
44. Trésor
45. Comptes du Trésor
46. Prorogation des délais
47. Versement des allocations
48. Souscription d'un contrat de rente

**PARTIE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

49. Prestations prévues par le régime
50. Champ d'application de la Loi que remplace la présente loi
51. Rapport sur la transformation

**PARTIE XI
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

52. Entrée en vigueur
53. Titre abrégé

**PARTIE I
INTERPRÉTATION**

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Definitions

«compte de régime enregistré» Le compte de régime enregistré établi aux termes du paragraphe 23 (1). («registered plan account»)

«compte de régime supplémentaire» Le compte de régime supplémentaire établi aux termes du paragraphe 39 (1). («supplementary plan account»)

«conjoint» Soit l'homme, soit la femme qui, selon le cas :

a) sont mariés ensemble;

b) ont contracté, de bonne foi selon la personne qui fait valoir un droit en vertu du régime, un mariage nul de nullité relative ou absolue;

c) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité de façon continue pendant au moins trois ans;

- (ii) for the five years following secondary school, a post-secondary educational institution recognized by the Board of Internal Economy of the Assembly; ("enfant à charge")

"plan" means the pension plan continued under subsection 2 (1) and includes the registered plan and the supplementary plan; ("régime")

"pre-reform plan" means the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, including the amendments deemed to be made to it by subsections 50 (3) and (4) of this Act; ("régime antérieur à la réforme")

"registered plan" means the pension plan set out in Parts III, IV and V of the Act; ("régime enregistré")

"registered plan account" means the registered plan account established under subsection 23 (1); ("compte de régime enregistré")

"spouse" means either of a man and woman who,

- (a) are married to each other,
- (b) have together entered into a marriage that is voidable or void, in good faith on the part of the person asserting a right under the plan,
- (c) are not married to each other and have cohabited continuously for a period of not less than three years, or
- (d) are not married to each other and have cohabited in a relationship of some permanence, if they are the natural or adoptive parents of a child; ("con-joint")

"supplementary plan" means the pension plan set out in Parts VI, VII and VIII of the Act; ("régime supplémentaire")

"supplementary plan account" means the supplementary plan account established under subsection 39 (1). ("compte de régime supplémentaire")

- d) ne sont pas mariés ensemble et ont cohabité dans une relation d'une certaine permanence, s'ils sont les parents naturels ou adoptifs d'un enfant. («spouse»)

«enfant à charge» Relativement à une personne, s'entend de son enfant qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) il est âgé de moins de 18 ans;
- b) il est âgé de 18 ans ou plus et, depuis qu'il a atteint l'âge de 18 ans, il a poursuivi sans interruption des études à plein temps dans l'un ou l'autre des établissements suivants ou les deux :
 - (i) une école secondaire,
 - (ii) un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu par la Commission de régie interne de l'Assemblée, pendant les cinq années qui suivent l'école secondaire. («dependent child»)

«indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («Consumer Price Index»)

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («average Consumer Price Index»)

«régime» Le régime de retraite maintenu aux termes du paragraphe 2 (1). S'entend en outre du régime enregistré et du régime supplémentaire. («plan»)

«régime antérieur à la réforme» La *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, y compris les modifications qui sont réputées y être apportées par les paragraphes 50 (3) et (4) de la présente loi. («pre-reform plan»)

«régime enregistré» Le régime de retraite établi dans les parties III, IV et V de la présente loi. («registered plan»)

«régime supplémentaire» Le régime de retraite établi dans les parties VI, VII et VIII de la présente loi. («supplementary plan»)

(2) Pour l'application de la présente loi, la rémunération d'une personne correspond au montant qui lui est versé aux termes de la *Loi sur l'Assemblée législative* (à l'exclusion des montants versés en remboursement des frais qu'elle a réellement engagés) et au traitement qui lui est versé, le cas échéant, aux termes de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

Remunera-
tion

(2) For the purposes of the Act, an individual's remuneration is the amount paid to him or her under the *Legislative Assembly Act* (other than an amount paid to reimburse him or her for expenses actually incurred) and the salary, if any, paid to him or her under the *Executive Council Act*.

Rémunéra-
tion

Same	(3) For the purposes of the Act, the remuneration of the Information and Privacy Commissioner is the salary paid to him or her under the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and the remuneration of the Ombudsman is the salary paid to him or her under the <i>Ombudsman Act</i> .	(3) Pour l'application de la présente loi, la rémunération du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée correspond au traitement qui lui est versé aux termes de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et celle de l'ombudsman, au traitement qui lui est versé aux termes de la <i>Loi sur l'ombudsman</i> .	Idem
Service	(4) For the purposes of the Act, the period of service of a member of the Assembly is determined in accordance with subsection 61 (2) of the <i>Legislative Assembly Act</i> .	(4) Pour l'application de la présente loi, la période de service d'un député est calculée conformément au paragraphe 61 (2) de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i> .	Services
Deemed service	(5) For the purposes of the Act, service by the Information and Privacy Commissioner and by the Ombudsman in those offices shall be deemed to be service as a member of the Assembly.	(5) Pour l'application de la présente loi, les services accomplis par le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et par l'ombudsman en ces qualités sont réputés des services accomplis à titre de député.	Période réputée une période de service
Calculation of service	(6) In any calculation under the Act involving service of less than one year, (a) the calculation shall be made on a monthly basis; (b) any part of a month less than 15 days shall be disregarded; and (c) any part of a month not less than 15 days shall be deemed to be a month.	(6) Les règles suivantes s'appliquent au calcul des services d'une durée de moins d'un an aux termes de la présente loi : (a) le calcul se fait sur une base mensuelle; (b) une fraction de mois inférieure à 15 jours ne compte pas; (c) une fraction de mois égale ou supérieure à 15 jours est réputée un mois entier.	Calcul des services
Calculation involving age	(7) If an individual's entitlement under the Act is determined with reference to a combination of an individual's age and number of years of service, the individual's age shall be expressed in years and months and subsection (6) applies with necessary modifications.	(7) Si les droits que la présente loi accorde à une personne sont fonction d'une combinaison de l'âge et du nombre d'années de service, l'âge est exprimé en années et en mois et le paragraphe (6) s'applique avec les adaptations nécessaires.	Calcul tenant compte de l'âge
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div> PART II GENERAL </div> <div> PARTIE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES </div> </div>			
Pension plan continued	2. (1) The pension plan set out in the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> is continued.	2. (1) Le régime de retraite établi dans la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> est maintenu.	Maintien du régime de retraite
Primary purpose of the plan	(2) The primary purpose of the plan is to provide periodic payments of allowances to members of the Assembly after their retirement and until death in respect of their service as members of the Assembly.	(2) Le principal objet du régime consiste à prévoir le versement périodique d'allocations aux députés à l'Assemblée, après leur retraite et jusqu'à leur décès, pour les services qu'ils ont accomplis à ce titre.	Principal objet
Application of plan	3. (1) The plan applies in respect of individuals who are members of the Assembly on or after January 1, 1992.	3. (1) Le régime s'applique à quiconque est député à l'Assemblée le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour.	Champ d'application du régime
Same	(2) The plan applies in respect of the individuals who hold office as the Information and Privacy Commissioner or as Ombudsman on or after January 1, 1992.	(2) Le régime s'applique à quiconque exerce les fonctions de commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou d'ombudsman le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour.	Idem
Membership	4. (1) Every individual who is a member of the Assembly on or after January 1, 1992 is a member of the plan. He or she ceases to be a member of the plan,	4. (1) Quiconque est député le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour est un participant au régime. Il cesse d'y participer :	Participation

	(a) at any time he or she ceases to be a member of the Assembly; or	a) soit lorsqu'il cesse d'être député;	
	(b) at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age.	b) soit à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 69 ans.	
Deemed members	(2) For the purposes of the Act, the Information and Privacy Commissioner and the Ombudsman shall be deemed to be members of the Assembly.	(2) Pour l'application de la présente loi, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et l'ombudsman sont réputés députés.	Personnes réputées députés
Former member	(3) An individual is a former member of the plan if he or she has ceased to be a member of the plan and is entitled to be paid an allowance under the plan either immediately or in the future.	(3) Est un ancien participant au régime quiconque a cessé d'y participer et a droit au versement d'une allocation dans le cadre de celui-ci soit immédiatement, soit plus tard.	Ancien participant
Credit for service as federal MP	5. (1) If an individual is a former member of the House of Commons of Canada who is not entitled to or is not receiving an allowance in respect of service as a member of the House of Commons of Canada, his or her service may be counted as service under this Act if the individual pays into his or her registered plan account before June 8, 1995 an amount equal to the refund of contributions received from the account maintained to provide superannuation benefits for members of the House of Commons of Canada, with interest at the rate of 6 per cent per year.	5. (1) Si une personne est un ancien député à la Chambre des communes du Canada qui n'a pas droit à une allocation à l'égard de ses services à ce titre, ni ne touche une telle allocation, ces services peuvent être décomptés comme services visés par la présente loi si elle verse à son compte de régime enregistré, avant le 8 juin 1995, un montant égal au remboursement des cotisations qu'elle a reçu du compte des prestations de retraite des députés à la Chambre des communes, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.	Décompte des services accomplis à titre de député fédéral
Limit	(2) A period of service after 1989 shall not be counted under subsection (1) for the purposes of the registered plan unless the period is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the <i>Income Tax Regulations</i> (Canada).	(2) Une période de service postérieure à 1989 ne peut être décomptée aux termes du paragraphe (1) aux fins du régime enregistré que si elle est approuvée conformément à l'attestation des services passée prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Plafond
Exemption from seizure, execution or attachment	6. Section 66 of the <i>Pension Benefits Act</i> applies with necessary modifications with respect to money payable under this Act.	6. L'article 66 de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux sommes payables aux termes de la présente loi.	Exemption d'exécution, de saisie ou de saisie-arrest
Effect on teachers' pension	7. Despite clause 2 (3) (b) of Schedule 1 to the <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , this Act does not affect the rights of a person under that Act.	7. Malgré l'alinéa 2 (3) b) de l'annexe 1 de la loi intitulée <i>Teachers' Pension Act, 1989</i> , la présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que prévoit cette autre loi.	Incidence sur les pensions des enseignants
PART III REGISTERED PLAN			
Member contributions	8. (1) Subject to subsection (3), every member of the plan shall contribute an amount equal to 10 per cent of his or her remuneration.	8. (1) Sous réserve du paragraphe (3), chaque participant au régime verse une cotisation correspondant à 10 pour cent de sa rémunération.	Cotisations des participants
Remittance	(2) The member's contribution must be deducted monthly from his or her remuneration and credited to the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	(2) La cotisation du participant est déduite tous les mois de sa rémunération et portée au crédit du Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Remise
Contributions eliminated	(3) A member is not entitled to make a contribution under the plan for any period after June 7, 1995.	(3) Le participant n'a pas le droit de verser une cotisation dans le cadre du régime à	Élimination des cotisations
PARTIE III RÉGIME ENREGISTRÉ			

			l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995.	
Refund	(4) The member is entitled to a refund of contributions made for any period after June 7, 1995 together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent. The refund is to be paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account.		(4) Le participant a droit au remboursement des cotisations qu'il a versées à l'égard d'une période postérieure au 7 juin 1995, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent. Le remboursement est prélevé sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative.	Remboursement
Same. Information and Privacy Commissioner and Ombudsman	(5) If the Information and Privacy Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, notifies the Speaker within four months after this Act receives Royal Assent that he or she intends to purchase credit in the Public Service Pension Plan for the service to which the refund relates, his or her refund (together with interest) shall be paid,		(5) Si, dans les quatre mois qui suivent le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou l'ombudsman, selon le cas, avise le président de l'Assemblée qu'il a l'intention de racheter des éléments de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires pour les services auxquels le remboursement se rattache, le montant qui lui est remboursé (majoré des intérêts) est versé :	Idem, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et ombudsman
	(a) to the Public Service Pension Plan, to the extent necessary to satisfy his or her contributions under the Plan for the service; and		a) d'une part, au Régime de retraite des fonctionnaires, dans la mesure nécessaire pour acquitter les cotisations prévues par celui-ci au titre de ces services;	
	(b) to the Commissioner or the Ombudsman, as the case may be, to the extent that there is any money remaining after payment is made under clause (a).		b) d'autre part, au commissaire ou à l'ombudsman, selon le cas, dans la mesure où le versement prévu à l'alinéa a) laisse un reliquat.	
Entitlement to allowance	9. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance determined under section 10 during his or her lifetime.		9. (1) A droit à une allocation annuelle viagère calculée aux termes de l'article 10 toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.	Droit à une allocation
Same	(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,		(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :	Idem
	(a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and		a) le jour où la personne cesse de participer au régime;	
	(b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.		b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.	
Allowance at age 69	(3) If an individual is a member of the plan at the end of the calendar year in which he or she reaches 69 years of age, the individual is entitled to be paid an allowance at the beginning of the next calendar year.		(3) Toute personne qui participe au régime à la fin de l'année civile au cours de laquelle elle atteint l'âge de 69 ans a droit au versement d'une allocation au début de l'année civile suivante.	Allocation versée à l'âge de 69 ans
Amount of allowance	10. (1) The amount of an individual's allowance under section 9 for the calendar year in which the allowance begins is calculated using the formula,		10. (1) Le montant de l'allocation qu'une personne touche aux termes de l'article 9 pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :	Montant de l'allocation
	$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$		$(A \times B) \times (1 - 0.0025 \times C) + D$	
	in which,		où :	

“A” equals the lesser of,

- (a) 2 per cent of the individual's average annual remuneration, and
- (b) the defined benefit limit for the year in which the allowance begins;

“B” equals the amount of his or her service as a member of the Assembly after 1991 and before June 8, 1995;

“C” equals the number of months in the period from the day on which the allowance begins to the day that is the earliest of,

- (a) the day on which the individual reaches 60 years of age,
- (b) the day on which the individual would have completed 30 years of service as a member of the Assembly, had the individual remained a member of the Assembly, and
- (c) the day on which the sum of the individual's age and his or her years of service as a member of the Assembly would have equalled 80, if the individual had remained a member of the Assembly, and

“D” equals,

- (a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992 and without increase or indexation as provided in that plan, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and
- (b) in any other case, nil.

Same

(2) The amount of an individual's allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$E \times (F / G) + H$$

in which,

“E” equals the amount calculated under subsection (1) for the individual, assuming that the value of D in that calculation is nil;

«A» est égal au moindre des montants suivants :

- a) 2 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne,
- b) le plafond des prestations déterminées pour l'année au cours de laquelle l'allocation commence à être versée;

«B» est égal aux services que la personne a accomplis à titre de député après 1991, mais avant le 8 juin 1995;

«C» est égal au nombre de mois compris dans la période qui débute le jour où l'allocation commence à être versée et qui se termine le premier en date des jours suivants :

- a) le jour où la personne atteint l'âge de 60 ans,
- b) le jour où elle aurait terminé 30 années de service à titre de député si elle était encore député,
- c) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député aurait été de 80 si elle était encore député;

«D» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

- a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, mais sans l'augmentation ou l'indexation prévue par ce régime, si ce dernier s'était appliqué à elle,
- b) dans les autres cas, zéro.

(2) Le montant de l'allocation d'une personne pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$E \times (F / G) + H$$

où :

«E» est égal au montant calculé aux termes du paragraphe (1) pour la personne, en supposant que la valeur du terme «D» utilisé dans ce calcul est de zéro;

"F" equals the average Consumer Price Index for the calendar year;

"G" equals the average Consumer Price Index for the calendar year in which the allowance began; and

"H" equals,

(a) in the case of an individual who was a member of the Assembly on January 1, 1992, the annual allowance that would have been payable to him or her under the pre-reform plan for the year, determined in respect of his or her service as a member of the Assembly before 1992, had the pre-reform plan applied in respect of the individual, and

(b) in any other case, nil.

Average
annual remuneration

(3) For the purposes of "A" in subsection (1), the individual's average annual remuneration is 12 times the average monthly indexed remuneration for the period of service as a member of the Assembly.

Same

(4) Despite subsection (3), if the individual has more than three non-overlapping periods of 12 consecutive months of service as a member of the Assembly, his or her average annual remuneration is one-third of the greatest of all amounts each of which is the sum of indexed remuneration for each of the months in any three of the periods.

Monthly indexed remuneration

(5) Indexed remuneration of an individual for a month is the remuneration for the month multiplied by the ratio of A to B where,

"A" equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the allowance begins to be paid to the individual; and

"B" equals the average wage for the later of 1986 and the calendar year in which the remuneration is paid.

Definitions

(6) For the purposes of this section,

"average wage" means average wage as defined in subsection 147.1 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); ("salaire moyen")

"defined benefit limit" means defined benefit limit as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada). ("plafond des prestations déterminées")

Post-retirement spousal allowance

11. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies

«F» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile;

«G» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«H» est égal à l'un ou l'autre des montants suivants :

a) dans le cas d'une personne qui était député le 1^{er} janvier 1992, l'allocation annuelle qui lui aurait été payable dans le cadre du régime antérieur à la réforme pour l'année, calculée à l'égard des services qu'elle a accomplis à titre de député avant 1992, si ce régime s'était appliqué à elle,

b) dans les autres cas, zéro.

(3) Pour l'application du terme «A» du paragraphe (1), la rémunération annuelle moyenne de la personne correspond à 12 fois sa rémunération mensuelle indexée moyenne pour la période de ses services à titre de député.

Rémunération annuelle moyenne

(4) Malgré le paragraphe (3), si la personne compte plus de trois périodes non chevauchantes de 12 mois consécutifs de service à titre de député, sa rémunération annuelle moyenne correspond au tiers du plus élevé des montants représentant chacun la somme de sa rémunération indexée pour chacun des mois compris dans trois quelconques de ces périodes.

Idem

(5) La rémunération indexée d'une personne pour un mois correspond à la rémunération de ce mois multipliée par le rapport entre «A» et «B» où :

Rémunération mensuelle indexée

«A» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation commence à être versée à la personne;

«B» est égal au salaire moyen de la dernière en date de 1986 et de l'année civile au cours de laquelle la rémunération est versée.

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«plafond des prestations déterminées» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada). («defined benefit limit»)

«salaire moyen» S'entend au sens du paragraphe 147.1 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). («average wage»)

11. (1) Au décès d'un ancien participant au régime qui touche une allocation aux termes

Allocation au conjoint après la retraite

leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,

(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and

(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.

Children's allowance

(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.

Termination of child's allowance

(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Pre-retirement spousal allowance

12. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Amount of spousal allowance

(2) The amount of the allowance under subsection (1) for the calendar year in which the member dies is the sum of,

(a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of C and D in that subsection is zero; and

(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (1) assuming that the value of A, B and C in that subsection is zero.

de la présente partie, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :

Idem

a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H» des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;

b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.

(3) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation aux termes de la présente partie et qui ne laisse pas de conjoint mais laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint de l'ancien participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.

Allocation aux enfants

(4) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

12. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Allocation au conjoint avant la retraite

(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour l'année civile au cours de laquelle décède le participant est égal au total des montants suivants :

Montant de l'allocation au conjoint

a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «C» et «D» de ce paragraphe est de zéro;

b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (1) en supposant que la valeur des termes «A», «B» et «C» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.

Same	<p>(3) The amount of the allowance under subsection (1) for a calendar year subsequent to the year of death is the sum of,</p> <p>(a) two-thirds of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of H in that subsection is zero; and</p> <p>(b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the member had earned to the date of death, determined in accordance with subsection 10 (2) assuming that the value of E, F and G in that subsection is zero.</p>	<p>(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) pour une année civile postérieure à l'année du décès est égal au total des montants suivants :</p> <p>a) les deux tiers de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur du terme «H» de ce paragraphe est de zéro;</p> <p>b) 60 pour cent de l'allocation que le participant avait accumulée jusqu'au jour de son décès, calculée conformément au paragraphe 10 (2) en supposant que la valeur des termes «E», «F» et «G» de ce paragraphe est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à charge du participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.</p>	Idem
Children's allowance	<p>(4) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1), if the spouse had survived the member.</p>	<p>(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.</p>	Allocation aux enfants
Survivor's allowance	<p>(5) If a spouse entitled to be paid an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.</p>	<p>(5) Au décès du conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.</p>	Allocation aux enfants survivant au conjoint
Termination of child's allowance	<p>(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.</p>	<p>(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.</p>	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Former member, spousal allowance	<p>13. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.</p>	<p>13. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.</p>	Ancien participant : allocation au conjoint
Same	<p>(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.</p>	<p>(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.</p>	Idem
Amount of spousal allowance	<p>(3) The amount of the allowance under subsection (1) is the sum of,</p> <p>(a) two-thirds of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of D and H in subsections 10 (1) and (2) is zero; and</p>	<p>(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au total des montants suivants :</p> <p>a) les deux tiers de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur des termes «D» et «H» des paragraphes 10 (1) et (2) est de zéro;</p>	Montant de l'allocation au conjoint

- (b) 60 per cent, plus 10 per cent for each dependent child of the former member at the date of death to a maximum of three children, of the allowance that the former member would have received as calculated under section 10 assuming that the value of all the variables in subsections 10 (1) and (2) other than D and H is zero.

Reduced allowance

(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3) and reduced on an actuarially-equivalent basis.

Children's allowance

(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.

Termination of child's allowance

(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Refund of contributions before vesting

14. (1) An individual who ceases to be a member of the plan after 1991 but before becoming eligible for an allowance is entitled to a refund of his or her contributions together with interest calculated at an annual rate of 6 per cent.

Application for refund

(2) The individual is not entitled to be paid the refund until the Speaker has received a written application for it.

100 per cent rule (refund of contributions)

15. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance or a member of the plan dies and no one becomes entitled to be paid an allowance under section 11, 12 or 13, his or her estate is entitled to payment of the amount, if any, by which A exceeds B, both as determined under subsection (2).

Same

(2) For the purposes of subsection (1), "A" equals the amount of the former member's or the member's contributions together with interest at an annual rate of 6 per cent up to the earlier of,

- (a) the date, if any, on which he or she began to be paid the allowance, and
- (b) the date of death; and

"B" equals the total amount, if any, of the allowance paid to him or her up to the date of death.

- b) 60 pour cent de l'allocation que l'ancien participant aurait touchée, calculée aux termes de l'article 10 en supposant que la valeur de tous les termes des paragraphes 10 (1) et (2) autres que les termes «D» et «H» est de zéro, plus 10 pour cent de cette allocation ainsi calculée à l'égard de chacun des enfants à sa charge le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois.

Allocation réduite

(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.

Allocation aux enfants

(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Remboursement des cotisations avant l'acquisition

14. (1) La personne qui cesse de participer au régime après 1991, mais avant de devenir admissible à une allocation, a droit au remboursement de ses cotisations, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.

Demande de remboursement

(2) La personne n'a pas le droit de recevoir le remboursement avant que le président de l'Assemblée n'ait reçu une demande écrite à cet effet.

Règle de 100 pour cent (remboursement des cotisations)

15. (1) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation ou d'un participant, sa succession a droit au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B», les deux étant calculés aux termes du paragraphe (2), si personne n'a droit à une allocation aux termes de l'article 11, 12 ou 13.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1) : «A» est égal au montant des cotisations de l'ancien participant ou du participant, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent jusqu'au premier en date des jours suivants :

- a) le jour où il a commencé à toucher l'allocation, le cas échéant,
- b) le jour du décès;

«B» est égal au montant total éventuel de l'allocation qu'il a touchée jusqu'au jour du décès.

Reinstatement of service

16. (1) An individual who receives a refund and who again becomes a member of the plan on or before June 8, 1995 is entitled to reinstatement of the service in respect of which the refund was made if he or she pays the amount refunded together with interest calculated at the annual rate of 6 per cent to the Minister of Finance.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the member is not entitled to a reinstatement of service after 1989 unless the service is approved in accordance with the past service certification procedure under subsections 8307 (1) and (2) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Assignment prohibited

17. (1) No right under the plan of a member or former member is capable of being assigned, charged, anticipated, given as security or surrendered except as provided in this section.

Exception

(2) A right may be assigned under a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written agreement in settlement of rights arising as a consequence of the breakdown of a conjugal relationship between an individual and his or her spouse or former spouse.

Same

(3) A right may be assigned by the legal representative of a deceased individual on the distribution of the individual's estate.

PART IV CONVERSION OF THE REGISTERED PLAN

Credit for service before June 8, 1995

18. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her registered plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.

Amount of credit

(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part III for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.

Part III benefits

(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part III are calculated in accordance with that Part with the following modifications:

1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part III even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.

16. (1) La personne qui reçoit un remboursement et qui recommence à participer au régime le 8 juin 1995 ou avant ce jour a droit à la validation des services visés par le remboursement si elle remet au ministre des Finances le montant remboursé, majoré des intérêts calculés au taux annuel de 6 pour cent.

Validation des services antérieurs

(2) Malgré le paragraphe (1), le participant n'a droit à la validation des services qu'il a accomplis après 1989 que si ces services sont approuvés conformément à l'attestation des services passés prévue par les paragraphes 8307 (1) et (2) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Restriction

17. (1) Aucun droit d'un participant ou d'un ancien participant dans le cadre du régime ne peut être cédé, grevé, anticipé ou offert en garantie, ni faire l'objet d'une renonciation, si ce n'est dans les cas prévus par le présent article.

Cession interdite

(2) Un droit peut être cédé aux termes d'un jugement ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit en règlement des droits découlant de l'échec de l'union conjugale entre deux conjoints ou ex-conjoints.

Exception

(3) Le représentant personnel d'un défunt peut céder un droit lors de la distribution de la succession de ce dernier.

Idem

PARTIE IV TRANSFORMATION DU RÉGIME ENREGISTRÉ

18. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime enregistré le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.

Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995

(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie III pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.

Montant du crédit

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie III sont calculées conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

Prestations visées à la partie III

1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.

2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with section 10.

3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.

Commuted value

(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.

Interest

(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount described in subsection (2) is credited to the individual's registered plan account.

Conversion date

(6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.

Effect of receiving credit

19. No individual who receives credit under subsection 18 (1) is entitled to be paid benefits under Part III for service as a member of the Assembly.

Election re credit

20. (1) An individual who receives credit under subsection 18 (1) shall elect whether to have the credit remain in the registered plan account or to transfer an amount equal to the credit to a locked-in retirement account.

Statement re election

(2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.

Same

(3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.

Deemed election

(4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the registered plan account.

Transfer to locked-in retirement account

21. (1) This section applies if an individual elects the transfer described in subsection 20 (1) to a locked-in retirement account.

Payment

(2) The Minister of Finance shall pay to the individual's locked-in retirement account an amount equal to the individual's credit in the registered plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the registered plan account

2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément à l'article 10.

3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.

Valeur de rachat

(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.

Intérêts

(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au paragraphe (2) est porté au crédit du compte de régime enregistré de la personne.

(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.

Date de transformation

19. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie III pour les services qu'il a accomplis à titre de député si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1).

Effet du crédit

20. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 18 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime enregistré, soit de le transférer à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.

Choix relatif au crédit

(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offrent à elle.

État relatif au choix

(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.

Idem

(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime enregistré.

Omission réputée un choix

21. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit le transfert, visé au paragraphe 20 (1), à un compte de retraite avec immobilisation des fonds.

Transfert à un compte de retraite avec immobilisation des fonds

(2) Le ministre des Finances verse dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds de la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime

Versement

until the date on which the Minister makes the payment to the locked-in retirement account.

Same (3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.

Locked-in retirement account (4) The locked-in retirement account must meet the requirements established under the *Pension Benefits Act* for such an account, with necessary modifications.

Same (5) The locked-in retirement account must not permit any payment to be made to the individual before the later of,

- (a) the date on which he or she ceases to be a member of the plan; and
- (b) the date on which he or she reaches 55 years of age.

Effect of payment (6) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the registered plan for service before June 8, 1995 when the payment is made to the locked-in retirement account.

enregistré jusqu'à celui où le ministre verse le montant dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds.

(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.

(4) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds doit satisfaire, avec les adaptations nécessaires, aux exigences fixées à l'égard d'un tel compte par la *Loi sur les régimes de retraite*.

(5) Le compte de retraite avec immobilisation des fonds ne doit pas permettre le versement d'un montant à la personne avant le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où elle cesse de participer au régime;
- b) le jour où elle atteint l'âge de 55 ans.

(6) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime enregistré pour les services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995 lorsque le versement dans le compte de retraite avec immobilisation des fonds est effectué.

PART V REGISTERED PLAN PAYMENTS

Trust established 22. The Speaker shall establish a trust for the purpose of receiving contributions from the Minister of Finance under section 25, accruing interest and earnings on the contributions and making payments in accordance with the terms of the registered plan.

Registered plan account 23. (1) The Speaker shall establish and maintain a registered plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.

Same (2) All payments or transfers made under the registered plan in respect of an individual must be charged to his or her registered plan account.

Vesting (3) Amounts properly credited to a member's registered plan account vest in the member when credited.

Interest (4) Interest accumulates on amounts credited to a registered plan account under subsections 18 (1) and 24 (1). Interest must be credited to the account at least annually.

Rate of interest (5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the

PARTIE V FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME ENREGISTRÉ

22. Le président de l'Assemblée constitue une fiducie où sont reçus les montants versés par le ministre des Finances aux termes de l'article 25, où s'accumulent les intérêts courus et les gains réalisés sur ces montants et d'où sont effectués les versements conformément aux conditions du régime enregistré.

23. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime enregistré pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.

(2) Tous les versements ou transferts effectués dans le cadre du régime enregistré à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime enregistré.

(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime enregistré.

(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime enregistré aux termes des paragraphes 18 (1) et 24 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.

(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie

trust established in section 22 less one per cent.

Same

(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the *MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996* receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the *Bank of Canada Review* over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.

Money purchase credit

24. (1) Every month, the Minister of Finance shall credit to a plan member's registered plan account an amount equal to 5 per cent of the member's remuneration for that month.

Money purchase limit

(2) Despite subsection (1), the Minister shall not credit a member's registered plan account with an amount for a calendar year greater than the money purchase limit for the year as defined in subsection 147.1 (1) of the *Income Tax Act* (Canada).

Contributions by Minister

25. (1) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the trust established under section 22 the amounts credited to all registered plan accounts in respect of members' service after June 7, 1995.

Same

(2) The Minister shall make the payment not later than September 1, 1996 in respect of service during 1995.

Statement of benefits and options

26. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under sections 27 and 28. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.

Same

(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 29 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.

Entitlement to lifetime pension

27. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime pension described in this section upon ceasing to be a member.

Size of pension

(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's registered plan

constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.

Idem

(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la *Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés* reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans des particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la *Revue de la Banque du Canada*, au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.

24. (1) Chaque mois, le ministre des Finances porte au crédit du compte de régime enregistré de chaque participant un montant égal à 5 pour cent de sa rémunération pour le mois.

Crédit des cotisations déterminées

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre ne doit pas, pour une année civile, porter au crédit du compte de régime enregistré du participant un montant supérieur au plafond des cotisations déterminées pour l'année au sens du paragraphe 147.1 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Plafond des cotisations déterminées

25. (1) Le ministre des Finances verse à la fiducie constituée aux termes de l'article 22, par prélèvement sur le Trésor, les montants portés au crédit de tous les comptes de régime enregistré à l'égard des services accomplis par les participants après le 7 juin 1995.

Montants versés par le ministre

(2) Le ministre verse les montants au plus tard le 1^{er} septembre 1996 à l'égard des services accomplis en 1995.

Idem

26. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offrent les articles 27 et 28. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où le participant cesse de participer au régime.

État des prestations et des options

(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 29 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.

Idem

27. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.

Droit à une pension viagère

(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime enregistré de la

Capital de la pension

account when he or she ceases to be a member.

Form of pension

(3) The pension must meet the following requirements:

1. It must be in a form acceptable for pensions that are payable from money purchase pension plans registered under the *Income Tax Act* (Canada).
2. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan, it must be payable in a joint and survivor form. The member must be permitted to waive the joint and survivor payments with the consent of his or her spouse.
3. If the member has a spouse when he or she ceases to be a member of the plan and the pension is to be paid in a joint and survivor form, the spouse must be entitled to receive 60 per cent of the amount payable under the pension to the member.
4. Payment of the pension must begin,

- i. no earlier than the later of the date on which the individual ceased to be a member of the plan and the date on which he or she reaches 55 years of age, and
- ii. no later than the last day of the calendar year in which the individual reaches 69 years of age.

Preference re pension

(4) The individual shall notify the Speaker in writing of the form of pension that the individual wishes to receive and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).

Same

(5) If the individual does not notify the Speaker of his or her wishes as to the form of the pension within the 60-day period, he or she shall be paid a pension in that meets the requirements set out in subsection (3) and that,

- (a) does not have a guarantee period;
- (b) is not indexed; and
- (c) meets such other conditions as the Speaker may decide.

Portability rights

28. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death may transfer the balance in his or her registered plan account to a locked-in retirement account or a life income fund that satisfies the conditions established under the *Pension Benefits Act* for those accounts or funds, with necessary modifications.

personne au moment où elle cesse de participer au régime.

(3) La pension doit satisfaire aux exigences suivantes :

Forme de pension

1. Elle doit avoir une forme acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).
2. Elle doit être réversible si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime. Le participant doit être autorisé à renoncer à la réversibilité des versements avec le consentement de son conjoint.
3. Si le participant a un conjoint lorsqu'il cesse de participer au régime et que la pension est réversible, le conjoint doit avoir droit à 60 pour cent du montant payable au participant aux termes de la pension.

4. La pension doit commencer à être versée :

- i. au plus tôt le dernier en date du jour où la personne a cessé de participer au régime et du jour où elle atteint l'âge de 55 ans,
- ii. au plus tard le dernier jour de l'année civile au cours de laquelle la personne atteint l'âge de 69 ans.

(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée de la forme de pension qu'elle souhaite se voir verser.

Préférences quant à la pension

(5) Si la personne n'avise pas le président de ses préférences quant à la forme de pension dans le délai de 60 jours, il lui est versé une pension qui satisfait aux exigences énoncées au paragraphe (3) et qui :

Idem

- a) n'a pas de période garantie;
- b) n'est pas indexée;
- c) remplit les autres conditions qu'impose le président.

28. (1) Toute personne qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès peut transférer le solde de son compte de régime enregistré à un compte de retraite avec immobilisation des fonds ou à un fonds de revenu viager qui remplit, avec les adaptations nécessaires, les conditions imposées à l'égard d'un tel compte ou fonds par la *Loi sur les régimes de retraite*.

Transférabilité

Payment	(2) The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund to the individual's locked-in retirement account or life income fund, as the case may be, an amount equal to the balance in the individual's registered plan account.	(2) Le ministre des Finances verse, par prélèvement sur le Trésor, au compte de retraite avec immobilisation des fonds ou au fonds de revenu viager, selon le cas, de la personne un montant égal au solde de son compte de régime enregistré.	Versement
Effect of transfer	(3) No individual who makes a transfer described in subsection (1) is entitled to a pension under section 27.	(3) Nul n'a droit à la pension prévue à l'article 27 s'il effectue le transfert visé au paragraphe (1).	Effet du transfert
Notice to Speaker	(4) The individual shall notify the Speaker in writing if he or she wishes to make a transfer described in subsection (1) and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (1).	(4) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (1), la personne avise par écrit le président de l'Assemblée si elle souhaite effectuer le transfert visé au paragraphe (1).	Avis donné au président
Deemed choice	(5) The individual shall be deemed not to wish to make a transfer described in subsection (1) if the individual does not notify the Speaker within the 60-day period that he or she wishes to do so.	(5) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours de son intention d'effectuer le transfert visé au paragraphe (1) est réputé ne pas avoir l'intention de ce faire.	Omission réputée un choix
Pre-retirement spousal entitlement	29. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the member's death to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the <i>Income Tax Act</i> (Canada).	29. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-champ au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréées en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).	Droit du conjoint avant la retraite
Election	(2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 26 (2).	(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 26 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.	Choix
Deemed election	(3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.	(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.	Omission réputée un choix
Entitlement of beneficiary	(4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime enregistré du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit du bénéficiaire
Entitlement of estate	(5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's registered plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.	(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime enregistré, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.	Droit de la succession

PART VI SUPPLEMENTARY PLAN

Entitlement to allowance

30. (1) An individual who has been a member of the Assembly for at least five years and who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid an annual allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance begins on the first day of the month coincident with or next following the later of,

- (a) the day on which the individual ceases to be a member of the plan; and
- (b) the day on which the sum of the individual's age plus his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Amount of allowance

(3) The amount of the allowance for the calendar year in which it begins is calculated using the formula,

$$A - B$$

in which,

“A” equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years; and

“B” equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (1).

Same

(4) Subject to subsection (6), the amount of the allowance for a calendar year subsequent to that in which the allowance begins is calculated using the formula,

$$A \times (C / D) - E$$

in which,

“A” equals 5 per cent of the individual's average annual remuneration multiplied by the individual's years of service as a member of the Assembly before June 8, 1995 up to a maximum of 15 years;

“C” equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year;

“D” equals the average Consumer Price Index for the later of 1995 and the calendar year in which the allowance began;

“E” equals the amount payable under the registered plan for that year as determined under subsection 10 (2).

PARTIE VI RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

Droit à une allocation

30. (1) A droit à une allocation annuelle viagère toute personne qui a été député pendant au moins cinq ans et qui cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès.

Idem

(2) L'allocation commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le dernier en date des jours suivants ou qui le suit :

- a) le jour où la personne cesse de participer au régime;
- b) le jour où la somme de son âge et de ses années de service à titre de député est de 55.

Montant de l'allocation

(3) Le montant de l'allocation pour l'année civile au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$A - B$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«B» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (1).

Idem

(4) Sous réserve du paragraphe (6), le montant de l'allocation pour une année civile postérieure à celle au cours de laquelle elle commence à être versée est calculé selon la formule suivante :

$$A \times (C / D) - E$$

où :

«A» est égal à 5 pour cent de la rémunération annuelle moyenne de la personne, multiplié par ses années de service à titre de député antérieures au 8 juin 1995, jusqu'à concurrence de 15;

«C» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile;

«D» est égal à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la dernière en date de 1995 et de l'année civile au cours de laquelle l'allocation a commencé à être versée;

«E» est égal au montant payable dans le cadre du régime enregistré pour l'année, calculé aux termes du paragraphe 10 (2).

Average annual remuneration	(5) For the purposes of the variable A in subsections (3) and (4), the individual's average annual remuneration is his or her average annual remuneration during any 36 months of service as a member of the Assembly, which months need not be consecutive, during which his or her remuneration was highest.	(5) Pour l'application du terme «A» des paragraphes (3) et (4), la rémunération annuelle moyenne de la personne correspond à sa rémunération annuelle moyenne pour les 36 mois de service à titre de député, consécutifs ou non, pendant lesquels sa rémunération était la plus élevée.	Rémunération annuelle moyenne
Annual inflation rate over 2 per cent	(6) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of subsection (4). The amount in excess of 2 per cent for a year shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).	(6) Si l'augmentation d'une année à l'autre de la moyenne de l'indice des prix à la consommation est supérieure à 2 pour cent, elle est réputée être de 2 pour cent pour l'application du paragraphe (4). La tranche supérieure à 2 pour cent pour une année est reportée à une année ultérieure au cours de laquelle l'augmentation est inférieure à 2 pour cent (dans la mesure nécessaire pour faire passer à 2 pour cent la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour cette année-là).	Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent
Post-retirement allowance	31. (1) If a former member of the plan who is receiving an allowance under this Part dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	31. (1) Au décès d'un ancien participant au régime qui touche une allocation aux termes de la présente partie, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	Allocation au conjoint après la retraite
Same	(2) The amount of the allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where, "A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under subsection 19 (1) of the pre-reform plan if that subsection had applied in respect of the former member on the date of death; and "B" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 11 (1).	(2) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est égal au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B» où : «A» est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes du paragraphe 19 (1) du régime antérieur à la réforme, si ce paragraphe s'était appliqué à l'ancien participant le jour du décès; «B» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 11 (1).	Idem
Children's allowance	(3) If a former member who is receiving an allowance under this Part dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the former member under subsection (1), if the spouse had survived the former member.	(3) Au décès d'un ancien participant qui touche une allocation aux termes de la présente partie et qui ne laisse pas de conjoint mais laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint de l'ancien participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.	Allocation aux enfants
Termination of child's allowance	(4) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.	(4) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.	Fin du versement de l'allocation aux enfants
Pre-retirement spousal allowance	32. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.	32. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.	Allocation au conjoint avant la retraite
Amount of spousal allowance	(2) The allowance under subsection (1) is the amount, if any, by which A exceeds B where, "A" equals the amount of the allowance that would have been paid to the spouse under clause 19 (3) (a) of the pre-reform plan, if that clause had applied in respect of the member on the date of death; and	(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) est égale au montant de l'excédent éventuel de «A» sur «B» où : «A» est égal au montant de l'allocation qui aurait été versée au conjoint aux termes de l'alinéa 19 (3) a) du régime antérieur à la réforme, si cet alinéa s'était appliqué au participant le jour du décès;	Montant de l'allocation au conjoint

"B" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 12 (1).

Children's allowance

(3) If a member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse of the member under subsection (1) if the spouse had survived the member.

Survivor's allowance

(4) If a spouse entitled to an allowance under subsection (1) dies leaving one or more dependent children of the member, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the allowance that would have been paid to the spouse, had the spouse not died.

Termination of child's allowance

(5) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

Former member, spousal allowance

33. (1) If a former member of the plan dies before his or her allowance under the plan begins and if he or she leaves a spouse, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime.

Same

(2) The allowance under subsection (1) begins on the first day of the month coincident with or next following the day on which the sum of the individual's age (had he or she not died) and his or her years of service as a member of the Assembly equals 55.

Amount of spousal allowance

(3) The amount of the allowance under subsection (1) is calculated using the formula,

$$A + B - C$$

in which,

"A" equals 60 per cent of the allowance to which the former member would have been entitled under the pre-reform plan on the day the allowance under subsection (1) begins, had the pre-reform plan applied in respect of the former member;

"B" equals in respect of each dependent child of the former member at the date of death, to a maximum of three children, 10 per cent of the allowance referred to in the definition of the variable A; and

"C" equals the amount of the allowance payable to the spouse under subsection 13 (1).

Reduced allowance

(4) The spouse may elect to be paid an immediate allowance instead of one beginning on the day described in subsection (2). Upon making the election, the spouse is entitled to be paid an allowance during his or her lifetime calculated in accordance with subsection (3)

«B» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 12 (1).

(3) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint du participant aux termes du paragraphe (1), si ce conjoint lui avait survécu.

Allocation aux enfants

(4) Au décès d'un conjoint qui a droit à une allocation aux termes du paragraphe (1) et qui laisse un ou plusieurs enfants à charge du participant, ces derniers ont droit à une allocation égale à celle qu'aurait touchée le conjoint s'il n'était pas décédé.

Allocation aux enfants survivant au conjoint

(5) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

33. (1) Au décès d'un ancien participant au régime dont l'allocation prévue par celui-ci n'a pas encore commencé à être versée, son conjoint survivant a droit à une allocation viagère.

Ancien participant : allocation au conjoint

(2) L'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée le premier du mois qui coïncide avec le jour où la somme de l'âge de l'ancien participant (s'il n'était pas décédé) et de ses années de service à titre de député est de 55, ou qui suit ce jour.

Idem

(3) Le montant de l'allocation prévue au paragraphe (1) est calculé selon la formule suivante :

Montant de l'allocation au conjoint

$$A + B - C$$

où :

«A» est égal à 60 pour cent de l'allocation à laquelle l'ancien participant aurait eu droit dans le cadre du régime antérieur à la réforme le jour où l'allocation prévue au paragraphe (1) commence à être versée, si ce régime s'était appliqué à lui;

«B» est égal à 10 pour cent de l'allocation mentionnée dans la définition du terme «A» à l'égard de chacun des enfants à charge de l'ancien participant le jour de son décès, jusqu'à concurrence de trois;

«C» est égal au montant de l'allocation payable au conjoint aux termes du paragraphe 13 (1).

(4) Le conjoint peut choisir de toucher une allocation immédiate plutôt que celle qui commence à être versée le jour visé au paragraphe (2). Le cas échéant, il a droit à une allocation viagère calculée conformément au paragraphe (3) et réduite selon les règles actuarielles.

Allocation réduite

and reduced on an actuarially-equivalent basis.

Children's allowance

(5) If the former member dies leaving no spouse but leaving one or more dependent children, the dependent children are entitled to be paid an allowance equal to the immediate allowance calculated in accordance with subsection (4), with necessary modifications.

Termination of child's allowance

(6) An allowance payable under this section in respect of a dependent child ceases when he or she ceases to be a dependent child.

**PART VII
CONVERSION OF THE
SUPPLEMENTARY PLAN**

Credit for service before June 8, 1995

34. (1) Every individual who was a member of the Assembly on June 8, 1995 and who had been a member before that date is entitled to have his or her supplementary plan account credited with the amount determined under this section for his or her service before June 8, 1995.

Amount of credit

(2) The amount of the individual's credit is the total of the commuted value of the benefits described in Part VI for his or her service as a member before June 8, 1995 and interest on the commuted value.

Part VI benefits

(3) For the purposes of subsection (2), the benefits described in Part VI are calculated in accordance with that Part with the following modifications:

- 1. An individual shall be deemed to be entitled to the benefits described in Part VI even if the individual was not a member of the Assembly for at least five years before June 8, 1995.
- 2. The benefits are based on the individual's average annual remuneration determined as of June 7, 1995 in accordance with subsection 30 (5).
- 3. It is assumed that the individual ceased to be a member of the Assembly on the conversion date chosen by the Minister of Finance.

Commuted value

(4) The commuted value of the benefits is determined as of the conversion date chosen by the Minister and in accordance with the assumptions adopted by the Minister acting on the recommendations of the plan actuary made in accordance with generally accepted actuarial principles.

Interest

(5) The interest on the commuted value of the benefits is calculated at the rate implicit in the calculation of the commuted value and is payable from the conversion date chosen by the Minister to the date on which the amount

(5) Au décès d'un ancien participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui laisse un ou plusieurs enfants à charge, ces derniers ont droit à une allocation égale à l'allocation immédiate calculée conformément au paragraphe (4), avec les adaptations nécessaires.

Allocation aux enfants

(6) Le versement de l'allocation payable aux termes du présent article à l'égard d'un enfant à charge prend fin lorsque ce dernier cesse d'être un enfant à charge.

Fin du versement de l'allocation aux enfants

**PARTIE VII
TRANSFORMATION DU RÉGIME
SUPPLÉMENTAIRE**

34. (1) Toute personne qui était député le 8 juin 1995 et qui l'avait été avant ce jour a le droit de faire porter au crédit de son compte de régime supplémentaire le montant calculé aux termes du présent article au titre des services qu'elle a accomplis avant le 8 juin 1995.

Crédit au titre des services antérieurs au 8 juin 1995

(2) Le montant porté au crédit de la personne correspond à la valeur de rachat des prestations visées à la partie VI pour les services qu'elle a accomplis à titre de député avant le 8 juin 1995, majorée des intérêts sur cette valeur.

Montant du crédit

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les prestations visées à la partie VI sont calculées conformément à cette partie avec les adaptations suivantes :

Prestations visées à la partie VI

- 1. La personne est réputée avoir droit à ces prestations même si elle n'était pas député pendant au moins cinq ans avant le 8 juin 1995.
- 2. Les prestations se fondent sur la rémunération annuelle moyenne de la personne, calculée au 7 juin 1995 conformément au paragraphe 30 (5).
- 3. Il est présumé que la personne a cessé d'être député à la date de transformation que fixe le ministre des Finances.

(4) La valeur de rachat des prestations est calculée à la date de transformation que fixe le ministre et conformément aux hypothèses qu'il adopte selon les recommandations que fait l'actuaire du régime conformément aux principes d'actuariat généralement reconnus.

Valeur de rachat

(5) Les intérêts sur la valeur de rachat des prestations sont calculés au taux implicite dans le calcul de cette valeur et courent de la date de transformation que fixe le ministre jusqu'au jour où le montant visé au paragra-

Intérêts

	described in subsection (2) is credited to the individual's supplementary plan account.		phe (2) est porté au crédit du compte de régime supplémentaire de la personne.	
Conversion date	(6) The conversion date must be no earlier than June 8, 1995.		(6) La date de transformation ne doit pas être antérieure au 8 juin 1995.	Date de transformation
Effect of receiving credit	35. No individual who receives credit under subsection 34 (1) is entitled to be paid benefits under Part VI.		35. Nul n'a droit aux prestations visées à la partie VI si un montant est porté à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1).	Effet du crédit
Election re credit	36. (1) An individual who receives credit under subsection 34 (1) shall elect whether to have the credit remain in the supplementary plan account or to be paid an amount equal to the credit as a lump sum.		36. (1) La personne qui fait porter un montant à son crédit aux termes du paragraphe 34 (1) choisit soit de conserver le montant dans son compte de régime supplémentaire, soit de le toucher sous forme de somme forfaitaire.	Choix relatif au crédit
Statement re election	(2) The Speaker shall give every individual required to make the election a statement describing the individual's options.		(2) Le président de l'Assemblée donne à la personne qui est tenue de faire un choix un état des options qui s'offrent à elle.	État relatif au choix
Same	(3) The individual shall notify the Speaker in writing which option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement.		(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état, la personne avise par écrit le président de l'option qu'elle choisit.	Idem
Deemed election	(4) If the individual does not notify the Speaker within the 60-day period, the individual shall be deemed to have elected to have the credit remain in the supplementary plan account.		(4) Quiconque n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi de conserver le montant porté à son crédit dans son compte de régime supplémentaire.	Omission réputée un choix
Lump sum payment	37. (1) This section applies if an individual elects to receive the lump sum payment described in subsection 34 (1).		37. (1) Le présent article s'applique à la personne qui choisit la somme forfaitaire visée au paragraphe 34 (1).	Somme forfaitaire
Payment	(2) The Minister of Finance shall pay to the individual an amount equal to the individual's credit in the supplementary plan account together with interest on the amount of the credit. The interest is calculated from the date on which the amount was credited to the supplementary plan account until the date on which the Minister makes the lump sum payment to the individual.		(2) Le ministre des Finances verse à la personne un montant égal à celui porté au crédit de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts sur ce dernier montant. Les intérêts courent du jour où le montant a été porté au crédit du compte de régime supplémentaire jusqu'à celui où le ministre verse la somme forfaitaire à la personne.	Versement
Same	(3) The Minister shall make the payment within 90 days after the Speaker receives notice of the individual's election.		(3) Le ministre effectue le versement dans les 90 jours qui suivent celui où le président de l'Assemblée est avisé du choix que fait la personne.	Idem
Effect of payment	(4) The individual ceases to be entitled to any other benefit under the supplementary plan when the Minister pays him or her the lump sum.		(4) La personne cesse d'avoir droit à toute autre prestation prévue par le régime supplémentaire lorsque le ministre lui verse la somme forfaitaire.	Effet du versement

PART VIII SUPPLEMENTARY PLAN PAYMENTS

Arrangements for payment	38. The Minister of Finance may make whatever arrangements he or she considers appropriate to provide for the payment of pensions under this Part.
Supplementary plan account	39. (1) The Speaker shall establish and maintain a supplementary plan account for each individual who is a member of the Assembly on or after June 8, 1995.

PARTIE VIII FLUX DE TRÉSORERIE DU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE

Arrangements	38. Le ministre des Finances peut prendre tous les arrangements qu'il juge appropriés pour prévoir le versement des pensions prévues par la présente partie.
Compte de régime supplémentaire	39. (1) Le président de l'Assemblée établit et maintient un compte de régime supplémentaire pour toute personne qui est député le 8 juin 1995 ou après ce jour.

Same	(2) All payments made under the supplementary plan in respect of an individual must be charged to his or her supplementary plan account.	(2) Tous les versements effectués dans le cadre du régime supplémentaire à l'égard d'une personne sont portés au débit de son compte de régime supplémentaire.	Idem
Vesting	(3) Amounts properly credited to a member's supplementary plan account vest in the member when credited.	(3) Un participant acquiert sur-le-champ les montants qui sont dûment portés au crédit de son compte de régime supplémentaire.	Acquisition
Interest	(4) Interest accumulates on the amount credited to a supplementary plan account under subsection 34 (1). Interest must be credited to the account at least annually.	(4) Les intérêts courent sur les montants portés au crédit d'un compte de régime supplémentaire aux termes du paragraphe 34 (1). Ils sont portés au crédit du compte au moins une fois par année.	Intérêts
Rate of interest	(5) Interest is calculated at a rate equal to the annual rate of return, as determined by the Minister of Finance, on the assets held by the trust established in section 22 less one per cent.	(5) Les intérêts sont calculés à un taux égal au taux annuel de rendement, fixé par le ministre des Finances, de l'actif de la fiducie constituée aux termes de l'article 22, moins un pour cent.	Taux d'intérêt
Same	(6) Despite subsection (5), interest payable during the first year after the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is calculated on the basis of chartered bank administered interest rates for five-year personal fixed term deposits as set out in the Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM) series B 14045 published monthly in the <i>Bank of Canada Review</i> over a reasonably recent period, such that the averaging period does not exceed 12 months.	(6) Malgré le paragraphe (5), les intérêts payables au cours de l'année qui suit le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale sont calculés sur la base des taux d'intérêt administrés des banques à charte pour les dépôts à cinq ans de particuliers, répertoriés dans la série B 14045 du Système canadien d'information socio-économique publiée mensuellement dans la <i>Revue de la Banque du Canada</i> , au cours d'une période raisonnablement récente, de sorte que la période servant à faire la moyenne ne dépasse pas 12 mois.	Idem
Statement of benefits and options	40. (1) The Speaker shall give an individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death a statement describing the individual's benefits and options under section 41. The Speaker shall do so within 30 days after the individual ceases to be a member.	40. (1) Le président de l'Assemblée donne à quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès un état des prestations et des options que lui offre l'article 41. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent le jour où la personne cesse de participer au régime.	État des prestations et des options
Same	(2) The Speaker shall give a person entitled to a benefit under section 42 a statement describing the person's benefits and options, if any, under that section. The Speaker shall do so within 30 days after receiving proof of the death of the individual who was the member.	(2) Le président donne à quiconque a droit à une prestation aux termes de l'article 42 un état des prestations et des options que lui offre éventuellement cet article. Il s'exécute dans les 30 jours qui suivent la réception de la preuve du décès du participant.	Idem
Entitlement to lifetime pension	41. (1) An individual who ceases to be a member of the plan otherwise than by reason of death is entitled to be paid the lifetime pension described in this section upon ceasing to be a member.	41. (1) Quiconque cesse de participer au régime pour un motif autre que son décès a droit sur-le-champ à la pension viagère visée au présent article.	Droit à une pension viagère
Size of pension	(2) The pension is to be provided using the balance in the individual's supplementary plan account when he or she ceases to be a member.	(2) La pension doit être procurée avec le solde du compte de régime supplémentaire de la personne au moment où elle cesse de participer au régime.	Capital de la pension
Form of pension	(3) Subsections 27 (3) to (5) apply, with necessary modifications, with respect to the pension.	(3) Les paragraphes 27 (3) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la pension.	Forme de pension
Pre-retirement spousal entitlement	42. (1) If a member of the plan dies leaving a spouse, the spouse is entitled upon the	42. (1) Au décès d'un participant au régime, son conjoint survivant a droit sur-le-	Droit du conjoint avant la retraite

member's death to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death. It is payable as a lump sum or as a lifetime pension in a form acceptable for pensions payable from money purchase pension plans registered under the *Income Tax Act* (Canada).

champ au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant. Le solde est payable en une somme forfaitaire ou au moyen d'une pension viagère dont la forme est acceptable pour les pensions payables sur des régimes de retraite à cotisations déterminées agréés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Election

(2) The spouse shall notify the Speaker in writing which payment option he or she elects, and shall do so within 60 days after receiving the statement described in subsection 40 (2).

(2) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'état visé au paragraphe 40 (2), le conjoint avise par écrit le président de l'Assemblée du mode de paiement qu'il choisit.

Choix

Deemed election

(3) If the spouse does not notify the Speaker within the 60-day period, the spouse shall be deemed to have elected to be paid a lump sum.

(3) Le conjoint qui n'avise pas le président dans le délai de 60 jours est réputé avoir choisi la somme forfaitaire.

Omission réputée un choix

Entitlement of beneficiary

(4) If the member dies without a spouse but has notified the Speaker in writing that the member designates a beneficiary for the purposes of the plan, the beneficiary is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

(4) Au décès d'un participant qui ne laisse pas de conjoint mais qui a avisé par écrit le président qu'il désigne un bénéficiaire aux fins du régime, ce dernier a droit au solde au jour du décès du compte de régime supplémentaire du participant, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

Droit du bénéficiaire

Entitlement of estate

(5) If the member dies without a spouse or beneficiary, his or her estate is entitled to be paid the balance in the member's supplementary plan account as of the date of death, together with interest calculated from that date until it is paid. The total is payable as a lump sum.

(5) Au décès d'un participant qui ne laisse ni conjoint ni bénéficiaire, sa succession a droit au solde au jour du décès de son compte de régime supplémentaire, majoré des intérêts calculés à compter de ce jour jusqu'à celui du versement. Le total est payable en une somme forfaitaire.

Droit de la succession

PART IX ADMINISTRATION

Administration of Act

43. The Act is administered by the Speaker.

43. Le président de l'Assemblée est chargé de l'application de la présente loi.

Application de la Loi

Consolidated Revenue Fund

44. (1) All contributions to the plan made by plan members shall be paid to the Consolidated Revenue Fund and all amounts to be credited under the plan are credited to the Consolidated Revenue Fund.

44. (1) Toutes les cotisations des participants au régime sont versées au Trésor et tous les montants à porter à leur crédit dans le cadre du régime sont portés au crédit du Trésor.

Trésor

Same

(2) All payments and transfers to be made under the plan are a charge on and payable from the Consolidated Revenue Fund.

(2) Tous les paiements et transferts à effectuer dans le cadre du régime sont portés au débit du Trésor et prélevés sur celui-ci.

Idem

Accounts in the CRF

45. (1) The Minister of Finance shall establish an account in the Consolidated Revenue Fund in which all credits, receipts and disbursements under the registered plan must be entered, and one in which all credits, receipts and disbursements under the supplementary plan must be entered.

45. (1) Le ministre des Finances établit un compte du Trésor où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime enregistré et un deuxième où sont consignés tous les crédits, encaissements et décaissements afférents au régime supplémentaire.

Comptes du Trésor

Transfers from Consolidated Revenue Fund

(2) Each year, the Minister of Finance shall credit to the applicable account in the Consolidated Revenue Fund such amounts as the Lieutenant Governor in Council may direct to provide for payments under the registered plan or the supplementary plan, as the case may be.

(2) Chaque année, le ministre des Finances porte au crédit du compte approprié du Trésor les montants que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil pour prévoir les paiements à faire dans le cadre du régime enregistré ou du régime supplémentaire, selon le cas.

Virements sur le Trésor

Extension of deadlines	46. The Speaker may extend any deadline established under the Act and may do so before or after the deadline has passed if, in the Speaker's opinion, (a) there are special circumstances justifying the extension; and (b) the extension will not result in additional costs to the plan.	46. Le président de l'Assemblée peut proroger tout délai imparti aux termes de la présente loi avant ou après son expiration si, à son avis : a) d'une part, des circonstances particulières justifient la prorogation; b) d'autre part, la prorogation n'entraînera pas de coût supplémentaire pour le régime.	Prorogation des délais
Payment of allowances	47. (1) Unless otherwise provided in the Act, allowances payable under the plan shall be paid monthly in equal amounts.	47. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, les allocations payables dans le cadre du régime sont versées tous les mois selon le même montant.	Versement des allocations
Same	(2) Amounts paid under the plan in respect of an individual who becomes a former member before June 8, 1995 shall be paid out of the Legislative Assembly Retirement Allowances Account established under subsection 27 (1) of the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	(2) Les versements effectués dans le cadre du régime à l'égard d'une personne qui devient un ancien participant avant le 8 juin 1995 sont prélevés sur le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative établi aux termes du paragraphe 27 (1) de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Idem
Purchase of annuities	48. (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of the pension to which an individual is entitled under the registered plan or the supplementary plan.	48. (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de la pension à laquelle une personne a droit aux termes du régime enregistré ou du régime supplémentaire.	Souscription d'un contrat de rente
Same	(2) The annuity provided by the annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the pension to which it relates.	(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que la pension à laquelle elle se rattache.	Idem
Discharge of rights	(3) The purchase of an annuity contract discharges the rights under the Act of the individual and of any other person in respect of the individual.	(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.	Extinction des droits
Authorized company	(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.	(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.	Compagnie ou société autorisée

PART X TRANSITION

Benefits in lieu	49. (1) The benefits provided under the plan in respect of individuals who were members of the Assembly on or after January 1, 1992 are in lieu of the benefits, if any, provided in respect of those individuals under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	49. (1) Les prestations prévues par le régime à l'égard des personnes qui étaient députés à l'Assemblée le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour remplacent celles prévues à leur égard, le cas échéant, par la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Prestations prévues par le régime
Certain individuals	(2) An individual who is a member of the Assembly on June 8, 1995 and who ceases to be a member of the Assembly before the day on which the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is entitled only to the benefits provided under the plan.	(2) Quiconque est député le 8 juin 1995 et cesse de l'être avant le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale n'a droit qu'aux prestations prévues par le régime.	Certaines personnes
Application of predecessor Act	50. (1) Despite its repeal and except as otherwise provided in this section, the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> con-	50. (1) Malgré son abrogation et sauf disposition contraire du présent article, la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'As-</i>	Champ d'application de la Loi que remplace la présente loi

PARTIE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Benefits in lieu	49. (1) The benefits provided under the plan in respect of individuals who were members of the Assembly on or after January 1, 1992 are in lieu of the benefits, if any, provided in respect of those individuals under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> .	49. (1) Les prestations prévues par le régime à l'égard des personnes qui étaient députés à l'Assemblée le 1 ^{er} janvier 1992 ou après ce jour remplacent celles prévues à leur égard, le cas échéant, par la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> .	Prestations prévues par le régime
Certain individuals	(2) An individual who is a member of the Assembly on June 8, 1995 and who ceases to be a member of the Assembly before the day on which the <i>MPPs Pension and Compensation Reform Act, 1996</i> receives Royal Assent is entitled only to the benefits provided under the plan.	(2) Quiconque est député le 8 juin 1995 et cesse de l'être avant le jour où la <i>Loi de 1996 portant réforme de la rétribution et du régime de retraite des députés</i> reçoit la sanction royale n'a droit qu'aux prestations prévues par le régime.	Certaines personnes
Application of predecessor Act	50. (1) Despite its repeal and except as otherwise provided in this section, the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> con-	50. (1) Malgré son abrogation et sauf disposition contraire du présent article, la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'As-</i>	Champ d'application de la Loi que remplace la présente loi

tinues to apply in respect of individuals who had ceased to be members of the Assembly before January 1, 1992 and who were entitled on that date to receive an allowance under that Act.

Deemed amendments

(2) For the purposes of subsection (1), the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be the Act as it read on December 31, 1991, as amended by subsections (3) and (4).

Same, suspension of allowances

(3) For the purposes of subsection (1), sections 7, 10 and 20 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act* shall be deemed to be repealed.

Same, annual increases

(4) For the purposes of subsection (1), section 25 of the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*, as it read on December 31, 1991, shall be deemed to be repealed and the following substituted:

Increase in allowance

25. (1) Effective April 1, 1996, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by 2 per cent.

Same

(2) On January 1 every year, beginning with 1997, the amount of the allowance otherwise payable to a person under the Act is increased by the lesser of,

- (a) 2 per cent; and
- (b) the increase in the average Consumer Price Index for the year.

Annual inflation rate over 2 per cent

(3) If the increase in the average Consumer Price Index from one year to the next is greater than 2 per cent, the increase shall be deemed to be 2 per cent for the purposes of clause (2) (b). The amount in excess of 2 per cent shall be carried forward and attributed to a year in which the increase is less than 2 per cent (to the extent necessary to increase the average CPI for that year to 2 per cent).

Definition

(4) For the purposes of this section,

“average Consumer Price Index” means the average Consumer Price Index as defined in subsection 8500 (1) of the *Income Tax Regulations* (Canada).

Discretionary increase

25.1 (1) Before June 8, 1995, the Speaker may, by order, provide for the payment of supplementary benefits to persons receiving allowances under the Act. The Speaker may do this only with the approval of the Board of Internal Economy.

semblée législative continue de s'appliquer aux personnes qui ont cessé d'être députés avant le 1^{er} janvier 1992 et qui avaient droit, ce jour-là, à une allocation prévue par cette loi.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* est réputée cette loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1991, avec les modifications que lui apportent les paragraphes (3) et (4).

(3) Pour l'application du paragraphe (1), les articles 7, 10 et 20 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative* sont réputés abrogés.

(4) Pour l'application du paragraphe (1), l'article 25 de la *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*, tel qu'il existait le 31 décembre 1991, est réputé abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. (1) Le 1^{er} avril 1996, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté de 2 pour cent.

(2) Tous les ans à compter de 1997, le 1^{er} janvier, le montant d'une allocation payable par ailleurs aux termes de la présente loi est augmenté du moindre des pourcentages suivants :

- a) 2 pour cent;
- b) l'augmentation de la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour l'année.

(3) Si l'augmentation d'une année à l'autre de la moyenne de l'indice des prix à la consommation est supérieure à 2 pour cent, elle est réputée être de 2 pour cent pour l'application de l'alinéa (2) b). La tranche supérieure à 2 pour cent est reportée à une année ultérieure au cours de laquelle l'augmentation est inférieure à 2 pour cent (dans la mesure nécessaire pour faire passer la moyenne des prix à la consommation à 2 pour cent pour cette année-là).

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«moyenne de l'indice des prix à la consommation» S'entend au sens du paragraphe 8500 (1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada).

25.1 (1) Avant le 8 juin 1995, le président peut, par ordre, prévoir le versement de prestations supplémentaires aux bénéficiaires d'allocations accordées aux termes de la présente loi. Il ne peut toutefois le faire qu'avec l'approbation de la Commission de régie interne.

Loi réputée modifiée

Idem, suspension des allocations

Idem, augmentations annuelles

Augmentation de l'allocation

Idem

Taux d'inflation supérieur à 2 pour cent

Définition

Augmentation discrétionnaire

Same	(2) The order may set out the classes of persons entitled to be paid the supplementary benefits, the amounts of the benefits and the times at which they may be paid.	(2) L'ordre peut énoncer les catégories de personnes qui ont droit aux prestations supplémentaires, le montant de ces prestations et le moment où elles peuvent être versées.	Idem
Status of supplementary benefits	(3) A person who is paid supplementary benefits is entitled to continue to receive them while the person is being paid an allowance under the Act. They shall be deemed to form part of the allowance which the person is paid under the Act.	(3) La personne qui touche des prestations supplémentaires a le droit de continuer à les toucher tant qu'elle touche une allocation aux termes de la présente loi. Ces prestations sont réputées faire partie intégrante de cette allocation.	Prestations supplémentaires
Purchase of annuity	25.2 (1) The Minister of Finance may purchase an annuity contract to provide for payment of an allowance to which a person is entitled under the Act.	25.2 (1) Le ministre des Finances peut souscrire un contrat de rente en vue de prévoir le versement de l'allocation à laquelle une personne a droit aux termes de la présente loi.	Souscription d'un contrat de rente
Same	(2) The annuity provided by an annuity contract must be subject to the same terms and conditions as the allowance to which it relates.	(2) La rente procurée par un contrat de rente doit être assujettie aux mêmes conditions que l'allocation à laquelle elle se rattache.	Idem
Discharge of rights	(3) The purchase of the annuity contract discharges the rights under the Act of the person and of any other person in respect of that person.	(3) La souscription d'un contrat de rente éteint les droits que la présente loi accorde à la personne ainsi qu'à toute autre personne à son égard.	Extinction des droits
Authorized company	(4) The annuity contract must be purchased from a company authorized under the laws of Canada or a province to carry on an annuities business in Canada.	(4) Le contrat de rente doit être souscrit auprès d'une compagnie ou société autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à exercer le commerce de rentes au Canada.	Compagnie ou société autorisée
Conversion report	51. (1) The Minister of Finance shall ensure that an actuary other than the plan actuary prepares a report on the conversion of the pension plan established under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> into the plan described in this Act.	51. (1) Le ministre des Finances veille à ce qu'un actuaire autre que l'actuaire du régime rédige un rapport sur la transformation du régime de retraite établi aux termes de la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative</i> en régime visé par la présente loi.	Rapport sur la transformation
Contents	(2) The report must contain the information required under the <i>Pension Benefits Act</i> , with necessary modifications, for conversion reports.	(2) Le rapport doit contenir, avec les adaptations nécessaires, les renseignements exigés à l'égard des rapports de transformation par la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> .	Teneur
Approval	(3) The Minister and the Speaker shall not implement the conversion until the Minister has approved the conversion report.	(3) Le ministre et le président de l'Assemblée ne peuvent procéder à la transformation tant que le ministre n'a pas approuvé le rapport.	Approbation

PART XI COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement	52. (1) Subject to subsection (2), this Act shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.
Same	(2) Parts IV, V, VII and VIII shall be deemed to have come into force on June 8, 1995.
Short title	53. The short title of this Act is the <i>MPPs Pension Act, 1996</i> .

PARTIE XI ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur	52. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 1992.
Idem	(2) Les parties IV, V, VII et VIII sont réputées être entrées en vigueur le 8 juin 1995.
Titre abrégé	53. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 sur le régime de retraite des députés</i> .

20N
86
1956



Bill
43

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 43

*(Chapter 8
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to authorize the payment
of certain amounts for the Public
Service for the fiscal year ending on
March 31, 1996**

Projet de loi 43

*(Chapitre 8
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi autorisant le paiement de
certaines sommes destinées à la
fonction publique pour l'exercice
se terminant le 31 mars 1996**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

1st Reading April 16, 1996
2nd Reading April 16, 1996
3rd Reading April 16, 1996
Royal Assent April 25, 1996



1^{re} lecture 16 avril 1996
2^e lecture 16 avril 1996
3^e lecture 16 avril 1996
Sanction royale 25 avril 1996



**An Act to authorize the payment
of certain amounts for the Public
Service for the fiscal year ending on
March 31, 1996**

**Loi autorisant le paiement de
certaines sommes destinées à la
fonction publique pour l'exercice
se terminant le 31 mars 1996**

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario and from the Honourable the Administrator of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on March 31, 1996;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Supply granted

1. (1) For the period from April 1, 1995 to March 31, 1996, amounts not exceeding a total of \$13,554,798,500 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.

Votes and items

(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.

Expenditures

(3) An operating or capital expenditure in the votes and items of the estimates and supplementary estimates may be made by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ended March 31, 1996, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Commencement

2. This Act shall be deemed to have come into force on March 31, 1996.

Short title

3. The short title of this Act is the *Supply Act, 1996*.

Préambule

Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario et de l'honorable administrateur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996;

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Crédits accordés

1. (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 13 554 798 500 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Crédits et postes

(2) Ces sommes sont affectées conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire.

Dépenses

(3) Une dépense de fonctionnement ou une dépense en capital figurant aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire peut être engagée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère à qui a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1996, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Entrée en vigueur

2. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 31 mars 1996.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 1996*.

SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE

1995-96 Estimates

Budget des dépenses de 1995-1996

	Operating	Capital	Supplementary Estimates	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Capital</i>	<i>Budget des dépenses supplémentaire</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	
Agriculture, Food and Rural Affairs	143 441 300	6 610 000	-	150 051 300	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Assembly, Office of the	26 570 200	-	-	26 570 200	Bureau de l'Assemblée législative
Attorney General	188 513 800	1 967 000	-	190 480 800	Procureur général
Cabinet Office	3 977 700	-	-	3 977 700	Bureau du Conseil des ministres
Chief Election Officer, Office of the	200 200	-	-	200 200	Bureau du directeur général des élections
Citizenship	31 461 200	384 000	-	31 845 200	Affaires civiques
Community and Social Services	2 346 674 000	29 896 800	-	2 376 570 800	Services sociaux et communautaires
Consumer and Commercial Relations	52 656 900	-	-	52 656 900	Consommation et Commerce
Culture, Tourism and Recreation	20 368 300	-	-	20 368 300	Culture, Tourisme et Loisirs
Economic Development and Trade	93 379 000	32 088 900	-	125 467 900	Développement économique et Commerce
Education and Training	1 649 981 400	133 000	266 000 000	1 916 114 400	Éducation et Formation
Environment and Energy	136 301 500	41 061 000	80 000 000	257 362 500	Environnement et Énergie
Finance	246 136 100	185 870 500	-	432 006 600	Finances
Francophone Affairs, Office of	500 600	-	-	500 600	Office des affaires francophones
Health	5 949 406 800	27 889 500	93 000 000	6 070 296 300	Santé
Housing	436 754 200	17 755 000	-	454 509 200	Logement
Intergovernmental Affairs	2 348 600	-	-	2 348 600	Affaires intergouvernementales
Labour	41 274 500	-	-	41 274 500	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	208 900	-	-	208 900	Bureau du lieutenant-gouverneur
Management Board Secretariat	163 886 900	37 687 000	74 578 000	276 151 900	Secrétariat du Conseil de gestion
Municipal Affairs	47 676 100	1 795 000	-	49 471 100	Affaires municipales
Native Affairs Secretariat, Ontario	2 369 700	12 500 000	-	14 869 700	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Natural Resources	98 546 800	7 285 000	-	105 831 800	Richesses naturelles
Northern Development and Mines	18 520 100	10 024 600	-	28 544 700	Développement du Nord et Mines
Ombudsman Ontario	2 148 400	-	-	2 148 400	Ombudsman Ontario
Premier, Office of the	358 400	-	-	358 400	Cabinet du Premier ministre
Provincial Auditor, Office of the	2 577 200	-	-	2 577 200	Bureau du vérificateur provincial
Solicitor General and Correctional Services	370 121 200	575 000	-	370 696 200	Solliciteur général et Services correctionnels
Transportation	226 214 000	90 574 800	222 276 600	539 065 400	Transports
Women's Issues, Office Responsible for	12 272 800	-	-	12 272 800	Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine
Total	12 314 846 800	504 097 100	735 854 600	13 554 798 500	Total

20N
XB
656



111

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 44

Projet de loi 44

An Act to amend the Election Act

Loi modifiant la Loi électorale

The Hon. E. Eves
Deputy Premier

L'honorable E. Eves
Vice-premier ministre

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 17, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 17 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Election Act* requires a new enumeration for every general election and by-election. The Bill eliminates this requirement for by-elections called on or after April 11, 1996, and less than 12 months after a general election. In by-elections of this kind, the lists of electors prepared for the previous general election shall be used instead.

The usual revision procedures apply, except that electors who have been omitted from the list are allowed to apply directly to the deputy returning officer to be added on polling day.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi électorale* exige un nouveau recensement pour chaque élection générale ou partielle. Le projet de loi élimine cette exigence dans le cas des élections partielles qui sont ordonnées le 11 avril 1996 ou après ce jour et moins de 12 mois après la tenue d'une élection générale. Dans les élections de ce genre, les listes des électeurs dressées pour l'élection générale précédente seront utilisées à la place.

Les règles habituelles relatives à la révision s'appliquent, sauf que les électeurs dont le nom a été omis de la liste ont le droit de demander directement au scrutateur de l'y faire ajouter le jour du scrutin.

An Act to amend the Election Act

Loi modifiant la Loi électorale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Election Act* is amended by adding the following sections:

**BY-ELECTION SHORTLY AFTER
GENERAL ELECTION**

18.1 Sections 18.2 and 18.3 apply to any election that meets the following criteria:

1. The election is not a general election.
2. The writ is issued less than 12 months after polling day in the previous general election.
3. The writ is issued on or after April 11, 1996.

18.2 (1) In an election described in section 18.1, the lists of electors prepared for the previous general election shall be used, and there shall be no new enumeration.

(2) Sections 18 (enumeration) and 19 (list of electors) do not apply in respect of the election.

(3) The returning officer shall obtain copies of the lists of electors for the electoral district prepared for the previous general election and shall,

- (a) in urban areas, have a copy of each list posted in a conspicuous place in the corresponding polling division;
- (b) retain one copy of each list in the returning office;
- (c) have one copy of each list furnished to each candidate;
- (d) have up to 12 copies of each list furnished to each constituency association or candidate;
- (e) have a notice mailed to each elector on each list, indicating that the elector's

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi électorale* est modifiée par adjonction des articles suivants :

**ÉLECTION PARTIELLE TENUE PEU
APRÈS UNE ÉLECTION GÉNÉRALE**

18.1 Les articles 18.2 et 18.3 s'appliquent à toute élection qui répond aux critères suivants :

1. L'élection n'est pas une élection générale.
2. Le décret est émis moins de 12 mois après le jour du scrutin de la dernière élection générale.
3. Le décret est émis le 11 avril 1996 ou après ce jour.

18.2 (1) Dans une élection visée à l'article 18.1, les listes des électeurs dressées pour la dernière élection générale sont utilisées sans qu'il y ait de nouveau recensement.

(2) Les articles 18 (recensement) et 19 (liste des électeurs) ne s'appliquent pas à l'élection.

(3) Le directeur du scrutin se procure des copies des listes des électeurs de la circonscription électorale dressées pour la dernière élection générale et fait ce qui suit :

- (a) dans les zones urbaines, il fait afficher une copie de chaque liste dans un endroit bien en vue de la section de vote correspondante;
- (b) il conserve une copie de chaque liste dans le bureau électoral;
- (c) il veille à ce qu'une copie de chaque liste soit fournie à chaque candidat;
- (d) il veille à ce que jusqu'à 12 copies de chaque liste soient fournies à chaque association de circonscription ou candidat;
- (e) il veille à ce qu'un avis, l'informant que son nom figure sur la liste et indiquant l'adresse du bureau de vote, soit envoyé

Application
of ss. 18.2
and 18.3

No new
enumeration

Non-applica-
tion of
certain
provisions

Duties of
returning
officer

Application
des art. 18.2
et 18.3

Pas de
nouveau
recensement

Non-applica-
tion de
certaines
dispositions

Obligations
du directeur
du scrutin

name is on the list and showing the poll location;

(f) determine, in consultation with the Chief Election Officer, the total number of names on all the lists of electors;

(g) as soon as possible, have a certified statement of the number determined under clause (f) furnished to each candidate and to the Commission on Election Finances.

Addition on
polling day

18.3 (1) On polling day in an election described in section 18.1, an elector whose name is not on the list may apply to the deputy returning officer to have it added.

Proof of
identity

(2) The elector shall,

(a) make a statutory declaration in the prescribed form, substantiating his or her identity and qualifications as an elector and stating that he or she has not already voted in the election; and

(b) to establish his or her identity and residence, supply the deputy returning officer with documents of a class determined by the Chief Election Officer.

Duty of
deputy
returning
officer

(3) If the deputy returning officer is satisfied as to the contents of the statutory declaration, he or she shall add the applicant's name to the list and the poll record, and shall write the words "added, declaration" or the words "ajouté, déclaration" after the name in the poll record.

Applicant
entitled to
vote

(4) An applicant whose name is added under subsection (3) is entitled to vote.

Advance
polls

(5) This section does not apply at advance polls.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Election Amendment Act, 1996*.

par la poste à chaque électeur inscrit sur chaque liste;

f) il établit, en consultation avec le directeur général des élections, le nombre total de noms figurant sur toutes les listes des électeurs;

g) il fournit le plus tôt possible une déclaration certifiée du nombre total de noms figurant sur toutes les listes des électeurs, établi en vertu de l'alinéa f), à chaque candidat et à la Commission pour le financement des élections.

18.3 (1) Le jour du scrutin dans une élection visée à l'article 18.1, l'électeur dont le nom ne figure pas sur la liste peut demander au scrutateur de l'y ajouter.

Ajouts le
jour du
scrutin

(2) L'électeur fait ce qui suit :

Preuve
d'identité

a) il fait une déclaration solennelle selon la formule prescrite prouvant son identité et sa qualité d'électeur et indiquant qu'il n'a pas déjà voté à l'élection;

b) pour prouver son identité et sa résidence, il fournit au scrutateur des documents d'une catégorie déterminée par le directeur général des élections.

(3) Si le scrutateur est convaincu de la justesse des renseignements qui figurent dans la déclaration solennelle, il ajoute le nom de l'auteur de la demande à la liste et au registre du scrutin et inscrit la mention «ajouté, déclaration» ou «added, declaration» après le nom dans le registre.

Obligation
du scrutateur

(4) L'auteur d'une demande dont le nom est ajouté aux termes du paragraphe (3) a le droit de voter.

Droit de vote

(5) Le présent article ne s'applique pas aux votes par anticipation.

Votes par
anticipation

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi électorale*.

Titre abrégé

12-0N
XB
B56



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 44

(Chapter 7
Statutes of Ontario, 1996)

An Act to amend the Election Act

Projet de loi 44

(Chapitre 7
Lois de l'Ontario de 1996)

Loi modifiant la Loi électorale

The Hon. E. Eves
Deputy Premier



L'honorable E. Eves
Vice-premier ministre

1st Reading	April 17, 1996
2nd Reading	April 18, 1996
3rd Reading	April 22, 1996
Royal Assent	April 25, 1996

1 ^{re} lecture	17 avril 1996
2 ^e lecture	18 avril 1996
3 ^e lecture	22 avril 1996
Sanction royale	25 avril 1996



An Act to amend the Election Act

Loi modifiant la Loi électorale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Election Act* is amended by adding the following sections:

**BY-ELECTION SHORTLY AFTER
GENERAL ELECTION**

18.1 Sections 18.2 and 18.3 apply to any election that meets the following criteria:

1. The election is not a general election.
2. The writ is issued less than 12 months after polling day in the previous general election.
3. The writ is issued on or after April 11, 1996.

Application
of ss. 18.2
and 18.3

18.2 (1) In an election described in section 18.1, the lists of electors prepared for the previous general election shall be used, and there shall be no new enumeration.

No new
enumeration

(2) Sections 18 (enumeration) and 19 (list of electors) do not apply in respect of the election.

Non-applica-
tion of
certain
provisions

(3) The returning officer shall obtain copies of the lists of electors for the electoral district prepared for the previous general election and shall,

Duties of
returning
officer

- (a) in urban areas, have a copy of each list posted in a conspicuous place in the corresponding polling division;
- (b) retain one copy of each list in the returning office;
- (c) have one copy of each list furnished to each candidate;
- (d) have up to 12 copies of each list furnished to each constituency association or candidate;
- (e) have a notice mailed to each elector on each list, indicating that the elector's

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi électorale* est modifiée par adjonction des articles suivants :

**ÉLECTION PARTIELLE TENUE PEU
APRÈS UNE ÉLECTION GÉNÉRALE**

18.1 Les articles 18.2 et 18.3 s'appliquent à toute élection qui répond aux critères suivants :

1. L'élection n'est pas une élection générale.
2. Le décret est émis moins de 12 mois après le jour du scrutin de la dernière élection générale.
3. Le décret est émis le 11 avril 1996 ou après ce jour.

18.2 (1) Dans une élection visée à l'article 18.1, les listes des électeurs dressées pour la dernière élection générale sont utilisées sans qu'il y ait de nouveau recensement.

Application
des art. 18.2
et 18.3

Pas de
nouveau
recensement

(2) Les articles 18 (recensement) et 19 (liste des électeurs) ne s'appliquent pas à l'élection.

Non-applica-
tion de
certaines
dispositions

(3) Le directeur du scrutin se procure des copies des listes des électeurs de la circonscription électorale dressées pour la dernière élection générale et fait ce qui suit :

Obligations
du directeur
du scrutin

- a) dans les zones urbaines, il fait afficher une copie de chaque liste dans un endroit bien en vue de la section de vote correspondante;
- b) il conserve une copie de chaque liste dans le bureau électoral;
- c) il veille à ce qu'une copie de chaque liste soit fournie à chaque candidat;
- d) il veille à ce que jusqu'à 12 copies de chaque liste soient fournies à chaque association de circonscription ou candidat;
- e) il veille à ce qu'un avis, l'informant que son nom figure sur la liste et indiquant l'adresse du bureau de vote, soit envoyé

name is on the list and showing the poll location;

(f) determine, in consultation with the Chief Election Officer, the total number of names on all the lists of electors;

(g) as soon as possible, have a certified statement of the number determined under clause (f) furnished to each candidate and to the Commission on Election Finances.

Addition on
polling day

18.3 (1) On polling day in an election described in section 18.1, an elector whose name is not on the list may apply to the deputy returning officer to have it added.

Proof of
identity

(2) The elector shall,

(a) make a statutory declaration in the prescribed form, substantiating his or her identity and qualifications as an elector and stating that he or she has not already voted in the election; and

(b) to establish his or her identity and residence, supply the deputy returning officer with documents of a class determined by the Chief Election Officer.

Duty of
deputy
returning
officer

(3) If the deputy returning officer is satisfied as to the contents of the statutory declaration, he or she shall add the applicant's name to the list and the poll record, and shall write the words "added, declaration" or the words "ajouté, déclaration" after the name in the poll record.

Applicant
entitled to
vote

(4) An applicant whose name is added under subsection (3) is entitled to vote.

Advance
polls

(5) This section does not apply at advance polls.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Election Amendment Act, 1996*.

par la poste à chaque électeur inscrit sur chaque liste;

f) il établit, en consultation avec le directeur général des élections, le nombre total de noms figurant sur toutes les listes des électeurs;

g) il fournit le plus tôt possible une déclaration certifiée du nombre total de noms figurant sur toutes les listes des électeurs, établi en vertu de l'alinéa f), à chaque candidat et à la Commission pour le financement des élections.

18.3 (1) Le jour du scrutin dans une élection visée à l'article 18.1, l'électeur dont le nom ne figure pas sur la liste peut demander au scrutateur de l'y ajouter.

Ajouts le
jour du
scrutin

(2) L'électeur fait ce qui suit :

Preuve
d'identité

a) il fait une déclaration solennelle selon la formule prescrite prouvant son identité et sa qualité d'électeur et indiquant qu'il n'a pas déjà voté à l'élection;

b) pour prouver son identité et sa résidence, il fournit au scrutateur des documents d'une catégorie déterminée par le directeur général des élections.

(3) Si le scrutateur est convaincu de la justesse des renseignements qui figurent dans la déclaration solennelle, il ajoute le nom de l'auteur de la demande à la liste et au registre du scrutin et inscrit la mention «ajouté, déclaration» ou «added, declaration» après le nom dans le registre.

Obligation
du scrutateur

(4) L'auteur d'une demande dont le nom est ajouté aux termes du paragraphe (3) a le droit de voter.

Droit de vote

(5) Le présent article ne s'applique pas aux votes par anticipation.

Votes par
anticipation

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant la Loi électorale*.

Titre abrégé

201
x B
656



10015

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 45

**An Act to repeal the Ontario
Institute for Studies in Education
Act and transfer assets to the
University of Toronto**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Government Bill

1st Reading April 29, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 45

**Loi abrogeant la Loi sur l'Institut
d'études pédagogiques de l'Ontario et
transférant l'actif de l'Institut à
l'Université de Toronto**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 29 avril 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to move OISE under the management and control of the University of Toronto and to repeal the *Ontario Institute for Studies in Education Act*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de faire passer l'IEPO sous la direction et la gestion de l'Université de Toronto et d'abroger la *Loi sur l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario*.

**An Act to repeal the Ontario
Institute for Studies in Education Act
and transfer assets to the University
of Toronto**

**Loi abrogeant la Loi sur l'Institut
d'études pédagogiques de l'Ontario et
transférant l'actif de l'Institut à
l'Université de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Board” means The Board of Governors of The Ontario Institute for Studies in Education; (“conseil”)

«conseil» Le conseil d'administration de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. («Board»)

“University” means The Governing Council of the University of Toronto. (“Université”)

«Université» Le conseil d'administration de l'Université de Toronto. («University»)

Property vests in University

2. (1) All property, rights and powers of the Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning vest in the University.

2. (1) Tous les biens, droits et pouvoirs du conseil, de la Société éducative de l'IEPO, des Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et de la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont acquis à l'Université.

Biens acquis à l'Université

Gifts

(2) All gifts to the Board or The Ontario Institute for Studies in Education or The OISE Foundation for Learning are gifts to the University.

(2) Tous les dons faits au conseil, à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario ou à la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont des dons faits à l'Université.

Dons

Trusts

(3) Property held by the Board for a special purpose or for a trust on the day this Act comes into force is held by the University under and subject to the same powers and limitations as the Board had.

(3) Les biens que le conseil détient à des fins particulières ou en fiducie le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont détenus par l'Université en vertu et sous réserve des mêmes pouvoirs et restrictions qu'avaient le conseil.

Fiducies

University responsible for obligations

(4) The University is responsible for the obligations of the Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning and any claims against any of them arising before their dissolution.

(4) L'Université assume la responsabilité des obligations qu'ont le conseil, la Société éducative de l'IEPO, les Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage, et des réclamations portées contre ceux-ci avant leur dissolution.

Responsabilité de l'Université à l'égard des obligations

Use of name

3. The University has the sole right to use the names “The Ontario Institute for Studies in Education” and “Institut d'études pédagogiques de l'Ontario” and the acronyms “OISE” and “IEPO”.

3. L'Université a le droit exclusif d'utiliser les noms «Institut d'études pédagogiques de l'Ontario» et «The Ontario Institute for Studies in Education» et les acronymes «IEPO» et «OISE».

Utilisation des noms

College continued

4. (1) The college known as The Ontario Institute for Studies in Education in English and Institut d'études pédagogiques de l'Ontario in French is integrated with the Faculty of

4. (1) Le collège appelé Institut d'études pédagogiques de l'Ontario en français et The Ontario Institute for Studies in Education en anglais est intégré à la Faculté d'éducation de

Maintien du collège

	Education, University of Toronto, as an academic unit of the University under the control and management of the University.		l'Université de Toronto à titre d'entité universitaire de l'Université qui en assure la direction et la gestion.	
Mandate	(2) The mandate of the academic unit shall be determined by the University but shall include, (a) studying matters and problems relating to or affecting education; (b) disseminating the results of and assisting in the implementation of the findings of educational studies; and (c) establishing and conducting courses leading to certificates of standing and graduate degrees in education.		(2) Le mandat de l'entité universitaire est déterminé par l'Université. Toutefois, il comprend ce qui suit : (a) l'étude de questions et de problèmes d'ordre pédagogique; (b) la communication des conclusions tirées des études pédagogiques et l'aide à la mise en oeuvre de ces conclusions; (c) la mise sur pied de cours menant à l'obtention de certificats de compétence et de diplômes d'études supérieures en pédagogie et la tenue de ces cours.	Mandat
Name	(3) The name of the academic unit is "The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto" in English and "Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto" in French until the name is changed by the University.		(3) Le nom de l'entité universitaire est «Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto» en français et «The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto» en anglais jusqu'à ce que l'Université le change.	Nom
Same	(4) The University may change the name of the unit only after the expiration of 10 years after this Act comes into force.		(4) L'Université ne peut changer le nom de l'entité qu'après l'expiration de la période de 10 ans qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Dissolution	5. The Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning are dissolved on the day this Act comes into force.		5. Le conseil, la Société éducative de l'IEPO, les Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont dissous le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.	Dissolution
Repeal	6. The <i>Ontario Institute for Studies in Education Act</i> is repealed.		6. La <i>Loi sur l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario</i> est abrogée.	Abrogation
Commencement	7. This Act shall be deemed to have come into force on July 1, 1996.		7. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 1996.	Entrée en vigueur
Short title	8. The short title of this Act is the <i>Ontario Institute for Studies in Education Repeal Act, 1996</i> .		8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 abrogeant la Loi sur l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario</i> .	Titre abrégé

2014
8
656



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 45

(Chapter 16
Statutes of Ontario, 1996)

**An Act to repeal the Ontario
Institute for Studies in Education
Act and transfer assets to the
University of Toronto**

The Hon. J. Snobelen
Minister of Education and Training

Projet de loi 45

(Chapitre 16
Lois de l'Ontario de 1996)

**Loi abrogeant la Loi sur l'Institut
d'études pédagogiques de l'Ontario et
transférant l'actif de l'Institut à
l'Université de Toronto**

L'honorable J. Snobelen
Ministre de l'Éducation et de la Formation



1st Reading April 29, 1996
2nd Reading June 12, 1996
3rd Reading June 17, 1996
Royal Assent June 27, 1996

1^{re} lecture 29 avril 1996
2^e lecture 12 juin 1996
3^e lecture 17 juin 1996
Sanction royale 27 juin 1996



**An Act to repeal the Ontario
Institute for Studies in Education Act
and transfer assets to the University
of Toronto**

**Loi abrogeant la Loi sur l'Institut
d'études pédagogiques de l'Ontario et
transférant l'actif de l'Institut à
l'Université de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Board” means The Board of Governors of The Ontario Institute for Studies in Education; (“conseil”)

«conseil» Le conseil d'administration de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. («Board»)

“University” means The Governing Council of the University of Toronto. (“Université”)

«Université» Le conseil d'administration de l'Université de Toronto. («University»)

Property vests in University

2. (1) All property, rights and powers of the Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning vest in the University.

2. (1) Tous les biens, droits et pouvoirs du conseil, de la Société éducative de l'IEPO, des Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et de la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont acquis à l'Université.

Biens acquis à l'Université

Gifts

(2) All gifts to the Board or The Ontario Institute for Studies in Education or The OISE Foundation for Learning are gifts to the University.

(2) Tous les dons faits au conseil, à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario ou à la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont des dons faits à l'Université.

Dons

Trusts

(3) Property held by the Board for a special purpose or for a trust on the day this Act comes into force is held by the University under and subject to the same powers and limitations as the Board had.

(3) Les biens que le conseil détient à des fins particulières ou en fiducie le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont détenus par l'Université en vertu et sous réserve des mêmes pouvoirs et restrictions qu'avaient le conseil.

Fiducies

University responsible for obligations

(4) The University is responsible for the obligations of the Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning and any claims against any of them arising before their dissolution.

(4) L'Université assume la responsabilité des obligations qu'ont le conseil, la Société éducative de l'IEPO, les Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage, et des réclamations portées contre ceux-ci avant leur dissolution.

Responsabilité de l'Université à l'égard des obligations

Use of name

3. The University has the sole right to use the names “The Ontario Institute for Studies in Education” and “Institut d'études pédagogiques de l'Ontario” and the acronyms “OISE” and “IEPO”.

3. L'Université a le droit exclusif d'utiliser les noms «Institut d'études pédagogiques de l'Ontario» et «The Ontario Institute for Studies in Education» et les acronymes «IEPO» et «OISE».

Utilisation des noms

College continued

4. (1) The college known as The Ontario Institute for Studies in Education in English and Institut d'études pédagogiques de l'Ontario in French is integrated with the Faculty of

4. (1) Le collège appelé Institut d'études pédagogiques de l'Ontario en français et The Ontario Institute for Studies in Education en anglais est intégré à la Faculté d'éducation de

Maintien du collège

	Education, University of Toronto, as an academic unit of the University under the control and management of the University.	l'Université de Toronto à titre d'entité universitaire de l'Université qui en assure la direction et la gestion.	
Mandate	<p>(2) The mandate of the academic unit shall be determined by the University but shall include,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) studying matters and problems relating to or affecting education; (b) disseminating the results of and assisting in the implementation of the findings of educational studies; and (c) establishing and conducting courses leading to certificates of standing and graduate degrees in education. 	<p>(2) Le mandat de l'entité universitaire est déterminé par l'Université. Toutefois, il comprend ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'étude de questions et de problèmes d'ordre pédagogique; b) la communication des conclusions tirées des études pédagogiques et l'aide à la mise en oeuvre de ces conclusions; c) la mise sur pied de cours menant à l'obtention de certificats de compétence et de diplômes d'études supérieures en pédagogie et la tenue de ces cours. 	Mandat
Name	(3) The name of the academic unit is "The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto" in English and "Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto" in French until the name is changed by the University.	(3) Le nom de l'entité universitaire est «Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto» en français et «The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto» en anglais jusqu'à ce que l'Université le change.	Nom
Same	(4) The University may change the name of the unit only after the expiration of 10 years after this Act comes into force.	(4) L'Université ne peut changer le nom de l'entité qu'après l'expiration de la période de 10 ans qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Dissolution	5. The Board, the OISE Educational Corporation, The Ontario Institute for Studies in Education Press and The OISE Foundation for Learning are dissolved on the day this Act comes into force.	5. Le conseil, la Société éducative de l'IEPO, les Presses de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et la Fondation de l'IEPO pour l'apprentissage sont dissous le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.	Dissolution
Repeal	6. The <i>Ontario Institute for Studies in Education Act</i> is repealed.	6. La <i>Loi sur l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario</i> est abrogée.	Abrogation
Commencement	7. This Act shall be deemed to have come into force on July 1, 1996.	7. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 1996.	Entrée en vigueur
Short title	8. The short title of this Act is the <i>Ontario Institute for Studies in Education Repeal Act, 1996</i> .	8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 abrogeant la Loi sur l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario</i> .	Titre abrégé

2011
78
B56



Bill
Number

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{RE} SESSION, 36^E LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 46

Projet de loi 46

An Act to amend or revoke various statutes administered by or affecting the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs and to enact other statutes administered by the Ministry

Loi modifiant ou abrogeant diverses lois appliquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et visant à édicter d'autres lois appliquées par le ministère

The Hon. N. Villeneuve

Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

L'honorable N. Villeneuve

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation
et des Affaires rurales

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading May 2, 1996
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 2 mai 1996
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends or revokes a number of Acts administered by or affecting the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs and enacts three new Acts. For convenience, the amendments and new Acts are set out in separate schedules by subject matter and the revocations of Acts are set out in one final schedule. The commencement provisions for each of the schedules are set out at the end of the schedules.

SCHEDULE A AGRICORP ACT, 1996

The Bill establishes AgriCorp as a corporation without share capital and as a Crown agency.

The principal object of AgriCorp is to administer plans of crop insurance under the *Crop Insurance Act (Ontario)*, 1996 that are presently administered by The Crop Insurance Commission of Ontario.

AgriCorp has the capacity and powers of a natural person, except as limited by the Bill.

SCHEDULE B AGRICULTURE AND FOOD INSTITUTE OF ONTARIO ACT, 1996

The Bill continues the Agricultural Research Institute of Ontario under the name Agriculture and Food Institute of Ontario in English and Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation in French. The Institute is a body corporate and a Crown agency.

The objects of the Institute include operating laboratories and educational programs, conducting research and entering into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands.

The Institute has the capacity and powers of a natural person, except as limited by the Bill.

SCHEDULE C CROP INSURANCE ACT, 1996

The Bill repeals and replaces the *Crop Insurance Act (Ontario)*.

The Bill makes the following changes to the Act:

1. AgriCorp replaces The Crop Insurance Commission of Ontario.
2. With the approval of Management Board of Cabinet, the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may enter into agreements with the Government of Canada as provided for in the *Farm Income Protection Act (Canada)*.
3. AgriCorp is required to comply with a request by the Minister to offer to enter into contracts of insurance or to amend or terminate a contract of insurance or a proposed contract of insurance.
4. AgriCorp is not permitted to enter into a contract to insure less than the entire agricultural crop of a person or a crop that is already insured.
5. Except in the case of regulations made under the Act, the acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties with respect to contracts of insurance are treated as administrative matters and not as regulations.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie ou abroge un certain nombre de lois appliquées par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et édicte trois nouvelles lois. Pour des raisons pratiques, les modifications et les nouvelles lois sont énoncées par sujet dans des annexes distinctes et les abrogations de lois sont énoncées dans la dernière annexe. Les dispositions d'entrée en vigueur de chacune des annexes sont énoncées à la fin de celles-ci.

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR AGRICORP

Le projet de loi crée AgriCorp à titre de personne morale sans capital-actions et d'organisme de la Couronne.

AgriCorp a pour objet principal de gérer les régimes d'assurance-récolte visés par la *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)* et présentement gérés par la Commission ontarienne de l'assurance-récolte.

AgriCorp a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose le projet de loi.

ANNEXE B LOI DE 1996 SUR L'INSTITUT ONTARIEN D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION

Le projet de loi maintient l'Institut de recherche agricole de l'Ontario sous le nom de Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation en français et sous le nom de Agriculture and Food Institute of Ontario en anglais. L'Institut est une personne morale et un organisme de la Couronne.

Les objets de l'Institut sont notamment d'exploiter des laboratoires, d'offrir des programmes éducatifs et de mener des recherches ainsi que de conclure des ententes et des engagements et de constituer des servitudes en vue de la conservation, de la protection et de la préservation de terres agricoles.

L'Institut a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose le projet de loi.

ANNEXE C LOI DE 1996 SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE

Le projet de loi abroge et remplace la *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)*.

Il apporte les modifications suivantes à la Loi :

1. AgriCorp remplace la Commission ontarienne de l'assurance-récolte.
2. Avec l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada aux termes de la *Loi sur la protection du revenu agricole (Canada)*.
3. AgriCorp doit offrir de conclure des contrats d'assurance ou doit modifier ou résilier un contrat d'assurance ou un projet de contrat d'assurance si le ministre le lui demande.
4. AgriCorp ne peut conclure de contrat d'assurance qui ne vise pas la totalité d'une récolte de produits de la culture d'une personne ou qui porte sur une récolte déjà assurée.
5. Sauf dans le cas des règlements pris en application de la Loi, les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions à l'égard des contrats d'assurance sont considérés comme des questions administratives et non comme des règlements.

6. AgriCorp may appoint inspectors for the purpose of contracts of insurance and plans that it administers under other Acts.
7. Certain disputes relating to contracts of insurance may be referred to an appeal board. The *Arbitration Act, 1991* does not apply to the appeal board.

SCHEDULE D AMENDMENTS TO THE FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT

All provisions in the *Farm Products Grades and Sales Act* relating to inspection in respect of horticultural products are repealed.

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE GAME AND FISH ACT

Following the repeal of the *Fur Farms Act*, the Bill amends the *Game and Fish Act* to clarify that it does not apply to certain animals while they are kept in captivity for certain commercial purposes.

SCHEDULE F AMENDMENTS TO THE GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT

The Bill makes the following changes to the *Grain Elevator Storage Act*:

1. The title of the Act is changed to the *Grains Act* to reflect the fact that the Act regulates grain only, and not other farm produce.
2. A person who carries on business as a dealer in grain is required to hold a licence issued under the Act.
3. An agency designated by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, and not the Minister, appoints inspectors for the purpose of the Act.
4. The Agency, and not the Lieutenant Governor in Council, prescribes fees payable for licences issued under the Act.
5. The power to make regulations is transferred to the Agency, subject to the approval of the Minister.

SCHEDULE G AMENDMENTS TO THE LIVESTOCK BRANDING ACT

The Bill changes the title of the *Livestock Branding Act* to the *Livestock Identification Act* and transfers the administration and enforcement of the Act to the Ontario Cattlemen's Association.

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE MILK ACT

The Bill makes the following changes to the *Milk Act*:

1. The Ontario Farm Products Marketing Commission no longer requires the approval of the Lieutenant Governor in Council to make regulations under section 19 of the Act.
2. The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, the Commission or a marketing board may make agreements with other governments or agencies for the co-ordinated marketing of milk or milk products.

6. AgriCorp peut nommer des inspecteurs aux fins des contrats d'assurance et des régimes qu'elle administre aux termes d'autres lois.
7. Certains différends portant sur les contrats d'assurance peuvent être renvoyés à une commission d'appel. La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à cette commission.

ANNEXE D MODIFICATION DE LA LOI SUR LE CLASSEMENT ET LA VENTE DES PRODUITS AGRICOLES

Toutes les dispositions de la *Loi sur le classement et la vente des produits agricoles* relatives à la délivrance de permis à l'égard de produits horticoles sont abrogées.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

À la suite de l'abrogation de la *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure*, le projet de loi modifie la *Loi sur la chasse et la pêche* afin de préciser qu'elle ne s'applique pas à certains animaux pendant qu'ils sont gardés en captivité à certaines fins commerciales.

ANNEXE F MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ENTREPOSAGE DU GRAIN

Le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur l'entreposage du grain* :

1. Le titre de la Loi est changé; il devient *Loi sur le grain* pour tenir compte du fait que la Loi ne réglemente que le grain et aucun autre produit de la ferme.
2. Toute personne qui exerce le commerce de marchand de grain doit détenir un permis délivré aux termes de la Loi.
3. L'agence désignée par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, et non le ministre, nomme les inspecteurs pour l'application de la Loi.
4. L'Agence, et non le lieutenant-gouverneur en conseil, prescrit les droits à verser pour les permis délivrés aux termes de la Loi.
5. Le pouvoir de prendre des règlements est transféré à l'Agence, sous réserve de l'approbation du ministre.

ANNEXE G MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MARQUAGE DU BÉTAIL

Le projet de loi abroge le titre de la *Loi sur le marquage du bétail* et le remplace par *Loi sur l'identification du bétail*. En outre, il transfère l'application et l'exécution de la Loi à l'association appelée Ontario Cattlemen's Association.

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR LE LAIT

Le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur le lait* :

1. La Commission de commercialisation des produits agricoles de l'Ontario n'a plus besoin de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil pour prendre des règlements en application de l'article 19 de la Loi.
2. Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, la Commission ou une commission de commercialisation peut conclure des ententes pour la commercialisation concertée du lait ou des produits du lait avec d'autres gouvernements ou organismes.

3. The Minister may, by regulation, grant to the Canadian Dairy Commission or a promotion-research agency established under the *Farm Products Agencies Act* (Canada) the authority to collect levies from producers who market certain milk products in Ontario and to use the levies.

SCHEDULE I AMENDMENTS TO THE PLANT DISEASES ACT

All provisions in the *Plant Diseases Act* relating to the licensing of operators of nurseries are repealed.

SCHEDULE J REPEAL OF VARIOUS ACTS

The following Acts are repealed:

1. The *Abandoned Orchards Act*.
2. The *Agricultural Rehabilitation and Development Act* (Ontario).
3. The *Farm Income Stabilization Act*.
4. The *Fur Farms Act*.
5. The *Junior Farmer Establishment Act*.
6. The *Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act*.
7. The *Oleomargarine Act*.
8. The *Riding Horse Establishments Act*.

3. Le ministre peut, par règlement, accorder à la Commission canadienne du lait ou à une agence de promotion et de recherche créée en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (Canada) les pouvoirs nécessaires pour percevoir des taxes des producteurs qui commercialisent certains produits du lait en Ontario et pour utiliser ces taxes.

ANNEXE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MALADIES DES PLANTES

Toutes les dispositions de la *Loi sur les maladies des plantes* relatives à la délivrance de permis aux exploitants de pépinières sont abrogées.

ANNEXE J ABROGATION DE LOIS DIVERSES

Les Lois suivantes sont abrogées :

1. La *Loi sur les vergers abandonnés*.
2. La *Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles* (Ontario).
3. La *Loi sur la stabilisation des revenus agricoles*.
4. La *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure*.
5. La *Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs*.
6. La *Loi sur l'enregistrement des droits sur les biens-fonds agricoles des non-résidents*.
7. La *Loi sur la margarine*.
8. La *Loi sur les centres d'équitation*.

An Act to amend or revoke various statutes administered by or affecting the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs and to enact other statutes administered by the Ministry

Loi modifiant ou abrogeant diverses lois appliquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et visant à édicter d'autres lois appliquées par le ministère

CONTENTS

1. Enactment of schedules
2. Commencement
3. Short title
- Schedule A *AgriCorp Act, 1996*
- Schedule B *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996*
- Schedule C *Crop Insurance Act, 1996*
- Schedule D *Amendments to the Farm Products Grades and Sales Act*
- Schedule E *Amendments to the Game and Fish Act*
- Schedule F *Amendments to the Grain Elevator Storage Act*
- Schedule G *Amendments to the Livestock Branding Act*
- Schedule H *Amendments to the Milk Act*
- Schedule I *Amendments to the Plant Diseases Act*
- Schedule J *Repeal of various Acts*

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- | | |
|------------------------|---|
| Enactment of schedules | 1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, B and C, are hereby enacted. |
| New Acts | (2) The <i>AgriCorp Act, 1996</i> , the <i>Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996</i> and the <i>Crop Insurance Act, 1996</i> , as set out in Schedules A, B and C respectively, are hereby enacted. |
| Commencement | 2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent. |
| Schedules | (2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule. |

SOMMAIRE

1. Édition des annexes
2. Entrée en vigueur
3. Titre abrégé
- Annexe A *Loi de 1996 sur AgriCorp*
- Annexe B *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation*
- Annexe C *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte*
- Annexe D *Modification de la Loi sur le classement et la vente des produits agricoles*
- Annexe E *Modification de la Loi sur chasse et la pêche*
- Annexe F *Modification de la Loi sur l'entreposage du grain*
- Annexe G *Modification de la Loi sur le marquage du bétail*
- Annexe H *Modification de la Loi sur le lait*
- Annexe I *Modification de la Loi sur les maladies des plantes*
- Annexe J *Abrogation de lois diverses*

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- | | |
|--|---------------------|
| 1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, B et C. | Édition des annexes |
| (2) Sont édictées par le présent paragraphe la <i>Loi de 1996 sur AgriCorp</i> , la <i>Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation</i> et la <i>Loi de 1996 sur l'assurance-récolte</i> , telles qu'elles figurent aux annexes A, B et C respectivement. | Nouvelles lois |
| 2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. | Entrée en vigueur |
| (2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles. | Annexes |

Parts of
schedules

(3) If a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Multiple
proclama-
tions

(4) Proclamations under subsection (3) may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs Statute Law Amendment Act, 1996*.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe.

Parties des
annexes

(4) Les proclamations visées au paragraphe (3) peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de l'annexe.

Procla-
mations
multiples

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant des lois en ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales*.

Titre abrégé

SCHEDULE A AGRICORP ACT, 1996		ANNEXE A LOI DE 1996 SUR AGRICORP	
AgriCorp established	1. (1) There is hereby established a corporation without share capital to be known in English and French as AgriCorp.	1. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée AgriCorp en français et en anglais.	Création d'AgriCorp
Members	(2) AgriCorp shall consist of as many members, not fewer than five, as the Lieutenant Governor in Council may appoint.	(2) AgriCorp se compose de cinq membres ou plus que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.	Membres
Term of appointment	(3) The members shall be appointed during the pleasure of the Lieutenant Governor in Council for a term of not more than three years.	(3) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat ne dépasse pas trois ans.	Mandat des membres
Non-application	(4) The <i>Corporations Act</i> , the <i>Corporations Information Act</i> and the <i>Insurance Act</i> do not apply to AgriCorp or corporations constituted under subsection 16 (1).	(4) La <i>Loi sur les personnes morales</i> , la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> et la <i>Loi sur les assurances</i> ne s'appliquent pas à AgriCorp ni aux personnes morales créées en vertu du paragraphe 16 (1).	Non-application
Objects	2. The objects of AgriCorp are, (a) to administer plans of crop insurance under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> , 1996, and to perform the duties conferred on it by that Act; and (b) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, any order of the Lieutenant Governor in Council or the Governor in Council or any agreement made between, (i) the Government of Ontario or any of its agencies, and (ii) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.	2. Les objets d'AgriCorp sont les suivants : a) gérer les régimes d'assurance-récolte visés par la <i>Loi de 1996 sur l'assurance-récolte</i> (Ontario) et exercer les fonctions qui lui sont conférées par cette loi; b) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouverneur en conseil ou par des accords conclus entre : (i) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes, (ii) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.	Objets
Powers	3. (1) For the purpose of carrying out its objects, AgriCorp has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.	3. (1) Afin de réaliser ses objets, AgriCorp a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.	Capacité et pouvoirs
Additional powers	(2) AgriCorp may, (a) establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties; (b) establish and collect penalties for the late payment of the fees and service charges mentioned in clause (a); and (c) on such conditions as it considers proper, lend money between the funds that it administers, if it administers more than one fund.	(2) AgriCorp peut : a) fixer et percevoir les droits et frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs ou de ses fonctions; b) fixer et percevoir les amendes en cas de paiement en retard des droits et des frais de gestion visés à l'alinéa a); c) aux conditions qu'elle juge opportunes, prêter des sommes entre les fonds qu'elle gère, si elle en gère plus d'un.	Pouvoirs supplémentaires
Borrowing, guarantees	(3) Except with the approval of the Minister of Finance, AgriCorp may not borrow money or guarantee the repayment, in whole	(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, AgriCorp ne peut pas contracter des emprunts ni garantir le paiement, en totalité	Emprunts, garanties

or in part, of a loan made by any person other than itself.

ou en partie, d'un emprunt contracté par qui-conque, sauf elle-même.

Investments

(4) AgriCorp may not invest any part of its money in any investment other than,

(4) AgriCorp ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans : Placements

(a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,

a) des billets, des obligations, des débetures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :

(i) Canada, Ontario or another province of Canada,

(i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,

(ii) a municipality in Canada,

(ii) une municipalité canadienne,

(iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,

(iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,

(iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;

(iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'examen par un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;

(b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or

b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;

(c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.

c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.

Corporations,
agreements

(5) Except with the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, a member of AgriCorp, either alone or together with other persons, may not,

(5) Sauf avec l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, un membre d'AgriCorp ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, faire ce qui suit : Personnes morales, accords

(a) create corporations that have any of the objects of AgriCorp; or

a) créer des personnes morales qui ont des objets quelconques d'AgriCorp;

(b) enter into agreements with the Government of Canada or any of its agencies for the encouragement of agriculture or food.

b) conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.

Agreements

(6) AgriCorp may exercise any powers and perform any duties conferred on it under any agreement made between,

(6) AgriCorp peut exercer les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par des accords conclus entre : Accords

(a) the Government of Ontario or any of its agencies; and

a) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes;

(b) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.

b) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.

Not regulations	(7) The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in subsection (6) shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature.	(7) Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au paragraphe (6) sont réputés de nature administrative et non législative.	Aucun statut de règlement
Inquiry	(8) AgriCorp may inquire into any matter relating to its objects and for that purpose has the powers that Part II of the <i>Public Inquiries Act</i> confers on a commission, and that Part applies to the inquiry as if it were an inquiry under that Act.	(8) AgriCorp peut enquêter sur toute question se rapportant à ses objets et, à cette fin, a les pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> , et cette partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête menée en vertu de cette loi.	Enquête
Disclosure of personal information	(9) Despite section 41 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , if AgriCorp collects personal information from an individual for the purpose of a plan that it administers, it may use the information for the purpose of any other plan relating to the individual that it administers.	(9) Malgré l'article 41 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> , si AgriCorp recueille des renseignements personnels d'un particulier aux fins d'un régime que gère AgriCorp, elle peut utiliser ces renseignements aux fins de tout autre régime qu'elle gère et qui concerne le particulier.	Divulgement de renseignements personnels
Board of directors	4. (1) The board of directors of AgriCorp consists of all of the members of AgriCorp.	4. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp se compose de tous les membres d'AgriCorp.	Conseil d'administration
Management	(2) The board shall manage and control the affairs of AgriCorp.	(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités d'AgriCorp.	Administration
Chair and vice-chairs	(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one of the members of the board as chair and one or more of the members as vice-chairs of the board.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du conseil à la présidence du conseil et un ou plusieurs autres à la vice-présidence.	Président et vice-présidents
Quorum	(4) A majority of the members constitute a quorum of the board.	(4) La majorité des membres du conseil constitue le quorum.	Quorum
Minister's directives	5. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may issue directives in writing to AgriCorp on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.	5. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales peut donner des directives par écrit à AgriCorp sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à AgriCorp.	Directives du ministre
Implementation	(2) The board of directors of AgriCorp shall ensure that AgriCorp implements the directives promptly and efficiently.	(2) Le conseil d'administration d'AgriCorp veille à ce qu'AgriCorp mette les directives en application promptement et efficacement.	Mise en application
By-laws	6. (1) The board of directors of AgriCorp may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of AgriCorp, including by-laws to establish committees.	6. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités d'AgriCorp, notamment des règlements administratifs qui créent des comités.	Règlements administratifs
Committees	(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.	(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.	Comités
Payments to members	7. (1) Members of AgriCorp who are not employed in the public service of Ontario shall receive remuneration and reimbursement for the expenses that they incur in the course of their duties.	7. (1) Les membres d'AgriCorp qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario reçoivent une rémunération et un remboursement des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.	Paiements aux membres
Amount	(2) AgriCorp shall pay the remuneration and expenses out of its general fund in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) AgriCorp verse la rémunération et rembourse les frais en prélevant sur son fonds d'administration générale des montants con-	Montant

Crown agency	8. AgriCorp is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	8. AgriCorp est un mandataire de la Couronne et elle ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	9. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of AgriCorp or employee appointed to the service of AgriCorp for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	9. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre d'AgriCorp ou un employé nommé au service d'AgriCorp pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	10. Except with the consent of AgriCorp, no member of AgriCorp shall be required to give testimony in any proceedings with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.	10. Sauf avec l'autorisation d'AgriCorp, les membres d'AgriCorp ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement aux renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions.	Dispense de témoigner
Payments received	11. (1) The Minister of Finance may, (a) reimburse AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that AgriCorp makes under a guarantee that it has given; or (b) make loans to AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund.	11. (1) Le ministre des Finances peut : a) soit rembourser à AgriCorp, sur le Trésor, les paiements qu'elle effectue aux termes d'une garantie qu'elle a donnée; b) soit consentir des prêts sur le Trésor à AgriCorp.	Paiements
Guarantees	(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee, on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to AgriCorp, together with interest on the loan.	(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à AgriCorp, y compris les intérêts s'y rapportant.	Garanties
Funds	12. AgriCorp shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the <i>Bank Act</i> (Canada).	12. AgriCorp conserve tous les fonds qu'elle gère dans une banque visée à l'annexe I de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada).	Fonds
Provincial Auditor	13. The accounts and financial transactions of AgriCorp shall be audited annually by the Provincial Auditor.	13. Les comptes et les opérations financières d'AgriCorp sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.	Vérificateur provincial
Annual report	14. (1) The board of directors of AgriCorp shall make a report annually, within 120 days after the end of AgriCorp's financial year, to the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs on the affairs of AgriCorp containing all information that the Minister may require.	14. (1) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice d'AgriCorp, le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales un rapport annuel sur les activités d'AgriCorp contenant tous les renseignements que le ministre exige.	Rapport annuel
Tabling	(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt

Other reports	(3) At the request of the Minister, the board of directors of AgriCorp shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.	(3) Le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.	Autres rapports
Regulations of AgriCorp	15. Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, AgriCorp may, in respect of its duties mentioned in clause 2 (b), make regulations,	15. Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, relativement aux fonctions visées à l'alinéa (2) b) :	Règlements pris par AgriCorp
	(a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 3 (2), that any class of persons is required to pay to AgriCorp or a corporation described in subsection (2) or 3 (5);	a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais des gestion visés au paragraphe 3 (2), que doivent verser des catégories de personnes à AgriCorp ou à une personne morale visée au paragraphe (2) ou 3 (5);	
	(b) specifying terms for the payment of the levies or charges;	b) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances;	
	(c) providing for the collection of the levies or charges by AgriCorp, the corporation to which they are payable or any class of persons; and	c) prévoir la perception des taxes ou redevances par AgriCorp, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes;	
	(d) requiring the person who collects the levies or charges to account for them to AgriCorp or the corporation to which they are payable.	d) exiger de la personne qui recouvre les taxes ou redevances qu'elle rende compte de celles-ci à AgriCorp ou à la personne morale à qui elles sont payables.	
Regulations for corporations	16. (1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation constitute corporations with such powers and duties as are considered conducive to the attainment of the corporation's objects and provide for their management.	16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer des personnes morales, leur conférer les pouvoirs et les fonctions qu'il estime de nature à favoriser la réalisation de leurs objets et pourvoir à leur gestion.	Règlements créant des personnes morales
Crown agent	(2) The Lieutenant Governor in Council may authorize a corporation mentioned in subsection (1) to act as an agent of the Crown in respect of programs, projects or matters that the Crown undertakes or carries out for the encouragement of agriculture or food.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser une personne morale visée au paragraphe (1) à agir en qualité de mandataire de la Couronne en ce qui concerne les programmes, les projets ou les affaires que la Couronne entreprend ou mène pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.	Mandataire de la Couronne
Transition	17. (1) Despite subsection 1 (2), the first members of AgriCorp are the members of The Crop Insurance Commission of Ontario in force immediately before section 1 comes into force.	17. (1) Malgré le paragraphe 1 (2), les premiers membres d'AgriCorp sont les membres de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 1.	Dispositions transitoires
Term of office	(2) Despite subsection 1 (3), the terms of office of the first members of AgriCorp expire on the day their terms of office as members of the Commission expire, unless the Lieutenant Governor in Council prescribes otherwise.	(2) Malgré le paragraphe 1 (3), le mandat des premiers membres d'AgriCorp expire le jour où expire leur mandat comme membres de la Commission, sauf prescription contraire du lieutenant-gouverneur en conseil.	Mandat
Special program	(3) Contracts that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with persons under the program established by Order in Council 298/91, as amended from time to time, under section 7 of the <i>Ministry of</i>	(3) Les contrats que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec des personnes dans le cadre du programme créé par le décret 298/91, tel qu'il est modifié, pris en application de l'article 7 de la <i>Loi sur le ministère de l'Agriculture, de l'Ali-</i>	Programme spécial

Agriculture and Food Act are assigned to AgriCorp.

mentation et des Affaires rurales sont cédés à AgriCorp.

Reference to Minister (4) A reference to the Minister in the program or the contracts shall be deemed to be a reference to AgriCorp.

(4) Une mention du ministre dans le programme ou les contrats est réputée une mention d'AgriCorp. Mention du ministre

Commencement 18. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

18. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

Short title 19. The short title of the Act set out in this Schedule is the *AgriCorp Act, 1996*.

19. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur AgriCorp*. Titre abrégé

SCHEDULE B		ANNEXE B	
AGRICULTURE AND FOOD INSTITUTE OF ONTARIO ACT, 1996		LOI DE 1996 SUR L'INSTITUT ONTARIEN D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION	
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>"agricultural lands" means those lands designated in the regulations made under this Act; ("terres agricoles")</p> <p>"Director" means the person appointed as Director of the Institute; ("directeur")</p> <p>"Institute" means the Agriculture and Food Institute of Ontario continued under this Act; ("Institut")</p> <p>"Minister" means the Minister responsible for the administration of this Act. ("ministre")</p>	1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
Institute continued	<p>2. (1) The Agricultural Research Institute of Ontario is continued under the name Agriculture and Food Institute of Ontario in English and Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation in French.</p>	<p>«directeur» La personne nommée au poste de directeur de l'Institut. («Director»)</p> <p>«Institut» L'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation maintenu en vertu de la présente loi. («Institute»)</p> <p>«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)</p> <p>«terres agricoles» Les terres désignées dans les règlements pris en application de la présente loi. («agricultural lands»)</p>	Maintien de l'Institut
Body corporate	<p>(2) The Institute is a body corporate responsible to the Minister.</p>	<p>2. (1) L'Institut de recherche agricole de l'Ontario est maintenu sous le nom de Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation en français et sous le nom de Agriculture and Food Institute of Ontario en anglais.</p> <p>(2) L'Institut est une personne morale responsable devant le ministre.</p>	Personne morale
Non-application	<p>(3) The <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> do not apply to the Institute.</p>	<p>(3) La <i>Loi sur les personnes morales</i> et la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> ne s'appliquent pas à l'Institut.</p>	Non-application
Members	<p>(4) The Institute shall consist of as many members, not fewer than 13, that the Minister may appoint from among persons who meet the qualifications set out in the regulations made under this Act.</p>	<p>(4) L'Institut se compose de 13 membres ou plus que nomme le ministre parmi les personnes qui possèdent les qualités requises énoncées dans les règlements pris en application de la présente loi.</p>	Membres
Term of appointment	<p>(5) The members shall be appointed during the pleasure of the Minister for a term of not more than three years, but any member may be reappointed for any number of additional one year periods.</p>	<p>(5) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat est d'au plus trois ans, mais il peut être renouvelé pour des durées d'un an chacune.</p>	Mandat des membres
Head office	<p>(6) The Institute shall have a head office in the City of Guelph or in such other location in Ontario as the Minister designates.</p>	<p>(6) L'Institut a son siège social dans la cité de Guelph ou à un autre endroit en Ontario que le ministre désigne.</p>	Siège social
Objects	<p>3. The objects of the Institute are,</p> <p>(a) to operate or to approve laboratories to do diagnostic, investigative, consultative or analytical testing for any person or organization related to animal health, plant health, food safety or the environment;</p> <p>(b) to provide educational and training courses in the areas of agriculture, horticulture, veterinary medicine, food and rural community development;</p> <p>(c) to inquire into programs of research, to recommend areas of research and to do</p>	<p>3. Les objets de l'Institut sont les suivants :</p> <p>a) exploiter ou approuver des laboratoires offrant à toute personne ou tout organisme des services de diagnostic, d'investigation, de consultation ou d'analyse dans le domaine de la santé animale, de la protection des végétaux, de la salubrité des aliments ou de l'environnement;</p> <p>b) fournir des programmes éducatifs et de formation dans les domaines de l'agriculture, de l'horticulture, de la médecine vétérinaire, de l'alimentation et du développement des collectivités rurales;</p> <p>c) examiner des programmes de recherche, recommander des domaines de re-</p>	Objets

research in respect of the areas mentioned in clause (b);

- (d) to operate research stations in support of the courses described in clause (b) or the research described in clause (c);
- (e) to develop joint programs and to enter into agreements for delivering joint programs with the governments of Canada or the provinces, educational institutions or other organizations to assist the Institute in carrying out its objects;
- (f) to generate revenue through the services and programs that it offers;
- (g) at the request of the Director, to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign the agreements, covenants and easements; and
- (h) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, order of the Lieutenant Governor in Council, or agreement with the Government of Canada or any of its agencies.

Powers

4. (1) For the purpose of carrying out its objects, the Institute has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act and the regulations made under it.

Fees

(2) The Institute may establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties.

Borrowing,
guarantees

(3) Except with the approval of the Minister of Finance, the Institute may not borrow money or guarantee the repayment, in whole or in part, of a loan made to any person other than itself.

Investments

(4) The Institute may not invest any part of its money in any investment other than,

- (a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,
 - (i) Canada, Ontario or another province of Canada,
 - (ii) a municipality in Canada,
 - (iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,
 - (iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority

cherche et mener des recherches dans les domaines mentionnés à l'alinéa b);

- d) exploiter des stations de recherche pour étayer les programmes visés à l'alinéa b) ou les recherches visées à l'alinéa c);
- e) élaborer des programmes communs et conclure des ententes en vue d'offrir des programmes communs avec les gouvernements du Canada ou des provinces, les établissements d'enseignement ou d'autres organismes dans le but d'aider l'Institut à réaliser ses objets;
- f) tirer des revenus des services et des programmes qu'offre l'Institut;
- g) à la demande du directeur, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, conclure des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constituer des servitudes, ou céder les ententes, engagements et servitudes en question;
- h) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou par des ententes conclues avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes.

4. (1) Afin de réaliser ses objets, l'Institut a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'imposent la présente loi et ses règlements d'application.

Pouvoirs

(2) L'Institut peut fixer et percevoir des droits et des frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

Droits

(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, l'Institut ne peut pas contracter d'emprunts ni garantir le paiement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté par quiconque, sauf lui-même.

Emprunts,
garanties

(4) L'Institut ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans :

Placements

- a) des billets, des obligations, des débentures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :
 - (i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,
 - (ii) une municipalité canadienne,
 - (iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,
 - (iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'examen par

	in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;	un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;	
	(b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or	b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;	
	(c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.	c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.	
Corporations	(5) Except with the approval of the Minister, a member of the Institute, either alone or together with other persons, may not create corporations that have any of the objects of the Institute.	(5) Sauf avec l'approbation du ministre, un membre de l'Institut ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, créer des personnes morales qui ont des objets quelconques de l'Institut.	Personnes morales
Diplomas, certificates	(6) The Institute may grant diplomas and certificates in the educational and training courses that it provides.	(6) L'Institut peut décerner des diplômes et des certificats relativement aux programmes éducatifs et de formation qu'il offre.	Diplômes, certificats
Not regulations	(7) The acts of the Institute in exercising its powers and performing its duties under this section shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature.	(7) Les actes accomplis par l'Institut dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au présent article sont réputés de nature administrative et non législative.	Aucun statut de règlement
Registration of easements	5. (1) The Institute may register an easement or covenant that it has entered into under clause 3 (g) against the real property affected in the appropriate land registry office.	5. (1) L'Institut peut enregistrer sur les biens immeubles visés, au bureau d'enregistrement immobilier approprié, les servitudes qu'il a constituées ou les engagements qu'il a conclus aux termes de l'alinéa 3 g).	Enregistrement des servitudes
Enforceability	(2) An easement or covenant registered against real property under subsection (1) runs with the real property and the Institute may enforce it, whether it is positive or negative in nature, against the owner or subsequent owners of the real property even if the Institute owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.	(2) Les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1) y sont rattachés et, qu'ils soient de nature positive ou négative, l'Institut peut les opposer au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents de ces biens immeubles, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.	Opposabilité
Assignment	(3) The Institute may assign to any person designated by the Director an easement or covenant registered against real property under subsection (1).	(3) L'Institut peut céder à toute personne que le directeur désigne les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1).	Cession
Right of assignee	(4) An assignee may enforce the easement or covenant against the owner or subsequent owners of the property as if it were the Institute even if the assignee owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.	(4) Le cessionnaire peut opposer les servitudes ou les engagements au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents des biens immeubles comme s'il était l'Institut, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.	Droit du cessionnaire
Modification or discharge	(5) No person may modify or discharge an easement or covenant registered against real	(5) Nul ne peut modifier les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les	Modification ou mainlevée

property under subsection (1) without the written agreement of,

- (a) the Director, if the Institute has not assigned the easement or covenant;
- (b) the assignee, if the Institute has assigned the easement or covenant; and
- (c) the owner or subsequent owners of the real property against which the easement or covenant is registered.

Land received from Crown

6. (1) If the Institute receives real property from the Crown, it shall hold the real property in trust for the Crown and may not sell, mortgage, or otherwise encumber or dispose of the real property without the approval of the Minister.

Dissolution

(2) If the Institute is dissolved or wound up, real property that it holds in trust for the Crown automatically vests in the Crown.

Board of directors

7. (1) The board of directors of the Institute consists of all of the members of the Institute.

Management

(2) The board shall manage and control the affairs of the Institute.

Chair and vice-chair

(3) The Minister shall designate one of the members of the board as chair and one of the members as vice-chair of the board.

Acting chair

(4) In the absence or disability of the chair, the vice-chair shall have the powers and duties of the chair.

Quorum

(5) A majority of the members constitute a quorum of the board.

Minister's directives

8. (1) The Minister may issue directives in writing to the Institute on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.

Implementation

(2) The board of directors of the Institute shall ensure that the Institute implements the directives promptly and efficiently.

By-laws

9. (1) Subject to subsection (3), the board of directors of the Institute may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of the Institute, including by-laws to appoint officers and establish committees, including the advisory committees that the Institute considers necessary to advise it in carrying out its objects.

Committees

(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.

biens immeubles en vertu du paragraphe (1) ou en accorder la mainlevée qu'avec le consentement écrit des personnes suivantes :

- a) le directeur, si l'Institut n'a pas cédé les servitudes ou les engagements;
- b) le cessionnaire, si l'Institut a cédé les servitudes ou les engagements;
- c) le propriétaire actuel ou les propriétaires subséquents des biens immeubles sur lesquels les servitudes ou les engagements sont enregistrés.

Biens-fonds reçus de la Couronne

6. (1) Si l'Institut reçoit des biens immeubles de la Couronne, il les détient en fiducie pour la Couronne et il ne peut ni les vendre, ni les hypothéquer, ni les grever ou les aliéner d'une autre façon sans l'approbation du ministre.

Dissolution

(2) Si l'Institut est dissous ou liquidé, les biens immeubles qu'il détient en fiducie pour la Couronne sont dévolus automatiquement à celle-ci.

Conseil d'administration

7. (1) Le conseil d'administration de l'Institut se compose de tous les membres de l'Institut.

Administration

(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités de l'Institut.

Président et vice-président

(3) Le ministre désigne un des membres à la présidence du conseil et un autre à la vice-présidence.

Président par intérim

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président possède les pouvoirs et fonctions du président.

Quorum

(5) La majorité des membres de l'Institut constitue le quorum.

Directives du ministre

8. (1) Le ministre peut donner des directives par écrit à l'Institut sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à l'Institut.

Mise en application

(2) Le conseil d'administration de l'Institut veille à ce que l'Institut mette les directives en application promptement et efficacement.

Règlements administratifs

9. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil d'administration de l'Institut peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités de l'Institut, notamment des règlements administratifs qui nomment des dirigeants et qui créent des comités, y compris les comités consultatifs que l'Institut juge nécessaires pour le conseiller dans la réalisation de ses objets.

Comités

(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.

Filing	(3) A by-law of the Institute shall not take effect until two weeks after the Institute has filed it with the Minister.	(3) Les règlements administratifs de l'Institut ne peuvent prendre effet avant l'écoulement d'un délai de deux semaines après leur dépôt auprès du ministre.	Dépôt
Director	10. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors of the Institute shall appoint a person as the Director of the Institute.	10. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration de l'Institut nomme le directeur de l'Institut.	Directeur
Duties	(2) The Director shall be responsible for the management and administration of the Institute, subject to the supervision and direction of the board.	(2) Le directeur est responsable de la gestion et de l'administration de l'Institut, sous la supervision et la direction du conseil.	Fonctions
Remuneration	(3) The board shall pay to the Director the salary that the board determines.	(3) Le conseil verse au directeur le salaire que le conseil détermine.	Rémunération
Agreements regarding land	(4) In carrying out duties, the Director may require the Institute to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign, modify or discharge the agreements, covenants and easements.	(4) Dans l'exercice de ses fonctions, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, le directeur peut exiger que l'Institut conclue des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constitue des servitudes, et cède ou modifie les ententes, engagements et servitudes ou en accorde la mainlevée.	Ententes concernant les biens-fonds
Payments to members	11. (1) Members of the Institute who are not employed in the public sector as described in the Schedule to the <i>Social Contract Act, 1993</i> or in the public service of Canada shall receive remuneration out of the general fund of the Institute in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	11. (1) Les membres de l'Institut qui ne sont pas des employés du secteur public décrit à l'annexe de la <i>Loi de 1993 sur le contrat social</i> ou de la fonction publique du Canada reçoivent une rémunération prélevée sur le fonds d'administration générale de l'Institut selon des montants conformes à la politique du conseil de gestion du gouvernement.	Paiement aux membres
Expenses	(2) The Institute may not reimburse its members for expenses that they incur in the course of their duties in excess of the amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) L'Institut ne peut pas rembourser la part des frais que ses membres engagent dans l'exercice de leurs fonctions qui est supérieure aux montants conformes à la politique du Conseil de gestion du gouvernement.	Frais
Crown agency	12. The Institute is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	12. L'Institut est un mandataire de la Couronne et il ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	13. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of the Institute or employee appointed to the service of the Institute for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre de l'Institut ou un employé nommé au service de l'Institut pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	14. Except with the consent of the Institute, no member of the Institute shall be required to give testimony in any proceedings	14. Sauf avec l'autorisation de l'Institut, les membres de l'Institut ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement	Dispense de témoigner

	with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.	aux renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions.	
Payments received	<p>15. (1) The Minister of Finance may,</p> <p>(a) reimburse the Institute out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that the Institute makes under a guarantee that it has given; or</p> <p>(b) make loans to the Institute out of the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>15. (1) Le ministre des Finances peut :</p> <p>a) soit rembourser à l'Institut, sur le Trésor, les paiements qu'il effectue aux termes d'une garantie qu'il a donnée;</p> <p>b) soit consentir des prêts sur le Trésor à l'Institut.</p>	Palements
Guarantees	(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to the Institute, together with interest on the loan.	(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à l'Institut, y compris les intérêts s'y rapportant.	Garanties
Funds	16. The Institute shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the <i>Bank Act</i> (Canada).	16. L'Institut conserve tous les fonds qu'il gère dans une banque visée à l'annexe I de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada).	Fonds
Provincial Auditor	17. The accounts and financial transactions of the Institute shall be audited annually by the Provincial Auditor.	17. Les comptes et les opérations financières de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.	Vérificateur provincial
Financial year	18. (1) The financial year of the Institute begins on April 1 in each year and ends on the following March 31.	18. (1) L'exercice de l'Institut commence le 1 ^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.	Exercice
Estimates, reports	(2) The board of directors of the Institute shall submit to the Minister annually, before the beginning of the Institute's financial year, its written estimates for spending in the year.	(2) Le conseil d'administration de l'Institut présente chaque année par écrit au ministre, avant le début de l'exercice de l'Institut, ses prévisions de dépenses pour l'année.	Prévisions budgétaires, rapports
Annual report	(3) The board of directors of the Institute shall make an annual report, within 120 days after the end of the Institute's financial year, to the Minister on the affairs of the Institute containing the information that the Minister requires.	(3) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice de l'Institut, le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre un rapport annuel sur les activités de l'Institut contenant tous les renseignements que le ministre exige.	Rapport annuel
Tabling	(4) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(4) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt
Other reports	(5) At the request of the Minister, the board of directors of the Institute shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.	(5) Le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.	Autres rapports
Regulations	19. (1) Subject to the approval of the Minister, the Institute may, in respect of its objects, make regulations,	19. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, l'Institut peut, par règlement, relativement à ses objets :	Règlements
	(a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 4 (2), that any class of persons is required to pay to the Institute or a corporation described in subsection 4 (5);	a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais de gestion visés au paragraphe 4 (2), que doivent verser toute catégorie de personnes à l'Institut ou à une personne morale visée au paragraphe 4 (5);	
	(b) specifying terms for the payment of the levies and charges; and	b) préciser les conditions de paiement des taxes et redevances;	

	(c) providing for the collection of the levies and charges by the Institute, the corporation to which they are payable or any class of persons.	c) prévoir la perception des taxes et redevances par l'Institut, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes.	
Same, Minister's regulations	(2) The Minister may make regulations,	(2) Le ministre peut, par règlement :	Règlements pris par le ministre
	(a) designating lands as agricultural lands for the purpose of this Act;	a) désigner des terres comme terres agricoles pour l'application de la présente loi;	
	(b) prescribing the qualifications that a person is required to have to be eligible to be appointed as a member of the Institute;	b) prescrire les qualités requises des personnes admissibles à être nommées membres de l'Institut;	
	(c) restricting the capacity and powers of the Institute under this Act; and	c) restreindre la capacité et les pouvoirs de l'Institut en vertu de la présente loi;	
	(d) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.	d) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.	
Transition	20. (1) The terms of office of all members of the Institute, the chair and vice-chair of the board of directors of the Institute and the Director of Research of the Institute who are in office immediately before the coming into force of this Act expire on the day this Act comes into force.	20. (1) Les mandats de tous les membres de l'Institut, du président et du vice-président du conseil d'administration de l'Institut et du directeur de la recherche de l'Institut qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi prennent fin le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.	Dispositions transitoires
Same, Director	(2) The chair of the board of directors of the Institute shall be the first Director until the board appoints a Director under subsection 10 (1).	(2) Le président du conseil d'administration de l'Institut est le premier directeur jusqu'à ce que le conseil nomme un directeur en vertu du paragraphe 10 (1).	Idem, directeur
Reference to Institute	(3) A reference to the Agricultural Research Institute of Ontario in any program, agreement, easement, covenant, document or regulation in force immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be a reference to the Agriculture and Food Institute of Ontario.	(3) Une mention de l'Institut de recherche agricole de l'Ontario dans un programme, une entente, une servitude, un engagement, un document ou un règlement en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée une mention à l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation.	Mention de l'Institut
Repeals	21. The following are repealed: 1. The <i>Agricultural Research Institute of Ontario Act</i> . 2. Section 5 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services), 1994</i> .	21. Sont abrogés : 1. La <i>Loi sur l'Institut de recherche agricole de l'Ontario</i> . 2. L'article 5 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux politiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	Abrogations
Commencement	22. (1) This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	22. (1) La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Repeal	(2) This Schedule is repealed on March 31, 1999 if it is not in force by that day.	(2) La présente annexe est abrogée le 31 mars 1999 si elle n'est pas en vigueur d'ici cette date.	Abrogation
Short title	23. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996</i> .	23. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation</i> .	Titre abrégé

**SCHEDULE C
CROP INSURANCE ACT, 1996**

**ANNEXE C
LOI DE 1996 SUR
L'ASSURANCE-RÉCOLTE**

CONTENTS

SOMMAIRE

1. Definitions

CONTRACTS OF INSURANCE

2. Non-application of *Insurance Act*
3. Precondition
4. Minister's request
5. Contracts of insurance
6. Not regulations

ENFORCEMENT

7. Inspectors
8. Inspection
9. Assistance required
10. Referral of disputes

MISCELLANEOUS

11. Ontario Crop Insurance Fund
12. Regulations
13. Transition
14. Repeal
15. Commencement
16. Short title

Definitions

1. In this Act,

"contract of insurance" means a contract between an insured person and AgriCorp for the insurance of agricultural crops or perennial plants within Ontario; ("contrat d'assurance")

"insured person" means a person who has entered into a contract of insurance with AgriCorp. ("assuré")

CONTRACTS OF INSURANCE

Non-application of *Insurance Act*

2. The *Insurance Act* does not apply to anything done under this Act.

Precondition

3. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may, with the approval of Management Board of Cabinet, enter into agreements with the Government of Canada for the purpose of the *Farm Income Protection Act* (Canada).

Retroactivity

(2) An agreement mentioned in subsection (1) may provide that it is to come into effect, in whole or in part, before the date on which it is signed.

Agreement with Canada

(3) AgriCorp may not enter into a contract of insurance in respect of an agricultural crop or perennial plant unless the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection (1)

1. Définitions

CONTRATS D'ASSURANCE

2. Non-application de la *Loi sur les assurances*
3. Condition préalable
4. Demande du ministre
5. Contrats d'assurance
6. Aucun statut de règlement

EXÉCUTION

7. Inspecteurs
8. Inspection
9. Aide exigée
10. Renvoi des différends

DISPOSITIONS DIVERSES

11. Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario
12. Règlements
13. Dispositions transitoires
14. Abrogation
15. Entrée en vigueur
16. Titre abrégé

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«assuré» Personne qui a conclu un contrat d'assurance avec AgriCorp. («insured person»)

«contrat d'assurance» Contrat conclu entre un assuré et AgriCorp pour l'assurance de récoltes de produits de la culture ou de plantes vivaces en Ontario. («contract of insurance»)

CONTRATS D'ASSURANCE

2. La *Loi sur les assurances* ne s'applique pas aux mesures prises aux termes de la présente loi.

Non-application de la *Loi sur les assurances*

3. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, avec l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada pour l'application de la *Loi sur la protection du revenu agricole* (Canada).

Condition préalable

(2) Les accords visés au paragraphe (1) peuvent prévoir qu'ils entrent en vigueur, en tout ou en partie, avant la date de leur signature.

Rétroactivité

(3) AgriCorp ne peut conclure de contrat d'assurance à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace à moins que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales n'ait conclu un

Accord avec le Canada

	in respect of the crop or the plant, as the case may be.	accord visé au paragraphe (1) à l'égard de cette récolte ou de cette plante, selon le cas.	
Minister's request	<p>4. If the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection 3 (1) in respect of an agricultural crop or perennial plant and in writing requests AgriCorp to do so, AgriCorp shall forthwith,</p> <p>(a) offer to enter into contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be; or</p> <p>(b) amend or terminate contracts of insurance or proposed contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be.</p>	<p>4. Lorsque le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclu un accord visé au paragraphe 3 (1) à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace et qu'il le demande par écrit à AgriCorp, AgriCorp sans délai :</p> <p>a) soit offre de conclure des contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas;</p> <p>b) soit modifie ou résilie les contrats d'assurance ou les projets de contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas.</p>	Demande du ministre
Contracts of insurance	<p>5. (1) AgriCorp shall fix the terms of contracts of insurance, or proposed contracts of insurance, subject to section 4 and the regulations made under section 12.</p>	<p>5. (1) AgriCorp fixe les conditions des contrats d'assurance, ou des projets de contrats d'assurance, sous réserve de l'article 4 et des règlements pris en application de l'article 12.</p>	Contrats d'assurance
Powers of AgriCorp	<p>(2) AgriCorp has all the powers necessary to perform its duties including the power to,</p> <p>(a) determine the qualifications and requirements for a person to enter into a contract of insurance;</p> <p>(b) enter into contracts of insurance;</p> <p>(c) fix terms of contracts of insurance relating to replanting benefits and unplanted acreage benefits;</p> <p>(d) fix premium rates payable by insured persons;</p> <p>(e) fix the duration of contracts of insurance;</p> <p>(f) specify the circumstances in which an insured person may terminate a contract of insurance and the methods that the person may use to terminate the contract;</p> <p>(g) specify penalties imposed on an insured person who breaches the terms of a contract of insurance;</p> <p>(h) reinsure with any other insurer the risk or any portion of the risk under its contracts of insurance; and</p> <p>(i) terminate a contract of insurance on the terms that it considers appropriate.</p>	<p>(2) AgriCorp dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour exercer ses fonctions. Elle peut notamment :</p> <p>a) déterminer les qualités requises qu'une personne doit avoir et les conditions nécessaires qu'elle doit remplir pour conclure un contrat d'assurance;</p> <p>b) conclure des contrats d'assurance;</p> <p>c) établir les conditions des contrats d'assurance portant sur les indemnités de réensemencement et les indemnités de superficie non ensemencée;</p> <p>d) fixer le taux des primes que doivent verser les assurés;</p> <p>e) fixer la durée des contrats d'assurance;</p> <p>f) préciser les circonstances dans lesquelles un assuré peut résilier un contrat d'assurance et les moyens qu'il peut utiliser à cette fin;</p> <p>g) préciser les peines imposées à l'assuré qui enfreint les conditions d'un contrat d'assurance;</p> <p>h) réassurer auprès d'un autre assureur l'ensemble ou une partie du risque couvert par ses contrats d'assurance;</p> <p>i) résilier un contrat d'assurance aux conditions qu'elle estime appropriées.</p>	Pouvoirs d'AgriCorp
Deemed acceptance	<p>(3) An applicant for a contract of insurance or an insured person who receives notice from AgriCorp of the terms of a contract of insurance or amendments to the terms, as the case may be, shall be deemed to have accepted them unless the recipient notifies AgriCorp to</p>	<p>(3) Le proposant d'un contrat d'assurance ou l'assuré qui reçoit d'AgriCorp un avis des conditions d'un contrat d'assurance ou des modifications à des conditions, selon le cas, est réputé avoir accepté ces conditions ou ces modifications à moins qu'il n'ait avisé Agri-</p>	Acceptation réputée

the contrary within the time period that AgriCorp specifies.

Restriction

(4) AgriCorp shall not enter into a contract of insurance with a person to insure an agricultural crop or a type of perennial plant if,

(a) the contract insures less than the entire crop or all the plants of the type of perennial plant, as the case may be, in respect of which the person could enter into a contract of insurance under this Act; or

(b) a contract of insurance is already in effect to insure the crop or the type of perennial plant, as the case may be, in which the person has an interest.

Not regulations

6. The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in sections 4 and 5 shall be deemed to be of an administrative and not of a legislative nature.

ENFORCEMENT

Inspectors

7. (1) AgriCorp may appoint a chief inspector and other inspectors as it considers necessary.

Certificate of appointment

(2) A member of AgriCorp or a person authorized in writing by a member of AgriCorp shall issue to every inspector a certificate of appointment bearing the signature of the person issuing it or a facsimile of the signature.

Evidence

(3) The certificate of appointment is admissible in evidence as proof of the appointment, in the absence of evidence to the contrary.

Identification

(4) An inspector who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment.

Inspection

8. (1) An inspector may, in respect of an insured person, an applicant for a contract of insurance, a person who has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or a person who is entitled to receive payment under a plan administered by AgriCorp,

(a) enter and inspect any lands and premises, other than a dwelling, that are owned or occupied by those persons, and inspect any goods located on those lands and premises; and

(b) demand the production by those persons of books, records or documents or extracts from those books, records or documents relating to,

(i) the crops or perennial plants insured under the contract of

Corp du contraire dans le délai que précise cette dernière.

Restriction

(4) AgriCorp ne doit pas conclure de contrat d'assurance avec une personne portant sur une récolte de produits de la culture ou un type de plantes vivaces si l'une des situations suivantes existe :

a) le contrat ne vise pas la totalité de la récolte ou toutes les plantes du type de plante vivace, selon le cas, pour lesquels la personne pourrait conclure un contrat d'assurance aux termes de la présente loi;

b) il existe déjà un contrat d'assurance visant la récolte ou le type de plante vivace, selon le cas, dans lesquels la personne a un intérêt.

6. Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés aux articles 4 et 5 sont réputés de nature administrative et non législative.

Aucun statut de règlement

EXÉCUTION

7. (1) AgriCorp peut nommer un inspecteur en chef et les autres inspecteurs qu'elle estime nécessaires.

Inspecteurs

(2) Un membre d'AgriCorp ou une personne autorisée par écrit par un membre d'AgriCorp délivre à chaque inspecteur une attestation de nomination portant la signature de la personne qui la délivre ou un fac-similé de la signature.

Attestation de nomination

(3) L'attestation de nomination est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire.

Preuve

(4) L'inspecteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi produit, sur demande, son attestation de nomination.

Identification

8. (1) L'inspecteur peut, à l'égard d'un assuré, d'un proposant d'un contrat d'assurance, d'une personne qui a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou d'une personne qui a le droit de recevoir un paiement dans le cadre d'un régime que gère AgriCorp :

Inspection

a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu, autre qu'une habitation, que ces personnes occupent ou dont elles sont propriétaires, procéder à l'inspection de ce bien-fonds et de ce lieu ainsi que des objets qui s'y trouvent;

b) exiger de ces personnes qu'elles remettent les livres, dossiers, documents ou les extraits de ceux-ci qui se rapportent :

(i) soit aux récoltes ou aux plantes vivaces assurées en vertu du con-

	insurance or to which the application relates, or	trat d'assurance ou auxquelles s'applique la proposition,	
	(ii) the business of the person in respect of which the person has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or in respect of which the person is entitled to receive payment.	(ii) soit à l'entreprise de la personne à l'égard de laquelle la personne a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou à l'égard de laquelle la personne a le droit de recevoir un paiement.	
Time of inspection	(2) An inspector shall exercise the powers mentioned in subsection (1) only during normal business hours for the place that the inspector has entered.	(2) L'inspecteur n'exerce les pouvoirs visés au paragraphe (1) que pendant les heures de travail normales pour l'endroit dans lequel il a pénétré.	Heures d'inspection
Written demand	(3) A demand mentioned in clause (1) (b) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the books, records, documents or extracts required.	(3) La demande visée à l'alinéa (1) b) est faite par écrit et précise la nature des livres, dossiers, documents ou extraits exigés.	Demande écrite
Obligation to produce	(4) If an inspector makes a demand under clause (1) (b), the person having custody of the books, records, documents or extracts shall produce them to the inspector.	(4) Si l'inspecteur fait une demande en vertu de l'alinéa (1) b), la personne qui a la garde des livres, dossiers, documents ou extraits les lui remet.	Remise obligatoire
Copying	(5) On issuing a written receipt, the inspector may remove the books, records, documents or extracts that are produced and may copy them.	(5) À condition d'émettre un récépissé écrit, l'inspecteur peut enlever les livres, dossiers, documents ou extraits qui sont remis et peut les copier.	Copie
Return of things produced	(6) The inspector shall carry out copying with reasonable dispatch and shall forthwith after the copying return them to the person who produced them.	(6) L'inspecteur fait les copies avec une diligence raisonnable, et restitue sans délai les choses enlevées à la personne qui les a remises.	Restitution
Admissibility of copies	(7) A copy purporting to be certified by an inspector as a copy made under subsection (5) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the book, record, document or extract of which it is a copy.	(7) La copie qui se présente comme étant attestée par l'inspecteur en tant que copie faite aux termes du paragraphe (5) est admissible en preuve dans la même mesure et a la même valeur probante que le livre, dossier, document ou extrait dont elle est une copie.	Admissibilité des copies
Assistance	(8) An inspector may call upon any expert for such assistance as the inspector considers necessary in carrying out an inspection.	(8) L'inspecteur peut faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien une inspection.	Aide
Computer search	(9) For the purpose of carrying out an inspection, an inspector may use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being inspected in order to produce a record in readable form.	(9) L'inspecteur peut recourir, pour mener à bien une inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes qui font l'objet de l'inspection, en vue de remettre un document sous une forme lisible.	Recherche informatisée
Assistance required	9. (1) An inspector may require information or material from a person who is the subject of an inspection under section 8 or from any person who the inspector has reason to believe can provide information or material relevant to the inspection.	9. (1) L'inspecteur peut exiger des renseignements ou de la documentation d'une personne qui fait l'objet de l'inspection aux termes de l'article 8 ou de toute personne dont l'inspecteur est fondé à croire qu'elle peut fournir de la documentation ou des renseignements propres à l'inspection.	Aide exigée
Disclosure	(2) Despite section 17 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 10 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , the head of an institution within the meaning of	(2) Malgré l'article 17 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et l'article 10 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> , la personne responsable d'une institu-	Divulgement

those Acts shall disclose to the inspector the information and material that the inspector requires.

No obstruction

(3) No person shall obstruct an inspector who is exercising powers under this Act or provide false information or refuse to provide information to an inspector.

Records

(4) A person who is required under this Act to produce a record for an inspector shall, on request, provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce the record in a readable form.

Referral of disputes

10. (1) If AgriCorp and a person disagree on a matter described in subsection (2) or if AgriCorp and an insured person fail to resolve a dispute arising out of the adjustment of a claim under a contract of insurance, either may appeal the matter in dispute to the appeal board for the purpose of this section.

Application of subsection (1)

(2) Subsection (1) applies to a question whether a person qualifies for a contract of insurance except if the disagreement relates to the time during which a person may apply for a contract of insurance or file a final acreage report or its equivalent.

Notice of appeal

(3) To appeal a matter in dispute, the appellant shall file a written notice of appeal with the appeal board and send a copy of the notice to the other party within the time specified by the regulations made under this Act.

Decision binding

(4) The decision of the appeal board is binding on the parties.

MISCELLANEOUS

Ontario Crop Insurance Fund

11. (1) The fund known in English as the Ontario Crop Insurance Fund and in French as Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario is continued.

Deposits into Fund

- (2) AgriCorp shall deposit into the Fund,
- (a) all money that it receives under this Act; and

(b) all loans that it receives with respect to contracts of insurance.

Payments out of Fund

(3) AgriCorp shall pay out of the Fund all money for payments that it is required to make under this Act.

Regulations

12. (1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs,

tion au sens de ces lois divulgue à l'inspecteur les renseignements et la documentation qu'il exige.

(3) Nul ne doit entraver l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ni lui fournir de faux renseignements, ni refuser de lui fournir des renseignements.

(4) La personne qui est tenue par la présente loi de remettre un dossier à un inspecteur fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour remettre les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données.

10. (1) Si AgriCorp et une personne ne s'entendent pas sur une question visée au paragraphe (2) ou si AgriCorp et un assuré ne parviennent pas à résoudre un différend découlant du règlement d'une demande d'indemnité dans le cadre d'un contrat d'assurance, chacune des parties peut interjeter appel de la question en litige devant la commission d'appel pour l'application du présent article.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à la question de savoir si une personne remplit ou non les conditions nécessaires pour conclure un contrat d'assurance, sauf si le différend porte sur les délais accordés à la personne pour faire une proposition de contrat d'assurance ou pour déposer un rapport final de superficie ou son équivalent.

(3) Pour interjeter appel d'une question en litige, l'appelant dépose un avis d'appel écrit auprès de la commission d'appel et envoie une copie de l'avis à l'autre partie dans les délais précisés par les règlements pris en application de la présente loi.

(4) La décision de la commission d'appel lie les parties.

DISPOSITIONS DIVERSES

11. (1) Est maintenue la caisse nommée Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario en français et Ontario Crop Insurance Fund en anglais.

- (2) AgriCorp dépose à la Caisse :
- a) toutes les sommes qu'elle reçoit aux termes de la présente loi;

b) tous les prêts qu'elle reçoit à l'égard des contrats d'assurance.

(3) AgriCorp prélève sur la Caisse les sommes qu'elle est tenue de payer aux termes de la présente loi.

12. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et

Aucune entrave

Dossiers

Renvoi des différends

Application du paragraphe (1)

Avis d'appel

Décision de la Commission

Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario

Dépôts à la Caisse

Prélèvements sur la Caisse

Règlements

	AgriCorp may make regulations respecting any matter with respect to contracts of insurance or proposed contracts of insurance.	des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, traiter des questions liées aux contrats d'assurance ou aux projets de contrats d'assurance.
Priority of regulations	(2) A regulation made under subsection (1) prevails over all terms of a contract of insurance that conflict with the regulation.	(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les conditions d'un contrat d'assurance qui sont incompatibles avec ceux-ci.
Minister's regulations	(3) The Minister may make regulations, (a) establishing an appeal board to hear matters in dispute for the purpose of section 10 or providing that a board constituted under another Act shall be the appeal board for the purpose of that section; and (b) providing for the appointment of members to the appeal board.	(3) Le ministre peut, par règlement : a) créer une commission d'appel chargée d'entendre les questions en litige pour l'application de l'article 10 ou prévoir qu'une commission créée aux termes d'une autre loi constitue la commission d'appel pour l'application de cet article; b) prévoir la nomination des membres de la commission d'appel.
Remuneration of members	(4) The Minister shall provide for the payment of remuneration to the members of the appeal board and the reimbursement of expenses incurred by them.	(4) Le ministre prévoit le versement de la rémunération des membres de la commission d'appel et le remboursement de leurs frais.
Non-application of Act	(5) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to the appeal board.	(5) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à la commission d'appel.
Powers of appeal board	(6) The appeal board may, (a) make rules for the practice and procedure to be observed in proceedings before it; (b) fix fees and service charges that parties to proceedings before the board are required to pay to the board in connection with the proceedings; and (c) specify terms for the payment of the fees and service charges.	(6) La commission d'appel peut : a) établir des règles de pratique et de procédure à suivre dans les instances introduites devant elle; b) fixer les droits et les frais de gestion que les parties aux instances introduites devant elle sont tenues de lui verser relativement à ces instances; c) préciser les conditions de paiement des droits et des frais de gestion.
Transition	13. (1) Contracts of insurance that The Crop Insurance Commission of Ontario has entered into under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> and that are in force on the day this Act comes into force are assigned to AgriCorp and are continued as contracts of insurance within the meaning of this Act.	13. (1) Les contrats d'assurance que la Commission ontarienne de l'assurance-récolte a conclus en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> et qui sont en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont cédés à AgriCorp et sont maintenus comme contrats d'assurance au sens de la présente loi.
Plans	(2) Despite section 14, plans established under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> that are in force immediately before the coming into force of this Act continue to apply to contracts of insurance within the meaning of this Act.	(2) Malgré l'article 14, les régimes créés en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> qui sont en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer aux contrats d'assurance au sens de la présente loi.
Reference to Commission	(3) A reference to The Crop Insurance Commission of Ontario in any plan, contract of insurance or document related to the Ontario Crop Insurance Fund or any regulation made under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> shall be deemed to be a reference to AgriCorp.	(3) Une mention de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte dans un régime, un contrat d'assurance ou un document se rapportant à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario ou dans un règlement pris en application de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> est réputée une mention d'AgriCorp.
Agreements	(4) Agreements that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with the Government of Canada in respect of	(4) Les accords que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec le gouvernement du Canada à

contracts of insurance are continued under subsection 3 (1).

Appeal
board

(5) The Crop Insurance Appeal Board shall be the appeal board for the purpose of section 10 unless the regulations made under this Act specify otherwise.

Repeal

14. The *Crop Insurance Act (Ontario)* is repealed.

Commence-
ment

15. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Crop Insurance Act (Ontario)*, 1996.

l'égard de contrats d'assurance sont maintenus aux termes du paragraphe 3 (1).

(5) Sauf disposition contraire des règlements pris en application de la présente loi, la Commission d'appel de l'assurance-récolte constitue la commission d'appel pour l'application de l'article 10.

Commission
d'appel

14. La *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)* est abrogée.

Abrogation

15. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

16. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)*.

Titre abrégé

**SCHEDULE D
AMENDMENTS TO THE FARM
PRODUCTS GRADES AND SALES ACT**

1. The definitions of "contracting party", "controlled-atmosphere fruit", "controlled-atmosphere storage plant", "dealer", "licence", "marker" and "motor vehicle" in section 1 of the *Farm Products Grades and Sales Act* are repealed.

2. (1) Subsection 2 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Minister may make regulations,

(2) Paragraphs 8, 14, 15, paragraph 15.1 as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, and paragraphs 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 26 of subsection 2 (1) of the Act are repealed.

(3) Subsection 2 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

2.1 The Minister may establish and collect fees payable by an owner or custodian of a farm product for any service that the Minister or inspectors or graders provide with respect to the farm product.

4. Sections 10 to 18 of the Act are repealed.

5. Sections 19, 20, 21, 23 and 24 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, are repealed.

6. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence.

7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE D
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
CLASSEMENT ET LA VENTE DES
PRODUITS AGRICOLES**

1. Les définitions de «entrepôt à atmosphère contrôlée», «fruit conservé en atmosphère contrôlée», «marchands», «marques», «partie contractante», «permis» et «véhicule automobile» qui figurent à l'article 1 de la *Loi sur le classement et la vente des produits agricoles* sont abrogées.

2. (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) Le ministre peut, par règlement :

(2) Les dispositions 8, 14, 15, la disposition 15.1, telle qu'elle est adoptée par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et les dispositions 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 26 du paragraphe 2 (1) de la Loi sont abrogées.

(3) Le paragraphe 2 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 Le ministre peut fixer et percevoir les droits à acquitter par le propriétaire d'un produit agricole ou la personne qui en a la garde pour un service que le ministre, les inspecteurs ou les préposés au classement fournissent à l'égard du produit agricole.

4. Les articles 10 à 18 de la Loi sont abrogés.

5. Les articles 19, 20, 21, 23 et 24 de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

6. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction.

7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Minister's
fees

Droits perçus
par le
ministre

Offence

Infraction

**SCHEDULE E
AMENDMENTS TO THE GAME AND FISH
ACT**

1. (1) The definition of “domestic animals and domestic birds” in section 1 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

“domestic animals and domestic birds” includes a farmed animal and a non-native species kept in captivity, except pheasants, but does not include native species otherwise kept in captivity or non-native species present in the wild state. (“animaux domestiques et oiseaux domestiques”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 129, is further amended by adding the following definition:

“farmed animal” means an animal during the time that it is kept in captivity for the commercial purpose of propagation or the production of pelts, where the animal is a fisher, fox, lynx, marten, mink, raccoon or any other fur-bearing animal designated by the Minister. (“animal élevé”)

2. (1) Clause 2 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) to domestic animals and domestic birds, except dogs.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed.

3. Clause 67 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the purpose of the transfer to premises where farmed animals are kept.

4. Subsection 69 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall take or ship or attempt to take or ship to premises where farmed animals are kept any fur-bearing animal taken under section 67 without paying the royalty prescribed by the regulations.

5. Subsection 93 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

0.1 designating a fur-bearing animal, other than a fisher, fox, lynx, marten, mink or raccoon, as a farmed animal for the purpose of this Act.

6. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE E
MODIFICATION DE LA LOI SUR LA
CHASSE ET LA PÊCHE**

1. (1) La définition de «animaux domestiques et oiseaux domestiques» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«animaux domestiques et oiseaux domestiques» S'entend en outre des animaux d'élevage et des espèces exotiques gardés en captivité, à l'exception du faisan. La présente définition exclut les espèces indigènes gardées en captivité d'une autre façon ou les espèces exotiques à l'état sauvage. («domestic animals and domestic birds»)

(2) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 129 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«animal d'élevage» Pékan, renard, lynx, martre, vison, raton laveur ou tout autre animal à fourrure désigné par le ministre pendant la période qu'ils sont gardés en captivité dans un but commercial à des fins de reproduction ou de production de peaux dans un but commercial. («farmed animal»)

2. (1) L'alinéa 2 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) aux animaux domestiques et aux oiseaux domestiques, à l'exception des chiens.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé.

3. L'alinéa 67 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) en vue de le transporter dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage.

4. Le paragraphe 69 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit emporter, expédier ni essayer d'emporter ou d'expédier dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage un animal à fourrure pris aux termes de l'article 67, sans payer les redevances prescrites dans les règlements.

5. Le paragraphe 93 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

0.1 désigner un animal à fourrure, à l'exception du pékan, du renard, du lynx, de la martre, du vison ou du raton laveur, comme étant un animal d'élevage pour l'application de la présente loi.

6. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE F
AMENDMENTS TO THE GRAIN
ELEVATOR STORAGE ACT**

1. The title of the *Grain Elevator Storage Act* is repealed and the following substituted:

GRAINS ACT

2. (1) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following definitions:

“Agency” means the corporation or agency designated by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs; (“Agence”)

“dealer” means a person who purchases or accepts for sale grain from the producer, other than a person who purchases grain for the person’s own consumption; (“marchand”)

“grain” means barley, beans, corn, oats, oil seeds, wheat, mixed grains and any farm product designated in the regulations. (“grains”)

(2) The definitions of “agreement to sell”, “grain elevator”, “grain storage receipt”, “stored” and “weigh ticket” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“agreement to sell” means a written agreement, made between a grain elevator operator and an owner of grain, for the sale of grain that is stored or to be stored; (“contrat de vente”)

“grain elevator” means a building, container, structure or receptacle in which grain is received for storage, but does not include,

- (a) premises where a producer receives or stores grain as farm feed for the producer’s own livestock or poultry,
- (b) premises where a producer stores and sells grain actually produced by the producer, or
- (c) premises where a terminal, transfer or processor grain elevator is licensed under any Act of the Parliament of Canada; (“élévateur à grains”)

“grain storage receipt” means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator’s authorized representative to the owner of grain; (“récépissé d’entreposage de grains”)

“stored”, when used with respect to grain, means placed in a grain elevator upon terms that the ownership shall remain in the owner

**ANNEXE F
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L’ENTREPOSAGE DU GRAIN**

1. Le titre de la *Loi sur l’entreposage du grain* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE GRAIN

2. (1) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 23 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«Agence» La personne morale ou l’agence désignée par le ministre de l’Agriculture, de l’Alimentation et des Affaires rurales. («Agency»)

«grain» Orge, fèves, maïs, avoine, graines oléagineuses, blé, céréales mélangées et tout produit de la ferme désigné dans les règlements. («grain»)

«marchand» Personne qui achète ou accepte du producteur du grain afin de le vendre, à l’exclusion de celle qui achète du grain pour sa propre consommation. («dealer»)

(2) Les définitions de «billet de pesée», «contrat de vente», «élévateur à grains», «entreposé» et «récépissé d’entreposage de grains» qui figurent à l’article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«billet de pesée» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d’élévateur à grains ou par un employé de celui-ci au propriétaire du grain ou à son mandataire. («weigh ticket»)

«contrat de vente» Le contrat de vente relatif à du grain qui est entreposé ou destiné à l’être et qui est conclu par écrit entre un exploitant d’élévateur à grains et le propriétaire du grain. («agreement to sell»)

«élévateur à grains» Bâtiment, conteneur, construction ou local de réception de grain aux fins d’entreposage. Sont exclus :

- a) les locaux où un producteur reçoit ou entrepose du grain à usage de provende pour son propre bétail ou sa volaille,
- b) les locaux où un producteur entrepose et vend du grain dont il assure réellement la production,
- c) les locaux où un élévateur à grains terminus, de transbordement ou de conditionnement fait l’objet d’un permis aux termes d’une loi du Parlement du Canada. («grain elevator»)

«entreposé» En ce qui concerne du grain, déposé dans un élévateur à grains à condition que le propriétaire de ce grain en retienne la

of the grain until such time as the owner has sold the grain and has received due compensation or has removed the grain from the elevator, and "storage" has a corresponding meaning; ("entreposé", "entreposage")

"weigh ticket" means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator's employee to the owner of grain or the owner's agent. ("billet de pesée")

(3) The definitions of "farm produce" and "Minister" in section 1 of the Act are repealed.

3. Subsections 2 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Inspectors

(1) The Agency may appoint a chief inspector and such other inspectors as it considers necessary to enforce this Act and the regulations.

Certificate of appointment

(2) A certificate of appointment as an inspector purporting to be signed by an officer of the Agency is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the appointment without further proof of the signature and authority of the officer.

Powers of inspector

(3) Subject to subsections (4), (5), (6) and (7), an inspector may, for the purpose of carrying out duties under this Act and upon producing a certificate of the inspector's appointment,

(a) enter any land, premises or conveyance used by a person for the marketing, processing or storing of grain and inspect the land, premises, and conveyance, and any grain, equipment or documents located on or in them relating to grain;

(b) demand that the person produce a document mentioned in clause (a); and

(c) obtain samples of the grain at the expense of the owner or custodian of it.

4. Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Licences

(1) No person shall carry on business as a dealer unless the person holds a licence as a dealer issued by the chief inspector.

Same, grain elevator operator

(1.1) No person shall receive or offer to receive grain for storage at a grain elevator or operate a grain elevator unless the person holds a licence as a grain elevator operator

propriété jusqu'au moment où il le vend et en reçoit le produit de la vente ou qu'il le retire de l'élévateur. Le terme «entreposage» a un sens correspondant. («stored», «storage»)

«récépissé d'entreposage de grains» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d'élévateur à grains ou par son représentant autorisé au propriétaire du grain. («grain storage receipt»)

(3) Les définitions de «produit de la ferme» et «ministre» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. Les paragraphes 2 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) L'Agence peut nommer un inspecteur en chef et autant d'inspecteurs qu'elle estime nécessaires pour l'exécution de la présente loi et des règlements.

Inspecteurs

(2) L'attestation de nomination à titre d'inspecteur, qui se présente comme étant signée par un dirigeant de l'Agence, est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée et l'autorité du dirigeant.

Attestation de nomination

(3) Sous réserve des paragraphes (4), (5), (6) et (7), un inspecteur, afin d'exercer ses fonctions aux termes de la présente loi, peut, sur production d'une attestation de sa nomination :

Pouvoirs de l'inspecteur

a) pénétrer dans un bien-fonds, un lieu ou un moyen de transport utilisé par une personne pour la commercialisation, la transformation ou l'entreposage de grain et procéder à l'inspection du bien-fonds, du lieu et du moyen de transport, ainsi que du grain, de l'équipement ou des documents qui s'y trouvent et qui se rapportent au grain;

b) exiger de la personne qu'elle produise un document visé à l'alinéa a);

c) prélever des échantillons de grain aux frais du propriétaire ou de la personne qui en a la garde.

4. Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Nul ne doit exercer le commerce de marchand à moins de détenir un permis de marchand délivré par l'inspecteur en chef.

Permis

(1.1) Nul ne doit exploiter un élévateur à grains, ni recevoir ou offrir de recevoir du grain aux fins d'entreposage dans un élévateur à grains, à moins de détenir un permis d'ex-

Idem, exploitant d'élévateur à grains

issued by the chief inspector in respect of the grain elevator.

5. Section 4 of the Act is repealed.

6. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) The chief inspector shall issue a licence to a person who makes an application in accordance with this Act and the regulations and pays the fee specified for the licence, except if,

(2) Clause 5 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the applicant or, if the applicant is a corporation, its officers or directors, is or are not competent to carry on the business to which the licence relates.

(3) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The Agency may establish and collect licence fees and penalties for late payment of licence fees.

7. Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. Every holder of a licence as a grain elevator operator shall forthwith report in writing to the chief inspector where there has been a change,

8. Clause 9 (2) (c) of the Act is amended by striking out "grain elevator storage business" in the sixth line and substituting "business to which the licence relates".

9. Subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Despite section 10, the chief inspector may, without a hearing, provisionally suspend or refuse to renew a licence if in the chief inspector's opinion it is necessary to do so for the immediate protection of,

- (a) the safety or health of any person;
- (b) the interests of persons selling grain to the licensee or storing grain with the licensee; or
- (c) a fund for producers of grain established under the *Farm Products Payments Act*.

exploitant d'élevateur à grains délivré par l'inspecteur en chef relativement à cet élévateur.

5. L'article 4 de la Loi est abrogé.

6. (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) L'inspecteur en chef délivre un permis à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits précisés pour le permis, sauf si, selon le cas :

(2) L'alinéa 5 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, ses dirigeants ou administrateurs, n'ont pas les qualités requises pour exercer le commerce auquel se rapporte le permis.

(3) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) L'Agence peut fixer et percevoir des droits de permis et des amendes pour retard de paiement de ces droits.

7. L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Le titulaire d'un permis d'exploitant d'élevateur à grains avise sans délai et par écrit l'inspecteur en chef de tout changement survenu en ce qui concerne :

8. L'alinéa 9 (2) c) de la Loi est modifié par substitution de «le commerce auquel se rapporte le permis» à «l'exercice de l'activité d'entreposage dans un élévateur à grains» aux cinquième, sixième et septième lignes.

9. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré l'article 10, l'inspecteur en chef peut, sans tenir d'audience, suspendre provisoirement le permis ou refuser de renouveler celui-ci, s'il est d'avis que cette mesure s'impose pour assurer la protection immédiate de ce qui suit :

- a) la sécurité ou la santé d'une personne;
- b) les intérêts des personnes qui vendent du grain au titulaire d'un permis ou qui entreposent du grain auprès de celui-ci;
- c) le fonds pour les producteurs de grain créé en vertu de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles*.

Issue of licence

Délivrance du permis

Fees

Droits

Report of change

Avise de changement

Suspension or refusal to renew

Suspension ou refus de renouvellement

10. Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out “The Minister” in the first line and substituting “The Agency”.

11. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the first line and substituting “grain”.

(2) Subsections 16 (2) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Title to grain (2) Despite any other Act, the property in and the title to grain stored in a grain elevator remains at all times in the owner of the grain.

Entry by chief inspector (4) Every person who has taken control of a grain elevator or the business operations of a grain elevator operator shall permit the chief inspector to enter the premises and ascertain the amount of grain that is stored on the premises.

Removal (5) The chief inspector may authorize and direct the removal of any or all of the grain.

12. (1) Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Weigh ticket (1) The owner of grain or the owner's agent who delivers grain to a grain elevator shall state whether the grain is for storage, is sold or is for any other specified use.

Marking use (1.1) The grain elevator operator or the operator's employee shall issue to the owner or agent, as the case may be, a weigh ticket for every delivery and mark the use of the grain on the ticket.

(2) Subsection 17 (2) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the third line and in the ninth and tenth lines and substituting “grain” in each case.

(3) Subsections 17 (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Receipt prevails (3) When issued, a grain storage receipt supersedes and replaces all weigh tickets issued in respect of the particular lot of grain described in the grain storage receipt.

One receipt only (4) No person shall issue or receive more than one grain storage receipt in respect of the same lot of grain delivered.

(4) Subsection 17 (6) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the fourth and fifth lines and substituting “grain”.

13. Subsections 18 (2), (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

10. Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «L'Agence» à «Le ministre» à la première ligne.

11. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produits de la ferme» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Les paragraphes 16 (2) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Malgré toute autre loi, la propriété et le titre relatifs au grain entreposé dans un élévateur à grains restent acquis au propriétaire du grain. **Titre relatif au grain**

(4) Quiconque assume la direction d'un élévateur à grains ou des opérations d'exploitation d'un exploitant d'élévateur à grains autorise l'inspecteur en chef à pénétrer sur les lieux et à vérifier la quantité de grain qui y est entreposé. **Droit d'entrée de l'inspecteur en chef**

(5) L'inspecteur en chef peut autoriser et ordonner l'enlèvement de tout ou partie du grain. **Enlèvement**

12. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le propriétaire de grain, ou le mandataire de celui-ci, qui livre du grain à un élévateur à grains déclare si le grain est destiné à l'entreposage, s'il est vendu ou destiné à une autre utilisation spécifique. **Billet de pesée**

(1.1) L'exploitant d'élévateur à grains ou un employé de celui-ci délivre pour chaque livraison au propriétaire ou à son mandataire, selon le cas, un billet de pesée sur lequel il inscrit l'utilisation à laquelle est destiné le grain. **Utilisation inscrite**

(2) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «d'un produit de la ferme» à la troisième ligne et à «de produit de la ferme» à la onzième ligne.

(3) Les paragraphes 17 (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il est délivré, le récépissé d'entreposage de grains remplace tous les billets de pesée qui ont été délivrés à l'égard du lot spécifique de grain mentionné sur le récépissé d'entreposage de grains. **Le récépissé l'emporte**

(4) Nul ne doit délivrer ni recevoir plus d'un récépissé d'entreposage de grains à l'égard du même lot de grain qui a été livré. **Un seul récépissé**

(4) Le paragraphe 17 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux quatrième et cinquième lignes.

13. Les paragraphes 18 (2), (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Title to grain

(2) The property in and title to grain that is in storage and is subject to an agreement to sell remains in the owner of the grain until the owner has received the price agreed upon by the owner and the grain elevator operator.

Payment

(3) If the owner of grain in storage has sold it to the grain elevator operator or through the grain elevator operator as the owner's agent to any other person, the grain elevator operator shall ensure that the owner receives payment as promptly and in such manner as is specified in the regulations.

Delayed price sale

(4) Despite anything in this Act, if the owner of grain in storage agrees to sell it through a basis or delayed price contract, payment to the owner by the grain elevator operator of the percentage of the market price that is prescribed by the regulations shall be deemed to be due compensation for the purposes of the definition of "stored" in section 1.

14. (1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and in the eighth line and substituting "grain" in each case.

(2) Subsection 20 (2) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".

(3) Subsection 20 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Certificate of insurance

(3) Every grain elevator operator shall furnish to the chief inspector a certificate showing the insurance coverage mentioned in subsection (1) forthwith after the coverage comes into force.

(4) Subsection 20 (4) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and substituting "grain".

(5) Subsection 20 (6) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".

15. (1) Subsection 21 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third line and substituting "grain".

(2) Subsection 21 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Storage in another elevator

(2) A grain elevator operator who contracts for storage facilities with another grain elevator operator licensed under this Act or any Act of the Parliament of Canada may store in the facilities grain received for storage at the operator's own elevator.

(2) La propriété et le titre relatifs au grain entreposé qui fait l'objet d'un contrat de vente restent acquis au propriétaire du grain jusqu'à ce que ce dernier reçoive le prix qui a été convenu entre lui-même et l'exploitant d'élevateur à grains.

Titre relatif au grain

(3) L'exploitant d'élevateur à grains s'assure que le propriétaire du grain qui est entreposé et que ce dernier lui a vendu ou qu'il a vendu à un tiers par son entremise à titre de mandataire reçoive le paiement dans le délai et selon les modalités prévus dans les règlements.

Paiement

(4) Malgré les dispositions de la présente loi, si le propriétaire du grain entreposé convient de vendre ce grain à un prix de base ou à un prix différé fixés par contrat, le paiement au propriétaire par l'exploitant d'élevateur à grains du pourcentage prescrit par les règlements, relatif à la valeur marchande, est réputé constituer le produit de la vente pour l'application de la définition du terme «entreposé» qui figure à l'article 1.

Prix de vente différé

14. (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» à la cinquième ligne et par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la huitième ligne.

(2) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est modifié par substitution de «pour le grain entreposé» à «de produits de la ferme entreposés» aux cinquième et sixième lignes.

(3) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'exploitant d'élevateur à grains fournit à l'inspecteur en chef un certificat attestant qu'il a souscrit un contrat d'assurance qui couvre les risques mentionnés au paragraphe (1). Il fournit ce certificat sans délai, aussitôt que le contrat entre en vigueur.

Certificat d'assurance

(4) Le paragraphe 20 (4) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.

(5) Le paragraphe 20 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux cinquième et sixième lignes.

15. (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la quatrième ligne.

(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) S'il conclut un contrat en vue d'utiliser les installations d'entreposage appartenant à un autre exploitant d'élevateur à grains titulaire d'un permis aux termes de la présente loi ou d'une loi du Parlement du Canada, l'exploitant d'élevateur à grains peut entreposer

Entreposage dans un autre élevateur

(3) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out “farm produce stored” in the fifth line and substituting “grain stored”.

(4) Subsection 21 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) With the written consent of the chief inspector, a grain elevator operator may store grain on unlicensed premises on the conditions that the chief inspector determines.

Storage on
unlicensed
premises

16. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

22. Every grain elevator operator shall have at all times in the operator's grain elevator or in storage facilities arranged under subsection 21 (2) or (4) amounts of grain of each kind and grade that at least equal the total amounts of outstanding grain storage receipts and weigh tickets issued by the operator.

Correspond-
ence to
receipts

17. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

24. Unless it is agreed in writing to the contrary, grain stored in a grain elevator is not subject to any lien, charge or set-off other than for charges related to the storage and handling of the grain, including storage charges, elevation charges, conditioning charges, transportation charges and advance payments respecting the grain.

No lien

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. The *Warehouse Receipts Act* and section 2 of the *Factors Act* do not apply to grain in the possession of a grain elevator operator for storage or to a document of title to the grain.

Non-applica-
tion

19. (1) Section 26 of the Act is amended by striking out “farm produce” in the third line and substituting “grain”.

(2) Clauses 26 (e), (f), (g), (h), (i) and (j) of the Act are repealed and the following substituted:

(e) order the operation of a grain elevator to cease until the actual amount of grain in storage can be ascertained and, for such purpose, cause any storage bins to be sealed;

(f) seize the grain wherever it is located or such quantity of it as is necessary to

dans ces installations le grain qu'il a reçu pour entreposage à son propre élévateur.

(3) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la sixième ligne.

(4) Le paragraphe 21 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) L'exploitant d'élévateur à grains peut, avec l'autorisation écrite de l'inspecteur en chef et aux conditions que celui-ci précise, entreposer du grain dans des locaux qui ne font pas l'objet d'un permis.

Locaux qui
ne font pas
l'objet d'un
permis

16. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. L'exploitant d'élévateur à grains a, en tout temps, dans son élévateur à grains ou dans les installations d'entreposage qu'il a prévues en vertu du paragraphe 21 (2) ou (4), des quantités de grain de chaque type et qualité correspondant au moins aux quantités totales indiquées sur les récépissés d'entreposage de grains et les billets de pesée en circulation qu'il a délivrés.

Correspon-
dances des
réçus

17. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. Sous réserve d'un accord écrit stipulant le contraire, le grain entreposé dans un élévateur à grains n'est assujéti à aucun privilège, ni à aucune sûreté ou compensation sauf aux frais d'entreposage et de manutention du grain, y compris les frais d'entreposage, d'élévation, de conditionnement, de transport et les frais de paiement anticipé relatifs au grain.

Aucune
sûreté

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. La Loi sur les récépissés d'entrepôt et l'article 2 de la Loi sur les commissionnaires ne s'appliquent pas au grain que possède un exploitant d'élévateur à grains pour entreposage ni au document attestant le titre de ce grain.

Non-applica-
tion

19. (1) L'article 26 de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.

(2) Les alinéas 26 e), f), g), h), i) et j) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

e) ordonner la suspension de l'exploitation de l'élévateur à grains jusqu'à ce que la quantité réelle de grain qui y est entreposé soit déterminée et, à cette fin, apposer les scellés sur des cellules d'entreposage données;

f) saisir le grain là où il se trouve ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de

protect the interests of the owners of the stored grain;

- (g) remove the grain seized under clause (f) from a grain elevator and arrange for its storage in another licensed grain elevator;
- (h) distribute the stored grain to the owners on a proportionate basis;
- (i) sell the seized grain or a sufficient quantity of it to protect the interests of the grain owners and distribute the proceeds of the sale of the grain proportionately among the owners; and
- (j) insure the grain with an insurer licensed under the *Insurance Act* as trustee for the grain owners.

(3) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) Upon arranging for the storage of grain in another licensed grain elevator under clause (1) (g), the chief inspector shall obtain grain storage receipts from the operator of the grain elevator in the name of the owners of the grain.

20. (1) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, the Agency may make regulations,

(2) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

- (a.01) designating any farm product as grain for the purpose of this Act;
- (a.02) prescribing the powers of inspectors.

(3) Clause 28 (1) (a) of the Act is amended by striking out “and the fees payable therefor” in the third line.

(4) Clause 28 (1) (b.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

protéger les intérêts des propriétaires du grain entreposé;

- g) enlever le grain saisi en vertu de l’alinéa f) d’un élévateur à grains et prendre les dispositions pour son entreposage dans un autre élévateur à grains qui fait l’objet d’un permis;
- h) répartir le grain entreposé proportionnellement entre les propriétaires de celui-ci;
- i) vendre le grain saisi ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de protéger les intérêts des propriétaires du grain et répartir le produit de la vente du grain proportionnellement entre les propriétaires;
- j) souscrire un contrat d’assurance pour le grain auprès d’un assureur titulaire d’un permis aux termes de la *Loi sur les assurances* agissant ainsi à titre de fiduciaire pour le compte des propriétaires du grain.

(3) L’article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dès qu’il a pris, en vertu de l’alinéa (1) g), les dispositions pour l’entreposage du grain dans un autre élévateur à grains faisant l’objet d’un permis, l’inspecteur en chef obtient des récépissés d’entreposage de grains de l’exploitant de l’élévateur à grains au nom des propriétaires du grain.

20. (1) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 23 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède l’alinéa a) :

(1) Sous réserve de l’approbation du ministre de l’Agriculture, de l’Alimentation et des Affaires rurales, l’Agence peut, par règlement :

(2) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 23 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- a.01) désigner tout produit de la ferme comme étant du grain pour l’application de la présente loi;
- a.02) prescrire les pouvoirs des inspecteurs.

(3) L’alinéa 28 (1) a) de la Loi est modifié par suppression de «et les droits y afférents» aux deuxième et troisième lignes.

(4) L’alinéa 28 (1) b.1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 23 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé.

Receipt for
stored grain

Récépissé
pour grain
entreposé

(5) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

- (c) requiring dealers or any class of dealers to furnish security or proof of financial responsibility to the chief inspector and providing for the forfeiture and disposition of security that is furnished;

- (c.1) requiring dealers or operators of grain elevators or any class of them to keep the books and records, to make the reports or to furnish the information specified in the regulations.

(6) Clauses 28 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed and the following substituted:

- (j) prescribing services or acts that the chief inspector may perform at any time to protect grain or deal with the proceeds from the sale of grain delivered for storage to a grain elevator;

- (k) prescribing the time and manner in which payment shall be made for grain sold.

(7) Clauses 28 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

- (m) exempting any person, class of person, grain or class of grain from any provision of this Act or the regulations.

(8) Subsection 28 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

21. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(5) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- c) exiger des marchands ou d'une catégorie de ceux-ci qu'ils fournissent à l'inspecteur en chef un cautionnement ou la preuve d'une saine gestion financière et prévoir la confiscation et la disposition des cautionnements ainsi fournis;

- c.1) exiger des marchands ou des exploitants d'élevateur à grains, ou d'une catégorie de ceux-ci, qu'ils tiennent les registres et les dossiers, qu'ils rédigent les rapports ou qu'ils fournissent les renseignements précisés dans les règlements.

(6) Les alinéas 28 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- j) prescrire les services que peut assurer l'inspecteur en chef ou les mesures qu'il peut prendre afin de protéger le grain ou de disposer du produit de la vente du grain livré pour entreposage à un élévateur à grains;

- k) prescrire les délais et les modalités selon lesquels le paiement du grain vendu est effectué.

(7) L'alinéa 28 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- m) soustraire à l'application de la présente loi ou des règlements toute personne ou toute catégorie de personnes, tout grain ou toute catégorie de grain.

(8) Le paragraphe 28 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

21. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Commence-
ment

SCHEDULE G
AMENDMENTS TO THE LIVESTOCK
BRANDING ACT

1. The title of the *Livestock Branding Act* is repealed and the following substituted:

LIVESTOCK IDENTIFICATION ACT

2. (1) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Association” means the Ontario Cattlemen’s Association. (“Association”)

(2) The definition of “livestock” in section 1 of the Act is amended by adding at the end “made under this Act”.

(3) The definitions of “Ministry” and “regulations” in section 1 of the Act are repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

1.1 (1) The Association is responsible for the administration and enforcement of this Act.

(2) The Association may establish and collect fees related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this Act.

4. (1) Subsections 2 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) No person shall brand livestock except with a brand allotted by the Association and to which the person is entitled under this Act.

(2) The Association shall record every brand that it allots.

(2) Subsection 2 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) An owner of a brand may transfer the ownership of it to any person upon applying to the Association and complying with the requirements specified by the Association for making the transfer.

5. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “Ministry” in the second line and substituting “Association”.

6. Section 4.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed.

7. Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed and the following substituted:

5. The Association shall be the recorder of brands and shall receive applications, keep a record of all brands allotted and make trans-

ANNEXE G
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
MARQUAGE DU BÉTAIL

1. Le titre de la *Loi sur le marquage du bétail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR L'IDENTIFICATION DU BÉTAIL

2. (1) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Association» L'association appelée Ontario Cattlemen's Association. («Association»)

(2) La définition de «bétail» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par adjonction de «pris en application de la présente loi».

(3) Les définitions de «ministère» et «règlements» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) L'Association est chargée de l'ap-

(2) L'Association peut fixer et percevoir des droits liés à l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi.

4. (1) Les paragraphes 2 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Nul ne doit marquer du bétail à moins d'utiliser une marque attribuée par l'Association et d'y avoir droit en vertu de la présente loi.

(2) L'Association inscrit chaque marque qu'elle attribue.

(2) Le paragraphe 2 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le propriétaire d'une marque peut en céder la propriété à une autre personne après avoir fait une demande à cet effet à l'Association et s'être conformé aux conditions fixées par l'Association pour effectuer la cession.

5. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de l'Association» à «du ministère» à la deuxième ligne.

6. L'article 4.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

7. L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. L'Association est responsable de l'inscription des marques. Elle reçoit les demandes, inscrit dans un registre les marques

Administra-
tion

Fees

Branding of
livestock

Recording
brand

Transfer of
brand

Record of all
brands

Application

Droits

Marquage
du bétail

Inscription
de la marque

Cession de
marque

Inscription
de toutes les
marques

fers and cancellations in accordance with this Act.

8. Section 6 of the Act is repealed.

9. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

7. The Minister may make regulations prescribing additional classes of animals as livestock for the purpose of this Act.

10. (1) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. A person is guilty of an offence if the person,

(2) Clause 8 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) improperly and wrongfully brands or causes to be branded any livestock with a brand that has been recorded as required by this Act and that has not been cancelled under this Act; or

(3) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion after clause (d).

Commence-
ment

11. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

attribuées et effectue les cessions et les annulations conformément à la présente loi.

8. L'article 6 de la Loi est abrogé.

9. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rèlements

7. Le ministre peut, par règlement, prescrire comme bétail d'autres catégories d'animaux pour l'application de la présente loi.

10. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Est coupable d'une infraction quiconque :

(2) L'alinéa 8 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) marque ou fait marquer du bétail de façon irrégulière et fautive au moyen d'une marque inscrite comme l'exige la présente loi et qui n'a pas été annulée en vertu de celle-ci.

(3) La version anglaise de l'article 8 de la Loi est modifiée par suppression du passage qui suit l'alinéa d).

11. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE MILK ACT

1. Section 6.1 of the *Milk Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is repealed and the following substituted:

Regulations

6.1 Subject to the Minister's approval, the Commission may make regulations,

- (a) amending plans for the control and regulation of the producing or marketing within Ontario, or any part of Ontario, of milk, cream or cheese, or any combination of them;
- (b) constituting marketing boards to administer the plans mentioned in clause (a) or amending the constitution of the marketing boards.

2. (1) Paragraph 41 of subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 41. authorizing a marketing board to conduct a pool or pools for the distribution to producers of money received from the sale of the regulated product, as adjusted under subsection (5.1), so that each producer receives a share of the money in relation to the amount, content and grade of the regulated product supplied by the producer and the amount and type of quota held by the producer.

(2) Section 7 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 53, section 2 and 1994, chapter 27, section 30, is further amended by adding the following subsection:

Adjustments
to pool

(5.1) A marketing board conducting a pool under paragraph 41 of subsection (1) may add to the pool money received under an agreement made under section 28 and may deduct from the pool all proper expenses related to the pool, including money paid out under the agreement.

3. (1) Subsection 19 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Commission may make regulations,

(2) Subsection 19 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is amended by striking out

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR LE LAIT

1. L'article 6.1 de la *Loi sur le lait*, tel qu'il est adopté par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.1 Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement :

- a) modifier les plans visant à régir et à réglementer, en Ontario ou dans une partie de cette province, la production ou la commercialisation du lait, de la crème, du fromage ou d'une combinaison quelconque de ceux-ci;
- b) créer des commissions de commercialisation chargées d'administrer les plans visés à l'alinéa a) ou modifier l'acte constitutif de ces commissions.

2. (1) La disposition 41 du paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 41. autoriser la commission de commercialisation à diriger la mise en commun en un seul ou plusieurs fonds afin de distribuer aux producteurs l'argent provenant de la vente du produit réglementé, après les rajustements visés au paragraphe (5.1), de façon que chaque producteur en reçoive une part basée sur la quantité, le contenu et la qualité du produit réglementé qu'il a fourni et la quantité et la nature du contingent qui lui a été alloué.

(2) L'article 7 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 53 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) La commission de commercialisation qui dirige la mise en commun d'un fonds visé à la disposition 41 du paragraphe (1) peut verser dans le fonds l'argent provenant d'une entente conclue en vertu de l'article 28 et peut retrancher du fonds les frais légitimes liés au fonds, y compris les sommes d'argent prélevées sur le fonds en vertu de l'entente.

3. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) La Commission peut, par règlement :

(2) Le paragraphe 19 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est

Règlements

Rajustements

“Lieutenant Governor in Council” in the third and fourth lines and substituting “Commission”.

4. Section 28 of the Act and the heading preceding it are repealed and the following substituted:

28. (1) The Minister, the Commission or a marketing board may make agreements for the co-ordinated marketing of milk or milk products with one or more of the Government of Canada, the Canadian Dairy Commission, the government of any province of Canada and any of its agencies or commodity boards.

(2) The agreements may provide for the pooling of revenue and may authorize the Commission or marketing board to perform, on behalf of the Government of Canada or the Canadian Dairy Commission, any function relating to interprovincial or export trade in a regulated product in respect of which the Commission or marketing board, as the case may be, may exercise powers in intra-provincial trade.

29. (1) In this section, “promotion-research agency” means a promotion-research agency established under the *Farm Products Agencies Act* (Canada).

(2) If the Commission is of the opinion that a majority of the producers in Ontario of a milk product are in favour of a levy or charge to support a promotion-research agency, the Commission may recommend to the Minister that the levy or charge be established.

(3) The Minister may, by regulation, grant to a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of the milk product in Ontario,

- (a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the milk product; and
- (b) to use the levies or charges for the purpose of the agency.

(4) The Minister may, by regulation, grant to the Canadian Dairy Commission or a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of a regulated product in Ontario,

modifié par substitution de «la Commission» à «le lieutenant-gouverneur en conseil» aux troisième et quatrième lignes.

4. L'article 28 de la Loi et le titre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

28. (1) Le ministre, la Commission ou une commission de commercialisation peut conclure des ententes pour la commercialisation concertée du lait ou des produits du lait avec le gouvernement du Canada, la Commission canadienne du lait, le gouvernement d'une province du Canada et l'une de ses commissions de produits agricoles ou agences.

(2) Les ententes peuvent prévoir la mise en commun des recettes et peut autoriser la Commission ou la commission de commercialisation à exercer, au nom du gouvernement du Canada ou de la Commission canadienne du lait, les fonctions relatives au commerce interprovincial ou au commerce d'exportation d'un produit réglementé à l'égard duquel la Commission ou la commission de commercialisation, selon le cas, est autorisée à exercer des pouvoirs en matière de commerce interprovincial.

29. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«agence de promotion et de recherche» Office créé en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (Canada).

(2) Si la Commission est d'avis qu'en Ontario la majorité des producteurs d'un produit du lait sont favorables à l'imposition de taxes ou de redevances pour assurer le soutien d'une agence de promotion et de recherche, la Commission peut recommander au ministre la création de ces taxes ou redevances.

(3) Le ministre peut, par règlement, accorder à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation du produit du lait en Ontario :

- a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit du lait et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;
- b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de l'agence.

(4) Le ministre peut, par règlement, accorder à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation d'un produit réglementé en Ontario :

Agreements with other governments

Contents of agreements

Levies for agency

Commission's recommendation

Levy on a milk product

Levy on regulated product

Ententes avec d'autres gouvernements

Contenu des ententes

Droits aux fins de l'agence

Recommandation de la Commission

Taxes sur un produit du lait

Taxes sur un produit réglementé

	<p>(a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the regulated product; and</p> <p>(b) to use the levies or charges for the purpose of the Canadian Dairy Commission or the agency, as the case may be.</p>		<p>a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit réglementé et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;</p> <p>b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de la Commission canadienne du lait ou de l'agence, selon le cas.</p>	
Contents of regulation	<p>(5) A regulation made under this section may,</p> <p>(a) specify conditions relating to the granting of the authority described in the regulation, including limits on the amount of the levies and charges that may be imposed under the authority;</p> <p>(b) require that a person who receives a milk product shall deduct from the money payable for the milk product the levies or charges that are payable and shall forward them to the Canadian Dairy Commission or the promotion-research agency, as the case may be, to whom they are payable or to the agent of the body to whom they are payable; and</p> <p>(c) specify terms for the payment of the levies or charges.</p>		<p>(5) Un règlement pris en application du présent article peut :</p> <p>a) préciser les conditions d'attribution des pouvoirs mentionnés dans le règlement, notamment les limites au montant des taxes et redevances qui peuvent être imposées en vertu de ces pouvoirs;</p> <p>b) exiger d'une personne qui reçoit un produit du lait qu'elle déduise, de l'argent payable pour le produit du lait, les taxes ou redevances payables et qu'elle verse ces taxes ou redevances à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche, selon le cas, à qui elles sont payables ou au mandataire de l'organisme à qui elles sont payables;</p> <p>c) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances.</p>	Contenu du règlement
Commencement	<p>5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.</p>		<p>5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.</p>	Entrée en vigueur

SCHEDULE I AMENDMENTS TO THE PLANT DISEASES ACT

1. (1) The definitions of “dealer in nursery stock”, “licence” and “nursery” in section 1 of the *Plant Diseases Act* are repealed.

(2) The definition of “inspector” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“inspector” means an inspector appointed under this Act. (“inspecteur”)

(3) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, is repealed.

2. Sections 2 and 3 of the Act are repealed and the following substituted:

2. No person shall transport, ship, sell, offer for sale or have in the person’s possession for sale any plant having a plant disease.

3. Sections 5 to 8 of the Act are repealed.

4. Sections 9, 10 and 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, and section 12 of the Act are repealed.

5. Subsection 13 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Subject to subsection (2), an inspector may, between sunrise and sunset, for the purpose of inspection for plant diseases,

(a) enter any land, premises, vehicle or vessel in or on which the inspector has reason to believe there are plants or anything relating to plants;

(b) inspect the land, premises, vehicle, vessel or any plants located in or on them; or

(c) inspect any containers, implements, machinery, books or records relating to plants located in or on them.

6. Section 16, and section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, are repealed and the following substituted:

16. Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations or any

ANNEXE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MALADIES DES PLANTES

1. (1) Les définitions de «fournisseur de plants de pépinière», «pépinière» et «permis» qui figurent à l’article 1 de la *Loi sur les maladies des plantes* sont abrogées.

(2) La définition de «inspecteur» qui figure à l’article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu de la présente loi. («inspecteur»)

(3) La définition de «Commission» qui figure à l’article 1 de la Loi, telle qu’elle est adoptée par l’article 34 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogée.

2. Les articles 2 et 3 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. Nul ne doit transporter, expédier, vendre, mettre en vente ou posséder à des fins de vente une plante atteinte d’une maladie des plantes.

3. Les articles 5 à 8 de la Loi sont abrogés.

4. Les articles 9, 10 et 11 de la Loi, tels qu’ils sont modifiés par l’article 34 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et l’article 12 de la Loi sont abrogés.

5. Le paragraphe 13 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sous réserve du paragraphe (2), l’inspecteur peut, entre le lever et le coucher du soleil, à des fins d’inspection en vue de découvrir une maladie des plantes :

a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu ou entrer dans un véhicule ou un navire s’il est fondé à croire que des plantes ou quoi que ce soit qui se rapporte à des plantes s’y trouvent;

b) procéder à l’inspection de ce bien-fonds, de ce lieu, de ce véhicule ou de ce navire ainsi que des plantes qui s’y trouvent;

c) procéder à l’inspection des contenants, appareils, machines, livres ou dossiers qui se rapportent aux plantes et qui se trouvent dans le bien-fonds, le lieu, le véhicule ou le navire.

6. L’article 16, et l’article 17 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 34 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

16. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements ou un ordre

No dealing
with diseased
plants

Aucune
opération
relative aux
plantes
malades

Power of
entry

Pouvoir de
pénétrer

Offences

Infractions

order of an inspector or the Provincial Entomologist is guilty of an offence.

Regulations	<p>17. The Minister may make regulations,</p> <p>(a) designating plant diseases for the purpose of this Act;</p> <p>(b) providing for the establishment of plant disease control areas;</p> <p>(c) providing for the control or eradication of any plant disease in any plant disease control area or in any other area;</p> <p>(d) specifying the duties and obligations of persons owning or occupying land or premises in any area mentioned in clause (c).</p>	
Commence- ment	<p>7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.</p>	<p>17. Le ministre peut, par règlement :</p> <p>a) désigner les maladies qui constituent des maladies des plantes pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) prévoir des zones de lutte contre les maladies des plantes;</p> <p>c) prévoir la lutte contre les maladies des plantes, ou l'éradication de celles-ci, dans une zone de lutte contre les maladies des plantes ou dans une autre zone;</p> <p>d) préciser les fonctions et obligations des propriétaires ou occupants de biens-fonds ou de lieux situés dans une zone visée à l'alinéa c).</p>
		<p>7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.</p>

Règlements

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE J
REPEAL OF VARIOUS ACTS**

Repeals	1. (1) The following are repealed:
	1. The <i>Abandoned Orchards Act</i> .
	2. Section 1 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(2) The following are repealed:
	1. The <i>Agricultural Rehabilitation and Development Act (Ontario)</i> .
	2. Section 3 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(3) The <i>Farm Income Stabilization Act</i> is repealed.
Same	(4) The following are repealed:
	1. The <i>Fur Farms Act</i> .
	2. Section 22 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(5) The <i>Junior Farmer Establishment Act</i> is repealed.
Same	(6) The <i>Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act</i> is repealed.
Same	(7) The following are repealed:
	1. The <i>Oleomargarine Act</i> .
	2. Section 32 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(8) The following are repealed:
	1. The <i>Riding Horse Establishments Act</i> , as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule.
	2. Section 36 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Commence- ment	2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE J
ABROGATION DE LOIS DIVERSES**

1. (1) Sont abrogés :	Abrogations
1. La <i>Loi sur les vergers abandonnés</i> .	
2. L'article 1 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(2) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles (Ontario)</i> .	
2. L'article 3 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(3) La <i>Loi sur la stabilisation des revenus agricoles</i> est abrogée.	Idem
(4) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure</i> .	
2. L'article 22 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(5) La <i>Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs</i> est abrogée.	Idem
(6) La <i>Loi sur l'enregistrement des droits sur les biens-fonds agricoles des non-résidents</i> est abrogée.	Idem
(7) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la margarine</i> .	
2. L'article 32 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(8) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les centres d'équitation</i> , telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993.	
2. L'article 36 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{RE} SESSION, 36^E LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 46

An Act to amend or revoke various statutes administered by or affecting the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs and to enact other statutes administered by the Ministry

The Hon. N. Villeneuve

Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

Projet de loi 46

Loi modifiant ou abrogeant diverses lois appliquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et visant à édicter d'autres lois appliquées par le ministère

L'honorable N. Villeneuve

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation
et des Affaires rurales

Government Bill

1st Reading May 2, 1996
2nd Reading June 19, 1996
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 2 mai 1996
2^e lecture 19 juin 1996
3^e lecture
Sanction royale

(Reprinted as amended by the Committee of the Whole House and as reported to the Legislative Assembly June 26, 1996)

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le comité plénier et rapporté à l'Assemblée législative le 26 juin 1996)



The Bill amends or revokes a number of Acts administered by or affecting the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs and enacts three new Acts. For convenience, the amendments and new Acts are set out in separate schedules by subject matter and the revocations of Acts are set out in one final schedule. The commencement provisions for each of the schedules are set out at the end of the schedules.

SCHEDULE A AGRICORP ACT, 1996

The Bill establishes AgriCorp as a corporation without share capital and as a Crown agency.

The principal object of AgriCorp is to administer plans of crop insurance under the *Crop Insurance Act (Ontario)*, 1996 that are presently administered by The Crop Insurance Commission of Ontario.

AgriCorp has the capacity and powers of a natural person, except as limited by the Bill.

SCHEDULE B AGRICULTURE AND FOOD INSTITUTE OF ONTARIO ACT, 1996

The Bill continues the Agricultural Research Institute of Ontario under the name Agriculture and Food Institute of Ontario in English and Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation in French. The Institute is a body corporate and a Crown agency.

The objects of the Institute include operating laboratories and educational programs, conducting research and entering into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands.

The Institute has the capacity and powers of a natural person, except as limited by the Bill.

SCHEDULE C CROP INSURANCE ACT, 1996

The Bill repeals and replaces the *Crop Insurance Act (Ontario)*.

The Bill makes the following changes to the Act:

1. AgriCorp replaces The Crop Insurance Commission of Ontario.
2. With the approval of Management Board of Cabinet, the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may enter into agreements with the Government of Canada as provided for in the *Farm Income Protection Act (Canada)*.
3. AgriCorp is required to comply with a request by the Minister to offer to enter into contracts of insurance or to amend or terminate a contract of insurance or a proposed contract of insurance.
4. AgriCorp is not permitted to enter into a contract to insure less than the entire agricultural crop of a person or a crop that is already insured.
5. Except in the case of regulations made under the Act, the acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties with respect to contracts of insurance are treated as administrative matters and not as regulations.

Le projet de loi modifie ou abroge un certain nombre de lois appliquées par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et édicte trois nouvelles lois. Pour des raisons pratiques, les modifications et les nouvelles lois sont énoncées par sujet dans des annexes distinctes et les abrogations de lois sont énoncées dans la dernière annexe. Les dispositions d'entrée en vigueur de chacune des annexes sont énoncées à la fin de celles-ci.

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR AGRICORP

Le projet de loi crée AgriCorp à titre de personne morale sans capital-actions et d'organisme de la Couronne.

AgriCorp a pour objet principal de gérer les régimes d'assurance-récolte visés par la *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)* et présentement gérés par la Commission ontarienne de l'assurance-récolte.

AgriCorp a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose le projet de loi.

ANNEXE B LOI DE 1996 SUR L'INSTITUT ONTARIEN D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION

Le projet de loi maintient l'Institut de recherche agricole de l'Ontario sous le nom de Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation en français et sous le nom de Agriculture and Food Institute of Ontario en anglais. L'Institut est une personne morale et un organisme de la Couronne.

Les objets de l'Institut sont notamment d'exploiter des laboratoires, d'offrir des programmes éducatifs et de mener des recherches ainsi que de conclure des ententes et des engagements et de constituer des servitudes en vue de la conservation, de la protection et de la préservation de terres agricoles.

L'Institut a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose le projet de loi.

ANNEXE C LOI DE 1996 SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE

Le projet de loi abroge et remplace la *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)*.

Il apporte les modifications suivantes à la Loi :

1. AgriCorp remplace la Commission ontarienne de l'assurance-récolte.
2. Avec l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada aux termes de la *Loi sur la protection du revenu agricole (Canada)*.
3. AgriCorp doit offrir de conclure des contrats d'assurance ou doit modifier ou résilier un contrat d'assurance ou un projet de contrat d'assurance si le ministre le lui demande.
4. AgriCorp ne peut conclure de contrat d'assurance qui ne vise pas la totalité d'une récolte de produits de la culture d'une personne ou qui porte sur une récolte déjà assurée.
5. Sauf dans le cas des règlements pris en application de la Loi, les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions à l'égard des contrats d'assurance sont considérés comme des questions administratives et non comme des règlements.

6. AgriCorp may appoint inspectors for the purpose of contracts of insurance and plans that it administers under other Acts.
7. Certain disputes relating to contracts of insurance may be referred to an appeal board. The *Arbitration Act, 1991* does not apply to the appeal board.

SCHEDULE D AMENDMENTS TO THE FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT

All provisions in the *Farm Products Grades and Sales Act* relating to licensing in respect of horticultural products are repealed.

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE GAME AND FISH ACT

Following the repeal of the *Fur Farms Act*, the Bill amends the *Game and Fish Act* to clarify that it does not apply to certain animals while they are kept in captivity for certain commercial purposes.

SCHEDULE F AMENDMENTS TO THE GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT

The Bill makes the following changes to the *Grain Elevator Storage Act*:

1. The title of the Act is changed to the *Grains Act* to reflect the fact that the Act regulates grain only, and not other farm produce.
2. A person who carries on business as a dealer in grain is required to hold a licence issued under the Act.
3. An agency designated by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, and not the Minister, appoints inspectors for the purpose of the Act.
4. The Agency, and not the Lieutenant Governor in Council, prescribes fees payable for licences issued under the Act.
5. The power to make regulations is transferred to the Agency, subject to the approval of the Minister.

SCHEDULE G AMENDMENTS TO THE LIVESTOCK BRANDING ACT

The Bill changes the title of the *Livestock Branding Act* to the *Livestock Identification Act* and transfers the administration and enforcement of the Act to the Ontario Cattlemen's Association.

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE MILK ACT

The Bill makes the following changes to the *Milk Act*:

1. The Ontario Farm Products Marketing Commission no longer requires the approval of the Lieutenant Governor in Council to make regulations under section 19 of the Act.
2. The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, the Commission or a marketing board may make agreements with other governments or agencies for the co-ordinated marketing of milk or milk products.

6. AgriCorp peut nommer des inspecteurs aux fins des contrats d'assurance et des régimes qu'elle administre aux termes d'autres lois.
7. Certains différends portant sur les contrats d'assurance peuvent être renvoyés à une commission d'appel. La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à cette commission.

ANNEXE D MODIFICATION DE LA LOI SUR LE CLASSEMENT ET LA VENTE DES PRODUITS AGRICOLES

Toutes les dispositions de la *Loi sur le classement et la vente des produits agricoles* relatives à la délivrance de permis à l'égard de produits horticoles sont abrogées.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

À la suite de l'abrogation de la *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure*, le projet de loi modifie la *Loi sur la chasse et la pêche* afin de préciser qu'elle ne s'applique pas à certains animaux pendant qu'ils sont gardés en captivité à certaines fins commerciales.

ANNEXE F MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ENTREPOSAGE DU GRAIN

Le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur l'entreposage du grain* :

1. Le titre de la Loi est changé; il devient *Loi sur le grain* pour tenir compte du fait que la Loi ne réglemente que le grain et aucun autre produit de la ferme.
2. Toute personne qui exerce le commerce de marchand de grain doit détenir un permis délivré aux termes de la Loi.
3. L'agence désignée par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, et non le ministre, nomme les inspecteurs pour l'application de la Loi.
4. L'Agence, et non le lieutenant-gouverneur en conseil, prescrit les droits à verser pour les permis délivrés aux termes de la Loi.
5. Le pouvoir de prendre des règlements est transféré à l'Agence, sous réserve de l'approbation du ministre.

ANNEXE G MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MARQUAGE DU BÉTAIL

Le projet de loi abroge le titre de la *Loi sur le marquage du bétail* et le remplace par *Loi sur l'identification du bétail*. En outre, il transfère l'application et l'exécution de la Loi à l'association appelée Ontario Cattlemen's Association.

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR LE LAIT

Le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur le lait* :

1. La Commission de commercialisation des produits agricoles de l'Ontario n'a plus besoin de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil pour prendre des règlements en application de l'article 19 de la Loi.
2. Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, la Commission ou une commission de commercialisation peut conclure des ententes pour la commercialisation concertée du lait ou des produits du lait avec d'autres gouvernements ou organismes.

3. The Minister may, by regulation, grant to the Canadian Dairy Commission or a promotion-research agency established under the *Farm Products Agencies Act* (Canada) the authority to collect levies from producers who market certain milk products in Ontario and to use the levies.

SCHEDULE I AMENDMENTS TO THE PLANT DISEASES ACT

All provisions in the *Plant Diseases Act* relating to the licensing of operators of nurseries are repealed.

SCHEDULE J REPEAL OF VARIOUS ACTS

The following Acts are repealed:

1. The *Abandoned Orchards Act*.
2. The *Agricultural Rehabilitation and Development Act* (Ontario).
3. The *Farm Income Stabilization Act*.
4. The *Fur Farms Act*.
5. The *Junior Farmer Establishment Act*.
6. The *Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act*.
7. The *Oleomargarine Act*.
8. The *Riding Horse Establishments Act*.

3. Le ministre peut, par règlement, accorder à la Commission canadienne du lait ou à une agence de promotion et de recherche créée en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (Canada) les pouvoirs nécessaires pour percevoir des taxes des producteurs qui commercialisent certains produits du lait en Ontario et pour utiliser ces taxes.

ANNEXE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MALADIES DES PLANTES

Toutes les dispositions de la *Loi sur les maladies des plantes* relatives à la délivrance de permis aux exploitants de pépinières sont abrogées.

ANNEXE J ABROGATION DE LOIS DIVERSES

Les Lois suivantes sont abrogées :

1. La *Loi sur les vergers abandonnés*.
2. La *Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles* (Ontario).
3. La *Loi sur la stabilisation des revenus agricoles*.
4. La *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure*.
5. La *Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs*.
6. La *Loi sur l'enregistrement des droits sur les biens-fonds agricoles des non-résidents*.
7. La *Loi sur la margarine*.
8. La *Loi sur les centres d'équitation*.

An Act to amend or revoke various statutes administered by or affecting the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs and to enact other statutes administered by the Ministry

Loi modifiant ou abrogeant diverses lois appliquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et visant à édicter d'autres lois appliquées par le ministère

CONTENTS

1. Enactment of schedules
2. Commencement
3. Short title
- Schedule A *AgriCorp Act, 1996*
- Schedule B *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996*
- Schedule C *Crop Insurance Act, 1996*
- Schedule D *Amendments to the Farm Products Grades and Sales Act*
- Schedule E *Amendments to the Game and Fish Act*
- Schedule F *Amendments to the Grain Elevator Storage Act*
- Schedule G *Amendments to the Livestock Branding Act*
- Schedule H *Amendments to the Milk Act*
- Schedule I *Amendments to the Plant Diseases Act*
- Schedule J *Repeal of various Acts*

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Enactment of schedules 1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, B and C, are hereby enacted.

New Acts (2) The *AgriCorp Act, 1996*, the *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996* and the *Crop Insurance Act, 1996*, as set out in Schedules A, B and C respectively, are hereby enacted.

Commencement 2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Schedules (2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule.

SOMMAIRE

1. Édition des annexes
2. Entrée en vigueur
3. Titre abrégé
- Annexe A *Loi de 1996 sur AgriCorp*
- Annexe B *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation*
- Annexe C *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte*
- Annexe D *Modification de la Loi sur le classement et la vente des produits agricoles*
- Annexe E *Modification de la Loi sur chasse et la pêche*
- Annexe F *Modification de la Loi sur l'entreposage du grain*
- Annexe G *Modification de la Loi sur le marquage du bétail*
- Annexe H *Modification de la Loi sur le lait*
- Annexe I *Modification de la Loi sur les maladies des plantes*
- Annexe J *Abrogation de lois diverses*

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, B et C.

(2) Sont édictées par le présent paragraphe la Loi de 1996 sur AgriCorp, la Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation et la Loi de 1996 sur l'assurance-récolte, telles qu'elles figurent aux annexes A, B et C respectivement.

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

Édition des annexes

Nouvelles lois

Entrée en vigueur

Annexes

Parts of
schedules

(3) If a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Multiple
proclama-
tions

(4) Proclamations under subsection (3) may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs Statute Law Amendment Act, 1996*.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe.

Parties des
annexes

(4) Les proclamations visées au paragraphe (3) peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de l'annexe.

Procla-
mations
multiples

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 modifiant des lois en ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales*.

Titre abrégé

**SCHEDULE A
AGRICORP ACT, 1996**

AgriCorp established	1. (1) There is hereby established a corporation without share capital to be known in English and French as AgriCorp.
Members	(2) AgriCorp shall consist of as many members, not fewer than five, as the Lieutenant Governor in Council may appoint.
Term of appointment	(3) The members shall be appointed during the pleasure of the Lieutenant Governor in Council for a term of not more than three years.
Non-application	(4) The <i>Corporations Act</i> , the <i>Corporations Information Act</i> and the <i>Insurance Act</i> do not apply to AgriCorp or corporations constituted under subsection 16 (1).
Objects	2. The objects of AgriCorp are, (a) to administer plans of crop insurance under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> , 1996, and to perform the duties conferred on it by that Act; and (b) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, any order of the Lieutenant Governor in Council or the Governor in Council or any agreement made between, (i) the Government of Ontario or any of its agencies, and (ii) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.
Powers	3. (1) For the purpose of carrying out its objects, AgriCorp has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.
Additional powers	(2) AgriCorp may, (a) establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties; (b) establish and collect penalties for the late payment of the fees and service charges mentioned in clause (a); and (c) on such conditions as it considers proper, lend money between the funds that it administers, if it administers more than one fund.
Borrowing, guarantees	(3) Except with the approval of the Minister of Finance, AgriCorp may not borrow money or guarantee the repayment, in whole

**ANNEXE A
LOI DE 1996 SUR AGRICORP**

	1. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée AgriCorp en français et en anglais.	Création d'AgnCorp
	(2) AgriCorp se compose de cinq membres ou plus que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.	Membres
	(3) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat ne dépasse pas trois ans.	Mandat des membres
	(4) La <i>Loi sur les personnes morales</i> , la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> et la <i>Loi sur les assurances</i> ne s'appliquent pas à AgriCorp ni aux personnes morales créées en vertu du paragraphe 16 (1).	Non-application
	2. Les objets d'AgriCorp sont les suivants :	Objets
	a) gérer les régimes d'assurance-récolte visés par la <i>Loi de 1996 sur l'assurance-récolte</i> (Ontario) et exercer les fonctions qui lui sont conférées par cette loi;	
	b) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouverneur en conseil ou par des accords conclus entre :	
	(i) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes,	
	(ii) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.	
	3. (1) Afin de réaliser ses objets, AgriCorp a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.	Capacité et pouvoirs
	(2) AgriCorp peut :	Pouvoirs supplémentaires
	a) fixer et percevoir les droits et frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs ou de ses fonctions;	
	b) fixer et percevoir les amendes en cas de paiement en retard des droits et des frais de gestion visés à l'alinéa a);	
	c) aux conditions qu'elle juge opportunes, prêter des sommes entre les fonds qu'elle gère, si elle en gère plus d'un.	
	(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, AgriCorp ne peut pas contracter des emprunts ni garantir le paiement, en totalité	Emprunts, garanties

or in part, of a loan made by any person other than itself.

Investments

(4) AgriCorp may not invest any part of its money in any investment other than,

- (a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,
 - (i) Canada, Ontario or another province of Canada,
 - (ii) a municipality in Canada,
 - (iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,
- (iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;

(b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or

(c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.

Corporations, agreements

(5) Except with the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, a member of AgriCorp, either alone or together with other persons, may not,

- (a) create corporations that have any of the objects of AgriCorp; or
- (b) enter into agreements with the Government of Canada or any of its agencies for the encouragement of agriculture or food.

Agreements

(6) AgriCorp may exercise any powers and perform any duties conferred on it under any agreement made between,

- (a) the Government of Ontario or any of its agencies; and
- (b) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.

ou en partie, d'un emprunt contracté par quiconque, sauf elle-même.

(4) AgriCorp ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans :

Placements

- a) des billets, des obligations, des débetures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :
 - (i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,
 - (ii) une municipalité canadienne,
 - (iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,
 - (iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'examen par un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;

b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;

c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.

(5) Sauf avec l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, un membre d'AgriCorp ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, faire ce qui suit :

Personnes morales, accords

- a) créer des personnes morales qui ont des objets quelconques d'AgriCorp;
- b) conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.

(6) AgriCorp peut exercer les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par des accords conclus entre :

Accords

- a) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes;
- b) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.

Not regulations	(7) The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in subsection (6) shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature.	(7) Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au paragraphe (6) sont réputés de nature administrative et non législative.	Aucun statut de règlement
Inquiry	(8) AgriCorp may inquire into any matter relating to its objects and for that purpose has the powers that Part II of the <i>Public Inquiries Act</i> confers on a commission, and that Part applies to the inquiry as if it were an inquiry under that Act.	(8) AgriCorp peut enquêter sur toute question se rapportant à ses objets et, à cette fin, a les pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> , et cette partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête menée en vertu de cette loi.	Enquête
Disclosure of personal information	(9) Despite section 41 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , if AgriCorp collects personal information from an individual for the purpose of a plan that it administers, it may use the information for the purpose of any other plan relating to the individual that it administers.	(9) Malgré l'article 41 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> , si AgriCorp recueille des renseignements personnels d'un particulier aux fins d'un régime que gère AgriCorp, elle peut utiliser ces renseignements aux fins de tout autre régime qu'elle gère et qui concerne le particulier.	Divulgence de renseignements personnels
Board of directors	4. (1) The board of directors of AgriCorp consists of all of the members of AgriCorp.	4. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp se compose de tous les membres d'AgriCorp.	Conseil d'administration
Management	(2) The board shall manage and control the affairs of AgriCorp.	(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités d'AgriCorp.	Administration
Chair and vice-chairs	(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one of the members of the board as chair and one or more of the members as vice-chairs of the board.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du conseil à la présidence du conseil et un ou plusieurs autres à la vice-présidence.	Président et vice-présidents
Quorum	(4) A majority of the members constitute a quorum of the board.	(4) La majorité des membres du conseil constitue le quorum.	Quorum
Minister's directives	5. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may issue directives in writing to AgriCorp on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.	5. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales peut donner des directives par écrit à AgriCorp sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à AgriCorp.	Directives du ministre
Implementation	(2) The board of directors of AgriCorp shall ensure that AgriCorp implements the directives promptly and efficiently.	(2) Le conseil d'administration d'AgriCorp veille à ce qu'AgriCorp mette les directives en application promptement et efficacement.	Mise en application
By-laws	6. (1) The board of directors of AgriCorp may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of AgriCorp, including by-laws to establish committees.	6. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités d'AgriCorp, notamment des règlements administratifs qui créent des comités.	Règlements administratifs
Committees	(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.	(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.	Comités
Payments to members	7. (1) Members of AgriCorp who are not employed in the public service of Ontario shall receive remuneration and reimbursement for the expenses that they incur in the course of their duties.	7. (1) Les membres d'AgriCorp qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario reçoivent une rémunération et un remboursement des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.	Paiements aux membres
Amount	(2) AgriCorp shall pay the remuneration and expenses out of its general fund in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) AgriCorp verse la rémunération et rembourse les frais en prélevant sur son fonds d'administration générale des montants con-	Montant

Crown agency	8. AgriCorp is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	8. AgriCorp est un mandataire de la Couronne et elle ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	9. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of AgriCorp or employee appointed to the service of AgriCorp for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	9. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre d'AgriCorp ou un employé nommé au service d'AgriCorp pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	10. Except with the consent of AgriCorp, no member of AgriCorp shall be required to give testimony in any proceedings with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.	10. Sauf avec l'autorisation d'AgriCorp, les membres d'AgriCorp ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement aux renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions.	Dispense de témoigner
Payments received	11. (1) The Minister of Finance may, (a) reimburse AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that AgriCorp makes under a guarantee that it has given; or (b) make loans to AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund.	11. (1) Le ministre des Finances peut : a) soit rembourser à AgriCorp, sur le Trésor, les paiements qu'elle effectue aux termes d'une garantie qu'elle a donnée; b) soit consentir des prêts sur le Trésor à AgriCorp.	Paiements
Guarantees	(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee, on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to AgriCorp, together with interest on the loan.	(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à AgriCorp, y compris les intérêts s'y rapportant.	Garanties
Funds	12. Subject to subsection 3 (4), AgriCorp shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the <i>Bank Act</i> (Canada).	12. Sous réserve du paragraphe 3 (4), AgriCorp conserve tous les fonds qu'elle gère dans une banque visée à l'annexe I de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada).	Fonds
Provincial Auditor	13. The accounts and financial transactions of AgriCorp shall be audited annually by the Provincial Auditor.	13. Les comptes et les opérations financières d'AgriCorp sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.	Vérificateur provincial
Annual report	14. (1) The board of directors of AgriCorp shall make a report annually, within 120 days after the end of AgriCorp's financial year, to the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs on the affairs of AgriCorp containing all information that the Minister may require.	14. (1) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice d'AgriCorp, le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales un rapport annuel sur les activités d'AgriCorp contenant tous les renseignements que le ministre exige.	Rapport annuel
Filing	(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt

Other reports

(3) At the request of the Minister, the board of directors of AgriCorp shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.

Autres rapports

(3) Le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.

Regulations of AgriCorp

15. Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, AgriCorp may, in respect of its duties mentioned in clause 2 (b), make regulations,

Règlements pris par AgriCorp

15. Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, relativement aux fonctions visées à l'alinéa (2) b) :

- (a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 3 (2), that any class of persons is required to pay to AgriCorp or a corporation described in subsection 16 (1) or 3 (5);
- (b) specifying terms for the payment of the levies or charges;
- (c) providing for the collection of the levies or charges by AgriCorp, the corporation to which they are payable or any class of persons; and
- (d) requiring the person who collects the levies or charges to account for them to AgriCorp or the corporation to which they are payable.

- a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais de gestion visés au paragraphe 3 (2), que doivent verser des catégories de personnes à AgriCorp ou à une personne morale visée au paragraphe 16 (1) ou 3 (5);
- b) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances;
- c) prévoir la perception des taxes ou redevances par AgriCorp, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes;
- d) exiger de la personne qui recouvre les taxes ou redevances qu'elle rende compte de celles-ci à AgriCorp ou à la personne morale à qui elles sont payables.

Regulations for corporations

16. (1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation constitute corporations with such powers and duties as are considered conducive to the attainment of the corporation's objects and provide for their management.

Règlements créant des personnes morales

16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer des personnes morales, leur conférer les pouvoirs et les fonctions qu'il estime de nature à favoriser la réalisation de leurs objets et pourvoir à leur gestion.

Crown agent

(2) The Lieutenant Governor in Council may authorize a corporation mentioned in subsection (1) to act as an agent of the Crown in respect of programs, projects or matters that the Crown undertakes or carries out for the encouragement of agriculture or food.

Mandataire de la Couronne

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser une personne morale visée au paragraphe (1) à agir en qualité de mandataire de la Couronne en ce qui concerne les programmes, les projets ou les affaires que la Couronne entreprend ou mène pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.

Transition

17. (1) Despite subsection 1 (2), the first members of AgriCorp are the members of The Crop Insurance Commission of Ontario in office immediately before section 1 comes into force.

Dispositions transitoires

17. (1) Malgré le paragraphe 1 (2), les premiers membres d'AgriCorp sont les membres de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 1.

Term of office

(2) Despite subsection 1 (3), the terms of office of the first members of AgriCorp expire on the day their terms of office as members of the Commission expire, unless the Lieutenant Governor in Council prescribes otherwise.

Mandat

(2) Malgré le paragraphe 1 (3), le mandat des premiers membres d'AgriCorp expire le jour où expire leur mandat comme membres de la Commission, sauf prescription contraire du lieutenant-gouverneur en conseil.

Special program

(3) Contracts that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with persons under the program established by Order in Council 298/91, as amended from time to time, under section 7 of the *Ministry of*

Programme special

(3) Les contrats que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec des personnes dans le cadre du programme créé par le décret 298/91, tel qu'il est modifié, pris en application de l'article 7 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, de l'Ali-*

Agriculture and Food Act are assigned to AgriCorp.

Reference to Minister (4) A reference to the Minister in the program or the contracts shall be deemed to be a reference to AgriCorp.

Commencement 18. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title 19. The short title of the Act set out in this Schedule is the *AgriCorp Act, 1996*.

mentation et des Affaires rurales sont cédés à AgriCorp.

(4) Une mention du ministre dans le programme ou les contrats est réputée une mention d'AgriCorp. Mention du ministre

18. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

19. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur AgriCorp*. Titre abrégé

SCHEDULE B		ANNEXE B	
AGRICULTURE AND FOOD INSTITUTE OF ONTARIO ACT, 1996		LOI DE 1996 SUR L'INSTITUT ONTARIEN D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION	
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>"agricultural lands" means those lands designated in the regulations made under this Act; ("terres agricoles")</p> <p>"Director" means the person appointed as Director of the Institute; ("directeur")</p> <p>"Institute" means the Agriculture and Food Institute of Ontario continued under this Act; ("Institut")</p> <p>"Minister" means the Minister responsible for the administration of this Act. ("ministre")</p>		Définitions
Institute continued	<p>2. (1) The Agricultural Research Institute of Ontario is continued under the name Agriculture and Food Institute of Ontario in English and Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation in French.</p>		Maintien de l'Institut
Body corporate	<p>(2) The Institute is a body corporate responsible to the Minister.</p>		Personne morale
Non-application	<p>(3) The <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> do not apply to the Institute.</p>		Non-application
Members	<p>(4) The Institute shall consist of as many members, not fewer than 13, that the Minister may appoint from among persons who meet the qualifications set out in the regulations made under this Act.</p>		Membres
Term of appointment	<p>(5) The members shall be appointed during the pleasure of the Minister for a term of not more than three years, but any member may be reappointed for any number of additional one year periods.</p>		Mandat des membres
Head office	<p>(6) The Institute shall have a head office in the City of Guelph or in such other location in Ontario as the Minister designates.</p>		Siège social
Objects	<p>3. The objects of the Institute are,</p> <p>(a) to operate or to approve laboratories to do diagnostic, investigative, consultative or analytical testing for any person or organization related to animal health, plant health, food safety or the environment;</p> <p>(b) to provide educational and training courses in the areas of agriculture, horticulture, veterinary medicine, food and rural community development;</p> <p>(c) to inquire into programs of research, to recommend areas of research and to do</p>	<p>1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.</p> <p>«directeur» La personne nommée au poste de directeur de l'Institut. («Director»)</p> <p>«Institut» L'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation maintenu en vertu de la présente loi. («Institute»)</p> <p>«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)</p> <p>«terres agricoles» Les terres désignées dans les règlements pris en application de la présente loi. («agricultural lands»)</p> <p>2. (1) L'Institut de recherche agricole de l'Ontario est maintenu sous le nom de Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation en français et sous le nom de Agriculture and Food Institute of Ontario en anglais.</p> <p>(2) L'Institut est une personne morale responsable devant le ministre.</p> <p>(3) La <i>Loi sur les personnes morales</i> et la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> ne s'appliquent pas à l'Institut.</p> <p>(4) L'Institut se compose de 13 membres ou plus que nomme le ministre parmi les personnes qui possèdent les qualités requises énoncées dans les règlements pris en application de la présente loi.</p> <p>(5) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat est d'au plus trois ans, mais il peut être renouvelé pour des durées d'un an chacune.</p> <p>(6) L'Institut a son siège social dans la cité de Guelph ou à un autre endroit en Ontario que le ministre désigne.</p> <p>3. Les objets de l'Institut sont les suivants :</p> <p>a) exploiter ou approuver des laboratoires offrant à toute personne ou tout organisme des services de diagnostic, d'investigation, de consultation ou d'analyse dans le domaine de la santé animale, de la protection des végétaux, de la salubrité des aliments ou de l'environnement;</p> <p>b) fournir des programmes éducatifs et de formation dans les domaines de l'agriculture, de l'horticulture, de la médecine vétérinaire, de l'alimentation et du développement des collectivités rurales;</p> <p>c) examiner des programmes de recherche, recommander des domaines de re-</p>	

research in respect of the areas mentioned in clause (b);

(d) to operate research stations in support of the courses described in clause (b) or the research described in clause (c);

(e) to develop joint programs and to enter into agreements for delivering joint programs with the governments of Canada or the provinces, educational institutions or other organizations to assist the Institute in carrying out its objects;

(f) to generate revenue through the services and programs that it offers;

(g) at the request of the Director, to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign the agreements, covenants and easements; and

(h) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, order of the Lieutenant Governor in Council, or agreement with the Government of Canada or any of its agencies.

cherche et mener des recherches dans les domaines mentionnés à l'alinéa b);

d) exploiter des stations de recherche pour étayer les programmes visés à l'alinéa b) ou les recherches visées à l'alinéa c);

e) élaborer des programmes communs et conclure des ententes en vue d'offrir des programmes communs avec les gouvernements du Canada ou des provinces, les établissements d'enseignement ou d'autres organismes dans le but d'aider l'Institut à réaliser ses objets;

f) tirer des revenus des services et des programmes qu'offre l'Institut;

g) à la demande du directeur, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, conclure des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constituer des servitudes, ou céder les ententes, engagements et servitudes en question;

h) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou par des ententes conclues avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes.

Powers

4. (1) For the purpose of carrying out its objects, the Institute has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act and the regulations made under it.

Fees

(2) The Institute may establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties.

Borrowing, guarantees

(3) Except with the approval of the Minister of Finance, the Institute may not borrow money or guarantee the repayment, in whole or in part, of a loan made to any person other than itself.

Investments

(4) The Institute may not invest any part of its money in any investment other than,

(a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,

(i) Canada, Ontario or another province of Canada,

(ii) a municipality in Canada,

(iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,

(iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority

Pouvoirs

4. (1) Afin de réaliser ses objets, l'Institut a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi et ses règlements d'application.

Droits

(2) L'Institut peut fixer et percevoir des droits et des frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

Emprunts, garanties

(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, l'Institut ne peut pas contracter d'emprunts ni garantir le paiement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté par quiconque, sauf lui-même.

Placements

(4) L'Institut ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans :

a) des billets, des obligations, des débetures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :

(i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,

(ii) une municipalité canadienne,

(iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,

(iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'exams par

in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;

- (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or
- (c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.

Corporations

(5) Except with the approval of the Minister, a member of the Institute, either alone or together with other persons, may not create corporations that have any of the objects of the Institute.

Diplomas, certificates

(6) The Institute may grant diplomas and certificates in the educational and training courses that it provides.

Not regulations

(7) The acts of the Institute in exercising its powers and performing its duties under this section shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature.

Registration of easements

5. (1) The Institute may register an easement or covenant that it has entered into under clause 3 (g) against the real property affected in the appropriate land registry office.

Enforceability

(2) An easement or covenant registered against real property under subsection (1) runs with the real property and the Institute may enforce it, whether it is positive or negative in nature, against the owner or subsequent owners of the real property even if the Institute owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.

Assignment

(3) The Institute may assign to any person designated by the Director an easement or covenant registered against real property under subsection (1).

Right of assignee

(4) An assignee may enforce the easement or covenant against the owner or subsequent owners of the property as if it were the Institute even if the assignee owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.

Modification or discharge

(5) No person may modify or discharge an easement or covenant registered against real

un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;

- b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;
- c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.

Personnes morales

(5) Sauf avec l'approbation du ministre, un membre de l'Institut ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, créer des personnes morales qui ont des objets quelconques de l'Institut.

Diplômes, certificats

(6) L'Institut peut décerner des diplômes et des certificats relativement aux programmes éducatifs et de formation qu'il offre.

Aucun statut de règlement

(7) Les actes accomplis par l'Institut dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au présent article sont réputés de nature administrative et non législative.

Enregistrement des servitudes

5. (1) L'Institut peut enregistrer sur les biens immeubles visés, au bureau d'enregistrement immobilier approprié, les servitudes qu'il a constituées ou les engagements qu'il a conclus aux termes de l'alinéa 3 g).

Opposabilité

(2) Les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1) y sont rattachés et, qu'ils soient de nature positive ou négative, l'Institut peut les opposer au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents de ces biens immeubles, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.

Cession

(3) L'Institut peut céder à toute personne que le directeur désigne les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1).

Droit du cessionnaire

(4) Le cessionnaire peut opposer les servitudes ou les engagements au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents des biens immeubles comme s'il était l'Institut, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.

Modification ou mainlevée

(5) Nul ne peut modifier les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les

property under subsection (1) without the written agreement of,

- (a) the Director, if the Institute has not assigned the easement or covenant;
- (b) the assignee, if the Institute has assigned the easement or covenant; and
- (c) the owner or subsequent owners of the real property against which the easement or covenant is registered.

Land
received
from Crown

6. (1) If the Institute receives real property from the Crown, it shall hold the real property in trust for the Crown and may not sell, mortgage, or otherwise encumber or dispose of the real property without the approval of the Minister.

Dissolution

(2) If the Institute is dissolved or wound up, real property that it holds in trust for the Crown automatically vests in the Crown.

Board of
directors

7. (1) The board of directors of the Institute consists of all of the members of the Institute.

Management

(2) The board shall manage and control the affairs of the Institute.

Chair and
vice-chair

(3) The Minister shall designate one of the members of the board as chair and one of the members as vice-chair of the board.

Acting chair

(4) In the absence or disability of the chair, the vice-chair shall have the powers and duties of the chair.

Quorum

(5) A majority of the members constitute a quorum of the board.

Minister's
directives

8. (1) The Minister may issue directives in writing to the Institute on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.

Implementa-
tion

(2) The board of directors of the Institute shall ensure that the Institute implements the directives promptly and efficiently.

By-laws

9. (1) Subject to subsection (3), the board of directors of the Institute may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of the Institute, including by-laws to appoint officers and establish committees, including the advisory committees that the Institute considers necessary to advise it in carrying out its objects.

Committees

(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.

biens immeubles en vertu du paragraphe (1) ou en accorder la mainlevée qu'avec le consentement écrit des personnes suivantes :

- a) le directeur, si l'Institut n'a pas cédé les servitudes ou les engagements;
- b) le cessionnaire, si l'Institut a cédé les servitudes ou les engagements;
- c) le propriétaire actuel ou les propriétaires subséquents des biens immeubles sur lesquels les servitudes ou les engagements sont enregistrés.

6. (1) Si l'Institut reçoit des biens immeubles de la Couronne, il les détient en fiducie pour la Couronne et il ne peut ni les vendre, ni les hypothéquer, ni les grever ou les aliéner d'une autre façon sans l'approbation du ministre.

Biens-fonds
reçus de la
Couronne

(2) Si l'Institut est dissous ou liquidé, les biens immeubles qu'il détient en fiducie pour la Couronne sont dévolus automatiquement à celle-ci.

Dissolution

7. (1) Le conseil d'administration de l'Institut se compose de tous les membres de l'Institut.

Conseil d'ad-
ministration

(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités de l'Institut.

Administra-
tion

(3) Le ministre désigne un des membres à la présidence du conseil et un autre à la vice-présidence.

Président
et vice-
président

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président possède les pouvoirs et fonctions du président.

Président par
interim

(5) La majorité des membres de l'Institut constitue le quorum.

Quorum

8. (1) Le ministre peut donner des directives par écrit à l'Institut sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à l'Institut.

Directives
du ministre

(2) Le conseil d'administration de l'Institut veille à ce que l'Institut mette les directives en application promptement et efficacement.

Mise en
application

9. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil d'administration de l'Institut peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités de l'Institut, notamment des règlements administratifs qui nomment des dirigeants et qui créent des comités, y compris les comités consultatifs que l'Institut juge nécessaires pour le conseiller dans la réalisation de ses objets.

Règlements
adminis-
tratifs

(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.

Comités

Filing	(3) A by-law of the Institute shall not take effect until two weeks after the Institute has filed it with the Minister.	(3) Les règlements administratifs de l'Institut ne peuvent prendre effet avant l'écoulement d'un délai de deux semaines après leur dépôt auprès du ministre.	Dépôt
Director	10. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors of the Institute shall appoint a person as the Director of the Institute.	10. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration de l'Institut nomme le directeur de l'Institut.	Directeur
Duties	(2) The Director shall be responsible for the management and administration of the Institute, subject to the supervision and direction of the board.	(2) Le directeur est responsable de la gestion et de l'administration de l'Institut, sous la supervision et la direction du conseil.	Fonctions
Remuneration	(3) The board shall pay to the Director the salary that the board determines.	(3) Le conseil verse au directeur le salaire que le conseil détermine.	Rémunération
Agreements regarding land	(4) In carrying out duties, the Director may require the Institute to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign, modify or discharge the agreements, covenants and easements.	(4) Dans l'exercice de ses fonctions, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, le directeur peut exiger que l'Institut conclue des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constitue des servitudes, et cède ou modifie les ententes, engagements et servitudes ou en accorde la mainlevée.	Ententes concernant les biens-fonds
Payments to members	11. (1) Members of the Institute who are not employed in the public sector as described in the Schedule to the <i>Social Contract Act, 1993</i> or in the public service of Canada shall receive remuneration out of the general fund of the Institute in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	11. (1) Les membres de l'Institut qui ne sont pas des employés du secteur public décrit à l'annexe de la <i>Loi de 1993 sur le contrat social</i> ou de la fonction publique du Canada reçoivent une rémunération prélevée sur le fonds d'administration générale de l'Institut selon des montants conformes à la politique du conseil de gestion du gouvernement.	Paiement aux membres
Expenses	(2) The Institute may not reimburse its members for expenses that they incur in the course of their duties in excess of the amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) L'Institut ne peut pas rembourser la part des frais que ses membres engagent dans l'exercice de leurs fonctions qui est supérieure aux montants conformes à la politique du Conseil de gestion du gouvernement.	Frais
Crown agency	12. The Institute is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	12. L'Institut est un mandataire de la Couronne et il ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	13. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of the Institute or employee appointed to the service of the Institute for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre de l'Institut ou un employé nommé au service de l'Institut pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	14. Except with the consent of the Institute, no member of the Institute shall be required to give testimony in any proceedings	14. Sauf avec l'autorisation de l'Institut, les membres de l'Institut ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement	Dispense de témoigner

with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.

Payments received

15. (1) The Minister of Finance may,

- (a) reimburse the Institute out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that the Institute makes under a guarantee that it has given; or
- (b) make loans to the Institute out of the Consolidated Revenue Fund.

Guarantees

(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to the Institute, together with interest on the loan.

Funds

16. Subject to subsection 4 (4), the Institute shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the *Bank Act* (Canada).

Provincial Auditor

17. The accounts and financial transactions of the Institute shall be audited annually by the Provincial Auditor.

Financial year

18. (1) The financial year of the Institute begins on April 1 in each year and ends on the following March 31.

Estimates, reports

(2) The board of directors of the Institute shall submit to the Minister annually, before the beginning of the Institute's financial year, its written estimates for spending in the year.

Annual report

(3) The board of directors of the Institute shall make an annual report, within 120 days after the end of the Institute's financial year, to the Minister on the affairs of the Institute containing the information that the Minister requires.

Tabling

(4) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

Other reports

(5) At the request of the Minister, the board of directors of the Institute shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.

Regulations

19. (1) Subject to the approval of the Minister, the Institute may, in respect of its objects, make regulations,

- (a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 4 (2), that any class of persons is required to pay to the Institute or a corporation described in subsection 4 (5);
- (b) specifying terms for the payment of the levies and charges; and

aux renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions.

15. (1) Le ministre des Finances peut :

Paiements

- a) soit rembourser à l'Institut, sur le Trésor, les paiements qu'il effectue aux termes d'une garantie qu'il a donnée;
- b) soit consentir des prêts sur le Trésor à l'Institut.

Garanties

(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à l'Institut, y compris les intérêts s'y rapportant.

Fonds

16. Sous réserve du paragraphe 4 (4), l'Institut conserve tous les fonds qu'il gère dans une banque visée à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada).

17. Les comptes et les opérations financières de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.

Vérificateur provincial

18. (1) L'exercice de l'Institut commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

Exercice

(2) Le conseil d'administration de l'Institut présente chaque année par écrit au ministre, avant le début de l'exercice de l'Institut, ses prévisions de dépenses pour l'année.

Prévisions budgétaires, rapports

(3) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice de l'Institut, le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre un rapport annuel sur les activités de l'Institut contenant tous les renseignements que le ministre exige.

Rapport annuel

(4) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

Dépôt

(5) Le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.

Autres rapports

19. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, l'Institut peut, par règlement, relativement à ses objets :

Règlements

- a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais de gestion visés au paragraphe 4 (2), que doivent verser toute catégorie de personnes à l'Institut ou à une personne morale visée au paragraphe 4 (5);
- b) préciser les conditions de paiement des taxes et redevances;

- (c) providing for the collection of the levies and charges by the Institute, the corporation to which they are payable or any class of persons.

Same.
Minister's
regulations

- (2) The Minister may make regulations,
- (a) designating lands as agricultural lands for the purpose of this Act;
- (b) prescribing the qualifications that a person is required to have to be eligible to be appointed as a member of the Institute;
- (c) restricting the capacity and powers of the Institute under this Act; and
- (d) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Transition

20. (1) The terms of office of all members of the Institute, the chair and vice-chair of the board of directors of the Institute and the Director of Research of the Institute who are in office immediately before the coming into force of this Act expire on the day this Act comes into force.

Same,
Director

(2) The chair of the board of directors of the Institute shall be the first Director until the board appoints a Director under subsection 10 (1).

Reference to
Institute

(3) A reference to the Agricultural Research Institute of Ontario in any program, agreement, easement, covenant, document or regulation in force immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be a reference to the Agriculture and Food Institute of Ontario.

Repeals

21. The following are repealed:
1. The *Agricultural Research Institute of Ontario Act*.
2. Section 5 of the *Statute Law Amendment Act (Government Management and Services), 1994*.

Commence-
ment

22. (1) This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Repeal

(2) This Schedule is repealed on March 31, 1999 if it is not in force by that day.

Short title

23. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996*.

- c) prévoir la perception des taxes et redevances par l'Institut, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes.

- (2) Le ministre peut, par règlement :

Règlements
pris par le
ministre

- a) désigner des terres comme terres agricoles pour l'application de la présente loi;
- b) prescrire les qualités requises des personnes admissibles à être nommées membres de l'Institut;
- c) restreindre la capacité et les pouvoirs de l'Institut en vertu de la présente loi;
- d) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.

Dispositions
transitoires

20. (1) Les mandats de tous les membres de l'Institut, du président et du vice-président du conseil d'administration de l'Institut et du directeur de la recherche de l'Institut qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi prennent fin le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Le président du conseil d'administration de l'Institut est le premier directeur jusqu'à ce que le conseil nomme un directeur en vertu du paragraphe 10 (1).

Idem, direc-
teur

(3) Une mention de l'Institut de recherche agricole de l'Ontario dans un programme, une entente, une servitude, un engagement, un document ou un règlement en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée une mention à l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation.

Mention de
l'Institut

21. Sont abrogés :

Abrogations

1. La *Loi sur l'Institut de recherche agricole de l'Ontario*.
2. L'article 5 de la *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux politiques de gestion et aux services du gouvernement*.

22. (1) La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) La présente annexe est abrogée le 31 mars 1999 si elle n'est pas en vigueur d'ici cette date.

Abrogation

23. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation*.

Titre abrégé

**SCHEDULE C
CROP INSURANCE ACT, 1996**

CONTENTS

1. Definitions
- CONTRACTS OF INSURANCE
2. Non-application of *Insurance Act*
3. Precondition
4. Minister's request
5. Contracts of insurance
6. Not regulations
- ENFORCEMENT
7. Inspectors
8. Inspection
9. Assistance required
10. Referral of disputes
- MISCELLANEOUS
11. Ontario Crop Insurance Fund
12. Regulations
13. Transition
14. Repeal
15. Commencement
16. Short title

Definitions

1. In this Act,

"contract of insurance" means a contract between an insured person and AgriCorp for the insurance of agricultural crops or perennial plants within Ontario; ("contrat d'assurance")

"insured person" means a person who has entered into a contract of insurance with AgriCorp. ("assuré")

CONTRACTS OF INSURANCE

Non-application of *Insurance Act*

2. The *Insurance Act* does not apply to anything done under this Act.

Precondition

3. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may, with the approval of Management Board of Cabinet, enter into agreements with the Government of Canada for the purpose of the *Farm Income Protection Act* (Canada).

Retroactivity

(2) An agreement mentioned in subsection (1) may provide that it is to come into effect, in whole or in part, before the date on which it is signed.

Agreement with Canada

(3) AgriCorp may not enter into a contract of insurance in respect of an agricultural crop or perennial plant unless the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection (1)

**ANNEXE C
LOI DE 1996 SUR
L'ASSURANCE-RÉCOLTE**

SOMMAIRE

1. Définitions
- CONTRATS D'ASSURANCE
2. Non-application de la *Loi sur les assurances*
3. Condition préalable
4. Demande du ministre
5. Contrats d'assurance
6. Aucun statut de règlement
- EXÉCUTION
7. Inspecteurs
8. Inspection
9. Aide exigée
10. Renvoi des différends
- DISPOSITIONS DIVERSES
11. Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario
12. Règlements
13. Dispositions transitoires
14. Abrogation
15. Entrée en vigueur
16. Titre abrégé

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«assuré» Personne qui a conclu un contrat d'assurance avec AgriCorp. («insured person»)

«contrat d'assurance» Contrat conclu entre un assuré et AgriCorp pour l'assurance de récoltes de produits de la culture ou de plantes vivaces en Ontario. («contract of insurance»)

CONTRATS D'ASSURANCE

2. La *Loi sur les assurances* ne s'applique pas aux mesures prises aux termes de la présente loi. Non-application de la *Loi sur les assurances*

3. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, avec l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada pour l'application de la *Loi sur la protection du revenu agricole* (Canada). Condition préalable

(2) Les accords visés au paragraphe (1) peuvent prévoir qu'ils entrent en vigueur, en tout ou en partie, avant la date de leur signature. Rétroactivité

(3) AgriCorp ne peut conclure de contrat d'assurance à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace à moins que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales n'ait conclu un Accord avec le Canada

	<p>in respect of the crop or the plant, as the case may be.</p>		<p>accord visé au paragraphe (1) à l'égard de cette récolte ou de cette plante, selon le cas.</p>	
Minister's request	<p>4. If the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection 3 (1) in respect of an agricultural crop or perennial plant and in writing requests AgriCorp to do so, AgriCorp shall forthwith,</p>		<p>4. Lorsque le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclu un accord visé au paragraphe 3 (1) à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace et qu'il le demande par écrit à AgriCorp, AgriCorp sans délai :</p>	Demande du ministre
	<p>(a) offer to enter into contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be; or</p>		<p>a) soit offre de conclure des contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas;</p>	
	<p>(b) amend or terminate contracts of insurance or proposed contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be.</p>		<p>b) soit modifie ou résilie les contrats d'assurance ou les projets de contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas.</p>	
Contracts of insurance	<p>5. (1) AgriCorp shall fix the terms of contracts of insurance, or proposed contracts of insurance, subject to section 4 and the regulations made under section 12.</p>		<p>5. (1) AgriCorp fixe les conditions des contrats d'assurance, ou des projets de contrats d'assurance, sous réserve de l'article 4 et des règlements pris en application de l'article 12.</p>	Contrats d'assurance
Powers of AgriCorp	<p>(2) AgriCorp has all the powers necessary to perform its duties including the power to,</p>		<p>(2) AgriCorp dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour exercer ses fonctions. Elle peut notamment :</p>	Pouvoirs d'AgriCorp
	<p>(a) determine the qualifications and requirements for a person to enter into a contract of insurance;</p>		<p>a) déterminer les qualités requises qu'une personne doit avoir et les conditions nécessaires qu'elle doit remplir pour conclure un contrat d'assurance;</p>	
	<p>(b) enter into contracts of insurance;</p>		<p>b) conclure des contrats d'assurance;</p>	
	<p>(c) fix terms of contracts of insurance relating to replanting benefits and unplanted acreage benefits;</p>		<p>c) établir les conditions des contrats d'assurance portant sur les indemnités de réensemencement et les indemnités de superficie non ensemencée;</p>	
	<p>(d) fix premium rates payable by insured persons;</p>		<p>d) fixer le taux des primes que doivent verser les assurés;</p>	
	<p>(e) fix the duration of contracts of insurance;</p>		<p>e) fixer la durée des contrats d'assurance;</p>	
	<p>(f) specify the circumstances in which an insured person may terminate a contract of insurance and the methods that the person may use to terminate the contract;</p>		<p>f) préciser les circonstances dans lesquelles un assuré peut résilier un contrat d'assurance et les moyens qu'il peut utiliser à cette fin;</p>	
	<p>(g) specify penalties imposed on an insured person who breaches the terms of a contract of insurance;</p>		<p>g) préciser les peines imposées à l'assuré qui enfreint les conditions d'un contrat d'assurance;</p>	
	<p>(h) reinsure with any other insurer the risk or any portion of the risk under its contracts of insurance; and</p>		<p>h) réassurer auprès d'un autre assureur l'ensemble ou une partie du risque couvert par ses contrats d'assurance;</p>	
	<p>(i) terminate a contract of insurance on the terms that it considers appropriate.</p>		<p>i) résilier un contrat d'assurance aux conditions qu'elle estime appropriées.</p>	
Deemed acceptance	<p>(3) An applicant for a contract of insurance or an insured person who receives notice from AgriCorp of the terms of a contract of insurance or amendments to the terms, as the case may be, shall be deemed to have accepted them unless the recipient notifies AgriCorp to</p>		<p>(3) Le proposant d'un contrat d'assurance ou l'assuré qui reçoit d'AgriCorp un avis des conditions d'un contrat d'assurance ou des modifications à des conditions, selon le cas, est réputé avoir accepté ces conditions ou ces modifications à moins qu'il n'ait avisé Agri-</p>	Acceptation réputée

the contrary within the time period that AgriCorp specifies.

Restriction

(4) AgriCorp shall not enter into a contract of insurance with a person to insure an agricultural crop or a type of perennial plant if,

- (a) the contract insures less than the entire crop or all the plants of the type of perennial plant, as the case may be, in respect of which the person could enter into a contract of insurance under this Act; or
- (b) a contract of insurance is already in effect to insure the crop or the type of perennial plant, as the case may be, in which the person has an interest.

Not regulations

6. The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in sections 4 and 5 shall be deemed to be of an administrative and not of a legislative nature.

ENFORCEMENT

Inspectors

7. (1) AgriCorp may appoint a chief inspector and other inspectors as it considers necessary.

Certificate of appointment

(2) A member of AgriCorp or a person authorized in writing by a member of AgriCorp shall issue to every inspector a certificate of appointment bearing the signature of the person issuing it or a facsimile of the signature.

Evidence

(3) The certificate of appointment is admissible in evidence as proof of the appointment, in the absence of evidence to the contrary.

Identification

(4) An inspector who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment.

Inspection

8. (1) An inspector may, in respect of an insured person, an applicant for a contract of insurance, a person who has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or a person who is entitled to receive payment under a plan administered by AgriCorp,

- (a) enter and inspect any lands and premises, other than a dwelling, that are owned or occupied by those persons, and inspect any goods located on those lands and premises; and
- (b) demand the production by those persons of books, records or documents or extracts from those books, records or documents relating to,
 - (i) the crops or perennial plants insured under the contract of

Corp du contraire dans le délai que précise cette dernière.

Restriction

(4) AgriCorp ne doit pas conclure de contrat d'assurance avec une personne portant sur une récolte de produits de la culture ou un type de plantes vivaces si l'une des situations suivantes existe :

- a) le contrat ne vise pas la totalité de la récolte ou toutes les plantes du type de plante vivace, selon le cas, pour lesquels la personne pourrait conclure un contrat d'assurance aux termes de la présente loi;
- b) il existe déjà un contrat d'assurance visant la récolte ou le type de plante vivace, selon le cas, dans lesquels la personne a un intérêt.

6. Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés aux articles 4 et 5 sont réputés de nature administrative et non législative.

Aucun statut de règlement

EXÉCUTION

7. (1) AgriCorp peut nommer un inspecteur en chef et les autres inspecteurs qu'elle estime nécessaires.

Inspecteurs

(2) Un membre d'AgriCorp ou une personne autorisée par écrit par un membre d'AgriCorp délivre à chaque inspecteur une attestation de nomination portant la signature de la personne qui la délivre ou un fac-similé de la signature.

Attestation de nomination

(3) L'attestation de nomination est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire.

Preuve

(4) L'inspecteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi produit, sur demande, son attestation de nomination.

Identification

8. (1) L'inspecteur peut, à l'égard d'un assuré, d'un proposant d'un contrat d'assurance, d'une personne qui a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou d'une personne qui a le droit de recevoir un paiement dans le cadre d'un régime que gère AgriCorp :

Inspection

- a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu, autre qu'une habitation, que ces personnes occupent ou dont elles sont propriétaires, procéder à l'inspection de ce bien-fonds et de ce lieu ainsi que des objets qui s'y trouvent;
- b) exiger de ces personnes qu'elles remettent les livres, dossiers, documents ou les extraits de ceux-ci qui se rapportent :
 - (i) soit aux récoltes ou aux plantes vivaces assurées en vertu du con-

	insurance or to which the application relates, or	trat d'assurance ou auxquelles s'applique la proposition,	
	(ii) the business of the person in respect of which the person has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or in respect of which the person is entitled to receive payment.	(ii) soit à l'entreprise de la personne à l'égard de laquelle la personne a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou à l'égard de laquelle la personne a le droit de recevoir un paiement.	
Time of inspection	(2) An inspector shall exercise the powers mentioned in subsection (1) only during normal business hours for the place that the inspector has entered.	(2) L'inspecteur n'exerce les pouvoirs visés au paragraphe (1) que pendant les heures de travail normales pour l'endroit dans lequel il a pénétré.	Heures d'inspection
Written demand	(3) A demand mentioned in clause (1) (b) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the books, records, documents or extracts required.	(3) La demande visée à l'alinéa (1) b) est faite par écrit et précise la nature des livres, dossiers, documents ou extraits exigés.	Demande écrite
Obligation to produce	(4) If an inspector makes a demand under clause (1) (b), the person having custody of the books, records, documents or extracts shall produce them to the inspector.	(4) Si l'inspecteur fait une demande en vertu de l'alinéa (1) b), la personne qui a la garde des livres, dossiers, documents ou extraits les lui remet.	Remise obligatoire
Copying	(5) On issuing a written receipt, the inspector may remove the books, records, documents or extracts that are produced and may copy them.	(5) À condition d'émettre un récépissé écrit, l'inspecteur peut enlever les livres, dossiers, documents ou extraits qui sont remis et peut les copier.	Copie
Return of things produced	(6) The inspector shall carry out copying with reasonable dispatch and shall forthwith after the copying return them to the person who produced them.	(6) L'inspecteur fait les copies avec une diligence raisonnable, et restitue sans délai les choses enlevées à la personne qui les a remises.	Restitution
Admissibility of copies	(7) A copy purporting to be certified by an inspector as a copy made under subsection (5) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the book, record, document or extract of which it is a copy.	(7) La copie qui se présente comme étant attestée par l'inspecteur en tant que copie faite aux termes du paragraphe (5) est admissible en preuve dans la même mesure et a la même valeur probante que le livre, dossier, document ou extrait dont elle est une copie.	Admissibilité des copies
Assistance	(8) An inspector may call upon any expert for such assistance as the inspector considers necessary in carrying out an inspection.	(8) L'inspecteur peut faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien une inspection.	Aide
Computer search	(9) For the purpose of carrying out an inspection, an inspector may use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being inspected in order to produce a record in readable form.	(9) L'inspecteur peut recourir, pour mener à bien une inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes qui font l'objet de l'inspection, en vue de remettre un document sous une forme lisible.	Recherche informatisée
Assistance required	9. (1) An inspector may require information or material from a person who is the subject of an inspection under section 8 or from any person who the inspector has reason to believe can provide information or material relevant to the inspection.	9. (1) L'inspecteur peut exiger des renseignements ou de la documentation d'une personne qui fait l'objet de l'inspection aux termes de l'article 8 ou de toute personne dont l'inspecteur est fondé à croire qu'elle peut fournir de la documentation ou des renseignements propres à l'inspection.	Aide exigée
Disclosure	(2) Despite section 17 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 10 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , the head of an institution within the meaning of	(2) Malgré l'article 17 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et l'article 10 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> , la personne responsable d'une institu-	Divulgestion

those Acts shall disclose to the inspector the information and material that the inspector requires.

No
obstruction

(3) No person shall obstruct an inspector who is exercising powers under this Act or provide false information or refuse to provide information to an inspector.

Records

(4) A person who is required under this Act to produce a record for an inspector shall, on request, provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce the record in a readable form.

Referral of
disputes

10. (1) If AgriCorp and a person disagree on a matter described in subsection (2) or if AgriCorp and an insured person fail to resolve a dispute arising out of the adjustment of a claim under a contract of insurance, either may appeal the matter in dispute to the appeal board for the purpose of this section.

Application
of sub-
section (1)

(2) Subsection (1) applies to a question whether a person qualifies for a contract of insurance except if the disagreement relates to the time during which a person may apply for a contract of insurance or file a final acreage report or its equivalent.

Notice of
appeal

(3) To appeal a matter in dispute, the appellant shall file a written notice of appeal with the appeal board and send a copy of the notice to the other party within the time specified by the regulations made under this Act.

Decision
binding

(4) The decision of the appeal board is binding on the parties.

MISCELLANEOUS

Ontario Crop
Insurance
Fund

11. (1) The fund known in English as the Ontario Crop Insurance Fund and in French as Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario is continued.

Deposits into
Fund

(2) AgriCorp shall deposit into the Fund,
(a) all money that it receives under this Act; and
(b) all loans that it receives with respect to contracts of insurance.

Payments out
of Fund

(3) AgriCorp shall pay out of the Fund all money for payments that it is required to make under this Act.

Regulations

12. (1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs,

tion au sens de ces lois divulguée à l'inspecteur les renseignements et la documentation qu'il exige.

(3) Nul ne doit entraver l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ni lui fournir de faux renseignements, ni refuser de lui fournir des renseignements.

Aucune
entrave

Dossiers

(4) La personne qui est tenue par la présente loi de remettre un dossier à un inspecteur fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour remettre les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données.

Renvoi des
différends

10. (1) Si AgriCorp et une personne ne s'entendent pas sur une question visée au paragraphe (2) ou si AgriCorp et un assuré ne parviennent pas à résoudre un différend découlant du règlement d'une demande d'indemnité dans le cadre d'un contrat d'assurance, chacune des parties peut interjeter appel de la question en litige devant la commission d'appel pour l'application du présent article.

Application
du para-
graphe (1)

(2) Le paragraphe (1) s'applique à la question de savoir si une personne remplit ou non les conditions nécessaires pour conclure un contrat d'assurance, sauf si le différend porte sur les délais accordés à la personne pour faire une proposition de contrat d'assurance ou pour déposer un rapport final de superficie ou son équivalent.

Avis d'appel

(3) Pour interjeter appel d'une question en litige, l'appelant dépose un avis d'appel écrit auprès de la commission d'appel et envoie une copie de l'avis à l'autre partie dans les délais précisés par les règlements pris en application de la présente loi.

Décision de
la Commis-
sion

(4) La décision de la commission d'appel lie les parties.

DISPOSITIONS DIVERSES

11. (1) Est maintenue la caisse nommée Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario en français et Ontario Crop Insurance Fund en anglais.

Dépôts à la
Caisse

(2) AgriCorp dépose à la Caisse :
a) toutes les sommes qu'elle reçoit aux termes de la présente loi;
b) tous les prêts qu'elle reçoit à l'égard des contrats d'assurance.

Prélèvements
sur la Caisse

(3) AgriCorp prélève sur la Caisse les sommes qu'elle est tenue de payer aux termes de la présente loi.

Règlements

12. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et

AgriCorp may make regulations respecting any matter with respect to contracts of insurance or proposed contracts of insurance.

Priority of regulations

(2) A regulation made under subsection (1) prevails over all terms of a contract of insurance that conflict with the regulation.

Minister's regulations

(3) The Minister may make regulations,

(a) establishing an appeal board to hear matters in dispute for the purpose of section 10 or providing that a board constituted under another Act shall be the appeal board for the purpose of that section; and

(b) providing for the appointment of members to the appeal board.

Remuneration of members

(4) The Minister shall provide for the payment of remuneration to the members of the appeal board and the reimbursement of expenses incurred by them.

Non-application of Act

(5) The *Arbitration Act, 1991* does not apply to the appeal board.

Powers of appeal board

(6) The appeal board may,

(a) make rules for the practice and procedure to be observed in proceedings before it;

(b) fix fees and service charges that parties to proceedings before the board are required to pay to the board in connection with the proceedings; and

(c) specify terms for the payment of the fees and service charges.

Transition

13. (1) Contracts of insurance that The Crop Insurance Commission of Ontario has entered into under the *Crop Insurance Act (Ontario)* and that are in force on the day this Act comes into force are assigned to AgriCorp and are continued as contracts of insurance within the meaning of this Act.

Plans

(2) Despite section 14, plans established under the *Crop Insurance Act (Ontario)* that are in force immediately before the coming into force of this Act continue to apply to contracts of insurance within the meaning of this Act.

Reference to Commission

(3) A reference to The Crop Insurance Commission of Ontario in any plan, contract of insurance or document related to the Ontario Crop Insurance Fund or any regulation made under the *Crop Insurance Act (Ontario)* shall be deemed to be a reference to AgriCorp.

Agreements

(4) Agreements that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with the Government of Canada in respect of

des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, traiter des questions liées aux contrats d'assurance ou aux projets de contrats d'assurance.

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les conditions d'un contrat d'assurance qui sont incompatibles avec ceux-ci.

(3) Le ministre peut, par règlement :

a) créer une commission d'appel chargée d'entendre les questions en litige pour l'application de l'article 10 ou prévoir qu'une commission créée aux termes d'une autre loi constitue la commission d'appel pour l'application de cet article;

b) prévoir la nomination des membres de la commission d'appel.

(4) Le ministre prévoit le versement de la rémunération des membres de la commission d'appel et le remboursement de leurs frais.

(5) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à la commission d'appel.

(6) La commission d'appel peut :

a) établir des règles de pratique et de procédure à suivre dans les instances introduites devant elle;

b) fixer les droits et les frais de gestion que les parties aux instances introduites devant elle sont tenues de lui verser relativement à ces instances;

c) préciser les conditions de paiement des droits et des frais de gestion.

13. (1) Les contrats d'assurance que la Commission ontarienne de l'assurance-récolte a conclus en vertu de la *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)* et qui sont en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont cédés à AgriCorp et sont maintenus comme contrats d'assurance au sens de la présente loi.

(2) Malgré l'article 14, les régimes créés en vertu de la *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)* qui sont en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer aux contrats d'assurance au sens de la présente loi.

(3) Une mention de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte dans un régime, un contrat d'assurance ou un document se rapportant à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario ou dans un règlement pris en application de la *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)* est réputée une mention d'AgriCorp.

(4) Les accords que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec le gouvernement du Canada à

Primauté des règlements

Règlements pris par le ministre

Rémunération des membres

Non-application

Pouvoirs de la commission d'appel

Dispositions transitoires

Régimes

Mention de la Commission

Accords

contracts of insurance are continued under subsection 3 (1).

Appeal
board

(5) The Crop Insurance Appeal Board shall be the appeal board for the purpose of section 10 unless the regulations made under this Act specify otherwise.

Repeal

14. The *Crop Insurance Act (Ontario)* is repealed.

Commence-
ment

15. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Crop Insurance Act (Ontario)*, 1996.

l'égard de contrats d'assurance sont maintenus aux termes du paragraphe 3 (1).

Commission
d'appel

(5) Sauf disposition contraire des règlements pris en application de la présente loi, la Commission d'appel de l'assurance-récolte constitue la commission d'appel pour l'application de l'article 10.

14. La *Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)* est abrogée. Abrogation

15. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

16. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)*. Titre abrégé

**SCHEDULE D
AMENDMENTS TO THE FARM
PRODUCTS GRADES AND SALES ACT**

1. (1) The definitions of “contracting party”, “controlled-atmosphere fruit”, “controlled-atmosphere storage plant”, “dealer”, “licence”, “marker” and “motor vehicle” in section 1 of the *Farm Products Grades and Sales Act* are repealed.



(2) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is repealed.



2. (1) Subsection 2 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Minister may make regulations,

(2) Paragraphs 8, 14, 15, paragraph 15.1 as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, and paragraphs 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 26 of subsection 2 (1) of the Act are repealed.

(3) Subsection 2 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

2.1 The Minister may establish and collect fees payable by an owner or custodian of a farm product for any service that the Minister or inspectors or graders provide with respect to the farm product.

4. Sections 10 to 18 of the Act are repealed.

5. Sections 19, 20, 21, 23 and 24 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, are repealed.

6. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence.

7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE D
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
CLASSEMENT ET LA VENTE DES
PRODUITS AGRICOLES**

1. (1) Les définitions de «entrepôt à atmosphère contrôlée», «fruit conservé en atmosphère contrôlée», «marchand», «marché», «partie contractante», «permis» et «véhicule automobile» qui figurent à l'article 1 de la *Loi sur le classement et la vente des produits agricoles* sont abrogées.



(2) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.



2. (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) Le ministre peut, par règlement :

(2) Les dispositions 8, 14, 15, la disposition 15.1, telle qu'elle est adoptée par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et les dispositions 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 26 du paragraphe 2 (1) de la Loi sont abrogées.

(3) Le paragraphe 2 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 Le ministre peut fixer et percevoir les droits à acquitter par le propriétaire d'un produit agricole ou la personne qui en a la garde pour un service que le ministre, les inspecteurs ou les préposés au classement fournissent à l'égard du produit agricole.

Droits perçus
par le
ministre

4. Les articles 10 à 18 de la Loi sont abrogés.

5. Les articles 19, 20, 21, 23 et 24 de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

6. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction.

Infraction

7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Minister's
fees

Offence

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE GAME AND FISH ACT

1. (1) The definition of “domestic animals and domestic birds” in section 1 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

“domestic animals and domestic birds” includes a farmed animal and a non-native species kept in captivity, except pheasants, but does not include native species otherwise kept in captivity or non-native species present in the wild state. (“animaux domestiques et oiseaux domestiques”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 129, is further amended by adding the following definition:

“farmed animal” means an animal during the time that it is kept in captivity for the commercial purpose of propagation or the production of pelts, where the animal is a fisher, fox, lynx, marten, mink, raccoon or any other fur-bearing animal designated by the Minister. (“animal élevage”)

2. (1) Clause 2 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) to domestic animals and domestic birds, except dogs.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed.

3. Clause 67 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the purpose of the transfer to premises where farmed animals are kept.

4. Subsection 69 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall take or ship or attempt to take or ship to premises where farmed animals are kept any fur-bearing animal taken under section 67 without paying the royalty prescribed by the regulations.

5. Subsection 93 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

0.1 designating a fur-bearing animal, other than a fisher, fox, lynx, marten, mink or raccoon, as a farmed animal for the purpose of this Act.

6. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. (1) La définition de «animaux domestiques et oiseaux domestiques» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«animaux domestiques et oiseaux domestiques» S'entend en outre des animaux d'élevage et des espèces exotiques gardés en captivité, à l'exception du faisan. La présente définition exclut les espèces indigènes gardées en captivité d'une autre façon ou les espèces exotiques à l'état sauvage. («domestic animals and domestic birds»)

(2) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 129 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«animal d'élevage» Pékan, renard, lynx, martre, vison, raton laveur ou tout autre animal à fourrure désigné par le ministre pendant la période qu'ils sont gardés en captivité dans un but commercial à des fins de reproduction ou de production de peaux dans un but commercial. («farmed animal»)

2. (1) L'alinéa 2 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) aux animaux domestiques et aux oiseaux domestiques, à l'exception des chiens.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé.

3. L'alinéa 67 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) en vue de le transporter dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage.

4. Le paragraphe 69 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit emporter, expédier ni essayer d'emporter ou d'expédier dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage un animal à fourrure pris aux termes de l'article 67, sans payer les redevances prescrites dans les règlements.

5. Le paragraphe 93 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

0.1 désigner un animal à fourrure, à l'exception du pékan, du renard, du lynx, de la martre, du vison ou du raton laveur, comme étant un animal d'élevage pour l'application de la présente loi.

6. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Same

Commence-
ment

Idem

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE F
AMENDMENTS TO THE GRAIN
ELEVATOR STORAGE ACT**

1. The title of the *Grain Elevator Storage Act* is repealed and the following substituted:

GRAINS ACT

2. (1) Section 1 of the Act, as amended by the *Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23*, is further amended by adding the following definitions:

“Agency” means the corporation or agency designated by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs; (“Agence”)

“dealer” means a person who purchases or accepts for sale grain from the producer, other than a person who purchases grain for the person’s own consumption; (“marchand”)

“grain” means barley, beans, corn, oats, oil seeds, wheat, mixed grains and any farm product designated in the regulations. (“grain”)

(2) The definitions of “agreement to sell”, “grain elevator”, “grain storage receipt”, “stored” and “weigh ticket” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“agreement to sell” means a written agreement, made between a grain elevator operator and an owner of grain, for the sale of grain that is stored or to be stored; (“contrat de vente”)

“grain elevator” means a building, container, structure or receptacle in which grain is received for storage, but does not include,

- (a) premises where a producer receives or stores grain as farm feed for the producer’s own livestock or poultry,
- (b) premises where a producer stores and sells grain actually produced by the producer, or
- (c) premises where a terminal, transfer or processor grain elevator is licensed under any Act of the Parliament of Canada; (“élevateur à grains”)

“grain storage receipt” means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator’s authorized representative to the owner of grain; (“récépissé d’entreposage de grains”)

“stored”, when used with respect to grain, means placed in a grain elevator upon terms that the ownership shall remain in the owner

**ANNEXE F
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L’ENTREPOSAGE DU GRAIN**

1. Le titre de la *Loi sur l’entreposage du grain* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE GRAIN

2. (1) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 23 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«Agence» La personne morale ou l’agence désignée par le ministre de l’Agriculture, de l’Alimentation et des Affaires rurales. («Agence»)

«grain» Orge, fèves, maïs, avoine, graines oléagineuses, blé, céréales mélangées et tout produit de la ferme désigné dans les règlements. («grain»)

«marchand» Personne qui achète ou accepte du producteur du grain afin de le vendre, à l’exclusion de celle qui achète du grain pour sa propre consommation. («dealer»)

(2) Les définitions de «billet de pesée», «contrat de vente», «élevateur à grains», «entreposé» et «récépissé d’entreposage de grains» qui figurent à l’article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«billet de pesée» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d’élevateur à grains ou par un employé de celui-ci au propriétaire du grain ou à son mandataire. («weigh ticket»)

«contrat de vente» Le contrat de vente relatif à du grain qui est entreposé ou destiné à l’être et qui est conclu par écrit entre un exploitant d’élevateur à grains et le propriétaire du grain. («agreement to sell»)

«élevateur à grains» Bâtiment, conteneur, construction ou local de réception de grain aux fins d’entreposage. Sont exclus :

- a) les locaux où un producteur reçoit ou entpose du grain à usage de provende pour son propre bétail ou sa volaille,
- b) les locaux où un producteur entpose et vend du grain dont il assure réellement la production,
- c) les locaux où un élévateur à grains terminus, de transbordement ou de conditionnement fait l’objet d’un permis aux termes d’une loi du Parlement du Canada. («grain elevator»)

«entreposé» En ce qui concerne du grain, déposé dans un élévateur à grains à condition que le propriétaire de ce grain en retienne la

of the grain until such time as the owner has sold the grain and has received due compensation or has removed the grain from the elevator, and "storage" has a corresponding meaning; ("entreposé", "entreposage")

"weigh ticket" means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator's employee to the owner of grain or the owner's agent. ("billet de pesée")

(3) The definitions of "farm produce" and "Minister" in section 1 of the Act are repealed.

3. Subsections 2 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Inspectors

(1) The Agency may appoint a chief inspector and such other inspectors as it considers necessary to enforce this Act and the regulations.

Certificate of appointment

(2) A certificate of appointment as an inspector purporting to be signed by an officer of the Agency is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the appointment without further proof of the signature and authority of the officer.

Powers of inspector

(3) Subject to subsections (4), (5), (6) and (7), an inspector may, for the purpose of carrying out duties under this Act and upon producing a certificate of the inspector's appointment,

(a) enter any land, premises or conveyance used by a person for the marketing, processing or storing of grain and inspect the land, premises, and conveyance, and any grain, equipment or documents located on or in them relating to grain;

(b) demand that the person produce a document mentioned in clause (a); and

(c) obtain samples of the grain at the expense of the owner or custodian of it.

4. Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Licences

(1) No person shall carry on business as a dealer unless the person holds a licence as a dealer issued by the chief inspector.

Same, grain elevator operator

(1.1) No person shall receive or offer to receive grain for storage at a grain elevator or operate a grain elevator unless the person holds a licence as a grain elevator operator

propriété jusqu'au moment où il le vend et en reçoit le produit de la vente ou qu'il le retire de l'élévateur. Le terme «entreposage» a un sens correspondant. («stored», «storage»)

«récépissé d'entreposage de grains» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d'élévateur à grains ou par son représentant autorisé au propriétaire du grain. («grain storage receipt»)

(3) Les définitions de «produit de la ferme» et «ministre» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. Les paragraphes 2 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Inspecteurs

(1) L'Agence peut nommer un inspecteur en chef et autant d'inspecteurs qu'elle estime nécessaires pour l'exécution de la présente loi et des règlements.

Attestation de nomination

(2) L'attestation de nomination à titre d'inspecteur, qui se présente comme étant signée par un dirigeant de l'Agence, est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée et l'autorité du dirigeant.

Pouvoirs de l'inspecteur

(3) Sous réserve des paragraphes (4), (5), (6) et (7), un inspecteur, afin d'exercer ses fonctions aux termes de la présente loi, peut, sur production d'une attestation de sa nomination :

a) pénétrer dans un bien-fonds, un lieu ou un moyen de transport utilisé par une personne pour la commercialisation, la transformation ou l'entreposage de grain et procéder à l'inspection du bien-fonds, du lieu et du moyen de transport, ainsi que du grain, de l'équipement ou des documents qui s'y trouvent et qui se rapportent au grain;

b) exiger de la personne qu'elle produise un document visé à l'alinéa a);

c) prélever des échantillons de grain aux frais du propriétaire ou de la personne qui en a la garde.

4. Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Permis

(1) Nul ne doit exercer le commerce de marchand à moins de détenir un permis de marchand délivré par l'inspecteur en chef.

Idem, exploitant d'élévateur à grains

(1.1) Nul ne doit exploiter un élévateur à grains, ni recevoir ou offrir de recevoir du grain aux fins d'entreposage dans un élévateur à grains, à moins de détenir un permis d'ex-

issued by the chief inspector in respect of the grain elevator.

5. Section 4 of the Act is repealed.

6. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) The chief inspector shall issue a licence to a person who makes an application in accordance with this Act and the regulations and pays the fee specified for the licence, except if,

(2) Clause 5 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the applicant or, if the applicant is a corporation, its officers or directors, is or are not competent to carry on the business to which the licence relates.

(3) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The Agency may establish and collect licence fees and penalties for late payment of licence fees.

7. Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. Every holder of a licence as a grain elevator operator shall forthwith report in writing to the chief inspector where there has been a change,

8. Clause 9 (2) (c) of the Act is amended by striking out "grain elevator storage business" in the sixth line and substituting "business to which the licence relates".

9. Subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Despite section 10, the chief inspector may, without a hearing, provisionally suspend or refuse to renew a licence if in the chief inspector's opinion it is necessary to do so for the immediate protection of,

- (a) the safety or health of any person;
- (b) the interests of persons selling grain to the licensee or storing grain with the licensee; or
- (c) a fund for producers of grain established under the *Farm Products Payments Act*.

exploitant d'éleveur à grains délivré par l'inspecteur en chef relativement à cet éleveur.

5. L'article 4 de la Loi est abrogé.

6. (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) L'inspecteur en chef délivre un permis à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits précisés pour le permis, sauf si, selon le cas :

(2) L'alinéa 5 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, ses dirigeants ou administrateurs, n'ont pas les qualités requises pour exercer le commerce auquel se rapporte le permis.

(3) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) L'Agence peut fixer et percevoir des droits de permis et des amendes pour retard de paiement de ces droits.

7. L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Le titulaire d'un permis d'exploitant d'éleveur à grains avise sans délai et par écrit l'inspecteur en chef de tout changement survenu en ce qui concerne :

8. L'alinéa 9 (2) c) de la Loi est modifié par substitution de «le commerce auquel se rapporte le permis» à «l'exercice de l'activité d'entreposage dans un éleveur à grains» aux cinquième, sixième et septième lignes.

9. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré l'article 10, l'inspecteur en chef peut, sans tenir d'audience, suspendre provisoirement le permis ou refuser de renouveler celui-ci, s'il est d'avis que cette mesure s'impose pour assurer la protection immédiate de ce qui suit :

- a) la sécurité ou la santé d'une personne;
- b) les intérêts des personnes qui vendent du grain au titulaire d'un permis ou qui entreposent du grain auprès de celui-ci;
- c) le fonds pour les producteurs de grain créé en vertu de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles*.

Issue of
licence

Délivrance
du permis

Fees

Droits

Report of
change

Avis de
changement

Suspension
or refusal to
renew

Suspension
ou refus de
renouvellement

10. Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "The Minister" in the first line and substituting "The Agency".

11. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the first line and substituting "grain".

(2) Subsections 16 (2) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Title to grain (2) Despite any other Act, the property in and the title to grain stored in a grain elevator remains at all times in the owner of the grain.

Entry by chief inspector (4) Every person who has taken control of a grain elevator or the business operations of a grain elevator operator shall permit the chief inspector to enter the premises and ascertain the amount of grain that is stored on the premises.

Removal (5) The chief inspector may authorize and direct the removal of any or all of the grain.

12. (1) Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Weigh ticket (1) The owner of grain or the owner's agent who delivers grain to a grain elevator shall state whether the grain is for storage, is sold or is for any other specified use.

Marking use (1.1) The grain elevator operator or the operator's employee shall issue to the owner or agent, as the case may be, a weigh ticket for every delivery and mark the use of the grain on the ticket.

(2) Subsection 17 (2) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third line and in the ninth and tenth lines and substituting "grain" in each case.

(3) Subsections 17 (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Receipt prevails (3) When issued, a grain storage receipt supersedes and replaces all weigh tickets issued in respect of the particular lot of grain described in the grain storage receipt.

One receipt only (4) No person shall issue or receive more than one grain storage receipt in respect of the same lot of grain delivered.

(4) Subsection 17 (6) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fourth and fifth lines and substituting "grain".

13. Subsections 18 (2), (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

10. Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «L'Agence» à «Le ministre» à la première ligne.

11. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produits de la ferme» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Les paragraphes 16 (2) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Malgré toute autre loi, la propriété et le titre relatifs au grain entreposé dans un élévateur à grains restent acquis au propriétaire du grain.

(4) Quiconque assume la direction d'un élévateur à grains ou des opérations d'exploitation d'un exploitant d'élevateur à grains autorise l'inspecteur en chef à pénétrer sur les lieux et à vérifier la quantité de grain qui y est entreposé.

(5) L'inspecteur en chef peut autoriser et ordonner l'enlèvement de tout ou partie du grain.

12. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le propriétaire de grain, ou le mandataire de celui-ci, qui livre du grain à un élévateur à grains déclare si le grain est destiné à l'entreposage, s'il est vendu ou destiné à une autre utilisation spécifique.

(1.1) L'exploitant d'élevateur à grains ou un employé de celui-ci délivre pour chaque livraison au propriétaire ou à son mandataire, selon le cas, un billet de pesée sur lequel il inscrit l'utilisation à laquelle est destiné le grain.

(2) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «d'un produit de la ferme» à la troisième ligne et à «de produit de la ferme» à la onzième ligne.

(3) Les paragraphes 17 (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il est délivré, le récépissé d'entreposage de grains remplace tous les billets de pesée qui ont été délivrés à l'égard du lot spécifique de grain mentionné sur le récépissé d'entreposage de grains.

(4) Nul ne doit délivrer ni recevoir plus d'un récépissé d'entreposage de grains à l'égard du même lot de grain qui a été livré.

(4) Le paragraphe 17 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux quatrième et cinquième lignes.

13. Les paragraphes 18 (2), (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Title to grain	(2) The property in and title to grain that is in storage and is subject to an agreement to sell remains in the owner of the grain until the owner has received the price agreed upon by the owner and the grain elevator operator.	(2) La propriété et le titre relatifs au grain entreposé qui fait l'objet d'un contrat de vente restent acquis au propriétaire du grain jusqu'à ce que ce dernier reçoive le prix qui a été convenu entre lui-même et l'exploitant d'élevateur à grains.	Titre relatif au grain
Payment	(3) If the owner of grain in storage has sold it to the grain elevator operator or through the grain elevator operator as the owner's agent to any other person, the grain elevator operator shall ensure that the owner receives payment as promptly and in such manner as is specified in the regulations.	(3) L'exploitant d'élevateur à grains s'assure que le propriétaire du grain qui est entreposé et que ce dernier lui a vendu ou qu'il a vendu à un tiers par son entremise à titre de mandataire reçoive le paiement dans le délai et selon les modalités prévus dans les règlements.	Paiement
Delayed price sale	(4) Despite anything in this Act, if the owner of grain in storage agrees to sell it through a basis or delayed price contract, payment to the owner by the grain elevator operator of the percentage of the market price that is prescribed by the regulations shall be deemed to be due compensation for the purposes of the definition of "stored" in section 1.	(4) Malgré les dispositions de la présente loi, si le propriétaire du grain entreposé convient de vendre ce grain à un prix de base ou à un prix différé fixés par contrat, le paiement au propriétaire par l'exploitant d'élevateur à grains du pourcentage prescrit par les règlements, relatif à la valeur marchande, est réputé constituer le produit de la vente pour l'application de la définition du terme «entreposé» qui figure à l'article 1.	Prix de vente différé
	14. (1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and in the eighth line and substituting "grain" in each case.	14. (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» à la cinquième ligne et par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la huitième ligne.	
	(2) Subsection 20 (2) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".	(2) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est modifié par substitution de «pour le grain entreposé» à «de produits de la ferme entreposés» aux cinquième et sixième lignes.	
	(3) Subsection 20 (3) of the Act is repealed and the following substituted:	(3) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Certificate of insurance	(3) Every grain elevator operator shall furnish to the chief inspector a certificate showing the insurance coverage mentioned in subsection (1) forthwith after the coverage comes into force.	(3) L'exploitant d'élevateur à grains fournit à l'inspecteur en chef un certificat attestant qu'il a souscrit un contrat d'assurance qui couvre les risques mentionnés au paragraphe (1). Il fournit ce certificat sans délai, aussitôt que le contrat entre en vigueur.	Certificat d'assurance
	(4) Subsection 20 (4) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and substituting "grain".	(4) Le paragraphe 20 (4) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.	
	(5) Subsection 20 (6) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".	(5) Le paragraphe 20 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux cinquième et sixième lignes.	
	15. (1) Subsection 21 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third line and substituting "grain".	15. (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la quatrième ligne.	
	(2) Subsection 21 (2) of the Act is repealed and the following substituted:	(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Storage in another elevator	(2) A grain elevator operator who contracts for storage facilities with another grain elevator operator licensed under this Act or any Act of the Parliament of Canada may store in the facilities grain received for storage at the operator's own elevator.	(2) S'il conclut un contrat en vue d'utiliser les installations d'entreposage appartenant à un autre exploitant d'élevateur à grains titulaire d'un permis aux termes de la présente loi ou d'une loi du Parlement du Canada, l'exploitant d'élevateur à grains peut entreposer	Entreposage dans un autre élévateur

(3) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out “farm produce stored” in the fifth line and substituting “grain stored”.

(4) Subsection 21 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) With the written consent of the chief inspector, a grain elevator operator may store grain on unlicensed premises on the conditions that the chief inspector determines.

Storage on
unlicensed
premises

16. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

22. Every grain elevator operator shall have at all times in the operator's grain elevator or in storage facilities arranged under subsection 21 (2) or (4) amounts of grain of each kind and grade that at least equal the total amounts of outstanding grain storage receipts and weigh tickets issued by the operator.

Correspond-
ence to
receipts

17. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

24. Unless it is agreed in writing to the contrary, grain stored in a grain elevator is not subject to any lien, charge or set-off other than for charges related to the storage and handling of the grain, including storage charges, elevation charges, conditioning charges, transportation charges and advance payments respecting the grain.

No lien

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. The *Warehouse Receipts Act* and section 2 of the *Factors Act* do not apply to grain in the possession of a grain elevator operator for storage or to a document of title to the grain.

Non-applica-
tion

19. (1) Section 26 of the Act is amended by striking out “farm produce” in the third line and substituting “grain”.

(2) Clauses 26 (e), (f), (g), (h), (i) and (j) of the Act are repealed and the following substituted:

(e) order the operation of a grain elevator to cease until the actual amount of grain in storage can be ascertained and, for such purpose, cause any storage bins to be sealed;

(f) seize the grain wherever it is located or such quantity of it as is necessary to

dans ces installations le grain qu'il a reçu pour entreposage à son propre élévateur.

(3) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la sixième ligne.

(4) Le paragraphe 21 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) L'exploitant d'élévateur à grains peut, avec l'autorisation écrite de l'inspecteur en chef et aux conditions que celui-ci précise, entreposer du grain dans des locaux qui ne font pas l'objet d'un permis.

Locaux qui
ne font pas
l'objet d'un
permis

16. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. L'exploitant d'élévateur à grains a, en tout temps, dans son élévateur à grains ou dans les installations d'entreposage qu'il a prévues en vertu du paragraphe 21 (2) ou (4), des quantités de grain de chaque type et qualité correspondant au moins aux quantités totales indiquées sur les récépissés d'entreposage de grains et les billets de pesée en circulation qu'il a délivrés.

Correspond-
ance des
reçus

17. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. Sous réserve d'un accord écrit stipulant le contraire, le grain entreposé dans un élévateur à grains n'est assujéti à aucun privilège, ni à aucune sûreté ou compensation sauf aux frais d'entreposage et de manutention du grain, y compris les frais d'entreposage, d'élevation, de conditionnement, de transport et les frais de paiement anticipé relatifs au grain.

Aucune
sûreté

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. La *Loi sur les récépissés d'entrepôt* et l'article 2 de la *Loi sur les commissionnaires* ne s'appliquent pas au grain que possède un exploitant d'élévateur à grains pour entreposage ni au document attestant le titre de ce grain.

Non-applica-
tion

19. (1) L'article 26 de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.

(2) Les alinéas 26 e), f), g), h), i) et j) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

e) ordonner la suspension de l'exploitation de l'élévateur à grains jusqu'à ce que la quantité réelle de grain qui y est entreposé soit déterminée et, à cette fin, apposer les scellés sur des cellules d'entreposage données;

f) saisir le grain là où il se trouve ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de

- protect the interests of the owners of the stored grain;
- (g) remove the grain seized under clause (f) from a grain elevator and arrange for its storage in another licensed grain elevator;
- (h) distribute the stored grain to the owners on a proportionate basis;
- (i) sell the seized grain or a sufficient quantity of it to protect the interests of the grain owners and distribute the proceeds of the sale of the grain proportionately among the owners; and
- (j) insure the grain with an insurer licensed under the *Insurance Act* as trustee for the grain owners.

(3) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) Upon arranging for the storage of grain in another licensed grain elevator under clause (1) (g), the chief inspector shall obtain grain storage receipts from the operator of the grain elevator in the name of the owners of the grain.

20. (1) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, the Agency may make regulations,

(2) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

- (a.01) designating any farm product as grain for the purpose of this Act;
- (a.02) prescribing the powers of inspectors.

(3) Clause 28 (1) (a) of the Act is amended by striking out "and the fees payable therefor" in the third line.

(4) Clause 28 (1) (b.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

protéger les intérêts des propriétaires du grain entreposé;

- g) enlever le grain saisi en vertu de l'alinéa f) d'un élévateur à grains et prendre les dispositions pour son entreposage dans un autre élévateur à grains qui fait l'objet d'un permis;
- h) répartir le grain entreposé proportionnellement entre les propriétaires de celui-ci;
- i) vendre le grain saisi ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de protéger les intérêts des propriétaires du grain et répartir le produit de la vente du grain proportionnellement entre les propriétaires;
- j) souscrire un contrat d'assurance pour le grain auprès d'un assureur titulaire d'un permis aux termes de la *Loi sur les assurances* agissant ainsi à titre de fiduciaire pour le compte des propriétaires du grain.

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dès qu'il a pris, en vertu de l'alinéa (1) g), les dispositions pour l'entreposage du grain dans un autre élévateur à grains faisant l'objet d'un permis, l'inspecteur en chef obtient des récépissés d'entreposage de grains de l'exploitant de l'élévateur à grains au nom des propriétaires du grain.

20. (1) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, l'Agence peut, par règlement :

(2) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- a.01) désigner tout produit de la ferme comme étant du grain pour l'application de la présente loi;
- a.02) prescrire les pouvoirs des inspecteurs.

(3) L'alinéa 28 (1) a) de la Loi est modifié par suppression de «et les droits y afférents» aux deuxième et troisième lignes.

(4) L'alinéa 28 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

Receipt for
stored grain

Récépissé
pour grain
entreposé

(5) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

(c) requiring dealers or any class of dealers to furnish security or proof of financial responsibility to the chief inspector and providing for the forfeiture and disposition of security that is furnished;

(c.1) requiring dealers or operators of grain elevators or any class of them to keep the books and records, to make the reports or to furnish the information specified in the regulations.

(6) Clauses 28 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed and the following substituted:

(j) prescribing services or acts that the chief inspector may perform at any time to protect grain or deal with the proceeds from the sale of grain delivered for storage to a grain elevator;

(k) prescribing the time and manner in which payment shall be made for grain sold.

(7) Clauses 28 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

(m) exempting any person, class of person, grain or class of grain from any provision of this Act or the regulations.

(8) Subsection 28 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

21. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(5) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

c) exiger des marchands ou d'une catégorie de ceux-ci qu'ils fournissent à l'inspecteur en chef un cautionnement ou la preuve d'une saine gestion financière et prévoir la confiscation et la disposition des cautionnements ainsi fournis;

c.1) exiger des marchands ou des exploitants d'élevateur à grains, ou d'une catégorie de ceux-ci, qu'ils tiennent les registres et les dossiers, qu'ils rédigent les rapports ou qu'ils fournissent les renseignements précisés dans les règlements.

(6) Les alinéas 28 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

j) prescrire les services que peut assurer l'inspecteur en chef ou les mesures qu'il peut prendre afin de protéger le grain ou de disposer du produit de la vente du grain livré pour entreposage à un élévateur à grains;

k) prescrire les délais et les modalités selon lesquels le paiement du grain vendu est effectué.

(7) L'alinéa 28 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

m) soustraire à l'application de la présente loi ou des règlements toute personne ou toute catégorie de personnes, tout grain ou toute catégorie de grain.

(8) Le paragraphe 28 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

21. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Commence-
ment

Entrée en
vigueur

SCHEDULE G
AMENDMENTS TO THE LIVESTOCK
BRANDING ACT

1. The title of the *Livestock Branding Act* is repealed and the following substituted:

LIVESTOCK IDENTIFICATION ACT

2. (1) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Association” means the Ontario Cattlemen’s Association. (“Association”)

(2) The definition of “livestock” in section 1 of the Act is amended by adding at the end “made under this Act”.

(3) The definitions of “Ministry” and “regulations” in section 1 of the Act are repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

1.1 (1) The Association is responsible for the administration and enforcement of this Act.

(2) The Association may establish and collect fees related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this Act.

4. (1) Subsections 2 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) No person shall brand livestock except with a brand allotted by the Association and to which the person is entitled under this Act.

(2) The Association shall record every brand that it allots.

(2) Subsection 2 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) An owner of a brand may transfer the ownership of it to any person upon applying to the Association and complying with the requirements specified by the Association for making the transfer.

5. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “Ministry” in the second line and substituting “Association”.

6. Section 4.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed.

7. Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed and the following substituted:

5. The Association shall be the recorder of brands and shall receive applications, keep a record of all brands allotted and make trans-

ANNEXE G
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
MARQUAGE DU BÉTAIL

1. Le titre de la *Loi sur le marquage du bétail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR L'IDENTIFICATION DU BÉTAIL

2. (1) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Association» L'association appelée Ontario Cattlemen's Association. («Association»)

(2) La définition de «bétail» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par adjonction de «pris en application de la présente loi».

(3) Les définitions de «ministère» et «règlements» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) L'Association est chargée de l'application et de l'exécution de la présente loi.

(2) L'Association peut fixer et percevoir des droits liés à l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi.

4. (1) Les paragraphes 2 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Nul ne doit marquer du bétail à moins d'utiliser une marque attribuée par l'Association et d'y avoir droit en vertu de la présente loi.

(2) L'Association inscrit chaque marque qu'elle attribue.

(2) Le paragraphe 2 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le propriétaire d'une marque peut en céder la propriété à une autre personne après avoir fait une demande à cet effet à l'Association et s'être conformé aux conditions fixées par l'Association pour effectuer la cession.

5. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de l'Association» à «du ministère» à la deuxième ligne.

6. L'article 4.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

7. L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. L'Association est responsable de l'inscription des marques. Elle reçoit les demandes, inscrit dans un registre les marques

Administra-
tion

Fees

Branding of
livestock

Recording
brand

Transfer of
brand

Record of all
brands

Application

Droits

Marquage
du bétail

Inscription
de la marque

Cession de
marque

Inscription
de toutes les
marques

fers and cancellations in accordance with this Act.

8. Section 6 of the Act is repealed.

9. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

7. The Minister may make regulations prescribing additional classes of animals as livestock for the purpose of this Act.

10. (1) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. A person is guilty of an offence if the person,

(2) Clause 8 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) improperly and wrongfully brands or causes to be branded any livestock with a brand that has been recorded as required by this Act and that has not been cancelled under this Act; or

(3) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion after clause (d).

11. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

attribuées et effectue les cessions et les annulations conformément à la présente loi.

8. L'article 6 de la Loi est abrogé.

9. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. Le ministre peut, par règlement, prescrire comme bétail d'autres catégories d'animaux pour l'application de la présente loi.

10. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Est coupable d'une infraction quiconque :

(2) L'alinéa 8 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) marque ou fait marquer du bétail de façon irrégulière et fautive au moyen d'une marque inscrite comme l'exige la présente loi et qui n'a pas été annulée en vertu de celle-ci;

(3) La version anglaise de l'article 8 de la Loi est modifiée par suppression du passage qui suit l'alinéa d).

11. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Regulations

Règlements

Commence-
ment

Entrée en
vigueur

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE MILK ACT

1. Section 6.1 of the *Milk Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is repealed and the following substituted:

Regulations

6.1 Subject to the Minister's approval, the Commission may make regulations,

- (a) amending plans for the control and regulation of the producing or marketing within Ontario, or any part of Ontario, of milk, cream or cheese, or any combination of them;
- (b) constituting marketing boards to administer the plans mentioned in clause (a) or amending the constitution of the marketing boards.

2. (1) Paragraph 41 of subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 41. authorizing a marketing board to conduct a pool or pools for the distribution to producers of money received from the sale of the regulated product, as adjusted under subsection (5.1), so that each producer receives a share of the money in relation to the amount, content and grade of the regulated product supplied by the producer and the amount and type of quota held by the producer.

(2) Section 7 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 53, section 2 and 1994, chapter 27, section 30, is further amended by adding the following subsection:

Adjustments
to pool

(5.1) A marketing board conducting a pool under paragraph 41 of subsection (1) may add to the pool money received under an agreement made under section 28 and may deduct from the pool all proper expenses related to the pool, including money paid out under the agreement.

3. (1) Subsection 19 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Commission may make regulations,

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR LE LAIT

1. L'article 6.1 de la *Loi sur le lait*, tel qu'il est adopté par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.1 Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement :

Règlements

- a) modifier les plans visant à régir et à réglementer, en Ontario ou dans une partie de cette province, la production ou la commercialisation du lait, de la crème, du fromage ou d'une combinaison quelconque de ceux-ci;
- b) créer des commissions de commercialisation chargées d'administrer les plans visés à l'alinéa a) ou modifier l'acte constitutif de ces commissions.

2. (1) La disposition 41 du paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 41. autoriser la commission de commercialisation à diriger la mise en commun en un seul ou plusieurs fonds afin de distribuer aux producteurs l'argent provenant de la vente du produit réglementé, après les rajustements visés au paragraphe (5.1), de façon que chaque producteur en reçoive une part basée sur la quantité, le contenu et la qualité du produit réglementé qu'il a fourni et la quantité et la nature du contingent qui lui a été alloué.

(2) L'article 7 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 53 des Lois de l'Ontario de 1991 et par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) La commission de commercialisation qui dirige la mise en commun d'un fonds visé à la disposition 41 du paragraphe (1) peut verser dans le fonds l'argent provenant d'une entente conclue en vertu de l'article 28 et peut retrancher du fonds les frais légitimes liés au fonds, y compris les sommes d'argent prélevées sur le fonds en vertu de l'entente.

Rajustements

3. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) La Commission peut, par règlement :

(2) Subsection 19 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is amended by striking out "Lieutenant Governor in Council" in the third and fourth lines and substituting "Commission".

4. Section 28 of the Act and the heading preceding it are repealed and the following substituted:

Agreements
with other
governments

28. (1) The Minister, the Commission or a marketing board may make agreements for the co-ordinated marketing of milk or milk products with one or more of the Government of Canada, the Canadian Dairy Commission, the government of any province of Canada and any of its agencies or commodity boards.

Contents of
agreements

(2) The agreements may provide for the pooling of revenue and may authorize the Commission or marketing board to perform, on behalf of the Government of Canada or the Canadian Dairy Commission, any function relating to interprovincial or export trade in a regulated product in respect of which the Commission or marketing board, as the case may be, may exercise powers in intra-provincial trade.

Levies for
agency

29. (1) In this section, "promotion-research agency" means a promotion-research agency established under the *Farm Products Agencies Act* (Canada).

Commis-
sion's recom-
mendation

(2) If the Commission is of the opinion that a majority of the producers in Ontario of a milk product are in favour of a levy or charge to support a promotion-research agency, the Commission may recommend to the Minister that the levy or charge be established.

Levy on a
milk product

(3) The Minister may, by regulation, grant to a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of the milk product in Ontario,

(a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the milk product; and

(b) to use the levies or charges for the purpose of the agency.

Levy on
regulated
product

(4) The Minister may, by regulation, grant to the Canadian Dairy Commission or a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of a regulated product in Ontario,

(2) Le paragraphe 19 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «la Commission» à «le lieutenant-gouverneur en conseil» aux troisième et quatrième lignes.

4. L'article 28 de la Loi et le titre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

28. (1) Le ministre, la Commission ou une commission de commercialisation peut conclure des ententes pour la commercialisation concertée du lait ou des produits du lait avec le gouvernement du Canada, la Commission canadienne du lait, le gouvernement d'une province du Canada et l'une de ses commissions de produits agricoles ou agences.

(2) Les ententes peuvent prévoir la mise en commun des recettes et peut autoriser la Commission ou la commission de commercialisation à exercer, au nom du gouvernement du Canada ou de la Commission canadienne du lait, les fonctions relatives au commerce interprovincial ou au commerce d'exportation d'un produit réglementé à l'égard duquel la Commission ou la commission de commercialisation, selon le cas, est autorisée à exercer des pouvoirs en matière de commerce interprovincial.

29. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«agence de promotion et de recherche» Office créé en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (Canada).

(2) Si la Commission est d'avis qu'en Ontario la majorité des producteurs d'un produit du lait sont favorables à l'imposition de taxes ou de redevances pour assurer le soutien d'une agence de promotion et de recherche, la Commission peut recommander au ministre la création de ces taxes ou redevances.

(3) Le ministre peut, par règlement, accorder à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation du produit du lait en Ontario :

a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit du lait et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;

b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de l'agence.

(4) Le ministre peut, par règlement, accorder à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation d'un produit réglementé en Ontario :

Ententes
avec d'autres
gouvernements

Contenu des
ententes

Droits aux
fins de
l'agence

Recommen-
dation de la
Commission

Taxes sur
un produit
du lait

Taxes sur
un produit
réglementé

Contents of
regulation

- (a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the regulated product; and
 - (b) to use the levies or charges for the purpose of the Canadian Dairy Commission or the agency, as the case may be.
- (5) A regulation made under this section may,
- (a) specify conditions relating to the granting of the authority described in the regulation, including limits on the amount of the levies and charges that may be imposed under the authority;
 - (b) require that a person who receives a milk product shall deduct from the money payable for the milk product the levies or charges that are payable and shall forward them to the Canadian Dairy Commission or the promotion-research agency, as the case may be, to whom they are payable or to the agent of the body to whom they are payable; and
 - (c) specify terms for the payment of the levies or charges.

Commence-
ment

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit réglementé et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;
 - b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de la Commission canadienne du lait ou de l'agence, selon le cas.
- (5) Un règlement pris en application du présent article peut :
- a) préciser les conditions d'attribution des pouvoirs mentionnés dans le règlement, notamment les limites au montant des taxes et redevances qui peuvent être imposées en vertu de ces pouvoirs;
 - b) exiger d'une personne qui reçoit un produit du lait qu'elle déduise, de l'argent payable pour le produit du lait, les taxes ou redevances payables et qu'elle verse ces taxes ou redevances à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche, selon le cas, à qui elles sont payables ou au mandataire de l'organisme à qui elles sont payables;
 - c) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances.

Contenu du
règlement

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE I AMENDMENTS TO THE PLANT DISEASES ACT

1. (1) The definitions of “dealer in nursery stock”, “licence” and “nursery” in section 1 of the *Plant Diseases Act* are repealed.

(2) The definition of “inspector” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“inspector” means an inspector appointed under this Act. (“inspecteur”)

(3) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, is repealed.

2. Sections 2 and 3 of the Act are repealed and the following substituted:

2. No person shall transport, ship, sell, offer for sale or have in the person's possession for sale any plant having a plant disease.

3. Sections 5 to 8 of the Act are repealed.

4. Sections 9, 10 and 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, and section 12 of the Act are repealed.

5. Subsection 13 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Subject to subsection (2), an inspector may, between sunrise and sunset, for the purpose of inspecting for plant diseases,

- (a) enter any land, premises, vehicle or vessel in or on which the inspector has reason to believe there are plants or anything relating to plants;
- (b) inspect the land, premises, vehicle, vessel or any plants located in or on them; or
- (c) inspect any containers, implements, machinery, books or records relating to plants located in or on them.

6. Section 16, and section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, are repealed and the following substituted:

16. Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations or any

ANNEXE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MALADIES DES PLANTES

1. (1) Les définitions de «fournisseur de plants de pépinière», «pépinière» et «permis» qui figurent à l'article 1 de la *Loi sur les maladies des plantes* sont abrogées.

(2) La définition de «inspecteur» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu de la présente loi. («inspecteur»)

(3) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

2. Les articles 2 et 3 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. Nul ne doit transporter, expédier, vendre, mettre en vente ou posséder à des fins de vente une plante atteinte d'une maladie des plantes.

3. Les articles 5 à 8 de la Loi sont abrogés.

4. Les articles 9, 10 et 11 de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et l'article 12 de la Loi sont abrogés.

5. Le paragraphe 13 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sous réserve du paragraphe (2), l'inspecteur peut, entre le lever et le coucher du soleil, à des fins d'inspection en vue de découvrir une maladie des plantes :

- a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu ou entrer dans un véhicule ou un navire s'il est fondé à croire que des plantes ou quoi que ce soit qui se rapporte à des plantes s'y trouvent;
- b) procéder à l'inspection de ce bien-fonds, de ce lieu, de ce véhicule ou de ce navire ainsi que des plantes qui s'y trouvent;
- c) procéder à l'inspection des contenants, appareils, machines, livres ou dossiers qui se rapportent aux plantes et qui se trouvent dans le bien-fonds, le lieu, le véhicule ou le navire.

6. L'article 16, et l'article 17 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

16. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements ou un ordre

No dealing
with diseased
plants

Power of
entry

Aucune
opération
relative aux
plantes
malades

Pouvoir de
pénétrer

Offences

Infractions

order of an inspector or the Provincial Entomologist is guilty of an offence.

Regulations

- 17.** The Minister may make regulations,
- (a) designating plant diseases for the purpose of this Act;
 - (b) providing for the establishment of plant disease control areas;
 - (c) providing for the control or eradication of any plant disease in any plant disease control area or in any other area;
 - (d) specifying the duties and obligations of persons owning or occupying land or premises in any area mentioned in clause (c).

Commence-
ment

7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

donné par un inspecteur ou par l'entomologiste provincial est coupable d'une infraction.

Règlements

- 17.** Le ministre peut, par règlement :
- a) désigner les maladies qui constituent des maladies des plantes pour l'application de la présente loi;
 - b) prévoir des zones de lutte contre les maladies des plantes;
 - c) prévoir la lutte contre les maladies des plantes, ou l'éradication de celles-ci, dans une zone de lutte contre les maladies des plantes ou dans une autre zone;
 - d) préciser les fonctions et obligations des propriétaires ou occupants de biens-fonds ou de lieux situés dans une zone visée à l'alinéa c).

7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE J
REPEAL OF VARIOUS ACTS**

Repeals	1. (1) The following are repealed:
	1. The <i>Abandoned Orchards Act</i> .
	2. Section 1 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(2) The following are repealed:
	1. The <i>Agricultural Rehabilitation and Development Act (Ontario)</i> .
	2. Section 3 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(3) The <i>Farm Income Stabilization Act</i> is repealed.
Same	(4) The following are repealed:
	1. The <i>Fur Farms Act</i> .
	2. Section 22 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(5) The <i>Junior Farmer Establishment Act</i> is repealed.
Same	(6) The <i>Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act</i> is repealed.
Same	(7) The following are repealed:
	1. The <i>Oleomargarine Act</i> .
	2. Section 32 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(8) The following are repealed:
	1. The <i>Riding Horse Establishments Act</i> , as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule.
	2. Section 36 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Commence- ment	2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE J
ABROGATION DE LOIS DIVERSES**

1. (1) Sont abrogés :	Abrogations
1. La <i>Loi sur les vergers abandonnés</i> .	
2. L'article 1 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(2) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles (Ontario)</i> .	
2. L'article 3 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(3) La <i>Loi sur la stabilisation des revenus agricoles</i> est abrogée.	Idem
(4) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure</i> .	
2. L'article 22 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(5) La <i>Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs</i> est abrogée.	Idem
(6) La <i>Loi sur l'enregistrement des droits sur les biens-fonds agricoles des non-résidents</i> est abrogée.	Idem
(7) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la margarine</i> .	
2. L'article 32 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(8) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les centres d'équitation</i> , telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993.	
2. L'article 36 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur

ALON
AB
156



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
45 ELIZABETH II, 1996

Bill 46

(Chapter 17
Statutes of Ontario, 1996)

**An Act to amend or revoke various
statutes administered by or affecting
the Ministry of Agriculture, Food
and Rural Affairs and to enact other
statutes administered by the Ministry**

Projet de loi 46

(Chapitre 17
Lois de l'Ontario de 1996)

**Loi modifiant ou abrogeant diverses
lois appliquées par le ministère de
l'Agriculture, de l'Alimentation et des
Affaires rurales, ou qui touchent ce
ministère, et visant à édicter d'autres
lois appliquées par le ministère**

The Hon. N. Villeneuve

Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

L'honorable N. Villeneuve

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation
et des Affaires rurales



1st Reading	May 2, 1996
2nd Reading	June 19, 1996
3rd Reading	June 27, 1996
Royal Assent	June 27, 1996

1 ^{re} lecture	2 mai 1996
2 ^e lecture	19 juin 1996
3 ^e lecture	27 juin 1996
Sanction royale	27 juin 1996



An Act to amend or revoke various statutes administered by or affecting the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs and to enact other statutes administered by the Ministry

Loi modifiant ou abrogeant diverses lois appliquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ou qui touchent ce ministère, et visant à édicter d'autres lois appliquées par le ministère

CONTENTS

1. Enactment of schedules
2. Commencement
3. Short title
- Schedule A *AgriCorp Act, 1996*
- Schedule B *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996*
- Schedule C *Crop Insurance Act, 1996*
- Schedule D *Amendments to the Farm Products Grades and Sales Act*
- Schedule E *Amendments to the Game and Fish Act*
- Schedule F *Amendments to the Grain Elevator Storage Act*
- Schedule G *Amendments to the Livestock Branding Act*
- Schedule H *Amendments to the Milk Act*
- Schedule I *Amendments to the Plant Diseases Act*
- Schedule J *Repeal of various Acts*

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, B and C, are hereby enacted.

(2) The *AgriCorp Act, 1996*, the *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996* and the *Crop Insurance Act, 1996*, as set out in Schedules A, B and C respectively, are hereby enacted.

2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule.

SOMMAIRE

1. Édition des annexes
2. Entrée en vigueur
3. Titre abrégé
- Annexe A *Loi de 1996 sur AgriCorp*
- Annexe B *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation*
- Annexe C *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte*
- Annexe D *Modification de la Loi sur le classement et la vente des produits agricoles*
- Annexe E *Modification de la Loi sur chasse et la pêche*
- Annexe F *Modification de la Loi sur l'entreposage du grain*
- Annexe G *Modification de la Loi sur le marquage du bétail*
- Annexe H *Modification de la Loi sur le lait*
- Annexe I *Modification de la Loi sur les maladies des plantes*
- Annexe J *Abrogation de lois diverses*

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, B et C.

(2) Sont édictées par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur AgriCorp*, la *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation* et la *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte*, telles qu'elles figurent aux annexes A, B et C respectivement.

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

Enactment of schedules

New Acts

Commencement

Schedules

Édition des annexes

Nouvelles lois

Entrée en vigueur

Annexes

Parts of schedules	(3) If a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.	(3) Si une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe.	Parties des annexes
Multiple proclama- tions	(4) Proclamations under subsection (3) may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.	(4) Les proclamations visées au paragraphe (3) peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de l'annexe.	Procla- mations multiples
Short title	3. The short title of this Act is the <i>Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs Statute Law Amendment Act, 1996</i> .	3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1996 modifiant des lois en ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales</i> .	Titre abrégé

SCHEDULE A
AGRICORP ACT, 1996

AgriCorp established	1. (1) There is hereby established a corporation without share capital to be known in English and French as AgriCorp.	
Members	(2) AgriCorp shall consist of as many members, not fewer than five, as the Lieutenant Governor in Council may appoint.	
Term of appointment	(3) The members shall be appointed during the pleasure of the Lieutenant Governor in Council for a term of not more than three years.	
Non-application	(4) The <i>Corporations Act</i> , the <i>Corporations Information Act</i> and the <i>Insurance Act</i> do not apply to AgriCorp or corporations constituted under subsection 16 (1).	
Objects	2. The objects of AgriCorp are, (a) to administer plans of crop insurance under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> , 1996, and to perform the duties conferred on it by that Act; and (b) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, any order of the Lieutenant Governor in Council or the Governor in Council or any agreement made between, (i) the Government of Ontario or any of its agencies, and (ii) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.	
Powers	3. (1) For the purpose of carrying out its objects, AgriCorp has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.	
Additional powers	(2) AgriCorp may, (a) establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties; (b) establish and collect penalties for the late payment of the fees and service charges mentioned in clause (a); and (c) on such conditions as it considers proper, lend money between the funds that it administers, if it administers more than one fund.	
Borrowing, guarantees	(3) Except with the approval of the Minister of Finance, AgriCorp may not borrow money or guarantee the repayment, in whole	

ANNEXE A
LOI DE 1996 SUR AGRICORP

	1. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée AgriCorp en français et en anglais.	Création d'AgriCorp
	(2) AgriCorp se compose de cinq membres ou plus que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.	Membres
	(3) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat ne dépasse pas trois ans.	Mandat des membres
	(4) La <i>Loi sur les personnes morales</i> , la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> et la <i>Loi sur les assurances</i> ne s'appliquent pas à AgriCorp ni aux personnes morales créées en vertu du paragraphe 16 (1).	Non-application
	2. Les objets d'AgriCorp sont les suivants : a) gérer les régimes d'assurance-récolte visés par la <i>Loi de 1996 sur l'assurance-récolte</i> (Ontario) et exercer les fonctions qui lui sont conférées par cette loi; b) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouverneur en conseil ou par des accords conclus entre : (i) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes, (ii) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.	Objets
	3. (1) Afin de réaliser ses objets, AgriCorp a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'impose la présente loi.	Capacité et pouvoirs
	(2) AgriCorp peut : a) fixer et percevoir les droits et frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs ou de ses fonctions; b) fixer et percevoir les amendes en cas de paiement en retard des droits et des frais de gestion visés à l'alinéa a); c) aux conditions qu'elle juge opportunes, prêter des sommes entre les fonds qu'elle gère, si elle en gère plus d'un.	Pouvoirs supplémentaires
	(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, AgriCorp ne peut pas contracter des emprunts ni garantir le paiement, en totalité	Emprunts, garanties

or in part, of a loan made by any person other than itself.

Investments

(4) AgriCorp may not invest any part of its money in any investment other than,

- (a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,
 - (i) Canada, Ontario or another province of Canada,
 - (ii) a municipality in Canada,
 - (iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,
 - (iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;
- (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or
- (c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.

Corporations, agreements

(5) Except with the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, a member of AgriCorp, either alone or together with other persons, may not,

- (a) create corporations that have any of the objects of AgriCorp; or
- (b) enter into agreements with the Government of Canada or any of its agencies for the encouragement of agriculture or food.

Agreements

(6) AgriCorp may exercise any powers and perform any duties conferred on it under any agreement made between,

- (a) the Government of Ontario or any of its agencies; and
- (b) any one or more of the Government of Canada, any of its agencies, AgriCorp or any person.

ou en partie, d'un emprunt contracté par quiconque, sauf elle-même.

Placements

(4) AgriCorp ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans :

- a) des billets, des obligations, des débetures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :
 - (i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,
 - (ii) une municipalité canadienne,
 - (iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,
 - (iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'examen par un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;
- b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;
- c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.

(5) Sauf avec l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, un membre d'AgriCorp ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, faire ce qui suit :

Personnes morales, accords

- a) créer des personnes morales qui ont des objets quelconques d'AgriCorp;
- b) conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.

(6) AgriCorp peut exercer les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par des accords conclus entre :

Accords

- a) d'une part, le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes;
- b) et d'autre part, le gouvernement du Canada, l'un de ses organismes, AgriCorp ou une personne, ou une combinaison quelconque de ceux-ci.

Not regulations	(7) The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in subsection (6) shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature	(7) Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au paragraphe (6) sont réputés de nature administrative et non législative.	Aucun statut de règlement
Inquiry	(8) AgriCorp may inquire into any matter relating to its objects and for that purpose has the powers that Part II of the <i>Public Inquiries Act</i> confers on a commission, and that Part applies to the inquiry as if it were an inquiry under that Act.	(8) AgriCorp peut enquêter sur toute question se rapportant à ses objets et, à cette fin, a les pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> , et cette partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête menée en vertu de cette loi.	Enquête
Disclosure of personal information	(9) Despite section 41 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , if AgriCorp collects personal information from an individual for the purpose of a plan that it administers, it may use the information for the purpose of any other plan relating to the individual that it administers.	(9) Malgré l'article 41 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> , si AgriCorp recueille des renseignements personnels d'un particulier aux fins d'un régime que gère Agricorp, elle peut utiliser ces renseignements aux fins de tout autre régime qu'elle gère et qui concerne le particulier.	Divulgence de renseignements personnels
Board of directors	4. (1) The board of directors of AgriCorp consists of all of the members of AgriCorp.	4. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp se compose de tous les membres d'AgriCorp.	Conseil d'administration
Management	(2) The board shall manage and control the affairs of AgriCorp.	(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités d'Agricorp.	Administration
Chair and vice-chairs	(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one of the members of the board as chair and one or more of the members as vice-chairs of the board.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du conseil à la présidence du conseil et un ou plusieurs autres à la vice-présidence.	Président et vice-présidents
Quorum	(4) A majority of the members constitute a quorum of the board.	(4) La majorité des membres du conseil constitue le quorum.	Quorum
Minister's directives	5. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may issue directives in writing to AgriCorp on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.	5. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales peut donner des directives par écrit à AgriCorp sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à AgriCorp.	Directives du ministre
Implementation	(2) The board of directors of AgriCorp shall ensure that AgriCorp implements the directives promptly and efficiently.	(2) Le conseil d'administration d'AgriCorp veille à ce qu'AgriCorp mette les directives en application promptement et efficacement.	Mise en application
By-laws	6. (1) The board of directors of AgriCorp may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of AgriCorp, including by-laws to establish committees.	6. (1) Le conseil d'administration d'AgriCorp peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités d'Agricorp, notamment des règlements administratifs qui créent des comités.	Règlements administratifs
Committees	(2) The board may establish a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.	(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.	Comités
Payments to members	7. (1) Members of AgriCorp who are not employed in the public service of Ontario shall receive remuneration and reimbursement for the expenses that they incur in the course of their duties.	7. (1) Les membres d'AgriCorp qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario reçoivent une rémunération et un remboursement des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.	Paiements aux membres
Amount	(2) AgriCorp shall pay the remuneration and expenses out of its general fund in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) AgriCorp verse la rémunération et rembourse les frais en prélevant sur son fonds d'administration générale des montants con-	Montant

Crown agency	8. AgriCorp is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	8. AgriCorp est un mandataire de la Couronne et elle ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	9. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of AgriCorp or employee appointed to the service of AgriCorp for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	9. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre d'AgriCorp ou un employé nommé au service d'AgriCorp pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	10. Except with the consent of AgriCorp, no member of AgriCorp shall be required to give testimony in any proceedings with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.	10. Sauf avec l'autorisation d'AgriCorp, les membres d'AgriCorp ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement aux renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions.	Dispense de témoigner
Payments received	11. (1) The Minister of Finance may, (a) reimburse AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that AgriCorp makes under a guarantee that it has given; or (b) make loans to AgriCorp out of the Consolidated Revenue Fund.	11. (1) Le ministre des Finances peut : a) soit rembourser à AgriCorp, sur le Trésor, les paiements qu'elle effectue aux termes d'une garantie qu'elle a donnée; b) soit consentir des prêts sur le Trésor à AgriCorp.	Paiements
Guarantees	(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee, on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to AgriCorp, together with interest on the loan.	(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à AgriCorp, y compris les intérêts s'y rapportant.	Garanties
Funds	12. Subject to subsection 3 (4), AgriCorp shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the <i>Bank Act</i> (Canada).	12. Sous réserve du paragraphe 3 (4), AgriCorp conserve tous les fonds qu'elle gère dans une banque visée à l'annexe I de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada).	Fonds
Provincial Auditor	13. The accounts and financial transactions of AgriCorp shall be audited annually by the Provincial Auditor.	13. Les comptes et les opérations financières d'AgriCorp sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.	Vérificateur provincial
Annual report	14. (1) The board of directors of AgriCorp shall make a report annually, within 120 days after the end of AgriCorp's financial year, to the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs on the affairs of AgriCorp containing all information that the Minister may require.	14. (1) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice d'AgriCorp, le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales un rapport annuel sur les activités d'AgriCorp contenant tous les renseignements que le ministre exige.	Rapport annuel
Tabling	(2) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.	(2) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.	Dépôt

Other reports	(3) At the request of the Minister, the board of directors of AgriCorp shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.	(3) Le conseil d'administration d'AgriCorp présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.	Autres rapports
Regulations of AgriCorp	15. Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, AgriCorp may, in respect of its duties mentioned in clause 2 (b), make regulations,	15. Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, relativement aux fonctions visées à l'alinéa (2) b) :	Règlements pris par AgriCorp
	(a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 3 (2), that any class of persons is required to pay to AgriCorp or a corporation described in subsection 16 (1) or 3 (5);	a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais de gestion visés au paragraphe 3 (2), que doivent verser des catégories de personnes à AgriCorp ou à une personne morale visée au paragraphe 16 (1) ou 3 (5);	
	(b) specifying terms for the payment of the levies or charges;	b) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances;	
	(c) providing for the collection of the levies or charges by AgriCorp, the corporation to which they are payable or any class of persons; and	c) prévoir la perception des taxes ou redevances par AgriCorp, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes;	
	(d) requiring the person who collects the levies or charges to account for them to AgriCorp or the corporation to which they are payable.	d) exiger de la personne qui recouvre les taxes ou redevances qu'elle rende compte de celles-ci à AgriCorp ou à la personne morale à qui elles sont payables.	
Regulations for corporations	16. (1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation constitute corporations with such powers and duties as are considered conducive to the attainment of the corporation's objects and provide for their management.	16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer des personnes morales, leur conférer les pouvoirs et les fonctions qu'il estime de nature à favoriser la réalisation de leurs objets et pourvoir à leur gestion.	Règlements créant des personnes morales
Crown agent	(2) The Lieutenant Governor in Council may authorize a corporation mentioned in subsection (1) to act as an agent of the Crown in respect of programs, projects or matters that the Crown undertakes or carries out for the encouragement of agriculture or food.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser une personne morale visée au paragraphe (1) à agir en qualité de mandataire de la Couronne en ce qui concerne les programmes, les projets ou les affaires que la Couronne entreprend ou mène pour favoriser l'essor de l'agriculture ou de l'alimentation.	Mandataire de la Couronne
Transition	17. (1) Despite subsection 1 (2), the first members of AgriCorp are the members of The Crop Insurance Commission of Ontario in office immediately before section 1 comes into force.	17. (1) Malgré le paragraphe 1 (2), les premiers membres d'AgriCorp sont les membres de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 1.	Dispositions transitoires
Term of office	(2) Despite subsection 1 (3), the terms of office of the first members of AgriCorp expire on the day their terms of office as members of the Commission expire, unless the Lieutenant Governor in Council prescribes otherwise.	(2) Malgré le paragraphe 1 (3), le mandat des premiers membres d'AgriCorp expire le jour où expire leur mandat comme membres de la Commission, sauf prescription contraire du lieutenant-gouverneur en conseil.	Mandat
Special program	(3) Contracts that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with persons under the program established by Order in Council 298/91, as amended from time to time, under section 7 of the <i>Ministry of</i>	(3) Les contrats que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec des personnes dans le cadre du programme créé par le décret 298/91, tel qu'il est modifié, pris en application de l'article 7 de la <i>Loi sur le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales</i> ,	Programme spécial

Agriculture and Food Act are assigned to AgriCorp.

Reference to Minister (4) A reference to the Minister in the program or the contracts shall be deemed to be a reference to AgriCorp.

Commencement 18. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title 19. The short title of the Act set out in this Schedule is the *AgriCorp Act, 1996*.

mentation et des Affaires rurales sont cédés à AgriCorp.

(4) Une mention du ministre dans le programme ou les contrats est réputée une mention d'AgriCorp. Mention du ministre

18. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

19. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur AgriCorp*. Titre abrégé

SCHEDULE B
AGRICULTURE AND FOOD INSTITUTE
OF ONTARIO ACT, 1996

Definitions	1. In this Act, “agricultural lands” means those lands designated in the regulations made under this Act; (“terres agricoles”) “Director” means the person appointed as Director of the Institute; (“directeur”) “Institute” means the Agriculture and Food Institute of Ontario continued under this Act; (“Institut”) “Minister” means the Minister responsible for the administration of this Act. (“ministre”)
Institute continued	2. (1) The Agricultural Research Institute of Ontario is continued under the name Agriculture and Food Institute of Ontario in English and Institut ontarien d’agriculture et d’alimentation in French.
Body corporate	(2) The Institute is a body corporate responsible to the Minister.
Non-application	(3) The <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> do not apply to the Institute.
Members	(4) The Institute shall consist of as many members, not fewer than 13, that the Minister may appoint from among persons who meet the qualifications set out in the regulations made under this Act.
Term of appointment	(5) The members shall be appointed during the pleasure of the Minister for a term of not more than three years, but any member may be reappointed for any number of additional one year periods.
Head office	(6) The Institute shall have a head office in the City of Guelph or in such other location in Ontario as the Minister designates.
Objects	3. The objects of the Institute are, (a) to operate or to approve laboratories to do diagnostic, investigative, consultative or analytical testing for any person or organization related to animal health, plant health, food safety or the environment; (b) to provide educational and training courses in the areas of agriculture, horticulture, veterinary medicine, food and rural community development; (c) to inquire into programs of research, to recommend areas of research and to do

ANNEXE B
LOI DE 1996 SUR L'INSTITUT ONTARIEN
D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION

Définitions	1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. «directeur» La personne nommée au poste de directeur de l'Institut. («Director») «Institut» L'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation maintenu en vertu de la présente loi. («Institute») «ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister») «terres agricoles» Les terres désignées dans les règlements pris en application de la présente loi. («agricultural lands»)
Maintien de l'Institut	2. (1) L'Institut de recherche agricole de l'Ontario est maintenu sous le nom de Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation en français et sous le nom de Agriculture and Food Institute of Ontario en anglais.
Personne morale	(2) L'Institut est une personne morale responsable devant le ministre.
Non-application	(3) La <i>Loi sur les personnes morales</i> et la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> ne s'appliquent pas à l'Institut.
Membres	(4) L'Institut se compose de 13 membres ou plus que nomme le ministre parmi les personnes qui possèdent les qualités requises énoncées dans les règlements pris en application de la présente loi.
Mandat des membres	(5) Les membres sont nommés à titre amovible et leur mandat est d'au plus trois ans, mais il peut être renouvelé pour des durées d'un an chacune.
Siège social	(6) L'Institut a son siège social dans la cité de Guelph ou à un autre endroit en Ontario que le ministre désigne.
Objets	3. Les objets de l'Institut sont les suivants : a) exploiter ou approuver des laboratoires offrant à toute personne ou tout organisme des services de diagnostic, d'investigation, de consultation ou d'analyse dans le domaine de la santé animale, de la protection des végétaux, de la salubrité des aliments ou de l'environnement; b) fournir des programmes éducatifs et de formation dans les domaines de l'agriculture, de l'horticulture, de la médecine vétérinaire, de l'alimentation et du développement des collectivités rurales; c) examiner des programmes de recherche, recommander des domaines de re-

research in respect of the areas mentioned in clause (b);

- (d) to operate research stations in support of the courses described in clause (b) or the research described in clause (c);
- (e) to develop joint programs and to enter into agreements for delivering joint programs with the governments of Canada or the provinces, educational institutions or other organizations to assist the Institute in carrying out its objects;
- (f) to generate revenue through the services and programs that it offers;
- (g) at the request of the Director, to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign the agreements, covenants and easements; and
- (h) to perform any other duties conferred on it under any other Act of Ontario, order of the Lieutenant Governor in Council, or agreement with the Government of Canada or any of its agencies.

Powers

4. (1) For the purpose of carrying out its objects, the Institute has the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act and the regulations made under it.

Fees

(2) The Institute may establish and collect fees and service charges related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties.

Borrowing, guarantees

(3) Except with the approval of the Minister of Finance, the Institute may not borrow money or guarantee the repayment, in whole or in part, of a loan made to any person other than itself.

Investments

(4) The Institute may not invest any part of its money in any investment other than,

- (a) notes, bonds, debentures or other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,
 - (i) Canada, Ontario or another province of Canada,
 - (ii) a municipality in Canada,
 - (iii) an agency of the Government of Canada or a province of Canada,
 - (iv) a Canadian bank or financial institution that is supervised or examined by a governmental authority

cherche et mener des recherches dans les domaines mentionnés à l'alinéa b);

- d) exploiter des stations de recherche pour étayer les programmes visés à l'alinéa b) ou les recherches visées à l'alinéa c);
- e) élaborer des programmes communs et conclure des ententes en vue d'offrir des programmes communs avec les gouvernements du Canada ou des provinces, les établissements d'enseignement ou d'autres organismes dans le but d'aider l'Institut à réaliser ses objets;
- f) tirer des revenus des services et des programmes qu'offre l'Institut;
- g) à la demande du directeur, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, conclure des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constituer des servitudes, ou céder les ententes, engagements et servitudes en question;
- h) exercer toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par d'autres lois de l'Ontario, par des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil ou par des ententes conclues avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes.

Pouvoirs

4. (1) Afin de réaliser ses objets, l'Institut a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions qu'imposent la présente loi et ses règlements d'application.

Droits

(2) L'Institut peut fixer et percevoir des droits et des frais de gestion liés à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

Emprunts, garanties

(3) Sauf avec l'approbation du ministre des Finances, l'Institut ne peut pas contracter d'emprunts ni garantir le paiement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté par quiconque, sauf lui-même.

Placements

(4) L'Institut ne peut placer les sommes d'argent en sa possession que dans :

- a) des billets, des obligations, des débetures ou autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par :
 - (i) le Canada, l'Ontario ou une autre province canadienne,
 - (ii) une municipalité canadienne,
 - (iii) un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne,
 - (iv) une banque ou une institution financière canadienne qui fait l'objet de contrôles et d'examen par

in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business;

- (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances or other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada; or
- (c) other securities, financial agreements, investments, evidences of indebtedness, commodity futures or foreign currency futures authorized by or belonging to a class authorized by the Minister of Finance.

un organisme gouvernemental du territoire dans lequel la banque ou l'institution financière exerce ses activités;

- b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations ou autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;
- c) d'autres valeurs mobilières, contrats ou accords financiers, placements, titres de créance, contrats à terme sur marchandises ou contrats à terme d'échange de devises étrangères qu'autorise le ministre des Finances ou qui font partie d'une catégorie qu'autorise ce même ministre.

Corporations

(5) Except with the approval of the Minister, a member of the Institute, either alone or together with other persons, may not create corporations that have any of the objects of the Institute.

(5) Sauf avec l'approbation du ministre, un membre de l'Institut ne peut pas, seul ou avec d'autres personnes, créer des personnes morales qui ont des objets quelconques de l'Institut.

Personnes
morales

Diplomas,
certificates

(6) The Institute may grant diplomas and certificates in the educational and training courses that it provides.

(6) L'Institut peut décerner des diplômes et des certificats relativement aux programmes éducatifs et de formation qu'il offre.

Diplômes,
certificats

Not
regulations

(7) The acts of the Institute in exercising its powers and performing its duties under this section shall be deemed to be acts of an administrative and not of a legislative nature.

(7) Les actes accomplis par l'Institut dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés au présent article sont réputés de nature administrative et non législative.

Aucun statut
de règlement

Registration
of easements

5. (1) The Institute may register an easement or covenant that it has entered into under clause 3 (g) against the real property affected in the appropriate land registry office.

5. (1) L'Institut peut enregistrer sur les biens immeubles visés, au bureau d'enregistrement immobilier approprié, les servitudes qu'il a constituées ou les engagements qu'il a conclus aux termes de l'alinéa 3 g).

Enregistre-
ment des
servitudes

Enforce-
ability

(2) An easement or covenant registered against real property under subsection (1) runs with the real property and the Institute may enforce it, whether it is positive or negative in nature, against the owner or subsequent owners of the real property even if the Institute owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.

(2) Les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1) y sont rattachés et, qu'ils soient de nature positive ou négative, l'Institut peut les opposer au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents de ces biens immeubles, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.

Opposabilité

Assignment

(3) The Institute may assign to any person designated by the Director an easement or covenant registered against real property under subsection (1).

(3) L'Institut peut céder à toute personne que le directeur désigne les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les biens immeubles en vertu du paragraphe (1).

Cession

Right of
assignee

(4) An assignee may enforce the easement or covenant against the owner or subsequent owners of the property as if it were the Institute even if the assignee owns no appurtenant real property that would be accommodated or benefited by the easement or covenant.

(4) Le cessionnaire peut opposer les servitudes ou les engagements au propriétaire actuel ou aux propriétaires subséquents des biens immeubles comme s'il était l'Institut, et ce même s'il n'est propriétaire d'aucun bien immeuble qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements.

Droit du
cessionnaire

Modification
or discharge

(5) No person may modify or discharge an easement or covenant registered against real

(5) Nul ne peut modifier les servitudes ou les engagements qui sont enregistrés sur les

Modification
ou mainlevée

property under subsection (1) without the written agreement of,

- (a) the Director, if the Institute has not assigned the easement or covenant;
- (b) the assignee, if the Institute has assigned the easement or covenant; and
- (c) the owner or subsequent owners of the real property against which the easement or covenant is registered.

Land received from Crown

6. (1) If the Institute receives real property from the Crown, it shall hold the real property in trust for the Crown and may not sell, mortgage, or otherwise encumber or dispose of the real property without the approval of the Minister.

Dissolution

(2) If the Institute is dissolved or wound up, real property that it holds in trust for the Crown automatically vests in the Crown.

Board of directors

7. (1) The board of directors of the Institute consists of all of the members of the Institute.

Management

(2) The board shall manage and control the affairs of the Institute.

Chair and vice-chair

(3) The Minister shall designate one of the members of the board as chair and one of the members as vice-chair of the board.

Acting chair

(4) In the absence or disability of the chair, the vice-chair shall have the powers and duties of the chair.

Quorum

(5) A majority of the members constitute a quorum of the board.

Minister's directives

8. (1) The Minister may issue directives in writing to the Institute on matters relating to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this or any other Act.

Implementation

(2) The board of directors of the Institute shall ensure that the Institute implements the directives promptly and efficiently.

By-laws

9. (1) Subject to subsection (3), the board of directors of the Institute may make the by-laws that it considers necessary for the administration of the affairs of the Institute, including by-laws to appoint officers and establish committees, including the advisory committees that the Institute considers necessary to advise it in carrying out its objects.

Committees

(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.

biens immeubles en vertu du paragraphe (1) ou en accorder la mainlevée qu'avec le consentement écrit des personnes suivantes :

- a) le directeur, si l'Institut n'a pas cédé les servitudes ou les engagements;
- b) le cessionnaire, si l'Institut a cédé les servitudes ou les engagements;
- c) le propriétaire actuel ou les propriétaires subséquents des biens immeubles sur lesquels les servitudes ou les engagements sont enregistrés.

6. (1) Si l'Institut reçoit des biens immeubles de la Couronne, il les détient en fiducie pour la Couronne et il ne peut ni les vendre, ni les hypothéquer, ni les grever ou les aliéner d'une autre façon sans l'approbation du ministre.

(2) Si l'Institut est dissous ou liquidé, les biens immeubles qu'il détient en fiducie pour la Couronne sont dévolus automatiquement à celle-ci.

7. (1) Le conseil d'administration de l'Institut se compose de tous les membres de l'Institut.

(2) Le conseil assure l'administration et la direction des activités de l'Institut.

(3) Le ministre désigne un des membres à la présidence du conseil et un autre à la vice-présidence.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président possède les pouvoirs et fonctions du président.

(5) La majorité des membres de l'Institut constitue le quorum.

8. (1) Le ministre peut donner des directives par écrit à l'Institut sur des questions se rattachant à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à l'Institut.

(2) Le conseil d'administration de l'Institut veille à ce que l'Institut mette les directives en application promptement et efficacement.

9. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil d'administration de l'Institut peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à l'administration des activités de l'Institut, notamment des règlements administratifs qui nomment des dirigeants et qui créent des comités, y compris les comités consultatifs que l'Institut juge nécessaires pour le conseiller dans la réalisation de ses objets.

(2) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.

Biens-fonds reçus de la Couronne

Dissolution

Conseil d'administration

Administration

Président et vice-président

Président par intérim

Quorum

Directives du ministre

Mise en application

Règlements administratifs

Comités

Filing	(3) A by-law of the Institute shall not take effect until two weeks after the Institute has filed it with the Minister.	(3) Les règlements administratifs de l'Institut ne peuvent prendre effet avant l'écoulement d'un délai de deux semaines après leur dépôt auprès du ministre.	Depôt
Director	10. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors of the Institute shall appoint a person as the Director of the Institute.	10. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration de l'Institut nomme le directeur de l'Institut.	Directeur
Duties	(2) The Director shall be responsible for the management and administration of the Institute, subject to the supervision and direction of the board.	(2) Le directeur est responsable de la gestion et de l'administration de l'Institut, sous la supervision et la direction du conseil.	Fonctions
Remuneration	(3) The board shall pay to the Director the salary that the board determines.	(3) Le conseil verse au directeur le salaire que le conseil détermine.	Rémunération
Agreements regarding land	(4) In carrying out duties, the Director may require the Institute to enter into agreements, covenants or easements for the conservation, protection or preservation of agricultural lands with owners of real property or interests in real property or to assign, modify or discharge the agreements, covenants and easements.	(4) Dans l'exercice de ses fonctions, et en vue de la conservation, de la protection ou de la préservation de terres agricoles, le directeur peut exiger que l'Institut conclue des ententes et des engagements avec les propriétaires de biens immeubles ou les titulaires des droits qui s'y rattachent, et constitue des servitudes, et cède ou modifie les ententes, engagements et servitudes ou en accorde la mainlevée.	Ententes concernant les biens-fonds
Payments to members	11. (1) Members of the Institute who are not employed in the public sector as described in the Schedule to the <i>Social Contract Act, 1993</i> or in the public service of Canada shall receive remuneration out of the general fund of the Institute in amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	11. (1) Les membres de l'Institut qui ne sont pas des employés du secteur public décrit à l'annexe de la <i>Loi de 1993 sur le contrat social</i> ou de la fonction publique du Canada reçoivent une rémunération prélevée sur le fonds d'administration générale de l'Institut selon des montants conformes à la politique du conseil de gestion du gouvernement.	Paiement aux membres
Expenses	(2) The Institute may not reimburse its members for expenses that they incur in the course of their duties in excess of the amounts that comply with the policies of Management Board of Cabinet.	(2) L'Institut ne peut pas rembourser la part des frais que ses membres engagent dans l'exercice de leurs fonctions qui est supérieure aux montants conformes à la politique du Conseil de gestion du gouvernement.	Frais
Crown agency	12. The Institute is an agent of the Crown and may exercise its powers only as an agent of the Crown.	12. L'Institut est un mandataire de la Couronne et il ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Organisme de la Couronne
No personal liability	13. (1) No action or other proceeding for damages may be instituted against any member of the Institute or employee appointed to the service of the Institute for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.	13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un membre de l'Institut ou un employé nommé au service de l'Institut pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui leur sont imputés dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.	Immunité
Crown liability	(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (1) to which it would otherwise be subject.	(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).	Responsabilité de la Couronne
Non-compellable witness	14. Except with the consent of the Institute, no member of the Institute shall be required to give testimony in any proceedings	14. Sauf avec l'autorisation de l'Institut, les membres de l'Institut ne sont pas tenus, dans les instances, de témoigner relativement	Dispense de témoigner

with regard to information obtained in the discharge of the member's duties.

Payments received	<p>15. (1) The Minister of Finance may,</p> <p>(a) reimburse the Institute out of the Consolidated Revenue Fund for all payments that the Institute makes under a guarantee that it has given; or</p> <p>(b) make loans to the Institute out of the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>15. (1) Le ministre des Finances peut :</p> <p>a) soit rembourser à l'Institut, sur le Trésor, les paiements qu'il effectue aux termes d'une garantie qu'il a donnée;</p> <p>b) soit consentir des prêts sur le Trésor à l'Institut.</p>	Paielements
Guarantees	<p>(2) The Minister of Finance may, on such conditions as the Minister considers proper, guarantee on behalf of Ontario, the repayment of any loan made to the Institute, together with interest on the loan.</p>	<p>(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il juge opportunes, garantir, au nom de l'Ontario, le remboursement d'un emprunt consenti à l'Institut, y compris les intérêts s'y rapportant.</p>	Garanties
Funds	<p>16. Subject to subsection 4 (4), the Institute shall maintain all funds that it administers in a bank named in Schedule I to the <i>Bank Act</i> (Canada).</p>	<p>16. Sous réserve du paragraphe 4 (4), l'Institut conserve tous les fonds qu'il gère dans une banque visée à l'annexe I de la <i>Loi sur les banques</i> (Canada).</p>	Fonds
Provincial Auditor	<p>17. The accounts and financial transactions of the Institute shall be audited annually by the Provincial Auditor.</p>	<p>17. Les comptes et les opérations financières de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur provincial.</p>	Vérificateur provincial
Financial year	<p>18. (1) The financial year of the Institute begins on April 1 in each year and ends on the following March 31.</p>	<p>18. (1) L'exercice de l'Institut commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.</p>	Exercice
Estimates, reports	<p>(2) The board of directors of the Institute shall submit to the Minister annually, before the beginning of the Institute's financial year, its written estimates for spending in the year.</p>	<p>(2) Le conseil d'administration de l'Institut présente chaque année par écrit au ministre, avant le début de l'exercice de l'Institut, ses prévisions de dépenses pour l'année.</p>	Prévisions budgétaires, rapports
Annual report	<p>(3) The board of directors of the Institute shall make an annual report, within 120 days after the end of the Institute's financial year, to the Minister on the affairs of the Institute containing the information that the Minister requires.</p>	<p>(3) Dans les 120 jours après la fin de l'exercice de l'Institut, le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre un rapport annuel sur les activités de l'Institut contenant tous les renseignements que le ministre exige.</p>	Rapport annuel
Tabling	<p>(4) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.</p>	<p>(4) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.</p>	Dépôt
Other reports	<p>(5) At the request of the Minister, the board of directors of the Institute shall submit to the Minister a detailed business plan on its affairs and the reports, other than the annual report, that the Minister requires.</p>	<p>(5) Le conseil d'administration de l'Institut présente au ministre, à la demande de ce dernier, un plan d'entreprise détaillé de ses activités et les rapports, autres que le rapport annuel, que le ministre exige.</p>	Autres rapports
Regulations	<p>19. (1) Subject to the approval of the Minister, the Institute may, in respect of its objects, make regulations,</p> <p>(a) fixing and imposing levies or charges, other than the fees and service charges mentioned in subsection 4 (2), that any class of persons is required to pay to the Institute or a corporation described in subsection 4 (5);</p> <p>(b) specifying terms for the payment of the levies and charges; and</p>	<p>19. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, l'Institut peut, par règlement, relativement à ses objets :</p> <p>a) fixer et imposer les taxes ou redevances, à l'exception des droits et des frais de gestion visés au paragraphe 4 (2), que doivent verser toute catégorie de personnes à l'Institut ou à une personne morale visée au paragraphe 4 (5);</p> <p>b) préciser les conditions de paiement des taxes et redevances;</p>	Règlements

- (c) providing for the collection of the levies and charges by the Institute, the corporation to which they are payable or any class of persons.

Same,
Minister's
regulations

- (2) The Minister may make regulations.

- (a) designating lands as agricultural lands for the purpose of this Act;

- (b) prescribing the qualifications that a person is required to have to be eligible to be appointed as a member of the Institute;

- (c) restricting the capacity and powers of the Institute under this Act; and

- (d) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Transition

20. (1) The terms of office of all members of the Institute, the chair and vice-chair of the board of directors of the Institute and the Director of Research of the Institute who are in office immediately before the coming into force of this Act expire on the day this Act comes into force.

Same,
Director

(2) The chair of the board of directors of the Institute shall be the first Director until the board appoints a Director under subsection 10 (1).

Reference to
Institute

(3) A reference to the Agricultural Research Institute of Ontario in any program, agreement, easement, covenant, document or regulation in force immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be a reference to the Agriculture and Food Institute of Ontario.

Repeals

21. The following are repealed:

1. *The Agricultural Research Institute of Ontario Act.*

2. Section 5 of the *Statute Law Amendment Act (Government Management and Services), 1994.*

Commence-
ment

22. (1) This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Repeal

(2) This Schedule is repealed on March 31, 1999 if it is not in force by that day.

Short title

23. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Agriculture and Food Institute of Ontario Act, 1996.*

- c) prévoir la perception des taxes et redevances par l'Institut, la personne morale à laquelle ces taxes et redevances doivent être versées ou une catégorie de personnes.

- (2) Le ministre peut, par règlement :

Règlements
pris par le
ministre

- a) désigner des terres comme terres agricoles pour l'application de la présente loi;

- b) prescrire les qualités requises des personnes admissibles à être nommées membres de l'Institut;

- c) restreindre la capacité et les pouvoirs de l'Institut en vertu de la présente loi;

- d) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.

Dispositions
transitoires

20. (1) Les mandats de tous les membres de l'Institut, du président et du vice-président du conseil d'administration de l'Institut et du directeur de la recherche de l'Institut qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi prennent fin le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Le président du conseil d'administration de l'Institut est le premier directeur jusqu'à ce que le conseil nomme un directeur en vertu du paragraphe 10 (1).

Idem, direc-
teur

(3) Une mention de l'Institut de recherche agricole de l'Ontario dans un programme, une entente, une servitude, un engagement, un document ou un règlement en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée une mention à l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation.

Mention de
l'Institut

21. Sont abrogés :

Abrogations

1. *La Loi sur l'Institut de recherche agricole de l'Ontario.*

2. L'article 5 de la *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux politiques de gestion et aux services du gouvernement.*

22. (1) La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) La présente annexe est abrogée le 31 mars 1999 si elle n'est pas en vigueur d'ici cette date.

Abrogation

23. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur l'Institut ontarien d'agriculture et d'alimentation.*

Titre abrégé

**SCHEDULE C
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO), 1996**

CONTENTS

1. Definitions
 - CONTRACTS OF INSURANCE
 - 2. Non-application of *Insurance Act*
 - 3. Precondition
 - 4. Minister's request
 - 5. Contracts of insurance
 - 6. Not regulations
- ENFORCEMENT
 - 7. Inspectors
 - 8. Inspection
 - 9. Assistance required
 - 10. Referral of disputes
- MISCELLANEOUS
 - 11. Ontario Crop Insurance Fund
 - 12. Regulations
 - 13. Transition
 - 14. Repeal
 - 15. Commencement
 - 16. Short title

Definitions

1. In this Act,

“contract of insurance” means a contract between an insured person and AgriCorp for the insurance of agricultural crops or perennial plants within Ontario; (“contrat d'assurance”)

“insured person” means a person who has entered into a contract of insurance with AgriCorp. (“assuré”)

CONTRACTS OF INSURANCE

Non-application of *Insurance Act*

2. The *Insurance Act* does not apply to anything done under this Act.

Precondition

3. (1) The Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs may, with the approval of Management Board of Cabinet, enter into agreements with the Government of Canada for the purpose of the *Farm Income Protection Act* (Canada).

Retroactivity

(2) An agreement mentioned in subsection (1) may provide that it is to come into effect, in whole or in part, before the date on which it is signed.

Agreement with Canada

(3) AgriCorp may not enter into a contract of insurance in respect of an agricultural crop or perennial plant unless the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection (1)

**ANNEXE C
LOI DE 1996 SUR
L'ASSURANCE-RÉCOLTE (ONTARIO)**

SOMMAIRE

1. Définitions
 - CONTRATS D'ASSURANCE
 - 2. Non-application de la *Loi sur les assurances*
 - 3. Condition préalable
 - 4. Demande du ministre
 - 5. Contrats d'assurance
 - 6. Aucun statut de règlement
- EXÉCUTION
 - 7. Inspecteurs
 - 8. Inspection
 - 9. Aide exigée
 - 10. Renvoi des différends
- DISPOSITIONS DIVERSES
 - 11. Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario
 - 12. Règlements
 - 13. Dispositions transitoires
 - 14. Abrogation
 - 15. Entrée en vigueur
 - 16. Titre abrégé

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«assuré» Personne qui a conclu un contrat d'assurance avec AgriCorp. («insured person»)

«contrat d'assurance» Contrat conclu entre un assuré et AgriCorp pour l'assurance de récoltes de produits de la culture ou de plantes vivaces en Ontario. («contract of insurance»)

CONTRATS D'ASSURANCE

2. La *Loi sur les assurances* ne s'applique pas aux mesures prises aux termes de la présente loi.

Non-application de la *Loi sur les assurances*

3. (1) Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, avec l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada pour l'application de la *Loi sur la protection du revenu agricole* (Canada).

Condition préalable

(2) Les accords visés au paragraphe (1) peuvent prévoir qu'ils entrent en vigueur, en tout ou en partie, avant la date de leur signature.

Rétroactivité

(3) AgriCorp ne peut conclure de contrat d'assurance à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace à moins que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales n'ait conclu un

Accord avec le Canada

	in respect of the crop or the plant, as the case may be.		accord visé au paragraphe (1) à l'égard de cette récolte ou de cette plante, selon le cas.	
Minister's request	<p>4. If the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into an agreement mentioned in subsection 3 (1) in respect of an agricultural crop or perennial plant and in writing requests AgriCorp to do so, AgriCorp shall forthwith,</p> <p>(a) offer to enter into contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be; or</p> <p>(b) amend or terminate contracts of insurance or proposed contracts of insurance in respect of the crop or the plant, as the case may be.</p>		<p>4. Lorsque le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclu un accord visé au paragraphe 3 (1) à l'égard d'une récolte de produits de la culture ou d'une plante vivace et qu'il le demande par écrit à AgriCorp, AgriCorp sans délai :</p> <p>a) soit offre de conclure des contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas;</p> <p>b) soit modifie ou résilie les contrats d'assurance ou les projets de contrats d'assurance à l'égard de la récolte ou de la plante vivace, selon le cas.</p>	Demande du ministre
Contracts of insurance	<p>5. (1) AgriCorp shall fix the terms of contracts of insurance, or proposed contracts of insurance, subject to section 4 and the regulations made under section 12.</p>		<p>5. (1) AgriCorp fixe les conditions des contrats d'assurance, ou des projets de contrats d'assurance, sous réserve de l'article 4 et des règlements pris en application de l'article 12.</p>	Contrats d'assurance
Powers of AgriCorp	<p>(2) AgriCorp has all the powers necessary to perform its duties including the power to,</p> <p>(a) determine the qualifications and requirements for a person to enter into a contract of insurance;</p> <p>(b) enter into contracts of insurance;</p> <p>(c) fix terms of contracts of insurance relating to replanting benefits and unplanted acreage benefits;</p> <p>(d) fix premium rates payable by insured persons;</p> <p>(e) fix the duration of contracts of insurance;</p> <p>(f) specify the circumstances in which an insured person may terminate a contract of insurance and the methods that the person may use to terminate the contract;</p> <p>(g) specify penalties imposed on an insured person who breaches the terms of a contract of insurance;</p> <p>(h) reinsure with any other insurer the risk or any portion of the risk under its contracts of insurance; and</p> <p>(i) terminate a contract of insurance on the terms that it considers appropriate.</p>		<p>(2) AgriCorp dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour exercer ses fonctions. Elle peut notamment :</p> <p>a) déterminer les qualités requises qu'une personne doit avoir et les conditions nécessaires qu'elle doit remplir pour conclure un contrat d'assurance;</p> <p>b) conclure des contrats d'assurance;</p> <p>c) établir les conditions des contrats d'assurance portant sur les indemnités de réensemencement et les indemnités de superficie non ensemencée;</p> <p>d) fixer le taux des primes que doivent verser les assurés;</p> <p>e) fixer la durée des contrats d'assurance;</p> <p>f) préciser les circonstances dans lesquelles un assuré peut résilier un contrat d'assurance et les moyens qu'il peut utiliser à cette fin;</p> <p>g) préciser les peines imposées à l'assuré qui enfreint les conditions d'un contrat d'assurance;</p> <p>h) réassurer auprès d'un autre assureur l'ensemble ou une partie du risque couvert par ses contrats d'assurance;</p> <p>i) résilier un contrat d'assurance aux conditions qu'elle estime appropriées.</p>	Pouvoirs d'AgriCorp
Deemed acceptance	<p>(3) An applicant for a contract of insurance or an insured person who receives notice from AgriCorp of the terms of a contract of insurance or amendments to the terms, as the case may be, shall be deemed to have accepted them unless the recipient notifies AgriCorp to</p>		<p>(3) Le proposant d'un contrat d'assurance ou l'assuré qui reçoit d'AgriCorp un avis des conditions d'un contrat d'assurance ou des modifications à des conditions, selon le cas, est réputé avoir accepté ces conditions ou ces modifications à moins qu'il n'ait avisé Agri-</p>	Acceptation réputée

the contrary within the time period that AgriCorp specifies.

Restriction

(4) AgriCorp shall not enter into a contract of insurance with a person to insure an agricultural crop or a type of perennial plant if,

- (a) the contract insures less than the entire crop or all the plants of the type of perennial plant, as the case may be, in respect of which the person could enter into a contract of insurance under this Act; or
- (b) a contract of insurance is already in effect to insure the crop or the type of perennial plant, as the case may be, in which the person has an interest.

Not regulations

6. The acts of AgriCorp in exercising its powers and performing its duties mentioned in sections 4 and 5 shall be deemed to be of an administrative and not of a legislative nature.

ENFORCEMENT

Inspectors

7. (1) AgriCorp may appoint a chief inspector and other inspectors as it considers necessary.

Certificate of appointment

(2) A member of AgriCorp or a person authorized in writing by a member of AgriCorp shall issue to every inspector a certificate of appointment bearing the signature of the person issuing it or a facsimile of the signature.

Evidence

(3) The certificate of appointment is admissible in evidence as proof of the appointment, in the absence of evidence to the contrary.

Identification

(4) An inspector who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment.

Inspection

8. (1) An inspector may, in respect of an insured person, an applicant for a contract of insurance, a person who has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or a person who is entitled to receive payment under a plan administered by AgriCorp,

- (a) enter and inspect any lands and premises, other than a dwelling, that are owned or occupied by those persons, and inspect any goods located on those lands and premises; and
- (b) demand the production by those persons of books, records or documents or extracts from those books, records or documents relating to,
 - (i) the crops or perennial plants insured under the contract of

Corp du contraire dans le délai que précise cette dernière.

Restriction

(4) AgriCorp ne doit pas conclure de contrat d'assurance avec une personne portant sur une récolte de produits de la culture ou un type de plantes vivaces si l'une des situations suivantes existe :

- a) le contrat ne vise pas la totalité de la récolte ou toutes les plantes du type de plante vivace, selon le cas, pour lesquels la personne pourrait conclure un contrat d'assurance aux termes de la présente loi;
- b) il existe déjà un contrat d'assurance visant la récolte ou le type de plante vivace, selon le cas, dans lesquels la personne a un intérêt.

6. Les actes accomplis par AgriCorp dans l'exercice des pouvoirs et fonctions visés aux articles 4 et 5 sont réputés de nature administrative et non législative.

Aucun statut de règlement

EXECUTION

7. (1) AgriCorp peut nommer un inspecteur en chef et les autres inspecteurs qu'elle estime nécessaires.

Inspecteurs

(2) Un membre d'AgriCorp ou une personne autorisée par écrit par un membre d'AgriCorp délivre à chaque inspecteur une attestation de nomination portant la signature de la personne qui la délivre ou un fac-similé de la signature.

Attestation de nomination

(3) L'attestation de nomination est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire.

Preuve

(4) L'inspecteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi produit, sur demande, son attestation de nomination.

Identification

8. (1) L'inspecteur peut, à l'égard d'un assuré, d'un proposant d'un contrat d'assurance, d'une personne qui a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou d'une personne qui a le droit de recevoir un paiement dans le cadre d'un régime que gère AgriCorp :

Inspection

- a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu, autre qu'une habitation, que ces personnes occupent ou dont elles sont propriétaires, procéder à l'inspection de ce bien-fonds et de ce lieu ainsi que des objets qui s'y trouvent;
- b) exiger de ces personnes qu'elles remettent les livres, dossiers, documents ou les extraits de ceux-ci qui se rapportent
 - (i) soit aux récoltes ou aux plantes vivaces assurées en vertu du con-

	insurance or to which the application relates, or	trat d'assurance ou auxquelles s'applique la proposition,	
	(ii) the business of the person in respect of which the person has applied to be enrolled in a plan administered by AgriCorp or in respect of which the person is entitled to receive payment.	(ii) soit à l'entreprise de la personne à l'égard de laquelle la personne a fait une demande d'adhésion à un régime que gère AgriCorp ou à l'égard de laquelle la personne a le droit de recevoir un paiement.	
Time of inspection	(2) An inspector shall exercise the powers mentioned in subsection (1) only during normal business hours for the place that the inspector has entered.	(2) L'inspecteur n'exerce les pouvoirs visés au paragraphe (1) que pendant les heures de travail normales pour l'endroit dans lequel il a pénétré.	Heures d'inspection
Written demand	(3) A demand mentioned in clause (1) (b) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the books, records, documents or extracts required.	(3) La demande visée à l'alinéa (1) b) est faite par écrit et précise la nature des livres, dossiers, documents ou extraits exigés.	Demande écrite
Obligation to produce	(4) If an inspector makes a demand under clause (1) (b), the person having custody of the books, records, documents or extracts shall produce them to the inspector.	(4) Si l'inspecteur fait une demande en vertu de l'alinéa (1) b), la personne qui a la garde des livres, dossiers, documents ou extraits les lui remet.	Remise obligatoire
Copying	(5) On issuing a written receipt, the inspector may remove the books, records, documents or extracts that are produced and may copy them.	(5) À condition d'émettre un récépissé écrit, l'inspecteur peut enlever les livres, dossiers, documents ou extraits qui sont remis et peut les copier.	Copie
Return of things produced	(6) The inspector shall carry out copying with reasonable dispatch and shall forthwith after the copying return them to the person who produced them.	(6) L'inspecteur fait les copies avec une diligence raisonnable, et restitue sans délai les choses enlevées à la personne qui les a remises.	Restitution
Admissibility of copies	(7) A copy purporting to be certified by an inspector as a copy made under subsection (5) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the book, record, document or extract of which it is a copy.	(7) La copie qui se présente comme étant attestée par l'inspecteur en tant que copie faite aux termes du paragraphe (5) est admissible en preuve dans la même mesure et a la même valeur probante que le livre, dossier, document ou extrait dont elle est une copie.	Admissibilité des copies
Assistance	(8) An inspector may call upon any expert for such assistance as the inspector considers necessary in carrying out an inspection.	(8) L'inspecteur peut faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien une inspection.	Aide
Computer search	(9) For the purpose of carrying out an inspection, an inspector may use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being inspected in order to produce a record in readable form.	(9) L'inspecteur peut recourir, pour mener à bien une inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes qui font l'objet de l'inspection, en vue de remettre un document sous une forme lisible.	Recherche informatisée
Assistance required	9. (1) An inspector may require information or material from a person who is the subject of an inspection under section 8 or from any person who the inspector has reason to believe can provide information or material relevant to the inspection.	9. (1) L'inspecteur peut exiger des renseignements ou de la documentation d'une personne qui fait l'objet de l'inspection aux termes de l'article 8 ou de toute personne dont l'inspecteur est fondé à croire qu'elle peut fournir de la documentation ou des renseignements propres à l'inspection.	Aide exigée
Disclosure	(2) Despite section 17 of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and section 10 of the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> , the head of an institution within the meaning of	(2) Malgré l'article 17 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et l'article 10 de la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> , la personne responsable d'une institu-	Divulgence

those Acts shall disclose to the inspector the information and material that the inspector requires.

No
obstruction

(3) No person shall obstruct an inspector who is exercising powers under this Act or provide false information or refuse to provide information to an inspector.

Records

(4) A person who is required under this Act to produce a record for an inspector shall, on request, provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce the record in a readable form.

Referral of
disputes

10. (1) If AgriCorp and a person disagree on a matter described in subsection (2) or if AgriCorp and an insured person fail to resolve a dispute arising out of the adjustment of a claim under a contract of insurance, either may appeal the matter in dispute to the appeal board for the purpose of this section.

Application
of sub-
section (1)

(2) Subsection (1) applies to a question whether a person qualifies for a contract of insurance except if the disagreement relates to the time during which a person may apply for a contract of insurance or file a final acreage report or its equivalent.

Notice of
appeal

(3) To appeal a matter in dispute, the appellant shall file a written notice of appeal with the appeal board and send a copy of the notice to the other party within the time specified by the regulations made under this Act.

Decision
binding

(4) The decision of the appeal board is binding on the parties.

MISCELLANEOUS

Ontario Crop
Insurance
Fund

11. (1) The fund known in English as the Ontario Crop Insurance Fund and in French as Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario is continued.

Deposits into
Fund

- (2) AgriCorp shall deposit into the Fund,
- (a) all money that it receives under this Act; and
 - (b) all loans that it receives with respect to contracts of insurance.

Payments out
of Fund

(3) AgriCorp shall pay out of the Fund all money for payments that it is required to make under this Act.

Regulations

12. (1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs,

tion au sens de ces lois divulgue à l'inspecteur les renseignements et la documentation qu'il exige.

(3) Nul ne doit entraver l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ni lui fournir de faux renseignements, ni refuser de lui fournir des renseignements.

Aucune
entrave

(4) La personne qui est tenue par la présente loi de remettre un dossier à un inspecteur fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour remettre les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données.

Dossiers

10. (1) Si AgriCorp et une personne ne s'entendent pas sur une question visée au paragraphe (2) ou si AgriCorp et un assuré ne parviennent pas à résoudre un différend découlant du règlement d'une demande d'indemnité dans le cadre d'un contrat d'assurance, chacune des parties peut interjeter appel de la question en litige devant la commission d'appel pour l'application du présent article.

Renvoi des
différends

(2) Le paragraphe (1) s'applique à la question de savoir si une personne remplit ou non les conditions nécessaires pour conclure un contrat d'assurance, sauf si le différend porte sur les délais accordés à la personne pour faire une proposition de contrat d'assurance ou pour déposer un rapport final de superficie ou son équivalent.

Application
du para-
graphe (1)

(3) Pour interjeter appel d'une question en litige, l'appelant dépose un avis d'appel écrit auprès de la commission d'appel et envoie une copie de l'avis à l'autre partie dans les délais précisés par les règlements pris en application de la présente loi.

Avis d'appel

(4) La décision de la commission d'appel lie les parties.

Décision de
la Commis-
sion

DISPOSITIONS DIVERSES

11. (1) Est maintenue la caisse nommée Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario en français et Ontario Crop Insurance Fund en anglais.

Caisse
d'assurance-
récolte de
l'Ontario

(2) AgriCorp dépose à la Caisse :

- a) toutes les sommes qu'elle reçoit aux termes de la présente loi;
- b) tous les prêts qu'elle reçoit à l'égard des contrats d'assurance.

Dépôts à la
Caisse

(3) AgriCorp prélève sur la Caisse les sommes qu'elle est tenue de payer aux termes de la présente loi.

Prélèvements
sur la Caisse

12. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et

Règlements

	AgriCorp may make regulations respecting any matter with respect to contracts of insurance or proposed contracts of insurance.	des Affaires rurales, AgriCorp peut, par règlement, traiter des questions liées aux contrats d'assurance ou aux projets de contrats d'assurance.	
Priority of regulations	(2) A regulation made under subsection (1) prevails over all terms of a contract of insurance that conflict with the regulation.	(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les conditions d'un contrat d'assurance qui sont incompatibles avec ceux-ci.	Primauté des règlements
Minister's regulations	(3) The Minister may make regulations, (a) establishing an appeal board to hear matters in dispute for the purpose of section 10 or providing that a board constituted under another Act shall be the appeal board for the purpose of that section; and (b) providing for the appointment of members to the appeal board.	(3) Le ministre peut, par règlement : (a) créer une commission d'appel chargée d'entendre les questions en litige pour l'application de l'article 10 ou prévoir qu'une commission créée aux termes d'une autre loi constitue la commission d'appel pour l'application de cet article; (b) prévoir la nomination des membres de la commission d'appel.	Règlements pris par le ministre
Remuneration of members	(4) The Minister shall provide for the payment of remuneration to the members of the appeal board and the reimbursement of expenses incurred by them.	(4) Le ministre prévoit le versement de la rémunération des membres de la commission d'appel et le remboursement de leurs frais.	Rémunération des membres
Non-application of Act	(5) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to the appeal board.	(5) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à la commission d'appel.	Non-application
Powers of appeal board	(6) The appeal board may, (a) make rules for the practice and procedure to be observed in proceedings before it; (b) fix fees and service charges that parties to proceedings before the board are required to pay to the board in connection with the proceedings; and (c) specify terms for the payment of the fees and service charges.	(6) La commission d'appel peut : (a) établir des règles de pratique et de procédure à suivre dans les instances introduites devant elle; (b) fixer les droits et les frais de gestion que les parties aux instances introduites devant elle sont tenues de lui verser relativement à ces instances; (c) préciser les conditions de paiement des droits et des frais de gestion.	Pouvoirs de la commission d'appel
Transition	13. (1) Contracts of insurance that The Crop Insurance Commission of Ontario has entered into under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> and that are in force on the day this Act comes into force are assigned to AgriCorp and are continued as contracts of insurance within the meaning of this Act.	13. (1) Les contrats d'assurance que la Commission ontarienne de l'assurance-récolte a conclus en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> et qui sont en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont cédés à AgriCorp et sont maintenus comme contrats d'assurance au sens de la présente loi.	Dispositions transitoires
Plans	(2) Despite section 14, plans established under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> that are in force immediately before the coming into force of this Act continue to apply to contracts of insurance within the meaning of this Act.	(2) Malgré l'article 14, les régimes créés en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> qui sont en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer aux contrats d'assurance au sens de la présente loi.	Régimes
Reference to Commission	(3) A reference to The Crop Insurance Commission of Ontario in any plan, contract of insurance or document related to the Ontario Crop Insurance Fund or any regulation made under the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> shall be deemed to be a reference to AgriCorp.	(3) Une mention de la Commission ontarienne de l'assurance-récolte dans un régime, un contrat d'assurance ou un document se rapportant à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario ou dans un règlement pris en application de la <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> est réputée une mention d'AgriCorp.	Mention de la Commission
Agreements	(4) Agreements that the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has entered into with the Government of Canada in respect of	(4) Les accords que le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a conclus avec le gouvernement du Canada à	Accords

	contracts of insurance are continued under subsection 3 (1).	l'égard de contrats d'assurance sont maintenus aux termes du paragraphe 3 (1).	
Appeal board	(5) The Crop Insurance Appeal Board shall be the appeal board for the purpose of section 10 unless the regulations made under this Act specify otherwise.	(5) Sauf disposition contraire des règlements pris en application de la présente loi, la Commission d'appel de l'assurance-récolte constitue la commission d'appel pour l'application de l'article 10.	Commission d'appel
Repeal	14. The <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> is repealed.	14. La <i>Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> est abrogée.	Abrogation
Commencement	15. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	15. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	16. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Crop Insurance Act (Ontario)</i> , 1996.	16. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)</i> .	Titre abrégé

SCHEDULE D AMENDMENTS TO THE FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT

1. (1) The definitions of “contracting party”, “controlled-atmosphere fruit”, “controlled-atmosphere storage plant”, “dealer”, “licence”, “marker” and “motor vehicle” in section 1 of the *Farm Products Grades and Sales Act* are repealed.

(2) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is repealed.

2. (1) Subsection 2 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Minister may make regulations,

(2) Paragraphs 8, 14, 15, paragraph 15.1 as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, and paragraphs 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 26 of subsection 2 (1) of the Act are repealed.

(3) Subsection 2 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

2.1 The Minister may establish and collect fees payable by an owner or custodian of a farm product for any service that the Minister or inspectors or graders provide with respect to the farm product.

4. Sections 10 to 18 of the Act are repealed.

5. Sections 19, 20, 21, 23 and 24 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 19, are repealed.

6. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence

7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE D MODIFICATION DE LA LOI SUR LE CLASSEMENT ET LA VENTE DES PRODUITS AGRICOLES

1. (1) Les définitions de «entrepôt à atmosphère contrôlée», «fruit conservé en atmosphère contrôlée», «marchand», «marque», «partie contractante», «permis» et «véhicule automobile» qui figurent à l'article 1 de la *Loi sur le classement et la vente des produits agricoles* sont abrogées.

(2) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

2. (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) Le ministre peut, par règlement :

(2) Les dispositions 8, 14, 15, la disposition 15.1, telle qu'elle est adoptée par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et les dispositions 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 26 du paragraphe 2 (1) de la Loi sont abrogées.

(3) Le paragraphe 2 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 Le ministre peut fixer et percevoir les droits à acquitter par le propriétaire d'un produit agricole ou la personne qui en a la garde pour un service que le ministre, les inspecteurs ou les préposés au classement fournissent à l'égard du produit agricole.

4. Les articles 10 à 18 de la Loi sont abrogés.

5. Les articles 19, 20, 21, 23 et 24 de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 19 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

6. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction.

7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Minister's
fees

Droits perçus
par le
ministre

Offence

Infraction

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE GAME AND FISH ACT

1. (1) The definition of “domestic animals and domestic birds” in section 1 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

“domestic animals and domestic birds” includes a farmed animal and a non-native species kept in captivity, except pheasants, but does not include native species otherwise kept in captivity or non-native species present in the wild state. (“animaux domestiques et oiseaux domestiques”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 129, is further amended by adding the following definition:

“farmed animal” means an animal during the time that it is kept in captivity for the commercial purpose of propagation or the production of pelts, where the animal is a fisher, fox, lynx, marten, mink, raccoon or any other fur-bearing animal designated by the Minister. (“animal élevage”)

2. (1) Clause 2 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) to domestic animals and domestic birds, except dogs.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed.

3. Clause 67 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the purpose of the transfer to premises where farmed animals are kept.

4. Subsection 69 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall take or ship or attempt to take or ship to premises where farmed animals are kept any fur-bearing animal taken under section 67 without paying the royalty prescribed by the regulations.

5. Subsection 93 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

0.1 designating a fur-bearing animal, other than a fisher, fox, lynx, marten, mink or raccoon, as a farmed animal for the purpose of this Act.

6. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. (1) La définition de «animaux domestiques et oiseaux domestiques» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«animaux domestiques et oiseaux domestiques» S'entend en outre des animaux d'élevage et des espèces exotiques gardés en captivité, à l'exception du faisan. La présente définition exclut les espèces indigènes gardées en captivité d'une autre façon ou les espèces exotiques à l'état sauvage. («domestic animals and domestic birds»)

(2) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 129 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«animal d'élevage» Pékan, renard, lynx, martre, vison, raton laveur ou tout autre animal à fourrure désigné par le ministre pendant la période qu'ils sont gardés en captivité dans un but commercial à des fins de reproduction ou de production de peaux dans un but commercial. («farmed animal»)

2. (1) L'alinéa 2 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) aux animaux domestiques et aux oiseaux domestiques, à l'exception des chiens.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé.

3. L'alinéa 67 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) en vue de le transporter dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage.

4. Le paragraphe 69 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit emporter, expédier ni essayer d'emporter ou d'expédier dans un lieu où sont gardés des animaux d'élevage un animal à fourrure pris aux termes de l'article 67, sans payer les redevances prescrites dans les règlements.

5. Le paragraphe 93 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

0.1 désigner un animal à fourrure, à l'exception du pékan, du renard, du lynx, de la martre, du vison ou du raton laveur, comme étant un animal d'élevage pour l'application de la présente loi.

6. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Same

Commence-
ment

Idem

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE F
AMENDMENTS TO THE GRAIN
ELEVATOR STORAGE ACT**

1. The title of the *Grain Elevator Storage Act* is repealed and the following substituted:

GRAINS ACT

2. (1) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following definitions:

“Agency” means the corporation or agency designated by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs; (“Agence”)

“dealer” means a person who purchases or accepts for sale grain from the producer, other than a person who purchases grain for the person’s own consumption; (“marchand”)

“grain” means barley, beans, corn, oats, oil seeds, wheat, mixed grains and any farm product designated in the regulations. (“grain”)

(2) The definitions of “agreement to sell”, “grain elevator”, “grain storage receipt”, “stored” and “weigh ticket” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“agreement to sell” means a written agreement, made between a grain elevator operator and an owner of grain, for the sale of grain that is stored or to be stored; (“contrat de vente”)

“grain elevator” means a building, container, structure or receptacle in which grain is received for storage, but does not include,

- (a) premises where a producer receives or stores grain as farm feed for the producer’s own livestock or poultry,
- (b) premises where a producer stores and sells grain actually produced by the producer, or
- (c) premises where a terminal, transfer or processor grain elevator is licensed under any Act of the Parliament of Canada; (“élévateur à grains”)

“grain storage receipt” means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator’s authorized representative to the owner of grain; (“récépissé d’entreposage de grains”)

“stored”, when used with respect to grain, means placed in a grain elevator upon terms that the ownership shall remain in the owner

**ANNEXE F
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ENTREPOSAGE DU GRAIN**

1. Le titre de la *Loi sur l'entreposage du grain* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE GRAIN

2. (1) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«Agence» La personne morale ou l'agence désignée par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales. («Agence»)

«grain» Orge, fèves, maïs, avoine, graines oléagineuses, blé, céréales mélangées et tout produit de la ferme désigné dans les règlements. («grain»)

«marchand» Personne qui achète ou accepte du producteur du grain afin de le vendre, à l'exclusion de celle qui achète du grain pour sa propre consommation. («dealer»)

(2) Les définitions de «billet de pesée», «contrat de vente», «élévateur à grains», «entreposé» et «récépissé d'entreposage de grains» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«billet de pesée» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d'élévateur à grains ou par un employé de celui-ci au propriétaire du grain ou à son mandataire. («weigh tickets»)

«contrat de vente» Le contrat de vente relatif à du grain qui est entreposé ou destiné à l'être et qui est conclu par écrit entre un exploitant d'élévateur à grains et le propriétaire du grain. («agreement to sell»)

«élévateur à grains» Bâtiment, conteneur, construction ou local de réception de grain aux fins d'entreposage. Sont exclus :

- a) les locaux où un producteur reçoit ou entrepose du grain à usage de provende pour son propre bétail ou sa volaille,
- b) les locaux où un producteur entrepose et vend du grain dont il assure réellement la production,
- c) les locaux où un élévateur à grains terminus, de transbordement ou de conditionnement fait l'objet d'un permis aux termes d'une loi du Parlement du Canada. («grain elevator»)

«entreposé» En ce qui concerne du grain, déposé dans un élévateur à grains à condition que le propriétaire de ce grain en retienne la

of the grain until such time as the owner has sold the grain and has received due compensation or has removed the grain from the elevator, and "storage" has a corresponding meaning; ("entposé", "entreposage")

"weigh ticket" means a receipt as prescribed by the regulations that is to be issued by a grain elevator operator or the operator's employee to the owner of grain or the owner's agent. ("billet de pesée")

(3) The definitions of "farm produce" and "Minister" in section 1 of the Act are repealed.

3. Subsections 2 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Inspectors

(1) The Agency may appoint a chief inspector and such other inspectors as it considers necessary to enforce this Act and the regulations.

Certificate of appointment

(2) A certificate of appointment as an inspector purporting to be signed by an officer of the Agency is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the appointment without further proof of the signature and authority of the officer.

Powers of inspector

(3) Subject to subsections (4), (5), (6) and (7), an inspector may, for the purpose of carrying out duties under this Act and upon producing a certificate of the inspector's appointment,

(a) enter any land, premises or conveyance used by a person for the marketing, processing or storing of grain and inspect the land, premises, and conveyance, and any grain, equipment or documents located on or in them relating to grain;

(b) demand that the person produce a document mentioned in clause (a); and

(c) obtain samples of the grain at the expense of the owner or custodian of it.

4. Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Licences

(1) No person shall carry on business as a dealer unless the person holds a licence as a dealer issued by the chief inspector.

Same, grain elevator operator

(1.1) No person shall receive or offer to receive grain for storage at a grain elevator or operate a grain elevator unless the person holds a licence as a grain elevator operator

propriété jusqu'au moment où il le vend et en reçoit le produit de la vente ou qu'il le retire de l'élévateur. Le terme «entreposage» a un sens correspondant. («stored», «storage»)

«récépissé d'entreposage de grains» Récépissé prescrit par les règlements et qui doit être délivré par un exploitant d'élévateur à grains ou par son représentant autorisé au propriétaire du grain. («grain storage receipt»)

(3) Les définitions de «produit de la ferme» et «ministre» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. Les paragraphes 2 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Inspecteurs

(1) L'Agence peut nommer un inspecteur en chef et autant d'inspecteurs qu'elle estime nécessaires pour l'exécution de la présente loi et des règlements.

Attestation de nomination

(2) L'attestation de nomination à titre d'inspecteur, qui se présente comme étant signée par un dirigeant de l'Agence, est admissible en preuve comme preuve de la nomination, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée et l'autorité du dirigeant.

Pouvoirs de l'inspecteur

(3) Sous réserve des paragraphes (4), (5), (6) et (7), un inspecteur, afin d'exercer ses fonctions aux termes de la présente loi, peut, sur production d'une attestation de sa nomination :

a) pénétrer dans un bien-fonds, un lieu ou un moyen de transport utilisé par une personne pour la commercialisation, la transformation ou l'entreposage de grain et procéder à l'inspection du bien-fonds, du lieu et du moyen de transport, ainsi que du grain, de l'équipement ou des documents qui s'y trouvent et qui se rapportent au grain;

b) exiger de la personne qu'elle produise un document visé à l'alinéa a);

c) prélever des échantillons de grain aux frais du propriétaire ou de la personne qui en a la garde.

4. Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Permis

(1) Nul ne doit exercer le commerce de marchand à moins de détenir un permis de marchand délivré par l'inspecteur en chef.

Idem, exploitant d'élévateur à grains

(1.1) Nul ne doit exploiter un élévateur à grains, ni recevoir ou offrir de recevoir du grain aux fins d'entreposage dans un élévateur à grains, à moins de détenir un permis d'ex-

issued by the chief inspector in respect of the grain elevator.

5. Section 4 of the Act is repealed.

6. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) The chief inspector shall issue a licence to a person who makes an application in accordance with this Act and the regulations and pays the fee specified for the licence, except if,

(2) Clause 5 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the applicant or, if the applicant is a corporation, its officers or directors, is or are not competent to carry on the business to which the licence relates.

(3) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The Agency may establish and collect licence fees and penalties for late payment of licence fees.

7. Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. Every holder of a licence as a grain elevator operator shall forthwith report in writing to the chief inspector where there has been a change,

8. Clause 9 (2) (c) of the Act is amended by striking out "grain elevator storage business" in the sixth line and substituting "business to which the licence relates".

9. Subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Despite section 10, the chief inspector may, without a hearing, provisionally suspend or refuse to renew a licence if in the chief inspector's opinion it is necessary to do so for the immediate protection of,

- (a) the safety or health of any person;
- (b) the interests of persons selling grain to the licensee or storing grain with the licensee; or
- (c) a fund for producers of grain established under the *Farm Products Payments Act*.

exploitant d'élevateur à grains délivré par l'inspecteur en chef relativement à cet élevateur.

5. L'article 4 de la Loi est abrogé.

6. (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) L'inspecteur en chef délivre un permis à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits précisés pour le permis, sauf si, selon le cas :

(2) L'alinéa 5 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, ses dirigeants ou administrateurs, n'ont pas les qualités requises pour exercer le commerce auquel se rapporte le permis.

(3) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) L'Agence peut fixer et percevoir des droits de permis et des amendes pour retard de paiement de ces droits.

7. L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Le titulaire d'un permis d'exploitant d'élevateur à grains avise sans délai et par écrit l'inspecteur en chef de tout changement survenu en ce qui concerne :

8. L'alinéa 9 (2) c) de la Loi est modifié par substitution de « commerce auquel se rapporte le permis » à « l'exercice de l'activité d'entreposage dans un élevateur à grains » aux cinquième, sixième et septième lignes.

9. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré l'article 10, l'inspecteur en chef peut, sans tenir d'audience, suspendre provisoirement le permis ou refuser de renouveler celui-ci, s'il est d'avis que cette mesure s'impose pour assurer la protection immédiate de ce qui suit :

- a) la sécurité ou la santé d'une personne;
- b) les intérêts des personnes qui vendent du grain au titulaire d'un permis ou qui entreposent du grain auprès de celui-ci;
- c) le fonds pour les producteurs de grain créé en vertu de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles*.

Issue of
licence

Délivrance
du permis

Fees

Droits

Report of
change

Avis de
changement

Suspension
or refusal to
renew

Suspension
ou refus de
renouvellement

10. Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out “The Minister” in the first line and substituting “The Agency”.

11. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the first line and substituting “grain”.

(2) Subsections 16 (2) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Title to grain

(2) Despite any other Act, the property in and the title to grain stored in a grain elevator remains at all times in the owner of the grain.

Entry by
chief
inspector

(4) Every person who has taken control of a grain elevator or the business operations of a grain elevator operator shall permit the chief inspector to enter the premises and ascertain the amount of grain that is stored on the premises.

Removal

(5) The chief inspector may authorize and direct the removal of any or all of the grain.

12. (1) Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Weigh ticket

(1) The owner of grain or the owner's agent who delivers grain to a grain elevator shall state whether the grain is for storage, is sold or is for any other specified use.

Marking use

(1.1) The grain elevator operator or the operator's employee shall issue to the owner or agent, as the case may be, a weigh ticket for every delivery and mark the use of the grain on the ticket.

(2) Subsection 17 (2) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the third line and in the ninth and tenth lines and substituting “grain” in each case.

(3) Subsections 17 (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Receipt
prevails

(3) When issued, a grain storage receipt supersedes and replaces all weigh tickets issued in respect of the particular lot of grain described in the grain storage receipt.

One receipt
only

(4) No person shall issue or receive more than one grain storage receipt in respect of the same lot of grain delivered.

(4) Subsection 17 (6) of the Act is amended by striking out “farm produce” in the fourth and fifth lines and substituting “grain”.

13. Subsections 18 (2), (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

10. Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «L'Agence» à «Le ministre» à la première ligne.

11. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produits de la ferme» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Les paragraphes 16 (2) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Titre relatif
au grain

(2) Malgré toute autre loi, la propriété et le titre relatifs au grain entreposé dans un élévateur à grains restent acquis au propriétaire du grain.

Droit d'en-
trée de
l'inspecteur
en chef

(4) Quiconque assume la direction d'un élévateur à grains ou des opérations d'exploitation d'un exploitant d'élevateur à grains autorise l'inspecteur en chef à pénétrer sur les lieux et à vérifier la quantité de grain qui y est entreposé.

Enlèvement

(5) L'inspecteur en chef peut autoriser et ordonner l'enlèvement de tout ou partie du grain.

12. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Billet de
pesée

(1) Le propriétaire de grain, ou le mandataire de celui-ci, qui livre du grain à un élévateur à grains déclare si le grain est destiné à l'entreposage, s'il est vendu ou destiné à une autre utilisation spécifique.

Utilisation
inscrite

(1.1) L'exploitant d'élevateur à grains ou un employé de celui-ci délivre pour chaque livraison au propriétaire ou à son mandataire, selon le cas, un billet de pesée sur lequel il inscrit l'utilisation à laquelle est destiné le grain.

(2) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «d'un produit de la ferme» à la troisième ligne et à «de produit de la ferme» à la onzième ligne.

(3) Les paragraphes 17 (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Le récépissé
l'emporte

(3) Lorsqu'il est délivré, le récépissé d'entreposage de grains remplace tous les billets de pesée qui ont été délivrés à l'égard du lot spécifique de grain mentionné sur le récépissé d'entreposage de grains.

Un seul
récépissé

(4) Nul ne doit délivrer ni recevoir plus d'un récépissé d'entreposage de grains à l'égard du même lot de grain qui a été livré.

(4) Le paragraphe 17 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux quatrième et cinquième lignes.

13. Les paragraphes 18 (2), (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Title to grain	(2) The property in and title to grain that is in storage and is subject to an agreement to sell remains in the owner of the grain until the owner has received the price agreed upon by the owner and the grain elevator operator.	(2) La propriété et le titre relatifs au grain entreposé qui fait l'objet d'un contrat de vente restent acquis au propriétaire du grain jusqu'à ce que ce dernier reçoive le prix qui a été convenu entre lui-même et l'exploitant d'élevateur à grains.	Titre relatif au grain
Payment	(3) If the owner of grain in storage has sold it to the grain elevator operator or through the grain elevator operator as the owner's agent to any other person, the grain elevator operator shall ensure that the owner receives payment as promptly and in such manner as is specified in the regulations.	(3) L'exploitant d'élevateur à grains s'assure que le propriétaire du grain qui est entreposé et que ce dernier lui a vendu ou qu'il a vendu à un tiers par son entremise à titre de mandataire reçoive le paiement dans le délai et selon les modalités prévus dans les règlements.	Paiement
Delayed price sale	(4) Despite anything in this Act, if the owner of grain in storage agrees to sell it through a basis or delayed price contract, payment to the owner by the grain elevator operator of the percentage of the market price that is prescribed by the regulations shall be deemed to be due compensation for the purposes of the definition of "stored" in section 1.	(4) Malgré les dispositions de la présente loi, si le propriétaire du grain entreposé convient de vendre ce grain à un prix de base ou à un prix différé fixés par contrat, le paiement au propriétaire par l'exploitant d'élevateur à grains du pourcentage prescrit par les règlements, relatif à la valeur marchande, est réputé constituer le produit de la vente pour l'application de la définition du terme «entreposé» qui figure à l'article 1.	Prix de vente différé
	14. (1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and in the eighth line and substituting "grain" in each case.	14. (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» à la cinquième ligne et par substitution de «grains» à «produit de la ferme» à la huitième ligne.	
	(2) Subsection 20 (2) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".	(2) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est modifié par substitution de «pour le grain entreposé» à «de produits de la ferme entreposés» aux cinquième et sixième lignes.	
	(3) Subsection 20 (3) of the Act is repealed and the following substituted:	(3) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Certificate of insurance	(3) Every grain elevator operator shall furnish to the chief inspector a certificate showing the insurance coverage mentioned in subsection (1) forthwith after the coverage comes into force.	(3) L'exploitant d'élevateur à grains fournit à l'inspecteur en chef un certificat attestant qu'il a souscrit un contrat d'assurance qui couvre les risques mentionnés au paragraphe (1). Il fournit ce certificat sans délai, aussitôt que le contrat entre en vigueur.	Certificat d'assurance
	(4) Subsection 20 (4) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third and fourth lines and substituting "grain".	(4) Le paragraphe 20 (4) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.	
	(5) Subsection 20 (6) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the fifth line and substituting "grain".	(5) Le paragraphe 20 (6) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» aux cinquième et sixième lignes.	
	15. (1) Subsection 21 (1) of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third line and substituting "grain".	15. (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la quatrième ligne.	
	(2) Subsection 21 (2) of the Act is repealed and the following substituted:	(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Storage in another elevator	(2) A grain elevator operator who contracts for storage facilities with another grain elevator operator licensed under this Act or any Act of the Parliament of Canada may store in the facilities grain received for storage at the operator's own elevator.	(2) S'il conclut un contrat en vue d'utiliser les installations d'entreposage appartenant à un autre exploitant d'élevateur à grains titulaire d'un permis aux termes de la présente loi ou d'une loi du Parlement du Canada, l'exploitant d'élevateur à grains peut entreposer	Entreposage dans un autre élévateur

(3) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out "farm produce stored" in the fifth line and substituting "grain stored".

(4) Subsection 21 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) With the written consent of the chief inspector, a grain elevator operator may store grain on unlicensed premises on the conditions that the chief inspector determines.

16. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

22. Every grain elevator operator shall have at all times in the operator's grain elevator or in storage facilities arranged under subsection 21 (2) or (4) amounts of grain of each kind and grade that at least equal the total amounts of outstanding grain storage receipts and weigh tickets issued by the operator.

17. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

24. Unless it is agreed in writing to the contrary, grain stored in a grain elevator is not subject to any lien, charge or set-off other than for charges related to the storage and handling of the grain, including storage charges, elevation charges, conditioning charges, transportation charges and advance payments respecting the grain.

18. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. The *Warehouse Receipts Act* and section 2 of the *Factors Act* do not apply to grain in the possession of a grain elevator operator for storage or to a document of title to the grain.

19. (1) Section 26 of the Act is amended by striking out "farm produce" in the third line and substituting "grain".

(2) Clauses 26 (e), (f), (g), (h), (i) and (j) of the Act are repealed and the following substituted:

(e) order the operation of a grain elevator to cease until the actual amount of grain in storage can be ascertained and, for such purpose, cause any storage bins to be sealed;

(f) seize the grain wherever it is located or such quantity of it as is necessary to

dans ces installations le grain qu'il a reçu pour entreposage à son propre élévateur.

(3) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par substitution de «grain» à «produit de la ferme» à la sixième ligne.

(4) Le paragraphe 21 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) L'exploitant d'élévateur à grains peut, avec l'autorisation écrite de l'inspecteur en chef et aux conditions que celui-ci précise, entreposer du grain dans des locaux qui ne font pas l'objet d'un permis.

16. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. L'exploitant d'élévateur à grains a, en tout temps, dans son élévateur à grains ou dans les installations d'entreposage qu'il a prévues en vertu du paragraphe 21 (2) ou (4), des quantités de grain de chaque type et qualité correspondant au moins aux quantités totales indiquées sur les récépissés d'entreposage de grains et les billets de pesée en circulation qu'il a délivrés.

17. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. Sous réserve d'un accord écrit stipulant le contraire, le grain entreposé dans un élévateur à grains n'est assujéti à aucun privilège, ni à aucune sûreté ou compensation sauf aux frais d'entreposage et de manutention du grain, y compris les frais d'entreposage, d'élévation, de conditionnement, de transport et les frais de paiement anticipé relatifs au grain.

18. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. La Loi sur les récépissés d'entrepôt et l'article 2 de la Loi sur les commissionnaires ne s'appliquent pas au grain que possède un exploitant d'élévateur à grains pour entreposage ni au document attestant le titre de ce grain.

19. (1) L'article 26 de la Loi est modifié par substitution de «de grain» à «du produit de la ferme» aux troisième et quatrième lignes.

(2) Les alinéas 26 e), f), g), h), i) et j) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

e) ordonner la suspension de l'exploitation de l'élévateur à grains jusqu'à ce que la quantité réelle de grain qui y est entreposé soit déterminée et, à cette fin, apposer les scellés sur des cellules d'entreposage données;

f) saisir le grain là où il se trouve ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de

Storage on unlicensed premises

Correspondence to receipts

No lien

Non-application

Locaux qui ne font pas l'objet d'un permis

Correspondance des récépissés

Aucune sûreté

Non-application

protect the interests of the owners of the stored grain;

- (g) remove the grain seized under clause (f) from a grain elevator and arrange for its storage in another licensed grain elevator;
- (h) distribute the stored grain to the owners on a proportionate basis;
- (i) sell the seized grain or a sufficient quantity of it to protect the interests of the grain owners and distribute the proceeds of the sale of the grain proportionately among the owners; and
- (j) insure the grain with an insurer licensed under the *Insurance Act* as trustee for the grain owners.

(3) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) Upon arranging for the storage of grain in another licensed grain elevator under clause (1) (g), the chief inspector shall obtain grain storage receipts from the operator of the grain elevator in the name of the owners of the grain.

20. (1) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) Subject to the approval of the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, the Agency may make regulations,

(2) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

- (a.01) designating any farm product as grain for the purpose of this Act;
- (a.02) prescribing the powers of inspectors.

(3) Clause 28 (1) (a) of the Act is amended by striking out "and the fees payable therefor" in the third line.

(4) Clause 28 (1) (b.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

protéger les intérêts des propriétaires du grain entreposé;

- g) enlever le grain saisi en vertu de l'alinéa f) d'un élévateur à grains et prendre les dispositions pour son entreposage dans un autre élévateur à grains qui fait l'objet d'un permis;
- h) répartir le grain entreposé proportionnellement entre les propriétaires de celui-ci;
- i) vendre le grain saisi ou une quantité suffisante de celui-ci en vue de protéger les intérêts des propriétaires du grain et répartir le produit de la vente du grain proportionnellement entre les propriétaires;
- j) souscrire un contrat d'assurance pour le grain auprès d'un assureur titulaire d'un permis aux termes de la *Loi sur les assurances* agissant ainsi à titre de fiduciaire pour le compte des propriétaires du grain.

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dès qu'il a pris, en vertu de l'alinéa (1) g), les dispositions pour l'entreposage du grain dans un autre élévateur à grains faisant l'objet d'un permis, l'inspecteur en chef obtient des récépissés d'entreposage de grains de l'exploitant de l'élévateur à grains au nom des propriétaires du grain.

20. (1) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) Sous réserve de l'approbation du ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, l'Agence peut, par règlement :

(2) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- a.01) désigner tout produit de la ferme comme étant du grain pour l'application de la présente loi;
- a.02) prescrire les pouvoirs des inspecteurs.

(3) L'alinéa 28 (1) a) de la Loi est modifié par suppression de «et les droits y afférents» aux deuxième et troisième lignes.

(4) L'alinéa 28 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

Receipt for
stored grain

Récépissé
pour grain
entreposé

(5) Subsection 28 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is further amended by adding the following clauses:

- (c) requiring dealers or any class of dealers to furnish security or proof of financial responsibility to the chief inspector and providing for the forfeiture and disposition of security that is furnished;

- (c.1) requiring dealers or operators of grain elevators or any class of them to keep the books and records, to make the reports or to furnish the information specified in the regulations.

(6) Clauses 28 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed and the following substituted:

- (j) prescribing services or acts that the chief inspector may perform at any time to protect grain or deal with the proceeds from the sale of grain delivered for storage to a grain elevator;
- (k) prescribing the time and manner in which payment shall be made for grain sold.

(7) Clauses 28 (1) (m) of the Act is repealed and the following substituted:

- (m) exempting any person, class of person, grain or class of grain from any provision of this Act or the regulations.

(8) Subsection 28 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 23, is repealed.

21. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(5) Le paragraphe 28 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- c) exiger des marchands ou d'une catégorie de ceux-ci qu'ils fournissent à l'inspecteur en chef un cautionnement ou la preuve d'une saine gestion financière et prévoir la confiscation et la disposition des cautionnements ainsi fournis;

- c.1) exiger des marchands ou des exploitants d'élevateur à grains, ou d'une catégorie de ceux-ci, qu'ils tiennent les registres et les dossiers, qu'ils rédigent les rapports ou qu'ils fournissent les renseignements précisés dans les règlements.

(6) Les alinéas 28 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- j) prescrire les services que peut assurer l'inspecteur en chef ou les mesures qu'il peut prendre afin de protéger le grain ou de disposer du produit de la vente du grain livré pour entreposage à un élévateur à grains;
- k) prescrire les délais et les modalités selon lesquels le paiement du grain vendu est effectué.

(7) L'alinéa 28 (1) m) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- m) soustraire à l'application de la présente loi ou des règlements toute personne ou toute catégorie de personnes, tout grain ou toute catégorie de grain.

(8) Le paragraphe 28 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

21. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Commence-
ment

SCHEDULE G AMENDMENTS TO THE LIVESTOCK BRANDING ACT

1. The title of the *Livestock Branding Act* is repealed and the following substituted:

LIVESTOCK IDENTIFICATION ACT

2. (1) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Association” means the Ontario Cattlemen’s Association. (“Association”)

(2) The definition of “livestock” in section 1 of the Act is amended by adding at the end “made under this Act”.

(3) The definitions of “Ministry” and “regulations” in section 1 of the Act are repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

1.1 (1) The Association is responsible for the administration and enforcement of this Act.

(2) The Association may establish and collect fees related to the exercise of its powers or the carrying out of its duties under this Act.

4. (1) Subsections 2 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) No person shall brand livestock except with a brand allotted by the Association and to which the person is entitled under this Act.

(2) The Association shall record every brand that it allots.

(2) Subsection 2 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) An owner of a brand may transfer the ownership of it to any person upon applying to the Association and complying with the requirements specified by the Association for making the transfer.

5. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “Ministry” in the second line and substituting “Association”.

6. Section 4.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed.

7. Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 25, is repealed and the following substituted:

5. The Association shall be the recorder of brands and shall receive applications, keep a record of all brands allotted and make trans-

ANNEXE G MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MARQUAGE DU BÉTAIL

1. Le titre de la *Loi sur le marquage du bétail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR L'IDENTIFICATION DU BÉTAIL

2. (1) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Association» L'association appelée Ontario Cattlemen's Association. («Association»)

(2) La définition de «bétail» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par adjonction de «pris en application de la présente loi».

(3) Les définitions de «ministère» et «règlements» qui figurent à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) L'Association est chargée de l'application et de l'exécution de la présente loi.

(2) L'Association peut fixer et percevoir des droits liés à l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi.

4. (1) Les paragraphes 2 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Nul ne doit marquer du bétail à moins d'utiliser une marque attribuée par l'Association et d'y avoir droit en vertu de la présente loi.

(2) L'Association inscrit chaque marque qu'elle attribue.

(2) Le paragraphe 2 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le propriétaire d'une marque peut en céder la propriété à une autre personne après avoir fait une demande à cet effet à l'Association et s'être conformé aux conditions fixées par l'Association pour effectuer la cession.

5. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de l'Association» à «du ministère» à la deuxième ligne.

6. L'article 4.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

7. L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. L'Association est responsable de l'inscription des marques. Elle reçoit les demandes, inscrit dans un registre les marques

Administration

Fees

Branding of livestock

Recording brand

Transfer of brand

Record of all brands

Application

Droits

Marquage du bétail

Inscription de la marque

Cession de marque

Inscription de toutes les marques

fers and cancellations in accordance with this Act.

8. Section 6 of the Act is repealed.

9. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

7. The Minister may make regulations prescribing additional classes of animals as livestock for the purpose of this Act.

10. (1) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

8. A person is guilty of an offence if the person,

(2) Clause 8 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) improperly and wrongfully brands or causes to be branded any livestock with a brand that has been recorded as required by this Act and that has not been cancelled under this Act; or

(3) Section 8 of the Act is amended by striking out the portion after clause (d).

Commence-
ment

11. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

attribuées et effectue les cessions et les annulations conformément à la présente loi.

8. L'article 6 de la Loi est abrogé.

9. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. Le ministre peut, par règlement, prescrire comme bétail d'autres catégories d'animaux pour l'application de la présente loi.

Règlements

10. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

8. Est coupable d'une infraction quiconque :

(2) L'alinéa 8 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) marque ou fait marquer du bétail de façon irrégulière et fautive au moyen d'une marque inscrite comme l'exige la présente loi et qui n'a pas été annulée en vertu de celle-ci;

(3) La version anglaise de l'article 8 de la Loi est modifiée par suppression du passage qui suit l'alinéa d).

11. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE MILK ACT

1. Section 6.1 of the *Milk Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is repealed and the following substituted:

Regulations

6.1 Subject to the Minister's approval, the Commission may make regulations,

- (a) amending plans for the control and regulation of the producing or marketing within Ontario, or any part of Ontario, of milk, cream or cheese, or any combination of them;
- (b) constituting marketing boards to administer the plans mentioned in clause (a) or amending the constitution of the marketing boards.

2. (1) Paragraph 41 of subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 41. authorizing a marketing board to conduct a pool or pools for the distribution to producers of money received from the sale of the regulated product, as adjusted under subsection (5.1), so that each producer receives a share of the money in relation to the amount, content and grade of the regulated product supplied by the producer and the amount and type of quota held by the producer.

(2) Section 7 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 53, section 2 and 1994, chapter 27, section 30, is further amended by adding the following subsection:

Adjustments
to pool

(5.1) A marketing board conducting a pool under paragraph 41 of subsection (1) may add to the pool money received under an agreement made under section 28 and may deduct from the pool all proper expenses related to the pool, including money paid out under the agreement.

3. (1) Subsection 19 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is further amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

(1) The Commission may make regulations,

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR LE LAIT

1. L'article 6.1 de la *Loi sur le lait*, tel qu'il est adopté par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.1 Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement :

- a) modifier les plans visant à régir et à réglementer, en Ontario ou dans une partie de cette province, la production ou la commercialisation du lait, de la crème, du fromage ou d'une combinaison quelconque de ceux-ci;
- b) créer des commissions de commercialisation chargées d'administrer les plans visés à l'alinéa a) ou modifier l'acte constitutif de ces commissions.

2. (1) La disposition 41 du paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 41. autoriser la commission de commercialisation à diriger la mise en commun en un seul ou plusieurs fonds afin de distribuer aux producteurs l'argent provenant de la vente du produit réglementé, après les rajustements visés au paragraphe (5.1), de façon que chaque producteur en reçoive une part basée sur la quantité, le contenu et la qualité du produit réglementé qu'il a fourni et la quantité et la nature du contingent qui lui a été alloué.

(2) L'article 7 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 53 des Lois de l'Ontario de 1991 et par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) La commission de commercialisation qui dirige la mise en commun d'un fonds visé à la disposition 41 du paragraphe (1) peut verser dans le fonds l'argent provenant d'une entente conclue en vertu de l'article 28 et peut retrancher du fonds les frais légitimes liés au fonds, y compris les sommes d'argent prélevées sur le fonds en vertu de l'entente.

3. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

(1) La Commission peut, par règlement :

Règlements

Rajustements

(2) Subsection 19 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 30, is amended by striking out "Lieutenant Governor in Council" in the third and fourth lines and substituting "Commission".

4. Section 28 of the Act and the heading preceding it are repealed and the following substituted:

Agreements with other governments

28. (1) The Minister, the Commission or a marketing board may make agreements for the co-ordinated marketing of milk or milk products with one or more of the Government of Canada, the Canadian Dairy Commission, the government of any province of Canada and any of its agencies or commodity boards.

Contents of agreements

(2) The agreements may provide for the pooling of revenue and may authorize the Commission or marketing board to perform, on behalf of the Government of Canada or the Canadian Dairy Commission, any function relating to interprovincial or export trade in a regulated product in respect of which the Commission or marketing board, as the case may be, may exercise powers in intra-provincial trade.

Levies for agency

29. (1) In this section,

"promotion-research agency" means a promotion-research agency established under the *Farm Products Agencies Act* (Canada).

Commission's recommendation

(2) If the Commission is of the opinion that a majority of the producers in Ontario of a milk product are in favour of a levy or charge to support a promotion-research agency, the Commission may recommend to the Minister that the levy or charge be established.

Levy on a milk product

(3) The Minister may, by regulation, grant to a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of the milk product in Ontario,

- (a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the milk product; and
- (b) to use the levies or charges for the purpose of the agency.

Levy on regulated product

(4) The Minister may, by regulation, grant to the Canadian Dairy Commission or a promotion-research agency the authority, in relation to the marketing of a regulated product in Ontario,

(2) Le paragraphe 19 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 30 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «la Commission» à «le lieutenant-gouverneur en conseil» aux troisième et quatrième lignes.

4. L'article 28 de la Loi et le titre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

28. (1) Le ministre, la Commission ou une commission de commercialisation peut conclure des ententes pour la commercialisation concertée du lait ou des produits du lait avec le gouvernement du Canada, la Commission canadienne du lait, le gouvernement d'une province du Canada et l'une de ses commissions de produits agricoles ou agences.

Ententes avec d'autres gouvernements

(2) Les ententes peuvent prévoir la mise en commun des recettes et peut autoriser la Commission ou la commission de commercialisation à exercer, au nom du gouvernement du Canada ou de la Commission canadienne du lait, les fonctions relatives au commerce interprovincial ou au commerce d'exportation d'un produit réglementé à l'égard duquel la Commission ou la commission de commercialisation, selon le cas, est autorisée à exercer des pouvoirs en matière de commerce interprovincial.

Contenu des ententes

29. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«agence de promotion et de recherche» Office créé en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (Canada).

Droits aux fins de l'agence

(2) Si la Commission est d'avis qu'en Ontario la majorité des producteurs d'un produit du lait sont favorables à l'imposition de taxes ou de redevances pour assurer le soutien d'une agence de promotion et de recherche, la Commission peut recommander au ministre la création de ces taxes ou redevances.

Recommandation de la Commission

(3) Le ministre peut, par règlement, accorder à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation du produit du lait en Ontario :

Taxes sur un produit du lait

- a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit du lait et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;
- b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de l'agence.

(4) Le ministre peut, par règlement, accorder à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche les pouvoirs suivants, en ce qui concerne la commercialisation d'un produit réglementé en Ontario :

Taxes sur un produit réglementé

- (a) to fix, impose and collect levies or charges from producers of the regulated product; and
- (b) to use the levies or charges for the purpose of the Canadian Dairy Commission or the agency, as the case may be.

Contents of regulation

(5) A regulation made under this section may,

- (a) specify conditions relating to the granting of the authority described in the regulation, including limits on the amount of the levies and charges that may be imposed under the authority;
- (b) require that a person who receives a milk product shall deduct from the money payable for the milk product the levies or charges that are payable and shall forward them to the Canadian Dairy Commission or the promotion-research agency, as the case may be, to whom they are payable or to the agent of the body to whom they are payable; and
- (c) specify terms for the payment of the levies or charges.

Commence-
ment

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- a) fixer et imposer des taxes ou des redevances aux producteurs du produit réglementé et percevoir ces taxes ou redevances de ces mêmes producteurs;
- b) utiliser les taxes ou redevances aux fins de la Commission canadienne du lait ou de l'agence, selon le cas.

(5) Un règlement pris en application du présent article peut :

Contenu du
règlement

- a) préciser les conditions d'attribution des pouvoirs mentionnés dans le règlement, notamment les limites au montant des taxes et redevances qui peuvent être imposées en vertu de ces pouvoirs;
- b) exiger d'une personne qui reçoit un produit du lait qu'elle déduise, de l'argent payable pour le produit du lait, les taxes ou redevances payables et qu'elle verse ces taxes ou redevances à la Commission canadienne du lait ou à l'agence de promotion et de recherche, selon le cas, à qui elles sont payables ou au mandataire de l'organisme à qui elles sont payables;
- c) préciser les conditions de paiement des taxes ou redevances.

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE I AMENDMENTS TO THE PLANT DISEASES ACT

1. (1) The definitions of “dealer in nursery stock”, “licence” and “nursery” in section 1 of the *Plant Diseases Act* are repealed.

(2) The definition of “inspector” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“inspector” means an inspector appointed under this Act. (“inspecteur”)

(3) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, is repealed.

2. Sections 2 and 3 of the Act are repealed and the following substituted:

2. No person shall transport, ship, sell, offer for sale or have in the person's possession for sale any plant having a plant disease.

3. Sections 5 to 8 of the Act are repealed.

4. Sections 9, 10 and 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, and section 12 of the Act are repealed.

5. Subsection 13 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Subject to subsection (2), an inspector may, between sunrise and sunset, for the purpose of inspecting for plant diseases,

- (a) enter any land, premises, vehicle or vessel in or on which the inspector has reason to believe there are plants or anything relating to plants;
- (b) inspect the land, premises, vehicle, vessel or any plants located in or on them; or
- (c) inspect any containers, implements, machinery, books or records relating to plants located in or on them.

6. Section 16, and section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 34, are repealed and the following substituted:

16. Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations or any

ANNEXE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MALADIES DES PLANTES

1. (1) Les définitions de «fournisseur de plants de pépinière», «pépinière» et «permis» qui figurent à l'article 1 de la *Loi sur les maladies des plantes* sont abrogées.

(2) La définition de «inspecteur» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu de la présente loi. («inspecteur»)

(3) La définition de «Commission» qui figure à l'article 1 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

2. Les articles 2 et 3 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. Nul ne doit transporter, expédier, vendre, mettre en vente ou posséder à des fins de vente une plante atteinte d'une maladie des plantes.

3. Les articles 5 à 8 de la Loi sont abrogés.

4. Les articles 9, 10 et 11 de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et l'article 12 de la Loi sont abrogés.

5. Le paragraphe 13 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sous réserve du paragraphe (2), l'inspecteur peut, entre le lever et le coucher du soleil, à des fins d'inspection en vue de découvrir une maladie des plantes :

- a) pénétrer dans un bien-fonds ou un lieu ou entrer dans un véhicule ou un navire s'il est fondé à croire que des plantes ou quoi que ce soit qui se rapporte à des plantes s'y trouvent;
- b) procéder à l'inspection de ce bien-fonds, de ce lieu, de ce véhicule ou de ce navire ainsi que des plantes qui s'y trouvent;
- c) procéder à l'inspection des contenants, appareils, machines, livres ou dossiers qui se rapportent aux plantes et qui se trouvent dans le bien-fonds, le lieu, le véhicule ou le navire.

6. L'article 16, et l'article 17 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 34 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

16. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements ou un ordre

No dealing
with diseased
plants

Aucune
opération
relative aux
plantes
malades

Power of
entry

Pouvoir de
pénétrer

Offences

Infractions

order of an inspector or the Provincial Entomologist is guilty of an offence.

Regulations

17. The Minister may make regulations,

- (a) designating plant diseases for the purpose of this Act;
- (b) providing for the establishment of plant disease control areas;
- (c) providing for the control or eradication of any plant disease in any plant disease control area or in any other area;
- (d) specifying the duties and obligations of persons owning or occupying land or premises in any area mentioned in clause (c).

Commence-
ment

7. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

donné par un inspecteur ou par l'entomologiste provincial est coupable d'une infraction.

17. Le ministre peut, par règlement :

Règlements

- a) désigner les maladies qui constituent des maladies des plantes pour l'application de la présente loi;
- b) prévoir des zones de lutte contre les maladies des plantes;
- c) prévoir la lutte contre les maladies des plantes, ou l'éradication de celles-ci, dans une zone de lutte contre les maladies des plantes ou dans une autre zone;
- d) préciser les fonctions et obligations des propriétaires ou occupants de biens-fonds ou de lieux situés dans une zone visée à l'alinéa c).

7. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE J
REPEAL OF VARIOUS ACTS**

Repeals	1. (1) The following are repealed:
	1. The <i>Abandoned Orchards Act</i> .
	2. Section 1 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(2) The following are repealed:
	1. The <i>Agricultural Rehabilitation and Development Act (Ontario)</i> .
	2. Section 3 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(3) The <i>Farm Income Stabilization Act</i> is repealed.
Same	(4) The following are repealed:
	1. The <i>Fur Farms Act</i> .
	2. Section 22 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(5) The <i>Junior Farmer Establishment Act</i> is repealed.
Same	(6) The <i>Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act</i> is repealed.
Same	(7) The following are repealed:
	1. The <i>Oleomargarine Act</i> .
	2. Section 32 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Same	(8) The following are repealed:
	1. The <i>Riding Horse Establishments Act</i> , as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule.
	2. Section 36 of the <i>Statute Law Amendment Act (Government Management and Services)</i> , 1994.
Commence- ment	2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE J
ABROGATION DE LOIS DIVERSES**

1. (1) Sont abrogés :	Abrogations
1. La <i>Loi sur les vergers abandonnés</i> .	
2. L'article 1 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(2) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles (Ontario)</i> .	
2. L'article 3 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(3) La <i>Loi sur la stabilisation des revenus agricoles</i> est abrogée.	Idem
(4) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure</i> .	
2. L'article 22 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(5) La <i>Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs</i> est abrogée.	Idem
(6) La <i>Loi sur l'enregistrement des droits sur les biens-fonds agricoles des non-résidents</i> est abrogée.	Idem
(7) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur la margarine</i> .	
2. L'article 32 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
(8) Sont abrogés :	Idem
1. La <i>Loi sur les centres d'équitation</i> , telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993.	
2. L'article 36 de la <i>Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait aux pratiques de gestion et aux services du gouvernement</i> .	
2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur



3 1761 11470924 9